

Thèse de doctorat



**Université
de Limoges**



ED 654 Littératures, Sciences de l'Homme et de la Société

Espaces Humains et Interactions Culturelles (EHIC)

Programa de Pós-Graduação em Ciência Política (PPGCP)

Thèse pour obtenir le grade de

**Docteur de l'Université de Limoges et de l'Universidade
Federal do Paraná**

Sciences de l'Information et de la Communication

Présentée et soutenue par

Thais Barbosa de Almeida

Le 4 décembre 2023

**Lula en prison : une analyse multimédiatique de la polémique
publique au Brésil dans la presse et sur Twitter autour de l'affaire
Triplex (2016-2018)**

Thèse dirigée par

M. Jacques Migozzi, Professeur des universités, EHIC, Université de Limoges

M. Emerson Urizzi Cervi, Professor titular, PPGCP, Universidade Federal do Paraná

JURY :

Président du jury

M. Olivier Dabène, Professeur des universités, CERI, Sciences Po

Rapporteur et rapporteure

M. Benoît Lafon, Professeur des universités, GRESEC, Université Grenoble Alpes

Mme. Nelly Quemener, Professeure des universités, GRIPIC, Sorbonne Université

Examineur et examinatrice

M. Fábio Henrique Pereira, Professeur, CRICIS, Université Laval

Mme. Annik Dubied, Professeure ordinaire, AJM, Université de Neuchâtel

Aux chercheuses venues avant moi,

*"Os jornais noticiam tudo, menos uma coisa tão banal
que ninguém se lembra: a vida"*

Rubem Braga

Remerciements

La richesse de ce travail de thèse va bien au-delà de ce manuscrit. L'expérience humaine de mener une recherche de longue haleine apprend la résilience, la frustration, la joie, la persévérance, l'humilité et la plus importante des leçons : que la connaissance se bâtit en collectif. Ces pages viennent donc exprimer la reconnaissance que je porte à l'égard de celles et ceux qui ont fait partie du riche réseau de soutien sur lequel ce travail repose.

Ces cinq années de travail ont pu compter avec le support de deux encadrants, en France et au Brésil. Je souhaite exprimer ma plus grande gratitude à Jacques Migozzi pour son soutien inconditionnel à ce projet de recherche. Il a toujours été à l'écoute de mes ambitions scientifiques, même quand elles paraissent démesurées, et attentif au développement de mon expression française. Ses conseils avisés, son engagement et ses retours rigoureux ont été sans doute des qualités qui ont permis que ce travail se déroule dans les meilleures conditions. J'adresse également mes remerciements à Emerson Urizzi Cervi qui a su apporter d'importantes recommandations au développement de ce travail, de la méthode jusqu'à l'interprétation des résultats. Sa fine lecture de la politique contemporaine brésilienne et sa disponibilité à échanger ont été un apport indéniable pour ce travail.

Ce riche dialogue se construit aussi avec les membres du jury de cette thèse qui ont généreusement évalué ce travail. Merci à Nelly Quemener, Benoit Lafon, Olivier Dabène, Fabio Henrique Pereira et Annik Dubied pour vos riches contributions à cette étude.

Par ailleurs, j'adresse mes remerciements à l'Université de Limoges qui m'a accueillie comme étudiante en échange international, puis en master et doctorat, mais également comme enseignante durant mes premières années de thèse. Je suis très reconnaissante de la confiance qui m'a été accordée. Un merci particulier à Émeline Chauvet qui a généreusement partagé avec moi son expérience durant le début de mon parcours. Je tiens aussi à remercier l'École Doctorale Humanités et le laboratoire EHIC pour leur soutien financier et institutionnel pour mes déplacements scientifiques, y compris à l'étranger.

J'ai une pensée toute spéciale pour mes chers camarades doctorants, car nos riches discussions, qui allaient bien au-delà de la thèse, ont été pour moi très formatrices. L'esprit d'entraide, les débats sans fin et le parfum de café qui régnaient à la salle C112 resteront ancrés pour toujours dans ma mémoire. Une mention particulière à Nicolas Piedade qui m'a apporté son soutien tout au long de cette thèse, surtout quand la motivation me manquait. Ses relectures se sont révélées précieuses, ainsi que les longues conversations scientifiques et linguistiques, qui se passaient généralement par longs audios *WhatsApp* qu'il a tous patiemment écoutés. Je suis reconnaissante aussi des moments d'amitié et d'échange dans les cafés bordelais que m'a procurés Lucile Berthomé. Ce fut un vrai honneur de partager avec elle les joies et les angoisses des dernières années de doctorat. Ses mots, toujours très justes, me redonnaient confiance en moi. Un grand merci aussi à Lucie Amir qui a toujours montré son intérêt pour ma thématique de travail et notamment sa méthodologie. Je garde un excellent souvenir de nos échanges sur les outils des humanités numériques et de notre merveilleux « séjour d'écriture » rythmé par la fondue savoyarde.

Merci aussi à toute l'équipe du Celsa, où mon expérience en tant qu'ATER n'a fait qu'agrandir ma passion pour la recherche et l'enseignement. Les séminaires du Gripic ont été d'ailleurs une importante source d'inspiration scientifique pour ce travail. Je remercie chaleureusement Julien Tassel, Anne-Laure Glucklich, Denis Ruellan, Sophie Corbillé, Caroline Marti, Adeline

Wrona et Juliette Charbonneaux qui m'ont procuré le meilleur des accueils. Un remerciement spécial également à Thibault Grison, Marie-Lyse Buisson, Camila Cabral Salles et Camila Moreira César qui ont tout particulièrement égayé cette parenthèse parisienne.

L'équipe du MICA à Bordeaux Montaigne m'a aussi procuré un accueil tout aussi chaleureux durant ma seconde année d'ATER. Le passage par l'ISIC m'a fourni de nouveaux éléments méthodologiques pour la construction de cette thèse. Et cela notamment par la possibilité d'intervenir en licence en mobilisant des thèmes qui me sont chers comme l'analyse de l'image et l'épistémologie des Sciences de l'Information et de la Communication. Je porte une immense reconnaissance à Corinne Destal et Jessica de Bideran pour cette riche opportunité. J'adresse aussi un merci tout particulier à Ludovic Chatenet et Florian Denise qui ont toujours été de précieux conseils.

Merci aussi à l'Association Analyse des discours de l'Amérique latine (ADAL), et en particulier à Yeny Serrano, qui a accepté de soutenir un projet de journée d'études internationale portant sur l'analyse du discours numérique. Ce projet m'a énormément appris et ce fut un vrai honneur de le porter en intégrant son organisation scientifique.

Obrigado à minha mãe, Marcilene, que me ensinou a nunca desistir, não importa quão grande seja a dificuldade. À minha irmã, Thamyras, pelo amor sincero e pelos momentos de boas risadas que me fizeram tantas vezes esquecer os desafios da tese. Ao meu pai, Sérgio, por ter me dado acesso aos espaços que antes eram inacessíveis à nossa família.

J'ai une immense gratitude pour toute ma famille française, les Charlet, et notamment à Gilles, relecteur dévoué et patient dont les remarques ont apporté énormément à ce travail, et à Isabelle pour son soutien affectueux toujours bien présent.

Une pensée aux amis qui ont cru à mon projet, qui se sont montrés curieux des résultats de la recherche et qui m'ont toujours apporté un soutien chaleureux, certains même de l'autre côté de l'Atlantique. Merci à Clémentine, Anna, Ana, Arthur, Pedro, Alice, Carlos, Camille, Letícia, Valsuí, Mel, Milah, Marc, Alana, Bruna, et tant d'autres.

Thibault, merci d'avoir été mon compagnon fidèle et patient à chaque étape de ce chemin. Merci d'avoir toujours su trouver les mots de réconfort dont j'avais besoin, aux moments où j'en avais besoin. Merci surtout pour l'amour sans réserve que tu m'apportes au quotidien.

Je souhaiterais enfin remercier les citoyens et citoyennes français et brésiliens qui financent par leurs impôts le fonctionnement des deux institutions publiques qui ont accueilli cette recherche. Ces dix ans en tant qu'étudiante à l'Université Fédérale du Paraná puis à l'Université de Limoges m'ont transformée en meilleure citoyenne et, surtout, en meilleure personne. Je suis plus que jamais persuadée de l'importance d'une éducation publique et universelle et je m'engage à la protéger.

Viva a educação pública de qualidade!

Droits d'auteurs

Cette création est mise à disposition selon le Contrat :

« **Attribution-Pas d'Utilisation Commerciale-Pas de modification 3.0 France** »

disponible en ligne : <http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/fr/>



Précisions formelles

Ce manuscrit est rédigé avec certains choix de style et de forme que nous souhaitons présenter dans les lignes suivantes. Ce texte, en plus de l'introduction et de la conclusion générales, est composé de cinq grandes Parties, chacune constituée de deux Chapitres, divisés en plusieurs parties et parfois sous-parties selon les aspects traités. Chaque Partie comporte une introduction présentant les points qui seront développés et une conclusion partielle reprenant ses principaux aboutissements accompagnés d'une transition vers la partie suivante. Ce choix est fait pour permettre une meilleure compréhension par un lecteur lusophone qui aura à sa disposition la version de ces étapes intermédiaires traduites en portugais brésilien.

Le « nous » de modestie est utilisé au fil du manuscrit, avec un accord au féminin singulier. L'italique est utilisé pour les néologismes, les termes latins, les anglicismes et parfois pour mettre en évidence une phrase clé de notre propos. Les noms propres d'organes de presse, films et livres sont aussi en italique, sauf quand ils sont abrégés (*Folha de São Paulo* devient FDSP sans italique, par exemple). Les termes du portugais brésilien comme Lava Jato ou condução coercitiva ne sont présentés ni en italiques ni entre guillemets puisqu'ils sont très utilisés dans notre argumentaire et qu'ils font l'objet d'une définition dans le glossaire.

Les citations académiques au-delà de trois lignes sont présentées en italique, avec un retrait et entre guillemets français. Les extraits en langue étrangère sont traduits par nos soins quand il n'existait pas de version publiée du texte en français. La typographie originale des citations est respectée et la suppression éventuelle de certains passages est indiquée par « (...) ».

Les citations de corpus ont été traduites en français par nos soins, éventuellement avec des précisions de traduction entre crochets. La version originale (VO) en portugais brésilien est présentée en note de bas de page et entre guillemets anglo-saxons. Si ces citations font plus de trois lignes, elles sont introduites en retrait et par des chiffres arabes. À la fin de chaque passage, un code (exemple F12) permettant de trouver la référence complète de chaque article est fourni entre parenthèses. Cette codification renvoie à l'Annexe 2 qui présente des tableaux avec la date de publication, le titre du texte et éventuellement la page et la rubrique pour chaque reportage cité. Le journaliste auteur du texte est nommé dans le manuscrit uniquement dans les cas de textes parus sous la rubrique « opinion ».

Les *tweets* apparaissent dans leur langue originale et dans leur environnement énonciatif par des captures d'écran. Nous avons choisi l'option de supprimer l'identité des auteurs des *tweets*, sauf pour les personnalités publiques. La traduction des extraits utilisés au cours de notre analyse est proposée dans le corps du texte. La traduction littérale ne sera pas forcément respectée, puisque certaines adaptations auront pour but de permettre la compréhension de la publication en langue française. Cela nous conduit à opérer parfois des modifications dans leur structure grammaticale, notamment à cause d'« erreurs » d'orthographe ou de syntaxe que comportent certains tweets. Cependant, nous ne changeons pas la disposition des signes de ponctuation ni l'usage des majuscules et minuscules afin de respecter la forme graphique des énoncés originaux.

Enfin, les captures d'écran de presse en ligne et de *tweets* ont été effectuées sur un ordinateur doté du système d'exploitation Windows 11 avec le navigateur Mozilla Firefox. La taille des Figures ne correspond pas nécessairement à leur taille dans leur version originale en raison des adaptations faites pour accorder les images avec le modèle de rédaction utilisé dans ce manuscrit.

Table des matières

Introduction générale.....	25
Partie I. Balises méthodologiques et théoriques pour une analyse multimédiatique de la « polémique publique »	35
Chapitre 1. La polémique : arme argumentative, stratégie de visibilité et médiatrice de conflits	37
1.1. De la polémique : quelques traits définitoires	37
1.2. Argumentation ou simple passion ?	41
1.3. La question du désaccord en polémique	43
1.4. La notion de « polémique publique » et la fondation de « l'espace public »	46
Chapitre 2. L'info-communicationnel contemporain : entre mise en scène et polémique...49	
2.1. Liens entre la polémique, la presse et le discours politique	49
2.2. Le paysage médiatique brésilien : processus d'hégémonie et de concentration	56
2.3. Les réseaux socio-numériques comme lieu polémique : le cas de Twitter	62
Partie II. De la construction de l'archive à sa saisie quantitative	75
Chapitre 3. La construction du corpus et de la méthode : une question épineuse en polémique publique.....	77
3.1. La composition de l'archive : réflexions épistémologiques	77
3.2. L'organisation de l'archive médiatique : les résultats du recueil de données	82
3.2.1. <i>UOL</i> et <i>G1</i> : presse en ligne et enjeux d'archivage	84
3.2.2. <i>Folha de S. Paulo</i> : le principal quotidien imprimé du Brésil	85
3.2.3. <i>Veja</i> : un hebdomadaire influent ?	86
3.2.4. <i>Le Jornal Nacional</i> et l'importance de la télévision au Brésil	87
3.2.5. Twitter, un <i>locus</i> de discussion politique en ligne	88
3.3. Analyse multimédiatique de la polémique : proposition méthodologique interdisciplinaire pour l'analyse des données de presse et de Twitter	89
Chapitre 4. Approche lexicométrique de la polémique : étude quantitative.....	95
4.1. Le profil chronologique et statistique du fil d'actualité	95
4.2. Analyse contrastive entre les différents organes de presse	100
4.3. Profil des discussions sur <i>Twitter</i> : la polémique incarnée sous des mots-clés.....	106
Partie III. Le rôle des institutions politique et juridique dans l'affaire Triplex	111
Chapitre 5. L'affaire Triplex : configuration médiatique d'un scandale politico-judiciaire...113	
5.1. L'opération Lava Jato : une enquête policière fondatrice d'antagonismes	113
5.2. De l'accusation des tribunaux aux positionnements politiques.....	125
5.3. Les contours d'une crise politique et économique	133
5.4. Les élections présidentielles : l'enjeu majeur de la polémique publique.....	147
Chapitre 6. Quand les institutions deviennent polémiques : vers un processus de délégitimation démocratique	163
6.1. Entre la « République de Curitiba » et le « à bas la Rede Globo » : les conflits autour de la qualité des institutions démocratiques	163
6.2. Du « combat » contre la corruption à la criminalisation de la politique	178
6.3. La judiciarisation de la politique	191
Partie IV. La transformation des actes juridiques en récit : la mise en scène du procès menant Lula en prison.....	205
Chapitre 7. L'affaire Triplex et la « feuilletonisation » du récit de presse	207
7.1. « Lula en prison » : les procédés de mise en intrigue d'un feuilleton médiatique ..	208

7.1.1. L'ouverture de l'affaire : une série de micro-événements	208
7.1.2. La suite de l'affaire : les procédés de cohésion et les sutures en amont et vers l'aval	216
7.1.3. Clôture de l'affaire : des feuillets à l'intérieur du feuillet	223
7.2. Le « macro-récit » polémique : l'appartement, la famille et l'argent.....	232
7.2.1. La présentation des objets du crime : un appartement en front de mer	233
7.2.2. Une affaire de famille : la femme et les enfants chez <i>Veja</i>	239
7.2.3. Le chemin de l'argent et la « transmédiagénie » d'un PowerPoint	243
7.3. Transformer le récit juridique en récit de presse : processus médiatique ou médiatique du procès ?	252
7.3.1. Le processus médiatique : illustrer les jugements et dépeindre les juges.....	252
7.3.2. Fabriquer des contenus pour créer une médiatique du procès	262
Chapitre 8. Se positionner face à des personnages : les pivots de la polémique	271
8.1. Qui sont les personnages de l'affaire « Lula en prison » ?.....	271
8.1.1. Lula, Moro, Dilma, Aécio, Marisa, Gilmar, Bolsonaro : le profil des personnages de l'affaire	272
8.1.2. Les agents de la Justice et de la police : entre neutralité et célébrité	285
8.1.3. La lutte Moro <i>versus</i> Lula : dynamiques entre bourreau et victime	294
8.2 Le « mythe Lula », constructions et déconstructions discursives	303
8.2.1. « L'antilulisme » : un processus d'oppositions politiques.....	304
8.2.2. Une biographie brisée ou célébrée : points de vue divergents sur un parcours de vie.....	313
8.2.3. Jararaca, <i>cachaceiro</i> , Pelé, Jésus : (re)travail sémantiques des symboles	323
Partie V. Une esthétique de la polémique : la construction d'antagonismes dans et par la rue	339
Chapitre 9. La dichotomisation performée : la représentation des groupes en dispute....	341
9.1. Polémiquer en actes : la théâtralisation du conflit	341
9.1.1. Les manifestations de rue comme mise en scène de la conflictualité	342
9.1.2. Les formes visuelles de la mobilisation : du Pixuleco au canard de la Fiesp ..	355
9.1.3. Faire du bruit dans la ville : « <i>panelaços</i> », « <i>aplaudaços</i> » et « <i>buzinaços</i> » ..	364
9.2. « <i>Coxinhas</i> » versus « <i>mortadelas</i> » : configurations sémantiques d'une dualité ..	373
9.2.1. Des groupes politiques ?	375
9.2.2. Un conflit entre classes sociales ?	384
9.2.3. Un phénomène identitaire ?	392
Chapitre 10. La constitution binaire des camps ennemis : quelles conséquences ?.....	401
10.1. La désignation des camps opposés : un dangereux <i>dissensus</i> ?.....	401
10.1.1. Une opposition exacerbée : adversaires ou ennemis ?	402
10.1.2. La violence comme une donnée de la polarisation	410
10.1.3. Juger le positionnement d'autrui : la position de « Censurant ».....	419
10.2. Aucun débat possible : quelles conséquences ?	426
10.2.1. « Dialogue de sourds » : quelle responsabilité pour le cadre médiatique ? ..	427
10.2.2. La polémique anesthésiée par le médiatique : la pluralité mise en échec.....	434
10.2.3. La polémique entravée par le modèle institutionnel brésilien : le « consensus fabriqué »	436
Conclusion générale.....	441
<i>Post-scriptum</i> : le Brésil après l'affaire Triplex	449
Références bibliographiques	451

Table des illustrations

Figure 1 : Représentation des réseaux de discussion construits autour du débat sur la condamnation de Lula sur Twitter en janvier 2018.....	68
Figure 2 : Analyse quantitative chronologique du nombre de reportages publiés par tous les médias d'information	96
Figure 3 : Classification hiérarchique descendante (CHD) à partir de l'ensemble des textes journalistiques	99
Figure 4 : Analyse CHD des textes du journal papier <i>Folha de S. Paulo</i>	101
Figure 5 : Analyse CHD des textes du journal en ligne <i>G1</i>	101
Figure 6 : Analyse CHD des textes du journal télévisé <i>Jornal Nacional</i>	102
Figure 7 : Analyse CHD des textes du journal en ligne <i>UOL</i>	102
Figure 8 : Analyse CHD des textes du magazine <i>Veja</i>	103
Figure 9 : Analyse contrastive de la couverture médiatique	104
Figure 10 : Classification hiérarchique descendante (CHD) des publications sur <i>Twitter</i>	107
Figure 11 : Discussion sur la thèse de persécution politique sur Twitter	129
Figure 12 : Graphe de similitude du terme <i>crise</i> dans le corpus de presse	134
Figure 13 : pancarte en soutien à la destitution de Dilma et à l'incarcération de Lula (G30, 13/03/2016)	137
Figure 14 : Exemple de <i>tweet</i> petiste abordant les conséquences politiques de l'affaire Triplex	152
Figure 15 : Comparer Venezuela et Brésil : l'argument du « communisme » sur Twitter (14/09/2016).....	155
Figure 16 : Réaction de Bolsonaro à la condamnation de Lula (U95, 24/01/2018).....	156
Figure 17 : Échantillon de <i>tweets</i> évoquant Jair Bolsonaro.....	160
Figure 18 : Publication abordant le risque d'une dictature au Brésil.....	165
Figure 19: Campagne d'affichage urbaine conte Lula (U78, 10/05/2017)	169
Figure 20 : Exemple de <i>tweet</i> produit par un membre du PT le jour de l'emprisonnement de Lula, 06/04/2018.....	170
Figure 21 : <i>Tweet</i> du général Villas Boas traitant du jugement d'habeas corpus de Lula	171
Figure 22 : <i>Tweets</i> de critique à la couverture de presse de l'affaire Triplex (04/03/2016) ..	177
Figure 23 : Exemples de <i>tweets</i> en réaction aux manifestations du dimanche (14/03/2016)	183
Figure 24 : Publications sur Twitter saluant ou mettant en doute le contenu des accusations contre Lula (14/09/2016)	184
Figure 25 : Exemple de publication traitant du thème de la « fin de la corruption » (25/01/2018).....	185

Figure 26 : Commentaires sur la thèse de la « fin de la corruption » sur Twitter (25/01/2018)	187
Figure 27 : Demande d'application de punition à d'autres hommes politiques (04/03/2016)	188
Figure 28 : Généralisation du problème de la corruption sur Twitter (14/03/2016)	189
Figure 29 : L'ouverture de l'affaire : rappel à l'imaginaire de Lava Jato (G19, 04/03/2016)	209
Figure 30 : 68 photos pour illustrer une Journée (U8, 04/03/2016)	211
Figure 31 : Une ouverture de l'affaire centrée sur Lula, FDSP, 05/03/2016	213
Figure 32 : La une de <i>Veja</i> : l'ouverture de l'affaire le 09/03/2016	214
Figure 33 : La journée de condução coercitiva restituée heure par heure, J1, 04/03/2016	216
Figure 34 : Le journaliste comme réducteur d'incertitudes, V36, 31/01/2018	218
Figure 35 : Usage de l'hyperlien à des fins de « constellation discursive », G115	220
Figure 36 : Rubriques <i>Veja</i> respectivement du 19/07/2017, 31/01/2018 et 11/04/2018	222
Figure 37 : Les « modules organisateurs » chez G1, 04/03/2016, 16/03/2016 et 20/09/2016, respectivement	223
Figure 38 : Accompagner le jugement tel un fil d'actualité : la clôture sans clôture (U117, 04/04/2018)	224
Figure 39 : L'envol de Lula vers son destin d'incarcéré (J77, 07/04/2018)	226
Figure 40 : Le départ de Lula vers son destin d'incarcéré : la sortie de l'hélicoptère (J77, 07/04/2018)	227
Figure 41 : Notifications envoyées via l'application G1 (G163, 07/04/2018)	228
Figure 42 : La carte de l'arrivée en prison (G159, 07/04/2018)	229
Figure 43 : La mise en images de la clôture de l'affaire (G159, 07/04/2018)	230
Figure 44 : « Lula en prison » : la clôture de l'affaire, FDSP, 08/04/2018	231
Figure 45 : Présenter le triplex en détail (F156, 25/01/2018)	234
Figure 46 : L'appartement « secret » (V17, 21/09/2016)	235
Figure 47 : Le « patrimoine » de Lula (V3 et V7, 09/03/2016 et 16/03/2016)	236
Figure 48 : « Enquêter sur l'enquête » : un retour en images de l'action policière (J5, 04/03/2016)	237
Figure 49 : Marisa : protagoniste de la déposition de Lula selon <i>Veja</i> (17/05/2017)	240
Figure 50 : « Cherchez la femme », proximité entre Lula et Marisa (V20, 17/05/2017)	241
Figure 51 : Les proches de Lula (V26, 19/07/2017)	242
Figure 52 : Les égouts et le pétrole pour illustrer le chemin de l'argent (J1, 04/03/2016)	243
Figure 53 : La présentation des documents juridiques (J40, 21/09/2016)	244
Figure 54 : Le déroulement du crime selon une infographie (G110, 12/07/2017)	245

Figure 55 : Un <i>PowerPoint</i> pour résumer une conférence de presse (G92 et U55, 14/09/2016)	247
Figure 56 : Le <i>PowerPoint</i> dans les médias imprimés, V16, 21/09/2016 et couverture de FDSP, 15/09/2017	248
Figure 57 : Les détournements du <i>PowerPoint</i> des procureurs sur Twitter, 14/09/2016	249
Figure 58 : Le <i>PowerPoint</i> à la télévision (J38, 14/09/2016)	250
Figure 59 : <i>PowerPoint</i> retravaillé selon la charte graphique du JT (J38, 14/09/2016)	251
Figure 60 : Chronologie des faits inculpant Lula (G115, 12/07/2017)	253
Figure 61 : L'infographie pour résumer les condamnations (F148, 25/01/2018)	254
Figure 62 : La chronologie des faits offerte par la télévision (J88, 07/04/2018)	255
Figure 63 : La condamnation TRF-4 en images (V35, 31/01/2018)	256
Figure 64 : Présentation du jugement de <i>l'habeas corpus</i> à partir de photos (F167, 05/04/2018)	257
Figure 65 : Rosa Weber : un nouveau rôle pour le personnel juridique, FDSP, 05/04/2018	259
Figure 66 : Une photographie de Moro (U36, 16/03/2016)	260
Figure 67 : La place privilégiée du judiciaire pour défendre sa conduite (V14, 23/03/2016)	262
Figure 68 : La déposition en vidéo de Lula (G101, 10/05/2017)	263
Figure 69 : Les vidéos de la déposition dans la presse imprimée (F109, 11/05/2017, et V28, 17/05/2017)	264
Figure 70 : Quand un document écrit devient support iconographique (G110, 12/07/2017 et J40, 21/09/2016)	265
Figure 71 : Transformer les appels de Lula en image (F60, 17/03/2016)	267
Figure 72 : Vivre l'expérience de l'écoute téléphonique (J23, 16/03/2016)	268
Figure 73 : Discussions autour d'Aécio Neves et Michel Temer sur Twitter, 13/07/2017	274
Figure 74 : Exemple de citation de politiciens sur Twitter, 13/07/2017	276
Figure 75 : Les citations de « Bolsonaro » et de « Bolsonaro 2018 » sur Twitter par date ..	277
Figure 76 : Tweets faisant mention de « Bolsonaro » lors des condamnations de Lula, 24/01/2018 et 12 /07/2017	278
Figure 77: Marisa, quelle culpabilité ?, <i>tweets</i> du 14/09/2016	280
Figure 78 : Aperçu des <i>tweets</i> citant les ministres du STF (19/03/2016)	284
Figure 79 : Exemple de <i>tweet</i> mentionnant le « japonês da federal » (reproduction d'un GIF), 13/07/2017	287
Figure 80 : Le caractère obscur du juge (V18, 21/09/2016)	291
Figure 81 : La célébrité de Moro en quatre clichés (V18, 21/09/2016)	292
Figure 82 : Moro et son casse-croute (V21, 17/05/2017)	293

Figure 83 : La déposition de Lula comme une lutte entre deux hommes, couverture <i>Veja</i> , 10/05/2017	296
Figure 84 : Création graphique de l'opposition entre Lula et Moro (U81, 12/07/2017).....	298
Figure 85 : La déposition comme une joute verbale entre deux hommes (F111, 11/05/2017)	299
Figure 86 : Deux hommes, deux états émotionnels (V26, 19/07/2017).....	301
Figure 87 : Un virage bibliographique (V48, 11/04/2018).....	302
Figure 88 : Les années du PT au pouvoir : une autre lecture possible (V56, 11/04/2018) ..	309
Figure 89 : La fin du PT et de Lula, FDSP, 13/07/2017.....	311
Figure 90 : La fin du « lulisme » selon <i>Veja</i> (V34, 31/01/2018).....	312
Figure 91 : Actualiser le passé syndicaliste (couverture de <i>Veja</i> , 31/01/2018 et F184, 07/04/2018)	319
Figure 92 : La fonte d'un mythe, couvertures de <i>Veja</i> , 21/09/2016 et 11/04/2018.....	321
Figure 93 : Échantillon des mentions aux jurons de Lula sur Twitter (12/07/2017).....	325
Figure 94 : Lula, homme arrogant, couverture de <i>Veja</i> , 23/03/2016	327
Figure 95 : Relation entre le nombre de doigts de Lula et le verdict de Moro (13/07/2017).	328
Figure 96 : Aperçu de la circulation du mot « jararaca » sur Twitter (05/04/2016).....	330
Figure 97 : L'analogie de la jararaca caricaturée en couverture de presse (<i>Veja</i> , 16/03/2016)	332
Figure 98 : Un événement, deux réactions (F6 et U9, 04/03/2016).....	333
Figure 99 : Résumer les manifestations par les accessoires, une pratique télévisuelle (J15, 14/03/2016)	343
Figure 100 : une femme et son balai : aspect performatif des manifestations (J15, 14/03/2016)	344
Figure 101 : Nombre de participants, perspective comparée (J15, 14/03/2016 et J36, 18/03/2016)	345
Figure 102 : Résumer les rassemblements en images : une pratique du journalisme en ligne (G81, 18/03/2016)	347
Figure 103 : Une galerie de la polarisation (U34, 16/03/2016)	348
Figure 104 : La polarisation comme une esthésie (FDSP, 13/07/2017 et 25/01/2018).....	350
Figure 105 : Illustrer le procès par la polarisation (F152, 25/01/2018)	352
Figure 106 : Souligner la présence de « Pixulecos » dans les manifestations de rue (F35, 14/03/2016)	356
Figure 107 : Le « Pixuleco » comme centre d'intérêt des manifestations (V41, 31/01/2018)	358
Figure 108 : Résumé des actions visuellement répertoriées par JN (J36, 18/03/2016).....	359
Figure 109 : Clichés d'une manifestation « écrite » (F39, 14/03/2016).....	360

Figure 110 : Convocation aux « panelaços » sur Twitter, 16/03/2016.....	368
Figure 111 : Usage des termes « manifestante » et « militante » dans les textes de presse	376
Figure 112 : La manifestation comme l'expression d'une crise (V11, 23/03/2016)	381
Figure 113 : Des pancartes politiques : l'aperçu d'un fondement politique (J15, 14/03/2016)	382
Figure 114 : Le cas de la « nounou » (U13, 13/03/2016)	385
Figure 115 : Le groupe pro-Lula en scène (U70, 10/05/2017).....	387
Figure 116 : Profil des soutiens de Lula (V50, 11/04/2018)	388
Figure 117 : Un profil des « mortadelas » (V23, 17/05/2017).....	390
Figure 118 : Groupes contre Lula : une identité nationale affirmée (J15, 16/03/2023)	393
Figure 119 : Moro : le visage d'un « nouveau Brésil », Twitter, 12/07/2017	396
Figure 120: L'uniformisation <i>versus</i> l'individualisation (V46, 11/04/2018)	398
Figure 121 : Des manifestants contre Lula sans « ordre » et « perdus » (F180, 07/04/2018)	400
Figure 122 : L'action de la PM pour contenir un groupe de manifestants (J36, 18/03/2016)	408
Figure 123 : La réparation « d'une violence » d'un groupe, FDSP, 08/04/2018	412
Figure 124 : Le coup de pied de Bolsonaro au « Pixuleco », Twitter, 13/06/2016.....	417
Figure 125 : Le constat d'une discussion guerrière sur Twitter, 04/03/2016.....	420
Figure 126 : Critiquer les démonstrations politiques, Twitter, 17/03/2016 et 13/03/2016.....	423
Figure 127 : Contre tous : refuser les casquettes politiques dominantes, Twitter, 14/03/2016	424
Figure 128 : Annonces d'organisations patronales dans la presse imprimée, FDSP, 17/03/2016, pp. 12-13 et Veja, 23/03/2016, pp. 76-77	432
Figure 129 : Synthèse schématique du recueil de données.....	513
Figure 130 : Exemple d'archivage type.....	514
Figure 131 : Choix de clés d'analyse sur IRaMuTeQ	518

Table des tableaux

Tableau 1 : Les « moments discursifs » de l’affaire Triplex.....	81
Tableau 2 : Récapitulatif du recueil de données <i>G1</i>	84
Tableau 3 : Récapitulatif du recueil de données <i>UOL</i>	85
Tableau 4 : Récapitulatif du recueil de données <i>Folha de S. Paulo</i>	86
Tableau 5 : Récapitulatif du recueil de données <i>Veja</i>	87
Tableau 6 : Récapitulatif du recueil de données <i>Jornal Nacional</i>	88
Tableau 7 : Récapitulatif du recueil de données sur Twitter.....	89
Tableau 8 : Citations des noms propres tout au long du récit : une comparaison entre presse et Twitter	273
Tableau 9 : récapitulatif du recueil de données Twitter	515

Vocabulaire institutionnel

Ministério Público : le ministère public est une forme de garde-fou institutionnel, ses procureurs agissent au nom de la société civile pour sauvegarder des intérêts généraux de la société devant les tribunaux. Il est présent au niveau fédéral et dans chacun des 27 États.

Ministro da Casa Civil : principal ministère au Brésil, la Maison Civile a pour mission, entre autres, de soutenir directement les actions de la Présidence de la République, de suivre les activités des autres ministères et de dialoguer avec le parlement.

Palácio do Planalto (Palais du Planalto) : siège officiel de la Présidence de la République fédérale du Brésil à Brasília.

Supremo Tribunal de Justiça (STJ) : Cour Suprême brésilienne de Justice, responsable du règlement définitif des affaires civiles et pénales.

Tribunal Superior Eleitoral (TSE) : Organe suprême de la Justice Électorale, le Tribunal Supérieur Électoral est composé de sept ministres et régule l'exercice de la démocratie.

Supremo Tribunal Federal (STF) : Cour Suprême brésilienne Fédérale, où siègent onze hauts magistrats de la République, appelés aussi ministres, qui ont pour mission de veiller à l'application de la Constitution de la République.

Vocabulaire juridique

Condução coercitiva : littéralement « conduite coercitive », désigne l'obligation de témoigner émise par un juge en direction d'une personne poursuivie, qui est alors contrainte de se présenter devant les autorités judiciaires ou policières indépendamment de sa volonté.

Desembargador : désignation de tradition lusophone pour un juge de deuxième instance responsable de la deuxième appréciation d'une affaire déjà jugée en première instance.

Delação premiada : littéralement « délation récompensée », système où l'accusé échange des informations contre une réduction de peine.

Força-tarefa : groupe de travail, ou *task force*, des procureurs du ministère public en charge d'enquêter et produire des preuves dans le cadre de l'opération Lava Jato

Operação Lava Jato : littéralement « Opération Lavage-Express », ce terme désigne l'enquête se déroulant de mars 2014 à février 2021 qui a dévoilé un système d'échange de pots-de-vin entre des hommes politiques et d'affaires, notamment du secteur du BTP.

Mensalão : communément traduit par « scandale des mensualités », cette affaire de 2005 traite du versement mensuel de pots-de-vin à des députés, en échange de votes favorables à l'Exécutif au parlement. L'enquête a abouti à la condamnation d'importants cadres du PT.

Partis politiques cités

DEM : DEMocratas, anciennement PFL, centre-droite¹

PL : Parti Libéral, centre droit (parti actuel de Jair Bolsonaro)

PP : Parti Progressiste, centre droit (actuellement nommé « Progressistas »)

PRB : Parti Républicain Brésilien, centre (actuellement nommé « Republicanos »)

PRN : Parti de la Reconstruction Nationale, centre (actuellement « Agir »)

PSDB : Parti de la Sociale Démocratie Brésilienne, centre à centre-droite

PSL : Parti Social Libéral, droite à extrême droite (parti d'élection de Jair Bolsonaro)

PT : Parti des Travailleurs, centre gauche à gauche (parti de Lula)

¹ Ligne politique indiquée selon la présentation officielle de chaque parti présente dans leur site institutionnel.

Introduction générale

Nous sommes le 7 avril 2018 en début de soirée à la région métropolitaine de São Paulo. Luiz Inácio Lula da Silva marche depuis le siège du Syndicat des métallurgistes de l'ABC², où il est resté pendant deux jours, en direction d'une voiture de la Police Fédérale (PF) qui l'attendait non loin. Il est alors emmené au siège de la PF, d'où il part en hélicoptère en direction de l'Aéroport de Congonhas. Là, un avion l'attend pour un vol vers Curitiba³. Une cellule de prison lui est destinée pour purger une peine de 12 ans et un mois de prison. Un dispositif plutôt exceptionnel pour un personnage illustre tel qu'un ancien président de la République (2003-2010) alors inculpé pour crimes de corruption passive et blanchiment d'argent.

Le lieu du déroulement de l'exécution de ce mandat d'arrêt, signé par le juge Sérgio Moro, a une forte portée symbolique. Dans les années 1980 le Syndicat des métallurgistes de l'ABC a été un des principaux porteurs des grèves ouvrières qui ont propulsé Lula sur la scène publique jusqu'à la création ultérieure du Parti des Travailleurs. En 2018, des soutiens de Lula entravent son départ en voiture en direction de son destin d'incarcéré. Pour pouvoir traverser la marée humaine, il a donc dû commencer son périple à pied. Si dans la banlieue de São Paulo on déplore ce départ pour la prison, jusqu'à essayer de l'empêcher, devant son futur local de détention la situation est entièrement différente. Dans une ambiance de fête, des personnes habillées majoritairement en vert et jaune et portant des drapeaux brésiliens célèbrent la nouvelle par un concert de casseroles et de feux d'artifice.

Ces manifestations divergentes reflètent les démonstrations qui ont été organisées après chaque nouvelle étape du jugement de cet homme politique. Notre premier contact avec ce sujet s'est établi en réalité lors d'une première expérience en tant que journaliste pour une chaîne de télévision régionale à Curitiba. La ville, jusqu'alors assez éloignée de la scène politique nationale, acquiert une importance majeure dès qu'elle devient le « quartier général » de l'opération Lava Jato (en français, Lavage-Express)⁴. Couvrant une partie du déroulement de l'enquête, nous avons pu suivre quelques-unes des étapes juridiques qui ont amené à l'emprisonnement de Lula, notamment celle de sa déposition face au magistrat Sérgio Moro ou encore les mobilisations dans la rue qui dérivait de la procédure.

En tant qu'observatrice-rapporteuse de l'état social régnant autour du procès, qui semblait figé entre personnes favorables et défavorables à l'incarcération de Lula, nous nous sommes questionnée quant au rôle du journalisme face à ce procès et à la nature de ces rassemblements. En effet, les réactions passionnées et exubérantes entraînées par ce litige judiciaire ont provoqué chez nous une forme d'étonnement qui a progressivement constitué un objet de recherche à multiples facettes sur l'état politique, social et médiatique du Brésil contemporain.

² La « Région du Grand ABC », communément appelée « ABC Paulista », est une région industrielle formée, au départ, par les villes de Santo André (A), São Bernardo do Campo (B) et São Caetano do Sul (C). Aujourd'hui, Mauá, Ribeirão Pires, Rio Grande da Serra et Diadema en font également partie.

³ Capitale de l'Etat du Paraná, situé dans la région Sud du Brésil.

⁴ Enquête dévoilant un système d'échange de pots-de-vin entre des hommes politiques et des entrepreneurs, notamment dans les travaux publics. Nous fournissons les détails sur les origines et déroulements de cette opération ultérieurement (Partie 3).

Notre expérience de recherche en Master 2⁵ en France a considérablement contribué à la construction de ce projet scientifique de thèse. S'intéressant au déroulement de débats télévisés de second tour des élections présidentielles en France et au Brésil, ce travail a conforté notre intérêt pour le terrain de l'information et de la politique. Il a également été l'occasion d'instaurer l'esquisse d'un cadre théorique permettant un dialogue entre les préceptes de l'Analyse du discours brésilienne et française, articulé autour de la notion de « polémique », et mis à profit dans la présente étude.

La mise en place d'une convention de cotutelle internationale pour ce travail de thèse avec l'Universidade Federal do Paraná a d'ailleurs contribué à l'usage croisé des références bibliographiques des deux pays. Dans ce cadre, nous avons pu réaliser un séjour de recherche au Brésil en février 2020, au sein du laboratoire d'accueil PPGCP⁶, dans le but de profiter de son expertise pour constituer notre archive d'étude, consolider nos connaissances théoriques sur le thème et nous former aux outils informatiques employés dans ce travail⁷.

Notre présence sur le terrain de recherche nous a permis en outre d'être témoin de la pérennité de la charge passionnelle de notre thème de travail en deux occasions inattendues. Le premier épisode s'est déroulé dans la bibliothèque de l'État du Paraná à Curitiba, où nous nous rendions régulièrement afin de recueillir des données de presse. Un après-midi, un homme d'une quarantaine d'années s'approche de notre table, où différentes pages et couvertures de presse avec le visage de Lula sont visibles. Il nous interpelle, comme si nous avions commis une faute, et veut connaître la raison de notre intérêt pour l'ancien président. Après une brève exposition de notre intérêt scientifique pour la thématique de l'emprisonnement de Lula, il réfute la pertinence de la recherche et se plaint vigoureusement et avec nervosité de sa remise en liberté en novembre 2019⁸ : « Selon moi, il aurait dû rester en prison ».

La seconde situation s'est présentée un samedi, dans la ville de Balneário Camboriú, située à 225 kilomètres au sud de Curitiba, dans l'État de Santa Catarina. Au-dessus d'une de ses plages les plus fréquentées, nous avons été témoin du passage d'un avion qui tractait une bannière publicitaire. Elle communiquait dans les airs la phrase suivante : « Lula na cadeia e eu com os pés na areia » (Lula en taule et moi avec les pieds sur le sable). L'incarcération de l'ancien président est ainsi souhaitée par le terme péjoratif « taule » qui rime avec l'expression « pieds sur le sable » en portugais brésilien. Cette citation utilise le décalage humoristique entre l'état envisagé pour Lula, de privation de liberté, et la tranquillité de l'auteur de l'énoncé à pouvoir disposer librement de la plage.

Un tel effort pour communiquer le désir de voir Lula en prison, lors d'un samedi de vacances, nous a particulièrement interpellée. D'autant plus que Lula, en liberté depuis trois mois, ne

⁵ Intitulé « La création de la polémique dans la parole politique à la télévision : le cas des derniers débats télévisés de second tour en France et au Brésil lors des élections présidentielles ». Une partie de cette recherche a été publiée en 2021 chez L'Harmattan dans l'ouvrage collectif *Discours politiques et médiatiques en Amérique Latine. Retour(s) sur les deux premières décennies du XXI^e siècle* dans un chapitre intitulé « La polémique dans la parole politique à la télévision : les débats télévisés de second tour des élections présidentielles en France et au Brésil ».

⁶ « Programa de Pós-Graduação em Ciência Política ».

⁷ Dans le cadre de cette collaboration, nous avons pu participer à l'École d'été de méthodologie de recherche de l'association brésilienne de recherche en communication et politique (Compólitica) qui travaille en étroit lien avec l'Universidade Federal do Paraná.

⁸ Lula a passé 580 jours incarcéré avant d'être libéré le 8 novembre 2019 en raison d'une décision nationale qui a permis aux condamnés en deuxième instance de répondre à leur procès en liberté.

participait plus à aucun engagement à des fins électorales, et que Jair Bolsonaro⁹ entamait sa deuxième année comme président de la République, écartant ainsi le Parti des Travailleurs du pouvoir. Ces deux anecdotes illustrent de fait à quel point un sujet en apparence « résolu » continue à déchaîner les passions et comment la construction de cet objet d'étude est traversée elle-même de moments de frictions.

Comment expliquer un tel investissement passionnel, de l'affection à la détestation, vis-à-vis de cet homme politique ? Cette question, celle d'expliquer et de comprendre ce que représente Lula et les passions qu'il déclenche dans le Brésil contemporain, est celle que nous nous sommes posée pendant toute la durée de la rédaction de cette thèse. D'autant plus que nous écrivons, en français, à destination d'un public non brésilien. Cette distance géographique, qui pouvait paraître de prime abord plutôt contraignante, permet pourtant de creuser la question dans un environnement dans lequel, justement, nous devons nous efforcer de montrer à un public extérieur en quoi Lula n'est pas qu'un simple homme politique. C'est un ami, un ennemi, une promesse, une détresse, une victoire, un échec, un espoir, un désespoir... et tout cela à la fois. En effet, nous le considérons comme l'incarnation de « quelque chose » qui excède le cadre de la discussion « raisonnable » à propos de la politique dans l'espace public brésilien ; et la découverte de ce « quelque chose » anime cette recherche.

« Lula en prison » : un épisode encore peu étudié

Il est en effet impossible d'aborder le Brésil contemporain sans évoquer Luiz Inácio Lula da Silva. Il est présent directement ou indirectement lors de chaque élection présidentielle depuis la fin du régime de dictature militaire (1964-1985). Même sans figurer dans ces scrutins, il a considérablement soutenu les candidatures petistes¹⁰ de Dilma Rousseff, en 2010 et en 2014, et celle de Fernando Haddad, en 2018. Son importance se mesure également à l'international : ses actions politiques en faveur de la réduction des inégalités lui valent des hommages dans le monde entier, et particulièrement en France. En mars 2020, da Silva a été nommé citoyen d'honneur de la ville de Paris par décision du Conseil de la ville et auparavant, en septembre 2011, il a reçu le titre de *docteur honoris causa* de l'Institut d'Études Politiques de Paris.

Dans le domaine des Sciences Politiques justement, nombreux sont les travaux consacrés à l'analyse de ses réalisations politiques, notamment des différentes politiques de transfert de revenus mises en œuvre lors de sa période présidentielle (Marques et Mendes 2007; Hunter et Power 2008; Soares et Terron 2008; Louault 2010). Lula représente un phénomène inscrit dans ce que l'on appelle la « vague rose » (Dabène, Louault et Boissière 2019), caractérisée par l'essor de la gauche dans le continent latino-américain au début du XXI^e siècle. Certains vont même jusqu'à définir Lula comme un événement à part dans la jeune démocratie brésilienne en nommant « lulisme » l'expression d'un phénomène électoral fondant de nouvelles barrières de classes sociales (Singer 2009; Nunomura 2012; Singer 2012; Giroto Neto 2014). Dans ce sens, le Parti des Travailleurs, se trouvant être un des rares partis de base syndicaliste au monde ayant réussi à obtenir une forte expression nationale, est aussi l'objet d'un intérêt scientifique prononcé (Degrave 2016; Barros 2022).

⁹ Le 28 octobre 2018, lors du second tour des élections présidentielles, Jair Bolsonaro a été élu par le Parti Social-libéral (PSL) après avoir obtenu 55,13% des voix face au candidat Fernando Haddad (PT). Son mandat a duré quatre ans, allant du premier janvier 2019 au premier janvier 2023.

¹⁰ Tout au long de ce manuscrit, nous utilisons l'adjectif « petiste », emprunté du portugais brésilien, pour nous référer au Parti des Travailleurs.

Les spécialistes en Analyse du Discours se sont attachés, pour leur part, aux stratégies argumentatives qui provoquent une forte adhésion de l'électorat de Lula à ses discours (Panke 2013; Panke 2014; Tomaz et Gouvêa 2017) et à l'impact de son éthos pour l'élection de Dilma Rousseff, sa successeuse à la Présidence de la République (Gandin 2012; Gandin et Panke 2015; Castro 2016). Ces études ont souligné la manière dont les origines modestes de Lula et son parcours, de métallurgiste à président, fournissent les éléments qui nourrissent un récit de vie « universel » favorisant l'identification de l'électeur à sa personne (Machado 2011). Les Études en Information et Communication se penchent par ailleurs sur les différents éléments sémiotiques maniés par le politicien pour affirmer son identité, de la photographie à son mode vestimentaire (Piotto 2013; Piotto 2017), et sur les représentations médiatiques de ses actions gouvernementales et de ses apparitions publiques (Bezerra et Lima 2009; Piovezani 2017).

Ce rapide état de l'art dévoile que le rôle joué par Lula comme chef de l'Exécutif a été largement étudié. En revanche, nous faisons le constat que peu de travaux abordent la période plus contemporaine, où sa moralité et sa légitimité sont remises en question dans la société brésilienne par « l'affaire Triplex¹¹ ». Au détriment de ce procès concernant Lula, l'agenda des recherches contemporaines sur la politique brésilienne se concentre principalement sur la destitution de Dilma Rousseff en 2016 et l'élection en 2018 de Jair Bolsonaro à la présidence de la République. Nous constatons par ailleurs que l'arrivée au pouvoir de Bolsonaro est majoritairement expliquée par des facteurs institutionnels, politiques et même historiques, certes pertinents, mais qui laissent de côté l'incarcération de Lula. Lors d'importants appels à contribution¹² récents abordant les changements vécus par le Brésil dans la dernière décennie, la mention de l'emprisonnement de l'ancien président est inexistante.

Or nous considérons que les couches discursives politiques et sociales qui se déposent sur le tissu médiatique brésilien lors de la période de l'affaire Triplex éclairent particulièrement la conquête par l'extrême droite d'une hégémonie discursive qui a permis ensuite à Bolsonaro d'incarner l'alternative à Lula. Au-delà du fait que l'incarcération de Lula a empêché sa candidature aux élections présidentielles, laissant le terrain plus libre à la victoire de Jair Bolsonaro¹³, nous postulons que la configuration politique actuelle du pays témoigne des

¹¹ L'affaire Triplex traite de l'accusation d'acceptation de pots-de-vin donnés par l'entreprise de travaux publics OAS lors de travaux effectués dans un appartement à trois étages (communément appelé triplex) évalués à 3,7 millions de réaux. Ce procès s'inscrit dans le cadre de la 24^e étape de l'Opération Lava Jato, déclenchée le 4 mars 2016. L'enquête sur cette action criminelle, inscrite sous le numéro 5046512-94.2016.4.04.7000, a entraîné la condamnation de l'ancien président Luiz Inácio Lula da Silva par deux instances (en appel, en français). La première a été requise par le juge Sérgio Moro, membre de la Justice Fédérale du Paraná, le 12 juillet 2017, et la deuxième par la cour de juges de deuxième instance (désignés desembargadores au Brésil) du quatrième Tribunal Régional Fédéral le 24 janvier 2018, qui siège dans la capitale de l'État du Rio Grande do Sul. Les prochaines mentions à cette affaire se feront sans les guillemets.

¹² Nous pouvons en citer au moins deux exemples : la journée d'étude « Démocratie, autoritarisme, ultralibéralisme. La reconfiguration du politique au Brésil, une question internationale » (2020), organisée par le Centre d'études en sciences sociales sur les mondes africains, américains et asiatiques (CESSMA), à laquelle nous avons participé avec la communication « La condamnation de Lula au Brésil : réflexions sur le rôle de la presse dans la configuration de l'événement "Lula en prison" », et l'appel à contributions pour la Revue « *Brasiliana : Journal for Brazilian Studies* » intitulée « Culture et politique au Brésil : bilan d'une décennie (2011-2020) » (2020).

¹³ Selon un sondage d'août 2018, ce représentant de l'extrême droite n'aurait pas gagné les élections face à Lula alors que ce dernier était déjà emprisonné. Le sondage du 22 août de 2018 de l'Institut

évolutions de nouveaux contenus discursifs et offres informationnelles consolidés durant le procès légal à l'encontre de Lula. Ainsi, notre étude porte en particulier l'ambition de traiter le débat autour de l'incarcération de da Silva comme une querelle rationnelle malgré l'envergure passionnelle qu'elle pouvait assumer.

Cadre méthodologique : objectifs, problématique et hypothèses

L'approche méthodologique de la recherche est organisée autour du cadre théorique de la polémique publique¹⁴, conçue par Ruth Amossy dans son ouvrage *Apologie de la Polémique* (2014). La polémique publique selon l'auteure est une situation de confrontation caractérisée par la dichotomisation et le « choc des opinions antagonistes » à propos d'un fait de société qui se déroule face à un auditoire-spectateur de l'échange. Par conséquent, la polémique publique est construite par et dans la circulation des discours, comme l'explique Ruth Amossy dans ce passage :

« [...] une polémique publique se nourrit des discours et des échanges qui circulent sur la place publique et dont la mise en résonance crée des argumentaires : des ensembles d'arguments plus ou moins articulés qui se divisent en discours et contre-discours » (p. 102)

En effet, la construction de la problématique et les hypothèses de ce travail suivent l'idée de la *mise en mouvement* des discours polémiques et de leurs différentes formes selon la logique de discours et contre-discours. Pour cette raison, nous nous attachons à clarifier la polyphonie de la bataille discursive qui règne autour de l'affaire Triplex à partir de la dimension argumentative des énoncés qui intègrent ce débat, tout en identifiant le fonctionnement du flux médiatique qui les met en circulation.

En nous intéressant aux présentations médiatiques de ces énoncés, nous considérons le « cadre médiatique » qui les a formatés. Par le terme « cadre médiatique », nous comprenons les conditions structurantes et matérielles qui permettent l'existence d'un discours, de son support matériel à la socio-politique qui le traverse. Nous soutenons, de fait, que l'organisation signifiante des informations relatives à un débat social est soumise à un environnement médiatique fondé sur des règles d'énonciation, lesquelles doivent être prises en compte dans l'analyse de la polémique publique. En d'autres termes, nous postulons que le déroulement des argumentaires polémiques est fortement *configuré* par l'équipement info-communicationnel utilisé.

À partir de ces prémisses, plusieurs questions complémentaires se posent : comment la polémique publique et les principaux arguments qui la constituent circulent-ils dans différents supports médiatiques ? Quelles sont les conditions matérielles contribuant à la construction et à l'existence de la polémique publique ? Comment les acteurs de différents univers sociaux se saisissent-ils de l'affaire Triplex et de l'univers médiatique disponible pour afficher publiquement une position dans la polémique publique ? Quel(s) rôle(s) occupent les divers acteurs dans la production, la circulation ainsi que dans la diffusion des messages

Datafolha, à deux mois des élections, a révélé que Luiz Inácio Lula da Silva avait 39% des intentions de vote contre seulement 19% pour Jair Bolsonaro. Le Tribunal Supérieur Electoral (TSE) a rejeté l'enregistrement de la candidature de Lula le 31 août 2018 sur la base de la Loi de la *Ficha Limpa* (« Fiche propre »), qui empêche les personnes condamnées en deuxième instance de se présenter à des postes électifs.

¹⁴ Les prochaines mentions à cette notion se feront sans les guillemets.

polémiques ? Autrement dit, quels sont les usages médiatiques mis en œuvre par les polémiqueurs ? Enfin, dans le cadre plus précis de la presse, le journaliste est-il un simple reproducteur ou est-il un constructeur de ce grand récit polémique ?

Ces questionnements sont à l'origine de deux objectifs principaux de notre thèse : analyser la polyphonie sociale pour trouver les raisonnements profonds des argumentaires antagonistes autour de l'affaire et comprendre le *processus info-communicationnel* (Miège 2010) de la polémique publique, c'est-à-dire le rôle des *dispositifs médiatiques*¹⁵ qui accompagnent la discussion publique. Notre problématique transversale peut donc être formulée de la façon suivante : comment la polémique publique autour de l'affaire Triplex et de ses arguments fondateurs se déploie-t-elle sémiotiquement et discursivement dans différents supports médiatiques ? Plus spécifiquement, de quelle manière le cadre médiatique rend-il accessible à son public les fondements de la polémique publique et quels usages font les polémiqueurs de ces dispositifs médiatiques à disposition ?

De ces interrogations, ressortent trois hypothèses interconnectées qui traversent notre étude : (1) l'affaire Triplex crée une polémique publique, une discussion sans point d'accord possible entre deux positions irréconciliables, (2) une polarisation est maintenue par l'encadrement narratif effectué par la structure médiatique brésilienne auquel le déroulement de la polémique publique est soumis, et (3) l'expression médiatique de la polémique publique se déploie selon des régimes discursifs qui excèdent sa portée verbale.

Nous envisageons ainsi par l'hypothèse (1) que les discussions autour de l'affaire Triplex constituent la source des discours disqualifiants, mutuellement adressés, qui forment un débat public brûlant invitant à un positionnement des spectateurs de l'échange. Même si ce processus discursif se manifeste selon une scénographie exubérante et binaire, nous considérons *a priori* que le débat autour de l'affaire entraîne la construction d'une véritable arène de discussion entre deux pôles distincts.

En nous intéressant à la dimension agonale du débat, nous mettons par l'hypothèse (2) la focale sur la constitution de deux groupes opposés dans le cadre médiatique analysé. Nous examinons la présence d'une « polarisation », de l'action jumelée de deux pôles opposés qui constituent leur cohésion selon une logique de confrontation avec un adversaire stigmatisé. La solidarité à l'intérieur du groupe se fonde en effet sur la perception de l'existence d'un ennemi commun perçu comme tel, auquel le groupe doit s'opposer s'il veut préserver le tissu de croyances dans lequel des convictions identitaires ont été forgées (King et Anderson 1971).

L'analyse de la « polarisation » nous mène à enquêter à partir de l'hypothèse (3) sur les possibilités offertes à l'argumentation polémique de paraître selon des formes qui dépassent la structure écrite et orale. Plus précisément, nous partons du postulat partagé par les spécialistes des médias (Souchier 1996; Jamet et Jannet 1999; Ringoot 2014), que les moyens techniques et sociaux à disposition de chaque média impliquent un déploiement

¹⁵ Par dispositif médiatique, on comprend comme Jamet et Jannet (1999) : « l'articulation entre des mises en scène, des positions interlocutoires et les conditions extralinguistiques du discours grâce à laquelle les co-énonciateurs construisent un mode commun d'appréhension de leur représentation du monde » (p. 16).

narratif hétérogène autour d'un même fait, pour interroger le potentiel « médiagénique¹⁶ » de la polémique publique.

Corpus multimédiatique et perspective méthodologique pluridisciplinaire

L'épaisseur temporelle du procès, durant presque deux années, a été un véritable défi pour l'établissement d'un corpus représentatif de l'affaire Triplex. La trame suivie, que nous présentons en détail dans le Chapitre 3, retient les étapes primordiales du procès dès mars 2016 avec les manifestations de rue qui en découlent, et s'arrête en avril 2018, le jour de la mise en prison de l'ancien président. À partir des dates sélectionnées, nous avons construit un « corpus multimédiatique » comprenant un large spectre discursif, composé de médias disposant de logiques de diffusion divergentes.

Le choix de divers supports médiatiques pour constituer le corpus permet d'observer comment se déploient les discours polémiques au sein de différents espaces médiatiques. L'influence de la temporalité et la posture éditoriale de chaque milieu nous font mieux rendre compte des diverses productions à propos du fait étudié. Nous avons ainsi, dans un premier temps, sélectionné les productions journalistiques de la presse nationale hégémonique au Brésil, imprimée, télévisuelle et en ligne¹⁷. Cette première phase du recueil de données a conduit à ajouter à notre archive des publications faites sur la plateforme socio-numérique Twitter¹⁸.

L'archive ainsi constituée de 642 articles de presse et de 1.046.729 *tweets* ne sera pas seulement examinée sous l'angle de la diachronie. Nous avons l'ambition de faire émerger de logiques discursives structurelles qui transcendent le fil temporel du procès par la mobilisation d'outils des « humanités numériques »¹⁹. En effet, la proposition d'un examen commun des discours qui circulent avec et sans la modération de l'institution journalistique revêt progressivement notre analyse d'une approche quanti-qualitative. Il s'agit d'abord d'identifier des comportements discursifs généraux à l'aide d'un logiciel de lexicométrie. Cette étape met en évidence les récurrences discursives les plus pertinentes dans la masse de données textuelles. La seconde étape, dite qualitative, constitue un retour aux textes pour observer le déploiement de l'expression verbale et non verbale des discours *in situ*. Elle est enrichie de l'étude de l'interdiscours pour éclairer la formation et la dynamique « discours - contre-discours » typique du mode discursif polémique.

Lors de cette étape qualitative, nous employons une perspective sémio-discursive impliquant deux approches complémentaires, mises à profit selon les objectifs de chaque partie de la

¹⁶ Ce terme, que nous détaillons ultérieurement, désigne la capacité des discours de se déployer selon la relation qu'ils entretiennent avec leur « partenaire médiatique ». À l'origine de ce néologisme, Philippe Marion explique que : « Un grand récit journalistique peut présenter différentes “facettes” susceptibles de se répartir médiagéniquement sur différents sites médiatiques. Le traitement médiagénique désigne alors la manière dont un média a pu rencontrer la facette de ce grand récit qui lui convenait le mieux. Et inversement » (Marion 1997, p. 87).

¹⁷ Le corpus retenu a été collecté sur le site *UOL*, le site *G1*, le magazine *Veja*, du journal télévisé *Jornal Nacional* et le journal papier *Folha de S. Paulo*. Nous présentons ces organes de presse et les questionnements qui ont borné l'élaboration de notre corpus dans le Chapitre 3. L'Annexe 1 présente en détail ces entreprises journalistiques.

¹⁸ Depuis juillet 2023, la plate-forme mentionnée s'appelle « X ». Nous avons décidé de ne pas tenir compte de cette modification survenue après la récolte et analyse des données et de l'appeler donc « Twitter » tout au long du texte.

¹⁹ Nous considérons notre démarche comme relevant des « humanités numériques » car elle mobilise une approche informatisée pour l'analyse transdisciplinaire de données textuelles.

thèse : l'analyse des discours et la sémiologie. Concernant l'analyse des discours, notre cadre théorique adopte particulièrement la perspective amossienne, à savoir l'incorporation de la dimension argumentative dans l'analyse des discours. Cette optique nous semble particulièrement adaptée à notre objet puisqu'elle permet une compréhension élargie des terrains dans lesquels l'argumentation peut se trouver. En effet, elle prend en considération la portée persuasive des discours même quand l'intention d'argumenter n'est pas ouvertement déclarée. Dans les termes de Ruth Amossy (2012) :

« Étudier l'argumentation dans le discours, c'est explorer la façon dont la parole orale ou écrite agit sur l'autre tantôt en essayant de lui faire prendre position, tantôt en orientant sa vision du réel. C'est poser l'hypothèse que toute parole cherche, délibérément ou non, à avoir un poids et une influence sur l'allocataire. L'argumentation n'est pas un type de discours parmi d'autres : elle fait partie intégrante du discours comme tel et sous-tend aussi bien les informations télévisées qu'une description, un récit de voyage, une conversation familière » (p. 298).

Cette approche, pertinente pour les objets communicationnels multiples, comporte néanmoins la limite de ne pas aller au-delà du texte verbal. Au regard de notre corpus multimédiatique, cela a été un important frein qui nous a conduite à employer également la méthode sémiologique d'inspiration barthésienne. Elle permet, en effet, de considérer les messages comme des objets, des sens, passibles d'être véhiculés par des pratiques sociales qui dépassent le texte écrit pour constituer des signes de multiples formes. Comme l'explique Roland Barthes (1991) : « Le but de la recherche sémiologique est de reconstituer le fonctionnement des systèmes de signification autres que la langue selon le projet même de toute activité structuraliste, qui est de construire un *simulacre* des objets observés » (p. 80).

Nous prêtons en ce sens une attention particulière aux rapports idéologiques entretenus entre les champs politique, économique et journalistique. Pour cela, nous nous nourrissons d'analyses critiques dressées par les auteurs brésiliens en Sciences de l'Information et de la Communication (Miguel 2002 ; Aldé, Mendes et Figueiredo 2007 ; Feres et Sassara 2016 pour n'en citer que quelques-uns). Les dispositions techniques qui entourent nos objets journalistiques sont comprises comme une partie intégrante des sens construits, à l'image des travaux de Jammet et Jannet (1999). Dans le cas de Twitter, l'environnement technodiscursif est étudié à partir des considérations de l'analyste des discours française Marie-Anne Paveau (2017) et de la chercheuse brésilienne en communication Raquel Recuero (2009).

Afin de contribuer de façon originale à l'analyse de la polémique publique, il nous a paru indispensable de croiser ces différents apports des Sciences sociales. Cette thèse se situe ainsi au carrefour de différentes disciplines et méthodes. Cela tout en restant ancrée autour des Sciences de l'Information et de la Communication qui permettent la prise en compte du processus de production des discours dans son articulation avec les dispositifs techniques de production et de diffusion qui le prédéterminent (Miège 2000).

Posture de recherche

Notre position face à notre objet de recherche a été une question très présente dans la rédaction de cette thèse traitant d'un fait politique brûlant. Nous avons été invitée, à maintes reprises, à nous positionner publiquement ou à donner un avis sur la culpabilité de Lula. Face à une telle demande, nous répondions, et nous continuerons à le faire, qu'en tant que chercheuse dans le domaine des médias, l'intérêt de se positionner face à un débat juridique

nous semblait peu pertinent étant donné que la nature des crimes n'est pas au centre de notre recherche. En effet, cette thèse n'a pas pour ambition de dévoiler ou critiquer les mécanismes juridiques qui entraînent une peine de prison, même si le passage par les détails du procès est parfois nécessaire. Ce travail considère plutôt l'emprisonnement de Lula comme un événement social qui révèle certaines des configurations profondes du monde politique et des médias dans le Brésil contemporain.

Ce travail s'est heurté à une autre question très présente, celle du changement constant des positions politiques des acteurs de la polémique publique. La restitution de ses droits politiques à Lula par l'annulation de sa condamnation²⁰ ainsi que l'accession de Sergio Moro à de hautes positions politiques²¹ de même que l'élection de Jair Bolsonaro ont accompagné cette thèse. Ce point de vue éclairé sur le destin de certains acteurs pouvait entraîner une lecture qui ferait violence à l'incertitude sémantique des événements au moment où ils se sont déroulés.

Le cadre méthodologique et la définition précoce de notre corpus de recherche ont été les garants d'une distance adéquate avec notre objet qui a continué à être en mouvance. En effet, ce travail a nécessité une clôture épistémologique autour de la période 2016-2018, une investigation bornée à la seule séquence de la mise en accusation à l'emprisonnement de Lula. Cet arbitraire pragmatique a permis, d'une part, de résister à l'ombre portée par les suites du feuilleton médiatique et politique et d'autre part à des sommations explicites ou implicites à « prendre parti » vis-à-vis de l'icône Lula.

Cette investigation scientifique exige une certaine mise en suspens de tout jugement, une *epoché* dans le sens de Bourdieu (1992), qui n'est pas à confondre avec une neutralité axiologique illusoire. Nous sommes consciente de ne pas pouvoir nous extraire complètement de notre vécu social. En tant que citoyenne brésilienne notre mémoire et notre parole sont nourries d'un interdiscours social, et peut-être même d'une *doxa*, qui se reflètent probablement dans notre étude. La fiabilité de notre travail repose sur la mise en exergue, par un cadre méthodologique cohérent, de la manière dont se combinent acteurs, positions et arguments dans un ensemble médiatique dans le corps social. C'est à ce titre, en nous tenant à distance d'une lecture purement partisane, que nous espérons contribuer à une saisie plus fine de notre objet.

Plan du manuscrit

Le plan retenu pour ce texte reprend la généalogie de la recherche. Tout d'abord, nous proposons de faire le point sur la notion de « polémique » par le prisme de la littérature qui lui est consacrée (Chapitre 1). La thèse dresse d'emblée un panorama critique des travaux de recherche sur ce terme, de manière à développer son armature théorique avec les principaux auteurs du thème. Un état de l'art présente ensuite les caractéristiques saillantes du paysage

²⁰ Le 08 mars 2021, Edson Fachin, ministre de la Cour Suprême brésilienne, a annulé l'ensemble des décisions judiciaires contre Luiz Inácio Lula da Silva prises dans le cadre de la Justice Fédérale du Paraná et par conséquent de l'opération Lava Jato. Le 15 avril 2021, en session plénière, le STF a décidé, par 8 voix contre 3, de confirmer l'annulation. Les condamnations de l'affaire Triplex et celles du « *Sítio de Atibaia* », que nous évoquerons en détails au cours de ce travail, ont été ainsi annulées et ses droits politiques rétablis. Il ne s'agit cependant pas d'un acquittement ; en effet, Fachin n'a pas examiné les faits justifiant ces condamnations et les accusations à l'encontre Lula peuvent faire l'objet de nouvelles enquêtes auprès des tribunaux de Justice du District Fédéral à Brasília.

²¹ Sérgio Moro a été nommé ministre de la Justice et de la Sécurité Publique par Jair Bolsonaro le 01 janvier 2019 et a occupé ce poste jusqu'au 24 avril 2020. En 2022, il a été élu Sénateur de la République (Podemos) de l'Etat du Paraná avec 33% des votes.

médiatique contemporain brésilien. Son but est d'expliciter le cadre socio-politique et technique dans lequel la couverture journalistique de l'affaire Triplex se déploie, et les liens possibles entre les discours de presse et de Twitter et le discours polémique antérieurement défini (Chapitre 2).

L'ambition de cette thèse n'est pas seulement de procéder à une étude de cas, mais également de proposer une épistémologie pour l'analyse multimédiatique d'une polémique publique. C'est pourquoi la Partie II est dédiée à l'exposition détaillée de la création de notre objet de recherche. Il s'agit de présenter, réflexions méthodologiques à l'appui, les options retenues pour l'établissement d'un corpus dans le cadre d'une polémique publique (Chapitre 3). Cette discussion est suivie de l'exposition des résultats de l'analyse quantitative appuyée par l'usage d'outils des humanités numériques (Chapitre 4).

Nous entamons ensuite l'étape qualitative de notre analyse qui se déploie selon trois axes thématiques. Nous examinons initialement, dans la Partie III, les arguments figés qui guident la polémique publique et les sujets qui les portent. Cela correspond à notre première hypothèse car l'enjeu est d'organiser les propos polyphoniques des témoignages récoltés par les journalistes et/ou publiés sur Twitter pour constituer la place de chaque acteur dans le réseau polémique (Chapitre 5). Nous pouvons ainsi cerner des positionnements dans le champ de discussion et les notions selon lesquelles se structurent les performances argumentatives pour mieux saisir la posture retenue par les participants du débat (Chapitre 6).

La mise en forme du contenu journalistique, sur laquelle porte notre deuxième hypothèse, est particulièrement examinée dans la Partie IV qui analyse la fabrique narrative de l'événement. À partir de la notion de « feuilleton médiatique » (Revaz, Pahud et Baroni 2009a), la mise en récit journalistique de l'affaire Triplex est abordée, notamment la temporalité et la mise en intrigue offertes à l'événement (Chapitre 7). Ce mouvement analytique fait émerger l'organisation fabriquée des éléments du réel ainsi que la place de différents personnages pour la mise en scène polarisante du procès (Chapitre 8).

La Partie V questionne enfin le déplacement dans la rue des demandes des polémiqueurs et l'expression verbale et non verbale des différents camps face au sujet en débat. Les différents signes des manifestations de rue mis en exergue par le discours médiatique y sont examinés en vue de travailler notre troisième hypothèse de travail. Une attention particulière est accordée à l'accessoirisation, dans ses dimensions iconique et plastique, et à l'expressivité corporelle des rassemblements (Chapitre 9). Ces analyses aboutissent à un questionnement sur la pratique médiatique de la gestion du *dissensus* (Chapitre 10). Cette dernière partie nous conduit à revenir sur les questions de l'organisation socio-économique des médias et ouvre une réflexion plus étendue sur la question de la polarisation et de la démocratie.

Afin de permettre au lecteur une compréhension globale des enjeux décrits dans la thèse, un glossaire portugais-français est fourni au début du manuscrit. Il est possible également de consulter l'Annexe 1 présentant des fiches d'identité des organes de presse, l'Annexe 2 avec le répertoire complet de notre corpus multimédiatique et sa codification, l'Annexe 3 introduisant les étapes méthodologiques pour l'analyse multimédiatique et enfin l'Annexe 4 exposant les graphes résultant de la manipulation des outils de statistique textuelle. La temporalité longue de la thèse est aussi l'occasion de répertorier différents faits politiques survenus après la fin de l'affaire Triplex. Ils sont brièvement esquissés à la fin du manuscrit dans un *Post Scriptum*. Enfin, une version abrégée en portugais brésilien de la thèse, comportant introduction et conclusion générales, ainsi qu'un résumé de chaque partie, est présentée au terme du travail, conformément à la convention de cotutelle.

Partie I. Balises méthodologiques et théoriques pour une analyse multimédiatique de la « polémique publique »

La polémique étant au cœur de notre travail et lui donnant même son titre, une réflexion sur ce terme s'avère indispensable. Le Chapitre 1 définit ainsi cette notion à travers un état de l'art critique présentant les différents courants théoriques qui l'entourent. Ces précisions contribuent à positionner notre démarche autour de certaines balises théoriques et définitions utiles pour l'analyse ultérieure de nos corpus. Les points soulevés sont en outre un passage essentiel pour éclairer la notion de « polémique publique » (Amossy 2014), fil conducteur de ce travail. L'armature théorique et méthodologique de notre étude se construit en effet autour de ce concept que nous jugeons particulièrement adapté à notre problématique de recherche. Pour apporter cette définition, nos propos sont donc structurés en suivant trois thématiques en lien avec notre travail : l'argumentation politique, la presse et l'espace public.

Cette mise au point théorique vise ensuite à éclairer le point de vue que nous portons à propos du rôle de la polémique au sein des dispositifs info-communicationnels contemporains. Ainsi, nous continuons notre développement théorique en abordant la question des espaces info-communicationnels qui diffusent les discours et/ou échanges polémiques. L'économie sociale et politique de la presse et de Twitter au Brésil, de même que les caractéristiques techniques de ces dispositifs, est l'objet du Chapitre 2. Nous exposons en conséquence les principales caractéristiques de la culture journalistique du pays, marquée par un héritage de censure d'État et par un système économique sous forte influence d'une élite économique, politique et même religieuse. Nous nous concentrons enfin sur le cadre de communication proposé par Twitter pour expliciter les caractéristiques techniques et Sociales qui permettent une présence particulière de la polémique comme mode d'expression.

Chapitre 1. La polémique : arme argumentative, stratégie de visibilité et médiatrice de conflits

Les propos de ce premier chapitre visent à esquisser les contours définitoires de la notion de « polémique » à partir principalement d'auteurs du courant des Sciences du Langage. Il convient dès lors de souligner que notre argumentaire mobilise de manière récurrente quelques-unes des notions de l'analyse de discours et de la rhétorique, à commencer par les termes « Proposant » et « Opposant » et « Tiers ». Un discours peut être structuré selon la suggestion de Christian Plantin (1996) qui indique la présence d'un Proposant, « le locuteur qui avance une proposition », un Opposant, « l'interlocuteur qui met en doute la proposition avancée par le Proposant et lui oppose un contre-discours » (p. 20) et un Tiers, l'auditoire qui est le témoin de l'échange. Trois dimensions mises en avant par la rhétorique nous intéressent tout particulièrement : « l'*ethos* », l'image de soi projetée par l'orateur lui-même qui renvoie souvent à son caractère moral, le « *logos* », qui relève des marques démonstratives ou de style, habituellement liées à une idée de rationalité, et « le *pathos* », l'utilisation de dispositifs visant à susciter une forme d'émotion chez l'auditoire.

Un autre groupe de termes, forgés par Garand (1998) pour définir les différentes constituantes de la rhétorique polémique, est également mobilisé dans notre texte, y compris dans les chapitres d'analyse qui suivront : « *Sujet* », « *Tort* », « *Victimes* » et « *Origine* ». Selon cet auteur, « le malaise éprouvé par le *Sujet* est associé à un *Tort* : quelque chose est qui ne devrait pas être. Ce *Tort* crée des *victimes* (locuteur ou groupe qui l'inclut ou non) et il a une *origine* : personne, idéologie, religion, etc., qu'il faut identifier en vue d'une *réparation* » (p. 22, l'auteur souligne). Garand définit en plus la notion de posture, qui diffère de l'idée d'*ethos* en ce qu'elle a de performatif. Il la conçoit plus précisément comme « la façon dont l'Énonciateur-Sujet conçoit sa place dans la communauté et entre en relation avec autrui, mais *tel que cela se traduit dans l'acte de discours* » (*Ibid.*, p. 229, l'auteur souligne). Toutes ces notions définies apparaîtront désormais sans les guillemets.

1.1. De la polémique : quelques traits définitoires

Le mot « polémique » tire son origine du substantif grec *polémos* signifiant « guerre » ou « art de la guerre ». Plus spécialement, ce mot dérive de l'expression *polemikê*, féminin de *polemikós*, qui veut dire « relatif à la guerre ». L'étymologie du terme contribue aux définitions que les dictionnaires, les encyclopédies et les manuels fournissent de la polémique. En étudiant ces derniers, Greive (1985) constate que la polémique est majoritairement associée à « une dispute intellectuelle, un conflit d'opinions, une manifestation d'hostilité » (p. 17). Dans ce même exercice, Kerbrat-Orecchioni (1980) remarque que les définitions de la polémique convergent autour de l'idée d'un débat vif, agressif et violent.

Plus de quarante ans après les études menées par Greive et Kerbrat-Orecchioni, nous retrouvons des précisions similaires dans les principaux dictionnaires français. Le Robert définit « polémique » comme un adjectif « qui manifeste une attitude critique ou agressive » et le substantif polémique comme un « débat par écrit, vif ou agressif » (Le petit Robert 2020). Le dictionnaire Larousse, en revanche, relativise le caractère violent de la polémique en constatant que celle-ci serait un « Débat *plus ou moins violent*, vif et agressif, le plus souvent par écrit » (Larousse 2020, nous soulignons).

Comme nous étudions une polémique se déroulant au Brésil, il nous semblait pertinent de réaliser la même recherche dans les principaux dictionnaires de langue portugaise. Le dictionnaire Michaelis (2020) définit la polémique comme une « Discussion à propos d'idées

ou pensées qui cause des divergences ; altercation, contestation²² ». L'Aurélio (2020), lui, cite de plus les questions qui peuvent devenir une polémique : « Discussion, controverse sur les questions politiques, littéraires, scientifiques etc²³ ». Le dictionnaire Priberam (2020) en ligne de la langue portugaise énumère quatre sous-définitions de la polémique : « 1. Débat oral/ 2. Discussion dans la presse/ 3. Controverse/ 4. Dispute amicale, mais vive²⁴ ». À noter que dans cette définition la presse est définie comme un vecteur important de la polémique.

Une différence importante est observée entre les appréciations de la langue portugaise et française sur ce terme. Pour la tradition lusophone, il n'est pas question de restreindre la polémique à une modalité discursive qui privilégie la forme écrite, comme le font le Larousse (« souvent par écrit ») ou encore le Robert (« débat par écrit »). Le dictionnaire portugais Priberam emprunte même une direction opposée en affirmant que la polémique est un « débat oral ». Dans un sens étroit et technique, favorisé du côté français, la polémique reste plutôt définie comme un débat ou une dispute par l'écrit. Autrement dit, la polémique aurait un cadre formel verbal. De l'autre côté, la langue portugaise semble mettre plutôt en valeur la notion de *polémos*, qui a une acception plus large, « c'est-à-dire le conflit, la violence et la contradiction » (Roger 1985). Cette divergence signale que la polémique n'est pas réservée à un support écrit pour la culture lusophone, un indicateur fort que cette notion peut se décliner différemment selon le cadre culturel – nous reviendrons sur ce point.

Ces définitions convergent cependant autour d'une notion de discussion ou de débat contenant une dimension agressive. La notion de dispute qui dépasse les limites des conventions traditionnelles du débat est, en effet, le principal trait de la polémique relevé par les auteurs du thème. L'enjeu de la polémique n'est pas le simple débat, mais plutôt un échange ressemblant à une « déclaration de guerre » : « La polémique, en effet, se perçoit non simplement comme une situation de débat, mais comme une situation de combat » (Felman 1979, p. 185). La radicalisation de la polémique s'explique dans la posture même du polémiste, qui cherche la disqualification de son adversaire. Le polémiste est ainsi en permanente recherche de l'erreur de l'autre, d'une faute morale souvent, qui puisse justifier que son opposant soit une menace ou même un ennemi (Foucault 1994). Comme le résume Felman (1979), on cherche à « tuer l'adversaire ».

Le discours polémique s'articule donc à partir d'une faille souvent morale, d'un « Tort » si l'on veut reprendre le terme de Garand (1998), que l'énonciateur tente d'associer à son adversaire. En effet, ici réside la différence entre controverse et polémique, termes habituellement traités comme synonymes. Dans la controverse, l'énonciateur respecte son interlocuteur en le traitant comme un égal, tandis que la posture polémique consiste à *démoniser* son Opposant, « au point où le Tort serait confondu avec l'être même de l'adversaire » (Garand 1998, p. 234). Cherchant à disqualifier la thèse de son adversaire, l'assaillant tend à disqualifier la personne ou le groupe opposé. C'est ici que les arguments *ad hominem* prennent place, c'est-à-dire en direction de la personne qui porte le discours, puisque ceux-ci visent l'individu qui produit un discours pour compromettre l'image de l'autre auprès l'auditoire témoignant l'échange, ou bien celle que l'attaquant construit de son Opposant (Amossy 2003). Ce type d'argument tend à

²² VO : “Discussão sobre ideias ou pensamentos que causa divergências; altercação, contestação”.

²³ VO : “Discussão, controvérsia sobre questões políticas, literárias, científicas etc”.

²⁴ VO : “1. Debate oral/ 2. Discussão na imprensa/ 3. Controvérsia/ 4. Disputa amigável mas acalorada”.

habiter le discours polémique car la dénonciation d'une faille de *l'ethos* de l'adversaire facilite la construction d'un *ethos* favorable au Proposant.

Si nous revenons sur la définition première de la polémique, nous observons que le conflit réside donc dans l'âme de la polémique : « toute parole polémique est issue du conflictuel », affirme Garand (1998, p. 227). Ce litige est matérialisé par une dichotomie puisque la polémique se déploie à partir de deux groupes antagonistes, un « nous » versus un « eux », qui s'organisent tels des groupes opposés. Ces deux positions binaires entrent en choc, ce qui radicalise le débat et rend sa résolution difficile ou impossible (Dascal 2008). C'est pour cette raison que la recherche d'un accord n'est pas au cœur d'une dispute à caractère polémique, mais plutôt la quête d'une victoire symbolique auprès des spectateurs de l'échange.

Malgré ce caractère combatif et dichotomique, la polémique n'est en revanche pas tributaire d'une « violence verbale »²⁵. Si, dans les journaux, nous notons une appréciation négative de la polémique, où elle apparaît le plus souvent comme synonyme des sentiments comme la colère et l'indignation (Plantin 2003 ; Gelas 1980), la polémique est susceptible de se manifester selon des moyens autres que celui de l'expressivité violente. En fonction du genre de l'énonciation – un discours parlementaire, par exemple – certaines normes de politesse peuvent être requises, ce qui peut effacer la présence de la violence verbale, mais pas nécessairement l'existence de la polémique. La polémique est donc susceptible d'être exprimée de façon retenue selon le statut des participants et les cadres communicationnels où ils sont insérés (Amossy et Burger 2011).

De plus, nous pouvons identifier des situations ordinaires de la vie quotidienne où la violence verbale peut être perçue, sans pour autant que ces discours soient polémiques. Une querelle entre collègues de travail peut comporter de colère et de la violence verbale même si le sujet de dispute n'est pas polémique. Comme l'indique Plantin (2003), « l'agressivité polémique apparaît en continuité avec les diverses formes de violence interactionnelle ordinaire » (p. 385). De fait, la violence n'est pas à l'origine d'un discours polémique, elle est plutôt un *effet* de ce discours (Garand 1998).

Le *pathos* est indéniablement une caractéristique fréquente de la polémique, mais sans en constituer un trait essentiel. Si le conflictuel et la volonté de disqualifier l'adversaire sont des traits fondateurs de la polémique, les émotions ne sont qu'un des *modus operandi* existants pour attaquer une cible (Micheli 2010). La passion résulte de l'implication des sujets dans les échanges polémiques sensibles à la nature de l'enjeu : il faut vaincre à tout prix l'adversaire. En revanche, cette implication peut se faire sans un recours visible à l'émotion (Amossy 2014) et un échange marqué par la passion n'est pas pour autant polémique. Grâce à Plantin (2003), nous savons que les émotions qui se trouvent dans la polémique peuvent exister dans d'autres types d'interactions et de discours. La passion et la violence verbale ne font, en effet, qu'exacerber la force d'une parole polémique (Amossy 2014).

²⁵ Pendant toute la thèse, nous faisons référence à « violence verbale » (désormais sans guillemets dans le texte) à partir des traits définatoires de la notion indiqués par Amossy (2014, pp. 177-180). En résumé, c'est une forme d'oppression exercée sur la parole de l'autre visant à déconsidérer la parole portée par l'adversaire, voire de la ridiculiser. La violence verbale s'exprime le plus souvent par l'usage du *pathos* servant à discréditer non seulement le propos, mais aussi la personne qui le porte. En effet, la personne même de l'Opposant devient une cible, les insultes et les arguments *ad hominem* faisant partie des outils langagiers pour que l'autre apparaisse comme un « Mal absolu ».

Surtout, un échange qui se veut polémique doit dépasser la simple dimension conflictuelle. Un débat vif et violent entre deux amis qui ont des opinions différentes sur un sujet, par exemple, n'est pas une polémique. Pour qu'il s'agisse de polémique, il est nécessaire que les positions des débatteurs soient « irréductibles » (Oléron 1995). En d'autres termes, « font l'objet de polémiques les débats entre visions du monde *radicalement* incompatibles » (Christian Plantin 2003, p. 387, nous soulignons). La polémique porte alors sur des sujets sociétaux majeurs tels que la religion, la politique et l'idéologie. La polémique exige en outre que le conflit prenne une tournure publique. Le débat polémique marque pour cette raison de groupes qui défendent ou dénoncent une certaine cause ou groupe à la vue d'un collectif. Comme l'indique Amossy (2014), « la polémique serait alors la manifestation discursive sous forme de heurt, d'affrontement brutal, d'opinions contradictoires qui circulent sur la place publique » (p. 56).

Ce débat se déploie sous deux formes d'interactions différentes : le discours et l'échange polémique. Le premier, le discours polémique, peut être défini comme « la production discursive de *l'une seulement des parties en présence*, mais dans laquelle nécessairement s'inscrit le discours de l'autre » (Kerbrat-Orecchioni, 1980, p. 9). L'échange polémique, lui, implique une dimension de riposte, une réaction directe sous forme de réfutation (Amossy 2014). D'où la différence entre « le » et « la » polémique. *Le* polémique constitue une action discursive, tandis que *la* polémique se configure comme un échange interactionnel.

En tous les cas, la polémique se caractérise par sa nature *dialogique*, c'est-à-dire que ses actes s'inscrivent toujours dans un rapport au discours de l'autre. Cette dynamique exige au minimum deux idées en opposition se configurant comme un « dispositif d'interaction qui se traduit par des stratégies d'intégration/disqualification de l'adversaire qui laissent de multiples traces dans l'énoncé » (Maingueneau, 1980, p. 119). La polémique est, on le rappelle, un combat, et pour cette raison, elle a « ses moments ou ses phases, ses hauts et ses bas qui se traduisent par des transformations et, notamment, par des changements ou des transferts de rôles » (Quere 1984, p. 30). La position des sujets dans une polémique est donc variable : les individus intégrant la polémique peuvent changer de position et/ou de vigueur d'implication durant la querelle.

Ces rôles binaires d'opposition dans un échange polémique peuvent être incarnés par une ou plusieurs personnes, des groupes ou même des institutions qui rivalisent simultanément autour du sujet du débat et de la capacité de l'autre à assumer la position assumée. En effet, le polémiste cherche à annuler son opposant au regard d'un auditoire, particulièrement en ce qui concerne sa compétence. Sur cette dynamique, Foucault (1994) commente :

« Il [le polémiste] n'a pas en face de lui un partenaire dans la recherche de la vérité, mais un adversaire, un ennemi qui a tort, qui est nuisible et dont l'existence même constitue une menace. Le jeu pour lui ne consiste donc pas à le reconnaître comme sujet ayant droit à la parole, mais à l'annuler comme interlocuteur de tout dialogue possible, et son objectif final ne sera pas d'approcher autant qu'il se peut d'une difficile vérité, mais de faire triompher la juste cause dont il est depuis le début le porteur manifeste. Le polémiste prend appui sur une légitimité dont son adversaire, par définition, est exclu » (p. 591-592)

La présence d'un public constitue de fait un autre point commun de toute dispute polémique. L'objectif des échanges polémiques est ainsi moins de convaincre un adversaire, mais plutôt un Tiers qui assiste à la querelle. En effet, l'existence de l'auditoire implique une certaine représentation, des « masques d'affrontement » (Quere 1984), requise pour entrer dans le

jeu de cet échange vif. Cette mise en scène n'est pas une exclusivité de l'échange polémique puisque « le dialogue pacifié ou véhément est toujours quelque peu mise en scène » (*Ibid.*, p. 26). Cependant, au sein d'une polémique le décor revêt une importance significative puisque l'auditoire sera appelé à prendre part dans la dispute, à choisir son côté et ainsi à participer à l'évaluation de la querelle. En d'autres termes, la polémique sert à « manipuler un tiers contre la personne attaquée, ou à constituer une propagande pour le point de vue du lecteur » (Greive 1985). Nous empruntons les mots de Garand (1998) pour résumer ce point :

« Attaquer une cible ne suffit pas, encore faut-il rallier le Tiers à sa cause : le but d'un polémiste n'est pas que le lecteur en conclue simplement qu'il n'aime pas ou ne partage pas les idées de tel adversaire, il doit l'amener à partager son opinion afin que la Cible se retrouve en position d'isolement » (p. 231)

Le but d'un polémiste est ainsi la séduction d'un public-arbitre qui regarde la querelle et s'engage potentiellement dans une prise de position. Saisir la polémique dans un espace-temps déterminé exige donc une méthodologie visant à repérer les argumentaires récurrents dans les manifestations discursives à la visée d'un public. Nous entendons, comme Amossy (2014), que la polémique n'est pas une parole « sauvage », et qu'elle peut être identifiée dans la circulation des discours : « Une polémique est l'ensemble des interventions antagonistes sur une question donnée à un moment donné » (p. 74). En effet, la démarche polémiste laisse des traces dans les discours produits qui se manifestent sous forme de raisonnements. Mais quelle place accorder pour l'argumentation dans la polémique ?

1.2. Argumentation ou simple passion ?

La place de la polémique dans les études portant sur l'argumentation reste étonnamment réduite. Ce constat est partagé par des auteurs comme Marcelo Dascal (1998), Marc Angenot (1998) et Ruth Amossy (2014). Ils expliquent que ce faible intérêt pour cette thématique vient du fait que la polémique et l'argumentation sont souvent perçues par les théoriciens du discours comme des termes qui ne peuvent pas coexister. En effet, les définitions courantes de la polémique laissent penser qu'elle se trouve éloignée d'un procès rationnel cherchant à pondérer les divers points de vue autour d'une question. Nous l'avons déjà évoqué, les définitions du dictionnaire et l'utilisation courante de ce terme dans la presse font considérer la polémique comme un débat violent sans fondements logiques. Comme le rappelle Plantin (2003), la polémique demeure fréquemment associée à un débat engageant des émotions violentes, à un échange dégradé qui prive l'auditoire de la réflexion.

Il est alors davantage question de l'associer à sa force émotionnelle qu'à sa forme argumentative. Cette vision advient de la rhétorique traditionnelle où la polémique se retrouve en dehors du champ de l'argumentation (Declercq 2003). Pour cette tradition de pensée, la recherche d'un accord commun devrait inclure l'exercice du *logos*, une forme de rationalité suprême, dans le but de la quête de la vérité absolue. Du point de vue de la tradition aristotélicienne, la polémique empêcherait ainsi l'accord sur une base raisonnable en raison de son *pathos*, la grande émotion que le sujet en discussion suscite ou que l'orateur provoque. Par conséquent, toute possibilité de forger un consensus tant recherché par l'idéal rhétorique serait mise en danger par la présence de l'émotion en polémique.

Les propositions théoriques en Sciences du Langage présentées au XX^e siècle ne font également pas honneur à la polémique. La recherche à tout prix d'une forme de consensus par le biais d'un discours argumenté fait encore l'objet de nouvelles théories, y compris celles

de la nouvelle dialectique (Christian Plantin 2003). Amossy (2014) indique également que la nouvelle rhétorique, inaugurée par Perelman et Olbrechts-Tyteca (1958), ne considère pas la polémique comme une arme de persuasion valide. En effet, la nouvelle rhétorique cherche avant tout à maîtriser l'usage des arguments pour dépasser le *dissensus* et à construire une réponse commune aux questionnements qui mènent à une discussion. Puisque la polémique, encore une fois, est interprétée comme synonyme de la passion, elle irait dans le sens contraire des notions de sagesse et de vérité soutenues par ces courants théoriques. Nous pouvons en outre citer des auteurs plus contemporains pour qui la polémique ne peut pas être de l'argumentation dans la mesure où elle ne cherche pas l'accord²⁶ (Charaudeau 2017) ou encore la vérité²⁷ (Foucault 1994).

On reproche à la polémique d'empêcher la construction d'un échange idéal aboutissant au consensus ou, au moins, l'établissement d'une conclusion raisonnable forgée en communauté. Selon cette perspective, elle serait l'exemple d'un défaut ou un échec de l'argumentation. Or la démarche rhétorique idéale n'est pas toujours atteignable. Dans nos sociétés actuelles complexes, nous avons affaire à des discussions dans lesquelles l'accord n'est simplement pas envisageable. Des points de vue irréconciliables peuvent en réalité avoir tous deux une rationalité propre, rendant la vérité absolue au-dessus de tout désaccord, tel qu'elle est recherchée par Aristote, une unité presque utopique. Dans la vie publique contemporaine, nous assistons plutôt à des *dialogues de sourds*, selon les termes d'Angenot (2008), qui souligne la forte présence d'échanges qui n'aboutissent pas à un consensus :

« Il me paraît bien que les dialogues de sourds sont, dans la vie sociale, la règle plutôt que l'exception et que les malentendus d'idées et les controverses perpétuelles résultent souvent de discordances entre "familles d'esprits", discordances quant à la façon d'aborder le monde, d'y déceler et d'y produire du sens avant d'aboutir à des convictions » (Angenot 2008, p. 16)

En effet, les auteurs de ligne théorique similaire à celle d'Angenot considèrent que la rhétorique n'est pas destinée à se comporter comme un art sans erreurs. Au contraire, le but idéal de la persuasion par le biais de l'argumentation peut comporter des imperfections. Ces mécompréhensions, inhérentes à la polémique, constituent un sujet de recherche particulièrement pertinent et intéressant, comme l'explicite Dascal (1998) :

« Je suis convaincu qu'en étudiant empiriquement ces cas – comme les échanges polémiques – où la communication semble être en contradiction avec les vieilles notions confortables de coopération et de rationalité (...) Nous pouvons découvrir, par exemple, que les controverses montrent un type particulier de "rationalité" et de "normativité" qui ne peut être réduit ni aux restrictions de la logique idéalisée, ni à l'exercice pur du pouvoir dans ce qui n'équivaut qu'à des conflits d'intérêts » (p. 16)

²⁶ Patrick Charaudeau utilise l'idée même d'argumentation pour différencier polémique et controverse : "Le moment polémique est hors argumentation, et le moment controverse, dans l'argumentation. La polémique se présentant comme un jugement péremptoire, elle tend à essentialiser le contenu de son jugement, ce qui donne un effet performatif : dans l'instant qu'est énoncé ce jugement, accusatoire à l'endroit de l'interlocuteur, il devient parole de vérité irréductible, et l'interlocuteur se trouve assigné à contre-attaquer de même ou s'arrêter" (Charaudeau 2017, p. 86)

²⁷ Michel Foucault pense la polémique comme un obstacle à la recherche de la vérité et figure parasite d'une discussion : "on n'est pas là dans l'ordre d'une enquête menée en commun"

Dans ce sens, Amossy (2014) propose même une *rhétorique du dissensus* consistant à souligner l'importance des absences de l'accord pour la mise en marche d'une démocratie qui est, par essence, nourrie par le conflit : « Il s'agit de faire sa juste place à une rhétorique du *dissensus*, c'est-à-dire à une gestion du conflit d'opinion sur le mode du dissentiment, et non de la quête de l'accord » (p. 39).

Au-delà de l'absence de la quête de consensus, les appréciations négatives sur la polémique reposent sur cette autre caractéristique : sa portée passionnelle. La question de la « passion » advient de l'implication personnelle des sujets dans la démarche polémique. Cet aspect, synonyme d'échec du processus d'argumentation pour la rhétorique, témoigne de la forte implication du sujet dans sa prise de position ou alors d'une stratégie polémiste, une mise en scène, afin d'attirer l'attention de l'auditoire. De cet engagement, résulte une forme de subjectivité visible le plus souvent sous le prisme de l'émotion.

De fait, la polémique se constitue comme l'art de conduire une dispute, et l'émotion est l'un de ses *effets*. Nous considérons comme Amossy (2011) que les passions n'annulent pas les arguments valides, puisque les discussions vives, et même violentes, peuvent recouvrir des questions de fond. De fait, l'argumentation polémique recourt à la disqualification et à la mise en doute de l'Opposant par le biais de l'attaque *ad hominem* visant son opposant. Ce type d'instrument discursif n'est néanmoins pas une exclusivité du discours polémique et n'est pas exclusivement pervers dans le sens où il atteste de l'intention du sujet d'améliorer son efficacité rhétorique.

Si « Argumenter consiste à trouver les moyens pour provoquer une unicité de réponse, une adhésion à sa réponse auprès de l'interlocuteur, donc à supprimer l'alternative de leurs points de vue originels » (Meyer 2005, p. 15), qu'est-ce que la polémique possède d'*argumentation* ? Selon Angenot (2008), la polémique remplit la fonction de l'argumentation puisque les individus cherchent à s'expliquer, à justifier leur « raison » face au monde, pour se situer par rapport aux raisons des autres. Si l'on n'argumente pas pour obtenir un consensus, on travaille à attirer l'attention sur un sujet ou à se positionner dans un champ de combat. Ainsi, même si elle est parfois troublée par l'attitude du polémiste, la polémique permet à ses participants d'insister sur un point de vue et de marquer leurs positions antagonistes, ce qui configure une situation pleinement argumentative.

En revanche, les situations n'ont pas toutes les mêmes « degrés d'*argumentativité* » : il y aurait, en effet, un « continuum entre situations faiblement argumentatives (où il y a, par exemple, simple confrontation d'un "*Mais non !*" à un "*Mais si !*") et situations fortement argumentatives » (Christian Plantin 2003, p. 382). Amossy conçoit même l'argumentation comme une ligne occupée par, d'un côté, la co-construction des réponses collectives et, de l'autre, un choc d'opinions antagonistes (Amossy 2011). En partant de ces considérations, nous pouvons dire que la polémique reste *faiblement argumentative* puisqu'elle est un processus de dichotomisation où le choc de points de vue est observé et dont le but, encore une fois, n'est pas l'accord. Ces notions sont particulièrement importantes pour notre travail car nous n'avons pas affaire avec une argumentation *modèle*, qui impliquerait des acteurs qui utilisent leur raison pour arriver à un accord. Au contraire, nous retrouvons dans notre terrain d'étude des positions irréconciliables qui ne semblent pas pouvoir entraîner une résolution.

1.3. La question du désaccord en polémique

Le consensus n'étant pas recherché par la polémique, la question de l'absence de l'accord contribue à une vision négative de ce mode d'expression. Il convient encore à ce titre de

réfléchir sur la logique d'exclusion que la recherche d'un consensus sous-entend. Declercq (2003) explique que dans le monde romain, par exemple, on travaillait pour exclure la polémique des échanges sociaux et politiques par le biais du Tribunal. La sentence est ainsi, en principe, l'annulation de tout doute ou hésitation entre idées opposées. Si d'un côté la Loi existe pour régler les désaccords de la cité, de l'autre côté, la recherche d'un consensus social peut comporter un risque d'exclusion d'idées opposées. Un accord trouvé sans laisser place à la voix de différents acteurs peut signifier l'exclusion d'un point de vue et ainsi limiter la pluralité des modes de vie.

Ce constat fonde l'approche de la polémique de Ruth Amossy que nous suivons de plus près dans cette thèse. Selon l'auteure, la polémique n'est pas caractérisée par la recherche de l'accord par le partage de tours de parole raisonnés comme l'envisage la rhétorique traditionnelle, mais elle a la vertu d'autoriser la confrontation de différends. Comme l'indique Amossy (2011), elle permet d'assurer « à travers l'échange verbal, une coexistence dans le *dissensus* » (p. 25). Amossy consolide cette approche avec la publication de son ouvrage *Apologie de la polémique* soutenant que même si la polémique n'aboutit pas à un accord, « elle tisse du lien social » (p. 223) dans la mesure où elle « préside à une gestion du conflit qui cherche à donner voix aux différences » (p. 215).

Pour Amossy (2014) la polémique constituerait une gouvernance de différends : « la polémique a pour vocation de gérer, dans l'espace réglé des échanges verbaux, le conflictuel entendu comme un fondement de la vie démocratique » (p. 205). Cela transforme des ennemis en adversaires, un opposant à vaincre avec les mots et non pas avec la force. Suivant cette idée, la métaphore proposée par Oléron (1995) est intéressante : si la polémique est une guerre, ses armes *sont les arguments*. Le désaccord et la confrontation verbale seraient ainsi les garants mêmes de la démocratie, puisque c'est dans la coexistence des divergences que l'on construit un système pluriel. En effet, dans un régime démocratique où diverses voix doivent se faire entendre et coexister, malgré leurs distinctions sociales et culturelles, le désaccord reste inévitable. L'absence du conflit est seulement possible par le biais de l'effacement de l'autre, ce qui n'est pas souhaitable en démocratie. Le désaccord inscrit au sein de la définition de la polémique ne serait donc pas sa faiblesse, mais plutôt sa force. De fait, comme la polémique est mode de conflit sans recours à la violence physique, elle configure selon l'auteure un *modus vivendi* permettant à des opinions virulentes d'être exprimées dans le même espace :

« La polémique serait alors la manifestation discursive sous forme de heurt, d'affrontement brutal, d'opinions contradictoires qui circulent sur la place publique. En tant qu'interaction verbale, elle apparaît comme un mode particulier de gestion du conflit » (Amossy 2014, p. 56)

Dans ce sens, la polémique peut être considérée comme un atout important de la démocratie, dans la mesure où elle permet la coexistence de points de vue divergents (Felman 1979 ; Amossy 2014). Ce principe est intéressant étant donné que, dans une communauté de taille importante comme la société brésilienne, une situation d'unanimité permanente est impossible. Bien au contraire, les différends sont omniprésents, tout comme les conflits. Si nous voulons comprendre les enjeux politiques auxquels le système démocratique brésilien contemporain fait face, il est essentiel, à notre sens, de saisir ce qui y fait l'objet de disputes. L'importance d'étudier les situations polémiques vient justement de l'opportunité qu'elles

représentent de contempler les différents points de vue sur une question et la conflictualité qu'elle engendre.

Le paradoxe de la polémique demeure que, même si elle est marquée par le conflictuel, elle exige de ses participants le respect d'un contrat communicationnel pour que l'échange ait lieu, ainsi que la reconnaissance de la légitimité de leur adversaire : « le seul fait de polémiquer avec quelqu'un est un signal de reconnaissance », le rappelle Garand (1998, p. 251). En effet, Maingueneau (1983) affirme que dans le discours polémique les participants obéissent à des « règles de conduite » ou à des « procédés de débat » qui ajustent la dynamique de leur interaction. Le système polémique dépend de cette dynamique réciproque : « *L'intercompréhension n'est pas un raté du système d'"échanges", elle en est la condition de possibilité* » (p. 24, l'auteur souligne).

Ainsi, même si les acteurs de l'échange ne sont pas d'accord sur le fond du débat, ils sont d'accord tout simplement pour débattre. En réalité, l'affrontement polémique n'a de légitimité que s'il est inscrit dans un « cadre consensuel d'un "contrat" préétabli » (Marion 2003, p. 129). Dans les termes d'Yanoshevsky (2003), « La construction d'une base commune, fondée sur un accord minimal entre les participants, au moins en ce qui concerne le "contexte actuel" de leur dialogue, est une condition *sine qua non* pour qu'un dialogue puisse avoir lieu » (p. 53).

Les acteurs se disputant dans une polémique sont susceptibles par ailleurs de s'habituer à ce combat. La polémique peut ainsi devenir le fondement de l'entente : « Les rôles paradoxaux que cela [la polémique] suscite – tels ceux qu'empruntent les "ennemis intimes" – peuvent n'être complexes qu'en apparence et servir à donner le change » (Quere 1984, p. 26). Ce phénomène fait que certaines personnes se présentant longtemps comme des opposants se portent des attaques mutuelles se conformant à une routine attendue.

C'est souvent le cas en politique : le principe de la démocratie est que le pouvoir en place ne peut exister qu'en présence d'un contre-pouvoir (Charaudeau 2013). La base démocratique étant partagée entre gouvernement et opposition, le jeu politique nécessite un constant basculement de popularité des acteurs politiques pour déterminer ceux qui accèdent au pouvoir. Cette compétition fait l'objet du jugement public par le biais de rites démocratiques tels que les élections, faisant de l'attaque à l'adversaire l'un des moyens les plus importants de faire basculer la crédibilité d'un opposant auprès d'un public-arbitre.

En politique, les grandes oppositions enflammées autour de positionnements forts sont capables d'engendrer des effets considérables dans le système démocratique d'un pays. C'est le principe même d'une révolution : lorsque deux camps opposés se forment, un combat – de mots ou au-delà – naît, mobilisant la population et l'incitant à choisir un côté. Felman, (1979) cite le Nazisme et la Révolution française comme exemples de changements politiques tirant leurs origines de polémiques publiques. Il existe cependant de nombreux cas de polémiques qui ne mènent pas à un changement politique important ou à une vraie modification de l'état des choses. Polémiquer, c'est parfois rester immobile. Dans le cas de notre thématique, il est intéressant de noter que manifester pour ou contre la prison de Lula ne changerait pas, du moins en théorie, la décision prise par la Justice brésilienne. Ce qui est alors intéressant, c'est de savoir pourquoi certaines personnes cherchent à se mobiliser tout en sachant que des modifications importantes ne sont pas attendues, problématique qui nous amène à discuter comment la polémique s'inscrit dans l'espace public en démocratie.

1.4. La notion de « polémique publique » et la fondation de « l'espace public »

En réalité, une polémique peut commencer à partir d'une affaire privée. En revanche, elle prend une tournure publique dans la mesure où des groupes des citoyens se forment pour défendre des points de vue opposés. Au sein d'une société, « la polémique met en jeu les catégories du privé et du public qu'elle modalise et moralise » (Quere 1984 p. 27), ce qui implique que la polémique est indissociable d'une inscription dans l'espace public. Elle est, en bref, un « jugement collectif à large échelle » (Amossy et Burger 2011, p. 7).

De fait, ici réside une différence supplémentaire entre la polémique et la controverse, la dernière n'étant pas obligatoirement une discussion autour d'un fait mobilisant un public : « la controverse se distinguerait des autres conflits triadiques par le fait qu'elle prend toujours son essor au sein d'un milieu relativement fermé, à l'écart du "grand public" » (Lemieux 2007, p. 193). En guise d'illustration, dans le livre *l'Apologie de la polémique*, Ruth Amossy (2014) montre comment une photographie prise dans le cadre d'un concours organisé par une enseigne privée devient le déclencheur d'une polémique publique, et donc d'une discussion de thèses opposées à propos des symboles nationaux français et des valeurs nationalistes qui y sont associées.

Cet exemple montre de quelle manière une affaire apparemment peu importante peut devenir une discussion de fond incitant à la construction d'opinions opposées. Cette situation décrite par Amossy montre également la durée type d'une polémique. Celle-ci est très souvent éphémère et, malgré des débats parfois violents, elle a tendance à défilier rapidement dans l'espace démocratique. Au sein de notre corpus, on peut constater que les actualités sur le procès de l'ex-président Lula sont intensément relayées par les médias pendant une ou deux journées, mais qu'elles sont aussi vite oubliées qu'elles étaient choquantes à leur diffusion. Il s'agit d'un symptôme même de la machine médiatique qui, en vue de maintenir le public captivé, entretient la polémique, comme nous l'établirons ultérieurement.

Si la polémique est une parole brève qui traite des actualités brûlantes, s'inscrivant surtout dans l'immédiateté, quel est l'intérêt de l'étudier des années après, comme nous le faisons dans cette thèse ? Parmi les traits définitoires de la polémique, nous avons vu qu'elle soulève des questions de fond sur une société donnée et qu'elle part, en effet, d'un dérangement, d'une perturbation présente dans l'espace public ou d'un événement dont on refuse les conséquences. En d'autres termes, un « état de(s) choses est mis en question » (Mouillaud 1984) et devient l'objet d'un débat public antagoniste. Ainsi, même si la polémique a une durée de vie courte, les questions qu'elle soulève restent dans l'espace public. Felman (1979) explique que « si les polémiques datent et passent, le *phénomène polémique* demeure, inaliénable » (p.181, l'auteur souligne).

Les positions et les argumentaires restent ainsi relativement stables pendant la polémique, puisqu'ils sont, pour la plupart, des manifestations d'un débat profond, d'un « conflit de fond ». Ces « arguments fondamentaux », pour reprendre les termes d'Angenot (2003), qui sont « inlassablement répétés par les camps en présence » (p. 463), peuvent donc influencer des actions ultérieures effectuées par des groupes qui y sont adhérents. Dans une démocratie, cette pérennité des argumentaires polémiques peut affecter la discussion publique à propos d'un sujet de société majeur, voire des élections ou le vote de projets de loi.

Suivant cette logique, la polémique contribuerait à la prise de position dans un débat dans la mesure où elle rend visible différents points de vue. La diffusion de prismes antagonistes permise par la polémique pourrait avoir un effet positif sur l'implication des citoyens dans un

débat public, contribuant ainsi à la construction d'une agora délibérative, d'un « espace public » pour reprendre une notion popularisée par les travaux d'Habermas et définie comme : « un domaine de notre vie sociale dans lequel quelque chose qui approche de l'opinion publique peut être formé » (Habermas 1974, p. 49, notre traduction).

C'est en ce sens qu'Amossy approche la polémique de l'espace public : la polémique aurait la vertu d'inviter le grand public à débattre dans une démocratie. Elle *mobilise*, puisqu'elle comporte des enjeux qui interpellent les citoyens, normalement liés à la politique et à l'État. Cela étant, polémiquer serait exercer son droit à la parole d'opposition et, par la même occasion, tenter de mobiliser un auditoire à partager l'inquiétude formulée. Une prise de parole surtout motivée par le caractère de la situation : « Or, le propre de la situation agonique est de ne permettre aucune issue : le sujet ne peut pas ignorer l'objet qui l'affecte, il doit le prendre en charge » (Garand 1998, p. 229).

Pour ces raisons Ruth Amossy (2014) inscrit la polémique dans le domaine de l'espace public habermassien. Elle part de l'idée que la société pluraliste, avec ses instances et ses lieux institutionnels, se doit d'autoriser l'affrontement pour défendre la polémique comme un modèle langagier qui autorise la délibération. Elle voit ainsi la polémique comme une modalité de gestion de conflit dans le *dissensus*. Dans les termes de l'auteure :

« Au-delà des questions de persuasion, le discours et l'interaction polémiques remplissent d'autres fonctions importantes. Ils dénoncent ; Ils protestent ; Ils appellent à l'action ; et, plus généralement, ils entretiennent sur le mode du dissensus, la communication sur la place publique entre des factions dont les vues sont parfois si éloignées les unes des autres, que tout contact semble devenu impossible. » (Amossy 2014, p. 213).

Effectivement si « l'enjeu ultime de toute polémique est celui d'une légitimation de soi et des siens » (Angenot 2003, p. 510), plutôt donc que la recherche de l'accord avec l'adversaire, étudier le cas « Lula en prison » sous l'angle de polémique constitue alors une manière de décrire comment chaque camp opposé met en circulation sa rationalité au sein d'un même espace démocratique. Plus encore, cette étude permet de relever l'incompatibilité des relations politiques qui se manifestent sous la forme d'affrontement houleux.

Comme Angenot (2008) le démontre, il n'y a pas de vérité rationnelle au-delà de toute autre raison qui puisse être trouvée à partir d'un consensus. Au contraire, il existe plutôt différentes rationalités, propres à chacun des groupes qui sont à l'origine de discours antagonistes. En ce sens, la polémique publique est l'occasion de saisir les motivations qui mènent chaque groupe à se mobiliser étant donné que : « dans les régimes tant démocratiques que non démocratiques, la plupart des gens qui se lance dans la politique du conflit considère qu'ils ne font que se défendre contre quelque chose qui menace leurs intérêts, leurs valeurs ou leur identité » (Tilly et Tarrow 2015, p. 113).

Une forme de rationalité de chaque groupe opposé peut être ainsi dégagée en considérant la polémique comme espace de cohabitation de divergences. En revanche, comprendre la polémique publique à partir de la circulation des discours impose de saisir le vecteur de ces échanges : la structure info-communicationnelle. Si pour la question pour Amossy (2014) est de savoir « comment la polémique se construit discursivement et modèle la communication » (p. 9), nous nous demandons plutôt comment la structure de communication *modèle la polémique*.

Chapitre 2. L'info-communicationnel contemporain : entre mise en scène et polémique

Dans ce travail, nous analysons donc la circulation et la construction d'une polémique publique dans le cadre d'une situation politique au Brésil qui engendre des positionnements antagonistes entre 2016 et 2018. Si cette polémique se configure comme un problème public engageant l'ensemble de la société à choisir l'un de deux camps opposés, c'est qu'elle fut présentée de cette manière par l'appareil médiatique. Nous soutenons de fait l'existence d'un lien entre le discours informatif actuel, y compris celui des réseaux socio-numériques, et la fondation, le déploiement et le fonctionnement de la polémique publique. Pour asseoir notre position, ce chapitre présente les enjeux contemporains des moyens de communication, avec l'appui des spécialistes en Sciences de l'Information et de la Communication.

En effet, notre approche prend appui sur les indications de Maingueneau (1991) vis-à-vis de la question des conflits sociaux : « l'espace d'énonciation lui-même, loin d'être un simple support contingent, un "cadre extérieur" au discours, suppose la présence d'un groupe spécifique, sociologiquement caractérisable, qui n'est pas un assemblage fortuit de "porte-paroles" » (p. 189). En partant de cette observation, nous exposons d'une part comment la logique médiatique entraîne une présence significative de la modalité polémique dans les moyens de communication et d'autre part, afin d'entrer plus spécifiquement dans notre sujet de thèse, les relations possibles entre la politique, le discours informatif et la polémique.

Dans ce contexte, les caractéristiques propres à l'appareil médiatique brésilien sont particulièrement présentées. Celui-ci est marqué par un processus d'hégémonie et de concentration expliqué par des facteurs historiques, politiques et sociaux qui sont décrits durant ce chapitre. Cet examen prend aussi en compte l'évolution de la position du journaliste au Brésil à partir de caractéristiques propres à sa professionnalisation. Nous nous intéressons également à la question de l'insertion des dispositifs numériques dans le phénomène des échanges polémiques et à ce que cette mutation implique dans le lien entre les citoyens, l'information et la politique.

2.1. Liens entre la polémique, la presse et le discours politique

Pour que la polémique joue un rôle dans le processus de délibération dans l'espace public, elle dépend effectivement de la diffusion faite par les « dispositifs » médiatiques, c'est-à-dire à partir d'une « mise en scène, une définition des positions interlocutives et un ensemble d'éléments et de contraintes extradiscursives qui permettent d'élaborer une représentation du monde » (Jamet et Jannet 1999, p. 12). La médiation contemporaine entre les citoyens et l'État étant faite rarement en face à face et majoritairement par le biais de la structure médiatique au sein des démocraties, les moyens de communication jouent un rôle essentiel dans le déploiement d'une polémique. Les moyens de communication sont en effet le « support naturel de la polémique » pour reprendre les termes de Yanoshevsky (2003).

Le journalisme n'est pas le seul vecteur de la polémique, puisqu'elle peut se dérouler sans sa médiation, et les polémistes ne sont pas toujours des journalistes. En revanche, même s'elle ne détient pas l'exclusivité de la polémique, la presse aide à la dissémination des échanges et discours qui en découlent. Au-delà du rôle de vecteurs, les journaux peuvent aussi être producteurs légitimes de la polémique, si bien qu'une définition de « la polémique journalistique » existe :

« (...) tout discours journalistique affirmant une opinion (voire des opinions) en l'affrontant à d'autre(s) discours, mais aussi tout discours polémique tenu dans l'espace

médiatique, et auquel le journaliste est confronté sans s'y impliquer directement en tant que protagoniste » (Grevisse et Dubied 2003, p. 8)

La dispute polémique peut se configurer via différents supports médiatiques, comme les plateaux de télévision, les pages de journaux, les ondes de radio ou encore, plus récemment, les sites de réseaux socio-numériques. La corrélation entre la polémique et le médiatique est en effet observée dès la moitié du vingtième siècle selon l'étude déjà mentionnée de Kerbrat-Orecchioni (1980) à propos des définitions de ce terme dans les dictionnaires français.

Malgré cela, nous partageons le constat d'Angenot (2008) d'un manque d'études sur le déploiement des débats publics au sein des espaces médiatiques contemporains. Ce fait s'explique en partie par la prédominance d'études sur la polémique dans le champ des études linguistiques qui tendent à concevoir les moyens de communication comme un support analytique pour décrire les phénomènes langagiers et non pas comme un environnement producteur et/ou conditionnant de polémiques régit par des caractéristiques à être prises en compte. Dans notre perspective, cependant, la polémique demeure autant présente dans le discours médiatique contemporain parce que celui-ci offre un ensemble de caractéristiques favorables à la présence et au développement d'échanges polémiques.

La polémique et le discours informatif médiatique possèdent de fait des intérêts mutuels. D'abord, les disputes polémiques gagnent à se déployer dans les espaces de visibilité médiatique : le polémiste ne vise en rien son adversaire, mais cible plutôt le public qui regarde la dispute, comme nous l'avons avancé antérieurement. Pour les créateurs de polémique contemporains, passer par un espace médiatique demeure alors une étape majeure pour attirer l'attention sur leurs propos et nuire aux idées de leur adversaire face aux auditeurs. La visibilité des polémistes se construit dès lors sur le terrain du discours informatif dit traditionnel et plus récemment sur des espaces qui proposent un lieu d'échange public en ligne.

De l'autre côté, la vitesse de propagation de la polémique rejoint la logique médiatique de l'actualité, dont le besoin constant de nouveauté incite à la recherche de nouveaux événements à la minute, de manière continue. Contrairement à ses débuts, la presse ne possède plus des contraintes de temps suivant une logique temporelle précise comme l'heure d'impression d'un journal à la fin d'une journée. Les avancées en termes de technologies de l'information ont permis de produire des textes et de les diffuser à la minute (voire à la seconde) grâce à des techniques qui exigent moins de préparation technique au préalable de la publication. Cette facilité croissante de la production de contenus informatifs amène à l'instauration d'un nouveau repère temporel : si auparavant le journal d'hier n'était plus d'actualité, aujourd'hui l'information du matin peut être déjà dépassée l'après-midi.

La polémique demeure ainsi un fort atout pour les rédactions où l'accélération du processus de fabrication de l'information impose un rafraîchissement constant des nouvelles. En effet, un fait public provoquant un clivage permet l'ajout de nouveaux témoignages qui viennent élargir la portée d'une nouvelle. Cette chaîne de réactions implique le plus souvent des hommes et des femmes politiques, mais également des acteurs sociaux dotés d'une légitimité de « pouvoir-dire » (Charaudeau 1997), en général des spécialistes d'un thème ou de représentants d'une catégorie sociale. On les invite souvent à prendre position dans le débat et ses opinions se regroupent normalement en deux postures argumentatives inconciliables.

De cette manière, la polémique se renouvelle jusqu'à ce qu'elle ne puisse plus inciter à des nouvelles déclarations ni occuper une place prédominante dans la production informative. La polémique offre de cette façon un pouvoir « inventif » profitable à la presse contemporaine où

les reportages sont conçus comme une marchandise (Debord 1967). Charaudeau signale à ce sujet la tension intrinsèque au discours informatif de presse entre la visée informative, qui suppose un effet de rationalité, et la visée de captation, qui demande une mise en spectacle pour déclencher l'intérêt de la réception. L'auteur résume que :

« L'instance médiatique doit donc procéder à une mise en spectacle subtile du discours de l'information, qui doit s'appuyer à la fois sur les ressorts émotionnels prévalant dans chaque communauté socioculturelle et sur la connaissance des univers de croyance qui circulent dans la dite communauté » (Charaudeau 1997, p. 79)

Cela implique un rôle particulier pour les journalistes : « celui d'être des "créateurs" de mises en scène (et même de nouvelles) "qui font vendre" » (Amossy et Burger 2011, p. 10). Certains auteurs vont même jusqu'à parler de *confrontainment* (Luginbühl 2007). Selon cette idée, la plupart des débats politiques présentés dans la presse, surtout à la télévision, sont construits tel une conversation violente plutôt que coopérative, et cela à des fins d'audience. La nature agonique de la polémique reste alors profitable à la narration journalistique cherchant la captation, comme le commentent Grevisse et Dubied (2003) :

« Il nous semble que la passion est étroitement liée à l'intérêt de l'information. (...) Sans passion, l'information n'a que peu de chance de toucher l'humain dans son dévoilement et sa compréhension du monde. Cette passion peut être évidemment politique. Elle s'ancre également dans la vie, la mort, l'horreur, le bonheur, l'indignation... » (p. 13)

Un exemple de cette dynamique est donné par l'analyse de Masasa (2011). Elle illustre le rôle joué par les journalistes de la presse écrite dans la mise en scène du conflit entre mondialistes et antimondialistes autour de la pauvreté. L'étude constate que la presse nourrit la dispute en vue d'« alimenter l'information spectacle sensationnaliste » et que le désaccord et l'« interincompréhension desservent parfaitement alors les intérêts de l'information-spectacle » (p. 2). Marion (2003) procède à une analyse analogue à la télévision et établit que les journalistes se comportent de plus en plus modérateurs du débat plutôt que polémiqueurs. Le professionnel de presse devient donc un narrateur de la polémique, isolé des discours conflictuels, plutôt qu'un associé à l'un des pôles de l'échange :

« Le journaliste "incitateur" de relations polémiques tend peut-être à devenir aujourd'hui un journaliste modérateur, assurant en surplomb l'échange polémique entre des acteurs dont il se différencie. Son but n'est plus d'inciter et d'assumer la polémique mais de la rendre communicationnelle, ce qui équivaut souvent à la rendre plus spectaculaire » (p. 130)

En examinant un corpus médiatique, Plantin (2003) signale d'ailleurs qu'un débat est considéré comme polémique par les journalistes dès que les émotions violentes, telles que l'indignation ou la colère, sont observées. Cela, explique l'auteur, puisque les médias mettent non seulement en scène ces confrontations, mais peuvent parfois les encourager et en exacerber les tensions. Ainsi le caractère violent de la dispute et l'association du mot « polémique » au mot « guerre » sont flagrants : au sein des médias, les termes *susciter, éclater, fait rage* sont associés à la polémique (Oléron 1995). Or, on l'a vu, la violence n'est pas un trait définitoire de la polémique, mais plutôt un outil de mise en spectacle d'un débat de société : « les médias transforment le conflit en un événement », ponctue Amossy (2014).

La presse tend moins à enquêter sur la cause et la complexité d'un débat dichotomisé qu'à l'annuler en l'associant à une émotion négative. Il y a ici un paradoxe car, d'un côté les médias valorisent la polémique sous forme de spectacle pour maintenir et accroître leur audience, mais, de l'autre, ils l'associent à un débat dégradé. Sur cela, Grevisse et Dubied (2003) commentent :

« c'est parce que la polémique affiche sa monstration de l'opinion qu'elle semble indécente socialement et suscite sa disqualification a priori. Les processus persuasifs ou manipulateurs, violents mais cachés, sembleraient mieux acceptés, ou moins perçus, par la société » (p. 11)

Par cette manière de conduire le conflit, le journaliste présente le débat selon des positions antagonistes tout en se positionnant comme une figure médiatrice. Cette mission de médiation représente un atout pour former l'identité morale des entreprises journalistiques. En effet, pour être en mesure d'occuper une place privilégiée en tant que distributeur de l'information, les organes de presse doivent défendre une position au-dessous de toute dispute sociale, morale et parfois même politique. La médiation et la publicisation des polémiques rejoignent ainsi l'idée du journaliste comme agent spécialisé de la reconstitution des faits sociaux. La construction d'un discours officiel de médiation passe alors par la diffusion des positions antagonistes qui composent la polémique. Dès lors, il est question de l'auto-discours du journaliste, autrement dit de sa désignation en tant qu'organisateur des récits de la société.

Cette construction s'articule avec la quête d'impartialité du journalisme qui, même si socialement impossible, reste un idéal du champ (Miguel et Biroli 2010a). Cette volonté est étroitement liée à une exigence économique qui s'impose à partir de la fin de la Deuxième Guerre mondiale en Europe (Grevisse et Dubied 2003). À ce moment, une réinvention caractérisée par l'effacement des postures éditoriales nettement établies a lieu. Le journal ne défend plus un point de vue en tant qu'organe de presse, et la polémique devient progressivement l'affaire d'une parole d'experts : « La polémique devient donc essentiellement, pour le journalisme, l'affaire "des autres", et elle s'installe dans des espaces "semi-rédactionnels", comme les pages "Opinions" » (*Ibid.*, p. 15).

La place des médias comme producteurs de polémique ne cesse alors de diminuer. Les pratiques journalistiques se caractérisent désormais par la reproduction des paroles dites officielles et par l'effacement de la figure du reporter. On observe en effet une évolution du rôle de la presse dans le débat ; autrefois elle était une entité qui participe du débat en proposant une vision politique précise, désormais elle devient un miroir des opinions politiques. Comme le résume Lits (2003) : « Le journal ne présente plus une opinion (la sienne) au lecteur mais lui offre un panachage de l'ensemble des opinions susceptibles d'être imaginées par tous les lecteurs » (p. 176).

Au Brésil, selon Rizzotto (2012), ce changement s'opère plus tôt, dans les années 50, avec la professionnalisation du journalisme qui fut largement inspirée du modèle économique américain. Le journal doit ainsi se constituer comme point de repère neutre où les informations sont présentées de manière objective et directe, sans place à l'analyse. La chercheuse brésilienne argumente que cette idée de crédibilité construite sur la base d'une neutralité convient non seulement à la construction d'un « *ethos* journalistique », mais aussi à des fins de commercialisation de l'image du journal en tant que véhicule d'information crédible.

Les routines productives de la presse contemporaine incitent donc les journalistes à se positionner en dehors du conflit et à rédiger un texte au ton impartial faisant appel (du moins en théorie) de manière égale à divers points de vue. Les opinions sont dès lors isolées dans des sections spécifiques des journaux, comme les éditoriaux, les tribunes et les pages de lettres de lecteurs. En essayant d'atténuer cette différence de points de vue, la presse finit par les lisser et les aplanir. Le journaliste dans la contemporanéité, et surtout au Brésil, comme nous en discuterons amplement dans notre analyse, semble se placer en tant que spectateur de la polémique et non comme l'un de ses protagonistes. Le journaliste prend donc la place de simple observateur qui met en relation les voix des différents interlocuteurs afin de construire un dialogue virtuel entre les parties de l'échange (Amossy 2014).

Le problème de cette posture journalistique dite « neutre » est qu'elle est tout simplement impossible. Comme le souligne Charaudeau : « aucune information ne peut prétendre, par définition, à la transparence, à la neutralité ou à la factualité » (Charaudeau 1997, p. 42). D'abord parce que les journalistes eux-mêmes occupent une même position sociale, ancrée dans l'accès à la formation aux compétences exigées dans le champ. Par leurs trajectoires de socialisation et des formations similaires, accessibles d'ailleurs seulement à une partie de la population, les journalistes tendent à observer et décrire le monde de manière similaire. De même, les grands organismes de presse possèdent des intérêts d'ordre économique, tout particulièrement les médias privés, et ce discours en apparence objectif peut cacher un point de vue partial favorable au développement financier de l'entreprise de presse²⁸.

Si cette impartialité est impossible, la dite neutralité journalistique déguise alors des facteurs de production internes et externes qui ne laissent pas place à certaines voix du débat public. Grevisse et Dubied (2003) dénoncent la création d'« une communauté unique et monolithique avec le public » (p. 17) provoqué par le manque de place aux divers points de vue composant un débat au sein des médias. Par ailleurs, la publication des seules opinions qui intéressent l'entreprise journalistique peut conduire au risque d'un apparent consensus social :

« La notion d'impartialité, qui légitime la compréhension que les pratiques journalistiques techniquement orientées sont capables de produire un espace discursif pluriel, ne permet pas de gérer adéquatement les formes d'inclusion restreinte de la diversité et du contradictoire qui se présentent dans la presse. Ces pratiques produisent, en réalité, un équilibre qui consiste en une simulation contrôlée des conflits sociaux » (Miguel et Biroli 2010a, p. 74, notre traduction)

La place du journaliste dans la conduite d'une polémique publique reste donc ambivalente puisque, en évitant le conflit au nom d'une supposée neutralité, les différents points de vue apparaissent sans place à la critique ou au commentaire. Nous avons d'ailleurs montré par une étude précédente comment ce manque de positionnement médiatique face à certaines opinions peut donner place à la légitimation de discours extrémistes dans la mesure où leur contenu n'est pas questionné par les médias²⁹.

²⁸ Cela est une problématique courante parmi les journaux brésiliens qui vendent l'image d'être un véhicule d'information neutre tout en étant engagés politiquement, comme nous le soulignons ultérieurement.

²⁹ « Estratégias de visibilidade populista nos media on-line: um estudo sobre as declarações polémicas de Jair Bolsonaro na campanha presidencial de 2018 », *Media & Jornalismo* (40), v. 22, p. 283-299.

À cela s'ajoute une réalité contemporaine d'écriture journalistique : le journaliste se rend de moins en moins sur le terrain sur lequel se passe l'action, souvent par manque de temps ou à cause de contraintes de rentabilité du produit journalistique. Dès le début des années 2000, Bucci écrit que dans la routine journalistique brésilienne, l'exercice de la profession reste confiné à un ensemble de contraintes : « une série de résolutions dans le quotidien journalistique sont des résolutions solitaires. Il n'y a pas de temps pour les discuter, il n'y a pas de conditions techniques pour écouter toutes les opinions, les examiner, et les réévaluer » (Bucci 2000, p. 43, notre traduction).

L'image du reporter qui cherche des faits en observant la cité laisse place à un journalisme dit *déclaratoire*. Caractérisé par un rapport distant à l'événement et la reproduction des discours officiels de certaines sources, le « journalisme déclaratoire » consiste en un processus de production de reportages qui cherche à écrire des nouvelles de la manière la plus rapide possible en intégrant dans le texte – sans trop de modifications – le discours de sources dites privilégiées telles que les services de presse des organes publics ou privés (Miguel 2002; Meyer Sant'Anna 2007). En d'autres termes, le journalisme déclaratoire est une écriture de seconde main établie sur le seul témoignage des sources officielles.

Le problème de cette tendance est qu'elle tend à scénariser les points de vue opposés d'une polémique sans donner place à une contextualisation. Dans cette configuration, le conflit social demeure seul articulé entre positions antagonistes sans qu'autre information sur les raisons du litige public soit exposée. Les combats de paroles sont ainsi passibles d'être orchestrés par la manière dont certaines déclarations sont mises en relation artificiellement par le texte journalistique. Même si, au moment où ils ont été produits, il n'était alors pas question de contrer une parole adverse, les déclarations peuvent paraître dans le texte journalistique tel un dialogue. Oléron (1995) résume bien cette dynamique : « Ainsi le chat reste-t-il l'ennemi permanent de la souris, le gendarme du voleur, cela même quand ils ne sont pas engagés dans une action de chasse ou de recherche » (p. 19).

On remarque donc que le rôle des médias demeure primordial pour *entretenir* ces rapports d'opposition. Cela dit, le problème de diffusion de la polémique dans les médias ne semble guère être la guerre verbale qu'elle engendre ou encore la confrontation des opinions, mais le manque d'explications sur les faits qui la déclenchent. Cela peut porter préjudice à la qualité de prise de décision d'une société, comme argumente Lits (2003) :

« Si celle-ci, au-delà des invectives et des règlements de comptes politiques, permet de poser clairement la question de l'intégration, de faire l'état du dossier, de proposer des pistes de solution, alors les médias ont joué leur rôle social. Si les affrontements renforcent certains clichés négatifs, s'ils n'apportent aucun progrès dans l'amélioration d'une situation que chacun des intervenants considère comme insatisfaisante, il faut s'interroger sur la responsabilité sociale des uns et des autres » (p. 187)

Par ailleurs, nous savons que la polémique devient publique en fonction de la notoriété des acteurs qui y participent, faisant des hommes et femmes politiques des protagonistes de ce type d'échange. Cela nous amène à interroger la manière dont la dimension politique est incorporée dans le traitement médiatique des échanges polémiques publiés. De fait, comme l'explique Bourdieu (1981), les champs journalistique et politique s'offrent mutuellement la légitimation symbolique pour exercer leur pouvoir. Pour le journalisme, la diffusion d'informations exclusives concernant le monde politique offre une garantie d'occuper une

place de premier ordre dans l'animation du débat social. Les politiciens, de l'autre côté, profitent de l'appareil médiatique pour exposer et promouvoir leurs idées à un plus large public.

Le journalisme valorisant la singularité plutôt que la régularité, la présence de comportements polémiques comme les attaques ou les opinions inconciliables rythme la couverture des rites naturels de l'action politique. Le cadrage des affaires du monde politique privilégie en effet les moments de conflit et de tension qui relèvent du « jeu politique », comme en témoigne l'usage de métaphores sportives et guerrières pour caractériser l'activité politique au sein des journaux (Gringas 1996). Le fait de construire une guerre argumentative entre deux camps politiques, en prenant comme référence le duel entre « situation et opposition », risque de limiter les affaires politiques à une segmentation insurmontable, à un jeu d'ami-ennemi qui amène moins à une discussion qu'à une lutte.

Occuper une position dans un des camps ennemis forgés par le discours informatif devient un fort enjeu de positionnement politique. De l'autre côté, les représentants politiques profitent de cette dichotomie pour se placer dans l'environnement médiatique. L'argument polémique devient une arme pour occuper le cœur d'une dispute sociale à mesure qu'il permet de dévoiler l'incapacité de l'opposant à assumer des responsabilités politiques et de hausser ses propres valeurs à partir d'un contre-discours antagoniste. C'est la raison pour laquelle la polémique reste un modèle puissant en politique :

« La polémique définit des alliances, recrute des partisans, coalise les intérêts ou des opinions, représente un parti ; elle constitue l'autre en un ennemi porteur d'intérêts opposés contre lequel il faut lutter jusqu'au moment où, vaincu, il n'aura plus qu'à se soumettre ou disparaître » (Foucault 1994, p. 592)

Si l'échange de paroles en polémique n'aboutit pas à un accord, cela sert cependant parfois au propre intérêt des polémiqueurs : occuper un espace en opposition à un autre personnage politique peut être ainsi plus intéressant que d'arriver à un accord. Dans cette perspective, la polémique est utile dans un conflit politique dans la mesure où ce type d'argumentation vise « un adversaire qu'il s'agit d'abaisser, de diminuer, à la limite d'éjecter en dehors de la compétition » (Oléron 1995, p. 20). Declercq défend même que la polémique révèle le côté le plus sombre de la politique car :

« Le polémique nous confronte en effet au visage le plus violent du pouvoir : non le visage – institutionnel – de la puissance, ni celui – moral – de l'autorité, mais bien cette force irrépressible qui pousse à avoir raison de l'autre, à assurer son emprise sur lui, à le soumettre, à l'effacer si nécessaire. On reconnaît ici sans peine la forme féminine du politique : la politique, l'espace féroce de la conquête et de la prédation, est par excellence l'espace propre du polémique » (Declercq 2003, p. 17)

La polémique et la politique semblent donc liées dans un jeu à la fois de séduction et de visibilité dont le tout est diffusé, partagé, commenté et produit par les instruments médiatiques. Les moyens de communication offrent en outre une possibilité de distinction aux personnages les plus adaptés aux règles et aux normes propres à l'exercice journalistique. Le polémiqueur politique se sert du journalisme pour s'institutionnaliser, en d'autres termes pour « se révéler, s'affirmer et s'épanouir » (Marion 2003, p. 129). La parole polémique gagne sa légitimité dans la mesure où il apparaît dans les pages des journaux, ce qui pose d'ailleurs la question de la visibilité des discours extrêmes, argument que nous abordons à la fin de ce manuscrit.

Si les journalistes peuvent jouer le rôle de « pompier incendiaire », pour reprendre les termes de Bourdieu (1996), incitant à la polarisation dans les textes de presse, il reste qu'ils produisent un riche inventaire des positions occupées dans l'espace public face à une dispute sociale. De fait, les journalistes répertorient les grands axes argumentatifs qui articulent des positions antagonistes d'une polémique publique. Turbide et Martel (2019) résument bien cette ambivalence en signalant la présence d'une « double dimension de la médiatisation conflictuelle de la politique, qui apparaît à la fois nécessaire à la structuration du débat public dans nos sociétés démocratiques et instrumentalisée à des fins de spectacle et de conservation de l'attention des publics » (p. 3).

L'importance d'étudier les conflits et la polémique au sein des médias reste donc majeure. D'abord pour comprendre les phénomènes sociaux liés au conflit dans une société, mais aussi, comme nous avons commencé à l'explicitier, pour rendre compte du fonctionnement des organismes de presse contemporains et l'état des rapports entre le médiatique et le politique. Cela puisque la polémique, on le réaffirme, permet un positionnement argumentatif des acteurs du conflit dans un espace que les *modèle*. Ces argumentaires, traces du déploiement de la polémique publique, dépendent largement de ses opérateurs info-communicationnels, comme nous l'expliquons ensuite à partir du terrain brésilien.

2.2. Le paysage médiatique brésilien : processus d'hégémonie et de concentration

Le processus d'hégémonie médiatique au Brésil possède d'abord des racines historiques. En réalité, la presse est née dans ce pays en 1808 dans le contexte de la domination portugaise et de son *Impressão Régia* (en français, Presse Royale), une institution qui examinait chaque document imprimé pour garantir les intérêts du colonisateur (Sodré 1999). Après l'indépendance du Brésil, en 1822, une presse bourgeoise se développe jusqu'à prendre la forme, au début du XX^e siècle, d'une structure financière dépendante des faveurs des gouvernements au pouvoir (Barbosa 2007). Plus tard, en 1937, l'arrivée au pouvoir de Getúlio Vargas marque le début de la dictature de l'*Estado Novo* (État Nouveau) et son *Departamento de Imprensa e Propaganda* (Département de Presse et de Propagande) qui diffusait des nouvelles favorables à Vargas tout en exerçant le contrôle des reportages publiés en dehors des machines de l'État.

Durant la seconde moitié du XX^e siècle, le gouvernement de dictature militaire au pouvoir de 1964 à 1985 conçoit un système de censure comparable à celui de Vargas, mais évalue le matériel journalistique de manière beaucoup plus rigide et systématique. Par ailleurs, les militaires ont investi de manière importante dans la construction d'outils technologiques favorisant l'expansion des moyens de communication dans le territoire national, spécialement la télévision. Cela visait deux fins principales : la diffusion de l'idéologie des militaires à un plus large public et la promotion d'un modèle de développement brésilien caractérisé, entre autres, par l'investissement étranger.

Ce fait est essentiel pour comprendre la distribution actuelle de la structure médiatique brésilienne car, à l'époque, cet investissement public n'était pas destiné à l'établissement d'organismes de presse d'État mais plutôt à certains médias privés. Ceux-ci échangent des faveurs politiques, comme la diffusion d'informations favorables au régime, contre une structure de télécommunications permettant leur croissance économique et leur établissement en tant qu'organes de presse hégémoniques (Carvalho 2016). En parallèle, le *Departamento de Ordem Política e Social* (Département d'ordre politique et social) censure des reportages

et d'autres produits culturels critiquant le pouvoir en place, allant même jusqu'à torturer et assassiner des journalistes³⁰.

Dans le processus de redémocratisation brésilienne entamé en 1989, le journalisme finalement libre de censure se positionne comme un agent de contrôle des activités du gouvernement et cherche à s'affirmer comme un instrument indépendant des autorités de l'Exécutif. Cependant, le lien entre pouvoir et presse demeure actuel. Trente-deux députés fédéraux et huit sénateurs de la 55^e législature brésilienne (2015-2019) sont propriétaires de chaînes de radio et/ou télévision au Brésil³¹. À cela s'ajoutent les forts liens entre les institutions religieuses évangéliques et l'appareil médiatique, dont le principal exemple est l'Église évangélique *Universal do Reino de Deus* dont le leader, Edir Macedo, possède cinq des plus grands moyens de communication brésiliens³².

La presse de ce pays subit également des pressions d'ordre économique, surtout en termes de financement, ce qui conduit à un processus de concentration des moyens de production des journaux. Les organes de presse contemporains dépendent en réalité de grands budgets privés, situation qui débouche au moins sur deux formes d'oppression : l'autocensure des professionnels de presse face à la peur d'une perte de revenus publicitaires (Rizzotto 2012) et la concentration des moyens de communication dans les mains de quelques groupes de pouvoir économique qui, eux, s'intéressent au contrôle de la circulation d'informations.

Ainsi, la presse brésilienne reste commandée par quelques groupes de familles puissantes. Le groupe *Globo* est le plus représentatif de cette réalité : détenu par la famille Marinho, il représente la plupart du marché d'information dans ce pays et se positionne comme le dix-neuvième plus grand conglomerat de communication au monde³³. Cette entreprise possède le deuxième plus important journal payant en circulation (*O Globo*) et les plus grands sites internet d'informations brésiliens (*G1*, *globoesporte.com*, *Globo Play*, *Ego*). *Globo* est également le leader des domaines de la télévision gratuite (*TV Globo*) et par abonnement (*Globo News*, *Viva*), étant donné que *TV Globo* à elle seule concentre l'ensemble des taux d'audience de la deuxième, la troisième, la quatrième et la cinquième chaînes les plus regardées au Brésil³⁴.

Les succursales de la chaîne *TV Globo* dans les différents États brésiliens sont détenues par des figures politiques de poids comme José Sarney, ex-président et ex-sénateur, qui détient la *Rede Mirante*, Fernando Collor de Mello, ancien président de la République et actuellement sénateur, propriétaire de la *TV Gazeta*, et Antônio Carlos Magalhães Neto, le maire de Salvador, capitale de l'État de Bahia, qui est le patron de *Rede Bahia*. De fait, le cas *Globo*

³⁰ Nous retenons l'exemple de Vladimir Herzog, journaliste qui a été torturé et assassiné par les militaires du DOI-CODI (Destacamento de Operações de Informação - Centro de Operações de Defesa Interna) en 1975, mais il y en a bien d'autres.

³¹ Ibidem. Disponible sur <https://brazil.mom-rsf.org/br/destaques/afiliacoes-politicas/>, consulté le 25 mai 2021.

³² Selon cette même recherche, 5 des 50 plus grands moyens de communication analysés appartiennent à la famille Macedo propriétaire de l'*Igreja Universal do Reino de Deus* – IURD. Le Groupe Record est en effet un conglomerat de stations radio (*Radio Aleluia*), de télévision (*Record TV* ; *Record News*), de journaux papier (*Correio do Povo* ; *Folha Universal*) et en ligne (*R7*).

³³ Selon le sondage *Media Ownership Monitor – Brasil* de 2017, une initiative de reporters sans frontières et du collectif *Brasil de comunicação social*. Disponible sur <https://brazil.mom-rsf.org/br/>, consulté le 25 mai 2021.

³⁴ *idem*

illustre bien le lien entre le processus d'hégémonie, marqué par l'imbrication entre le pouvoir politique et la presse, et de concentration des moyens de production de la presse aux seules mains d'une élite économique. Cette alliance entre Globo et le monde politique se présente par ailleurs dès sa fondation vu que le développement de la chaîne était épaulé par la dictature militaire brésilienne en échange de la construction d'une image positive du régime (Miguel 2002; Porcello 2008).

Au sein de notre corpus, nous avons deux produits du *Grupo Globo* : le principal journal télévisé du Brésil, *Jornal Nacional*, diffusé à *Rede Globo* vers 20h le soir de lundi à samedi, et le site *G1.com*, le plus important diffuseur d'informations en ligne au Brésil. À eux s'ajoutent deux organismes de presse appartenant à la famille Frias, le plus grand journal papier en circulation au Brésil, *Folha de São Paulo*, et le site *Universo Online*, davantage connu sous le patronyme *UOL*, le deuxième le plus important en termes d'audience en ligne. L'histoire du groupe Frias s'articule autour de positions ambiguës : d'abord par une disposition favorable au coup d'État militaire de 1964 au Brésil qui conduit à sa consolidation en tant qu'organisme de presse fournissant les informations officielles du pouvoir en place, et ensuite par un soutien au mouvement *DiretasJá*, qui demandait des élections libres et directes à la fin dans les années 1980. Cette confusion de positionnements politiques continue jusqu'à récemment, quand le journal se plaça à la fois contre les successifs gouvernements du Parti des Travailleurs et contre leur principal opposant politique, Jair Bolsonaro (Miguel 2019).

Le dernier média faisant partie de notre corpus est le magazine *Veja* qui, lui, n'a jamais caché son opposition aux gouvernements du PT et se place même comme un média d'opposition aux candidats de gauche pendant les élections présidentielles (Fernanda Cavassana De Carvalho 2017; Barreiros et Amoroso 2008). Ce magazine est le pilier d'un grand groupe du marché de maisons d'édition de plus d'une dizaine de magazines différents et d'activités en tant que maison d'édition³⁵.

Ce panorama nous permet de constater que les moyens d'information privés appartenant à une élite familiale sont les plus dominants au Brésil, contrairement au rôle central exercé par l'État dans le contrôle des moyens de communication en partie de l'Europe, avec notamment la présence de chaînes de télévision publiques. Oliveira et Paulino (2017) affirment qu'au-delà de l'influence des structures politico-autoritaires et du modèle libéral, la géographie du Brésil n'est pas favorable à l'établissement d'un service public national de radiodiffusion tels ceux observés sur le continent européen.

Les médias publics existent donc, mais sans investissements conséquents ils demeurent faibles en termes d'impact national et, au niveau des États, ils sont souvent utilisés comme des instruments de communication politique des gouverneurs en place. Conformément à l'analyse de Carvalho (2016), le modèle institutionnel des chaînes publiques, aussi appelées « éducatives » dans le contexte brésilien, s'est fondé sur la seule base d'intérêts politiques laissant à ces chaînes une programmation peu diversifiée et de faible qualité. Preuve en est avec la *TV Brasil*³⁶, chaîne nationale publique qui, au-delà d'une faible audience, protège le gouvernement fédéral en évitant la diffusion de tout propos négatif à la présidence de la

³⁵ Le lecteur pourra consulter l'Annexe 1 présentant des tableaux, élaborés par nos soins à partir des données publiques, qui permettent de situer au mieux notre corpus en termes d'audience et de liens de propriété.

³⁶ La chaîne *TV Brasil* est diffusée nationalement et fait partie de l'organe de presse brésilien public appelé EBC (*Empresa Brasileira de Comunicação*) créée en 2007. L'EBC réunit deux chaînes de télévision, huit stations radio et une agence de presse.

République, fait attesté par la recherche d'Oliveira et Coutinho (2014). Il existe en outre des chaînes de télévision universitaires publiques, mais leur usage reste pratiquement restreint à des fins de formation de nouveaux journalistes.

Cette réalité hégémonique de contrôle privé de l'appareil médiatique brésilien débouche sur un système de communication très conservateur qui est présenté, néanmoins, comme neutre. En témoigne le positionnement éditorial « impartial » défendu par les entreprises citées (c.f. Annexe 1). Cette dite neutralité servant de discours d'autolégitimation du journalisme reste relative, car la couverture médiatique des médias dominants au Brésil tend à assumer un positionnement dans le débat public, même sans le défendre explicitement. Un exemple en lien avec la période de notre étude est la couverture de la procédure d'empêchement de Dima Rousseff, examinée par Feres et Sassara (2016b) à l'aide d'un corpus de reportages des trois principaux journaux brésiliens qui se présentent au grand public comme politiquement neutres : *Folha de São Paulo*, *O Globo* et *O Estado de São Paulo*. Les chercheurs constatent que le contenu journalistique de la période de mise en investigation de Rousseff montre plutôt des versions des faits qui criminalisent l'ancienne présidente sans donner place aux interprétations diverses sur l'évènement, ce qui configure, selon les auteurs, une « militance médiatique incompatible avec le fonctionnement d'une démocratie moderne » (p. 183, notre traduction) contre l'ex-présidente petiste.

De nombreuses études constatent une couverture biaisée des principaux organes journalistiques brésiliens pendant les élections présidentielles depuis la redémocratisation brésilienne, normalement en faveur de candidats de droite (Miguel 1999; Aldé, Mendes et Figueiredo 2007; Duran Gil 2010; Cervi 2011; Fernanda Cavassana De Carvalho 2017; Azevedo 2018). En effet, malgré l'effort de certaines associations et syndicats, il n'y a pas une régulation médiatique systématique au Brésil qui veillerait au pluralisme, à la diversité et à l'indépendance des textes journalistiques ni au sein des médias publics ni des privés.

Si nous concevons le pluralisme dans l'espace public à l'aide de Habermas (1974; 1989), à savoir la présence de moyens de communication qui représentent plusieurs points de vue idéologiques et qui construisent ainsi l'opinion publique à l'intérieur d'une société démocratique, force est de constater que l'espace public demeure déficitaire au Brésil. On remarque plutôt une mise en scène *partielle* des idées contradictoires qui porte dommage au système démocratique brésilien, comme l'affirment Feres et Gagliardi (2019) :

« Le déficit démocratique de la grande presse brésilienne est catastrophique si nous pensons la démocratie comme un système délibératif, ou si nous donnons au moins une certaine importance à la délibération comme une source de légitimité des institutions démocratiques. Sans le pluralisme d'opinions, possible seulement par l'existence d'un pluralisme interne ou externe dans le système médiatique, le processus de formation de l'opinion est entravé » (p. 99, notre traduction)

L'insuffisance d'exposition à différents points de vue s'observe déjà au niveau de la construction du texte journalistique. En étudiant les reportages de la rubrique politique des principaux journaux télévisés brésiliens, Miguel et Biroli (2010b, p. 708) constatent par exemple une très faible présence des mouvements sociaux et de la société civile dans les entrevues, ce qui met à l'écart un bon nombre de prises de paroles possibles. Pour participer

au débat, l'individu doit posséder un capital reconnu en amont par les instances de pouvoir, et parfois même un discours à la hauteur des attentes journalistiques³⁷.

Le journalisme brésilien tend ainsi à donner de la visibilité à ceux qui la possèdent déjà en restant fidèle aux sources officielles qui occupent un poste public. Une illustration est offerte par l'étude de Gomes (2008) réalisée à partir de l'examen de reportages du *Jornal Nacional* de la rubrique politique. L'auteur indique que le journalisme télévisuel brésilien reste très institutionnalisé, incluant le plus souvent des interviews avec des élus comme seules sources. Gomes résume le phénomène ainsi : « l'acteur politique qui a un mandat ou une charge publique existe, ceux qui n'ont pas, n'apparaissent pas » (p.12, notre traduction).

Ces imbrications entre le politique et le médiatique sont d'autant plus préoccupantes que la démocratie brésilienne dépend beaucoup du discours informatif. Le média télévisuel dans la circulation d'informations dans ce pays, surtout en matière de diffusion de faits politiques, est particulièrement important. En examinant la perception des électeurs de Belo Horizonte³⁸ sur la politique nationale et régionale, Telles, Fraha et Lopes (2014) découvrent à partir d'une étude quantitative que 93% de l'électorat prend connaissance des scandales de corruption via la télévision, par exemple. Cela nous permet de réaffirmer l'importance de la médiation des dispositifs de communication pour la diffusion des faits de la cité qui impliquent une polémique et l'importance de l'étudier à partir de la compréhension de la structure médiatique.

Si le journalisme brésilien occupe une place prédominante dans la formation des citoyens aux services démocratiques de la cité, c'est qu'il y a un décalage entre la facilité d'accès à des produits médiatiques et la difficulté d'accès à l'éducation politique au sein des établissements scolaires (Bucci 2000). Cela nous fait penser aux considérations de Charaudeau (1997) selon lesquelles le discours informatif « (...) doit organiser son discours en tenant compte de la dissymétrie qui existe entre l'informateur détenteur du savoir et l'informé censé être dans l'ignorance » (p. 60), cela implique une « explication explicite » ou une vulgarisation qui est forcément déformante et qui passe aussi par une visée de captation qui peut engendrer une « vulgarisation dramatisée » (*Ibid.*, p. 62).

Il est intéressant à ce titre de noter que le journaliste en formation s'entraîne à communiquer avec un public qu'il projette « non-détenteur » d'informations sur le déroulement de la démocratie. Nous suivons dès lors le constat de Vizeu (2009) sur la présence importante d'un journalisme qui se veut « éducatif » au Brésil ; le journaliste part du principe que rien n'est connu par le public et arrivant à une visée pédagogique prononcée du texte de presse. Dans la tradition de presse brésilienne, on place même dans une rubrique particulière les reportages qui orientent les citoyens sur les services d'État à sa disposition (« reportages de services »).

Une autre caractéristique du journalisme brésilien contemporain est l'inspiration à fonctionner comme un « quatrième pouvoir » responsable de la supervision des autres trois pouvoirs du pays, notamment l'Exécutif et le Législatif. Dès leur formation, les professionnels de presse

³⁷ Nous pensons ici même à la question linguistique, étant donné que pour combler des problèmes d'expression orale dans les médias certains représentants d'une classe dominante font appel à des services de formation, normalement appelés *mediatraining*, visant être plus performants lors de leur prise de parole dans la presse. Ce genre de service ne profite pas à une catégorie de la population qui finit par être marginalisée par sa manière peu articulée de parler. Cela fait penser à Bourdieu (1979) qui souligne que l'imposition d'un modèle pour intégrer le débat est une des formes les plus courantes de nier l'accès au champ politique à ceux qui n'en font pas partie.

³⁸ Belo Horizonte est la sixième la plus grande ville au Brésil et la capitale de l'État de Minas Gerais.

apprennent à faire des hypothèses sur les intérêts et les avantages que pourraient obtenir les leaders politiques lors de la réalisation d'un projet public ou d'un vote pour ou contre un projet de loi. De cette position résulte une presse qui cherche à dévoiler les fautes du fonctionnement de l'État par le biais principalement du journalisme d'enquête, où le professionnel de presse assume la position d'« avocat des plus faibles » défendant les intérêts de la population.

Cette posture est à la fois un moyen de résistance du journaliste brésilien face au système de presse hégémonique qui l'embauche (Del Vecchio de Lima, Fernandes et Miers 2021) et un outil de légitimation de son importance dans l'espace public en assumant une mission de « chien de garde », un agent qui surveille le pouvoir (Azevedo 2010). Cela implique une forte présence de reportages dénonçant les institutions publiques, et moins souvent celles du pouvoir économique, ce qui construit un imaginaire de faiblesse des leaders de l'appareil politique et démocratique tout en légitimant la presse en tant qu'organisme fiable qui expose les fautes des gouvernants.

Un point important pour comprendre la presse brésilienne reste par ailleurs la difficulté à se faire financer. Elle se trouve, en effet, sous un fort impératif économique puisque, on l'a mentionné, les organes de presse y fonctionnent selon une logique marchande et non selon l'idée d'être un service de l'État. Mais, ici réside une grande ambiguïté : alors qu'il ne fournit pas d'investissement dans une presse publique de qualité, le gouvernement représente une source de revenus publicitaires sans laquelle les organes de presse ne pourraient pas vivre. À titre d'exemple, l'enveloppe publicitaire distribuée en 2018 aux moyens de communication au Brésil a dépassé les 300 millions de réaux, soit plus de 60 millions euros³⁹. En observant ce phénomène, Meyer Sant'Anna (2007) affirme que la forte dépendance de sommes publicitaires gouvernementales peut configurer un élément de pression éditoriale et porter préjudice à l'indépendance de la presse brésilienne.

La dépendance des fonds publicitaires amène donc à une forme particulière de censure puisque les informations diffusées sont choisies de façon à ne pas attaquer les détenteurs de recettes publicitaires. Voici une des raisons pour laquelle le pouvoir économique exerce une influence si marquante sur le contenu de la presse quotidienne, et cela même dans un terrain plus large que le brésilien. Comme le résume Ringoot (2014) : « Le discours médiatique pourrait éventuellement se définir comme un régime de cohabitation de discours fondé sur l'impératif de publicité » (p. 35). Il reste aussi de l'intérêt de tout sponsor que les médias aient le plus d'audience possible, ce qui influence dans les choix de sujets qui captent l'attention du public. Le produit journalistique doit être le plus attirant possible, peu importe la complexité du sujet. L'*infotainment*, néologisme mis en avant notamment par Brants et Neijens (1998) imbriquant « information » et « divertissement », donne lieu par exemple à la construction de reportages en forme de récit, caractéristique qui intéressera le cœur de l'analyse de la Partie IV.

Certaines contraintes de l'exercice journalistique ne font en outre qu'augmenter certains des phénomènes cités jusqu'ici. Il est exigé d'un professionnel de presse un savoir-faire non seulement pour sélectionner et décrire des faits, mais aussi pour faire de la manière la plus rapide et synthétique possible. De plus, le processus de professionnalisation du journalisme au Brésil se déploie dans la deuxième moitié du XX^e siècle dans un contexte de contrôle

³⁹ Selon les données du *Portal da Transparência* prônant à la diffusion de chiffres concernant les dépenses publiques brésiliennes. Disponible sur : <http://transparencia.gov.br/programas-e-acoas/acao/4641-publicidade-de-utilidade-publica?ano=2018>, consulté le 14/11/2021

interne et externe du contenu publié du fait des dictatures varguiste et militaire. Selon Biroli (2007), cette surveillance a porté grand préjudice au développement de la profession car les journalistes ont dû restreindre leur regard à certains aspects de la réalité afin de limiter les possibles sanctions. Les conséquences de cette empreinte historique, de même que les pressions financières similaires auxquelles les différents organes de presse sont soumis, se reflètent encore aujourd'hui dans une construction textuelle et même dans la présentation esthétique des articles qui se ressemblent beaucoup entre les différents organismes de presse (Miguel 2002).

À partir de cet exposé, nous avons mis au point quatre caractéristiques du journalisme brésilien qui suivront notre analyse : (1) sa visée de neutralité qui en réalité cache des intérêts bien précis des organismes de presse, notamment sa symbiose avec le pouvoir, (2) sa visée pédagogique qui cherche à former en même temps qu'informer, (3) sa visée inquisitoriale, cherchant les défauts du système au nom d'une protection de l'intérêt public qui autojustifie le rôle du journaliste et enfin (4) sa visée de captation, issue de sa dépendance aux enveloppes publicitaires (notamment gouvernementales) et manifestée dans la construction de récits visant à séduire une bonne partie l'audience.

2.3. Les réseaux socio-numériques comme lieu polémique : le cas de Twitter

Cette thèse comporte un autre enjeu analytique important : la compréhension du déploiement de la polémique publique non seulement au sein des médias hégémoniques traditionnels, mais aussi des sites de réseaux socio-numériques⁴⁰. Cela se fonde, tout d'abord, sur notre observation que ces espaces forment une opportunité de retrouver des traces langagières pertinentes pour comprendre les bases de la polémique publique. En effet, en nous fondant sur l'examen de l'usage de Twitter par des acteurs participant à une discussion autour d'une polémique publique, nous pouvons décrire comment les groupes opposés sont construits *au cours* d'un événement et non pas *a posteriori* comme par le texte de presse.

En même temps, nous constatons la présence moindre d'études développées sur la question de la polémique comme modèle argumentatif au sein des sites de réseaux socio-numériques, même si ces espaces se constituent comme des lieux majeurs de la communication publique actuelle⁴¹. Nous nous interrogeons notamment sur les impacts de cette nouvelle structure de circulation d'informations à partir d'une perspective comparative : la polémique publique en ligne se construit-elle avec les discours des médias traditionnels ou existe-t-il une construction parallèle en ligne des arguments qui fondent le *dissensus* autour d'un conflit social de nature politique ?

Les rapports d'échanges inaugurés avec les dispositifs de communication en ligne conduisent d'abord à questionner l'espace public tel qu'il a été conçu par Habermas (1974). Pour l'auteur allemand, l'espace public est le lieu où se forment les opinions liées au pouvoir, ce qui le constitue comme un pont entre l'instance politique et les individus par le biais d'une autre institution (en l'occurrence, la presse) qui s'occupe de la diffusion et du débat des questions

⁴⁰ Par réseaux socio-numériques, nous entendons un service Web destiné à la création d'un profil en ligne où peuvent se créer ou combiner des contenus destinés à être partagés à un public plus ou moins étendu (Boyd et Ellison 2007).

⁴¹ A titre d'illustration nous pouvons citer le sondage de la *Secretaria de Comunicação Social da Presidência da República* de 2016 montrant que le pourcentage de Brésiliens qui passe plus de trois heures sur Internet (48%) dépasse le chiffre de ceux qui regardent la télévision pendant plus de trois heures (34%) par jour.

publiques. Dans le contexte des réseaux socio-numériques, en effet, les journaux et les élites intellectuelles semblent perdre leur monopole à la parole dans la mesure où des acteurs périphériques occupent une place au sein des discussions politiques⁴².

À première vue, les sites de réseaux socio-numériques témoignent en effet d'une perte du contrôle d'une seule presse dite hégémonique dans la circulation des discours du monde politique. En réalité, ces espaces offrent de nouvelles possibilités de production de récits sur le monde, en plus de faciliter le partage des contenus. Ceux-ci sont par ailleurs susceptibles d'être commentés, partagés, *likés*, modifiés, référencés et même détournés par un large panel de consommateurs. L'évaluation des messages est donc faite *in situ* sans nécessairement inclure le domaine des spécialistes.

Dès qu'il est confronté à la logique de partage d'informations sur les réseaux socio-numériques, le clivage entre discours « autorisé » et « non autorisé », avancé par Maingueneau⁴³, semble être aboli. Il en est de même pour l'affirmation de Kerbrat-Orecchioni selon laquelle une certaine autorisation serait nécessaire pour participer à une polémique : « tout le monde ne peut à son gré pénétrer dans l'arène polémique », écrivait-elle en 1980. Ces considérations sont maintenant questionnables dans la mesure où la circulation des contenus dans les espaces numériques dépend du nombre d'interactions reçu par un récit et pas forcément de l'autorité de celui qui l'écrit. Autrement dit, la répercussion d'un contenu en ligne dépendrait autant du nombre de réactions qu'il suscite que de la place de celui qui l'énonce.

Cette logique implique donc que les contenus « autorisés » doivent cohabiter avec des contenus auparavant « non autorisés » dans une dynamique quantifiée par des réactions faites à chaque publication. En réalité, la dynamique « autorisé/non autorisé » ne dépend plus d'une position sociale institutionnalisée, mais plutôt de la construction d'un certain « droit » à la parole fondé par le propre énonciateur. L'enquête de Recuero (2020) en est un bon exemple. Elle a montré quantitativement, à partir d'un corpus politique, que les *tweets* les plus partagés sont ceux qui utilisent l'autorité personnelle et l'évaluation morale comme stratégies de légitimation de leurs discours. Cela veut dire que les maillons d'autorité jadis gardés par des systèmes de valeurs solides tels que la presse sont, sur ces lieux d'interaction, assez instables et diffus. Les réseaux d'influence sont alors en constante évolution en fonction des échanges ayant lieu sur la Toile : les liens entre acteurs du réseau peuvent se faire ou se défaire rapidement. Il en résulte qu'un acteur influent sur les réseaux peut voir sa popularité chuter en l'espace de quelques heures en même temps qu'une autre gagne en visibilité.

L'information devient si diffuse, segmentée et individualisée que certains auteurs se demandent même si les notions de « mass media » et d'espace public ont encore du sens dans le paysage médiatique contemporain (Bennett et Iyengar 2008). En effet, les moyens techniques pour la production de contenu sont davantage accessibles dans ces espaces. Les équipements nécessaires pour la rédaction et la publication de textes et d'images y restent

⁴² Nous observons en réalité une perte de légitimité générale des institutions représentatives de la démocratie, telle que la presse et les instances politiques, comme nous le développons notamment dans notre Chapitre 6 : Délégitimation des institutions politiques : processus de judiciarisation de la politique.

⁴³ Nous faisons référence à l'idée de discours « autorisés » et « non autorisés » présente chez Maingueneau (1991). Pour Maingueneau, les premiers seraient les discours de la presse et de la justice qui seraient plus entendus dans l'espace public que ceux du deuxième groupe, représenté par des citoyens communs.

moins exigeants en termes de manipulation technique si on les compare aux machines dont la presse disposait à ses débuts.

Castells (2007) conçoit l'émergence de la communication en ligne comme une appropriation des technologies par les citoyens qui permet la production de leur propre vision de monde. L'auteur ajoute aussi, dans un autre ouvrage, que le développement de ces nouvelles technologies d'information fait émerger la notion de *mass self-communication* (Castells 2009, p. 55), forme de communication de « plusieurs à plusieurs », où chacun produit son propre contenu et décide des informations qui seront consommées. Cette perspective rejoint la prévision de Pierre Levy (2002) sur l'usage d'internet et l'idée selon laquelle le public devient spectateur et acteur à la fois, pouvant à tout moment intervenir sur un sujet :

« l'opinion publique se forgera de plus en plus dans les listes de discussions, forums, chat rooms, réseaux de sites web interconnectés et autres dispositifs de communication propres aux communautés virtuelles dont certains médias "classiques" seront, tout au plus des points de ralliement. Dans ce cadre, le texte d'un journaliste se distinguera de moins en moins de l'avis d'un expert reconnu ou d'un internaute à l'écriture habile dans un groupe de discussion » (p. 57-58).

Jenkins (2016) résume cette dynamique en affirmant que le sujet devient « auteur, récepteur et médiateur » du procès communicatif. Cela sans qu'il y ait forcément médiation d'un organe de presse, effaçant la séparation entre les notions de producteur et consommateur d'informations. Cela veut dire que les acteurs auparavant marginalisés par les journaux, qui voyaient leurs opinions apparaître seulement sous forme de courrier des lecteurs ou d'insertions ponctuelles dans les reportages télé, par exemple, ont désormais un lieu de possible de visibilité pour commenter et proposer des sujets de débat. Comme la recherche de Santos et Almada (2019) le montre, les sites de réseaux sociaux peuvent même être des lieux privilégiés pour la critique du discours de presse. Leur étude montre en effet comment Twitter devient un environnement utilisé pour la création d'un discours de contestation de la part d'acteurs engagés cherchant à questionner le discours répandu par la presse traditionnelle.

Les visions de Castells, Levy et Jenkins sont en revanche à nuancer au vu des recherches les plus récentes : les communications via le numérique sont loin d'être dépourvues de tout réseau de pouvoir. En réalité, ces auteurs semblent concevoir les échanges en ligne comme une opportunité de quitter toute forme de pouvoir d'oppression exercée par une structure qui contrôle la circulation des discours. Or les acteurs qui s'engagent dans les discussions en ligne ne sont nullement désintéressés. En réalité, ils peuvent représenter un certain mouvement politique ou encore faire partie d'une institution ou association ce qui, au préalable, implique un certain positionnement face aux discussions à venir. De l'autre côté, l'évolution des usages des plateformes en ligne nous amène à constater que la liberté d'expression, idée souvent liée aux réseaux sociaux numériques, n'est pas totale dans ces plateformes. Celles-ci si sont conçues et maintenues par des entreprises privées cherchant les profits, notamment par le biais de publicités et la commercialisation de données personnelles.

En effet, les algorithmes régissant les plateformes exercent un rôle important sur les discours qui seront le plus partagés et les idées qui auront le plus de visibilité dans le but le plus souvent de rendre l'utilisateur le plus adepte de ces sites. Dans ce sens, les observations de Dominique Wolton (2000) sont fructueuses car dès le début du XXI^e siècle l'auteur dissout l'idée utopique

selon laquelle l'internet serait un terrain libre de disputes. Il soutient plutôt l'idée que ces nouveaux processus de communication reproduisent des dynamiques de pouvoir présentes dans le monde « off-line ».

Cette affirmation se vérifie à l'observation d'enquêtes scientifiques qui nient l'idée rupture entre le discours d'information dits traditionnels et ceux circulant en ligne. Cardon (2010) rappelle en outre que l'organisation des contenus sur internet suit une logique d'audience telle que l'audimat, notamment sur les moteurs de recherche, rendant certains types de discours plus accessibles à une grande audience. Ceux-ci sont, de manière générale, de même nature que ceux déjà retrouvés dans les médias traditionnels, notamment en ce qui concerne leur caractère spectaculaire. Des études sur Twitter montrent en outre comment les publications d'organes de presse traditionnels sont mobilisées comme des arguments pour défendre une certaine position dans le champ politique ou social (Penteado et Guerballi 2016; Fabio Malini, Ciarelli et Medeiros 2017). L'auteur Andrew Chadwick (2013) avance même la notion d'« hybridisme » pour situer les relations contemporaines entre les médias dits traditionnels et d'internet puisque, selon lui, il y a interdépendance entre ces deux formes de discours. On observe d'ailleurs dans notre propre corpus que les discours circulant sur Twitter peuvent être à l'origine de l'actualité, de même que divers *tweets* présents dans notre corpus font référence à des médias traditionnels, comme notre analyse l'explicitera.

En parallèle, des travaux plus récents d'univers disciplinaires distincts ont indiqué que les discours sur ces sites, du fait de leur logique algorithmique, se déploient selon des réseaux interconnectés autour d'une même vision du monde produite très souvent par une même perspective. Ce phénomène est communément appelé *filter bubbles*⁴⁴ ou encore *echo chambers*⁴⁵. Ces réseaux se construisent dans un mouvement d'affinité et opposition à des idées qui circulent dans le système, ce qui les compose comme un possible *locus* de dispute idéologique. Cela amène, comme l'attestent plusieurs études au Brésil, en France et ailleurs, la présence de réseaux homophiles qui produisent ou relayent des informations en accord avec leurs propres orientations politiques (Chaia et Brugnago 2014; Cervulle et Paillet 2014; Ortellado et Ribeiro 2018; Figeac et al. 2019; Bail 2021).

Ces espaces discursifs, souvent polarisés, changent également la donne politique. La prise de parole devant un public hétérogène pouvant, en théorie, s'opérer sur ces espaces numériques, nous assistons à la cohabitation inédite entre journalistes, hommes et femmes politiques et citoyens (engagés ou non dans une cause politique) au sein de ces plateformes. Leur poids dans le système dépendra de leur capacité à s'imposer dans un écosystème d'algorithmes qui dicte une circulation d'informations établie sur les goûts préalables du récepteur. En effet, la notion de « plateforme » n'écarte pas la notion de médiation, la section

⁴⁴ Terme introduit par l'activiste digital et ancien entrepreneur en technologie, Eli Pariser, en 2011 pour indiquer comment la personnalisation de l'expérience de l'utilisateur des réseaux sociaux numériques, permise par les algorithmes des plateformes, amène vers la polarisation des points de vue (notamment politique). L'usage de ce terme est analysé critiqueusement par Axel Bruns, dans un article publié en 2019 (*Filter bubble*, Internet Policy Review, n° 4, volume 8).

⁴⁵ L'expression *echo chambers* emprunte une métaphore acoustique pour indiquer un environnement où l'on trouve uniquement des faits qui renforcent un seul point de vue, sans place pour des informations contradictoires. Des études montrent les implications de celles-ci dans le renfort de certaines positions politiques (Unver 2017), même si certains chercheurs invitent à nuancer ses effets effectifs sur la discussion politique (Gentzkow et Shapiro 2011)

d'information étant faite par les opérateurs de ces espaces à partir de facteurs le plus souvent occultés par ces entreprises privées.

En outre, une personnalité politique peut être interpellée directement via des commentaires ou interrogations publiés dans un espace observé par un public de spectateurs. C'est-à-dire que les discussions privées deviennent publiques dès lors que le fonctionnement des plateformes impose la présence d'un public spectateur de l'échange. Selon Cardon (2010), cela incite à un jeu théâtral faisant que chaque échange entre utilisateurs fonctionne tel une « microscène ».

Cette caractéristique de Twitter fait alors penser à la question fondamentale d'un échange polémique, celle du public-spectateur qui assiste à l'échange entre Proposant et Opposant. Sur ce point, l'étude de la polémique sur des échanges numériques peut être un outil pour l'identification de rapports de force entre idées antagonistes, dont l'enjeu argumentatif consiste à convaincre un auditoire. La polémique a toujours invité ses spectateurs à réagir sur la question de fond que l'anime et le terrain numérique offre la possibilité de le faire sous le regard d'autres participants, y compris du Proposant et de l'Opposant. Les commentaires réalisés permettent en plus la constitution de réseaux entre ceux qui réagissent à la question polémique, permettant au chercheur la visualisation de véritables collectivités d'opposition qui réunissent divers participants contre une cible. Les récits circulant sur Twitter restent ainsi soumis à une évaluation collective, en plus de celle du public cible de l'échange.

Les observations d'Amossy (2011) au sujet des polémiques ayant lieu en ligne rendent compte aussi du mélange entre débat public et querelle personnelle dû à la forme souvent personnifiée des échanges numériques, constituant dans ces espaces en ligne une agora virtuelle marquée par l'antagonisme et la violence verbale. Le contenu de la polémique, hors et en ligne, dérape vers des « attaques personnelles » et aboutit rapidement à l'injure (Angenot 2003), mais les espaces numériques présentent une problématique de communication supplémentaire, celle de l'interprétation des discours. L'absence du « face-à-face » compromet le jugement d'un contenu par les lecteurs en ligne, qui ne comptent que sur le matériel textuel écrit pour comprendre le sens d'un message (Recuero 2009), même si d'autres matériaux sémiotiques peuvent venir achever le sens d'un message publié.

Sur ce point, il convient de présenter plus précisément les ressources discursives du site de réseau socio-numérique présent dans notre analyse : Twitter. Il s'agit d'un réseau de type microblogage se constituant comme une arène de conversation, évoluant parfois en débat, axé sur la constitution de phrases jusqu'à 280 caractères. Chaque post sur Twitter porte un message textuel écrit, assez court, qui peut ou non être accompagné d'autres éléments non verbaux comme des émojis, des photos, des photos animées, des extraits de vidéo ou encore des hyperliens. Chaque publication comporte des symboles qui permettent l'évaluation d'un récit fabriqué par un autre usager par le biais des *likes*, symbolisés dans l'environnement de la plateforme par un tracé en forme de cœur. Il y a de plus la possibilité d'envoyer des réponses qui constituent ainsi de nouveaux récits à partir d'un même post, action symbolisée par une bulle de dialogue. La retransmission globale d'un récit, avec ou sans ajout des commentaires, est permise par la fonction *retweet*, caractérisée dans la plateforme par des flèches qui s'entrecroisent.

Il est possible d'ajouter également des croisillons suivis d'un mot ou d'une phrase qui se configurent comme des mots thématiques. On peut de cette manière citer ou interpellier un autre utilisateur de Twitter en insérant le symbole « @ » suivi de son pseudonyme, créant aussi une simulation de conversation. Les mots-dièses et les mentions, fonctionnalités qui restent cliquables et affichées en couleur bleue, servent à indexer la publication à un sujet

donné et à suivre un sujet conversationnel. Cela permet également d'accompagner les interactions entre les personnes qui abordent le même sujet. Paveau (2017) va jusqu'à définir les *hashtags*, ou mots-dièse, en tant que forme « technolangagière » permettant l'affiliation à un groupe social.

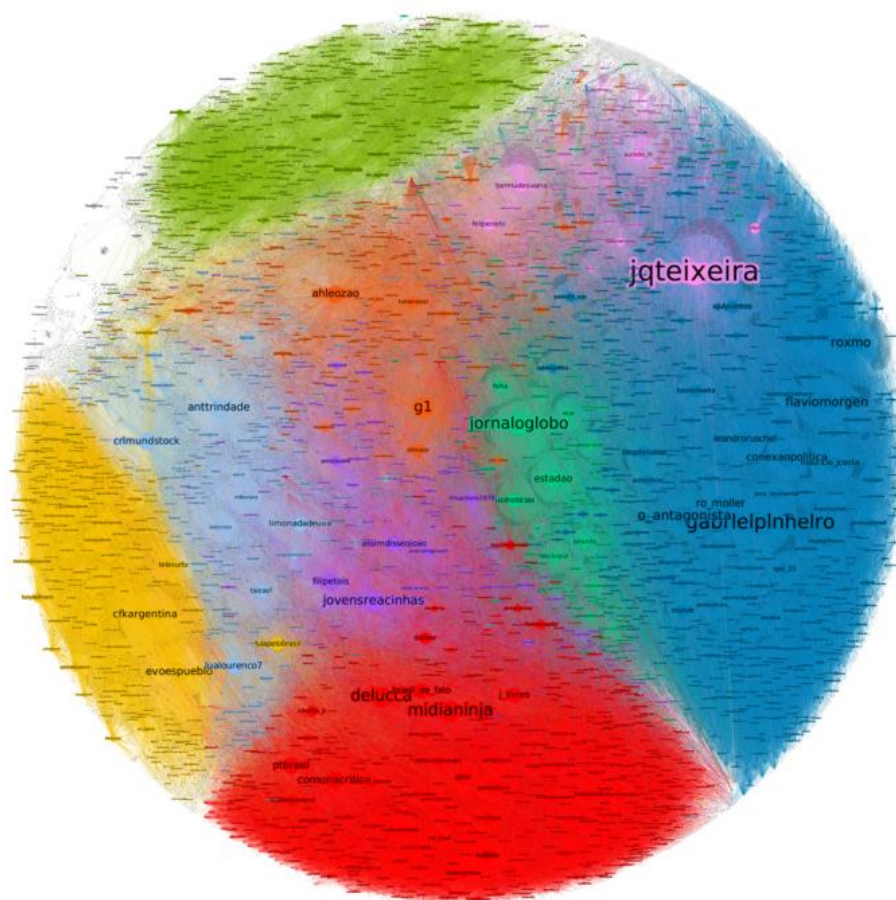
Sur le fil d'actualité d'un utilisateur apparaissent les publications des personnes qu'il a choisi de suivre. Ce contenu est constamment actualisé, en suivant la logique algorithmique de Twitter (sur laquelle nous n'avons que d'informations approximatives car ces données ne sont publiques) et des facteurs comme le nombre de réactions faites au *post* ou alors les réactions préalables que l'utilisateur a eu à d'autres publications du même profil. La circulation des *tweets* prend également en compte le nombre de *followers* obtenus par un compte, autrement dit la capacité d'un profil à disposer de personnes qui ont choisi de suivre ses publications. Cette popularité peut être acquise par le biais d'actions menées en dehors du réseau (c'est le cas, par exemple, des comptes de représentants politiques), tout comme elle peut se constituer dans le flux même du réseau. Cette dynamique implique que, sur la plateforme, on choisit de suivre les comptes qui nous intéressent le plus et on peut à tout moment décider de ne plus les suivre.

Autrement dit, la logique comptable des clics et des requêtes fonde alors les critères pour la popularité d'un *tweet*. Le contenu affiché à un utilisateur dépend aussi de ses réactions préalables à d'autres discours. Cela fait qu'une personne se confronte très peu à des points de vue autres que celui qu'elle a déjà cautionné. C'est pour cette raison que Jackiewicz relativise l'idée selon laquelle cette plateforme est conçue comme dispositif permettant le contraste de différentes appréciations sur un sujet : « Si Twitter peut être vu comme un lieu de confrontation des opinions, le mode d'expression et d'interaction induit par son dispositif favorise en réalité une multiplicité de micro-débats. Souvent, les opinions évoluent en parallèle plutôt qu'elles ne se confrontent véritablement » (Jackiewicz 2017, p. 142).

En réalité, des réseaux homophiles d'opinions similaires se construisent en parallèle sur Twitter, sans une réelle relation d'échange entre eux. Pour des auteurs tels que Salmon (2019), cela est dû à la possibilité offerte à l'utilisateur de n'être confronté qu'aux contenus liés à des opinions déjà construites au préalable par l'utilisateur et d'échapper à toute contradiction. Ce phénomène est illustré par la Figure 1 ci-dessous qui est une représentation faite par une équipe de recherche brésilienne (Ilha et al. 2018) à propos de la discussion entamée sur Twitter sur la condamnation en première instance de l'ancien président Lula le 24 janvier 2018.

L'analyse réalisée par le Laboratoire Labic de l'Université Fédérale de l'Espírito Santo (UFES) sépare par différentes couleurs les réseaux homophiles, identifiés par le calcul de rapports de force entre les intégrants de la discussion, ceux-ci représentés par des cercles. Les réseaux sont déterminés en fonction du nombre de *retweets* que chaque profil a reçu. La figure laisse entrevoir que certains réseaux s'entrelacent par moments (notamment ceux composés de profils de presse comme @g1 et @jornaloglobo), mais que de manière générale la controverse reste confinée à certains réseaux de circulation d'informations précis identifiés dans cette cartographie par un code couleur permettant d'identifier des réseaux politiques : bleu pour des profils plutôt à droite, rouge ceux plutôt à gauche.

Figure 1 : Représentation des réseaux de discussion construits autour du débat sur la condamnation de Lula sur Twitter en janvier 2018



Les différents groupes antagonistes qui se forment dans une discussion portant sur un sujet polémique sont le reflet de la cartographie de la plateforme. Cette polarisation est possible en grande partie par les caractéristiques de l'environnement de Twitter qui facilitent la prolifération de prises de paroles polémiques par le biais notamment des *retweets*. Le fait d'étayer un propos à partir de celui d'un autre usager crée également une base favorable à la construction des camps ennemis discutant sur un sujet à caractère polémique. De plus, la plupart des publications restent publiques et les commentaires libres facilitant ainsi la reprise d'arguments d'un groupe pour la disqualification ou appréciation de celui-ci.

Reste publique aussi la liste des thèmes, affichés par mots-clés ou *hashtags*, les plus commentés à un moment donné. Cette classification appelée *Trend Topics* entraîne une incitation à participer d'un débat puisque des dynamiques de combat discursives cherchant à faire monter un thème en particulier à la première place de cette liste existent. Dans cette configuration, les *tweets* ne sont pas tous porteurs de traits énonciatifs de l'argumentation visant convaincre un autrui, mais plutôt ceux de la réaction face à un certain sujet, ce qui fait écho à ce commentaire de Quemener (2018) sur le déploiement de la polémique en ligne : « (...) nombre de ces interventions consistent à "réagir" à ce qui fait problème dans le cadre de la controverse et, par ces réactions, à "performer" certaines valeurs et l'appartenance à l'un ou l'autre camp » (p. 25).

Dans ce sens, les *hashtags* sur Twitter comportent aussi un usage polémique dans la mesure où ils fonctionnent comme des « étiquettes » de positionnements politiques en faveur ou contre une thèse (Seixas et Nascimento 2021). À cela s'ajoute la présence d'un « *ethos* technodiscursif » (Longhi 2020), c'est-à-dire une présentation de soi composée avec les outils de la plateforme, établie par chaque profil Twitter du moment de la création du compte. Celui-ci est composé d'un pseudonyme suivi par le symbole @, puis un autre pseudo qui s'affiche à l'ouverture du profil, plus une courte biographie de présentation et une photo. Ces aspects peuvent ou non correspondre à une personnalité qui existe déjà hors ligne.

Cela entraîne la présence d'une dimension subjective prononcée dans la discussion qui vient intensifier le caractère passionnel de certains échanges. Si les relations conflictuelles sont dès lors chargées d'avis personnel, cela semble contribuer à l'existence de l'attaque *l'ad hominem* dans les échanges qui peut porter sur une image particulière ou collective de celui qui entame l'échange polémique (Amossy 2003). Comme avancé auparavant, la présence de ce type d'attaque ne détermine pas en soi l'existence de la polémique, cependant cela peut augmenter son intensité et inviter les participants de la querelle à augmenter leur niveau d'implication dans la polémique.

Une fois ces caractéristiques de l'environnement discursif de Twitter posées, nous parvenons de fait à l'identification d'un écosystème propice à la diffusion, création et propagation des polémiques publiques. En effet, ses *affordances*, terme utilisé par désigner les éléments émergeant des caractéristiques propres de cet outil numérique (Recuero 2009), font apparaître un lieu d'échange établi à partir la construction de petites phrases potentiellement lues en dehors de leur contexte plus large de production et organisées à partir des *hashtags* fonctionnant comme des mots d'ordre. Cette dynamique révèle aussi l'implication personnelle qu'il peut exister dans ces échanges du fait de la présence d'une identité construite avec pour base l'identité hors ligne des usagers. Compte tenu de ces facteurs, Amossy et Burger défendent la présence de l'*hyper-polémique* sur ce type de terrain :

« L'internet – en tant que mode de communication – crée les conditions d'une circulation des discours qui possède en soi un très fort potentiel polémique : une fois suscitée sur l'Internet, le déploiement et l'extension de la polémique sont en effet immédiats et a priori illimités. Autrement dit, l'ancrage dans le cyberspace semble conditionner la possibilité d'une hyper-polémique » (Amossy et Burger 2011, p. 9)

Les auteurs laissent donc supposer que le changement d'un modèle unidirectionnel de circulation d'information à un flux multidirectionnel des contenus implique un autre espace de déploiement polémique, différent de ceux de médias journalistiques traditionnels. À part cette différence en termes de circulation de discours, des divergences majeures existent entre la construction narrative des discours dans les espaces médiatiques traditionnels et celle des réseaux socio-numériques. Comme le montre Malini (2012), le texte de presse cherche l'authentification des faits et la hiérarchisation des sources et cela par le biais d'un texte qui suggère une distance par rapport au fait raconté (notamment par l'emploi des verbes impersonnels et au passé, par exemple). En revanche, la construction d'un événement sur internet est soumise au commentaire de plusieurs profils différents amenant à une narration collaborative qui, à l'inverse de celles des journalistes, adopte le franc-parler comme une règle d'expression.

Quemener (2018) met encore au point une autre différence importante entre le discours journalistique traditionnel et ceux des réseaux socio-numériques. Le premier circonscrit la

polémique dans certains espaces construits pour l'argumentation, alors que les seconds favorisent une « dynamique interactive et "réactive" » (p. 34) du public. La chercheuse affirme que les publications en ligne affichent une valeur partagée par un groupe et que leur respectabilité est construite par le biais affectif : « La réaction, en tant que performance et prise de position, est en outre le moyen de produire une marque d'"affection" qui n'est autre qu'une forme acceptable, dans le cadre régulé dont relèvent les arènes publiques et la communauté d'identification, de la sémiotisation des affects » (p. 35).

Des recherches actuelles ont par ailleurs montré une plus grande adhésion aux contenus qui s'affilient de façon passionnelle à l'un de deux pôles du débat public polarisé dans le cadre d'une polémique publique. Les publications servent ainsi souvent à activer des croyances acceptées au préalable par les participants de l'échange, et cela avec des traces d'émotion. Dans leur analyse sur les *tweets* autour de l'empêchement de l'ancienne présidente brésilienne Dilma Rousseff, par exemple, Malini et al. (2017) montrent que les publications les plus partagées autour de cet événement politique furent caractérisées par le sentiment de peur et de rage. Les posts disposant des paroles qui attaquent directement l'identité de l'ancienne présidente connaissent un succès remarquable. Les auteurs concluent ainsi sur l'existence du phénomène de « *trolagem*⁴⁶ offensive » comme mécanisme récurrent de pression politique.

C'est justement sur le domaine politique que Twitter prend tout son essor au Brésil. Selon l'organisation « Projeto 7c0 »⁴⁷, plus de 500 hommes et femmes politiques utilisent Twitter au Brésil. L'importance de ce réseau en tant que dispositif de positionnement politique, surtout à des fins de persuasion, a déjà été prouvée d'ailleurs par d'autres auteurs sur divers terrains (Josiany Fiedler Vieira et Cervi 2010; Recuero et Zago 2016; Herman 2018; Bhatia et Ross 2019). La plateforme est particulièrement utilisée en politique en raison d'au moins deux facteurs : l'existence prédominante de comptes ouverts – ne limitant pas la visibilité d'un profil aux seules personnes qui le suivent – et l'*affordance* « *hashtag* », qui permet d'accompagner un « fil conversationnel critique sur un événement ou un thème précis » (Mercier 2015, p. 149) amplifiant ainsi un débat et augmentant la visibilité d'un acteur politique inscrit dans la discussion.

Malgré la « condensation sémantique » (Longhi 2013) entraînée par la limite de 280 caractères, les *tweets* se présentent désormais comme un élément important dans le positionnement idéologique. Des études de Ratinaud et al. (2019) sur les discours de l'élection présidentielle française de 2017 viennent confirmer cette vocation. Dans ce sens, Herman (2018) rappelle, à partir d'une étude sur le compte Twitter de Donald Trump, que malgré l'apparence d'un contexte d'énonciation limité, l'argumentation est bel et bien présente dans les *tweets* de l'ex-président étasunien. En effet, l'auteur montre que les publications de Trump diffusent textuellement son opinion ce qui l'inscrit dans une « communauté de valeurs ».

Twitter s'affirme dans le scénario actuel comme un moteur de la discussion politique dans la mesure où il réunit différents acteurs du débat politico-social dans un même lieu d'expression. Au-delà de ces discussions ayant lieu sur le réseau, les discours qui y circulent peuvent avoir un écho sur l'organisation d'activités concrètes en faveur ou contre un camp politique. Dans l'espace brésilien contemporain, des démonstrations politiques ont été organisées et

⁴⁶ En portugais on désigne la réunion de plusieurs attaques diffamatoires contre quelqu'un comme « *trolagem* ». Cette expression vient en effet de la langue anglaise, *trolling*, qui consiste à poser des pièges pour porter préjudice à une cible.

⁴⁷ Le « Projeto 7c0 » est une initiative visant l'utilisation en commun des technologies à des fins d'intérêt public. Disponible sur <https://projeto7c0.com.br/about.html>, consulté le 2 mars 2021.

communiquées à l'aide de Twitter. Même si celles-ci restent ancrées sur une organisation extérieure au réseau socio-numérique permettant aux activistes d'avoir un « capital communicationnel » antérieur à leur reconnaissance en ligne (Prudencio et Leite 2013), la diffusion de ces mobilisations sur Twitter est faite avant même qu'elles adviennent permettant une expansion de leur temporalité, comme nous le discutons dans la Partie V.

Il convient en revanche de noter que les individus intégrant la plateforme peuvent être engagés ou non engagés politiquement. Les motivations des acteurs sont loin d'être uniformes, allant d'une personne qui a une implication politique prononcée à celle qui souhaite simplement commenter un fait de son quotidien privé. La plateforme autorise en effet différents degrés de positionnements, comme l'argumente Jackiewicz (2017) :

« Il y a ceux qui prennent position, ceux qui informent ou relaient l'information, ceux qui posent des questions, ceux qui témoignent, ceux qui appellent à l'action ou qui « combattent », ceux qui dévoilent leurs sentiments (indignation, colère, exaspération...), ceux qui emploient la dérision, ceux qui cèdent au plaisir du bon mot » (p. 143)

C'est pour cela qu'il sera question, dans notre recherche qualitative, de sélectionner dans notre archive de *tweets* les publications répondant à notre problème de recherche, sans néanmoins négliger la présence d'interventions qui s'éloignent d'un engagement polémique classique – nous y reviendrons. Il convient enfin de noter que le public-spectateur des échanges polémiques ayant lieu sur Twitter reste moins important que celui de la presse dite traditionnelle. Principalement parce que les appareils de communication permettant l'accès à la presse télévisuelle, par exemple, restent encore plus accessibles qu'une connexion internet. Au Brésil, notre terrain, l'utilisation de *Twitter* reste restreinte à une portion de la population plutôt jeune avec des hauts ou moyens revenus familiaux⁴⁸. Font partie de ce public des personnes qui accompagnent les discussions politiques qui animent le débat sur la plateforme, mais aussi des utilisateurs qui s'intéressent à d'autres sujets de conversations. L'usage de la plateforme étant plutôt réservé à une élite au Brésil, les résultats de nos analyses de corpus de Twitter restent donc à modérer.

⁴⁸ Selon une étude de GlobalWebIndex (2015), la grande majorité des utilisateurs brésiliens de Twitter (65%) a entre 21 et 44 ans et plus de la moitié (51%) possède des revenus mensuels moyens ou hauts, selon les critères établis par le sondage.

Conclusion de la Partie I

Le travail bibliographique effectué dans la Partie I a permis de mettre au point les traits constitutifs de la « polémique » et d'ancrer notre répertoire théorique autour de cette notion. Pour rappel, ce mode d'expression est d'abord un discours axé sur la réfutation du discours de l'autre, ce qui implique une situation dialogique : un discours ne peut qu'exister en référence à un qui le précède. Les rôles occupés au sein d'une polémique sont donc trois : deux opposés (Proposant-Opposant) se disputent face à une audience à séduire (Tiers). La présence des spectateurs dote la polémique d'enjeux argumentatifs forts puisqu'il s'agit de convaincre ou persuader un public. En effet, la polémique ne cherche pas un consensus entre les acteurs en dispute, elle est plutôt une arme de séduction utilisée pour convaincre des spectateurs. C'est en ce sens qu'elle est toujours inscrite dans le domaine de la vie publique : une querelle dans la sphère privée ne constitue pas une polémique.

Bien que profondément présente dans les espaces médiatiques contemporains, la polémique tend à être critiquée et faiblement considérée par la rhétorique traditionnelle, qui envisage la conclusion d'un débat par l'usage de la raison. Or la passion et la violence verbale ne sont pas des traits constitutifs de la polémique, même s'ils peuvent participer à son exacerbation. Les polémistes utilisent fréquemment des arguments *ad hominem* pour contrer la parole de l'adversaire et attaquer sa représentation publique, surtout dans le domaine politique. Cela n'empêche pourtant pas la constitution d'un Sujet de débat rationnel.

Ces considérations théoriques amènent à affirmer la pertinence de la notion de « polémique publique » pour construire des considérations à propos de l'affaire Tripleix menant Lula en prison. Ce fait déclencheur de passions politiques s'affiche sous la forme de confrontation virulente entre groupes antagonistes face à un public spectateur. C'est en ce sens que notre contribution théorique est de considérer que le déploiement de cette forme argumentative dépend hautement des dispositifs info-communicationnels contemporains qui sont eux-mêmes le résultat de rapports socio-politiques préalables à toute « polémique publique ».

La médiation de la polémique proposée par le journalisme entre dans le cadre d'une construction identitaire de la profession. Elle permet au journalisme de simuler un exercice de médiateur social en décrivant un conflit public à partir de l'exposition de différentes voix du débat. Ces sources, notamment dans le contexte brésilien, sont néanmoins sélectionnées selon des critères suivant un ordre institutionnel, les élus trouvant leur place plus facilement dans le récit de presse. Il ressort ainsi une circulation de l'information très concentrée économiquement, fondant une presse hégémonique et conservatrice. Si de nouveaux espaces communicatifs numériques impliquent d'autres dynamiques de circulation de discours, nous avons vu que Twitter, malgré ses promesses de liberté d'expression, est régi par des structures de pouvoir à l'intérieur et à l'extérieur du système, promouvant la création de communautés enfermées sur elles-mêmes.

Cela étant dit, la « polémique publique », considérée comme garante d'un réseau d'échanges et de négociations de plusieurs points de vue pertinents pour tous les membres d'une communauté par Amossy (2014), est tributaire de la structure info-communicationnelle dans laquelle elle se déploie. Étant donné la structure médiatique hégémonique brésilienne et le fait que Twitter ne permet pas une circulation des informations véritablement équilibrée, l'apologie de la polémique publique comme une modalité de gestion de conflit dans le *dissensus*, telle que le fait Ruth Amossy (2014), est-elle possible dans le cadre de notre étude ? C'est en ce sens que se poursuit notre analyse, dont les contours méthodologiques sont tracés dans la Partie 2 suivante.

Partie II. De la construction de l'archive à sa saisie quantitative

Une fois nos présupposés théoriques établis, la construction et le traitement du corpus médiatique sont la suite logique de notre démarche. Étant donné la vaste ampleur temporelle et thématique du débat que nous étudions, cette étape de recueil du matériau empirique demeure, sans nul doute, le plus grand enjeu et défi de cette thèse. Dès le début de cette entreprise méthodologique, nous avons l'ambition d'analyser la polémique publique à l'aide du contenu en provenance de divers médias brésiliens en ligne et hors ligne. Au-delà du fait que l'espace public contemporain est devenu très hétérogène pour être compris convenablement en recourant à un seul support médiatique, nous soutenons que l'observation de différents dispositifs communicationnels permet de saisir comment la matérialité médiatique interfère sur la configuration d'une polémique publique.

En effet, l'archive que nous constituons permet de traiter des discours élaborés sur l'affaire Triplex soit à partir du prisme de la presse, où les déclarations des participants du débat apparaissent sous la forme d'un discours rapporté des sources, soit à partir du cadre énonciatif imposé par Twitter, où l'expression est cadrée par les (im)possibilités techniques de la plateforme. Cela fait des discours que nous étudions des ensembles formatés par l'encadrement offert par les médias étudiés pour présenter les déclarations des polémistes.

Ce principe guide l'élaboration de notre corpus d'étude présenté dans le Chapitre 3. Les choix effectués pour le recueil de données, en ayant comme base les études déjà entreprises sur des débats publics à caractère polarisant, ainsi que les réflexions méthodologiques issues de nos observables, y sont présentés. Ce troisième chapitre comporte ainsi une exposition davantage détaillée des moyens de communication qui composent notre étude du corpus et du travail d'organisation de l'archive qui a permis une première analyse quantitative homogène. Les précisions et les résultats de cette première approche sont précisément l'objet du Chapitre 4. C'est l'occasion de poser l'intérêt de la démarche dite lexicométrie et ensuite présenter les principaux résultats de notre analyse quantitative, une première saisie sur le corpus qui permet d'appuyer nos propos quant au déploiement hétérogène de la polémique publique selon les différents espaces de diffusion à disposition.

Chapitre 3. La construction du corpus et de la méthode : une question épineuse en polémique publique

Les interrogations formulées autour de la construction du corpus de notre travail ont été nombreuses, d'autant plus que des travaux sur des sujets controversés mobilisant des ressources info-communicationnelles hétérogènes sont peu nombreux. Ce constat de la faible présence des études de ce genre, fait entre autres par Amossy (2014), s'explique par la difficulté de reconstituer les antagonismes qui prennent place autour d'une polémique publique. Si l'étude d'une polémique doit reconstituer la ou les sources du conflit en vue d'« éclairer le processus » et d'« objectiver la situation agonique » (Garand 1998), un grand défi en termes matériels se présente : comment repérer et collecter l'ensemble d'actes de langage relevant du registre polémique ? D'autant plus que ce type de discours est le plus souvent disqualifié, voire caché ?

En plus de cette difficulté, s'ajoute le fait que la polémique publique peut se dérouler au sein de différents espaces de discussion publique. Preuve en est avec la pluralité de terrains d'études possibles : les travaux d'Amossy (2014) se penchent plutôt sur des discours médiatiques, ceux de Maingueneau (1983) reposent sur les discours religieux et ceux d'Angenot (2003) traitent des discours politiques. Au-delà des thématiques diverses que la polémique peut aborder, un autre facteur qui rend difficile son analyse concerne ses bornes temporelles. En effet, les déroulements d'un débat dichotomique peuvent s'enchaîner pendant des jours, des mois, voire des années. Les études sur les polémiques publiques se déroulant dans un espace considérable de temps, étant donné leur complexité, restent rares, la seule exception étant les études d'Angenot (2003) consacrées à des disputes polémiques d'une ampleur temporelle de plusieurs décennies entre Anarchistes et Socialistes.

Enfin, les recherches en polémique montrent que les racines d'une querelle publique peuvent puiser dans les lieux les plus inattendus et lointains, surtout en politique. Pour ces raisons, la sélection d'un corpus d'étude en polémique devient un point sensible qui nous a invitée à la réflexion tout au long de ce travail. Sa construction a nécessité une série d'opérations scientifiques qui sont présentées afin d'asseoir notre démarche méthodologique.

3.1. La composition de l'archive : réflexions épistémologiques

D'entrée, il faut prendre acte du fait que le mot corpus hérite avant tout d'un sens de légitimation. Dérivant du sens biblique de corpus Dei — que symbolise l'« hostie » — qui évolue dans le sens d'un *corpus juris* Robillard (2012), le corpus sert au chercheur tout comme un groupe de preuves d'un procès sert à la prise de décision d'un juge. En somme, le corpus sert, en s'appuyant sur un ensemble de données, à justifier les résultats de la recherche. Dès lors nous suivons Rastier (2011) dans l'idée qu'un corpus est :

« un regroupement structuré de textes intégraux, documentés, éventuellement enrichis par des étiquetages et rassemblés : (i) de manière théorique réflexive en tenant compte des discours et des genres, et (ii) de manière pratique en vue d'une gamme d'applications » (p. 33)

Ce faisant, le corpus n'est pas un lieu d'invention, ni un lieu de validation, mais plutôt une « quête vers le sens qu'il construit » (Mayaffre 2005, p. 4). En d'autres termes, le corpus devient plutôt objet qu'outil de la recherche pour constituer « le lieu linguistique où se construit et s'appréhende le sens » (*Ibid.*, p. 3). Le corpus constitue ainsi un énoncé « fermé » qui doit rendre compte en lui-même des enjeux présents sur le terrain de recherche.

Pour opérer une observation d'une situation passée, les seuls instruments disponibles pour le chercheur sont les objets qui reconstituent les effets de sens résultant de l'organisation structurelle de la situation étudiée (Landowski 2001). Le recours aux archives médiatiques constitue un moyen d'accéder aux traces écrites et visuelles d'un terrain d'étude qui, en réalité, n'existe plus. En effet, les moyens de communication constituent une riche source documentaire véhiculant ces discours à propos d'une situation tout en fabriquant et diffusant des imaginaires sociaux (Lima 2003). Le principal problème de conception d'un corpus basé sur les récits médiatiques reste le nombre important de textes hétérogènes circulant dans les espaces publics contemporains. Si le corpus est censé être un « (...) ensemble fini d'énoncés, constitué en vue de l'analyse qui, une fois effectuée, est censée en rendre compte de manière exhaustive et adéquate » (Greimas et Courtés 1993, p. 73), comment alors identifier, comprendre et analyser jusqu'à son exhaustivité un corpus *a priori* infini ?

Trouver la forme adéquate d'un corpus est d'autant plus difficile que nous sommes confrontée à un contexte de circulation médiatique post-moderne. Ce travail s'inscrit effectivement dans un contexte de changement de la circulation de l'information, marqué par le désordre informationnel pointé par les auteurs dans le Brésil contemporain (Alves dos Santos 2019). En effet, l'objet d'étude en info-communication est de plus en plus mobile, une configuration récente du récit médiatique qui incite ce commentaire de Lits (2012) :

« En effet, il faut prendre en compte le fait que le récit est non seulement fragmenté, mais qu'il se déploie en passant d'un support à l'autre, dans des migrations permanentes. Puisque le récit passe d'un lieu (topologique et narratif) à l'autre, il n'y a plus d'unité thématique ni de récit clôturé. L'utilisateur se trouve devant un récit infini, sans début ni fin, dans lequel il circule sans hiérarchisation ni progression construite » (p. 42-43)

En prenant acte de ce fait, incorporer la « multiplicité contextuelle » (Charaudeau 2009) de la contemporanéité nous semblait être la façon la plus adaptée de composer notre corpus médiatique. En effet, à l'exemple de ce que fait Ruth Amossy (2014) lors de l'analyse des polémiques publiques en France et en Israël, nous avons pris en compte différentes sources d'information pour construire une représentation hétérogène de l'affaire Triplex en posant quelques critères de sélection. La solution adoptée dans cette recherche est ainsi celle d'un corpus échantillonné cherchant la représentativité et non l'exhaustivité. Cet échantillon construit à partir de nos hypothèses de travail est le socle de la réponse à nos questions de recherches, constituant ainsi un « observatoire » (Auroux 1998, p. 166-169) de notre étude.

Le corpus est dès lors le lieu où l'affaire Triplex est reconstituée à partir de la perspective des conflits suscités et cristallisés par ce jugement. En revanche, les premières observations des données de presse nous ont apporté de nouvelles questions inattendues qui changent potentiellement la taille et le contenu du corpus. Ce phénomène est métaphoriquement décrit par Sophie Moirand (2004), suggérant la constitution d'un corpus en « boule de neige », qui se complète au même rythme que l'avancée de l'étude : c'est la décision que nous avons prise pour cette recherche.

Notre point de départ a été d'abord de sélectionner les entreprises médiatiques qui allaient être étudiées, un choix fondé sur des critères d'audience⁴⁹ et d'importance symbolique⁵⁰. Les médias d'information retenus sont soumis donc à différentes temporalités (information en continu, quotidienne, hebdomadaire) et divers formats (en ligne, papier et télévisuels). Un corpus « multimédiatique », ne se restreignant pas à un seul support médiatique donc, est ainsi déployé. Nous proposons une analyse de deux médias en ligne, *G1* et *UOL*, d'un magazine, *Veja*, d'un journal télévisé, *Jornal Nacional*, et d'un journal papier, *Folha de S. Paulo*.

Il semble opportun de considérer alors que l'hétérogénéité de notre corpus constitue sa force intellectuelle, car nous analyserons le déploiement de la polémique au sein de plusieurs espaces énonciatifs. Cela a été rendu possible grâce à des outils numériques de traitement de données qui sont détaillés par la suite⁵¹ et une vision globalisante sur ces énoncés distincts. En effet, nous avons pris cette décision en étant guidée par ce commentaire de Barthes (1991) :

« on acceptera donc des corpus hétérogènes, mais en ayant soin, alors, d'étudier soigneusement l'articulation systématique des substances engagées (notamment de bien séparer le réel du langage qui le prend en charge), c'est-à-dire de donner à leur hétérogénéité même une interprétation structurale » (p. 82)

Au-delà de cette vision systémique, ce choix permet d'identifier les différents rapports qu'entretiennent les médias vis-à-vis du conflit. Sans aborder encore la question éditoriale, la configuration technique propre à chaque média fait émerger des données intéressantes à propos de la mise en récit des faits juridiques (c.f. Partie IV). La télévision, par exemple, favorisant le direct, cherche à construire une adhésion immédiate avec l'évènement. Cela fait partie même de la construction de sa légitimité, comme le commentent Jamet et Jannet (1999) : « La crédibilité du journal télévisé tire une grande partie de sa force de cette certitude du direct, certitude fortement ancrée chez le téléspectateur » (p. 57). La presse imprimée, de son côté, offre un recul temporel favorisant le développement d'une argumentation plus fournie des polémiqueurs, fait remarqué par Marion (2003): « l'impossible spontanéité de l'échange polémique est compensée par une concentration sur le pouvoir des mots et un échange décalé qui permet de réajuster de façon plus réfléchie sa position face à l'adversaire » (p. 137).

Dans le même sens, nous nous sommes penchée sur la question des récits produits dans le cadre de réseaux socio-numériques. Le modèle traditionnel de diffusion d'informations, de

⁴⁹ Nous savons qu'un choix basé sur des critères d'audience implique que des médias d'une autre optique politique, en l'occurrence plutôt de gauche, ne sont pas représentés. Ce fut un choix délibéré de notre part car cela contribue à démontrer que la circulation et la production des discours polémiques au Brésil sont déterminées par une variété restreinte de points de vue. En effet, comme explicité auparavant, la grande concentration des moyens de communication brésiliens entraîne la chute d'un modèle de polémique publique parfait, comme discuté au premier chapitre.

⁵⁰ Les informations précises à propos de l'audience et la part de marché de chaque organe de presse sont présentées sur l'Annexe 1.

⁵¹ Nous empruntons la notion de « corpus complexes » du titre du volume 20 de la revue *Corpus*. La revue s'intéresse aux implications des nouvelles possibilités informatiques de captation et de traitement dans la constitution hétérogène d'un corpus. Disponible sur <http://journals.openedition.org/corpus/4549>, consulté le 10/03/2021.

caractère monologique et unidirectionnel, se transforme et « le récit peut désormais prendre toutes les voies, revenir en arrière, emprunter simultanément des voies contradictoires, télescoper des étapes, varier d'un usager à l'autre » (Lits 2012, p. 47). La possibilité donnée aux personnes de manifester par écrit une réaction à un fait brûlant offre alors au chercheur une matière pertinente de recherche en polémique publique.

Cela représente une opportunité de retracer les principaux arguments mobilisés, d'autant plus qu'au sein des médias traditionnels la parole du citoyen commun est peu présente – nous y reviendrons. Nous ne nous inscrivons pas dans une optique de rupture justifiée par la montée en puissance du numérique, qui laisserait supposer un tournant radical du scénario info-communicationnel contemporain. Au contraire, nous faisons l'hypothèse qu'il existe un rapport entre les discours diffusés par les organes de presse et les discussions publiques inscrites sur les sites de réseaux socio-numériques, dont les outils permettent à un public-observateur d'inscrire des positionnements dans le champ du débat (cf. Chapitre 2).

Intégrer Twitter sur cette étude présente donc deux intérêts principaux : d'une part, la constitution d'une base de données capable de rendre compte des argumentaires antagoniques autour de la procédure d'emprisonnement de Lula et d'autre part la possibilité de profiter de ces observables pour de construire une proposition méthodologique pour l'étude de la polémique de ces nouveaux espaces de communication. En outre, la sociologie des usages de Twitter au Brésil, caractérisée notamment par son utilisation pour des discussions politiques (cf. Chapitre 2), se montre adéquate au sujet de notre recherche. De plus, les publications sur ce site sont articulées autour d'un texte écrit, qui même s'il est restreint à 280 caractères, ce qui configure un moyen d'expression similaire à celui des autres documents de notre recueil de données. En d'autres termes, les *tweets* s'associent plus facilement aux textes journalistiques qui composent notre étude, permettant ainsi une analyse plus équitable.

Une fois la source des textes définie, la composition de notre corpus s'est heurtée à la temporalité de la polémique publique. Il serait impossible de prendre en compte toute la production journalistique située autour des enjeux de l'évènement de l'emprisonnement de Lula, le procès se déroulant sur plus de deux ans. Le chemin qui s'est avéré le plus adapté a été celui de la « saturation du modèle ». Nous avons ainsi construit « à partir d'un segment intuitivement choisi » un modèle qui puisse être appliqué pour la « confirmation, complément ou rejet à d'autres segments jusqu'à l'épuisement de l'information » (Greimas et Courtés 1993, p. 74-76). Envisageant ainsi un ensemble fini de textes, nous avons alors opté pour assumer certaines exclusions. La première est de nature juridique. En effet, Lula était impliqué dans d'autres procès en justice⁵², mais nous nous sommes concentrée uniquement sur celui qui l'a conduit effectivement en prison. En réalité, les autres procédures n'ont pas atteint le même intérêt public dans la mesure où l'affaire Triplex a été la seule à aboutir à une peine d'emprisonnement.

Une fois ce premier choix assumé, la question des bornes temporelles s'est posée, car la période d'accusation et de jugement allant jusqu'à l'emprisonnement de Lula s'étend de mars

⁵² Trois autres procès juridiques à l'égard de Lula ont été ouverts dans le cadre de l'Operação Lava Jato. L'un accuse Lula d'avoir favorisé les entreprises *Odebrecht* et *OAS* pour l'obtention de contrats avec l'entreprise publique Petrobras en échange d'aménagements et de travaux dans une maison de campagne à Atibaia, dans l'État de São Paulo. L'autre procès traite du fait qu'*Odebrecht* aurait offert R\$400.000 issus de contrats frauduleux avec Petrobras à l'*Instituto Lula* en 2013 et en 2014. La dernière enquête traite d'une investigation sur l'achat d'un terrain pour l'*Instituto Lula* par *Odebrecht*.

2016 à avril 2018. Pour saisir cette période de plus de deux ans, notre corpus est construit sur la base de l'identification des « moments discursifs », définis par Moirand (2004) ainsi :

« le terme désigne le surgissement dans les médias d'une production discursive intense et diversifiée à propos d'un même fait, par exemple les attentats du 11 septembre 2001, la « surprise » lors du premier tour de l'élection présidentielle en France le 21 avril 2002, le déclenchement de la guerre en Irak en 2003... Les corpus ainsi constitués se caractérisent par une hétérogénéité multiforme: sémiotique (dans la composition des émissions ou dans l'aire de la page), textuelle (présence de genres différents et de modes discursifs différenciés, tels le conseil, la description, l'explication, le récit) et énonciative (textes apparemment monologiques ou exhibant au contraire leur dialogicité au travers de dires rapportés, empruntés ou imaginés et produits par différents acteurs ou différentes communautés langagières impliqués dans l'évènement) » (p. 72)

En suivant ces indications de Moirand sur les « moments discursifs », nous étions en mesure d'établir une ligne temporelle regroupant les étapes les plus importantes du procès à partir d'un premier regard analytique jeté sur les reportages publiés au sujet de l'affaire Triplex. La pré-observation des données médiatiques nous a conduite vers les observables pertinents pour la composition du corpus à partir du prisme de notre cadre méthodologique. Dès lors, le Tableau 1 avec les dates des principaux événements a été obtenu.

Tableau 1 : Les « moments discursifs » de l'affaire Triplex

Lula en prison : mobilisations populaires et étapes juridiques		
2016	04-mars	Lula est forcé d'aller au commissariat et son domicile est perquisitionné ("condução coercitiva")
	13-mars	Manifestations en faveur de l'emprisonnement de Lula et de la destitution de Dilma Rousseff
	16-mars	Dilma Rousseff décide de nommer Lula en tant que ministre de la Casa Civil
	18-mars	Manifestations de soutien à Lula et à Dilma Rousseff
	14-sept	Le parquet présente un dossier d'inculpation de Lula pour corruption et blanchiment d'argent
	20-sept	Le juge Sérgio Moro accepte le dossier et décide d'inculper Lula
2017	10-mai	Lula fait une déposition à Curitiba face à Sérgio Moro
	12-juil	Lula est condamné en première instance à neuf ans et six mois de prison
2018	24-janv	Lula est condamné en appel à douze ans et un mois de prison par le Tribunal Régional Fédéral 4
	04-avr	La Cour suprême brésilienne vote contre la demande d' <i>habeas corpus</i> de Lula
	07-avr	Lula est incarcéré dans le siège de la Police Fédérale à Curitiba

Il est important à ce titre de signaler que nous sommes consciente que la polémique autour de Lula dépasse le cadre de la séquence judiciaire allant de son inculpation à son incarcération. Il est indéniable que l'image de Lula perd déjà du pouvoir à partir de la procédure de destitution de Dilma Rousseff, qui a commencé en décembre 2015. Dès le début du deuxième mandat de Rousseff en 2015, successeuse de Lula à la présidence du Brésil, la possibilité de son *impeachment* a impliqué des mobilisations de rue importantes au sein de la société brésilienne. Elles sont aussi un indicateur important de mécontentement contre le PT et, par conséquent, contre Lula.

Si nous prenons en compte que la mise en accusation politique contre Lula et la montée des discours agonistiques commencent avant l'ouverture de la poursuite judiciaire, nous souhaitons toutefois restreindre notre investigation, à des fins de clôture épistémologique, au seul déroulé des événements allant *stricto sensu* de la mise en examen de Lula à son procès conclu par une incarcération. Dans ce sens, nous n'avons pas incorporé des manifestations publiques d'avant le 4 mars 2016. En effet, les manifestations en faveur de la destitution de

Dilma Rousseff, aussi pertinentes soient-elles, dépassent le cadre juridique imposé par le début de l'enquête contre Lula. Nous avons donc uniquement pris en compte les démonstrations des 13 et 18 mars 2016 qui se déroulent après la condução coercitiva (c.f. Glossaire) de Lula, et non les précédentes.

De même, certains faits juridiques et politiques ont changé durant le déroulement de cette thèse, comme lorsque Lula est sorti de prison en novembre 2019 ou encore quand sa condamnation a été annulée en mars 2021 (c.f. Post Scriptum), ce qui a engendré plusieurs questionnements à propos de l'étendue de notre démarche analytique. Or, nous avons décidé de ne pas subir les changements frénétiques de la politique contemporaine au Brésil et de conserver notre angle d'observation initial, défini de manière épistémologique selon des hypothèses de travail bien précises.

Nous sommes enfin consciente que ce « corpus échantillon⁵³ » (Charaudeau 2001) est issu de prises de décision qui sont en partie influencées par notre interprétation implicite des faits. En effet, la composition du corpus en polémique publique pose des questions vis-à-vis de la posture du chercheur. Définie comme une configuration autour de deux pôles opposés, la polémique rend difficile une analyse purement impartiale des enjeux discutés au sein du conflit. Nous nous inspirons ainsi du commentaire d'Angenot sur le fait que le chercheur : « (...) qui ne veut pas être partie prenante des conflits qu'il se donne à décrire, devra non s'établir dans une position métaphysique d'arbitre au-dessus de la mêlée, mais accepter cette mouvance polémique comme telle, la parcourir, chercher à dévoiler la logique sans y élire position » (Angenot 2003, p. 451). En effet, nous ne sommes pas inscrite dans une perspective scientifique positiviste construite sur une base de neutralité absolue de la démarche scientifique, sans aucune considération idéologique ou subjective. Au contraire nous savons que le chercheur en sciences humaines est pris dans la violence des débats sociaux. La solution est pour nous de jongler entre une posture d'engagement et de désengagement, telle proposée par Charaudeau (2017) :

« Engagement dans la volonté de montrer comment fonctionne le monde, comment fonctionne la société avec ses jeux de rapports de force et de séduction ; désengagement comme mise entre parenthèses de ses propres opinions et indignations, tout en faisant preuve d'un esprit critique, mais sans volonté de dénonciation » (p. 74)

3.2. L'organisation de l'archive médiatique : les résultats du recueil de données

Malgré ces restrictions en termes des dates, la quantité importante de données s'est montrée importante et a posé un problème d'archivage. Le travail de recueil de données à partir des dates explicitées a abouti à un ensemble de 642 reportages⁵⁴, tous médias informationnels confondus (c.f. Annexe 2), et de 1.046.729 tweets. Une grande rigueur fut dès lors nécessaire en vue de classer au mieux ces documents et permettre une analyse homogène des matériaux

⁵³ Charaudeau (2001) définit le « corpus échantillon » comme « un ensemble périodisé de textes qui peut être considéré comme relativement représentatif d'une somme de caractéristiques » (p. 28).

⁵⁴ Nous avons quantifié et structuré nos archives en sous-parties, les reportages, dans le but d'unifier la démarche même si, bien entendu, nous avons conscience qu'un reportage de télévision n'est pas le même qu'un reportage de magazine, de même que les contraintes spatiales d'un journal papier ne sont pas les mêmes que celles d'un journal en ligne. Ces aspects sont pris en considération ultérieurement.

récoltés. Nous avons ainsi opté pour organiser les données médiatiques par « évènement » et par « date » permettant la mise en place d'un corpus réflexif. Un corpus de ce genre, défend Mayaffre (2002), constitue un ensemble fini dont le tout est autosuffisant et organisé en un réseau signifiant permettant des interprétations mutuelles des textes qui « s'éclairent les uns les autres ». Cela se traduit dans notre cas par un corpus qui « se suffit à lui-même », dans la mesure où il comprend l'ensemble d'étapes juridiques et de soulèvements sociaux en rapport avec l'évènement étudié.

Bien qu'abondants, nous considérons les éléments de notre archive homogènes car ils cherchent à répondre à une même question scientifique, celle de la prise en compte des discours conflictuels au sein d'une polémique publique. Pour rendre la recherche cohérente, nous nous sommes en revanche concentrée sur les récits médiatiques du même genre : les productions journalistiques. Les textes sélectionnés relèvent donc de la même « posture énonciative » (Ringoot 2014), celle de l'informateur dont l'intention gravite autour de la présentation de faits. Le recueil de données a été ainsi structuré autour de la recherche d'une uniformité des « genres d'information », regroupant ainsi des comptes rendus, des reportages, des interviews ou de textes d'opinion (*Ibid.*, p. 118).

L'enjeu de l'homogénéité est d'autant plus central dans notre thèse que nous travaillons avec des moyens info-communicationnels bien distincts. Chaque texte apparaît dans un contexte d'énonciation différent et suit une mise en scène qui lui est propre. Cependant, en vue du recueil de données, de leur archivage et de leur traitement quantitatif, nous étions contrainte d'harmoniser le contenu et de le transformer en texte brut (.txt) (étape expliquée en détail dans l'Annexe 3). Ce « profilage des corpus » (Rastier et Pincemin 1999) n'est pas fait au mépris des fonctionnements spécifiques de chaque matériau médiatique mobilisé. En réalité, au moment de notre analyse qualitative les éléments qui constituent l'ensemble d'un article de presse, tel que la matérialité du support et de l'écriture, l'organisation du texte et sa mise en forme, sont pris en considération. Cette archive est de fait transformée en corpus d'étude, « délimité par les besoins de l'application », et un sous-corpus de travail qui contient les « passages pertinents du texte ou des textes étudiés » (Rastier 2004).

Si nous uniformisons notre matériau d'étude au titre du traitement de données dans une première étape de l'enquête, nous avancerons une analyse sémio-discursive qui tiendra compte notamment de la posture éditoriale de chaque texte. En effet, le corpus de presse confronte l'analyste à deux dimensions : « celles de l'écriture en vigueur dans la profession et celle des normes propres aux journaux, en fonction de leurs identités éditoriales » (Ringoot 2014, p. 20). Pour cette raison, des fiches d'identité de chaque média précisant le cadre éditorial de chaque organe de presse sont fournies à l'Annexe 1 de ce travail. Nous supprimons volontairement ces différences dans un premier moment pour proposer un résultat quantitatif global du recueil de données sur chaque espace.

Nous avons en outre fait le choix justement de ne pas annexer à cette thèse les textes complets de chaque reportage puisque leur accès est soumis à un abonnement payant dans le cas de la plupart des médias composant notre archive. À chaque reportage il a été attribué un code formé par la première lettre de chaque groupe médiatique et un chiffre attribué selon l'ordre chronologique de date de parution des textes (c.f. Annexe 2). À présent, nous proposons une présentation détaillée des adaptations réalisées sur chaque support communicationnel lors de la constitution de l'archive.

3.2.1. UOL et G1 : presse en ligne et enjeux d'archivage

Les sites d'information *UOL* et *G1* sont publiés en ligne et traitent l'actualité « chaude », diffusant rapidement, parfois même en direct, des événements. Ce temps réduit entre l'évènement et la publication du récit engendre un texte journalistique moins élaboré contenant aussi moins de réactions des acteurs impliqués dans la polémique. De l'autre côté, leur contrainte d'espace (au sens de volume textuel prescrit par le format médiatique) est presque inexistante, ce qui amène à une pratique journalistique cherchant à rendre compte de tous les détails de chaque information. Nous l'observons plus particulièrement dans les reportages sur les manifestations de mars 2016 qui sont restituées en direct par les journalistes de ces deux sites web.

Nous avons passé un temps important à compiler ces publications en ligne, car un grand problème opératoire s'est posé. Les sites d'*UOL* et de *G1* ne disposent pas d'un système de recherche avancée, permettant au chercheur la localisation des reportages par date et par sujet. Nous avons donc eu recours à Twitter, qui possède la fonctionnalité « recherche avancée » et qui permet d'opérer une recherche par date et par sujet.

Une fois les *tweets* de ces deux médias retrouvés dans leurs profils respectifs, les liens d'accès ont permis la consultation des reportages intéressants pour notre corpus de travail. Nous avons ainsi pu, à l'aide d'hyperliens sur les reportages cités, retrouver d'éventuels reportages qui n'étaient pas publiés sur Twitter. Cela témoigne au passage des difficultés contemporaines d'archivage de données liées à la construction d'une archive de récits numériques. Cela étant dit, nous présentons les Tableau 2 et Tableau 3 reconstituant le nombre de reportages recueillis par date et par média, dans les cas de ces deux organes de presse en ligne.

Tableau 2 : Récapitulatif du recueil de données *G1*

G1		
Dates de parution		Nombre de reportages
2016	4-mars	19
	13-mars	38
	16-mars	23
	18-mars	9
	14-sept.	7
	20-sept.	2
2017	10-mai	12
	12-juil.	12
2018	24-janv.	19
	4-avr.	9
	7-avr.	16
TOTAL		166

Tableau 3 : Récapitulatif du recueil de données UOL

UOL		
Dates de parution		Nombre de reportages
2016	4-mars	8
	13-mars	11
	16-mars	21
	18-mars	6
	14-sept.	12
	20-sept.	4
2017	10-mai	16
	12-juil.	14
2018	24-janv.	18
	4-avr.	8
	7-avr.	18
TOTAL		136

3.2.2. *Folha de S. Paulo* : le principal quotidien imprimé du Brésil

Le journal papier *Folha de S. Paulo* (désormais aussi FDSP) est le plus important journal du Brésil, dont le siège est situé, comme son nom l'indique, à São Paulo. Ses pages comportent d'informations régionales, mais surtout des nationales. Pendant la période du jugement de l'ancien président Lula, par exemple, ce média a déployé des équipes de reportage à Curitiba, ville qui concentrait les actions juridiques du procès. Sa couverture sur les manifestations populaires de mars 2016 se concentre néanmoins sur la ville de São Paulo.

La périodicité quotidienne de FDSP permet une reconstitution des événements impliquant Lula avec un éloignement plus important par rapport aux médias en ligne. En effet, l'analyse de la presse écrite nous donne une autre perspective de la construction de la polémique publique vu que sa temporalité permet la rédaction de reportages destinés à être lus le jour suivant. D'ailleurs une adaptation concernant les dates est faite, vu que nous analysons les éditions du jour suivant chaque événement répertorié dans le Tableau 1. Il est important de signaler que FDSP a un site en ligne, mais nous ne prenons ici expressément en compte que le contenu publié dans la version papier. Ainsi, la construction de cette archive de travail, tout comme celle du magazine *Veja*, a constitué une étape qui a nécessité un séjour de recherche au Brésil pour être en contact avec les sources imprimées.

Nous nous sommes ainsi rendue à la Bibliothèque Publique du Paraná, à Curitiba, pour avoir accès aux médias *Folha de S. Paulo* et *Veja*. Si cela a impliqué un nombre important d'heures de travail pour scanner les matériaux nécessaires, le contact direct avec ces sources a été fort intéressant pour commencer à confirmer les choix de dates et se comprendre au mieux la mise en scène de chaque reportage. Le résultat de ce travail sur FDSP est rendu dans le Tableau 4.

Tableau 4 : Récapitulatif du recueil de données *Folha de S. Paulo*

Folha de S. Paulo		
Dates de parution		Nombre de reportages
2016	5-mars	32
	14-mars	20
	17-mars	31
	19-mars	19
	15-sept.	4
	21-sept.	4
2017	11-mai	14
	13-juil.	22
2018	25-janv.	18
	5-avr.	12
	7-avr.	17
TOTAL		193

3.2.3. *Veja* : un hebdomadaire influent ?

Le magazine *Veja* n'a pas un grand public si nous rapportons son chiffre de lecteurs à la population totale du Brésil, mais il concentre la plupart des lecteurs de magazines au Brésil (c.f. Annexe 1). Cet hebdomadaire est lu par les « formateurs d'opinion », il participe donc activement au processus « agenda setting » intra-médiatique – un reportage de *Veja* peut facilement devenir un reportage télévisuel au *Jornal Nacional*, par exemple. D'autre part, ce média présente une synthèse hebdomadaire de plus grande envergure des principales actualités du monde politique. Il est aussi connu pour ses reportages d'investigation qui diffusent de nouveaux éléments concernant surtout les cas de corruption. Au-delà de la haute surveillance exercée à l'égard du personnel politique, ce magazine exerce un rôle important dans la diffusion de textes de grands polémistes en proposant des rubriques d'opinion enflammées et de longues interviews avec des acteurs impliqués dans les débats sociétaux.

En raison de la longueur plus importante des textes, le nombre total de reportages est moins expressif par rapport aux autres médias. La synthèse de nombre de reportages récoltés, disponible au Tableau 5, nécessite une autre précision. Même si le choix des exemplaires analysés est fondé sur la trame temporelle élaborée (Tableau 1), des adaptations furent nécessaires en raison du caractère hebdomadaire de diffusion de ce média. Nous avons ainsi toujours priorisé les éditions qui succèdent aux faits que nous considérons dans la mesure où notre but est d'analyser comment l'événement a été construit a posteriori.

Tableau 5 : Récapitulatif du recueil de données *Veja*

Veja		
Dates de parution		Nombre de reportages
2016	9-mars	5
	16-mars	3
	23-mars	7
	22-sept.	3
2017	17-mai	5
	19-juil.	10
2018	31-janv.	9
	11-avr.	19
TOTAL		61

3.2.4. Le *Jornal Nacional* et l'importance de la télévision au Brésil

Le média télévisuel joue un rôle très important dans la circulation de l'actualité au Brésil : 89% de la population brésilienne s'informe par ce moyen de diffusion. 63% des personnes considèrent par ailleurs la télévision comme leur principale source d'information⁵⁵. Cela s'explique d'une part par la facilité d'accès à ce moyen d'information, accentuée pendant la période militaire brésilienne qui a utilisé ce média comme un moyen de propagande officielle et a encouragé la population à avoir un appareil à la maison, et par la déficience du système scolaire national qui forme peu à la lecture (Bucci 2005) (c.f. Chapitre 2). La télévision constitue de ces faits l'« appareil idéologique dominant » (Miguel 2002) des moyens de communication au Brésil.

Le *Jornal Nacional* (désormais aussi JN) est en effet la première émission à être retransmise simultanément dans tout le Brésil, en 1969, et le principal produit journalistique de la chaîne brésilienne la plus importante, Rede Globo de Televisão encore aujourd'hui. Son importance symbolique⁵⁶ est donc prépondérante, ce qui explique son choix au détriment d'autres produits journalistiques de la télévision du Brésil. Incorporer l'analyse du plus important journal télévisé brésilien semble alors incontournable dans notre démarche.

Pour regrouper le matériel du JN, diffusé le soir aux alentours de 20h30 avec une durée d'environ 30 minutes, nous avons utilisé le site internet du téléjournal qui contient tous les reportages diffusés à la télévision. Le site permettant la recherche de jours spécifiques, nous avons pu trouver facilement les éditions des dates choisies. Comme le JN n'est pas diffusé les dimanches nous avons seulement opéré un ajustement temporel : pour les manifestations du 04 mars 2016 se passant le dimanche, nous avons pris l'édition du lundi 05 mars 2016.

En plus de les afficher par date, le site du JN présente les reportages déjà « pré-coupés » avec leurs titres respectifs, ce qui nous a aidé à repérer les reportages mentionnant Lula. Nous avons ainsi éliminé les reportages qui ne traitent pas du sujet ou d'autres parties de l'ensemble du téléjournal qui ne touchent pas le sujet d'analyse, tel que la rubrique sport ou

⁵⁵ Selon la « Pesquisa Brasileira de Mídia 2016 - Hábitos de Consumo de Mídia pela População Brasileira » effectuée par le Secrétariat à la communication sociale du gouvernement fédéral.

⁵⁶ Voir annexe 1, fiche d'identité des médias journalistiques.

météo. Le matériel est ainsi facilement archivé par reportages, comme lors de nos autres démarches. Le Tableau 6 en témoigne.

Tableau 6 : Récapitulatif du recueil de données *Jornal Nacional*

Jornal Nacional		
Dates de parution		Nombre de reportages
2016	5-mars	14
	14-mars	4
	16-mars	8
	18-mars	11
	14-sept.	2
	20-sept.	1
2017	10-mai	15
	12-juil.	6
2018	24-janv.	11
	4-avr.	4
	7-avr.	17
TOTAL		93

3.2.5. Twitter, un *locus* de discussion politique en ligne

Au-delà de cette analyse de presse, les récits créés par les citoyens eux-mêmes à l'aide du site de réseau social Twitter ont été incorporés à l'analyse. La construction de notre base de données des échanges sur Twitter demande l'utilisation de logiciels spécifiques qui permettent le *scrapping* des données sur ce site (c.f. Annexe 3). Notre recueil de données a été ensuite fait en précisant les dates précises intéressantes pour notre étude et en cherchant le mot-clé « Lula ». Des horaires précis ont été sélectionnés en fonction de l'heure de diffusion des nouvelles, à voir également sur l'Annexe 3.

Cette méthode n'a pas vocation à rendre compte de tous les *tweets* publiés au sujet de Lula, mais plutôt à aboutir à un échantillon de la discussion se déroulant sur cet environnement numérique. Il est possible seulement d'obtenir un ensemble fragmenté des flux des messages et des interactions qui ont eu lieu à la période analysée, comme une « photographie » *a posteriori* des publications. Comme Smyrniaios et Ratinaud (2014) le soulignent : « Il est techniquement impossible de vérifier que Twitter renvoie des résultats exhaustifs en réponse aux requêtes effectuées ». Ensuite, des publications portant sur Lula sans citer son nom directement, ou encore avec des fautes de frappe, ont pu être réalisées. De même, nous ne pouvons pas oublier que certains messages ont pu être effacés ou perdus entre la période de leurs publications et celle du recueil de données. En définitive, nous ne prétendons pas que notre recueil de données représente toute la discussion publique de la population brésilienne à propos de l'affaire Triplex, nous proposons simplement de construire une « cartographie des échanges », à l'exemple d'autres démarches analytiques sous environnement numérique (Drucker 2011). Le tableau explicitant le nombre de publications par date est visible ci-dessous.

Tableau 7 : Récapitulatif du recueil de données sur Twitter

Twitter		
Dates de parution		Nombre de publications
2016	4-mars	165925
	13-mars	17499
	16-mars	140604
	18-mars	62239
	14-sept.	44432
	20-sept.	16314
2017	10-mai	63848
	12-juil.	78615
2018	24-janv.	89356
	4-avr. au 7-avr.	367897
TOTAL		1046729

3.3. Analyse multimédiatique de la polémique : proposition méthodologique interdisciplinaire pour l'analyse des données de presse et de Twitter

Ce corpus d'étude a été conçu pour les besoins de l'application de la méthodologie (Rastier 2005). En ce sens, l'archive présentée n'est pas un simple ensemble de tous les documents médiatiques évoquant Lula, mais plutôt une configuration permettant la réponse aux problématiques de ce travail. La clôture de notre corpus a été ainsi conçue à partir de l'approche théorique et l'empirique envisagée. Dès lors, nous sommes d'accord avec Dalbera (2002) dans l'idée que « *Le corpus est indissociable de la théorie* » (p.5, l'auteur souligne). En bref, « le corpus commande la méthode et la méthode ordonne le corpus » (Mayaffre 2002, p. 4).

Du fait de notre corpus multimédiatique, nos outils méthodologiques dépassent les cloisonnements disciplinaires. Notre matériau de travail et notre positionnement théorique invitent en effet à traverser les frontières entre ces domaines de connaissance et à créer de nouvelles catégories d'analyse à l'image des Sciences de l'Information et de la Communication (désormais aussi SIC). L'interdisciplinarité n'est certes pas exclusive aux objets du champ de la communication, mais il ressort que la pluralité des outils méthodologiques constitue un véritable enjeu pour les spécialistes de ce domaine. En ce qui nous concerne, la question de la méthodologie à appliquer se pose d'autant plus que notre corpus est sémiotiquement riche, regroupant différents types de langages visuels et textuels sous variés supports.

En effet, les objets info-communicationnels peuvent être analysés sous le regard de nombreux horizons disciplinaires différents. Cet aspect est d'autant plus accentué par l'évolution technique des moyens de communication qui amène à des approches méthodologiques de plus en plus mobiles et complexes (Bourdaloie 2014). En réalité, il s'agit d'un symptôme auquel les sciences humaines se sont confrontées, avec de nombreux changements en termes de méthodologie de recherche :

« Chaque apparition de données en grand nombre s'est traduite par l'émergence et l'adaptation des systèmes de classification, d'archivage et de dissémination de ces

données ; si les big data apparaissent ainsi « massives », c'est parce que leurs caractéristiques diffèrent des données traditionnellement utilisées en sciences sociales, et nécessitent un ajustement en termes de capacités de traitement et de dissémination, encore à venir » (Jean-Christophe Plantin et Russo 2016, p. 110)

À titre d'exemple de cette nouvelle flexibilité méthodologique, nous pouvons citer le travail de Barboza (2014), qui étudie les communications dans les sites de réseaux socio-numériques mobilisant à la fois des notions issues des Sciences de l'Information et de la Communication et de la sémiotique, mais également de l'informatique, de l'histoire et de l'anthropologie. Nous n'allons pas jusqu'à évaluer cette étendue analytique, mais notre approche méthodologique est interdisciplinaire dans la mesure où nos préoccupations résident à la fois sur le terrain des Sciences du Langage et celui des SIC. Ce lien entre ces deux champs d'étude n'est pas tout à fait nouveau, car de nombreux auteurs procèdent à ce rapprochement⁵⁷ (Charaudeau 2017; Amossy 2014; Ringoot 2014; Piovezani 2018).

Nous considérons que les deux disciplines citées communiquent car, d'un côté, le support communicationnel est langagier par excellence, et, de l'autre côté, la presse constitue un endroit privilégié pour restituer les pratiques langagières dans la mesure où elle les enregistre quotidiennement. En résonance avec notre problématique, nous voulons en effet rendre compte autant de la matérialité langagière des raisonnements et des discours que la manière dont ils sont communiqués et diffusés au sein de l'espace public.

La question de méthode, définie par Mayaffre (2002) comme une « procédure intellectuelle et des procédés techniques explicites » (p. 4), suit ainsi la constitution du corpus de travail. Nous nous sommes ainsi posé la même question que Moirand (2015) : « est-ce les corpus qui font évoluer les unités d'analyse ? Ou les catégories d'analyse qui interviennent dans le choix des corpus ? » (p. 14). Nous arrivons à une réponse positive à la première question, notre corpus étant le véritable guide des unités d'analyse qui s'élaborent et se dévoilent au fur et à mesure que l'investigation avance. En suivant le « double mouvement déductif-inductif » (Charaudeau 2009) typique Sciences Humaines et Sociales, c'est-à-dire que les hypothèses font le corpus tout comme le corpus fait l'hypothèse, nous sommes en mesure d'opter pour un modèle méthodologique adaptée à la masse et l'hétérogénéité des données récoltées.

À partir de notre ancrage théorique, notamment l'étude de la modalité argumentative polémique, et de notre archive, caractérisée par sa diversité de supports, une proposition méthodologique que nous appelons « analyse multimédiatique de la polémique publique » émerge. Effectuée dans l'articulation entre les deux démarches, une quantitative et autre qualitative, elle prétend rendre compte de trois aspects : (1) les ensembles discursifs qui constituent le champ polémique polarisé, (2) les caractéristiques propres de la circulation des discours polémiques sous ses différentes formes médiatiques de propagation et (3) la réponse du public-spectateur aux échanges polémiques.

Le premier but rend compte des raisons pour lesquelles la polémique publique prend corps dans la société, en tenant en compte qu'« il faut, pour polémiquer, un credo, un dogme, une thèse, une foi ; des valeurs à défendre et d'autres à pourfendre ; du vrai et du faux, des bons et des méchants, des orthodoxes et des hérétiques à excommunier » (Kerbrat-Orecchioni 1980, p. 17). Il nous intéresse donc de déterminer l'objet de la polémique ainsi que les rôles

⁵⁷ Concernant plus précisément notre thème de recherche, la démarche qui privilégie la recherche de traces de la polémique au sein des médias a fait l'objet du numéro 31 de la revue Semen, « Polémiques médiatiques et journalistiques » (2011) qui a nourri considérablement notre approche.

des personnes qui y sont impliquées en suivant l'affirmation de Plantin (2003) : « la position vis-à-vis de l'objet détermine le statut de la personne » (p. 386).

Cette perspective plantinienne nous amène à chercher la spécificité des polémiques dans chacune des composantes fondamentales de la situation argumentative : les types d'arguments, les situations langagières, les thèmes et les questions, les valeurs mobilisées et les engagements de soi. Nous partons des catégories établies par Dascal (1998) pour détailler des moyens par lesquels ces attaques sont menées : l'insulte, l'attaque de moralité, la reformulation de propos tenus ou la mise en contradiction. Sur ce point nous serons particulièrement attentive à l'usage de l'argument comme un moyen de persuasion qui puise ses ressources dans une croyance au-delà de la vérité (une preuve peut être déformée en tant qu'argument non convaincant, par exemple), faisant attention à la forme et au contenu de ce qui a pu être annoncé.

Cette analyse cherche à faire émerger des thématiques permanentes qui témoignent d'une permanence des conflits (Oléron 1995). Pour reprendre les mots d'Angenot (2003), notre démarche vise à dévoiler les « arguments fondamentaux inlassablement répétés par les camps en présence » (p. 463). En suivant les préceptes de ce même auteur, notre examen dresse également une compréhension du ton des débats, de la phraséologie typique de ces échanges et les accusations auxquelles ces échanges polarisants aboutissent régulièrement. En résumé, nous nous efforçons de mettre en exergue les arguments mis en avant par les acteurs de la polémique, ainsi que les éléments qui les constituent (preuves, exemplifications, démonstrations) et leurs « interdiscours », c'est-à-dire « l'ensemble des unités discursives avec lesquelles un discours particulier entre en relation implicite ou explicite » (Maingueneau 2014, p. 324).

Au-delà de comprendre les détails des mécanismes utilisés pour mener des attaques, nous envisageons comme deuxième objectif de comprendre les diverses formes médiatiques que la manifestation du discours polémique assume. Nous partons en effet du présupposé que la polémique se déploie grâce à des dispositifs de communication qui jouent un rôle central dans la diffusion des argumentaires polarisés et polarisants et que ces dispositifs impliquent un changement dans la forme même de la polémique.

À ce titre, nous considérons le matériel discursif de presse comme la cristallisation linguistique et sémiotique des faits qui prennent corps dans la polémique publique à partir, évidemment, du cadrage journalistique. Comme cela a été discuté des chapitres précédents, la presse n'est pas la responsable de la dichotomisation, mais elle construit les identités des groupes opposés dans l'écriture journalistique, faisant de l'information une méthode de diffusion de la polarisation. De plus, la polémique publique gagne à être analysée sous le prisme de plusieurs supports et situations de communication puisque, comme l'avance Marion (2003), la polémique constitue un genre médiagénique qui présente une « mobilité transmédiatique ».

Dans le discours de presse, nous cherchons à dévoiler les mécanismes de mise en scène des participants de la polémique et, notamment, de son principal acteur, l'ancien président brésilien. Revêtus d'une ambition de neutralité, certains de ces textes journalistiques ne présentent pas certains des aspects fondateurs de la polémique, comme l'attaque à l'adversaire. A ce moment, une analyse plus fine et qualitative de ces textes sera engagée afin d'étudier le lien entre l'implicite et le polémique. Sur cet aspect, des apports notables viennent de Gelas (1980) qui avance qu'un texte qui ne présente pas de traits du discours polémique peut être reçu comme tels selon le contexte de présentation de celui-ci.

À cette étape, il est important de signaler que nos outils analytiques n'ont pas l'ambition de forger une étude de la réception. Nous situons notre démarche plutôt du côté de la production des récits. De même, nous ne prétendons pas décrypter les intentions délibérées ou les visées semi conscientes des journalistes qui écrivent sur l'événement ou encore nous livrer à un examen approfondi des interprétations possibles des récepteurs des textes journalistiques. Nous menons plutôt une étude portant sur la représentation médiatique des étapes qui ont conduit Lula en prison afin de comprendre « le processus qui construit l'événement au regard du citoyen », selon les termes de Charaudeau (2001, p. 29). On pensera dès lors les organismes de presse comme des conglomerats communicationnels qui occupent un rôle d'intermédiaire symbolique du collectif. Sur ce point, nous prenons inspiration du travail réalisé par Charaudeau et sur sa compréhension du matériel journalistique, en l'occurrence le journal télévisé :

« Nous avons donc choisi d'analyser l'information en tant qu'elle se concrétise dans un produit fini (le journal télévisé), d'un point de vue sémio-discursif, c'est-à-dire en prenant cet objet comme un ensemble de discours qui sont mis en scènes de diverses manières, et qui sont susceptibles de produire des effets de sens. [...] Évidemment, nous ne pouvons garantir que ces effets de sens correspondent aux effets réellement produits auprès des téléspectateurs. Il s'agit d'effets supposés comme "possibles interprétatifs" dont on peut seulement dire qu'ils ne sont pas là, possiblement présents dans les diverses mises en scène de l'information » (Charaudeau (ed.) 2001, p. 27)

Enfin, nous fondons notre troisième objectif à partir d'une caractéristique forte de la polémique, à savoir sa capacité à déclencher des réactions du public-spectateur des disputes antagonistes. Le thème polémique invite à une implication des témoins de l'échange en les incitant même à composer l'un des camps opposés : « A la première réaction qui ouvre la polémique, succède généralement une contre-réaction, et ainsi de suite, la polémique s'amplifiant d'autant plus que de multiples personnes peuvent venir y prendre part », commente Gelas (*Ibid.*, p. 44). Dans le cadre de notre étude, nous observons cette dynamique d'autant plus qu'un jugement, au sens le plus littéral du terme, est porté contre un personnage public de grande notoriété.

Pour étudier ces réactions, nous nous intéressons à deux caractéristiques principales, suivant Jacquin (2011) : « (i) celle de la cible de l'attaque ou d'un témoin prenant sa défense (sanction), ou (ii) celle d'un tiers appréciant l'aspect spectaculaire de l'agression verbale (valorisation) » (p. 56). Nous comprenons ces réactions dans leurs aspects langagiers écrits, avec l'analyse des récits produits sur l'environnement technique de Twitter, mais aussi dans les aspects performatifs, comme les manifestations de rue qui, selon notre interprétation, manifestent en actes la polémique publique.

L'affaire polémique, quand elle est soumise à évaluation dans l'espace public, permet donc l'évaluation et des actions de la part du public qui l'accompagne. En effet, les dispositifs de communication permettent de réagir sur les actes polémiques et le jugement de la polémique peut déboucher sur une autre polémique, sur un autre échange. Cette participation dans l'évaluation de la polémique est en effet valorisée dans certains lieux de discussion qui permettent l'examen d'autres points de vue, ainsi que l'intégration au sein des communautés qui évaluent la polémique de la même manière.

Nous analysons cette dynamique spécialement sur la plateforme Twitter, où nous chercherons les traces de la polémique telles que décrites antérieurement, en veillant aussi à deux autres

questions sur les participants de l'échange : comment construisent-ils leur *ethos* dans le champ polémique ? Appartiennent-ils à un groupe extérieur au réseau ou leur légitimité se construit-elle à l'intérieur de la logique de la plateforme ? En parallèle, notre analyse des données de Twitter cherchera aussi à déceler des traces du discours de presse dans les publications, afin de comparer la distribution de l'argument polémique sur différents lieux communicationnels. Autrement dit, nous étudions à la fois les textes journalistiques et leur possible recyclage dans l'interdiscours social par le biais de l'observation des débats entrepris au sein du réseau social numérique Twitter. Sur ce point, on vérifiera l'affirmation de Dominique Wolton (1993) selon laquelle les médias jouent un rôle d'intermédiaires symboliques collectifs, en indiquant la présence ou absence d'impacts de la communication des conglomérats communicationnels sur ce qui est discuté dans l'espace public.

L'analyse des manifestations de rue, elle, prendra en compte les compositions sémiotiques présentes dans la rue qui se configurent comme une étape de positionnement dans le clivage en cours. À ce titre, nous examinons le matériel de presse et de *tweets* qui rapportent ces événements afin de recenser les signes verbaux et non verbaux de la polémique manifestés dans un contexte de mobilisation. Comme nous l'aborderons plus tard, nous partons du principe que la polémique dépasse les limites de l'expression langagière écrite et orale pour occuper d'autres lieux d'expression tels que les symboles ou images.

Si l'on résume, les différentes perspectives d'analyse proposées se concentrent sur la compréhension de l'espace d'intelligibilité autour d'une polémique (avec ses points de désaccord, ses acteurs, ses jeux d'arguments et de preuves), sur la description des forces et des intérêts des acteurs qui intègrent le débat, sur les formes de légitimité reconnues par les protagonistes et enfin sur les modes d'action choisis pour se positionner dans le champ antagoniste. Afin de comprendre ces trois objectifs, notre approche prend appui sur une première utilisation de l'analyse linguistique assistée, plus spécifiquement sur l'analyse statistique des données textuelles, présentée dans le chapitre suivant, suivie d'une approche qualitative détaillée dans les parties qui le suivent.

Chapitre 4. Approche lexicométrique de la polémique : étude quantitative

La première phase de « l'analyse multimédiatique polémique » consiste en une approche quantitative qui permet de donner une direction générale à la recherche qualitative qui la suit. En abordant un volume important de données, cette étape est caractérisée par l'usage de la lexicométrie (ou l'analyse statistique des textes) qui offre un regard globalisant sur notre corpus. Elle permet plus précisément d'identifier de thématiques transversales à l'ensemble de notre archive textuelle par le calcul de récurrences et cooccurrences à l'intérieur d'un texte. Dans les mots de Dupuy et Marchand (2013), la lexicométrie « procède par segmentation d'un corpus textuel et calcule la distribution des mots à l'intérieur de ce corpus (Lebart & Salem 1994). Un tableau lexical est construit en croisant en lignes le vocabulaire (l'ensemble des formes du corpus) et en colonnes les partitions du corpus » (p. 108).

Cette démarche permet de faire émerger des catégories d'analyse de manière inductive à partir des résultats de ces calculs, ce qui nous écarte d'une analyse dite de contenu où les catégories sont établies au préalable des interprétations du corpus. En dégagant des éléments structurants globaux des textes, la première étape de notre étude offre ainsi un panorama des termes centraux mobilisés par les participants de la polémique. La solution de l'analyse statistique des données textuelles est également avantageuse puisqu'elle consiste en une approche algorithmique qui atténue notre difficulté à rendre compte d'une grande masse de données (pour rappel, 642 reportages et 1.044.894 tweets). De même, cette méthode réduit la subjectivité de l'étude, comme le constate Rouveyrol (2005) : « L'avantage d'utiliser un logiciel comme point de départ d'une analyse prenant pour objet le discours politique réside dans le fait que le linguiste n'est pas la proie de sa propre subjectivité mais considère comme pertinent ce que les statistiques imposent à son regard » (p. 5).

Pour l'appliquer, nous nous inspirons des démarches entreprises pour l'analyse quantitative et lexicale des récits de presse et des discours numériques (Charaudeau (ed.) 2001; Marty et al. 2010; Marchand et Ratinaud 2012; Moirand 2014; Ratinaud et Smyrniotis 2016; Née, Leblanc et Fleury 2017). En effet, cet outil méthodologique s'est montré particulièrement intéressant pour les études portant sur le discours politique, notamment dans des contextes d'élection présidentielle avec les travaux de Dupuy et Marchand (2013; 2016). Nous avons d'ailleurs eu l'occasion de le mettre en œuvre pour d'autres travaux de recherche⁵⁸.

Cette analyse automatique ayant recours aux humanités numériques comporte, en revanche, des limites. D'abord, l'importance et l'impact d'un mot ne sont pas forcément liés à sa récurrence et l'interface informatique en soi ne rend pas compte de la polysémie des termes. En réalité, il existe des phénomènes sémantiques dans le cadre de l'argumentation polémique comme l'ironie, le recours à des sens implicites ou encore des insultes jouant sur l'ambiguïté qui ne sont pas pris en compte finement dans une analyse informatique. Cela implique le besoin d'interprétation et la prise en compte de l'interdiscours, tant dans l'interprétation des données fournies par la machine que dans la compréhension de l'usage social d'un terme.

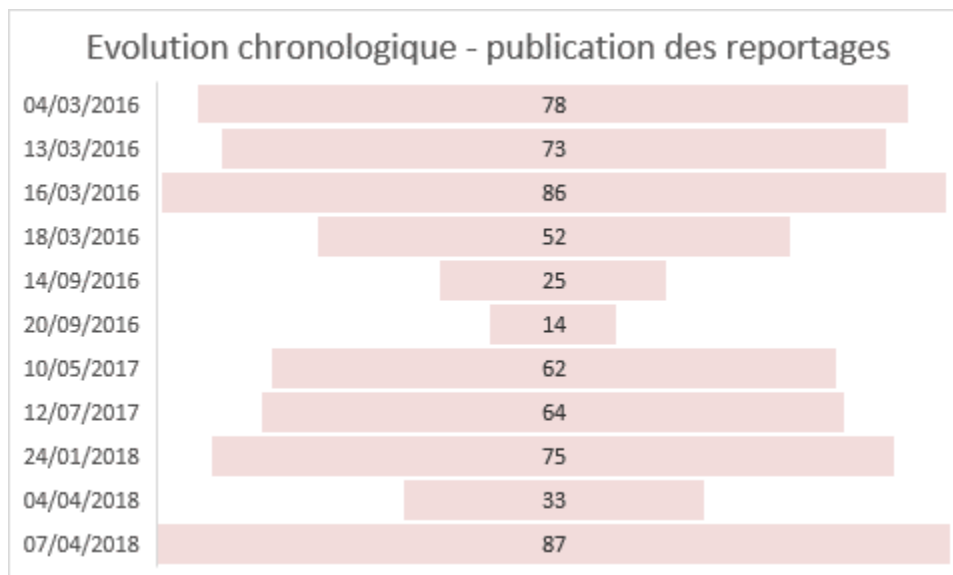
4.1. Le profil chronologique et statistique du fil d'actualité

Pour entamer notre analyse quantitative, nous proposons un graphique affichant le nombre de reportages publiés par l'ensemble des médias (*G1*, *Folha de S. Paulo*, *Jornal Nacional*, *UOL*

⁵⁸ Nous faisons mention à l'article « "Lula en prison" au Brésil : l'expression numérique de l'ethos de victime et de candidat sur Twitter » paru dans la revue *Les Enjeux de l'information et de la communication*, n. 3, pp. 5-19, 2022.

et *Veja*) selon les dates sélectionnées par notre étude (cf. Tableau 1). L'unité « reportages »⁵⁹ a été utilisée pour ce calcul afin de rendre compte des différents supports des médias de nos corpus et permettre une comparaison parmi ceux-ci.

Figure 2 : Analyse quantitative chronologique du nombre de reportages publiés par tous les médias d'information



L'observation chronologique du corpus met en évidence une concentration de la couverture journalistique principalement sur trois dates :

- le 04/03/2016 (78 reportages), date du déclenchement de la 24^{ème} phase de l'opération Lava Jato nommée « Aletheia », visant, entre autres, Luiz Inácio Lula da Silva. À cette occasion, l'ancien président est la cible d'une condução coercitiva (c.f. Glossaire). Il a été obligé de témoigner au siège de la Police Fédérale à l'aéroport de Congonhas à São Paulo et son domicile a été perquisitionné.
- le 16/03/2016 (86 reportages), jour où Dilma Rousseff, alors présidente du Brésil, essaye de nommer l'ancien président Lula au poste de Ministro da Casa Civil (c.f. Glossaire), ce qui déclenche des manifestations à Brasília et dans autres grandes villes brésiliennes. D'autant plus que dans la même journée, le juge responsable de l'opération Lava Jato, Sérgio Moro, diffuse aux médias des conversations téléphoniques privées entre Rousseff et Lula qui ont contribué à l'interprétation de la nomination comme une manœuvre pour éviter l'emprisonnement de Lula.
- le 07/04/2018 (87 reportages), date où Lula fut envoyé en prison suite au mandat de prison signé par Sérgio Moro, magistrat de la Justice Fédérale. Le nombre de reportages s'explique aussi par les réactions qui ont suivi cette décision judiciaire, notamment le rassemblement de soutien à Lula autour du syndicat des métallurgistes

⁵⁹ Comme expliqué auparavant, nous effaçons volontairement les différences sémiotiques entre un reportage télévisuel et un reportage d'un magazine, par exemple, afin de chercher une unité commune de comparaison. Nous prenons en compte les différences de mise en scène de l'information ultérieurement dans notre analyse qualitative. Nous rappelons encore que des arrangements en termes de dates ont été effectués pour permettre le comptage des reportages publiés sur *Veja*, qui se font souvent en décalage avec les autres au vu de sa publication hebdomadaire.

à São Bernardo do Campo et les négociations successives de l'ancien président avant de se rendre à la police.

L'analyse de l'écart de la couverture médiatique permet de remarquer que l'intérêt des médias se portait notamment sur la première étape et la dernière étape du procès menant l'ex-président en prison, au détriment d'une couverture intense des moments clés des enjeux juridiques comme la dénonciation faite par le Ministério Público (c.f. Glossaire) et l'acceptation de celle-ci auprès du juge Sérgio Moro en septembre 2016.

Cela permet d'affirmer que le traitement de ce sujet par les médias n'est donc pas régulier et qu'il s'articule plutôt autour du déclenchement et de la résolution de l'affaire que sur la suite logique de la procédure judiciaire. De même, une concentration de reportages à des moments où des protestations de rue se sont déclenchées est observée, plus précisément aux dates suivantes :

- le 13/06/2016 (72 reportages), protestations en faveur de la destitution de la présidente alors en exercice Dilma Rousseff et de l'emprisonnement de Lula.
- le 16/03/2016 (86 reportages), jour où Lula entre au gouvernement de Rousseff, entraînant des mobilisations spontanées de rue à Brasília et d'autres grandes villes brésiliennes.
- le 18/03/2016 (53 reportages), manifestation en défense de l'ancien président, comptant sur la présence de Lula au rassemblement à São Paulo.
- le 10/05/2017 (62 reportages), date de témoignage en présence de Lula face au juge Sérgio Moro, événement qui a suscité des mobilisations des deux camps opposés, notamment de celui de défense de l'ancien président qui va même jusqu'à dresser un campement à Curitiba.

De ces observations, il est significatif également de noter l'écart entre la publication de reportages relevant des mobilisations contre Lula (13 /03/2016, 72 reportages), et celle des mobilisations en sa défense (18/03/2016, 53 reportages). Une analyse quantitative plus détaillée de ce phénomène viendra confirmer cette différence aussi du point de vue linguistique, vu que les termes utilisés pour décrire les participants de chaque camp ne sont pas les mêmes (c.f. Chapitre 9).

L'écriture journalistique a mis l'accent aussi sur la désignation de Lula au poste de ministre le 16 mars 2016, en mobilisant non seulement les implications politiques que cela engendrait, mais aussi les conversations privées de l'ex-chef de l'État diffusées par la Justice. Ce phénomène d'intensification de publications au moment de diffusion de ces échanges téléphoniques est l'indicatif de la posture du journalisme brésilien qui valorise les contenus mettant en doute le personnel politique pour se constituer en tant que quatrième pouvoir (Rizzotto 2012; João Feres et Sassara 2016a).

Ces variations en termes de couverture médiatique nous montrent en outre que la construction de l'événement « Lula en prison » dans la presse suit un regard prononcé aux étapes d'ouverture et de dénouement du procès, ou encore celles où une partie de la population est descendue dans la rue. Cela pourrait indiquer un intérêt majeur pour le rôle des manifestants dans l'affaire, même si, on l'a vu, le traitement des différents groupes en action n'est pas quantitativement semblable.

L'enquête statistique linguistique permet de nuancer et élargir ces résultats. La visualisation de l'analyse lexicométrique est possible grâce au logiciel libre IRaMuTeQ⁶⁰, une interface qui permet des analyses statistiques sur des ensembles textuels. Les similitudes du corpus de textes sont rassemblées à partir d'une analyse des données textuelles qui reprend notamment la méthode de classification lexicale proposée par Reinert (1983) où les « segments de texte » (c.f. Annexe 3) sont regroupés par affinité lexicale, formant ainsi des groupes homogènes.

Notre approche mobilise notamment la classification hiérarchique descendante (désormais CHD), une des analyses statistiques textuelles proposée par ce logiciel. La CHD permet la représentation graphique des calculs statistiques faits à partir d'occurrences et proximités lexicales des termes de l'ensemble du corpus textuel. Ayant comme base la méthode « Alceste » décrite par Reinert (1983), elle permet de mettre en valeur des classes d'énoncés en fonction de la distribution du vocabulaire des textes. Les résultats sont présentés dans un graphe regroupant des classes similaires sur des critères de cooccurrence lexicale. Chaque classe est associée à un groupe sémantique représentatif du lexique de chaque regroupement de segments de textes. Pour expliquer simplement cette opération, nous empruntons les mots de Née, Leblanc et Fleury (2017) :

*« Avec la notion de cooccurrence, il s'agit de déterminer dans un corpus de données les mots, les groupes de mots, les lemmes, les catégories qui s'attirent, c'est-à-dire qui ont tendance à **apparaître ensemble dans un même environnement** (phrases, paragraphes, chapitres, ou toute autre fenêtre contextuelle déterminée par le chercheur) **ou qui se repoussent** (qui apparaissent plutôt ailleurs qu'au voisinage de la forme choisie comme pôle) »* (p. 113, les auteurs soulignent)

Le rendu visuel de ce calcul fait apparaître une liste de mots qui est attachée à différentes branches représentant le lexique qui est statistiquement le plus représenté dans les segments de texte présents dans chaque classe. Pour la lecture de ce graphe il est opportun d'observer aussi que les classes présentées sont séparées par branches qui sont les plus rapprochées en fonction des cooccurrences, quand un mot apparaît avec un autre diverses fois, à l'intérieur des classes d'énoncés. Autrement dit, moins deux mots sont proches, moins y aura-t-il de chance qu'ils figurent ensemble dans les mêmes phrases.

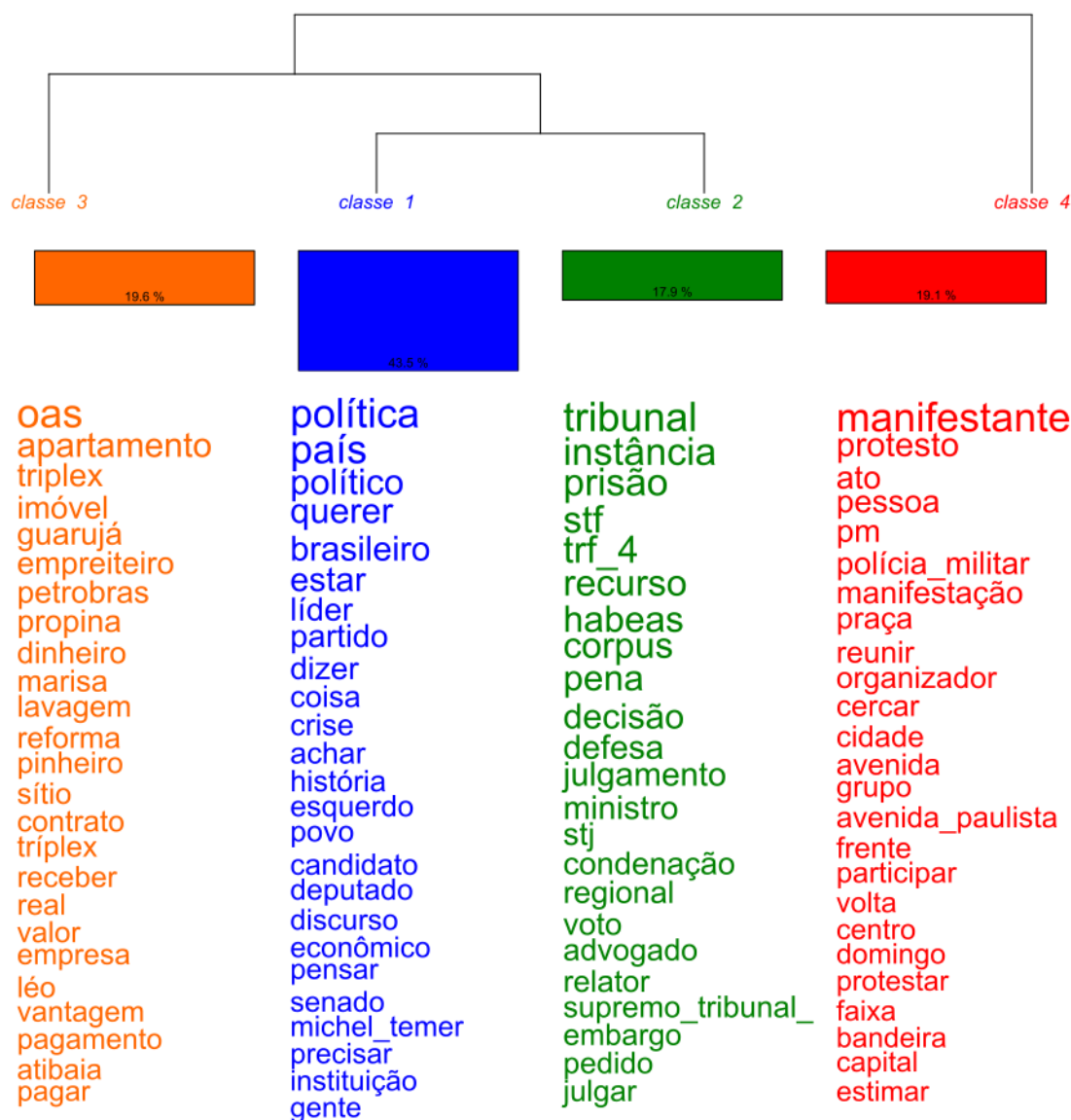
Les outils d'IRaMuTeQ permettent ainsi de mettre en valeur les contenus les plus représentatifs de nos masses textuelles ainsi que de comparer, à partir de différents résultats, le profil langagier de chaque organe de presse étudié. Une fois le corpus de reportages codé et nettoyé⁶¹, la classification hiérarchique descendante a été réalisée sur l'ensemble de textes médiatiques, toutes dates confondues. Cette CHD a découpé le contenu en 11.938 segments de texte avec 13.394 formes actives. De cet ensemble, 10.828 segments de texte (soit 90,07 %) ont contribué à la constitution d'une des quatre classes lexicales identifiées, comme nous l'observons dans la figure ci-dessous⁶².

⁶⁰ Téléchargement disponible en ligne gratuitement sur <http://iramuteq.org/>.

⁶¹ L'usage du logiciel IRaMuTeQ exige, avant tout chose, que les textes soient en format texte (.txt), permettant ainsi le fonctionnement du système de codage de ce logiciel. Le passage de notre matériel à des unités de texte a constitué une étape de travail rigoureux détaillé dans l'Annexe 3.

⁶² Les analyses sont faites en langue portugaise et apparaissent ainsi dans les graphes suivants. Une traduction des termes les plus importants de chaque classe est faite au cours de notre analyse.

Figure 3 : Classification hiérarchique descendante (CHD) à partir de l'ensemble des textes journalistiques



En observant ce résultat, nous notons un premier embranchement comportant seulement la classe 4 (19,1%). Un deuxième embranchement se répartit en deux groupes, présentant ainsi les classes 1 (43,5%) et 2 (17,9%), plus proches du point de vue des cooccurrences, et une autre séparation consacrée à la classe 3 (19,6%). Nous notons dès lors que la classe 4 est statistiquement la plus éloignée des autres classes, c'est-à-dire que la rencontre des termes de celle-ci avec ceux des autres classes est peu fréquente.

L'examen du contenu lexical de chaque classe permet d'identifier quatre groupes sémantiques qui constituent des repères cohérents pour la compréhension des ensembles thématiques qui ont guidé la couverture journalistique. Ces catégories d'analyse furent construites à partir non seulement de l'analyse des graphes, mais aussi à partir de l'examen des segments de texte associés à chaque terme pour rendre compte au mieux de son univers discursif. Après cette appréciation, les catégories peuvent être nommées « juridique », « politique », « crime » et

« manifestations », mots-clés qui reprennent l'idée centrale de chaque classe une fois les segments de texte analysés.

- La **catégorie politique** est en classe 1 (43,5%), en bleu, se caractérisant par les mots *política* (politique), *país* (pays), *político* (homme politique), *querer* (vouloir), *brasileiro* (brésilien). Il s'agit de la classe la plus significative en termes de taille, résultat expliqué par la condition l'ex-chef de l'État de Lula, qui implique une imbrication de l'affaire du champ juridique dans le champ politique. En plus de cela, ces résultats mettent en avant que l'affaire Lula fut connectée aux élections présidentielles de 2018 dans les textes journalistiques (*candidato* [candidat]) et, encore plus intéressant, à une idée de positionnement dans le champ politique (*esquerda* [gauche]).
- La **catégorie juridique** se présente en classe 2 (17,9%), en vert, et englobe les mots qui relèvent des procédures judiciaires et les lieux des actions pénales, comme *tribunal* (tribunal), *instância* (instance), *prisão* (prison), *stf* (supremo tribunal federal), *trf-4* (tribunal régional fédéral, qui a jugé Lula en deuxième instance). En observant les termes qui la constituent, on peut considérer cette classe comme représentante d'un langage de presse plus institutionnel, où le journaliste joue le rôle d'émetteur du message officiellement transmis par le pouvoir judiciaire.
- La **catégorie crime** s'observe dans la classe 3 (19,6%), de couleur orange, qui concerne les termes qui décrivent les faits pour lesquels Lula est accusé. On y retrouve en particulier la référence à l'objet du procès qui le mène en prison, *apartamento* (appartement), *triplex* (triplex) *imóvel* (bâtiment), *Guarujá* (la ville où se situait l'appartement) ou au crime dont Lula a été accusé en parallèle, impliquant les travaux effectués dans une maison de vacances (*sítio* [maison de campagne] et *Atibaia* [ville de son emplacement]). Les textes font en outre référence à l'origine de l'argent, *OAS* (entreprise du BTP qui aurait offert des pots-de-vin à Lula) et *Petrobras* (entreprise publique de pétrole dont les fonds auraient été détournés).
- La classe 4 (19,1%) en rouge relève quant à elle de la **catégorie manifestations** et regroupe les mots tels que *manifestante* (manifestant), *protesto* (protestation), *ato* (acte, rassemblement) et *pessoa* (personnes). Le fait que la classe 4 soit nettement plus éloignée des autres expose que les textes journalistiques mentionnant les manifestations présentent peu de termes liés au procès inculpant Lula ou encore à ses implications politiques. Cela mène au constat d'une séparation de l'écriture journalistique des protestations et des revendications de celles-ci, ce qui laisse entendre que les discussions et/ou revendications politiques articulées autour de la possibilité de l'emprisonnement de l'ancien président ne furent pas exprimées dans les médias traditionnels.

4.2. Analyse contrastive entre les différents organes de presse

Dans la poursuite de ces interprétations, une analyse contrastive des traitements médiatiques est engagée afin d'identifier les points de ressemblance et divergence de traitement de cet événement polémique par les différents organes de presse qui composent notre corpus. Pour cela, nous fournissons d'abord les graphes d'analyse CHD de chaque média, présentés selon un code couleur tiré de notre première analyse globale (Figure 3) qui suit les catégories d'analyse déjà établies (pour rappel, « juridique » [vert], « politique » [bleu], « crime » [orange] et « manifestations » [rouge]).

Figure 4 : Analyse CHD des textes du journal papier *Folha de S. Paulo*

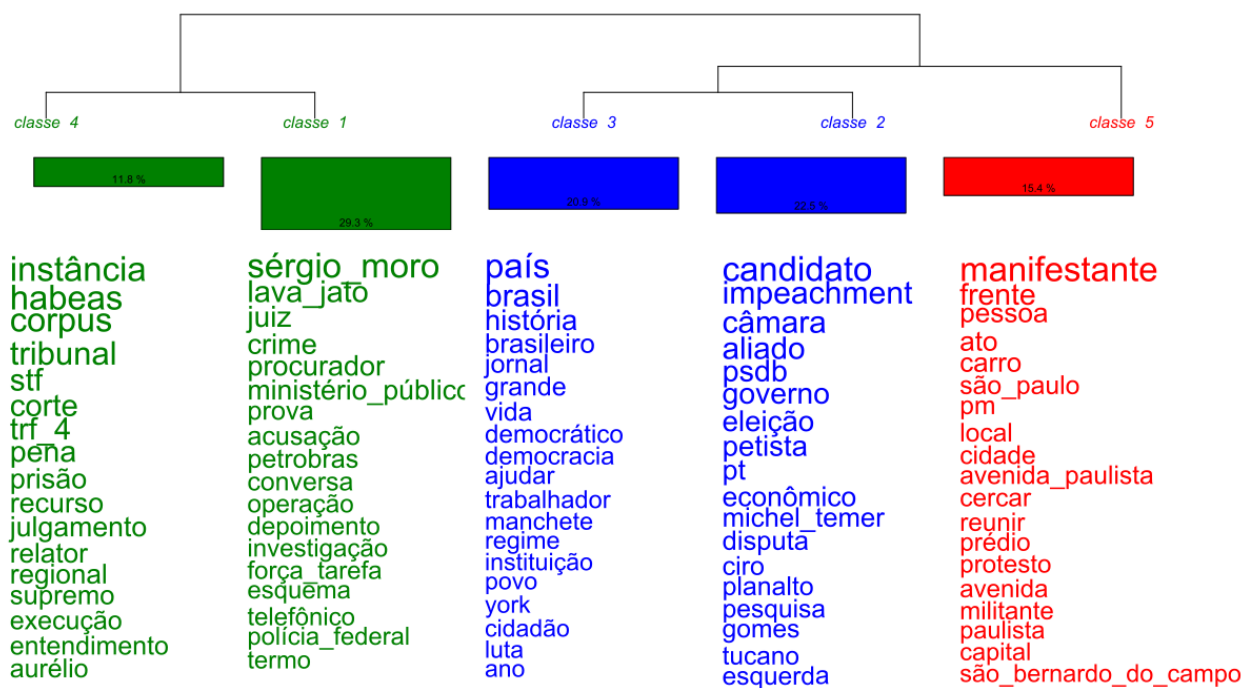


Figure 5 : Analyse CHD des textes du journal en ligne G1

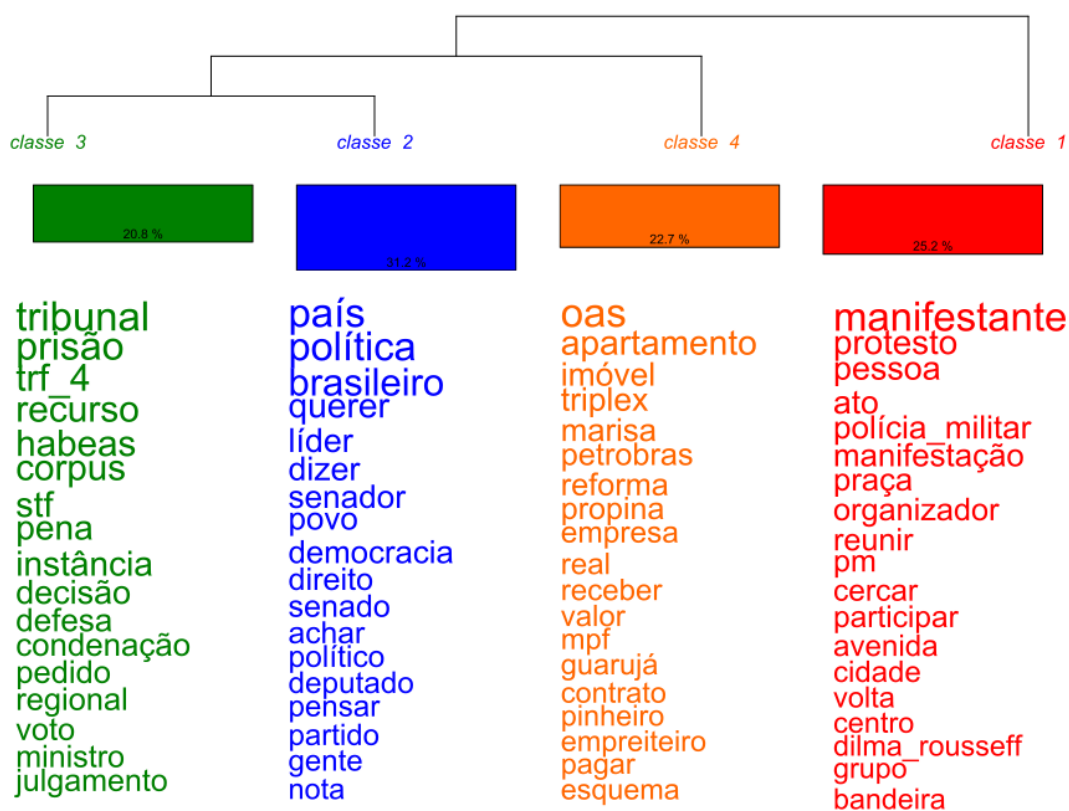


Figure 6 : Analyse CHD des textes du journal télévisé *Jornal Nacional*

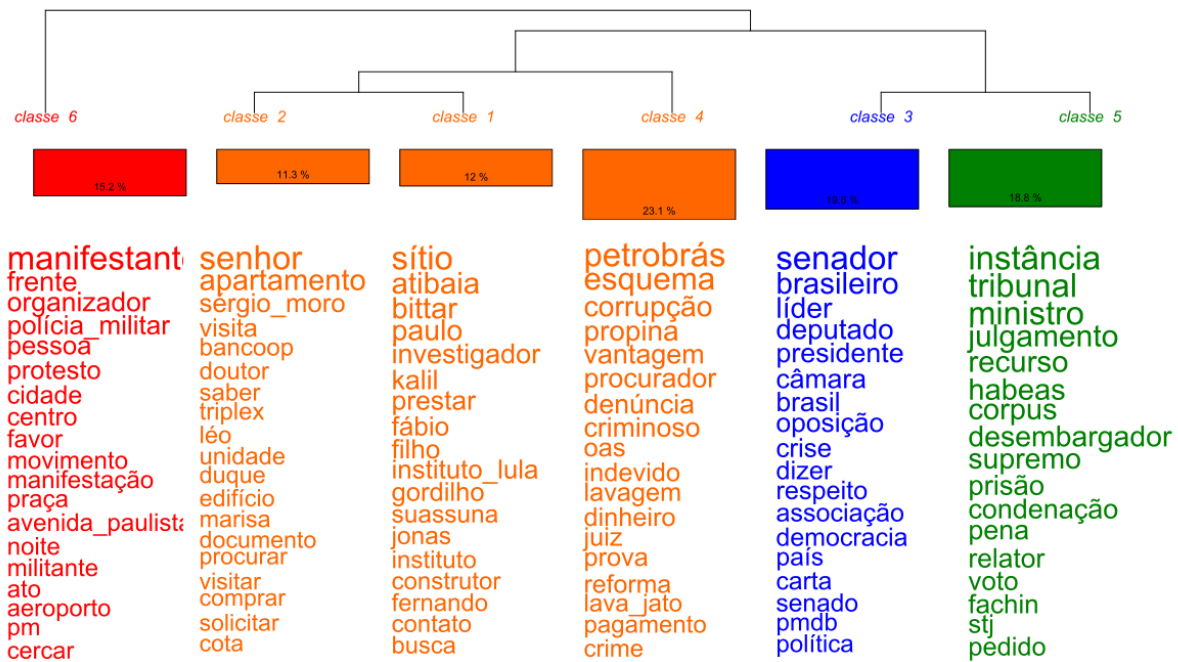


Figure 7 : Analyse CHD des textes du journal en ligne *UOL*

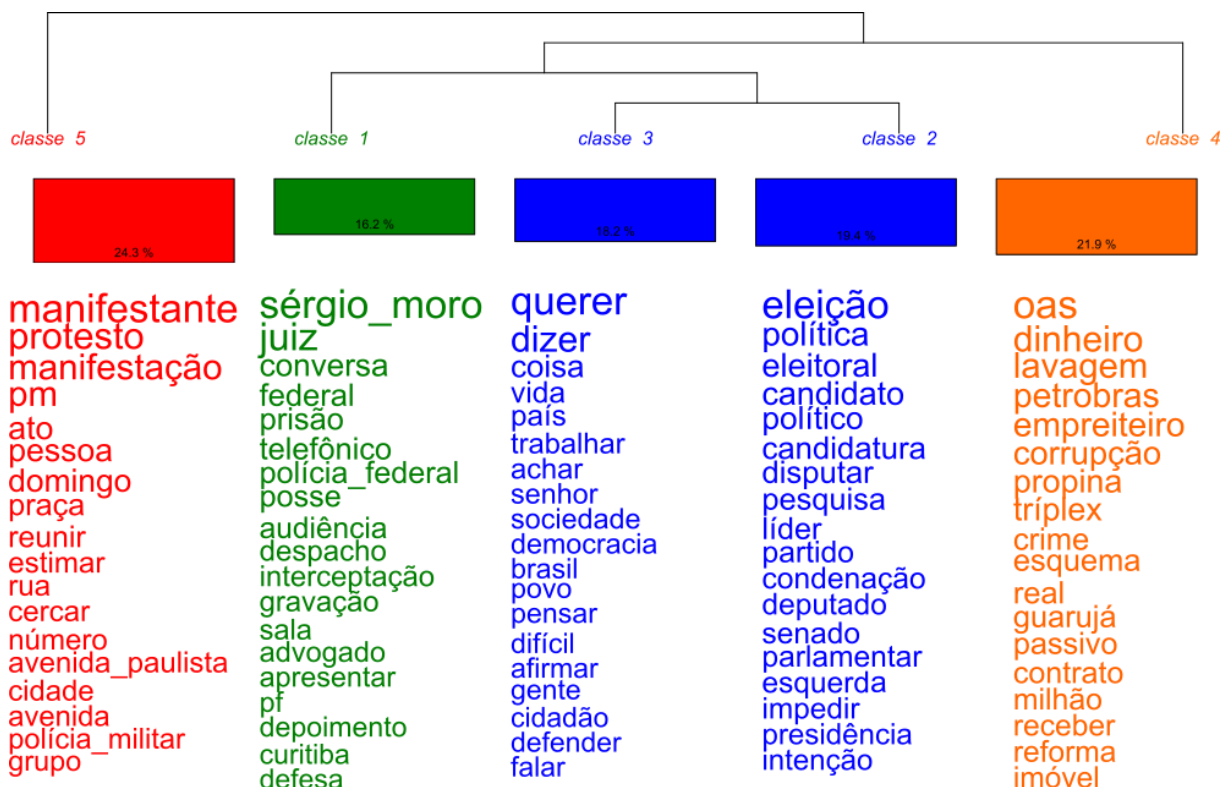


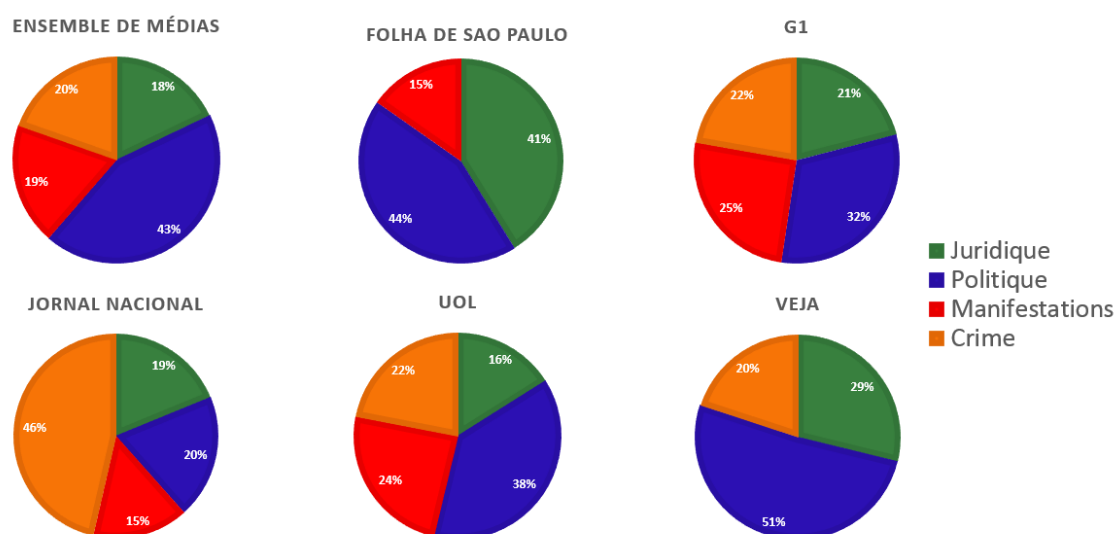
Figure 8 : Analyse CHD des textes du magazine *Veja*



L'analyse contrastive des tableaux, comparant le traitement d'un même sujet entre différents supports de presse (Figure 4,

Figure 5, Figure 6, Figure 7 et Figure 8), permet d'abord d'affirmer que le même événement n'a pas été traité selon les mêmes traces énonciatives par chaque média analysé. En réalité, nous observons que même si les différents graphes suivent les mêmes catégories d'analyse déjà établies, ils ne présentent pas pour autant la même disposition statistique et thématique de l'ensemble des textes (Figure 3). Une opération de comparaison statistique entre le volume de l'apparition de ces différentes thématiques dans chaque média nous semblait dès lors intéressante, ce que nous mettons en œuvre dans les graphes ci-dessous.

Figure 9 : Analyse contrastive de la couverture médiatique



L'interprétation des proportions mises en avant à partir de ces graphes nous permet de souligner certains comportements de la couverture journalistique. Même si le journal en ligne G1 suit en général le même nombre et la même disposition de classes de l'analyse par rapport à l'ensemble des textes, il est intéressant de constater que la distribution des catégories n'est pas la même. La classe « politique », par exemple, est moins importante que celle de l'ensemble des médias (31,2% contre 43,5% du corpus total), alors que celle des manifestations est nettement supérieure (25,2% contre 19,1% du corpus total). Si les rassemblements occupent plus abondamment les lignes de ce journal, les implications politiques du procès de Lula restent périphériques à ses reportages. Ce média en ligne alors s'est plus concentré sur l'actualité « à la minute », priorisant des publications en direct sur les activités des actes de rue.

Sur ce point, il est intéressant de comparer le journal G1 à l'autre média en ligne de notre corpus, l'UOL. Bien que le temps dédié à la couverture des manifestations suive la même moyenne haute (24,3% contre 19,1% du corpus total), une attention plus importante est accordée aux questions politiques, présentes dans l'ensemble des classes 2 et 3 qui occupent 37,6% des textes de ce journal. Cela s'explique d'abord par le profil du journal, qui diffuse des articles plus analytiques tout en publiant l'actualité en direct, mais surtout par la concentration des reportages sous la rubrique « *eleições 2018* » (élections [présidentielles] 2018), en référence au scrutin dans lequel l'absence de Lula a été un enjeu. Cela se confirme par la classe 2 (19,4%) qui dispose les mots *eleição* (élection), *eleitoral* (électoral), *candidato* (candidat), *candidatura* (candidature), *disputa* (dispute), *pesquisa* (sondage), *esquerda* (gauche) et *presidência* (présidence) (Figure 7). De même, ce journal répertorie davantage de réactions, des opinions sur les étapes menant Lula en prison, comme en témoigne la classe 3 construite autour des verbes déclaratifs, comme *querer* (vouloir), *dizer* (dire) et *defender* (défendre, soutenir).

Sur la question politique, il nous semble judicieux de souligner que quasiment la moitié des segments de textes (49,6%) du magazine *Veja* (Figure 8), comportant les classes 2, 3 et 5, sont consacrées au monde lexical du politique. Cet écart se justifie en partie par la périodicité

hebdomadaire du magazine et la taille plus importante des reportages, caractéristiques qui favorisent les connexions plus travaillées entre les faits bruts et l'analyse politique. Mais cela relève surtout d'un engagement fort de *Veja*, résultat de sa ligne éditoriale, qui veut attacher la mise en procès de Lula à l'idée d'une étape politique majeure. On soulignera notamment la classe 5 (37,1%) qui se situe dans la connexion de la procédure de Lula avec des instances autres que le juridique : le pouvoir économique (*mercado* [marché], *economia* [économie], *porcento* [pour cent], *investidor* [investisseur]), le militaire (*militar* [militaire], *ditadura* [dictature]), la presse (*imprensa*) et cela dans une perspective nationale de pouvoir (*nacional* [national], *público* [publique], *democracia* [démocratie], *esquerda* [gauche]).

De même, la citation au nom de l'ancienne présidente (*Rousseff*) et son poste (*governo* [gouvernement] et *presidente* [président]), ainsi que l'évocation des institutions impliquées dans le jugement des accusations contre Rousseff dans le cadre de son *impeachment* (*senado* [sénat] et *câmara* [chambre des députés]), met en avant un effort de *Veja* pour connecter le procès de Lula à celui de l'empêchement de Dilma Rousseff – c'est le seul média où cela est observé. La priorité donnée à la politique chez *Veja* se fait au détriment d'une couverture des manifestations. Il ressort de la CHD que le magazine ne comporte pas une classe regroupant des mots utilisés pour décrire les rassemblements (nombre des participants, actions menées, revendications). C'est une indication forte, à être travaillée, que l'hebdomadaire évoque ces protestations pour fournir des analyses politiques ou pour engager une description de ses participants⁶³.

Il est question de « suppression » d'une catégorie aussi pour le journal *Folha de S. Paulo*, qui, pour sa part, n'a pas une classe destinée à la description du crime dont Lula était inculpé. De l'autre côté, une augmentation des classes rendant compte du lexique du juridique est observée dans les classes 1 (29,3%) et 4 (11,8%), ce qui totalise 41,1% du texte (contre 19,6% du corpus total) de même qu'une haute concentration des descriptions politiques (43,4%). Cela au détriment de la classe « manifestations » qui occupe seulement 15,4% des segments de texte. Cela laisse supposer, d'une part, l'existence d'un texte journalistique plus proche du discours officiel donné par l'instance juridique et, d'autre part, une moindre ambition de communiquer autour des événements survenus dans la rue.

Le journal télévisé *Jornal Nacional* présente pratiquement la même moyenne que le journal papier *Folha de S. Paulo* en termes de couverture des manifestations (15,2%), mais ce qui attire notre attention est la posture descriptive par rapport aux supposés crimes de Lula, présentée par les trois classes différentes qui totalisent 46,4% du corpus textuel du JN. Au-delà de la description du lieu et objet du crime (*apartamento* [appartement], *triplex*[triples], *edifício* [immeuble], *apartamento* [appartement]), les noms des personnes impliquées sont davantage présents dans l'écriture journalistique, tels des personnages (*duque*, *gordilho*, *suassuna*), de même que les verbes d'action (*visitar* [visiter], *comprar* [acheter], *procurar* [chercher]) et le but de ces opérations (*propina* [pot-de-vin], *denúncia* [dénonciation], *lavagem de dinheiro* [blanchissement d'argent]). Ces observations sont révélatrices d'une reconstitution narrative du déroulement du crime en vue de captation par le média télévisuel, dont les contours seront particulièrement précisés dans la Partie IV de notre étude.

⁶³ Nous reviendrons sur ces points, respectivement, dans la Partie III, évoquant les rôles des institutions dans la polémique publique, et dans la Partie V, où nous engagerons une analyse de la description faite par le journalisme des personnes participant aux manifestations de rue.

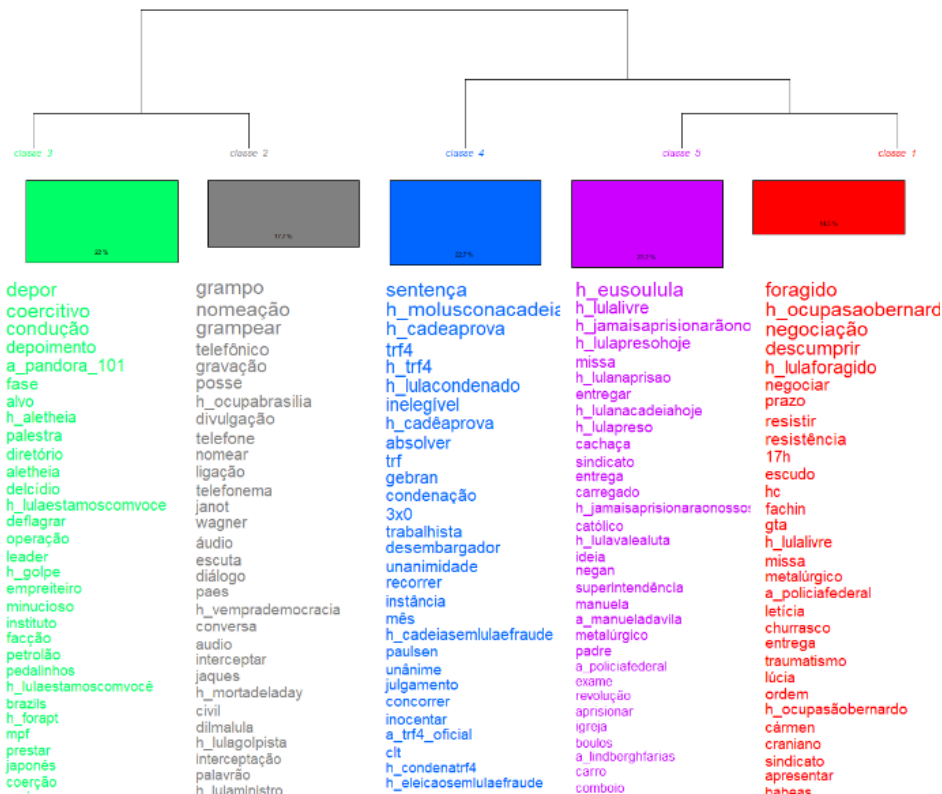
À partir de ces analyses, nous pouvons faire apparaître la conclusion d'un déploiement du texte journalistique à propos du procès menant Lula en prison selon quatre thématiques principales : « juridique », « politique », « crime » et « manifestations ». Sur ce, il y a des grandes divergences de traitement d'un même sujet par les différents médias mobilisés dans cette étude. Ces variations, exprimées surtout dans la Figure 9, s'opèrent selon la logique technique de chaque journal, en fonction de la périodicité et du format de chaque média, mais également en fonction des choix éditoriaux et de langage de ces moyens de communication. Par la suite, nous présentons ces faits en contraste à l'analyse statistique des discours sur l'affaire Triplex ayant lieu sur *Twitter*.

4.3. Profil des discussions sur *Twitter* : la polémique incarnée sous des mots-clés

Les discussions au sein des *tweets* sont analysées selon les mêmes bornes temporelles choisies pour l'observation des récits médiatiques (cf. Tableau 1). Les graphiques qui suivent sont alors représentatifs des évolutions lexicales au cours du temps de l'ensemble de plus d'un million de *tweets*. Même s'il est très difficile d'arriver à des conclusions globales, l'analyse de l'ensemble de toutes les publications est profitable pour mettre en exergue quelques comportements polémiques à partir des termes qui se répètent – et co-répètent – le plus au cours des discussions dans la plateforme.

Notre corpus de *tweets* se déploie ainsi en 17.311.479 occurrences et 187.246 formes, représentatifs de l'ensemble des *tweets* récoltés dans toutes les dates sélectionnées. En opérant la même classification hiérarchique descendante, 29.022 du total de 38.650 segments de texte ont été classés (soit 75.09%). Le graphe qui suit apporte donc un regard sur les éléments textuels les plus présents qui permettent l'observation de quelques-unes des idées fédératrices repérées dans ce vaste ensemble textuel. Nous précisons qu'à partir de cette Figure 10 les codes couleur ne correspondent pas à la typologie précédente.

Figure 10 : Classification hiérarchique descendante (CHD) des publications sur *Twitter*



De gauche à droite, nous lisons un lien étroit entre les classes 3 et 2. Une première classe 3 (22%) est observée regroupant des termes liés à la première étape de la chronologie des faits inculquant Lula, la condução coercitiva. Cela a engendré deux réactions de camps opposés structurés autour de deux *hashtags* de support à Lula *#lulaestamoscomvoce* (*#lulanoussommesavectoï*) et *#golpe* (*#coupd'état*) et un d'opposition *#forapt* (*#dehorspt*). À partir de ces petites phrases, on constate qu'à ce moment le début d'un processus judiciaire contre Lula est lié à la procédure de destitution de Dilma Rousseff. En effet, l'idée de coup d'État est articulée à celle d'une rupture de la structure démocratique et du procès contre Lula. Cette idée est renforcée par l'*hashtag* d'attaque à Lula, car « dehors PT » se construit à la fois sur un désir de retirer Rousseff du pouvoir et de mettre Lula en prison.

Liée à cette classe 3, nous identifions la classe 2 (17,7%) dont les débats s'articulent autour des événements de mars 2016, notamment de la tentative de Dilma de nommer Lula en tant que Ministro da Casa Civil. Les discussions se sont développées principalement autour des conversations téléphoniques privées de Lula diffusées au sein de l'opération Lava Jato à partir des termes *grampo* (écoute téléphonique) et *grampear* (acte de mettre quelqu'un sous écoute téléphonique). Encore une fois, les *hashtags* sont révélateurs des dynamiques de regroupement d'idées opposées qui s'articulent à partir des invitations à descendre dans la rue : les termes *#ocupabrasilia* (*#occupebrasil*), *#vemprademocracia* (*#vienspourladémocratie*) et *#Lulagolpista* (*#Lulagolpiste*) en témoignent. Il est intéressant d'observer que la notion de démocratie est à la fois un élément fédérateur dans le camp contre Lula, mais aussi dans celui pour Lula – nous y reviendrons dans la Partie III.

Le deuxième embranchement de notre dendrogramme représente, cependant, une discussion beaucoup plus récente des événements menant Lula en prison. La classe 4, d'abord, regroupe les formes liées à l'idée de *sentença* (sentence), puisqu'il y est question de la condamnation en deuxième instance donnée par le Tribunal Régional de Justice de la quatrième région, en janvier 2018 inculquant l'ex-chef d'État. Ces indications sont présentes dans les mentions ou *hashtags* citant le nom du tribunal *trf*, *#trf*, *#trf4*, *@trf4_oficial*, mais aussi dans le substantif *desembargador* (juge de deuxième instance) et dans l'annonce des résultats du jugement *3x0* ou *unanimidade* (unanimité)⁶⁴.

On observe aussi un mouvement intéressant d'articulation des groupes opposés, d'abord par, d'un côté, une demande directe de condamnation *#condenatfr4* (*#condamnetfr4*), et de l'autre une mise en question du procès *#cadêaprova* ou *#cadeaprova* (*#oùestlapreuve*). Il y existe aussi des attaques *ad hominem* à Lula. Les principaux exemples sont *#molusconacadeia* (*#mollusqueenprison*) appellation ironique tirée d'un personnage de dessin animé « Bob l'éponge » qui en portugais brésilien s'appelle *Lula Molusco* et qui est fort antipathique ; ou encore l'association à Lula du mot *cachaça* (boisson alcoolique brésilienne, très répandue au point d'être dévalorisée symboliquement), pour le rapprocher de la figure d'un alcoolique. Une autre dynamique polémique d'intertextualité⁶⁵ est observée dans les *hashtags* : des attaques et réponses autour des *hashtags* *#cadeiasemlulaefraude* (prison sans Lula est une fraude) dont le sens se construit en réponse à *#eleicaosemlulaefraude* (élection sans Lula est une fraude).

Nous identifions enfin les classes 5 (23,2%) et 1 (14,5%) qui sont liées entre elles et qui relèvent de l'emprisonnement de Lula, la dernière étape du procès. Sur Twitter, les actions menant l'ancien chef d'État à son destin d'incarcéré sont décrites telles qu'elles se déroulent au cours du temps. Nous remarquons en effet l'utilisation de termes évoquant les négociations de Lula pour se rendre à la Justice (*entregar* [se rendre], *resistir* [résister], *negociar* [négocier]) et les lieux des événements (*sindicato* [syndicat], *metalúrgico* [métallurgie], *São Bernardo do Campo*). En outre, des références à des personnages politiques de gauche, *@lindberghfarias*, du Parti des Travailleurs, mais aussi de *@manieladavila* ou *Boulos*, respectivement du Parti Communiste du Brésil (PCdoB) et du Parti Socialisme et Liberté (PSOL), laissent supposer une présence prononcée de commentaires citant les forces politiques réunies en faveur de l'ancien président.

Il est encore opportun d'observer que ces classes présentent des termes qui servent de positionnement dans le champ polémique. D'abord par le choix opéré entre les mots *prisão* et *cadeia* (respectivement, prison et taule en français). Le terme *cadeia* connote plutôt un endroit où la pénibilité est garantie – ce terme brésilien renvoie en réalité aux anciens locaux d'emprisonnement temporaire dans les postes de police, où la structure était précaire. Ce mot vient donc beaucoup plus associé aux commentaires d'opposition à Lula, comme dans le cas du *#lulanacadeiahoje* (*#lulaenprisonaujourd'hui*).

⁶⁴ Ce jugement en deuxième instance s'est fait en présence d'un collège de *desembargadores*, chacun disposant d'une voix d'égale valeur pour inculper ou innocenter la cible du procès. Dans le cadre de l'affaire Triplex, les trois magistrats de deuxième instance ont voté pour la condamnation de Lula, augmentant d'ailleurs sa peine à 12 ans et un mois de prison.

⁶⁵ Nous utilisons ici la notion d'intertextualité telle qu'elle est définie par Adam (2006), en opposition à celle d'interdiscours : « l'intertextualité est une relation d'un énoncé appartenant à un texte X avec un autre énoncé d'un texte Y, l'interdiscursivité est une relation à un genre de discours, à une famille de textes, à une pratique discursive » (p. 23).

Le principal *hashtag* de soutien à l'ex-président, *#lulalivre* (*#lulalibre*), demande la liberté de Lula face au risque de son emprisonnement en employant l'adjectif *livre* pour définir la condition souhaitée à l'ancien président. Cette revendication est présente dans un autre mots-croisillon répandu *#lulavalealuta* (*#lulavautlalutte*). Il inscrit la demande dans un univers plus combatif par l'utilisation du mot « lutte » renvoyant à un affrontement de forces. Cette confrontation se fonde également par la mise en relation entre l'*ethos* de l'énonciateur et celui de Lula par le *#eusoulula* (*#jesuisLula*).

Ces mots-croisillons laissent donc supposer qu'au-delà de protéger l'accusé de l'incarcération, il faut aussi préserver une idée, un concept, d'une attaque subie. Cette association se configure spécialement dans le *hashtag* présent en classe 5 *#jamaisaprisonarãonossonhos* (*#ilsn'emprisonnerontjamaisnosrêves*) qui suggère un lien entre Lula et la réalisation collective des rêves. Ce pouvoir d'espoir, malgré son emprisonnement, resterait vivant selon les utilisateurs. Cela amène au constat que la défense des supporters de l'ancien président au moment de son emprisonnement porte sur une attaque subtile à l'adversaire que se fonde sur la construction d'un mythe autour de cet homme politique non pas sur l'argument de son innocence (nous y reviendrons dans la Partie IV).

Il ressort ainsi de ces analyses que les thèmes mobilisés sur Twitter se concentrent sur quatre des événements de notre ligne temporelle : la condução coercitiva, première perquisition de Lula le 04 mars 2016, la nomination de Lula en tant que Ministro da Casa Civil, qui a eu lieu le 16 mars 2016, la condamnation en deuxième instance de l'ancien président le 24 janvier 2018, et l'emprisonnement de Lula en avril 2018. Nous identifions donc un parallèle assez marqué entre le volume de contenu présent dans les médias et ceux sur *Twitter*, qui s'articulent autour des mêmes événements. On n'est pas encore complètement autorisée à tisser un lien étroit entre le contenu linguistique des deux sphères communicationnelles, mais il nous semble pertinent dès lors d'abandonner l'idée d'une indépendance des contenus débattus sur les réseaux sociaux numériques par rapport aux sujets avancés par les grands conglomérats de communication. Les discussions ayant lieu sur *Twitter* semblent en réalité faire résonnance aux débats introduits par les institutions médiatiques légitimées, constat déjà mis en avant par d'autres recherches (Rieder et Smyrnaio 2012).

L'observation de ce lieu numérique de discussion, cependant, sert à dégager comment la polémique s'empare des espaces communicationnels où elle apparaît. L'analyse statistique de l'ensemble des *tweets* met en exergue que les dynamiques discursives polémiques au sein des pôles opposés passent par une *affordance* de la plateforme. Des *hashtags* sur Twitter agissent comme un marqueur dans le champ polémique, non seulement pour défendre une position (*#lulanacadeia* ou *#lulalivre*), mais également pour attaquer la personne de l'adversaire (*#molusconacadeia*) et même pour appeler à des manifestations politiques (*#vemprademocracia* ou encore *#ocupasaobernardo*). Il est intéressant aussi de prêter attention à la manière dont cette fonction à disposition des usagers s'articule selon une dynamique action-réaction, explicitée avec les énoncés analysés *#cadeiasemlulaefraude* et *#eleicaosemlulaefraude*, piste de réflexion que nous prolongerons dans notre analyse qualitative.

Conclusion de la Partie II

Cette Partie II a présenté les fondations méthodologiques de ce que nous avons intitulé « l'analyse multimédiatique de la polémique ». Caractérisée par une boîte à outils souple et non limitée à une seule technique d'analyse, l'intérêt de cette démarche se trouve dans l'articulation du langage polémique avec sa dimension info-communicationnelle. Cette méthodologie hybride commence par un travail minutieux sur le corpus afin de le rendre, dans un premier moment, homogène. Le Chapitre 3 a justement traité de la manière dont plusieurs opérations d'archivage et des adaptations sont nécessaires pour contempler la première étape de cette approche, l'analyse qualitative présentée dans le Chapitre 4.

Les résultats statistiques offerts par le logiciel IRaMuTeQ brossent un portrait des thématiques les plus présentes dans la masse de données étudiées. À partir notamment des phénomènes de répétition dégagés, le quatrième chapitre argumente que la pratique journalistique dans la couverture de l'événement de l'emprisonnement de Lula gravite autour de catégories stables. Ce socle identifié sert à structurer notre analyse quantitative en trois temps :

- Le premier concerne l'approche étroite entre les catégories « juridique » et « politique » qui dégagent un lien textuel entre ces deux institutions démocratiques dans les textes de presse. Cette observation que nous tirons de l'ensemble de nos analyses (autant de la globale [Figure 3] que des individuelles par médias [Figure 4,
-
- Figure 5, Figure 6, Figure 7 et Figure 8]) est développée dans la Partie III.
- Le deuxième traite de la catégorie « crime » indiquant que les principales caractéristiques de l'affaire Triplex se nourrissent grandement d'éléments de l'enquête fournis par le pouvoir judiciaire, même si cela se manifeste de manières distinctes selon les médias étudiés. L'enquête sur la mise en scène du crime est l'objet de la Partie IV.
- Le troisième étudie la catégorie « manifestations », comportant la description des actes de rue défendant ou attaquant Lula. Les classes de cette catégorie ne possèdent pas de liens avec les classifications voisines, ce qui laisse transparaître une présence moindre de textes qui engagent à la fois les actes de manifestations et les raisons pour lesquelles ces actions sont entreprises. C'est l'argument auquel la Partie V s'intéresse.

De cette investigation il ressort également que le profil statistique des sujets les plus abordés par les médias et par les *tweets* n'est pas si distinct (cf. Figure 2 et Figure 10), indiquant une connexion assez marquée entre la couverture médiatique et les sujets prioritaires par les discussions sur cet environnement numérique. Le potentiel polémique des discussions sur Twitter est en revanche renforcée par un outil technique de la plateforme qui rend possible la mise en place concise d'un positionnement et l'identification auprès d'une communauté de valeurs sur les réseaux, le *hashtag*.

Les analyses fournies dans la Partie II ne sont que le point de départ d'une interprétation plus large de notre corpus. En réalité, cette enquête en soi ne répond pas à nos problématiques de recherche qui posent des questions sur les composants discursifs des manifestations polémiques autres que ceux du texte verbal. Ce « travail de surface » fournit en revanche ces éléments discursifs structurants qui sont sensiblement élargis à partir des retours sur des échantillons de texte et l'appréhension du contexte discursif des énoncés. Ce travail interprétatif se nourrissant d'autres méthodes dites « qualitatives » est proposé dans les parties qui suivent. L'étude quantitative reste en ce sens provisoire et doit être confirmée et étendue par l'analyse qualitative ultérieure.

Partie III. Le rôle des institutions politique et juridique dans l'affaire Triplex

Les résultats de notre analyse lexicométrique, présentés dans le Chapitre 4, nous ont permis de construire des hypothèses structurantes des parties à suivre. Cette étape investigatrice à caractère quantitatif a en effet dégagé des lignes de force discursives autour desquelles notre enquête qualitative se développe. Si « analyser l'événement discursif, c'est replacer un énoncé dans l'histoire, par rapport à une configuration d'énoncés » (Veniard 2013, p. 23), nous proposons dans les chapitres qui suivent une étude sémio-discursive qui se construit dans l'examen approfondi du contexte d'énonciation du contenu de notre corpus à partir de passages pertinents. Un florilège d'extraits à valeur démonstrative, sélectionnés à partir du premier triage proposé par le logiciel IRaMuTeQ, accompagne alors le fil de notre démonstration à partir de cette troisième partie.

Des résultats quantitatifs on tire notamment la conclusion centrale que du point de vue du traitement médiatique et des discussions sur Twitter, l'emprisonnement de Lula est un processus historique et politique large, et non pas seulement un procès juridique atypique impliquant un ancien président de la République. En réalité, la lexicométrie de l'ensemble des textes journalistiques de notre corpus (Figure 3) montre la présence importante de l'usage des mots du champ lexical de la politique (43,5%) pour décrire les différentes étapes du déroulement du procès. Nous commençons alors ce travail par l'exposé des questions politiques et historiques brésiliennes engagées par le procès juridique qu'il a été convenu d'appeler « Operação Lava Lato ». Un parcours contextualisé de l'enquête et de ses implications dans le scénario de tensions brésiliennes est ainsi présenté au début du Chapitre 5. Nous avançons ensuite les impacts de la procédure inculpant Lula dans les institutions politiques, telles que le parti qu'il représente, et les institutions économiques qui intègrent dans le débat. Plus précisément, nous abordons l'élaboration d'un concept de crise économique, sociale et morale qui se forge progressivement dans les paroles polémiques.

Nous explorons ensuite les événements annexes à l'affaire Triplex, comme la destitution de l'ancienne présidente Dilma Rousseff et les élections présidentielles de 2018. Nous identifions qu'ils se placent finalement au cœur des disputes argumentatives autour du procès menant Lula en prison. Le Chapitre 6 propose ainsi une analyse du rôle des institutions démocratiques dans la production d'arguments à caractère polémique. En effet, nous partons du constat d'un lien étroit entre les mots du politique et le vocabulaire juridique, dégagé par notre analyse lexicométrique déjà mentionnée, pour souligner l'implication des pouvoirs législatif, exécutif, judiciaire dans la polémique publique.

Chapitre 5. L'affaire Triplex : configuration médiatique d'un scandale politico-judiciaire

Dès notre première partie, nous formulons l'hypothèse que l'affaire Triplex est plus qu'une affaire judiciaire, puisqu'elle devient le sujet d'une polémique publique. En effet, notre démarche atteste que différents acteurs du monde politique interviennent au cours des procédures juridiques jusqu'à ce que l'affaire Triplex devienne véritablement une pomme de discorde, invitant au positionnement des spectateurs de la querelle qui ne disposent pas d'un poste public. Ce chapitre prend alors pour objectif de dégager les enjeux sociétaux qui font partie de cette enquête, notamment en ce qui concerne le clivage politique entraîné par ce procès.

Cette explication débute par la présentation des antagonismes fondés par l'enquête Lava Jato. Nous nous intéressons particulièrement au traitement médiatique de l'action d'enquêteurs et policiers et au positionnement des acteurs juridiques dans la scène polémique. Ce travail continue par l'examen des termes relevant du champ lexical de la politique présents dans notre corpus et qui ont à voir avec la perception des faits inculpant Lula. Ces interprétations nous amènent à analyser, à partir de micro-extraits, les interventions des témoins du pouvoir politique et économique qui réagissent à la polémique. Enfin, notre examen aboutit à la compréhension de l'enjeu électoral présent dans les réactions aux étapes de l'enquête, qui devient un sujet majeur intensifiant le caractère politique de la condamnation de Lula par la construction de champs ennemis plus investis.

Cette analyse en quatre parties complémentaires consiste alors à tisser des liens entre le procès étudié et les enjeux politiques qui agitaient la démocratie brésilienne au moment où le jugement se déroule. Au-delà d'un objectif de contextualisation, l'idée sous-jacente à cette démarche est la démonstration que la représentation médiatique de l'emprisonnement de Lula dans la société brésilienne amène à la mobilisation de faits politiques qui dépassent le seul cadre de la procédure judiciaire. Ces éléments distincts, comme nous le montrons, sont introduits et entretenus par les dispositifs communicationnels.

5.1. L'opération Lava Jato : une enquête policière fondatrice d'antagonismes

Entamée par la perquisition d'une station-service proposant des services de lavage de voiture, l'opération Lava Jato (en français, « Lavage-Express ») s'inscrit dans un nouveau paradigme juridique. Déclenchée en 17 mars 2014 par la Police Fédérale et le Ministère Public Fédéral, cette enquête est marquée par l'utilisation d'outils législatifs inédits, ainsi que par l'intérêt médiatique qu'elle suscite. Les investigations commencent par l'examen d'opérations financières illégales, telles que des transactions commerciales dans l'achat de dollars et de réaux, dans lesquelles aurait trempé Alberto Youssef, un entrepreneur désigné comme *doleiro* en portugais brésilien. Cette première étape de l'enquête mène à la découverte de systèmes de corruption entre des acteurs politiques de divers partis et des entrepreneurs du secteur de travaux publics (BTP). L'opération a réussi alors à mettre au jour des plans de financements illégaux, particulièrement de campagnes électorales, via le blanchiment d'argent par de grandes entreprises et le versement de pots-de-vin à des personnalités politiques.

Ces recherches s'organisent à partir d'un groupe de procureurs, des juges d'instruction faisant partie du Ministère Public Fédéral, qui travaille de façon exclusive sur l'enquête. Cette équipe est surnommée « *força-tarefa* » (en français, groupe de travail, c.f. Glossaire). Bien que mars 2014 marque le début médiatique de l'enquête, l'origine véritable de l'enquête se situe en 2006, quand les premières écoutes téléphoniques à l'égard du député fédéral José Janene du

Parti Progressiste (PP)⁶⁶ ont été demandées par des procureurs et autorisées par Sérgio Moro, juge responsable de l'opération Lava Jato dans l'État du Paraná, où tout a commencé. D'autres écoutes et des levées de secrets bancaires ont suivi, jusqu'aux mandats de perquisition et à des arrestations rendus publics en 2014.

À ce sujet, il est important de souligner que cette enquête a été grandement facilitée par un projet de Loi appelé « *anticorrupção* » (anticorruption) ou encore *Lei da Empresa Limpa* (Loi de l'entreprise propre). Promulgué par Dilma Rousseff en avril 2013, le texte vise à engager la responsabilité d'entreprises nationales et étrangères qui cherchent à corrompre des administrations publiques. Parmi les nouveaux dispositifs implémentés par le texte, le suivant est à souligner : l'autorisation de la « *delação premiada* » (en français, délation récompensée). Ce dispositif est inspiré du droit nord-américain (*plea bargain*) et envisage une réduction de peine aux accusés qui fournissent des informations sur des infractions commises par un tiers.

Le juge Sérgio Moro, partisan des conceptions juridiques venues du Droit nord-américain⁶⁷, fait partie de ceux qui encouragent la création de cette législation. Il a par ailleurs contribué à la conception d'une initiative en 2003, datant donc du gouvernement Lula, appelée *Estratégia Nacional de Combate à Corrupção e à Lavagem de Dinheiro*⁶⁸ (en français, stratégie Nationale de Combat contre la Corruption et le blanchiment d'argent). Celle-ci visait la création de cours spécialisés à destination d'agents publics sur la prévention de faits de corruption et la promotion de l'indépendance du pouvoir judiciaire. Une autre source importante d'inspiration pour Moro est l'enquête « *Mani Pulite* », qui a révélé des plans de corruption politique dans les années 90. Elle a mené à des changements majeurs du système démocratique en Italie, comme la disparition de plusieurs partis (Kerche 2018; Conci 2018). Ce n'est pas donc un hasard si la démarche « lava jatiste » vise les liens corrompus entre les agents d'État et ceux du monde économique. Elle vient, en fait, d'une longue formation de Moro à ces questions, inspirées notamment de l'appareil juridique nord-américain et de l'expérience italienne.

En revanche, il existe des questionnements majeurs quant aux pratiques juridiques de l'opération Lava Jato. Des critiques spécialisées rendent compte, par exemple, de la fragilité de la délation récompensée en tant que preuve judiciaire étant donné qu'elle motive un accusé à témoigner en échange d'une réduction de peine promise. Comme cette dernière n'est pas toujours obtenue par le délateur, le résultat de ce mécanisme est parfois peu concluant et peut ainsi être un moyen illicite d'obtention de preuves selon les juristes Canotilho et Brandão (2017). Il faut également tenir compte du fait que l'accusé peut mentir ou fabriquer des preuves pour avoir en échange un meilleur accord. En se traitant de preuves, celles-ci ont été jugées justement insuffisantes par certains juristes qui ont suivi le procès condamnant Lula. Une des critiques récurrentes concerne le fait que l'une des preuves clés désignant Lula comme

⁶⁶ Cette procédure a été d'ailleurs jugée illégale puisqu'à l'époque le député disposait de l'immunité parlementaire. Il conviendrait de souligner aussi que ce même député a été la cible d'une enquête durant le Mensalão (scandale des mensualités, c.f. Glossaire).

⁶⁷ À la fin des années 2000, par exemple, ce juge a participé des réunions se déroulant à Brasília promues par l'Ambassade américaine pour introduire les postulats juridiques nord-américains dans le Droit brésilien.

⁶⁸ Les travaux de cette initiative ont notamment donné lieu au *Programa Nacional de Capacitação e Treinamento para o Combate à Corrupção e à Lavagem de Dinheiro* (en français, Programme National de Capacitation et d'Entraînement visant le Combat à la Corruption et au Blanchiment d'Argent). À titre d'information, le réseau ENCCLA existe encore aujourd'hui et ses initiatives peuvent être consultées sur ce lien : <http://enccla.camara.leg.br/> (consulté le 14/02/2022).

propriétaire du Triplex a été un reportage publié en 2010 dans le journal *O Globo*⁶⁹, une preuve fragile qui peut être remise en question selon certains analystes (Conci 2018).

Dans le cadre de notre démarche, nous nous intéressons tout particulièrement à la 24^e étape de cette investigation, dont la cible capitale a été justement l'ancien chef d'État Luiz Inácio Lula da Silva. Cette étape est déclenchée le 4 mars 2016, sous le nom « Aletheia », expression grecque qui se réfère à ce qui est n'est pas occulté, ce qui est vrai ou évident. La principale action entreprise a été la *condução coercitiva*, autrement dit : une obligation à témoigner dressée contre l'ancien président. Il a donc été amené et entendu dans une salle à l'Aéroport de Congonhas au sud de la ville São Paulo. Son appartement à São Bernardo do Campo a aussi été perquisitionné, et 52 autres personnes, des membres de la famille da Silva et des directeurs de grandes organisations, notamment de l'entreprise OAS, ont également été la cible de cette action.

Contrairement aux auteurs mentionnés qui examinent le contexte légal de l'action, nous nous intéressons à l'aspect info-communicationnel de cette affaire. À ce propos, Albuquerque (2021) nous apprend que « la mise en spectacle de la procédure judiciaire a été, non seulement un trait fréquent, mais un élément essentiel de l'accusation de l'opération Lava Jato » (p. 21, notre traduction). L'auteur rappelle d'ailleurs l'usage de l'histoire de cette opération à des fins médiatiques, dépassant le cadre de la presse traditionnelle, comme la publication d'un livre-reportage et la création d'une série *Netflix*⁷⁰. On ajouterait aussi qu'un film directement inspiré de l'opération a également vu le jour en 2017⁷¹, avant même la condamnation de Lula. Cette mise en récit sur divers canaux de communication, semblable à celle mise en œuvre par l'enquête italienne *Mani Pulite* d'ailleurs, contribue à la divulgation de détails sur l'investigation auprès d'un plus large public.

Ce bref historique nous permet donc d'avancer que cette enquête est le résultat d'un ensemble d'actions juridiques et pratiques de communication qui prennent place autour d'un ensemble discursif désigné *Operação Lava Jato*. À ce propos, il est intéressant d'emblée de noter que celui-ci n'était pas le seul nom choisi pour parler de l'enquête dans l'espace public. Dans notre corpus, nous discernons au moins deux autres désignations : « *petrolão* », issu d'une conjonction entre le substantif *petróleo* (pétrole) et le suffixe augmentatif *-ão*, et « *escândalo da Petrobras* », (en français, scandale de la Petrobras). Les deux font donc référence à la société pétrolière brésilienne, majoritairement publique, *Petróleo Brasileiro S.A.* ou plus simplement « *Petrobras* ».

Le terme *petrolão* est le plus utilisé, affichant 50 occurrences dans notre corpus de presse, 1838 dans notre corpus de *tweets*. Dans la presse, il est notamment associé aux articles

⁶⁹ À savoir, le reportage signé par Tatiana Farah dont le titre est le suivant : *Caso Bancoop : triplex do casal Lula esta atrasado*, disponible sur <https://oglobo.globo.com/politica/caso-bancoop-triplex-do-casal-lula-esta-atrasado-3041591>, consulté le 21/01/2022.

⁷⁰ Ce livre-reportage a été écrit par le journaliste de la Rede Globo Vladimir Netto sous le titre *Lava-Jato : O juiz Sérgio Moro e os bastidores da operação que abalou o Brasil* (Lava-Jato : Le juge Sérgio Moro et les coulisses de l'opération qui a secoué le Brésil, 2016, Primeira Pessoa). La série citée s'intitule *O mecanismo* (Le mécanisme, 2018, José Padilha, Elena Soárez), et compte deux saisons avec huit épisodes chacune disponibles sur la plateforme de *streaming* Netflix. Nous les évoquerons à nouveau dans le Chapitre 7.

⁷¹ Le film *Polícia Federal: A Lei É para Todos* a été réalisé par Marcelo Antunes et a été produit par Downtown Filmes. Les procureurs et les juges de *Lava-Jato* ont été invités à sa première. Ce titre a par ailleurs attiré 461.783 spectateurs durant de sa première semaine d'exhibition au cinéma.

d'opinion publiés sur *Folha de S. Paulo*, et les reportages de *Veja*, qu'ils soient ou pas dans la rubrique d'opinion. Ce terme est en réalité employé dans toutes les éditions de ce magazine présentes dans notre corpus, sauf une, celle du 31 janvier 2018. Prenons l'exemple⁷² d'un reportage publié quelques jours après le début de l'investigation contre Lula.

- (1) De nombreux péchés sont attribués à l'ancien président. Sur différents fronts, [Lula da Silva] est accusé ou soupçonné de corruption, de trafic d'influence, de blanchiment d'argent et de représentation frauduleuse. Ou, en traduisant le code pénal en bon portugais, il fait l'objet d'une enquête pour suspicion d'avoir bénéficié du *petrolão* [l'argent sale du pétrole], la plus grande escroquerie jamais mise à jour dans l'histoire du pays⁷³ (V7, 16/03/2016)

Datant de mars 2016, ce reportage dresse une série de possibles inculpations concernant Lula, alors que l'annonce officielle de l'accusation du Ministère Public n'aura lieu que sept mois après. Selon l'auteur du texte, l'ancien président peut être jugé pour les délits – présentés d'ailleurs comme des « *pecados* » (péchés) – de corruption, de blanchiment d'argent, de vol d'identité et représentation frauduleuse ou encore de trafic d'influence sans que les arguments ne soient basés sur des documents judiciaires concrets. En assumant un rôle de médiateur avisé entre le judiciaire et le lecteur, l'auteur du texte propose en effet un amalgame de plusieurs possibles actions judiciaires visant Lula autour du terme « *petrolão* ». Suivi d'une phrase explicative, « la plus grande escroquerie jamais dans l'histoire du pays », ce substantif renforcé par le suffixe augmentatif « -ão » axe l'intérêt de l'enquête autour de l'or noir pour donner le sentiment d'un sujet de graves répercussions méritant une inquiétude collective.

L'énonciateur laisse ainsi entendre qu'il a consulté les écrits judiciaires afin d'arriver à la conclusion suivante : les accusations relèvent des liens illicites inédits entre Lula et le financement des actions de Petrobras. À ce propos, une observation s'impose. Alors que l'on attribue à Lava Jato l'étiquette d'une opération anticorruption sans précédent, la plupart des condamnations dressées dans le cadre de cette enquête sont liées à des faits de blanchiment d'argent, et non pas à de la corruption active et passive, comme le rappelle Gaspard Estrada (2021) :

« *“Lava-Jato” se vendra comme la plus grande opération anticorruption du monde. Mais cela est faux puisque les montants en jeu dans l'opération “Banestado”, qui a précédé l'opération “Lava-Jato” des années 1990 à 2007, sont bien supérieurs, dans un rapport d'au moins 1 à 10 (ils atteindraient environ 134 milliards de dollars pour “Banestado”)* » (p. 23)

L'auteur rappelle également que l'opération *Banestado*, aussi dirigée par Sérgio Moro, donnera à ce juge la spécialité des affaires de blanchiment d'argent, et cette expertise lui sera importante pour la constitution des enquêtes de la Lava Jato. Cette opération lui apprendra également à entretenir des liens avec la presse, qui lui permettront de trouver le soutien public

⁷² Nous tenons à rappeler que les extraits mobilisés au cours de notre argumentaire ne sont pas arbitraires car ils sont sélectionnés à partir de l'analyse quantitative qui les a rendus saillants. Nous invitons d'ailleurs le lecteur à se rendre à l'Annexe 2 avec le code entre parenthèses pour trouver la référence complète de chaque article (date de publication, rubrique, titre du texte, page).

⁷³ VO : “São muitos os pecados atribuídos ao ex-presidente. Em diferentes frentes, ele [Lula da Silva] é acusado ou suspeito de corrupção, tráfico de influência, lavagem de dinheiro e falsidade ideológica. Ou, substituindo o Código Penal pelo bom português, é investigado sob a suspeita de se beneficiar do dinheiro sujo do petrolão, o maior esquema de corrupção já investigado na história do país”.

lors des processus d'investigation. De fait, nous observons au cours de l'opération Lava Jato une intention des membres du pouvoir juridique d'inclure dans son processus délibératif la présence de spectateurs par l'utilisation d'un vocabulaire plus provocateur rendu disponible à la presse.

Nous notons, en effet, un usage encore plus intensif de l'expression *petrolão* dès qu'elle est employée par Deltan Dallagnol, Procureur de la République et responsable de la *força-tarefa* lava-jatiste. Le 14 septembre 2016, Dallagnol présente l'accusation officielle formulée par le Ministère Public contre Lula da Silva, sa femme et six autres personnes. L'ancien président devient la principale cible de cette accusation, notamment lors d'une conférence de presse largement relayée par les médias traditionnels que nous analysons. La parole du procureur est par exemple relayée ainsi :

- (2) Le *petrolão*, selon Dallagnol, n'est qu'une partie de la corruption. Encore plus grand est le système qu'il a appelé propinocratie, le gouvernement régi par les pots-de-vin dont l'existence serait impossible sans la participation de l'ancien président Lula⁷⁴ (F98, 15/09/2016)

L'extrait ci-dessus de l'éditorial du journal présente quelques phrases retenues au cours de ce rendez-vous médiatique du 14 septembre 2016. Selon ce qui a été rapporté, cette présentation s'est concentrée presque exclusivement autour de l'accusation de la responsabilité de Luiz Inácio Lula da Silva dans les échanges de faveurs illicites concernant l'entreprise Petrobras. Ce qui attire notre attention est l'emploi de la part du procureur du terme *petrolão* pour désigner ces supposés actes de corruption. Nous ne pouvons pas conclure à la reprise calculée du terme *petrolão* par Dallagnol, mais nous soulignons que l'usage de ce terme se fait d'abord par les organes de presse, et ensuite à travers le discours juridique, ce qui suggère un alignement de ces hautes instances judiciaires sur les intérêts médiatiques.

Cet extrait nous permet aussi de dégager le comportement des médias traditionnels analysés qui ont tous, sans exception, reproduit la prise de parole du procureur, sans accorder la même place aux propositions de la défense. L'argument du procureur selon lequel le gouvernement a été dirigé selon les pots-de-vin dont l'existence serait impossible sans la participation de l'ex-président Lula, reproduit dans l'extrait étudié, apparaît en effet dans tous les organes de presse étudiés. Le seul média qui donne place à la contestation de l'utilisation de ce terme *petrolão* est le site UOL qui véhicule la position de l'avocat de Lula vis-à-vis de cette expression ("La dénonciation du MPF est un tour d'illusionnisme", dit l'avocat de Lula, U50, 14/09/2016).

Cette accusation est exposée donc sans grands questionnements. Un exemple se trouve dans le reportage J38 intitulé « MP dénonce Lula, Marisa et six autres personnes pour corruption et blanchiment d'argent ». Elle a occupé 9'31" de l'édition du temps de cette édition du JN, dont seulement environ 1'10" est consacrée aux arguments de la défense de Lula et des six autres accusés dans l'affaire. Pendant les 8'11" restantes, nous assistons à un reportage résumant l'accusation par des reprises commentées de longs extraits de la conférence de presse de Dallagnol. Ces commentaires sont donnés par les présentateurs de l'émission eux-mêmes, William Bonner et Renata Vasconcellos, qui cadrent les points soulevés en reprenant les prises de parole du procureur.

⁷⁴ VO : "O petrolão, segundo Dallagnol, é apenas uma parte da corrupção. Ainda maior é o sistema que ele chamou de propinocracia, o governo regido pelas propinas cuja existência seria impossível sem a participação do ex-presidente Lula".

De manière prédominante, la description de l'accusation proposée par la presse intègre les énoncés des acteurs de la Lava Jato. Cela se confirme par l'étude de l'expression « *escândalo da Petrobras* », car celle-ci est fixée d'abord par les acteurs juridiques. Même s'il est moins important parmi les synonymes de l'opération (seulement 8 apparitions dans la presse), cet ensemble discursif nous permet de constater le rôle du judiciaire dans le processus de nomination des faits inculpant Lula, comme l'attestent ces deux extraits :

- (3) (...) il y a eu une diffusion extraordinaire des accusations formulées par le MP [Ministère Public], associant Lula de manière centrale au scandale de Petrobras⁷⁵ (F3 05/03/2016)
- (4) Le magistrat [João Pedro Gebran Neto] a souligné que les pièces de l'enquête sur le scandale de Petrobras conduisent à la conclusion irréfutable que l'ancien président a agi comme garant d'un système de corruption monté dans l'entreprise d'État et portant sur un montant se chiffrant en milliard⁷⁶ (V35, 31/01/2018)

Nous notons que cette expression est principalement utilisée dans la presse écrite imprimée et en lien avec les discours tenus par le Ministère Public – dès la première étape de l'enquête visant Lula – de même que par l'un des juges responsables de la condamnation de Lula en appel. Dans l'exemple (3), le texte d'opinion souligne une implication directe de l'ancien président dans les activités de cette entreprise publique de pétrole. Nous sommes toujours dans le cadre de l'affaire Triplex, mais l'intérêt ici est moins donné à l'objet de la corruption, l'appartement Triplex, mais à sa supposée fin, nuire à la Petrobras. Ce lien entre Lula et la Petrobras est aussi le centre de l'extrait (4) tiré d'un reportage de Veja qui reproduit les arguments mis en avant par le magistrat João Pedro Gebran Neto pour condamner Lula et notamment l'argument d'une activité nuisible à l'entreprise publique de pétrole.

En annonçant la démarche analytique entreprise pour arriver à la conclusion de la culpabilité de Lula, ces locuteurs ajoutent davantage de singularité au procès en baptisant symboliquement l'affaire d'un nom propre. Il circonscrit l'affaire autour d'une pratique choquante, ciblant une richesse au cœur de l'intérêt collectif de la nation brésilienne. Dès lors, nous identifions que le processus de nomination (Veniard 2013) de cet événement juridique devient en soi un positionnement polémique. Ceux qui imposent discursivement l'appellation « *petrolão* » ou encore « *escândalo da Petrobras* » cherchent à resserrer l'enquête autour de la société pétrolière brésilienne publique, alors que la liste d'institutions impliquées dans l'affaire comporte des entreprises géantes privées du BTP comme Odebrecht, Andrade Gutierrez, Camargo Córrea et OAS. Cela indique une attribution du problème de la corruption à la gestion publique d'entreprise, qui implique par le fait directement celui qui était à la tête de l'État au moment des faits.

Le fait que ces expressions soient incorporées dans la couverture médiatique nous amène à nous interroger sur les liens qu'entretiennent le pouvoir juridique et le pouvoir médiatique. D'emblée, nous pouvons avancer que les deux partagent des intérêts mutuels, spécialement en ce qui concerne leur rôle en tant que dispositifs de contrôle de l'État. Ministère Public et

⁷⁵ VO : "(...) houve difusão extraordinária das acusações formuladas pelo MP, associando Lula de maneira central ao escândalo da Petrobras".

⁷⁶ VO : "O desembargador [João Pedro Gebran Neto] ressaltou que as peças da investigação do escândalo da Petrobras levam à conclusão irrefutável de que o ex-presidente atuou como garantidor do bilionário esquema de corrupção montado na estatal".

Presse partagent même le surnom de « quatrième pouvoir » au Brésil. La constitution en vigueur de 1988 stipule, en effet, que l'État dispose d'un pouvoir, dit judiciaire, mais également d'un pouvoir indépendant nommé Ministère Public, responsable du contrôle de légalité du fonctionnement des trois autres pouvoirs. Quant à la presse, on la désigne ainsi surtout par son rôle de surveillance, et par sa capacité à changer les comportements via la publication à un grand public de faits illicites.

La légitimité des agents de Justice est construite à partir d'une image de neutralité qu'ils renvoient auprès des citoyens. Néanmoins, notre étude de cas soutient que la neutralité de ces deux instances est impossible. Tout comme le système médiatique hégémonique décrite dans le Chapitre 2, la Justice brésilienne demeure loin d'être un organisme neutre. La structure judiciaire brésilienne dispose d'une organisation propice aux inégalités et au développement de liens entre la politique et le juridique. Cela est exprimé dans le fait que les plus hautes autorités du droit sont nommées directement par le Président de la République, avec la caution du Sénat Fédéral. C'est le cas, par exemple, des ministres du Suprême Tribunal Fédéral, dont le poste est d'ailleurs occupé à vie. La haute autorité du Ministère Public (*Procurador Geral da República*) est, quant à elle, choisie par une première élection entre pairs, très souvent négociées avec le pouvoir en place, vu qu'à la fin c'est aussi le président qui valide sa nomination.

Par ailleurs, l'accès aux postes de justice exige un niveau d'études qui n'est abordable qu'à une petite partie de la population, faisant du « juridique » une instance loin d'être représentative de l'ensemble des citoyens. À ce propos, Almeida (2010) attire l'attention sur le poids que le nom de famille peut avoir pour l'accès aux postes de justice les plus importants, bâtissant ainsi l'existence de vraies dynasties familiales. La recherche d'Oliveira et al. (2017) propose d'ailleurs un portrait des membres du corps juridique de l'opération Lava Jato, et est assez éclairante à ce propos. À partir de l'étude de la biographie, de la trajectoire et du réseau social de 24 principaux meneurs de l'enquête, ces auteurs montrent que leur cheminement professionnel, étudiant et familial, est bien similaire. Cela amène, selon les chercheurs, à un certain « *habitus* de classe », autrement dit un partage important d'idéologies et de valeurs politiques, qui porte préjudice à l'impartialité des processus judiciaires. L'enquête s'éloigne d'ailleurs de la neutralité, dans la mesure où il est observé un certain alignement avec des acteurs politiques plutôt conservateurs, comme le souligne Engelmann (2016). L'auteur ajoute encore que le comportement de certains acteurs de cette enquête les éloignait discursivement de la posture de neutralité associée à l'idée de *Rule of Law*⁷⁷.

Contrairement à ce qu'indiquent les études mentionnées, la couverture médiatique de l'affaire impose l'idée d'une certaine neutralité des pratiques juridiques. Plus particulièrement, le discours des organes de presse présents dans notre corpus se caractérise par la présence d'un *ethos* dit didactique, « constamment assertif et qui n'est pas attribué à une source particulière » (Maingueneau 2016). Par conséquent, le discours médiatique prend l'aspect de l'autorité du savoir et du détachement impersonnel de l'objectivité, tout en reproduisant dans une large mesure le discours juridique. En effet, dès les débuts de l'opération Lava Jato, des questionnements sur l'avancée des travaux d'investigations font défaut, notamment à la

⁷⁷ Ce concept est notamment figé dans les années 90 et reste lié au développement du capitalisme néolibéral. En effet, il consiste à désigner un système de lois cherchant à permettre un développement économique stable. Un des principaux piliers de ce système reste l'idée d'indépendance du pouvoir judiciaire qui fonctionnerait comme une garantie d'un comportement fiable des responsables du pouvoir exécutif et législatif.

première étape de l'enquête, lorsqu'une déposition importante de deux des principaux accusés, Albert Youssef et Paulo Roberto Costa, a été rendue publique. À cette occasion, des détails sur le fonctionnement d'une organisation corruptrice au sein de la Petrobras étaient au cœur de l'enquête. Les interrogés ont notamment cité le nom de plusieurs hommes et femmes politiques brésiliennes, notamment ceux de Dilma Rousseff et Aécio Neves, qui disputaient en octobre 2014 le deuxième tour des élections présidentielles.

Le juge Moro a diffusé le contenu de ces témoignages, méprisant des problématiques quant à la légalité de cet acte, et surtout, quant à son usage dans le contexte de campagne électorale. Coutinho et Oliveira (2015) montrent qu'à l'occasion JN donne voix à ceux qui soutiennent l'action du juge, notamment au Ministère Public et à l'Association des Juges Fédéraux du Brésil. Sérgio Moro, en revanche, n'a pas été invité à justifier son action :

« Des questions qui devraient être posées au juge sont restées sans réponse – parmi elles, pourquoi ces informations ne sont pas restées-elles secrètes ? Les témoignages, qui n'étaient pas encore confirmés et qui étaient encore sous enquête, n'auraient pas pu nuire à un certain candidat en plein milieu d'un deuxième tour électoral ? » (p. 160, notre traduction)

En ce qui concerne notre étude de cas, la diffusion du contenu des écoutes téléphoniques effectuées sur le téléphone de Lula est révélatrice de l'alliance entretenue entre Moro et la presse. Le 16 mars 2014, le magistrat décide de lever le secret de ces enregistrements, y compris sur un dialogue entre Lula et la présidente de la république, en affirmant que cette action favoriserait un « sain scrutin public » : « la démocratie dans une société libre exige que les gouvernés sachent ce que font les gouvernants, même quand ceux-ci cherchent à agir dans l'ombre⁷⁸ », écrivait-il dans son texte d'instruction.

Cette justification est reproduite intégralement dans deux reportages de G1 (G59 et G72) et partiellement dans une insertion dans le *Jornal Nacional* (J25). Cette position ancre le processus dans sa dimension politique dans la mesure où l'*ethos* de juge passe de celui qui appréhende les faits à l'intérieur de l'instance juridique, à celui qui produit les faits sous l'argument d'un intérêt public. En prétendant vouloir protéger les « gouvernés », Moro intègre la polémique en attaquant les « gouvernants » qui agiraient en cachette pour porter préjudice à la démocratie. Cette posture de « gardien de la démocratie » est renforcée le jour des manifestations visant Dilma Rousseff et Lula (13 mars 2016) où Moro publie une note d'opinion. Celle-ci est intégrée à un reportage d'*UOL* dont un extrait est reproduit ci-dessous.

- (5) Sans mentionner le gouvernement fédéral, Sérgio Moro, responsable de l'opération en première instance, a déclaré que les autorités élues et les partis devraient écouter la voix des rues et s'engager dans la lutte contre la corruption en coupant, sans exception, « dans leur propre viande », car il s'agit actuellement d'une initiative presque exclusive des instances de contrôle⁷⁹ (U17, 13/03/2016)

⁷⁸ VO : «A democracia em uma sociedade livre exige que os governados saibam o que fazem os governantes, mesmo quando estes buscam agir protegidos pelas sombras».

⁷⁹ VO : «Sem mencionar o governo federal, Sérgio Moro, responsável pela operação na primeira instância, afirmou em nota que as autoridades eleitas e os partidos devem ouvir a voz das ruas e se comprometer com o combate à corrupção, cortando, sem exceção, na própria carne, pois atualmente trata-se de iniciativa quase que exclusiva das instâncias de controle».

La décision de ne pas désigner une cible précise à ces propos est soulignée au début de ce passage où nous lisons « sans mentionner le gouvernement fédéral ». C'est une posture énonciative similaire à celle du passage antérieur où le substantif « gouvernants » remplace toute désignation nominale. Un *ethos* d'impartialité bâti qui se confronte en revanche à la réalité : cette prise de parole faite à propos d'un sujet politique, d'une manifestation de rue cherchant à écarter une présidente du pouvoir, dans lequel un juge de première instance serait dénué d'implication, revient à se positionner dans le champ polémique. Pour cela, Moro opère un double mouvement dans son discours. Un premier de prescription (« les autorités élues et les partis doivent écouter les voix de la rue et s'engager dans la lutte contre la corruption ») et un deuxième de défense du groupe qu'il représente (« actuellement, c'est une initiative [le combat contre la corruption] quasi exclusive des instances de contrôle »). Il met donc en valeur ces dites instances de contrôle, dont il est par ailleurs représentant, tout en appelant à une action forte des élus et des partis. Cette observation apporte l'idée d'inertie du pouvoir politique quant à l'appréciation du sujet de la corruption.

À propos de la forme, il est intéressant de noter que ce commentaire de Moro apparaît dans le reportage tel un extrait d'entretien, alors qu'il s'agit d'une note rédigée par le juge. Cette disposition est significative puisque le contenu de cette intervention ressort dans le texte de presse comme s'il était recueilli par le journaliste, alors qu'il s'agit de paroles calculées, envoyées à la presse une fois qu'elles sont écrites et réfléchies en amont. Dans ce contexte, la presse accorde à la parole du juge une place privilégiée puisque la confrontation directe au magistrat, par le biais d'interviews ou d'opinions de juristes contraires à ses actions par exemple, inexiste dans l'article mentionné et est rare au sein du journal *UOL*.

À ce titre, il conviendra de souligner que nous avons identifié dans notre corpus une seule interview du juge de première instance responsable de l'affaire. Celle-ci est publiée chez *Veja*, ce qui relève à notre sens d'un choix stratégique de Sérgio Moro. Il choisit en effet de donner un accès privilégié à un public déjà converti à son positionnement polémique, puisque les lecteurs de l'hebdomadaire sont déjà sensibilisés au point de vue favorable à l'opération Lava Jato, exprimé à maintes reprises par ce magazine du fait de son positionnement éditorial. Présenté sous le titre « le juge et l'énigme » (V18) ce texte commence par présenter le contexte de l'échange donné après une intervention de Moro auprès d'un public universitaire nord-américain de l'Université de Pennsylvanie. À la suite de cette intervention internationale, se déroulant avant la condamnation qu'il adresse contre Lula, il accorde un court entretien à *Veja*, que l'on reproduit ci-dessous.

- (6) Lava Jato a arrêté certains des plus grands entrepreneurs du pays et a atteint des dizaines de politiciens parmi les plus importants. Qu'est-ce qui manque encore ?

- Je n'en ai pas l'idée. Moi-même, je ne sais pas où la Lava Jato va arriver

Comment voyez-vous la critique selon laquelle Lava Jato a violé les droits des personnes interrogées ?

- Nous suivons le processus légal établi avec beaucoup de zèle. Nous suivons la Loi et les autres suivent la politique

Quels autres ?

- Cela relève de votre interprétation

Il y a quelques jours, l'ancien avocat général de l'Union a déclaré que le gouvernement actuel voulait étouffer Lava Jato. À l'instar de ce qui s'est passé lors de l'opération Mains Propres en Italie, voyez-vous une politique qui vise à limiter les enquêtes ?

- Je ne vois aucun mouvement du gouvernement actuel pour étouffer l'enquête.

Je vais répéter la question que vous entendez le plus dans la rue, Lula sera-t-il mis en prison ?

- Sans commentaires⁸⁰. (V18, 20/09/2016)

Cet extrait est intéressant à deux titres. D'abord, la posture énonciative du magazine, exprimée à travers les questions posées par le journaliste, est nettement polémique dans le sens d'inciter le juge à désigner des adversaires précis. La première demande dresse un bilan positif de la Lava Jato, en mettant en avant le caractère punitif de l'enquête, avant de poser l'interrogation sur les prochaines étapes de l'opération. Ensuite, le journaliste introduit l'argument de ses opposants en demandant l'opinion du juge à propos des accusations d'infraction vis-à-vis des droits des accusés qu'il subit. Par suite d'une réponse assez évasive donnée par le juge, que nous analyserons ci-après, nous observons une obstination de l'interviewer, qui pousse Moro à désigner nominalement la cible de ses critiques : « quels autres ? ». Enfin, la question « Je vais répéter la question que vous entendez le plus dans la rue, Lula sera-t-il mis en prison ? » est posée, élevant l'inculpation de Lula à une importance majeure dans le cadre d'autres procès de l'opération Lava Jato. Dans ce même mouvement, l'association de cette question à ce que l'on entend « dans la rue » suggère un intérêt public important face à cette affaire.

Les réponses de Moro nous éclairent sur sa posture argumentative qui se dessine autour de la neutralité et de l'humilité. À la question sur les prochaines étapes de l'opération qu'il dirige, il répond : « Je n'en ai pas l'idée. Moi-même, je ne sais pas où la Lava Jato va arriver ». Évitant de prescrire les prochaines actions de l'enquête, le juge semble vouloir créer l'image de la procédure qui respecte les rites de la Justice, dans un mouvement discursif cherchant également à réduire sa responsabilité dans l'avancement des procès. Moro reste aussi à l'écart de provocations du journaliste, en se limitant à répondre « Sans commentaires » à la question sur l'éventuelle mise en prison de l'ancien président, ou alors « cela relève de votre interprétation » à la demande de précisions sur le destinataire d'une critique qu'il fait au monde politique.

Moro porte une attention particulière à développer la thèse de séparation entre le politique et le judiciaire, résumée dans la phrase : « Nous suivons la Loi et les autres suivent la politique ». Il esquisse ici un mouvement d'opposition, un « nous » contre « eux » qui sous-entend une catégorie qui respecte les règles de la République et une autre qui serait guidée par ses

⁸⁰ VO : «Lava Jato já prendeu alguns dos maiores empresários do país e alcançou dezenas de políticos dos mais importantes. O que ainda falta? | Não tenho ideia. Nem eu sei aonde a Lava Jato vai chegar. | Como o senhor enxerga a crítica de que a Lava Jato tem atropelado direitos dos investigados? | Somos muito zelosos com o devido processo legal. A gente segue a lei e outros seguem a política | Quais outros ? | Ai fica para sua interpretação. | Dias atrás, o ex-advogado-geral da União disse que o atual governo quer abafar a Lava Jato. A exemplo do que ocorreu na Operação Mãos Limpas, na Itália, o senhor vê a política operando para limitar as investigações? | Não vejo nenhum movimento do atual governo no sentido de abafar as investigações. | Vou repetir a pergunta que o senhor mais ouve na rua o ex-presidente Lula será preso? | Sem comentários».

ambitions d'occuper le pouvoir. Ce dernier aspect du discours de Moro vient construire une opposition entre les rites juridiques, qui respecteraient un certain usage précis et encadré, et ceux de la politique, voués à une dimension subjective.

Ces commentaires sont intéressants car ils contribuent à l'établissement de deux comportements du dirigeant de Lava Jato : une complète neutralité vis-à-vis de cette opération d'une part, menant presque à une absence de responsabilisation du juge par rapport aux actions de l'enquête ; et, d'autre part, un effort pour se comporter en tant que juge neutre, à l'écart de toute pratique politique, qu'il estime moralement éloignée de la pratique juridique. Moro fonde donc l'autorité de sa position par la construction d'un *ethos* digne de confiance, tout en éloignant de sa responsabilité personnelle le destin de l'opération par l'usage du « nous » au lieu du « je ». Le juge occupe ainsi un positionnement polémique dans le champ conflictuel et cela sans nécessairement avoir recours au *pathos*. Au contraire, son but argumentatif consiste à mobiliser le *logos* pour rendre en apparence logique son opinion déguisée en prise de parole impartiale.

Cela renvoie à la question de « l'effacement énonciatif » (Amossy 2010, p. 183-208), autrement dit à la pratique de dissimulation de l'identité locuteur à laquelle se prête la rédaction journalistique, qui efface volontairement toute marque de subjectivité de ses textes. Par cette opération rédactionnelle, les paroles entendues paraissent tel un rapport « neutre », alors que « le journaliste d'information assume la responsabilité d'un dire qui, tout en prétendant rester objectif et neutre, joue nécessairement un rôle social en infléchissant des représentations du réel » (*ibid.*, p. 203). Dans le cas de Lava Jato, ce « rôle social » est de renforcer l'argument d'impartialité de l'opération dans la mesure où les étapes de l'opération sont peu remises en question. Dans notre corpus, en effet, peu de critiques aux *modus operandi* de la 24^{ème} phase de l'opération voient le jour. L'une des seules exceptions concerne les accusations des procureurs de la république contre Lula, où *Veja* a reconnu un excès.

- (7) À propos de ce qui ne fait aucun doute : oui, la présentation a été un excès inattendu de force. A lui tout seul le procureur Deltan Dallagnol a cité le nom de Lula 121 fois, couplée à des termes superlatifs comme commandant, commandant maximum, commandant du plan, pièce centrale, général, chef de parti, chef d'orchestre (...) Les procureurs ont estimé que la capture de Lula était plus importante que la préservation de la crédibilité de Lava Jato⁸¹ (V17, 22/09/2016).

En commentant l'accusation présentée par le Ministère Public en septembre 2016 contre Lula, l'article de *Veja* souligne que « la présentation a été un excès inattendu de contusions » et rappelle que le procureur Dallagnol « a cité le nom de Lula 121 fois ». Cela amène à un positionnement inédit de l'hebdomadaire dans notre corpus qui a considéré par l'usage du mot « capture », qui se réfère à un lexique de la chasse plutôt que du monde juridique, que l'exposition de l'équipe enquêtrice était trop véhémente.

Si la position de contestation vis-à-vis des procureurs – même si isolée – existe, les critiques envers Sérgio Moro n'ont pas de place au sein de *Veja*. Le magazine va jusqu'à mener une

⁸¹ VO : “ Sobre o que não se tem dúvida: sim, a apresentação foi um inesperado excesso de contundência. Só o procurador Deltan Dallagnol citou o nome de Lula 121 vezes, acoplado a termos superlativos como comandante, comandante máximo, comandante do esquema, peça central, general, líder partidário, maestro e vértice (...) os procuradores consideraram mais importante a captura de Lula do que a preservação da credibilidade da Lava Jato”.

enquête visant à légitimer les actions du magistrat en analysant en détail les causes de la condamnation de Lula. Celle-ci se présente ainsi : « Notre rapport exclusif montre que, au contraire de ce que Lula avance, son inculpation résulte des mêmes critères adoptés par le juge depuis le début de Lava Jato⁸² ». En réalité, ce magazine défend la crédibilité de ce juge par l'argument que ses actions les plus discutables relèvent en réalité d'un comportement réglementaire relevant d'un style importé des États-Unis.

- (8) Le juge Sérgio Moro a fait preuve d'un style Sérgio Moro en matière d'interrogatoire lors de l'audience de cinq heures avec l'ancien président Lula. Il a gardé un ton de voix cordial la plupart du temps, a utilisé une pointe d'ironie à d'autres moments et, surtout, il a exercé le rôle que, dans le milieu juridique, on appelle souvent juge procureur, celui qui tend à être actif dans les procès et les interrogatoires, et qui, dans certains cas, au stade de l'enquête, dirige l'obtention des preuves. Cette position est devenue claire avec l'utilisation de la stratégie consistant à revenir à plusieurs reprises sur des points spécifiques du témoignage et à aller au-delà de la question centrale de l'action du Triplex à Guarujá pour essayer d'identifier les contradictions possibles du petiste. Il s'agit d'un comportement peu traditionnel dans la magistrature brésilienne et fréquent dans la justice américaine, école que Sérgio Moro utilise habituellement comme inspiration⁸³. (V21,17/05/2017)

Cet article raconte l'interrogatoire de cinq heures subi par Lula da Silva le 10 mai 2017 à Curitiba. Le narrateur affirme dans son texte que les pratiques de Moro l'approchent d'une posture de « juge procureur ». Au lieu de contester cette position, Veja la normalise en ajoutant à la fin du passage que ce comportement est le résultat de la formation du magistrat auprès d'écoles étasuniennes. Tout en admettant qu'il a participé activement à l'obtention de preuves, ce qui n'est pas son rôle, la position tenue par le rédacteur de l'article consiste à admettre une certaine excentricité quant à la pratique du juge pour la justifier par des éléments du parcours personnel du magistrat.

Les extraits examinés dans cette sous-partie attestent dès lors de la participation des acteurs juridiques dans l'espace public polémique. Tout en dissimulant leur engagement, ils ont introduit certains aspects à retenir dans l'enquête, notamment l'implication de l'entreprise de pétrole Petrobras par l'usage des expressions *petrolão* et *escândalo da Petrobras*. De plus, ces interventions ont aidé à diffuser l'idée de neutralité de l'investigation. Celle-ci est assumée par les médias qui décrivent, par exemple, le comportement de Moro comme atypique, mais sans susciter des questionnements quant à ses pratiques. Nous verrons que l'enjeu du champ

⁸² VO : "Levantamento exclusivo mostra que, ao contrário do que acusa Lula, a sentença contra ele obedeceu aos mesmos critérios que o juiz tem adotado desde o início na Lava Jato" (V28, 19/07/2017)

⁸³ VO : "O juiz Sérgio Moro deu fardas mostras do estilo Sérgio Moro de interrogar na audiência de cinco horas com o ex-presidente Lula. Manteve o tom cordial da voz na maior parte do tempo, usou pitadas de ironia em outros momentos e, sobretudo, exercitou o papel que no meio jurídico se costuma chamar de juiz promotor aquele que tende a ser ativo nos processos e interrogatórios, e que, em alguns casos, na etapa de investigação, chega a orientar a obtenção de provas. Essa postura ficou clara com o uso da estratégia de voltar repetidamente a pontos específicos do depoimento e ir além da questão central da ação o triplex do Guarujá para tentar identificar possíveis contradições do petista. Trata-se de um comportamento pouco tradicional no Judiciário brasileiro e frequente na Justiça americana, escola que Sérgio Moro habitualmente usa como inspiração".

polémique opposé est justement de déconstruire la thèse d'impartialité de Lava Jato, notamment en ce qui concerne ses actions auprès du principal acteur politique impliqué, Lula.

5.2. De l'accusation des tribunaux aux positionnements politiques

Nous traitons désormais de l'incorporation de faits politiques dans la discussion juridique, constat dégagé dans la lexicométrie présentée antérieurement. Pour cela, nous passons en revue certains des termes présents dans l'analyse quantitative pour cerner les points les plus importants de cette discussion. D'emblée, nous soulignons que le traitement, davantage concentré sur les aspects politiques, de l'accusation faite à Lula, aurait pu s'expliquer par le caractère public du personnage qui fait face à la justice : un ancien président de la République. Les mots *presidente* (président) ou encore *ex-presidente* (ex-président) sont en effet utilisés pour définir Lula. Les observations de données donnent compte en revanche que la dimension politique du procès ne concerne pas seulement l'ancien poste présidentiel de Lula. Des termes tels que *candidato* (candidat) sont également mis en valeur pour le décrire, relevant un autre type d'ancrage descriptif, plus axé sur le possible futur du politicien. Dans ce même groupe de mots, les termes *deputado* (député) et *senado* (sénat) sont des indicateurs de la présidence de différents élus dans les textes.

Pour mieux cerner le contexte de ces apparitions, nous continuons cette étude à partir de l'examen attentif des expressions *política* (politique) et *político* (politicien) qui sont prédominantes dans l'ensemble de segments de textes qui configurent la classe 1 de la Classification Hiérarchique descendante (Annexe 4.1) présentée dans le chapitre précédent. En opérant une analyse détaillée des textes comportant ces deux notions, nous pouvons dégager l'existence de deux positions sensiblement antagonistes en ce qui concerne l'usage du mot *política*. Ce substantif, utilisé littéralement pour qualifier toute activité d'organisation de l'État et de ses institutions, change de sens, et commence à fonctionner comme un catalyseur du débat. Ceux qui défendent l'innocence de l'ex-président Lula, par exemple, utilisent ce mot comme un adjectif afin d'associer à la procédure judiciaire une idée de partialité, comme en témoignent ces extraits tirés de différentes étapes du procès :

- (9) Le président national du PT, Rui Falcão, a diffusé une vidéo sur Facebook dans laquelle il a pointé l'opération de la police fédérale dans la maison de l'ancien président Luiz Inácio Lula da Silva comme politique et caractérisant un spectacle médiatique⁸⁴ (G5, 04/03/2016)
- (10) Toujours selon le communiqué [publié sur le site de l'ancien président], la plainte a un caractère éminemment politique et est le résultat d'une série d'actes arbitraires et de violations de droits. Le texte dit encore que l'on est face à un processus de cartes truquées dans le but clair d'exclure Lula de la vie politique⁸⁵ (U60, 20/09/2016)
- (11) Les avocats de Lula, lors d'une conférence de presse, ont déclaré que les questions posées par Sérgio Moro étaient des persécutions politiques et

⁸⁴ VO : "O presidente nacional do PT, Rui Falcão, divulgou vídeo no Facebook no qual classificou a operação da polícia federal na casa do ex-presidente Luiz Inácio Lula da Silva de política e espetáculo midiático"

⁸⁵ VO : "Ainda de acordo com o comunicado [publicado no site do ex-presidente] a denúncia tem caráter eminentemente político sendo o resultado de uma série de arbitrariedades e violações de direitos. O texto ainda diz que se está diante de um processo de cartas marcadas com o claro objetivo de excluir Lula da vida política".

illégitimes. Pour la défense, les questions ont abordé des thèmes qui dépassent l'action principale, comme la maison de campagne d'Atibaia e le mensalão⁸⁶ (G107, 10/05/2017)

Dans l'exemple (9), le président des Partis des Travailleurs (PT), Rui Falcão, reproche à la *condução coercitiva*, première étape du procès, d'être une action politique conçue à des fins de spectacle médiatique. En la décrivant ainsi, le locuteur souligne que la notion d'impartialité du procès n'est pas respectée et que l'action est conçue comme une mise en scène théâtrale visant à plaire à un public. L'attaque contre les activités du judiciaire se poursuit dans l'exemple suivant où le journal *UOL* publie les extraits d'un document diffusé sur le site internet de l'ancien président. Le texte (10) accuse les procureurs de la République en 2016 d'agir selon des intérêts politiques en négligeant les procédures habituelles de la Justice.

À ce moment de la polémique publique, la thèse d'une trame conçue par la justice de Curitiba pour écarter Lula de la vie politique se profile, comme formule le communiqué : « l'on est face à un processus de cartes truquées dans le but clair d'exclure Lula de la vie politique ». Cet argument s'intensifie au fil du procès jusqu'à l'établissement du terme « persécution politique ». Ce mot-clé est d'abord utilisé par les avocats de Lula en (11) qui réagissent aux questions posées par le juge Sérgio Moro pendant un témoignage officiel lors du procès en mai 2017. Pour soutenir sa thèse, la défense s'appuie sur une faute légale de Moro dans la réalisation des questions qui mobilise des thèmes externes au contenu principal de l'action, ce qui rendrait la procédure partielle, puisqu'elle s'éloigne de l'objectif principal.

Dans la mesure où l'usage du terme progresse, l'adjectif *política* devient de plus en plus attribué à l'image de Lula. En réalité, nous observons le mouvement argumentatif suivant : avant *la procédure est politique*, dans un sens plus large, puis elle évolue délibérément pour cibler Lula *en tant qu'homme politique*. Les arguments de soutien à Lula se transforment de la dénonciation de procédures jugées injustes jusqu'à la désignation du procès comme un moyen de persécution pour l'exclusion de Lula de la vie publique. Face à ces attaques, l'Opposant, notamment composé de membres du pouvoir judiciaire, réagit dans la presse à partir d'une reprise orientée du terme *política*, comme dans cet extrait déjà travaillé auparavant.

(12) Comment voyez-vous la critique selon laquelle Lava Jato a violé les droits des personnes interrogées ?

- Nous suivons le processus légal établi avec beaucoup de zèle. Nous suivons la Loi et les autres suivent la politique⁸⁷ (V18, 20/09/2016)

(13) Le rapporteur du TRF-4 [Gebran Neto] a déclaré que l'attribution d'une connotation politique à l'affaire était erronée et a déclaré que le juge ne faisait pas partie de la procédure et ne prenait pas position d'antagoniste à l'égard de n'importe quel accusé⁸⁸. (G136, 24/01/2018)

⁸⁶ VO : "Os advogados de Lula, em entrevista coletiva, afirmaram que as perguntas feitas por Sérgio Moro foram perseguição política e ilegítimas. Para a defesa, as questões abordaram temas de fora da ação, como o sítio de Atibaia SP e o mensalão"

⁸⁷ VO : " Como o senhor [Sérgio Moro] enxerga a crítica de que a Lava Jato tem atropelado direitos dos investigados? | Somos muito zelosos com o devido processo legal. A gente segue a lei e outros seguem a política".

⁸⁸ VO : "O relator do TRF-4 [Gebran Neto] afirmou que é equivocada a atribuição de uma conotação política ao processo e disse que o juiz não é parte do processo, nem toma posição de antagonista em relação a qualquer réu".

Dans ces exemples (12) et (13) on pourrait souligner l'intervention des acteurs juridiques dans le scénario polémique : le juge de première instance, Sérgio Moro, et le magistrat de deuxième instance, Gebran Neto, participent au débat médiatique en défendant la procédure judiciaire contre les attaques du camp luliste. En indiquant qu'un certain « zèle avec la procédure légale » est respecté, Moro vise à attacher à la Justice une idée de régularité, contraire à celle avancée par ses opposants. Gebran Neto, lui, affirme que « le juge se positionne au-dessus du procès et qu'il ne voit aucun accusé dans une perspective antagoniste », travaillant la thèse d'indépendant de la Justice qui contribue à sa neutralité. Même sans citer directement le procès contre Lula, nous constatons que les deux représentants du pouvoir judiciaire cherchent à se protéger de toute accusation de partialité ou de motivation politique, en défendant non pas l'ensemble de l'institution juridique, mais la position du magistrat qui décide de la condamnation ou de l'acquittement de l'accusé.

Même si ce jeu d'attaque défense caractérise les usages du système judiciaire, nous identifions que l'objet des critiques et défenses dépasse largement le contenu des accusations. Il ressort que les modalités de la procédure judiciaire sont elles-mêmes au cœur de la polémique publique. On débat désormais sur la possible utilisation du droit en tant qu'outil politique. Quand cet enjeu arrive sur la place médiatique, principalement à la fin du procès, deux camps opposés se développent avec l'intervention d'autres acteurs de la vie politique. Il s'établit dans l'espace polémique une dynamique de pôles antagonistes incarnée par Lula d'un côté et le pouvoir judiciaire de l'autre, comme en témoignent ces deux réactions :

- (14) “Il est regrettable que nous ayons une telle sentence. Cela souligne de plus en plus le rôle que joue Lava Jato vis-à-vis de l'ancien président Lula, qui est de le criminaliser pour l'empêcher de faire partie du processus politique du pays”. La présidente du PT [Gleisi Hoffmann] a également déclaré qu'elle avait parlé à Lula par téléphone et qu'il était calme car il sait qu'il n'a aucun compte à rendre à la Justice⁸⁹ (F136, 12/07/2018)
- (15) Pré-candidat du PDT à la présidence, l'ancien ministre Ciro Gomes a plaidé pour l'acquittement de l'ancien président, mais a refusé de signer le manifeste dont la devise est " L'élection sans Lula est une fraude". Dans un réseau social, il a rejeté la thèse que Lula fait l'objet d'une persécution qui compte sur la participation de la justice : “L'imaginer [le pouvoir judiciaire] faire partie intégrante d'une conspiration politique, c'est une offense à l'intelligence moyenne du pays”⁹⁰ (V36, 31/01/2018)

Ces exemples témoignent de l'introduction par la presse d'autres occupants de la scène politique à la discussion à propos du caractère politique du litige. La présidente du Parti des Travailleurs, Gleisi Hoffmann, réagit en (14) à la condamnation en première instance de Lula

⁸⁹ VO : “É lamentável que tenhamos uma sentença como essa. Isso deixa cada vez mais evidenciado o papel que a Lava Jato tem, em relação ao ex-presidente Lula, que é de criminalizá-lo para impedir que ele faça parte do processo político do país”. A presidente do PT [Gleisi Hoffmann] disse ainda que conversou com Lula por telefone e que ele está tranquilo porque sabe que não deve nada”.

⁹⁰ VO : “Pré-candidato do PDT à Presidência, o ex-ministro Ciro Gomes defendeu a absolvição do ex-presidente, mas se recusou a assinar o manifesto cujo lema é “Eleição sem Lula é fraude”. Numa rede social, rechaçou a cantilena de que Lula é alvo de uma perseguição que conta com a participação da Justiça: “Imaginá-lo (o Poder Judiciário) parte orgânica de uma conspiração política ofende a inteligência média do país”.

en travaillant l'idée selon laquelle la motivation de la justice est uniquement de l'écarter de la vie politique. En ajoutant que l'ancien président est tranquille puisqu'il « ne doit rien » à la Justice, information qu'elle tient d'un entretien téléphonique avec lui, elle façonne une proximité implicite du locuteur avec Lula afin de rentre sa position plus légitime au regard d'un Tiers.

L'extrait suivant (15) offre un exemple d'argumentaire de protection vis-à-vis de la procédure judiciaire. L'ancien ministre de gauche Ciro Gomes (PDT), qui était à l'occasion pré-candidat aux élections présidentielles de 2018, soutient l'innocence de Lula et défend son absolution, tout en réfutant la thèse d'une persécution politique : « L'imaginer [le pouvoir judiciaire] faire partie intégrante d'une conspiration politique, c'est une offense à l'intelligence moyenne du pays ». Nous recensons également dans notre corpus une position similaire présentée dans le discours réalisé à l'ONU par Michel Temer, alors qu'il présidait le Brésil à la place de Dilma Rousseff. Le 20 septembre 2016, Temer énonce à la tribune de cet organisme international : « nous avons un pouvoir judiciaire indépendant et un Ministère Public efficient » (U60, 20/09/2016).

Ces réactions visent à protéger la cible de l'attaque du camp luliste, à savoir la procédure judiciaire en soi. Cela dit, ces discours ne nient pas pour autant l'innocence de Lula, notamment en ce qui concerne la position de Ciro Gomes. Il se positionne en revanche en tant qu'éclaireur qui dénonce une irrationalité autour de l'idée de « conspiration politique » allant de pair avec une « attaque » contre les partisans de cet argument (« c'est une offense à l'intelligence moyenne du pays »). Ce mouvement de flatterie de l'auditoire, en l'alertant d'un risque, s'aligne sur sa disposition à disputer le terrain de leader de la gauche à Lula. Dans ce même sens, la position de Temer vise à protéger le Brésil d'un regard international négatif, afin de se forger une posture de garant des institutions brésiliennes, dont il venait d'assumer la responsabilité, pour pouvoir ainsi défendre un bon bilan gouvernemental.

Les critiques et les éloges concernant les actions de l'opération policière inculpant Lula apparaissent aussi sur Twitter sous une envergure politique. Sur ce réseau, cela se manifeste dans une moindre mesure, puisque la Figure 11 ci-dessous fait apparaître que les discussions polémiques réagissaient directement au contenu des accusations, sans être concernées par les prévisions et connexions avec d'autres instances politiques. Cependant, nous dégageons une chaîne de réactions qui conduit à une dynamique semblable à celle observée dans les exemples antérieurs, comme l'illustrent ces *tweets* :

Figure 11 : Discussion sur la thèse de persécution politique sur Twitter



Se présentant dans leur profil comme, respectivement, ancien pasteur évangélique (A), actuellement pasteur évangélique (B) et supporteur d'une équipe de football brésilienne (C), ces utilisateurs, éloignés d'un post public au sein des institutions République, offrent un aperçu du regard du Tier qui observe le début des opérations visant Lula. Le premier (A) se désigne le propriétaire d'une information pas encore saisie par ses interlocuteurs, « [ils] n'ont pas encore compris le piège politique tendu à Lula », tout en soutenant la thèse d'une procédure visant à éviter la candidature de Lula aux élections présidentielles, « Voleur ou pas, on enquête sur Lula pour l'empêcher de se présenter une nouvelle fois et gagner ». Nous notons que cette participante du débat ne s'engage pas dans une posture de défense de l'innocence de Lula, car, pour elle, il importe peu le caractère moral de cet ancien président. L'enjeu plus grand serait de juger Lula comme apte ou pas à participer du jeu politique.

Le *tweet* suivant (B) propose une posture également révélatrice, voire dénonciatrice, de ce qui serait « caché » au regard du reste de la population : « la thèse de persécution politique soutenue par Lula n'a pas de sens. Surtout parce que c'est son parti qui est au pouvoir ». Il vise principalement à montrer une incohérence dans le discours de défense de Lula, avançant qu'il se réfugie dans l'idée de persécution politique, alors que Dilma Rousseff, appartenant à son parti, était encore au pouvoir au moment de la publication. Un argument similaire à celui du post (C) qui formule son énoncé par une interrogation : « ceux qui trouvent que Lula est victime d'une persécution doivent repenser leur position politique, parce qu'il faut qu'elle

existe. Une persécution non pas seulement contre Lula, mais envers tous ceux qui ont été cités dans Lava Jato ». Autrement dit, cet auteur cherche à délégitimer l'argument de persécution politique en signalant que l'opération Lava Jato ne s'adresse pas exclusivement à Lula. Cela revient à déclarer qu'elle suit la même procédure vis-à-vis de tous les personnages politiques impliqués.

Pour détruire l'argument du camp luliste, on cherche donc à déconstruire la thèse de la singularité de sa présente parmi les enquêtés de Lava Jato. De plus, ces contenus de Twitter permettent d'identifier des traits de la rhétorique polémique en ligne. On retient qu'ils instaurent une inégalité dans leur relation à l'autre, en se plaçant dans une optique de supériorité par rapport à celui qui est en contradiction avec son raisonnement. Cet outil langagier, équivalent à celui employé par Ciro Gomes dans l'extrait (15) d'ailleurs, permet en même temps de déconstruire la thèse adverse, en la présentant comme fallacieuse, et exposer une certaine qualité intellectuelle de son propos. En se protégeant derrière cette promotion du *logos*, on se met à l'abri préalable de l'accusation d'agir avec la passion. Cela configure un des traits constitutifs de la polémique dans cet espace médiatique, qui n'est pas finalement structurée seulement autour des passions ou de la violence verbale. Utiliser la logique comme arme argumentative pour tenter de séduire un auditoire méconnu, tout en cachant la cible de ses propos, consiste *in fine* à cacher la polémique de son énoncé pour le rendre plus fiable – mouvement similaire à celui emprunté par les membres du judiciaire (c.f. 5.1).

Ces commentaires nous mènent aussi à conclure que les arguments soutenus par un camp ou un autre du débat polémique ne se déploient pas sans sanctions des Tiers. Twitter, en réalité, offre un public « spectateur » du débat transcrit dans la presse qui produit des reprises commentées des arguments circulant sur la polémique. Ces arguments clés ressemblent à ceux mis en avant par les organes de presse, notamment écrite, mais adoptent une posture différente de celle du journaliste, qui tente de s'éloigner des faits rapportés. En effet, celui qui « twitte » cherche à corriger les faits, adoptant une posture de vérificateur des informations, tout en invitant celui à qui il s'adresse à « ouvrir les yeux » sur une réalité évidente. C'est-à-dire que sur Twitter l'individu s'investit d'une autorité – conférée par lui-même – pour s'introduire dans le débat et signaler son accord ou son désaccord, en souhaitant se faire reconnaître par son point de vue.

Presse et Twitter partagent néanmoins une caractéristique commune. Nous constatons que dans les énoncés présentés jusqu'à maintenant, l'objet des accusations n'est pas discuté, mais plutôt la forme par laquelle ces dénonciations sont présentées par le pouvoir judiciaire. Nous observons, en effet, que le procès transforme la querelle judiciaire en une dispute d'*ethos* entre les membres du pouvoir judiciaire et l'ancien président comme en témoigne ce passage tiré de réactions du monde politique répertoriées sous la forme de brefs extraits⁹¹ par G1 suite aux condamnations en appel de Lula :

- (16) Ronaldo Caiado DEM-GO, sénateur et chef du parti au Sénat : "L'ancien président Lula l'a mérité. Après tous les crimes qu'il a commis, la corruption installée dans la machine publique. Il a volé tous les États du pays, a trompé

⁹¹G1 produit souvent ce type d'article journalistique consistant à exposer différentes opinions les unes à la suite des autres, espacées graphiquement par un espace vide. Ces opinions sont présentées en quelques phrases, parfois une seule. Toutes les personnes participant à ce type d'article disposent ou ont disposé de postes publics.

14 millions de Brésiliens qui sont aujourd'hui au chômage. [...] Lula paie aujourd'hui pour cela".⁹² (G139, 24/01/2018)

Dans l'exemple (16), le sénateur Rodrigo Caiado attribue à Lula beaucoup plus que la faute du crime pour lequel il est jugé. Il l'accuse d'avoir contribué aux hauts taux de chômage dans le pays par l'appropriation abusive d'importantes sommes d'argent circulant dans les caisses de toutes les entreprises d'État brésiliennes. Une polémique sous forme d'attaque *ad hominem* affleure à la surface du débat quand le sénateur ne commente pas seulement le cœur de l'accusation et son déroulement pour attribuer à l'ancien gouvernant la responsabilité de la situation brésilienne de 2018, huit ans après la fin de ses mandats présidentiels.

Ce dépassement de la critique de l'enjeu juridique sert à attribuer une faute supplémentaire à Lula qui justifie davantage son châtiment. Nous notons alors qu'il s'agit, d'une part, d'accabler l'ancien président quant à son comportement d'ancien occupant du Palais du Planalto pour l'associer à un voleur, et de l'autre de protéger l'image de Lula en présentant l'argument d'un litige judiciaire motivé à des fins politiques. L'enjeu encore une fois n'est nullement de discourir sur le procès inculquant le citoyen Lula, mais sur l'homme politique Lula.

Cela apparaît aussi de l'autre côté de la chaîne polémique soutenant Lula. Nous constatons en effet le faible emploi de l'adjectif *inocente* (innocent) pour décrire da Silva. Dans la presse, ce terme est utilisé par les avocats de la défense et par l'ex-président lui-même, mais rarement par ses partisans. La seule activité liée à ce mot dans notre corpus se trouve dans le passage ci-dessous présentant le témoignage de différents hommes et femmes politiques à la suite de la condamnation en première instance :

- (17) « Lula est innocent. Et le peuple brésilien saura démocratiquement le sauver en 2018. Nous résisterons » Dilma Rousseff, ancienne présidente de la République [...]. Lula est innocent et j'espère que cette décision sera annulée par la deuxième instance. José Pimentel, sénateur (FR-CE) [...]. Lula est innocent et je lui fais confiance! José Guimarães, député (CE), chef du PT à la Chambre des Députés⁹³ (G120, 12/07/2017)

Ces représentants du parti de Travailleurs, deux sénateurs et l'ancienne présidente de la République, défendent tous Lula par la phrase « Lula est innocent ». En revanche, seul un, Guimarães, justifie sa foi en l'ancien président : « Lula est innocent et je lui fais confiance ». Rousseff exprime plutôt son espoir quant à la capacité du peuple brésilien de promouvoir le retour de Lula à la scène politique : « le peuple brésilien saura démocratiquement le sauver en 2018 ». Pimentel affirme sa conviction en la justice : « j'espère que cette décision sera annulée en deuxième instance ».

Cela dit, l'argument principal de la défense de Lula semble être moins la réfutation du crime qu'il aurait commis, que la mise en valeur de son héritage politique. Nous pouvons expliquer cela par deux facteurs : d'abord, une stratégie discursive visant à situer le procès dans une

⁹² VO : "Ronaldo Caiado DEM-GO, senador e líder do partido no Senado: "O ex-presidente Lula fez por merecer. Depois de todos os crimes que ele praticou, a corrupção instalada na máquina pública. Roubou e assaltou todas as estatais do país, enganou 14 milhões de brasileiros que estão hoje desempregados. (...) Lula está hoje pagando por isso".

⁹³ VO : " Lula é inocente. E o povo brasileiro saberá democraticamente resgatá-lo em 2018. Nós iremos resistir. Dilma Rousseff, ex-presidente da República [...] | Lula é inocente e eu espero que essa decisão seja anulada pela segunda instância. José Pimentel, senador (PT-CE) | Lula é inocente e nele eu confio! José Guimarães, deputado (CE), líder do PT na Câmara".

perspective strictement politique (ce qui revient à laisser de côté la discussion autour des actions pour lesquelles Lula est accusé), ensuite le rapport entretenu par des médias sélectionnés dans notre étude avec l'événement qui sous-notifie ce type d'argument.

Nous identifions en réalité que la sélection opérée par ces organes de presse n'accorde pas une place privilégiée à ceux qui défendent la non-culpabilité de da Silva. Ces arguments autour de l'innocence ne sont pas présents, par exemple, auprès d'analystes de différentes perspectives ni auprès des citoyens engagés dans sa défense. Une des seules exceptions apparaît dans un reportage de FDSP qui dessine le profil (dépréciatif, comme nous le verrons dans la Partie V) des personnes qui se déplacent à Curitiba pour soutenir la déposition de Lula face à Sérgio Moro.

- (18) "Quando Lula était président, oh, il pouvait même faire de mauvaises choses, mais il a beaucoup aidé les pauvres", explique Priscilla [Brito], l'une des femmes les plus coquettes du bus, qui a mis de l'ombre à paupières bleue pour le voyage." Disons-le : aucun homme politique n'est innocent, tout le monde a fait des bêtises. Cependant Lula nous a apporté plus de bienfaits et Michel Temer nous les enlève. Je n'ai pas eu faim sous [le gouvernement] Lula"⁹⁴. (F112, 11/05/2017)

L'extrait présente l'opinion d'une femme qui, bien que défenseure de Lula, ne clame pas son innocence. Elle valorise plutôt l'héritage de Lula en tant que président de la République, notamment en opposition à celui de Michel Temer au pouvoir au moment du reportage. Par conséquent, cette citoyenne se désengage du jugement quant aux crimes pour lesquels Lula est accusé pour placer son argumentation autour de l'homme politique. Elle soutient qu'il a été responsable de l'amélioration de sa vie, contrairement au président Temer qui la déprécie. Les actions menées par l'ancien président en sa faveur justifient alors son soutien affiché, et non pas la compréhension d'un procès juridique injuste. Ce constat nous permet d'introduire le sujet de notre prochaine sous-partie, qui rendra compte des actes effectués dans la gestion du PT et comment ils sont rappelés dans le contexte polémique.

Avant d'entamer cette prochaine étape, résumons les analyses menées jusqu'ici. D'abord, nous avons montré que, en plus des juges et des individus jugés, l'espace polémique multimédiatique est habité par les discours des acteurs disposant ou non d'un poste public, de manière à se positionner en opposition ou en faveur du procès juridique. Sur la presse, la place des élus est donc hautement valorisée. Nous avons en outre compris comment l'adjectif *política* est utilisé pour qualifier le procès contre Lula de hautement partial et d'instrument politique, faisant de ce terme un cristallisateur d'antagonismes.

La moindre importance du débat autour de l'innocence de Lula ressort ainsi. À notre sens, cet aspect est la clé de la compréhension des divers processus que nous examinons puisque, défendre ou attaquer Lula, dans le Brésil contemporain dépasse l'altercation à propos des accusations judiciaires envers lui. Bien au contraire, il ressort que le débat autour du procès revient à juger des actions de l'ancien président en tant qu'homme politique, et non pas comme citoyen accusé par les tribunaux. Nous continuons à suivre cette piste analytique en

⁹⁴ VO : "Quando Lula era presidente, ó, podia até fazer coisas erradas, mas ajudou muito os pobres", afirma Priscila [Brito], uma das mulheres mais vaidosas do ônibus, que caprichou na sombra azul para a viagem. "Vamos pôr assim: nenhum político é inocente, todo mundo aprontou. Mas Lula deu mais benefícios e Michel Temer está tirando. Não passei fome no Lula".

dégageant l'utilisation de la notion de crise, présente dans notre corpus, qui nous aide à comprendre la situation dans laquelle se trouvait Lula.

5.3. Les contours d'une crise politique et économique

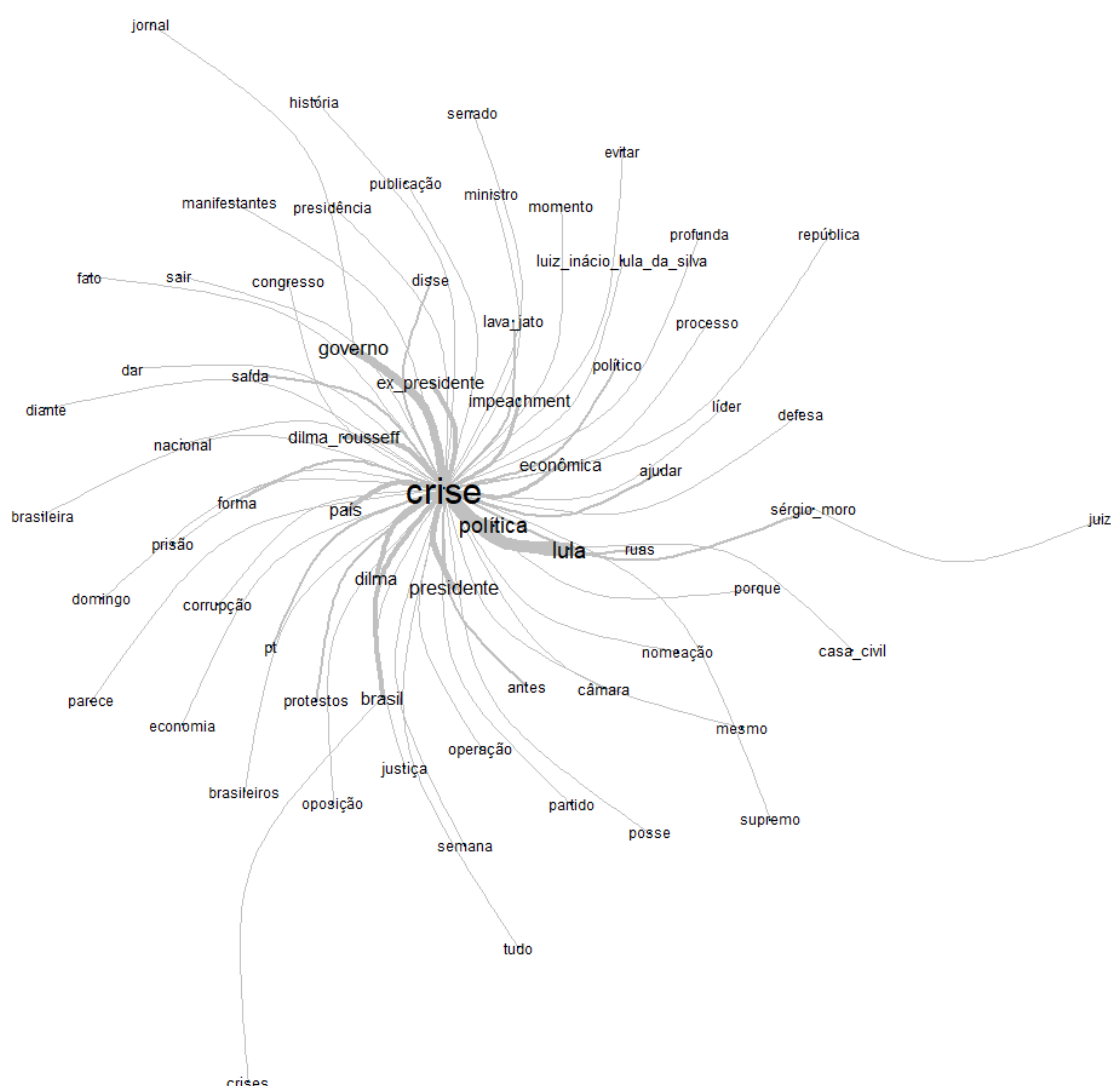
Notre analyse quantitative a rendu compte de la mise en relief des termes habituels de la couverture médiatique politique, comme nous l'avons mentionné précédemment, mais également des expressions plus symboliques des argumentaires qui ont pris corps dans la polémique publique. Dans ce sens, la présence du terme « *crise* » dans la classe 1 de la CHD (Annexe 4.1) est assez instructive. L'usage important de ce mot dans l'ensemble de notre corpus (142 occurrences dans la presse) témoigne du fait que la procédure inculquant Lula résonne telle une déchirure dans l'état brésilien.

D'après Edgar Morin (1976), le terme « *crise* » désignait auparavant l'idée d'évolution d'un processus incertain. Morin indique que cette sémantique a évolué dans le sens d'une situation d'indécision remplie d'incertitudes. Selon le sociologue, le mot passe par une généralisation importante au XX^e siècle, et évolue dans son usage pour désigner des problèmes très larges concernant l'humanité, la culture, la civilisation, le droit, etc. La principale conséquence de ce déplacement, dit l'auteur, est la perte de contour définitoire du mot *crise* qui « sert désormais à nommer l'innommable » (p. 149). Si le secteur de l'économie s'appuie sur des données pour quantifier une crise, telle que les taux de chômage, de production ou encore de consommation, définir une crise concernant d'autres secteurs de la vie sociale, comme la politique, devient alors une affaire de positionnement discursif.

Selon cette perspective, dans le domaine social, la crise existe *quand on la dénomme ainsi*. C'est-à-dire que la crise n'existe pas seulement quand un système commence véritablement à s'écrouler, mais également quand les acteurs faisant partie de ce système soutiennent les failles d'un mécanisme et qu'ils annoncent la survenue d'une rupture. Pour donner un exemple, l'autorisation du mariage entre deux personnes du même sexe peut être perçue comme un progrès du système démocratique, ou alors comme une crise morale, en fonction du positionnement que l'individu prend face au sujet. De ce fait, caractériser un processus comme relevant d'une *crise* devient symptomatique d'une orientation le plus souvent dépréciative face à un sujet de débat public.

Dans la mesure où la crise devient un terme dévalorisant, il convient d'étudier comment il devient un moteur de construction de positionnements antagonistes. Pour cela, nous avons mis en œuvre un autre outil d'IRaMuTeQ intitulé « analyse de similitudes » qui offre graphiquement le paysage des termes les plus liés quantitativement à un autre. Par des calculs de similitudes statistiques, le logiciel arrive à ce résultat présenté graphiquement dans la Figure 12 ci-après.

Figure 12 : Graphe de similitude du terme *crise* dans le corpus de presse



En interprétant ce résultat quantitatif, nous pouvons affirmer que, dans le contenu journalistique examiné, la procédure inculpant Lula est de fait associée à un dérèglement dans l'organisation de la cité menant à des incertitudes quant au fonctionnement de la démocratie (*política*), mais également à la circulation de capital (*economia*). On identifie donc que un enjeu polémique résidant dans l'attribution de la crise aux actions de Lula, plutôt que dans les tentatives de comprendre celle-ci, ou de déterminer si elle existe vraiment. La responsabilité d'une prétendue crise politique et économique est attribuée aux gouvernants du Parti des Travailleurs, spécialement à Lula. En effet, les détracteurs de Lula le désignent comme un agent provocateur de cette perturbation, ainsi que le lien important entre les termes crise et Lula dans la Figure 12 le suggère.

L'entourage du mot *crise* présente par ailleurs des termes tels que *presidente*, *Dilma Rousseff* et *governo* qui suggèrent une association faite entre la procédure législative de destitution

contre la présidente Dilma Rousseff et l'action judiciaire contre Lula. Ce calcul permet plus précisément de dégager que la notion de crise se déploie spécialement au début du processus contre Lula, en particulier en mars 2016, du fait des manifestations de rue, pour et contre les actions de la justice visant Lula, et la nomination de Lula à la fonction de premier ministre qui a aussi déclenché des rassemblements.

La description dans la presse des protestations du dimanche 13 mars 2016 offre une première image de la crise. Organisées en même temps autour de la demande d'impeachment de Dilma Rousseff et le soutien à la *condução coercitiva* visant Lula, exécutée quelques jours auparavant, ces interventions dans l'espace urbain sont dépeintes comme un symptôme d'une crise politique. Cela est l'argument principal du journaliste Josias de Souza qui signe un article d'opinion, en voici un extrait :

- (19) Trois ingrédients explosifs étaient sur la table : la dégradation morale, la paralysie politique et l'asphyxie économique. Il manquait à la recette une dose de peuple. Il ne manque plus rien. Le nouveau grondement émis par l'asphalte donne à la mégacrise l'apparence d'un phénomène terminal⁹⁵ (U17, 13/03/2016)

Ce passage est présenté au long de la couverture en direct faite sur *UOL*, sous le titre « Protestations au Brésil », consistant à ajouter à la minute des réactions ou des activités relatives aux mobilisations du 13 mars 2016. Selon le texte, ces actes de rue résultaient de trois causes : « la dégradation morale, la paralysie politique et l'asphyxie économique » conduisant à une « mégacrise » qui se présente comme un phénomène terminal. L'ajout de ce préfixe superlatif au mot crise, ainsi que ces ensembles discursifs, évoquent l'idée d'une surcharge incontrôlable des problèmes qui exigerait des solutions urgentes. La notion de « paralysie politique » se montre particulièrement intéressante car elle renvoie à un commentaire de Morin sur la notion de crise : « Ce qui est remarquable, c'est que le déferlement des désordres est associé à la paralysie et la rigidification de ce qui constituait la souplesse organisationnelle du système, ses dispositifs de réponse, de stratégie, de régulation » (pp. 156-157).

Dès que le système de fonctionnement politique est remis en question et apparaît comme un frein au dépassement de la situation incertaine, une transformation dans les processus politiques est justifiée. C'est dans ce sens que sénateur d'opposition au PT, Cássio Cunha Lima (PSDB), à la suite de perquisitions visant Lula, opine : « il est nécessaire que la société, les partis politiques et les gouverneurs puissent trouver une sortie rapide à cette crise profonde et très grave » (J10, 04/03/2016). Ce commentaire soutient qu'il existe un état tellement déplorable du fonctionnement démocratique, accéléré par la perquisition contre Lula, que cela exige des mesures visant un dépassement expéditif.

Ce point de vue est exprimé aussi dans la prise de parole d'un citoyen participant aux manifestations de rue s'opposant au PT, Rosano Garbin, présenté dans le reportage comme un fonctionnaire public soutenant la sortie du pouvoir de Dilma Rousseff. Le texte du reportage G30 (13/03/2016) présente sa solution pour la crise « Pour lui, la sortie de la crise politique est que Temer assume la présidence, puisqu'il donne "plus de crédibilité" au secteur privé et

⁹⁵ VO : "Estavam sobre a mesa três ingredientes explosivos: a degradação moral, a paralisia política e a asfixia econômica. Faltava à mistura uma dose de povo. Não falta mais. O novo ronco emitido pelo asfalto dà à megacrise a aparência de um fenômeno terminal".

au congrès⁹⁶». Ce locuteur soutient que Dilma n'inspire plus la confiance, en soulignant que son mauvais comportement porterait atteinte à sa crédibilité auprès des pouvoirs économiques et politiques, sans parler de la population.

Ces textes exemplifient la notion d'une solution rapide à cette crise qui passerait simplement par la substitution de l'occupant du Palais du Planalto (c. f. Glossaire). Le champ polémique d'attaque à l'encontre de Dilma Rousseff utilise alors l'argument de la paralysie pour étayer l'idée d'une mesure radicale de rupture du processus démocratique : sa destitution. Ces extraits font d'ailleurs écho à ce que d'autres études sur la presse à l'époque de l'*impeachment* ont déjà identifié, l'idée selon laquelle le gouvernement de Dilma Rousseff aurait amené le Brésil à un chaos qui justifierait sa sortie du pouvoir (Rizzotto, Prudencio et Sampaio 2017; Prudencio, Rizzotto et Sampaio 2018).

La perception par le Parti des Travailleurs des manifestations du 13 mars 2016 à São Paulo sur l'Avenue Paulista va dans le sens inverse : l'enjeu est de réduire la responsabilité du parti dans ce tableau d'incertitudes. Pour appuyer ce point, on profite d'un épisode de harcèlement produit à l'égard de deux politiciens du PSDB (c. f. Glossaire) historiquement opposé au Parti des Travailleurs. Geraldo Alckmin et Aécio Neves ont été empêchés de participer à la protestation par des coups de sifflets et de cris de mots d'ordre. Cet incident est évalué par le PT comme le symptôme d'une « rage généralisée contre tous les partis » :

- (20) Dans l'évaluation du PT, le harcèlement du gouverneur Geraldo Alckmin et du sénateur Aécio Neves na Paulista montre que la situation politique dans le pays est encore plus préoccupante, avec une colère généralisée à l'égard de tous les partis⁹⁷. (F39, 14/03/2016)

Cet épisode de manifestations dépeint donc selon le PT un mécontentement de la population du pays vis-à-vis de l'ensemble de représentants politiques, et pas seulement contre le parti au pouvoir. L'argument vise ainsi à préserver Rousseff, alors au pouvoir, mais surtout le parti qu'elle représente. C'est sur ce point que la question de sa destitution de la cheffe d'État s'intègre à la polémique publique autour de l'affaire Triplex. Nous observons en effet en mars 2016 un entremêlement entre les actions menées par Dilma Rousseff et l'image de Lula.

Ce phénomène est d'abord une affaire *d'ethos*, qui commence dans la campagne présidentielle de 2010, quand Dilma Rousseff se sert du bilan des gouvernements lulistes comme propulseur de sa candidature (Gandin et Panke 2015). De plus, pendant les années de pouvoir de Dilma, Lula donnait son opinion sur diverses questions de la vie nationale et conseillait le gouvernement, comme le rappelle Castro (2016). En 2016, au moment où la possibilité de sa destitution commence à se profiler, le bilan dressé contre une crise de l'administration Rousseff sert aux détracteurs de Lula à augmenter sa culpabilité aux yeux des spectateurs de la polémique publique, comme en attestent ces exemples :

⁹⁶ VO : “ Para ele, a saída para a crise política é Temer assumir a Presidência, pois passa "mais credibilidade" ao setor privado e ao Congresso”.

⁹⁷ VO : “Na avaliação do PT, a hostilização ao governador Geraldo Alckmin e ao senador Aécio Neves na Paulista mostra que a situação política no país é ainda mais preocupante, com uma raiva generalizada em relação a todos os partidos”.

- (21) Des mots d'ordre contre le gouvernement de la présidente Dilma, l'ancien président Lula et la corruption ont été entendus dimanche 13 dans tout le Brésil ⁹⁸. (J15, 14/03/2016)
- (22) Ricardo Almeida, coordinateur du MBL, a souligné que pour la cinquième fois des manifestants viennent dans les rues pour demander le départ de Dilma Rousseff de la présidence. « Nous avons introduit dans les protestations une série de propositions telles que la réduction des ministères et la création de CPI spécifiques. Il n'y a jamais eu de dialogue, car chaque jour la popularité de Dilma diminue et la crise s'aggrave », affirme-t-il. (...) Almeida soutient encore que l'emprisonnement de Lula. « C'est une demande de notre mouvement aussi. L'aura que Lula possédait s'est évanouie »⁹⁹. (G52, 13/03/2016)

Figure 13 : pancarte en soutien à la destitution de Dilma et à l'incarcération de Lula (G30, 13/03/2016)



L'extrait (21) nous sert à exemplifier comment les questions de la destitution de Rousseff et l'image de Lula sont liées. En décrivant les manifestations du 13 mars, le *Jornal Nacional*

⁹⁸ VO : "Palavras de ordem contra o governo da Presidente Dilma, o ex-presidente Lula e a corrupção foram ouvidas, no domingo 13, no Brasil inteiro".

⁹⁹ VO : "Ricardo Almeida, coordenador do MBL, destacou que pela quinta vez manifestantes vêm às ruas pedir a saída de Dilma Rousseff da presidência. "Trouxemos nos protestos uma série de pautas proposição, como redução dos ministérios e criação específicas de CPI's. Nunca houve diálogo, porque a cada dia a popularidade de Dilma se reduz e a crise se agrava", afirma (...) Almeida ainda defende a prisão de Lula. "É um pedido do nosso movimento também. A aura que Lula tinha se desfaz", acredita".

énonce : « des mots d'ordre contre le gouvernement de la Présidente Dilma, l'ex-président Lula et la corruption ont été entendus ». Cela atteste, d'une part, de la présence de contestations contre l'ancien président, et d'autre part, de la prédominance du thème de la corruption dans la description de ces rassemblements par la presse (nous y reviendrons).

Dans l'exemple (22), nous observons la position du mouvement « Brésil Libre », l'un des organisateurs à l'origine de cette manifestation que nous détaillons ultérieurement. Si elle est articulée d'abord autour du soutien à la demande de destitution de Dilma Rousseff, la situation de Lula participe des revendications : « Almeida défend encore l'emprisonnement de Lula. "C'est une demande de notre mouvement aussi. L'aura que Lula possédait s'est évanouie" ». Un aspect de cet énoncé retient notre attention : l'organisateur soutient déjà une incarcération, alors même que les investigations viennent juste de commencer, un châtiment, justifié à partir de l'argument de la perte d'une forme de halo de Lula ; la dénonciation de son innocence immaculée reviendrait presque à soutenir la fin d'une divinité.

La bannière dans la Figure 13 vient confirmer ces considérations. Elle présente en gros caractères le texte suivant « Dehors Dilma, Dehors PT et Dehors Lula Triplex », un enchaînement de demandes axées autour du mot « dehors ». Ce terme demandant couramment l'expulsion de quelqu'un occupant une position d'importance, cela signifie que Lula occupe toujours une place centrale au sein de l'Exécutif. Elle nécessite d'être réduite tout comme celle de Dilma et du PT. Pour renforcer cet argument, le terme Triplex est employé indiquant donc que la raison de cette demande est bel et bien l'investigation entamée neuf jours plus tôt.

L'énoncé va plus loin. La phrase au-dessous « Le Brésil appartient aux Brésiliens et non pas aux voleurs » insuffle l'idée du caractère immoral de ces représentants petistes, en plus de suggérer que le PT nuit à une identité nationale (nous y reviendrons). On souligne dans cette pancarte enfin les indices élevés des maladies tropicales, en avançant que la faute de ces problèmes de santé publique reviendrait à la gestion du Parti des Travailleurs. Cela s'opère à partir d'un néologisme regroupant le prénom de Rousseff à celui d'une des maladies citées : « Avec le PT toutes les maladies sont venues : zika virus, chikungunya et même la syphilis est de retour », « À qui la faute ? *Dilmazika* ».

En conséquence, l'argument défendant l'existence d'une crise sert à la dégradation des actions du gouvernement en place, mais également de l'ensemble des années du PT au pouvoir. La probité de Lula et la responsabilité de son parti dans l'état dégradé du pays sont en cause. Ces revendications concernent également des questions structurelles telles que la santé publique et la réduction de la machine de l'état, par le biais de la réduction de ministères, et l'enquête contre des acteurs publics via une CPI, commission parlementaire d'enquête, comme nous le lisons dans la déclaration de Ricardo Almeida en (22) : « Nous avons apporté à ces protestations une série de sujets, comme la réduction des ministères et la création de CPIs spécifiques ».

Un point curieux est que la notion de *crise* intègre également l'arsenal argumentatif de protection à Lula, quand il souhaite accéder au poste de ministre par la suite de sa *condução coercitiva*. En effet, le camp de soutien de Lula construit l'idée de l'existence d'une crise pour justifier de l'intérêt de la nomination de Lula au gouvernement de Dilma Rousseff en mars 2016, comme lors de ce commentaire du député du PT Afonso Florence publié en ligne sur G1.

- (23) Afonso Florence (PT-BA) : « Le président Lula va à la Casa Civil pour aider à sortir de la crise. Il est venu au bon moment, le Brésil en a besoin. L'engagement du président Lula pour assumer la Casa Civil se limite spécifiquement à la contribution qu'il pourra apporter au Brésil pour aider le pays à sortir de la crise politique et de la crise économique. (...) Sans aucun doute, c'est une bonne nouvelle pour le peuple brésilien »¹⁰⁰ (G78, 16/03/2016)

Florence pointe vers la présence d'une crise susceptible d'être résolue par Lula pour asseoir l'idée du besoin de son retour au pouvoir. La responsabilité de cette situation dégradée n'est pas, cependant, associée aux gouvernements du PT. Autrement dit, ce constat ne sert nullement à faire un *mea culpa*, mais plutôt à dépeindre Lula comme solution aux maux qui accablaient le pays, comme exprimé par ce député : « c'est une bonne nouvelle pour le peuple brésilien ». Dans cet argument se trouve sous-entendu le constat d'un gouvernement de Rousseff en difficulté, qui nécessiterait l'aide de Lula. L'attribution à Lula d'une idée de réussite gouvernementale montre encore une fois que l'enjeu de cette polémique ne se restreint pas à la défense de l'innocence d'Inácio da Silva. Il s'agit d'accrocher à son image celle d'un « sauveur », en soulignant sa capacité de gestion face à une situation difficile.

En revanche, cet argument se heurte à une sérieuse accusation du camp adverse. Cette action étant engagée une dizaine de jours après le premier acte de Lava Jato contre l'ex-président, des suspicions sur la réelle motivation de cette prise de poste ont vu le jour. On soutient que la décision visait une protection juridique de Lula qui, en tant que ministre, ne pouvait pas être la cible de la justice de première et deuxième instance, retardant ainsi le déroulement de son procès. C'est la position notamment du député d'opposition Avelino :

- (24) Aderney Avelino (DEM-AM), chef du DEM à la Chambre des députés : « (...) La présidente Dilma renonce à son mandat de présidente et le remet à Lula parce que la Casa Civil est le ministère le plus important du gouvernement. La présidente a commis un détournement abusif car elle commet un acte illicite uniquement pour le protéger [Lula da Silva], en plus d'une infraction à la loi. D'après ce que j'ai entendu, les changements font partie de la nouvelle matrice économique du PT qui utilisera les réserves pour faire bouger l'économie¹⁰¹ » (G78, 16/03/2016)

Occupant le champ polémique opposé, le député Avelino du parti de droite DEM explique que la venue de Lula au gouvernement fait partie d'une stratégie partidaria pour garantir la pérennité du PT au pouvoir. Pour lui, Rousseff a signé la fin de son mandat avec ce geste, en adoptant une attitude immorale et illégale. En essayant d'augmenter la gravité de cet événement auprès des spectateurs, il estime en plus qu'il s'agit d'un stratagème visant à utiliser les réserves d'État pour relancer l'économie.

¹⁰⁰ VO : "Afonso Florence (PT-BA) : "O presidente Lula vai para a Casa Civil para ajudar na saída da crise. Ele veio na hora certa que o Brasil precisa. O compromisso do presidente Lula ao assumir a Casa Civil se restringe especificamente à contribuição que ele poderá dar ao Brasil para ajudar o país a sair da crise política e da crise econômica. (...) Sem dúvida, é uma boa notícia para o povo brasileiro".

¹⁰¹ VO : "Aderney Avelino (DEM-AM), líder do DEM na Câmara : "(...) A presidente Dilma renuncia o seu mandato de presidente e o entrega ao Lula porque a Casa Civil é o ministério mais importante do governo. A presidente comete desvio de finalidade porque está se utilizando de um ato ilícito apenas para blindá-lo, além de fraude à lei. Pelo que tenho ouvido, as mudanças fazem parte da nova matriz econômica do PT para usar as reservas para movimentar a economia".

Face à ces exemples, il est clair que la question de la destitution de Dilma Rousseff fonctionne dans la polémique de manière à renforcer les arguments contre et en faveur de Lula. Il convient toutefois de noter que, même après la décision du parlement et du Sénat de mettre un terme au mandat présidentiel de Dilma Rousseff — et donc de chasser le Parti des Travailleurs du pouvoir — le terme *crise* continue à se présenter comme un facteur pour justifier le résultat de l'enquête contre Lula, comme dans l'exemple suivant de juillet 2017 :

- (25) João Doria, maire de São Paulo (PSDB) : « Justice a été rendue. Après avoir amené le Brésil à la plus grande crise de l'histoire et laissé 14 millions de chômeurs, Lula, le plus grand gonflé du Brésil, a été condamné à 9 ans et six mois de prison pour corruption passive et blanchiment d'argent. Félicitations au juge Sérgio Moro, félicitations au peuple brésilien, félicitations au Brésil »¹⁰² (G120, 12/07/2017)

L'ancien maire de São Paulo appartenant au PSDB vise ici à corroborer l'idée d'une véritable implication de Lula dans les maux qui affligent le pays. Il transforme Lula en bouc émissaire de la crise, tout en dépréciant son *ethos* de gestionnaire et sa morale politique. Pour lui l'état néfaste du pays serait le résultat non seulement de sa gestion en tant que président, mais encore de son caractère non fiable. Par cette diatribe, le locuteur vise à revisiter les années de pouvoir de Lula (2003-2010) en les décrivant comme le moteur de la privation vécue par les Brésiliens en 2017. En suivant les traits de la rhétorique polémique proposés par Garand (1998) nous obtenons que : João Doria (*le sujet*) attribue ainsi à Lula (*l'opposant et origine*) « la plus grande crise de l'Histoire » exprimée à partir des taux élevés de chômage (*Tort*) qui toucherait les Brésiliens (*victimes*), dommage qui est arrêté par l'intervention du judiciaire (*réparation*).

On remarquera que le Tort ici n'est nullement représenté par les crimes que l'ancien président aurait commis, mais plutôt par une réunion de facteurs d'ordre économique qui sont externes au problème judiciaire. Nous vérifions que la diffusion de l'idée du rôle néfaste de Lula joué dans la crise, précisément sur le point économique, se poursuit jusqu'à la fin de son procès. Dans les pages *Veja* du 11 avril 2018, suite à l'incarcération de l'ancien président, on lisait dans deux articles différents ces passages :

- (26) Dans l'ensemble, après le tourbillon qui divise le pays, bruyamment fissuré, il est possible que bientôt la condamnation de Lula soit perçue comme un moment délicat, triste, mais nécessaire. Les crises renforcent¹⁰³. (V57, 11/04/2018)
- (27) La sortie de scène de l'ex-président Luiz Inácio Lula da Silva réduit les incertitudes et les risques d'un tournant populiste dans la conduite de l'économie par le prochain gouvernement¹⁰⁴. (V55, 11/04/2018)

¹⁰² VO : "João Doria, prefeito de São Paulo (PSDB): "A Justiça foi feita. Depois de ter levado o Brasil à maior crise da história e deixar 14 milhões de desempregados, o Lula, maior cara de pau do Brasil, foi condenado a 9 anos e seis meses de cadeia por corrupção passiva e lavagem de dinheiro. Parabéns ao Juiz Sérgio Moro, parabéns ao povo brasileiro, parabéns ao Brasil".

¹⁰³ VO : "Tudo somado, passado o turbilhão que divide o país, ruidosamente rachado, é possível que em breve a condenação de Lula seja entendida como um momento delicado, triste, mas necessário. As crises fortalecem".

¹⁰⁴ VO : "A saída de cena do ex-presidente Luiz Inácio Lula da Silva reduz as incertezas e os riscos de uma guinada populista na condução da economia pelo próximo governo".

Le fragment (26) sous-entend que les « crises rendent plus forts » en présentant la condamnation de Lula comme un moment épineux, mais indispensable. Sans déterminer pourquoi cet emprisonnement serait nécessaire, l'auteur de l'article implique que la condamnation était une étape par laquelle il fallait passer afin d'affermir le pays. On observe ici l'idée presque chrétienne d'une souffrance obligatoire pour l'arrivée de jours meilleurs. En (27) on présente la situation comme avantageuse en remarquant que la mise en prison de Lula est la fin d'une crise (« réduction des incertitudes ») et la prévention d'une éventuelle crise prochaine (« réduction des risques d'un tournant populiste dans la conduction de l'économie »).

Nous mettons en évidence ici l'usage du mot *populista* (populiste) pour décrire un scénario économique potentiellement négatif qui, selon *Veja*, est désormais évité. On pourrait s'attendre à ce que la crainte d'un gouvernement populiste amène à des questionnements sur le respect des normes démocratiques d'un pays, mais *Veja* semble s'intéresser davantage aux conséquences économiques d'une éventuelle remise en liberté de l'ancien président. En d'autres termes, l'hebdomadaire affiche une préoccupation quant aux conséquences d'un avenir dit « populiste » en termes de circulation monétaire, et non pas en termes de direction politique. Si la littérature sur le terme populisme nous apprend que celui-ci est notamment utilisé pour désigner un gouvernement qui se constitue à partir de l'idée d'un peuple, établi en opposition à une élite, et guidé par un leader charismatique (Laclau, 2016; Lits, 2009; Taguieff, 1997), il est étonnant de le voir associé exclusivement au domaine économie.

L'argument polémique semble en réalité se façonner dans l'association entre le modèle de développement appliqué par Lula, et l'idée de faire plaisir à un « peuple », ce qui irait, selon la position soutenue par l'interlocuteur, dans la direction contraire aux intérêts du pays. La dimension économique de la crise se manifeste plus concrètement dans la narration journalistique qui tente de construire un parallèle entre l'affaire Triplex et la montée du prix du dollar. En voici un exemple :

- (28) Mardi, avec la nomination imminente de Lula au titre de ministre, le principal indice d'actions, le Bovespa, a chuté de 3,6%, tandis que le dollar a augmenté de 3% (...) Jeudi, la diffusion des conversations audio entre Dilma et Lula et l'interprétation qui en a résulté indiquant que la destitution gagnera en force ont agité les investisseurs : la bourse a augmenté de 6,6%, la plus forte hausse depuis 2009, tandis que le dollar a chuté de 2,3% pour être vendu à 3,65 réaux¹⁰⁵ (V15, 23/03/2016)

En dépeignant un scénario chaotique dès l'intitulé du reportage publié en mars 2016, « l'économie à la dérive », le reportage de *Veja* émet un lien entre les événements de la semaine avec les mécanismes économiques. La manière dont sont évoqués ces faits suppose que la bourse, ou le prix du dollar, sont des représentations fiables de la réalité économique du pays et donc des données « objectives ». La visée de cet article est ainsi de démontrer que, dès que l'on s'approche d'une sortie de Dilma du pouvoir et de l'emprisonnement de Lula, l'économie présente des réponses positives. La citation du dollar, par ailleurs, exprime de façon significative la position de dépendance occupée par l'économie brésilienne vis-à-vis de

¹⁰⁵ VO : "Na terça-feira, com a iminente nomeação de Lula como ministro, o principal índice de ações da Bovespa caiu 3,6%, enquanto o dólar subiu 3% (...) Na quinta-feira, a divulgação dos áudios de conversa entre Dilma e Lula e a consequente interpretação de que o impeachment ganhará força injetaram ânimo entre os investidores : a bolsa subiu 6,6%, a maior alta desde 2009, enquanto o dólar caiu 2,3%, sendo negociado a 3,65 reais".

l'économie étasunienne, mais également la construction de l'idée de crise économique établie à partir de paramètres internationaux. Remarquons à ce titre l'intervention d'une participante des protestations de mars 2016 contre Rousseff et Da Silva. À la question : « pourquoi êtes-vous ici ? » elle répond :

- (29) Tabata, 33 ans, responsable de la planification : La déception de voir un pays qui allait assez bien et que maintenant le prix du dollar ne cesse d'augmenter, [ainsi que] la *roubalheira* (activités criminelles de vol à répétition), [faisant que] personne ne veuille plus investir [au Brésil]¹⁰⁶ (F47, 14/03/2016)

La citoyenne indique que la raison de sa venue au rassemblement est un certain déclin économique du pays, qu'elle explique selon deux raisons et une conséquence : « le prix du dollar ne cesse d'augmenter, [ainsi que] la *roubalheira* (activités criminelles), et [faisant que] personne ne veut [veuille] investir ». Si l'on résume son raisonnement, les vols dans les caisses publiques amèneraient comme principale séquelle un manque d'investissement étranger dans le pays. De ce point de vue, la corruption mise en relief par l'Opération Lava Jato semble susciter moins d'inquiétude par sa perspective morale ou sociale, que par son aspect économique et le regard de l'autre porté sur le pays.

Cela nous a conduit à essayer d'identifier dans notre corpus les sources directes de la constitution de l'idée d'une crise économique. Nous y notons d'emblée que les contours de celle-ci sont définis à partir de certaines données chiffrées, exposées au cours des reportages de presse, le plus souvent à l'aide, non pas d'experts ou d'universitaires, mais de représentants de catégories socio-professionnelles précises :

- (30) Pedro Celso, président de l'association [Paulista de Supermarchés], a déclaré à Folha [de São Paulo] que la situation politique aggravait la crise économique actuelle au Brésil. "Avec les intérêts à 14,25% et toute cette insécurité, l'entrepreneur a tout intérêt à constituer de l'épargne et à ne pas investir dans le pays¹⁰⁷. (F94, 19/03/2016)
- (31) La CNI [Confédération de l'agriculture et de l'élevage du Brésil] note que les entrepreneurs sont perplexes face au scénario politique sans précédent dans l'histoire du Brésil. "La politique brésilienne s'est transformée en un spectacle déprimant que personne ne peut plus supporter ¹⁰⁸".(F94, 19/03/2016)
- (32) Face aux incertitudes, le secteur productif observe avec angoisse l'aggravation de la crise politique. Le consensus entre les entrepreneurs et les investisseurs exprime que, sans surmonter cette impasse, il n'y aura pas de reprise solide de la croissance économique. En attendant, le pays est à la dérive. Encore plus maintenant, car Lula en tant que ministre ajoute un nouvel ingrédient dans le

¹⁰⁶ VO : "Tabata, 33, gerente de planejamento: A decepção de ver um país que até ia OK e agora não para de aumentar o dólar, a roubalheira e ninguém mais quer investir" .

¹⁰⁷ VO : "Pedro Celso, presidente da associação [Paulista de Supermercados], disse à Folha considerar que a situação política vem agravando a crise econômica em curso no Brasil. "Com os juros em 14,25% e toda essa insegurança, o empresário tem todo o incentivo para deixar o dinheiro aplicado e não investir no país".

¹⁰⁸ VO : " A CNI [Confederação da Agricultura e Pecuária do Brasil], em nota, disse que os empresários estão perplexos com o cenário político sem precedentes na história do Brasil. "Ninguém aguenta mais assistir ao espetáculo deprimente em que se transformou a política brasileira".

chaudron plein d'incertitudes de la conjoncture brésilienne¹⁰⁹. (V15, 23/03/2016)

Il est intéressant, dès lors, de souligner l'origine de ces arguments portant sur la situation économique du pays dans ces passages. L'exemple (30) présente les arguments du Président de l'Association des Supermarchés de São Paulo, Pedro Celso, qui fait le lien entre la situation politique et les hauts taux d'intérêt dans le pays qui empêcheraient l'investissement privé. En soutenant son discours avec ces données chiffrées, Celso confère à son propos une dimension objective, donnant l'impression non pas d'un point de vue particulier issu de sa position sociale, mais d'une vérité désintéressée.

L'extrait suivant (31) rend compte de l'intervention de la Confédération de l'agriculture et de l'élevage du Brésil. Celle-ci est présentée par le texte journalistique comme une vision de l'ensemble de la catégorie des *empresários* : « *les entrepreneurs* sont perplexes devant le scénario politique sans précédent dans l'histoire du Brésil », avant cette déclaration de l'institution : « Personne ne peut plus supporter le spectacle déprimant dans lequel la politique brésilienne s'est transformée ». Ce mot employé « spectacle » met en exergue que la politique se résume à un jeu de représentations ou d'images qui, associé au terme « déprimant », serait dénué de tout sens positif. Cet ensemble discursif gagne en force quand il est associé à l'idée de l'inédit, d'une situation qui n'aurait jamais eu lieu dans l'histoire du pays. À cela s'ajoute l'enjeu de la généralisation, à savoir l'affirmation selon laquelle toute une couche de professionnels est affectée par les effets négatifs des actions politiques menées dans ce pays.

Poursuivant dans le même sens, l'exemple (32) se propose également de présenter une vision d'ensemble d'un des secteurs économiques du pays. Le texte journalistique annonce que « *le secteur productif* observe avec angoisse l'aggravation de la crise politique » et qu'il n'y aurait plus de croissance économique sans une forme de dénouement de cette « impasse ». L'auteur de la tribune publiée chez *Veja* affirme enfin que l'implication de Lula dans la situation politique, notamment sa nomination au poste de ministre, amène encore plus d'incertitude à un scénario déjà douteux. Ce Tort, la crise économique, reste ainsi associé à Lula et la reprise économique conditionnée à la résolution de cette affaire, ainsi qu'à la destitution de Rousseff.

En examinant ces textes de presse, on observe que les raisons concrètes qui mènent à une crise économique ne sont pas déterminées. Autrement dit, l'idée de la crise économique se développe à travers les discours de certaines organisations propriétaires des moyens de production, spécialement les organisations patronales. Ces arguments sont reproduits sans grands questionnements dans les articles de presse. De même, une évidence est construite : en finir avec les entraves politiques permettrait de résoudre la crise.

Ce discrédit du monde politique se fait sans opposition ni contrepartie. On n'entend pas, par exemple, l'avis des travailleurs, par le biais par exemple de représentants syndicaux, à propos de la crise. De même qu'il n'existe pas de voix qui viennent nuancer ces perspectives, en attribuant, par exemple, une partie de la responsabilité de la crise au propre pouvoir économique. Cela dit, il n'y a pas réellement de débat autour de l'affirmation d'une crise économique qui existe à cause de la politique. Les procédures de révocation du mandat de

¹⁰⁹ VO : “Diante das indefinições, o setor produtivo observa de maneira angustiada o agravamento da crise política. O consenso, entre empresários e investidores, é que sem superar esse impasse não haverá uma retomada sólida do crescimento econômico. Até esse desfecho, o país fica à deriva. Ainda mais agora, pois Lula no ministério acrescenta um novo ingrediente ao caldeirão repleto de incertezas da conjuntura brasileira”

Dilma Rousseff et d'inculpation de Lula servent en effet de point de départ pour une critique du système politique dans son ensemble, qui nuirait au fonctionnement du marché.

Comme on l'a vu, la crise dont fait partie l'affaire Triplex est plus que morale ou encore politique, elle est particulièrement économique. Elle est surtout mise en avant par des représentants d'organisations patronales intégrant la polémique publique, et prend de l'ampleur dans les discussions par l'intermédiaire de la presse qui sélectionne ces sources pour commenter la situation du pays. Ces acteurs agissent ainsi dans la construction de l'idée d'une dégradation du monde politique *versus* la présence d'agents économiques vertueux.

Alors que l'opération Lava Jato visait justement les liens illicites entre les pouvoirs économique et politique, le premier ne semble pas avoir été endommagé discursivement par les conséquences de cette enquête. Au contraire, la responsabilité de cette supposée crise économique reposerait seulement sur la machine politique, alors même que les grandes entreprises, notamment de travaux publics, étaient également impliquées dans les enquêtes de l'Opération Lava Jato en tant qu'agents corrupteurs. Sachant que la légitimité des démocraties occidentales semble être de plus en plus conditionnée au développement économique (Klingemann et Fuchs (eds.) 1995), l'argument de la crise économique sert autant de défense des pratiques économiques des secteurs concernés que d'attaque contre les représentants du PT.

Pour reconstituer les sources de ce point conflictuel, il convient de situer la distribution de richesses dans le Brésil contemporain. En résumé, ce pays est fondé sur son histoire coloniale, caractérisée par la concentration foncière à des fins d'exportations de produits dits primaires. De cela résulte une distribution de ressources très inégale, illustrée par une pyramide, où la base de travailleurs mal payés soutient le sommet formé de quelques hommes riches qui accumulent les principales richesses du pays. À ce propos, le rapport de développement humain de l'ONU, publié en 2019, est assez éclairant : le Brésil est le deuxième pays du monde dont les ressources sont les plus concentrées, 1% de la population, la plus riche, possède 28,3% de toute la richesse du pays¹¹⁰.

Parmi les faits remarquables du gouvernement Lula se déroulant, on le rappelle, entre 2003 et 2009, se trouvent la croissance du PIB (de 4% en moyenne pendant ses années de pouvoir) et l'ascension sociale, notamment d'une classe moyenne communément appelée « C » au Brésil¹¹¹. Résultant d'une série d'actions économiques propulsant la consommation, comme la facilité de crédit, et les programmes de transfert de revenu tels la *Bolsa Família* (en français : « bourse familiale »), le bilan économique de Lula se trouve associé aux 7,53 % de croissance du PIB en 2010. L'économiste Marcelo Neri soulève un autre facteur important de cette

¹¹⁰ Données retirées du reportage *Brasil tem 2ª maior concentração de renda do mundo, diz relatório da ONU*, disponible sur <https://g1.globo.com/mundo/noticia/2019/12/09/brasil-tem-segunda-maior-concentracao-de-renda-do-mundo-diz-relatorio-da-onu.ghtml>, consulté le 02 mars 2022.

¹¹¹ Il convient de noter que l'ascension de cette classe dite « C » est l'objet d'une large littérature spécialisée au Brésil dans les années 2010. On pourrait notamment citer les travaux de l'économiste Marcelo Neri qui ont défini les contours de cette classe. Selon lui, la classe C comporte les revenus familiaux de R\$ 1.064 à R\$ 4.561 (en ayant comme référence l'agglomération de São Paulo). Entre avril 2002 et avril 2008, cette classe s'agrandit de 17,03%, soit environ 40 millions de personnes en plus. Au vu de ce phénomène, il a été question d'étudier ce que cette montée de cette classe moyenne impliquait en termes de consommation de biens (Pessoa, Zacheo et Tamae 2008) et de culture (Mauro 2014).

croissance : la création d'emplois dits formels. À titre d'exemple, l'auteur cite la période de juin 2007 à juin 2008 où 1,8 million de postes de travail ont vu le jour au Brésil.

Ce bilan fait partie des argumentaires de la polémique publique, notamment quand l'ancien président le rappelle, pour mettre en avant la relation calme qu'il entretenait avec le pouvoir économique, l'action fallacieuse des représentants des marchés privés. Ce passage est tiré d'un reportage qui reproduit une partie du discours de Lula pendant une manifestation en sa défense en mars 2016 :

- (33) "Ils [les hommes d'affaires] savent que jamais dans l'histoire du Brésil un président n'a autant parlé avec eux, et ils savent que jamais dans l'histoire du Brésil, ils n'ont gagné autant d'argent qu'ils n'en ont gagné quand j'étais président de la République de ce pays"¹¹² (U44, 18/03/2016).

Ici, la cible de Lula n'est plus le pouvoir judiciaire, mais les hommes d'affaires. Il dénonce une forme d'ingratitude de cette classe par l'idée de complicité sans précédent entre lui et ces investisseurs tant qu'il était au pouvoir. En décrivant ce scénario de relations apaisées, entre lui et ses désormais détracteurs, il semble vouloir éveiller une indignation chez l'auditoire, en soulignant une question implicite : comment peuvent-ils m'attaquer alors que je les ai soutenus auparavant ? Ce discrédit jeté sur l'opposant sert à la fois pour l'attaque contre l'incohérence des actions du monde économique et pour la défense implicite de la prospérité de ses années aux commandes du Palais du Planalto.

L'ajout de l'argument économique dans la polémique réintroduit en effet dans le débat la question de certaines actions gouvernementales entreprises par Lula dans le sens économique. Plus largement, la polémique révèle un enjeu de débat profond lié à la gestion de l'État. Optant pour un modèle plus « interventionniste » avec l'utilisation du budget pour des actions contribuant à la consommation, à l'emploi et à une distribution de ressources plus équitable, le gouvernement petiste laisse un héritage plutôt associé à des pratiques de gauche, même si ce bilan reste contesté par des spécialistes (Louault 2010).

Il est aussi contesté par le groupe qui lui fait opposition dans le cadre de l'affaire Triplex. Nous retrouvons notamment dans notre corpus des esquisses d'explication pour ces résultats économiques positifs, qui évoquent des facteurs structurels et externes plutôt que l'importance des actions de Lula pour ce bilan. Nous le voyons par exemple dans ce fragment d'un article d'opinion signé Maílson da Nobrega qui cherche à discréditer la gestion financière exécutée par Lula :

- (34) Les petistes semblent supposer que l'économie s'est développée pendant l'ère Lula à cause de l'expansion du crédit et des subventions, et de dépenses publiques accrues. En effet, l'impulsion la plus importante est venue des gains commerciaux avec la Chine et de l'effet positif des réformes structurelles des gouvernements précédents. Ainsi, le taux d'investissement est passé de 16% à 20% du PIB entre 2002 et 2010¹¹³. (V1, 09/03/2016)

¹¹² VO : "Eles sabem que nunca na história do Brasil um presidente conversou tanto com eles, empresários, e eles sabem que nunca na história do Brasil eles ganharam tanto dinheiro como ganharam quando eu fui presidente da República desse país".

¹¹³ VO : "Os petistas parecem supor que a economia cresceu na era Lula por causa da expansão do crédito e dos subsídios, e de maiores gastos públicos. Na verdade, o impulso mais relevante veio dos ganhos de comércio com a China e do efeito positivo das reformas estruturais de governos

Par la reprise de l'argumentaire petiste en début de phrase, « Les petistes semblent supposer que l'économie s'est développée pendant l'ère Lula », il désigne et se propose de redresser les faits. Il introduit son discours par une locution d'opposition « en effet » pour indiquer que les réussites économiques survenues pendant les années de pouvoir du PT ne proviennent pas des actions de ce parti. Elles auraient été plutôt induites par un contexte international favorable, ou par des décisions prises avant l'arrivée de ce parti au Palais du Planalto. Les propos de Lula seraient ainsi fallacieux et son rôle dans le procès de prospérité du pays quasiment nul.

Le rappel des pratiques économiques de Lula durant l'affaire Triplex intervient alors en tant que positionnement dans le champ polémique, puisque ces faits sont manipulés pour la défense et l'attaque de l'accusé. Plus encore, la dispute qui se présente au cours de cette polarisation relève d'un combat plus profond entre les opposants de Lula qui défendent, à travers son emprisonnement, la fin de toute une politique économique lésant le développement du pays, et ses partisans qui dénoncent la fin d'une politique au bénéfice des plus pauvres, comme en témoigne ce passage d'un discours de réaction de Dilma Rousseff à la mise en examen de Lula :

- (35) Depuis des années, Lula, le président de la République le plus populaire de l'histoire du pays et l'un des hommes d'État les plus importants au XXI^e siècle, subit une persécution sans merci. Hier, avec indignation, nous avons assisté à l'approbation par le Sénat de la fin de la CLT. Une perte monumentale pour les travailleurs brésiliens. [Dilma Rousseff]¹¹⁴ (G120, 12/07/2018)

Les propos de Rousseff mettent en exergue le rôle déterminant des questions de gestion économique pour le débat analysé, aussi bien dans le camp contre Lula, que dans le camp en sa faveur. Avant de l'analyser, une précision contextuelle s'impose. Précédemment vice-président de Dilma Rousseff, Michel Temer (PMDB) assume le pouvoir de façon intérimaire le 12 mai 2016, par suite de l'approbation au congrès de l'ouverture de la procédure d'impeachment contre Rousseff. Il assume de manière définitive le pouvoir le 31 août de la même année, quand la procédure parlementaire a abouti, et occupe ce poste jusqu'au 31 décembre 2018. Même écartée du pouvoir, nous notons que Rousseff continue à être présente dans l'espace public, dénonçant, à travers la défense de son collègue de parti, la mise en place d'une série de mesures «temeristes» néfastes à la population.

La préoccupation exprimée en (35) par cette ancienne présidente concerne « l'approbation par le Sénat de la fin de la CLT », établissant ainsi le parallèle entre la condamnation en deuxième instance de Lula et l'avènement de cette nouvelle législation du travail. Le changement de la CLT (*Consolidação das Leis do Trabalho*, en français : Consolidation des Lois du Travail) proposé par Michel Temer en décembre 2017 se situe dans un ensemble de réformes que cet homme politique se propose de lancer, cherchant, selon lui, à limiter la crise économique en cours.

anteriores. Por isso, o investimento subiu de 16 por cento para 20 por cento do PIB entre 2002 e 2010”.

¹¹⁴ VO : “Há anos, Lula, o presidente da República mais popular na história do país e um dos mais importantes estadistas do mundo no século 21, vem sofrendo uma perseguição sem quartel. Ontem, com indignação, assistimos à aprovação pelo Senado do fim da CLT. Uma monumental perda para os trabalhadores brasileiros. [Dilma Rousseff]”.

Le texte adopté par le Sénat le 11 juillet 2017 (Loi n°13.467/2017) établit, entre autres, la possibilité d'une journée de travail dépassant huit heures, ce qui était interdit précédemment, ainsi que la fin de l'obligation de la contribution syndicale obligatoire et la possibilité que conventions et accords collectifs effectués entre travailleur et supérieur hiérarchique priment sur la législation fédérale. Caractérisant cette nouvelle disposition comme « une perte monumentale pour les travailleurs brésiliens », Dilma Rousseff se positionne aussi en tant que voix opposée au gouvernement en place, tout en soulignant une injustice vis-à-vis de Lula. À ce titre, il est intéressant de noter que du côté des représentants économiques, le regard sur la possible candidature de Lula, ainsi que sur les actions menées par Temer, est sensiblement opposé :

- (36) « La candidature de Lula augmenterait l'incertitude à un moment où l'économie commence à montrer des signes de vie », a déclaré Eugenio Aleman, économiste senior chez Wells Fargo Securities à Charlotte, dans l'État nord-américain de Caroline du Nord. « S'il gagne et veut défaire tout ce qui a été fait l'année dernière, ce ne sera pas bon pour le marché »¹¹⁵. (U103, 24/01/2018)

Selon cet économiste responsable de la gestion de marchés d'investissements et de *corporate banking* aux États-Unis, l'éventuelle candidature de Lula aux élections présidentielles viendrait nuire aux mesures favorables au « marché » entreprises par la gestion Temer. Son positionnement suggère que la crise, ou l'incertitude, comme il l'appelle, commence à être résolue grâce à l'action du nouveau président – sont concernées les nouvelles règles concernant la Loi du Travail que nous venons de mentionner, mais aussi la limitation des dépenses publiques dans des secteurs aussi larges que l'éducation et la santé (« *teto de gastos* »). Cet acteur du pouvoir économique finit son raisonnement en associant directement une victoire de Lula à une difficulté pour le fonctionnement financier : « s'il gagne et souhaite défaire tout ce qui a été fait cette dernière année, ce ne serait pas bon pour le marché ».

L'analyse plus fine des enjeux relevant d'une crise montre que ce mot abrite l'un des aspects fondateurs des débats autour de l'affaire Triplex : la question économique. La construction autour de l'idée de récession joue un rôle d'accélération de la situation agonique puisqu'elle impose un sentiment de manque et d'angoisse demandant des solutions rapides et efficaces, incarnées par la sortie de Dilma Rousseff du pouvoir et la mise en prison de l'ancien président. La responsabilité de cette crise est associée sans surprise à Rousseff, mais étonnamment aussi à Lula à des fins de délégitimation des actions de ses mandats présidentiels antérieurs. Dans ce cadre, certains représentants du monde économique, notamment les représentants des patrons et de grandes corporations financières, attribuent au pouvoir politique la responsabilité de la dégradation économique, ce qui devient également un enjeu électoral.

5.4. Les élections présidentielles : l'enjeu majeur de la polémique publique

Le système politique brésilien se présente comme présidentialiste. Le chef de l'Exécutif est ainsi choisi via le suffrage universel direct, par le vote populaire, et occupe un mandat de quatre ans, avec la possibilité d'une seule réélection. Ce modèle démocratique impose le scrutin présidentiel en tant que le moment privilégié de la dispute entre différents acteurs prétendant au poste. Le vainqueur de cette confrontation entre des voix antagonistes étant

¹¹⁵ VO : "A candidatura de Lula aumentaria a incerteza em um momento em que a economia começa a dar sinais de vida", disse Eugenio Aleman, economista sênior da Wells Fargo Securities em Charlotte, no Estado americano da Carolina do Norte. "Se ele ganhar e quiser desfazer tudo o que foi feito no último ano, não seria bom para o mercado".

désigné selon le nombre de voix obtenues et selon un rythme de rendez-vous médiatiques, les propositions des candidats importent autant que leur image de soi (Charaudeau 2013). Dans la mesure où ce rendez-vous politique invite les candidats à une confrontation, accompagnée par le regard d'un public qui sanctionnera dans les urnes les actions de chaque postulant, il constitue un terrain fertile pour la formation de champs adversaires.

Si le cadre d'une élection est en soi favorable à la polémique, car elle met en relief les sujets les plus clivants d'une société, la possibilité d'incarcération d'un des principaux candidats d'un scrutin ne peut que renforcer le caractère antagonique de cette dispute. En effet, notre étude de cas rend compte de questionnements sur une éventuelle candidature de Lula au scrutin présidentiel de 2018, face aux différentes étapes juridiques qui le dirigent vers la prison. Cela est exprimé dans notre analyse quantitative (c.f Figure 5), qui affiche des mots tels que *candidato* (candidat), *partido* (parti) et *esquerda* (gauche) parmi les principaux termes utilisés dans les textes de presse pour décrire le procès.

Un des forts enjeux de la possible condamnation de da Silva se situait donc autour de la participation de cet ancien gouvernant au scrutin présidentiel de 2018. Les extraits suivants rendent compte de l'évolution du positionnement de Lula quant à ce sujet. En réalité, l'ancien président commence à s'installer indirectement en tant que candidat à partir de 2016, mais sa volonté de devenir accéder au poste devient plus prononcée à l'issue de sa première déposition judiciaire en mai 2017, où il assume cette décision face au juge Sérgio Moro à Curitiba.

- (37) « Je ne sais pas si je serai candidat en 2018, je ne sais pas, la nature est parfois impitoyable avec nous quand on a plus de 70 ans. [...] Je suis prêt à recommencer »¹¹⁶ (U1, 04/03/2016)
- (38) Il [Lula] a déclaré qu'il mettait fin à sa carrière politique avant Lava Jato, mais a décidé de se représenter : « Après tout ce qui se passe, je dis haut et fort que je vais vouloir être candidat en 2018 »¹¹⁷ (F109, 11/05/2017)
- (39) « Si quelqu'un pensait qu'avec cette sentence on m'empêcherait de jouer, sachez que je fais [plus que jamais] partie du jeu », dit l'ancien président. " Je veux dire à mon parti que jusqu'à présent je n'avais rien sollicité, mais que maintenant je vais revendiquer le rôle de postulant à une candidature de président de la République¹¹⁸ » (G116, 12/07/2017)

On indique par ces extraits comment la position de Lula quant à sa candidature au scrutin présidentiel se consolide au fil du temps. D'abord, en mars 2016, il se montre hésitant, notamment à cause de son âge avancé, mais il finit par annoncer dans le même discours son désir de revenir au poste auparavant occupé. À ce moment précis, il soumet au public l'information de sa volonté à revenir à la vie publique, sans pour autant être emphatique.

¹¹⁶ VO : "Não sei se serei candidato em 2018, não sei, a natureza às vezes é implacável com a gente quando se ultrapassa os 70 anos de idade. (...) Estou disposto a fazer isso de novo".

¹¹⁷ VO : "[Lula] afirmou que estava encerrando sua carreira política antes da Lava Jato, mas decidiu voltar a concorrer: "Depois de tudo o que está acontecendo, estou dizendo em alto e bom som que vou querer ser candidato em 2018".

¹¹⁸ VO : "Se alguém pensa que com essa sentença me tiraram do jogo podem saber que eu estou no jogo », disse o ex-presidente. "Quero dizer ao meu partido que até agora eu não tinha reivindicado, mas agora vou reivindicar como postulante a candidato a Presidente da República".

D'autant plus qu'il souligne comme seul obstacle à son projet les aléas de la vie et de son âge, qui sont indépendants de sa volonté.

Plus d'une année plus tard, en mai 2017, donc à la suite de la déposition auprès de Moro, il soutient plus vigoureusement son positionnement affiché en (38) : « après tout ce qui s'est produit, je dis haut et fort que je serai candidat en 2018 ». Cette phrase implique une relation directe de cause et de conséquence entre « ce qui s'est produit », les accusations de Lava Jato, et sa déclaration de candidature. Ce jeu d'action-réaction reste clair avec la condamnation en première instance par le juge Moro, imposant à l'ancien gouvernant 9 ans et demi de prison pour corruption passive et blanchiment d'argent. Après cette sentence, Lula devient plus clair en adoptant un ton provocateur dans le dernier passage : « Si quelqu'un pensait qu'avec cette sentence on m'empêcherait de jouer, sachez que je fais [plus que jamais] partie du jeu ». En construisant cette présentation de soi visant à incarner un acte de courage et de contestation, proposant sa participation au scrutin quoiqu'il en coûte, il associe à sa candidature une idée de revanche contre la décision du juge de première instance, tout en niant le pouvoir de l'attaquant de l'écarter de son objectif. Une association est faite entre sa nouvelle insertion dans la vie politique, par le biais des élections, et l'idée d'un jeu dans lequel le pouvoir judiciaire s'intègre.

Les étapes juridiques qui l'approchent de la prison amènent donc Lula à occuper un terrain encore plus revendicatif par rapport à sa place dans le scrutin. Son propos sert d'appel aux mobilisations en sa faveur, qui ne concernent nullement l'idée de son innocence, comme nous l'avons abordé antérieurement, mais commencent à s'articuler autour de sa candidature aux élections présidentielles de 2018. Cela rappelle le commentaire de Marc Angenot (2003) sur le fait que l'enjeu de la polémique ne se limite pas à des postures irréconciliables, mais implique également une « recherche de la vérité sociale et historique » (p. 505). En effet, plus la procédure avance, plus le camp luliste, exemplifié ci-dessous, cherche à établir le lien entre l'affaire judiciaire et la vie démocratique, en indiquant que la première nuirait à la seconde.

- (40) Luiz Marinho, président de l'État, du parti [PT], a critiqué sévèrement le comportement de Sérgio Moro qui, selon lui, serait influencé par des questions politiques. « Si Sérgio Moro jugeait en tant que juge, il l'aurait [Lula] jugé innocent. Il [SM] est un grand homme politique. Sa seule préoccupation est celle d'éliminer le président Lula des élections présidentielles », a dit Marinho¹¹⁹ (U92,12/07/2017)
- (41) Dilma Rousseff, ex-président du Brésil : « L'innocence de l'ex-président Lula et la persécution politique exprimée par sa condamnation empêchent le rétablissement de la normalité démocratique et la pacification du pays. Une élection qui empêcherait l'ancien président Lula de se présenter n'aurait aucune légitimité »¹²⁰ (G139, 24/01/2018)

¹¹⁹ VO : "Já Luiz Marinho, presidente estadual do partido [PT], fez duras críticas à atuação de Sérgio Moro no caso para ele, influenciada por questões políticas. "Se Sérgio Moro julgasse como juiz, iria julgá-lo inocente. Mas estávamos preparados para o que ele faria hoje. Ele tem sido um grande político. Sua única preocupação é tirar o presidente Lula das eleições presidenciais. E, se houver eleições ano que vem sem o Lula, é uma fraude", disse Marinho".

¹²⁰ VO : "Dilma Rousseff, ex-presidente do Brasil: "A inocência do ex-presidente Lula e a perseguição política expressa na sua condenação impedem o restabelecimento da normalidade democrática e a pacificação do país. Uma eleição que vier a impedir o ex-presidente Lula de concorrer não terá legitimidade".

- (42) “La presse m’a demandé quels sont nos plans A, B et C. Le PT n’a pas de plan B. Lula est candidat à la présidence de la République. Nous devons mobiliser le pays pour dire que nous n’acceptons pas cette condamnation injuste contre le président Lula. L’élection est avec Lula. « S’ils veulent nous vaincre, qu’ils descendent dans la rue, comme nous, pour se disputer le vote du peuple ” [député José Guimarães, PT-CE]¹²¹ (U106, 24/01/2018)

Ce positionnement est clair dans ces commentaires de support à l’ancien président petiste. Le premier commentaire (40), issu de l’un des cadres du PT, soulève l’idée d’une implication directe du juge de première instance dans le jeu politique « Si Sérgio Moro jugeait comme juge, il allait le [Lula] juger innocent. Il [SM] est un grand homme politique. Sa seule préoccupation est celle d’éliminer le président Lula des élections présidentielles ». Nous identifions ici un alignement entre la position de candidat que Lula venait d’assumer, à la date de sa déposition, et la défense de l’idée d’un juge politique. Selon l’énoncé, les actions de ce dernier ne viseraient pas à démontrer la pénalité d’un crime, pour lequel Lula serait innocent, mais à le sanctionner politiquement.

Cette ligne argumentative continue jusqu’à exprimer en (40) et (41) l’idée qu’un scrutin sans Lula serait frauduleux. Ces passages s’inscrivent à la suite de la condamnation en deuxième instance contre l’ancien président, cette fois-ci adressée par les juges du Tribunal Régional Fédéral 4 à Porto Alegre en janvier 2018. Dilma Rousseff, qui, à ce moment, n’était plus présidente, affirme même que : « une élection qui viendrait à empêcher la participation de l’ex-président Lula n’aurait pas de légitimité » en rappelant l’argument de persécution politique, que nous avons esquissé antérieurement. Selon elle, la condamnation empêcherait une pacification du régime démocratique par l’interdiction de la candidature de Lula. On remarquera que l’argument de la crise est encore une fois mobilisé dans le champ de défense luliste, alors que le terme de crise est premièrement esquissé dans le groupe d’attaque contre le Parti des Travailleurs (c.f. 5.3).

José Guimarães, également député du PT, souligne que, à neuf mois du premier tour du scrutin, le parti ne dispose pas d’alternative à la candidature de da Silva : « le PT n’a pas de plan B », annonce-t-il. En invitant à la mobilisation contre une condamnation qu’il considère comme injuste, il impose un défi aux détracteurs de l’ancien chef d’État : « S’ils veulent nous vaincre, qu’ils descendent dans la rue, comme nous, pour disputer le vote du peuple ». Ce positionnement suggère que l’altercation judiciaire que dans le jeu politique une force inégale est employée via le dispositif judiciaire. Ce « ils », qu’il ne définit pas, aurait peur de disputer les élections face à Lula. Le choix de se présenter à la candidature, malgré une condamnation, semble donc témoigner d’un positionnement polémique où le *Tort* devient le fonctionnement du judiciaire (on y reviendra).

Un autre point qui accompagne la discussion politique au moment de l’affaire Triplex, et qui continue d’ailleurs jusqu’au scrutin présidentiel, reste la dispute politique autour du mot « gauche », présent parmi les principaux termes utilisés pour décrire les aspects politiques de la procédure dans la presse traditionnelle (Figure 5). Le clivage « droite » et « gauche » résulte des modalités actuelles de concurrence politique selon Juhem (2012). L’auteur affirme que

¹²¹ VO : ““A imprensa estava me perguntando quais são os nossos planos A, B e C. O PT não tem plano B. É Lula candidato à Presidência da República. Precisamos mobilizar o País para dizer que não aceitamos essa condenação injusta contra o presidente Lula. A eleição é com Lula. Se eles querem nos derrotar, que venham pra rua, como nós, pra disputar o voto do povo” [deputado José Guimarães, PT-CE]”.

l'opposition entre ces termes se cristallise dans et par le jeu électoral. Ce processus qu'il intitule « généralisation des catégories » vise à favoriser une certaine compréhension chez l'électeur tout en stimulant des sentiments subjectifs d'appartenance:

« La rotation des élites gouvernementales nécessaire à la légitimation de l'État parlementaire se traduit par la production par les compétiteurs d'énoncés politiques leur permettant d'exprimer leurs rivalités et de les rendre compréhensibles par les électeurs profanes » (Juhem 2012, p. 122)

Si les catégories « droite » et « gauche » sont le résultat de la confrontation électorale, ces termes sont redéfinis en permanence. Nous observons cela au Brésil, où l'économie est historiquement un facteur de débat dans les discussions post-démocratisation, faisant apparaître des divergences importantes entre gauche et droite, en termes de gestion des prérogatives de l'État. L'incarnation de ces deux positions se fait dans l'histoire contemporaine par le PT à gauche, et le PSDB à droite. Ces deux partis se confrontant dans les deuxièmes tours présidentiels entre 1994 et 2014, et donc dans sept différentes élections présidentielles, l'opposition entre eux est bien ancrée dans l'imaginaire politique brésilien.

Dans ce sens, le texte d'Emerson Cervi (2014) portant sur cette polarisation est assez éclairant. L'auteur soutient que cette réalité fait du Brésil un pays plutôt bipartisan que concerné par le multipartisme, puisque PT et PSDB concentrent au moins deux tiers des votes depuis 1994. Ce texte nous apprend aussi qu'il existe un lien entre l'indice de développement humain des différents états brésiliens, et le résultat de chaque élection. Le Parti des Travailleurs est historiquement vainqueur dans les unités de fédération affichant un développement moins important, ce qui indique un effet électoral lié aux politiques publiques menées dans ces territoires en direction des plus modestes.

Ce discours préconstruit se dépose dans la discussion autour de l'inculpation de Lula puisque la délégitimation du parti de Lula semble être liée à celle de la gauche brésilienne. Cette association entre Lula et la gauche provient en partie de l'ancien chef d'État lui-même qui, à diverses reprises, se nomme lui-même comme un homme de gauche, revendiquant au passage le statut de créateur du plus grand parti de gauche d'Amérique Latine (G91, 14/09/2016).

Néanmoins, la discussion intégrant le terme « gauche » se déroule néanmoins surtout autour de la question de l'avenir de cette ligne politique. Dans les deux côtés de la polémique, il est présent l'idée qu'au moment où la liberté de Lula est remise en question, toute la gauche perd en autorité. Les extraits qui suivent en témoignent :

- (43) Humberto Costa PT-PE, leader du PT au Sénat : « [...] il y a une persécution politique claire au Brésil dont les objectifs étaient de renverser la présidente Dilma. Maintenant, ils veulent empêcher la candidature de Lula à la Présidence de la République en 2018 et, si c'est le cas, détruire la gauche. Cet objectif est clair. Ils ont désigné comme coupable Lula.¹²² (G94, 14/09/2016)

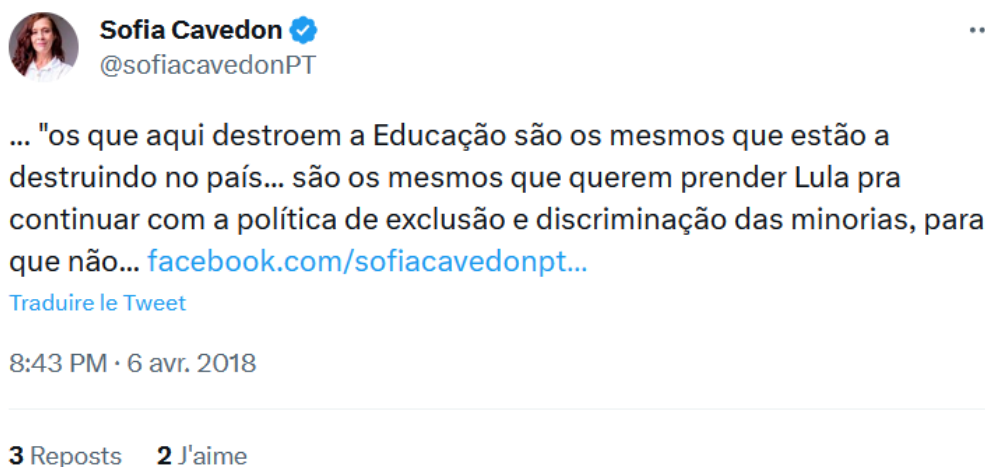
¹²² VO : "Humberto Costa PT-PE, líder do PT no Senado: "(...) há uma perseguição política clara no Brasil cujos objetivos eram derrubar a presidenta Dilma. Agora, querem inviabilizar a candidatura de Lula à Presidência da República em 2018, se for o caso, e destruir a esquerda. Esse objetivo está claro. Escolheram o culpado o Lula".

- (44) Si cela se produit, l'arrestation de Lula sera le plus dur revers subi par la gauche brésilienne depuis la redémocratisation. La chute de son plus grand dirigeant enterrera la chance de ce groupe politique de gagner la prochaine course vers la présidentielle.¹²³ (V36, 31/01/2018)

L'extrait (43) présente le positionnement du leader du PT au Sénat, Humberto Costa à ce propos. À l'occasion de l'accusation de corruption et blanchiment d'argent présentée par le Ministère Public, il soutient que le projet de la justice à travers l'accusation de Lula est d'anéantir la gauche. Dans cette déclaration, l'image de la gauche brésilienne et celle de Lula se confondent, se transformant en une seule entité. Pour ce sénateur, la non-participation de Lula au scrutin présidentiel est interprétée comme la fin de toute une école de pensée. Sur ce point, il rejoint les opposants à Lula qui présentent la même thèse en (44). Ce reportage de *Veja* pose clairement qu'une élection sans da Silva signifierait la fin du parti qu'il représente et, plus largement, de la ligne politique portée.

Autrement dit, l'incarcération possible de Lula est entendue comme la chute du modèle gouvernemental et économique de gauche. Ce débat amène d'ailleurs à l'argument d'une peur sur l'avenir du pays, les effets de son absence étant mesurés dès lors que le procès s'approche de son dénouement. C'est notamment sur Twitter, à l'initiative des cadres du Parti des Travailleurs, que l'on projette les conséquences de l'impossibilité de Lula de parvenir au pouvoir.

Figure 14 : Exemple de *tweet* petiste abordant les conséquences politiques de l'affaire Triplex



L'intentionnalité de ce *tweet*, réalisé par une représentante du PT, est de créer une dynamique « nous » versus « eux », procédé typique de l'argumentation polémique. L'énoncé « Ceux qui détruisent le pays sont les mêmes gens qui veulent incarcérer Lula pour continuer avec la politique d'exclusion et de discrimination des minorités » instaure l'idée que l'emprisonnement de Lula fait partie d'un plan plus large, visant l'exclusion d'une partie des souhaits de la population moins protégée, les dites « minorités » (*minorias*). On distingue autant la protection de Lula, que celle d'un groupe mit à mal par les actions de ce « eux » non caractérisé.

¹²³ VO : "Se acontecer, a prisão de Lula será o mais duro revés sofrido pela esquerda brasileira desde a redemocratização. A derrocada de seu maior líder praticamente sepultará a chance desse grupo político de vencer a próxima corrida presidencial".

Le plus grand dommage serait, selon cette locutrice, l'atteinte à l'accès au droit à l'éducation publique de qualité. Une lecture plus large de ce récit suggère alors la reproduction d'un antagonisme pratiqué par Lula dans ses discours pour défendre son bilan gouvernemental vis-à-vis de l'éducation. Dans le discours réalisé juste après le lancement de son mandat d'arrêt, l'ancien président déclare justement : « le crime que j'ai commis a été celui d'admettre [des] pauvre[s] à l'université¹²⁴ » (U129, 07/04/2018). En opérant un chleuasme, c'est-à-dire une critique de soi à des fins de réaction de son interlocuteur, Lula admet avoir commis une erreur qui l'amène à la situation dans laquelle il se trouve. Ce Tort ne viendrait pas, néanmoins, du contenu des accusations qui lui sont portées. Son crime serait plutôt dû à une action menée pendant sa période de pouvoir : amener une population fragile financièrement à pouvoir fréquenter l'université.

Cette discussion prend source dans un des programmes-phare de l'administration luliste, à savoir l'établissement de programmes visant le financement d'état du parcours universitaire de jeunes brésiliens. Partant du constat d'un accès privilégié à l'enseignement supérieur lié au revenu familial, le ministère de l'Éducation, dirigé par Fernando Haddad entre 2005 et 2012, s'engage sur deux fronts : l'attribution de bourses intégrales (ProUni) ou l'emprunt de sommes permettant le paiement de mensualités à des institutions privées (FIES), deux possibilités soumises à des critères de revenus. Même si des critiques importantes peuvent être émises à l'égard de ces initiatives – notamment le fait qu'elles favorisent l'enrichissement d'institutions d'enseignement privé aux dépens de l'investissement destiné aux structures publiques –, leur bilan positif reste indéniable : le pays a doublé le nombre d'inscrits dans l'enseignement supérieur entre 2001 et 2010¹²⁵. Dans ce même mouvement, le gouvernement de Dilma Rousseff promulgue en 2012 la *Lei das Cotas*¹²⁶, qui impose qu'une quantité définie de places au sein des universités publiques soit réservée à d'élèves venant de l'école publique et des personnes noires et indigènes, selon leur proportion statistique par État de fédération.

Une fois de plus, nous constatons que défendre la candidature de Lula se confond avec un combat plus profond qui revient à la surface, celui du positionnement face à un modèle économique pour le pays. La crainte du développement de politiques défavorables au capital monte effectivement dans l'espace public brésilien dès qu'un gouvernement dit de gauche accède au pouvoir. Cela fait partie d'un interdiscours traversant l'histoire démocratique du pays. En 1964, par exemple, le coup d'État militaire qui a chassé João Goulart du pouvoir fut justifié par suspicion de communisme, notamment par le fait que Goulart souhaitait entamer une redistribution de terres.

Ce discours de crainte communiste apparaît surtout au cours de la période qui précède la dictature militaire au Brésil, au début des années 60, et est amplifié par une propagande anti-communiste, propagée par les Étatsuniens dans le contexte de la Guerre Froide. Pourtant, ce

¹²⁴ VO : "O crime que cometi foi colocar pobre na universidade".

¹²⁵ Les données de l'INEP (*Instituto Nacional de Estudos e Pesquisas Educacionais Anísio Teixeira*) rendent compte d'un nombre d'inscrits à l'université s'élevant à 6.379.299 en 2010, contre 3.036.113 en 2001. Ce même rapport souligne par ailleurs la puissance des institutions privées vis-à-vis des publiques. En 2010, 74,2% des nouvelles inscriptions se faisaient auprès d'une institution qui demande le paiement de mensualités. L'étude a néanmoins mis en relief l'expansion de l'ordre de 85,9% du nombre d'inscrits à une institution fédérale et de 66,7% à des universités de responsabilité du secteur public local (*estaduais*). Disponible sur <https://www.gov.br/inep/pt-br/areas-de-atuacao/pesquisas-estatisticas-e-indicadores/censo-da-educacao-superior/resultados>, consulté le 14/02/2022.

¹²⁶ Loi n° 12.711/2012.

discours revient dans les années 2010, afin d'associer le Parti des Travailleurs à une idée de communisme. Bien que cela n'ait aucune base factuelle, puisque les gouvernements petistes n'ont jamais engagé des actions dans ce sens, la crainte d'un tournant communiste reste toujours un discours présent dans la société brésilienne. La thèse d'une "menace" communiste a été reprise par certains parlementaires, dont Jair Bolsonaro, en avril 2016, pour justifier le vote en faveur de la déposition de Dilma Rousseff¹²⁷, considérée, dans son argumentaire, comme un agent anticapitaliste. Bolsonaro l'a d'ailleurs rappelé dans son discours d'investiture en janvier 2019¹²⁸, soulignant que son arrivée au pouvoir signalait la libération du socialisme.

Cette thèse est entretenue notamment par la comparaison entre la situation brésilienne et celle de son pays voisin, le Venezuela. Cette peur du régime de Maduro s'accroît dès les élections présidentielles de 2014. Pendant le deuxième tour de ces élections, Aécio Neves (PSDB) reprochait à Dilma Rousseff sa familiarité avec des gouvernements de « dictature communiste », notamment le Venezuela, cela constituant une menace pour le pays¹²⁹. Dans les discussions sur Twitter, la mention du Venezuela apparaît de manière à renforcer cette idée de proximité des membres du Parti des Travailleurs avec ce pays :

¹²⁷ L'extrait qui nous intéresse du discours prononcé par le parlementaire Jair Bolsonaro (PSL) le 17 avril 2016 lors de la votation concernant l'impeachment de Dilma Rousseff est le suivant : "Perderam em 1964. Perderam agora em 2016. Pela família e pela inocência das crianças em sala de aula que o PT nunca teve. Contra o comunismo! Pela nossa liberdade!", en français : « ils ont perdu en 1964. Ils ont perdu maintenant en 2016. Au nom de la famille et de l'innocence des enfants qui fréquentent les salles de cours que le PT n'a jamais respecté. Contre le communisme ! Au nom de notre liberté ! ».

¹²⁸ Jair Bolsonaro commence en effet son premier discours en tant que président par la phrase : "E me coloco diante de toda a nação neste dia como o dia que o povo começou a se libertar do socialismo, se libertar da inversão de valores, do gigantismo estatal e do politicamente correto" ("je me présente devant toute la nation à ce jour, le jour où le peuple a commencé à se libérer du socialisme, de l'inversion de valeurs, du gigantisme d'État et du politiquement correct").

¹²⁹ Nous avons déjà eu l'occasion de travailler sur ce point en examinant le débat télévisé présidentiel de second tour opposant Dilma Rousseff et Aécio Neves en 2014. Le texte intitulé « La polémique dans la parole politique à la télévision : les débats télévisés de second tour des élections présidentielles en France et au Brésil » fait partie de l'ouvrage collectif *Discours politiques et médiatiques en Amérique latine : Retour(s) sur les deux premières décennies du XXI^e siècle*, dirigé par H. H. Bayter, C. M. Moreira et A. Nacucchio et publié en 2021 chez l'Harmattan.

Figure 15 : Comparer Venezuela et Brésil : l'argument du « communisme » sur Twitter (14/09/2016)



L'échantillon sélectionné rend compte de trois argumentaires assez récurrents sur Twitter. Le tweet (A) présente la phrase « ALLEZ VOUS FAIRE FOUTRE AU VENEZUELA. CES COMMUNISTES NE PASSERONT PAS SUR NOUS. DEHORS DILMA, DEHORS LULA, DEHORS GANG DE VOLEURS ». Celle-ci regroupe l'idée d'un lien assez fréquent dans les discours d'opposition au PT, le lien entre les actions entreprises par ce parti, le communisme et le Venezuela. L'idée des conditions précaires de vie au Venezuela est mentionnée pour susciter la peur des lecteurs de ce message, impliquant qu'une situation semblable adviendra au Brésil si le PT continue à exercer le pouvoir.

Dans un autre registre, l'exemple (B) montre des félicitations envers l'action du Ministère Public Fédéral contre Lula et attaque ses adversaires en les invitant à partir au Venezuela en cas de désaccord avec son opinion. Cet utilisateur écrit : « Félicitations au MPF pour la rafale/grêle sur Lula et son gang de voleurs ... Les insatisfaits, le Venezuela est la sortie ... Bon voyage ». La notion d'un départ vers le Venezuela, cette fois-ci de Lula, est aussi présente dans (C) : « Lula doit être en train de se préparer pour fuir au Venezuela, à l'Équateur ou vers un autre pays socialiste décrépit, puisqu'après tout ça, il ne dispose pas d'échappatoire ». Évoquant ce possible exil, l'auteur rappelle la couleur politique de l'ancien président, indiquant le rôle important de ses idées politiques dans le discrédit qui lui est jeté.

Nous remarquons également, à la lumière de ces exemples, que l'attaque envers Lula fonctionne notamment au titre d'un combat contre un supposé communisme, dont les traits les plus menaçants sont observés au Venezuela. L'alignement des idées de Lula sur celles de Maduro, exprimé d'ailleurs par le soutien de ce dernier contre la procédure que le premier subissait, est alors au cœur du débat de l'éventuel retour au pouvoir de Lula.

Ce retour restait néanmoins conditionné aux avancées de l'enquête policière le concernant ; le degré de polémique existe également dans les questionnements sur la possibilité légale de sa candidature. Ainsi, une autre discussion juridique s'ajoute au procès Triplex, à savoir la possibilité ou non de la participation de Lula au scrutin, qui exige l'avis du Tribunal Supérieur

Électoral. Il s'agit surtout de débattre autour de la *Lei da Ficha Limpa* (Loi sur la Fiche Propre), loi promue par l'ancien président da Silva lui-même, et qui peut interdire à un politicien condamné en deuxième instance de se présenter aux élections.

Cette zone floue, où prime le malentendu, configure un élément de plus devant être débattu par le pouvoir judiciaire, qui jugeait une affaire de ce type pour la première fois. Le processus décisionnel rentre au cœur de la polémique alors que le consensus sur cette question est loin d'être atteint. Ce sujet occupe dans le corpus de presse, différentes étapes du procès, allant de la première condamnation de Lula jusqu'à la veille de sa mise en prison, comme nous le montrons ci-après.

- (45) Si la confirmation de la sentence en deuxième instance n'a pas lieu avant l'élection d'octobre 2018, elle ne concernera pas la Loi de la Fiche Propre [le casier judiciaire vierge] et il [Lula] pourra être candidat. Le tribunal prend en moyenne environ un an et demi pour examiner les décisions de Sérgio Moro.¹³⁰ (F128, 13/07/2017)

Figure 16 : Réaction de Bolsonaro à la condamnation de Lula (U95, 24/01/2018)



¹³⁰ VO : “ Se a confirmação da sentença na segunda instância não acontecer antes da eleição de outubro de 2018, ele não será enquadrado na Lei da Ficha Limpa e poderá ser candidato. O tribunal leva, em média, cerca de um ano e meio para analisar as sentenças de Sérgio Moro”.

Dans son rôle « pédagogique », la presse présente, en diverses étapes, les conséquences des condamnations successives de Lula. L'incertitude vis-à-vis de ces procédures judiciaires est notamment soulignée en (45) : « si la confirmation de la sentence de deuxième instance ne se fait pas avant l'élection d'octobre 2018, il [Lula] ne sera pas la cible de la *Lei da Ficha Limpa* et pourra être candidat ». Nous notons dans la construction de la phrase le constat de l'importance du pouvoir judiciaire pour décider du sort de Lula, tout en signalant le lien direct entre les actes judiciaires et le scrutin présidentiel.

À cela s'ajoutent d'autres éléments agitateurs, comme l'établissement d'une candidature parallèle nettement opposée à Lula, ce qui inscrit encore plus la procédure dans sa dimension politique. Ce phénomène est clair si l'on analyse la publication présente dans le texte journalistique d'*UOL*, publié à la suite de la condamnation en deuxième instance requise contre Lula en janvier 2018. Établissant un parallèle entre la décision judiciaire et les réactions de divers acteurs, une publication de Jair Bolsonaro faite sur le réseau social Facebook est incorporée dans le corps du reportage en ligne, comme nous le présentons sur la Figure 16.

Ce politicien pose devant une télévision qui diffuse en direct la session de jugement contre Lula et affiche, comme pour un match de football, l'inscription « 2 × 0 : la majorité maintient la condamnation de l'ex-président ». À cette image, Bolsonaro ajoute la légende suivante : « un tir de .50 dans la direction de la corruption », en référence à un calibre d'arme à feu. Le caractère belliqueux de la phrase rappelle la définition propre de la polémique, donnée par Felman (1979), « on cherche à tuer l'adversaire ». En effet, cette phrase décrit, plus qu'une célébration, un combat, une bataille de Bolsonaro contre Lula. Ce positionnement polémique s'ancre à partir d'éléments qui excèdent le texte écrit, comme sa gestuelle qui indique la joie, et l'image du jugement en deuxième instance de Lula qui est transmis sur l'écran à sa gauche, élément sans lequel le récepteur du message ne comprendrait pas la cible de l'attaquant. De plus, il faut rappeler que cette mise en scène tire également son inspiration des positionnements politiques de l'ancien député, qui défendait l'extension du droit au port des armes à feu au Brésil.

Cet exemple nous permet ainsi d'introduire que l'enjeu présidentiel qui accompagne l'affaire Lula sert de propulseur à la candidature de certains acteurs politiques utilisant la polémique pour s'opposer à l'ancien président. La candidature de Bolsonaro, finalement vainqueur en 2018, n'a été officialisée que le 22 juillet 2018, donc plus de deux mois après l'emprisonnement de Lula, mais son intention d'être postulant au Palais du Planalto est formulée bien auparavant. En réalité, les interrogations sur la possibilité d'un changement de président commencent avant la campagne électorale, en mars 2016, avec les critiques publiques successives envers celle qui occupe ce poste, Dilma Rousseff. À ce moment précis, où Rousseff subit une procédure qui l'écartera du pouvoir, la question de savoir qui devrait occuper le Palais du Planalto émerge dans le texte de presse. Ce phénomène sera amplifié par le fait que le vice-président, qui allait prendre le poste à la place de Dilma, ne disposait guère de la sympathie des citoyens brésiliens.

Un des seuls reportages dans lesquels les manifestants qui demandent la sortie de Rousseff du pouvoir sont interrogés à propos de leurs positionnements politiques, s'intitule *Entrevista da 2ª : Manifestantes concordam com problemas do Brasil mas divergem de soluções* (en français, Interview du lundi : des manifestants sont d'accord pour désigner les problèmes du Brésil, mais divergent quant aux solutions). Dans cet article, publié dans *Folha de S. Paulo* le 5 mars 2016, plusieurs questions sont posées aux protestataires, y compris celle-ci : *Qual líder político seria o melhor para tirar o país da crise?* (Quel leader politique serait le mieux placé

pour sortir le pays de la crise ?). Les réponses à cette demande – qui se justifie d'ailleurs par la notion de "crise" traitée antérieurement – sont assez révélatrices du scénario politique établi dans la polémique autour de l'affaire Triplex.

- (46) Edson Souza, 38, manager: « Nous n'avons pas de grand leader politique. Peut-être que la PF [Police Fédérale] pourrait aider. Jair Bolsonaro a l'air bien. Il semble être plus proche d'un Donald Trump.

Miriam Caldeira, 70, retraitée : Je dirais José Serra. Alckmin je pense que c'est quelqu'un de très bien, mais il est trop timide. Aécio a une bonne expression, mais il est un peu jeune pour faire face à une telle situation.

Caroline Moraes, 20, assistante administrative : Je ne pense pas qu'un leader politique soit la meilleure option, je pense que si l'armée commandait le pays, comme cela s'est déjà produit auparavant, ce serait la meilleure option pour tout améliorer et ensuite faire une nouvelle démocratie.

Sid Ortiz, 52, homme d'affaires : Il n'y a que Bolsonaro, mais il vaudrait encore mieux l'armée.

Andrea : Pour l'instant, je ne vois personne. On va d'abord enlever le PT [du pouvoir] et, si besoin, le PSDB aussi

Tiago : Aujourd'hui, celui que j'aime beaucoup est Bolsonaro, je suis un fan. Joaquim Barbosa est aussi un personnage capable

Lailson : Le juge Sérgio Moro. Je ne suis pas pessimiste, mais je suis désespéré par rapport aux politiciens.

Ana Carolina: Aucune. Mais cette personne est loin d'être Aécio Neves.

Valdevino: J'aime Alckmin. Il donne l'impression de sécurité, de fermeté¹³¹. (F47, 14/03/2016).

En organisant ces réponses, nous pouvons dégager certaines catégories d'opinion. L'une d'entre elles s'organise autour de l'opposition historique au Parti des Travailleurs, José Serra, Geraldo Alckmin et Aécio Neves, représentants du PSDB (pour rappel, ce parti s'est opposé au PT au deuxième tour des élections présidentielles de 1994, 1998, 2002, 2006, 2010 et 2014). Un autre groupe, à l'inverse, remet autant en question le PT que le PSDB en affirmant qu'aucun des deux partis ne serait digne de confiance : « On va enlever le PT [du pouvoir] et,

¹³¹ VO : "Edson Souza, 38, gerente comercial: Estamos sem um grande líder político. Talvez a PF poderia ajudar. O Jair Bolsonaro parece ser bom. Ele parece ser mais próximo de um Donald Trump. | Miriam Caldeira, 70, aposentada: Eu diria José Serra. O Alckmin acho muito bom, mas muito contido. O Aécio também é de expressão, mas um pouco novo para enfrentar uma situação dessas. | Caroline Moraes, 20, assistente administrativa: Não acho um líder político a melhor opção, acho que se os militares comandarem isso, como já ocorreu antes, seria a melhor opção para melhorar tudo e depois fazer uma nova democracia. | Sid Ortiz, 52, empresário: Só tem o Bolsonaro, mas seria melhor o Exército. | Andrea: Por ora, não vejo ninguém. Vamos tirar o PT e, se precisar, PSDB também. | Tiago: Hoje, quem eu gosto muito é o Bolsonaro, sou fã. O Joaquim Barbosa também é uma figura apta. | Lailson: O juiz Sérgio Moro. Não sou pessimista, mas estou desesperançado em relação aos políticos. | Ana Carolina: Nenhuma. Essa pessoa está longe de ser o Aécio Neves. | Valdevino: Eu gosto do Alckmin. Ele passa segurança, firmeza."

si besoin, le PSDB aussi », affirme par exemple Andrea. Cette affirmation fait écho au manque de confiance envers les représentants politiques déjà institué¹³², ce qui débouche sur d'autres soutiens : celui aux représentants du pouvoir judiciaire (Sergio Moro et Joaquim Barbosa), celui aux militaires et à des figures politiques considérées comme éloignées du jeu politique traditionnel telles que le député Jair Bolsonaro.

L'analyse de ces passages nous montre deux phénomènes distincts qui semblent étroitement liés : l'idée de confier aux membres de l'armée et/ou à quelques représentants du pouvoir judiciaire le pouvoir central exécutif brésilien et l'ascension de Jair Bolsonaro en tant que représentant d'un ressentiment. Ces éléments présents en mars 2016 ne changent pas réellement avant octobre 2018, et la discussion sur la place de l'armée et du judiciaire dans les décisions politiques ne cesse d'être un sujet de débat pendant la période électorale présidentielle.

Présenté comme élément de confiance dans un Brésil identifié comme décadent, la réputation de Bolsonaro gagne en puissance dès que le déclenchement d'une contestation contre les gouvernements PT se profile. Plus spécifiquement, dans ces discours de soutien, Bolsonaro est décrit sur un pied d'égalité avec d'autres personnages politiques comme Donald Trump et choisi en première option face à un autre nom possible. En réalité, en analysant cet échantillon, Bolsonaro n'est seulement que le deuxième choix de ceux qui auraient préféré l'armée au pouvoir.

Alors que la victoire de Bolsonaro a déjà été comprise par les chercheurs comme une résultante de nouveaux dispositifs communicationnels de communication (Fechine 2020; Piaia et Alves 2020), ou alors comme une montée de la pensée de l'extrême droite (Porto, Neves et Lima 2020), nous ajoutons un autre élément à cette réflexion. Grâce à notre corpus, nous remarquons que les premières étapes du processus qui mènent à l'incarcération de Lula servent au leader d'extrême droite comme un propulseur de sa présence médiatique, facteur qui nous semble peu relevé dans ces études. En réalité, selon nous, les recherches menées sur le candidat Bolsonaro mettent peu en avant le fait d'une construction progressive et préalable de sa candidature, qui se développe en parallèle de la déchéance du Parti des Travailleurs s'opérant notamment par le biais des accusations portées envers Lula.

Les analyses de Twitter ne viennent que confirmer notre thèse, puisque le nom de Bolsonaro se présente dans le débat dès les premières étapes de la discussion autour des accusations contre Lula. Les analyses quantitatives font ressortir la citation du nom de Bolsonaro dès le 13 mars 2016. En analysant les *tweets* le concernant au jour de la manifestation contre Lula et Dilma, nous observons une discussion autour de la place de Bolsonaro en tant que représentant politique.

¹³² Ce désagrément quant aux représentants politiques plus traditionnels est abordé en détail dans notre chapitre suivant portant sur la délégitimation des institutions démocratiques.

Figure 17 : Échantillon de tweets évoquant Jair Bolsonaro



Ces exemples sont un échantillon assez présent des observations que nous avons faites dans l'ensemble des *tweets*. À plusieurs reprises, le contenu polémique s'adresse à ceux qui soutiennent l'homme politique d'extrême droite. Dans l'énoncé (A) « on va à la manifestation contre [le] pt(lula) mais on idolâtre les attitudes immatures de Jair Bolsonaro... c'est sacrément idiot ! », nous remarquons que pour ce locuteur les positionnements contre le Parti des travailleurs et le soutien à Jair Bolsonaro sont incompatibles, voire irrationnels. L'auteur situe l'objet des manifestations autour de la demande pour l'écartement du parti des travailleurs, en précisant entre parenthèses le nom « lula » — sans mentions d'ailleurs à Rousseff alors au pouvoir. Ce *tweet* indique par ailleurs une opposition située entre Lula et Bolsonaro, qui commence donc à se dessiner dans la polémique publique.

Notre affirmation est néanmoins à nuancer. Les *tweets* suivants nous permettent d'identifier qu'à ce moment politique Jair Bolsonaro est également la cible d'un discours polémique disqualifiant, y compris par ceux qui sont dans le camp contraire à Lula. En effet, cet homme politique est assimilé à bien d'autres, surtout afin de l'associer aux maux généraux de la politique. Cette position est clairement soutenue dans la publication (C) : « Fini avec ces égocentriques radicaux. Après Lula en taule et Dilma, Bolsonaro, jamais ». Cet auteur soutient ainsi l'emprisonnement de da Silva et de Rousseff, tout en affirmant son opposition à Bolsonaro. La phrase « Bolsonaro jamais » vise à marquer son point de vue contraire à son accession au pouvoir.

Bien que sa candidature n'ait pas encore été annoncée, on aperçoit déjà sur Twitter Bolsonaro comme un fort postulant pour la présidentielle. Cela est la base d'un mépris contre lui, annoncé dans le post (B) : « Dilma, Lula, Aécio, Bolsonaro, Feliciano.. cette bande est de la même étoffe, le gouvernement va être une merde de toute façon ». Le locuteur soutient que toutes les figures politiques citées, de Dilma et Lula, plutôt à gauche, à Bolsonaro et Feliciano, d'extrême droite, relèvent d'une même logique dépréciative des relations entre classe politique et la gestion des actions publiques. Une généralisation assez marquée qui interroge sur le

regard porté sur les institutions démocratiques de représentation, sujet de notre prochain chapitre.

En faisant un récapitulatif des analyses menées au cours de cette sous-partie, il ressort que la participation au scrutin présidentiel en 2018 fonde l'un des antagonismes les plus présents dans la polémique publique. Nous avons remarqué que Lula lui-même se positionne plus favorablement à sa candidature à mesure que la procédure l'inculpant avance. Au cœur de ce litige se trouve à la fois le procès de l'affaire Triplex, mais également la possibilité ou pas de sa candidature qui est discutée par le Tribunal Supérieur Electoral. Ces discussions juridiques vont de pair avec la discussion autour de l'*ethos* politique de Lula, car nous voyons au cours de nos analyses que la discussion autour de sa carrière politique est plus importante que la discussion autour des actes pour lesquels il est inculpé. De cela résulte aussi la présence dans notre corpus de critiques adressées à l'ensemble des hommes et des femmes politiques, indépendamment de leurs partis et positions. Ceci nous amène à nous questionner sur la délégitimation de différentes structures démocratiques par le biais de la discussion polémique. Ce sujet est abordé dans notre prochain chapitre.

Chapitre 6. Quand les institutions deviennent polémiques : vers un processus de délégitimation démocratique

Après avoir examiné de plus près les termes saillants de la Classe 1 de notre CHD (Annexe 4.1), comme *crise*, *partido*, *deputado*, *senado*, *candidato*, *esquerda* et *econômico* (crise, parti, député, Sénat, candidat, gauche et économique), nous nous intéressons désormais à dégager d'autres termes de la discussion polémique appartenant à la classe « politique ». Ce chapitre propose, en effet, une lecture plus large du débat autour de l'emprisonnement de Lula qui considère les enjeux encore plus profonds de polarisation, liés au fonctionnement de la démocratie brésilienne. Nous nous intéressons plus particulièrement à l'emploi de deux mots qui caractérisent les classes lexicales que nous avons désignées comme politique : *instituição* (institution) et *corrupção* (corruption). La première expression traduit la mise en question ou la défense de certaines institutions démocratiques, selon le positionnement polémique des participants du débat. Le second terme nous amène au constat d'une criminalisation de la chose politique, des partis et, surtout, du Parti des Travailleurs. Ces deux enquêtes nous font questionner en troisième partie la judiciarisation de la politique, que notre CHD a commencé à mettre en évidence à travers le fort lien entre les classes politique et judiciaire. Cette discussion est prolongée par le constat de la participation d'acteurs du judiciaire dans la discussion politique qui s'emparent de leur rôle en tant que régulateurs de la vie politique.

6.1. Entre la « République de Curitiba » et le « à bas la Rede Globo » : les conflits autour de la qualité des institutions démocratiques

Nous commençons notre enquête avec l'examen du terme *instituição* (institution) qui apparaît parmi ceux qui furent les plus utilisés dans la couverture de presse de l'affaire Triplex. En analysant les extraits les plus représentatifs de cet usage, dégagés par le logiciel IRaMuTeQ, il ressort que le débat autour de ce terme gravite aux alentours de la question « nos institutions fonctionnent-elles ? ». Il convient de remarquer qu'une certaine méfiance vis-à-vis des institutions démocratiques, allant de l'Exécutif au Législatif, jusqu'aux partis et aux hommes et femmes politiques, trouve ses origines dans les manifestations de juin 2013 au Brésil. Une large littérature concernant ce sujet, que nous avons eu l'occasion de détailler dans notre Partie V, révèle l'importance de ces mobilisations à plusieurs titres, mais nous n'en retenons qu'un à cette étape : le début d'un discours contre un système politique présenté comme corrompu, dont le PT représente le principal bouc émissaire (Scherer-Warren 2014; Feres et Sassara 2016; Ortellado et Solano 2016).

Ensuite, les manifestations visant la sortie de Dilma Rousseff du pouvoir, qui débutent en 2015, cristallisent une certaine méfiance envers tous les partis, et principalement envers le Parti des Travailleurs, alors au pouvoir. Ce fait a été prouvé par Ortellado et Solano (*Ibid.*) qui ont étudié des questionnaires transmis à un panel de participants à ces manifestations à São Paulo¹³³. Les résultats de cette recherche affichent que 96% des protestataires ne faisaient pas confiance au PT, et que 95,30% n'avaient plus précisément aucune confiance en Lula. Par ailleurs, 77% des participants supposaient que le maire de la ville de São Paulo, Fernando Haddad, également membre du Parti de Travailleurs, avait des liens avec des affaires de corruption, même s'il n'était pas la cible d'accusation en ce sens. On voit dès lors que

¹³³ Plus précisément, une recherche sur le terrain faite les 12 avril 2015 et 16 août 2015 à l'Avenida Paulista lors d'un rassemblement en faveur de l'*impeachment* de Rousseff.

l'attachement d'un politicien au Parti de Travailleurs suffisait à lui conférer une image d'illégalité.

De ce point de vue, il est intéressant de noter que dans notre archive de presse, le traitement accordé aux manifestations contre Dilma Rousseff et Lula da Silva fait apparaître un aspect contestataire plus ample. En effet, les textes publiés à cet égard soulignent une fragilité générale des institutions de la démocratie brésilienne, comme ce texte tiré de *Folha de S. Paulo* le laisse transparaître.

- (47) Si le Brésil était un pays avec des institutions mûres, la dégradation politique et économique que nous observons aujourd'hui ne serait pas si ample. La rue, elle-même, qui vient de gronder comme jamais dans l'Histoire de ce pays, serait silencieuse¹³⁴. (F29, 14/03/2016)

Ces propos, publiés le lendemain des protestations du 13 mars contre le PT, paraissent dans la rubrique « éditorial ». La tradition journalistique implique que ce texte ne soit pas signé et qu'il représente l'opinion du journal, de ses journalistes, mais également de son image en tant qu'entreprise de communication. Le texte apparaît sous le titre « *Nas ruas contra o monstro* » (en français, « Dans la rue contre le monstre ») qui apporte un positionnement favorable explicite quant aux protestataires dépeints dans une lutte contre un mal incarné en monstre. Selon l'argumentaire présenté, le rassemblement est un symptôme de l'immaturité des institutions. Sans vraiment désigner les coupables, il établit qu'une dégradation politique et économique, exprimée dans la rue, résulte d'une vulnérabilité des structures d'État. Selon cette lecture, les manifestations, qu'il considère comme étant inédites, seraient dirigées contre l'État et ses institutions plutôt que contre certains personnages politiques en particulier.

Dans ce scénario de doutes quant au fonctionnement efficace des structures gouvernementales dépeint en partie par le discours de presse, l'emprisonnement de Lula est admis comme une avancée institutionnelle par les observateurs externes. Cette idée s'exprime dans la position du directeur de l'ONG *Transparência Internacional* (transparence internationale), une organisation responsable des indicateurs de corruption, qui donne un entretien à FDSP :

- (48) Il [Lula da Silva] rend le processus plus difficile, soulevant des soupçons, et alimentant la polarisation. *Comment cela affecte l'image du pays [le Brésil] à l'étranger ?* Cela donne l'impression que le Brésil est encore un pays très faible, avec des institutions encore fragiles. Et que les individus sont plus importants que les institutions¹³⁵. (F72, 17/03/2016)

Alejandro Salas, directeur de cette ONG en Amérique latine, affirme dans ce passage qu'en mettant en cause le déroulement du procès juridique, Lula da Silva rend plus difficile sa résolution. Cet acteur intègre la discussion polémique pour défendre que la ligne de défense choisie de Lula peut « alimenter la polarisation » par la mise en doute des institutions. Par ailleurs, à la question « comment cela affecte l'image du pays [le Brésil] à l'étranger ? », Salas

¹³⁴ VO : "Fosse o Brasil um país com instituições maduras, a degradação política e econômica que hoje observamos não teria se avolumado. A própria rua, que acaba de rugir como nunca antes na história deste país, estaria quieta".

¹³⁵ VO : "Ele [Lula da Silva] está tornando o processo mais difícil, levantando suspeitas, e alimentando a polarização. *Como isso afeta a imagem do país no exterior?* Passa a impressão de que o Brasil ainda é um país muito fraco, com instituições que estão muito frágeis. E de que indivíduos são mais importantes que as instituições"

signale que les questionnements de Lula quant au déroulé de son procès peuvent susciter un regard négatif vis-à-vis des institutions brésiliennes.

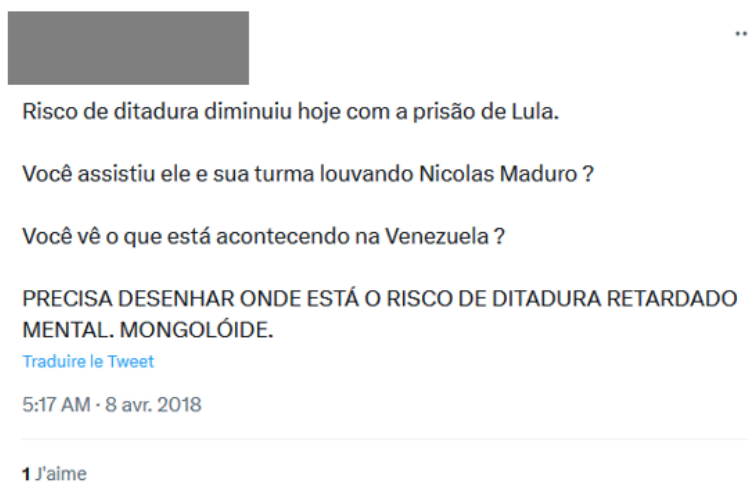
Nous relevons dans ce discours une posture qui oppose la tentative de défense de Lula au bon fonctionnement des institutions. On retient également le substrat de cette avancée argumentative : l'intérêt de la condamnation de Lula pour montrer la force de ces mêmes institutions. Ce même discours est affiché dans un article qui ouvre les pages spéciales d'un dossier publié chez *Veja* par la suite de la condamnation en appel de l'ancien président.

- (49) La condamnation de Lula est le chapitre le plus significatif de la disgrâce politique policière vécue par le Brésil, mais elle est aussi la preuve que le pays commence à entrer dans sa maturité institutionnelle¹³⁶. (V34, 31/01/2018)

Dans cet extrait, on rappelle la mémoire de ce pays en tant que jeune démocratie pour établir un rapport entre l'aboutissement du procès judiciaire et l'arrivée à une certaine plénitude du système démocratique brésilien. Ces exemples nous renseignent sur l'un des arguments clés utilisés pour faire l'apologie de l'emprisonnement de Lula : la justification de sa peine comme un atout dans l'avancée des procédés institutionnels du pays. On soutient en somme l'idée selon laquelle cette peine signifierait franchir un cap, progresser, en ce qui concerne le fonctionnement de la démocratie.

Si nous creusons encore plus cet argument, nous arrivons encore une fois à la comparaison entre le Brésil et le Venezuela, travaillée dans la partie précédente. En évoquant ce point de vue institutionnel, certains utilisateurs de Twitter associent l'emprisonnement de Lula à la fin d'une possible dictature. Observons à titre d'exemple cette publication effectuée à la suite de l'emprisonnement de Lula :

Figure 18 : Publication abordant le risque d'une dictature au Brésil



Dans ce *tweet* on lit d'abord l'affirmation suivante : « le risque de dictature a diminué aujourd'hui avec l'emprisonnement de Lula ». Cette position est justifiée par l'argument d'une proximité admise entre Lula et le leader vénézuélien Maduro : « Tu l'as vu, lui [Lula] et sa bande qui louent Nicolas Maduro ? ». En pointant du doigt les relations entre ces deux hommes, l'auteur de cette publication tente de disqualifier Lula à travers la morale politique. Il

¹³⁶ VO : “A condenação de Lula é o mais significativo capítulo da desgraça político policial que o Brasil vive, mas é também a evidência de que o país está entrando em sua maturidade institucional”.

suggère donc que la proximité avec son collègue vénézuélien inspirerait des actions politiques autoritaires de la part du leader brésilien. Cette idée est présentée comme une évidence, d'autant plus que l'intelligence de son interlocuteur est remise en question. La publication comporte de fait des axiologiques négatifs à l'égard de celui à qui est adressé ce message interpellé à plusieurs reprises par le terme « você ». Les termes « *retardado mental* » (mentalement retardé) et « *mongolóide* » (mongoloïde) cherchent à mettre en doute la capacité intellectuelle de l'interlocuteur, amenant l'enjeu polémique du discrédit de l'adversaire qui appuie ici l'idée de véracité des propos exprimés.

Nous notons également cette caractéristique discursive de l'autre côté de la chaîne polémique, dans le camp de défense de l'ancien président, et cela sous un autre registre. Regardons cette intervention des avocats de Lula parue dans le journal *G1*, traitant toujours de la thématique de la qualité des institutions :

- (50) Un nouveau pays est né aujourd'hui sous la baguette de Deltan Dallagnol. Et dans ce pays, être ami et avoir des alliés politiques est un crime. La farce lulocentrique créée est une attaque envers l'État démocratique de droit, et envers l'intelligence des citoyens brésiliens. Aucun acte précis pratiqué par Lula n'a été présenté, et encore moins une preuve¹³⁷. (G90, 14/09/2016)

Ce texte rend compte d'un passage de la note écrite par la défense de Lula lors de la présentation des accusations le concernant, faite en septembre 2016 par le procureur en chef de Lava Jato, Deltan Dallagnol. La note en question est reproduite intégralement seulement sur le site d'information *G1* au sein de notre corpus, et présente l'argument principal suivant : « La farce *lulocentrique* créée est une attaque envers l'État démocratique de droit, et envers l'intelligence des citoyens brésiliens ». De cette affirmation, on tire trois arguments distincts que l'on détaillera : l'accusation des procureurs est une création théâtrale dont le protagoniste serait Lula, elle est une menace contre les institutions démocratiques, et elle constitue également une offense à l'intelligence des Brésiliens.

La première partie argumentative est renforcée par la phrase suivante du texte qui soutient un manque de preuves attestant un acte illicite de Lula. L'usage du terme « *lulocentrique* » vise aussi à discréditer la démarche judiciaire en signalant un certain ridicule qui découle de ce procès, puisque centré uniquement autour de l'ancien président. Cette expression assimile aussi le procès à un spectacle, à une présentation dotée de traits de divertissement qui annuler le sérieux de la démarche. La stratégie polémique consiste ici à critiquer autant le contenu des accusations que la forme sous laquelle le tout est présenté.

Le deuxième point vient s'opposer à la thèse du camp opposé d'une avancée institutionnelle à l'issue de la condamnation de Lula, en alertant sur le danger démocratique de cette action pénale, en premier lieu à cause d'un manque de preuves. Le troisième aspect argumentatif enfin, rejoint l'exemple de *tweet précédent* dans l'utilisation de l'argument de la capacité intellectuelle du Tiers pour mettre en évidence le caractère fallacieux du raisonnement adverse. Cela sous-entend que les accusateurs se servaient d'un mensonge tellement mal formulé que l'intelligence des Brésiliens aurait été capable de le démonter.

¹³⁷ VO : "Um novo país nasceu hoje sob a batuta de Deltan Dallagnol. E neste país, ser amigo e ter aliados políticos é crime. A farsa lulocêntrica criada ataca o estado democrático de direito e a inteligência dos cidadãos brasileiros. Não foi apresentado um único ato praticado por Lula, e muito menos uma prova".

Cet aspect de l'argument polémique nous évoque les travaux d'Angenot (2008) qui soulignent que la discussion polémique revient souvent à évaluer la rationalité ou la validité de la démonstration de l'adversaire. L'auteur démontre par ailleurs que l'incapacité à arriver à un accord dans la vie démocratique provient justement de la difficulté des parties en conflit à admettre la logique de l'autre souvent marquée par des irrationalités. Cette discordance dans notre étude de cas vient, selon nos observations, d'une opposition entre familles politiques, si nous admettons qu'une « farce judiciaire » ou une « avancée juridique » relève bien souvent d'une appréciation du travail réalisé par le Parti des Travailleurs au pouvoir.

Le magazine *Veja*, qui a une politique éditoriale de droite, par exemple, défend la maturité démocratique issue de l'inculpation de Lula dans l'exemple (49) étudié et attribue en couvrant cet événement la responsabilité de la fragilité des institutions, spécialement les institutions économiques, au Parti des Travailleurs. La logique de leur thèse les amène donc à envisager une résolution de ce problème par la mise en prison du principal leader de ce parti. En opposition à cette idée, la défense de l'ancien président, examinée en (50), est construite par le discrédit jeté sur le processus judiciaire, notamment dans le domaine du respect des règles démocratiques.

Cet argument de défense est formulé dès la première étape de cette enquête, lorsqu'une perquisition est décrétée contre Lula. À cette occasion, la défense de l'ancien président a accusé les investigateurs de ne pas avoir respecté le temps d'appréciation de la Cour Suprême Brésilienne de Justice pour statuer sur la légalité de cette action. Dans les pages du journal *FDSP*, on lisait cet argument de la défense de l'ancien président : « la dénommée *força-tarefa* a fait un grave affront à la plus haute Cour du pays, affront qui s'étend à toutes les institutions républicaines¹³⁸ » (F23, 05/03/2016).

Ce positionnement partant de l'intégralité de cette branche investigatrice du pouvoir législatif rejoint d'ailleurs un autre argument de Lula souligné quand certains de ses appels privés ont été rendus publics en mars 2016. En effet, le jour où Rousseff, encore présidente, a souhaité nommer Lula en tant que ministre de la Maison Civile, le juge Moro a dévoilé le contenu d'une série d'écoutes téléphoniques issues du téléphone privé de da Silva, y compris une conversation entre lui et Rousseff. Cette révélation, largement utilisée dans la presse, est fortement contestée par Dilma Rousseff et d'autres qui ont vu leurs conversations privées devenir publiques. Les arguments questionnant la légalité de cette action n'ont pas empêché le contenu de ces enregistrements d'être utilisé par les organismes de presse étudiés, pour fonder des analyses et apporter du contenu à leurs reportages. Ces contenus ont été d'ailleurs diffusés en direct pendant l'édition du 16 mars du JN et, dans deux organes de presse en ligne, *G1* et *UOL*, ces audios ont été intégrés au texte écrit par les journalistes, de manière à permettre au lecteur de les écouter à sa guise et intégralement (c.f. Partie IV).

Relevant le fait que Lula ne souhaitait pas que cette opinion devienne publique, nous proposons l'examen de l'extrait suivant dans la mesure où il conduit ensuite à des retours polémiques. Ce passage suivant tiré d'une conversation téléphonique entre Rousseff et l'ancien président a été publié chez *G1* et *FDSP*. Nous retenons la version publiée par ce dernier, qui n'a pas retiré de la transcription les mots crus utilisés par Lula.

(51) « Nous avons une Cour Suprême complètement lâche, nous avons une Cour Suprême complètement lâche, un parlement lâche. Ce n'est que récemment

¹³⁸ VO : “a chamada força-tarefa cometeu grave afronta à mais alta Corte do País, afronta que se estende a todas as instituições republicanas”.

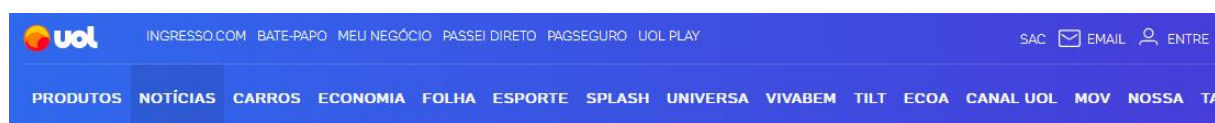
que le PT et le PCdoB se sont réveillés et ont commencé à se battre. Nous avons un maire de merde, un président du Sénat et je ne sais pas combien de parlementaires avec leurs mandats menacés, et tout le monde reste planté avec l'espoir qu'un miracle va se produire et que tout le monde sera sauvé. Je suis sincèrement épaté par la République de Curitiba. Parce qu'à partir d'une action d'un juge de première instance, tout peut arriver dans ce pays¹³⁹. (F36, 17/03/2016)

La qualité des institutions de l'état brésilien constitue le propos de cette conversation téléphonique tenue le 14 mars. Lula exprime à ce sujet une préoccupation quant à l'action démesurée des institutions juridique et législative. L'ancien président questionne donc la capacité de ces acteurs républicains à être garants du bon fonctionnement des pratiques de la démocratie brésilienne, argument qu'il souligne avec l'expression « *República de Curitiba* » (République de Curitiba). En voulant exprimer de façon synthétique son étonnement à propos des résultats de l'enquête menée par l'équipe située dans la ville de Curitiba, siège de la Lava Jato, Lula soutient que cette institution est tellement à l'écart du Droit National qu'elle a inauguré une nouvelle république, indépendante des règles de la nation.

En réalité, cette « petite phrase » illustre parfaitement l'argument de défense de Lula consistant en un mauvais fonctionnement des institutions, par leur non-respect des règles juridiques établies. Elle met la focale sur l'aspect « hors la Loi » de ce procès et émet en même temps un mépris quant aux ordres venant de ces instances. Cependant, « *República de Curitiba* » ne devient pas seulement l'expression d'un fort du mécontentement du groupe luliste, mais apparaît également dans le camp qui lui fait opposition. À ce titre, il est intéressant d'observer, dans la dynamique polémique, la reprise orientée de ce terme observé dans la figure suivante.

¹³⁹ VO : “Nós temos uma Suprema Corte totalmente acovardada, nós temos um Superior Tribunal de Justiça totalmente acovardado, um parlamento totalmente acovardado, somente nos últimos tempos é que o PT e o PC do B é que acordaram e começaram a brigar. Nós temos um Presidente da Câmara fodido, um presidente do Senado fodido, não sei quanto parlamentares ameaçados, e fica todo mundo no compasso de que vai acontecer um milagre e que vai todo mundo se salvar. Eu, sinceramente, tô assustado com a República de Curitiba. Porque a partir de um juiz de primeira instância, tudo pode acontecer nesse país”.

Figure 19: Campagne d'affichage urbaine conte Lula (U78, 10/05/2017)



Quem está por trás dos outdoors favoráveis à Lava Jato em Curitiba



Imagem: Janaina Garcia/UOL

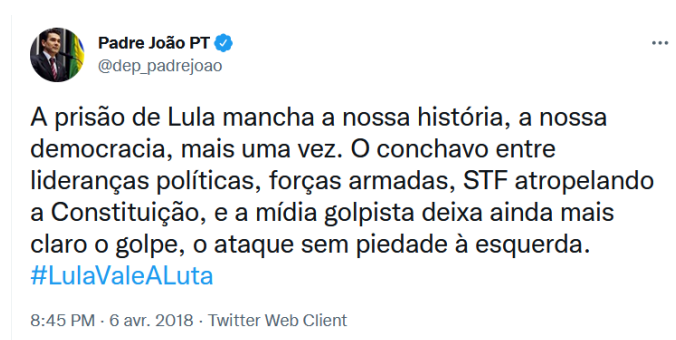
La figure ci-dessus montre une campagne de communication observée à l'occasion de la venue de Lula à Curitiba pour sa déposition en face à Moro. Selon le reportage qui accompagne l'image, 35 panneaux publicitaires comme celui-ci ont été installés sur plusieurs routes de Curitiba, notamment celles du centre-ville et celles qui relient l'aéroport de la ville au siège du tribunal où s'est déroulé l'entretien. Le reportage d'UOL enquête sur l'origine des fonds pour installer ces interventions médiatiques, et découvre qu'elles furent possibles grâce à une récolte de dons organisée par les organisations *Lava Togas*, *Brasil Estou aqui* et *VemPraRua.net*.

Dans la photo de presse prise par la journaliste Janaína Garcia, nous observons une caricature à l'effigie de l'ancien président, habillé avec des bandes horizontales noires et blanches, et derrière des barreaux verticaux. À côté, nous lisons les inscriptions suivantes : « Bienvenue ! La République de Curitiba t'attend avec les barreaux ouverts ». Ce jeu de mots, construit en allusion à l'expression incitative brésilienne « je vous attends portes ouvertes », est accompagné du *hashtag* « nous sommes tous Lava Jato ». L'identification directe avec l'enquête indique un soutien total aux actions entreprises dans le cadre de ses investigations. Le terme « *República de Curitiba* », lui, est repris du discours de Lula tenu plus d'une année auparavant, pour changer sensiblement de signification. L'expression se vide du sens politique attribué par Lula pour devenir, *a contrario*, un objet de fierté pour ceux qui soutiennent la démarche lavajatiste. L'usage de cet intertexte revient à admettre une différence de fonctionnement de l'instance juridique qui agit dans cette ville, qui la ferait considérer comme une République à part entière, mais sans exprimer une appréciation négative pour cette

considération. Au contre, on énonce une fierté tout en interpellant l'adversaire visé par la récupération de ses mots.

Le fonctionnement particulier de cette procédure judiciaire est donc reconnu par les deux pôles opposés du débat, même si ce fait est apprécié différemment selon le camp de soutien choisi. Alors que les soutiens à Lava Jato sont fiers de son déploiement, les opposants au procès menant Lula en prison affirment, de leur côté, que les procédures peu conventionnelles engagées par l'opération relèvent de failles structurelles de la démocratie brésilienne. Le tweet suivant d'un député du PT, par exemple, émet une critique de l'action juridique qui met en cause les responsabilités de la détention décrétée à l'égard de Lula :

Figure 20 : Exemple de tweet produit par un membre du PT le jour de l'emprisonnement de Lula, 06/04/2018



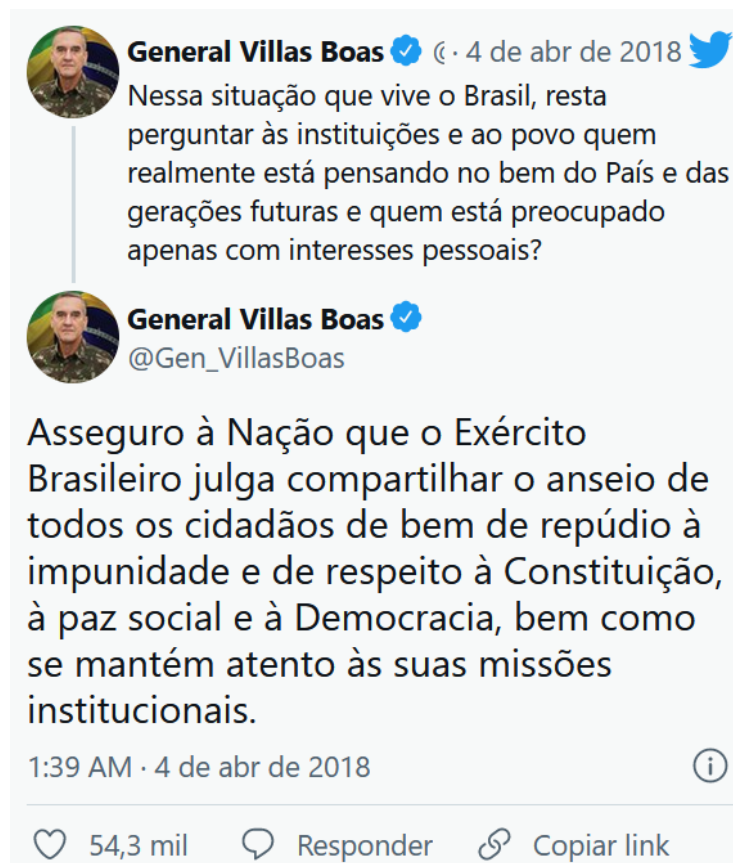
Dans cette publication faite par un député du PT en avril 2018, on lit « L'emprisonnement de Lula tache notre histoire, notre démocratie, encore une fois. La combine entre des leaders politiques, forces armées, STF qui ne respecte pas la Constitution, et la presse putschiste établissent clairement le coup [d'état], l'attaque sans pitié envers la gauche #Lulavautlalutte ». Cet argumentaire se sert du lexique du coup d'État (*golpe*), qui est un terme figé auparavant pour caractériser l'illégalité de l'*impeachment* de Dilma Rousseff par ses soutiens. Cela indique, au passage, une continuité discursive entre les demandes de ceux qui jugeaient la procédure entamée par Rousseff comme illégale, et ceux qui proclament l'irrégularité de la détention de Lula. L'usage de cette expression l'inscrit, au-delà de son identité sur le réseau, dans un prisme politique, position renforcée par l'emploi du mot croisillon « Lula vaut la lutte » qui indique qu'une résistance est organisée en soutien à l'ancien président.

Cette publication nous intéresse tout particulièrement car elle met en cause non seulement les responsables de la peine ordonnée contre Lula. Pour l'écu, cet emprisonnement est le résultat d'un grand plan orchestré par la classe politique et les hautes autorités de Justice avec le soutien des grands médias du pays et les forces armées. Cette publication nous permet d'identifier plus précisément que les institutions mises en relief dans la polémique publique vont au-delà du judiciaire, l'armée et la presse faisant aussi partie des cibles d'attaque polémique.

Notre archive de presse comporte un événement particulier qui aide à comprendre l'arrivée des forces armées dans la polémique publique. L'implication de cette institution dans le débat public autour de la culpabilité de da Silva se fait spécifiquement à la fin du procès par des publications sur Twitter du commandant général de l'Armée à l'époque, le général Eduardo Villas Bôas, au sujet du jugement de l'*habeas corpus* contre Lula. En effet, le 04 avril 2018 la Cour Suprême brésilienne jugeait, après une condamnation en deuxième instance, de la possibilité que l'ancien président garde sa liberté en attendant son jugement en dernière

instance. Au cours de la session de jugement, avant que les résultats en défaveur de Lula soient connus, Bôas publie sur Twitter une réaction à ce qui pourrait être décidé par les magistrats.

Figure 21 : Tweet du général Villas Boas traitant du jugement d'habeas corpus de Lula



Dans la figure ci-dessus, nous lisons deux *tweets* faisant usage d'une fonctionnalité de Twitter permettant de lier différentes publications au sein d'un même fil de publication. Le premier extrait pourrait être traduit de la manière suivante : « Dans la situation dans laquelle se trouve le Brésil, il ne reste qu'à demander aux institutions et au peuple qui se préoccupe réellement du bien-être du pays et des générations futures, et qui se préoccupe seulement de ses intérêts personnels ? ». Il continue son propos avec la phrase suivante : « J'assure à la nation que l'Armée brésilienne juge partager le désir de tous les "citoyens de bien" de rejeter l'impunité et de respecter la Constitution, la paix sociale et la démocratie, tout comme [l'armée] se maintient attentive à ses missions institutionnelles ».

Sans citer directement Lula, son procès, ni même son parti, le plus haut représentant de l'armée s'inscrit néanmoins dans le débat par la temporalité de son intervention et l'idée de situation grave qu'il introduit par la phrase « dans la situation dans laquelle se trouve le Brésil ». De même, le locuteur place l'armée du côté des « citoyens de bien », un ensemble discursif qui, dans l'interdiscours brésilien, est utilisé pour désigner un citoyen éloigné du monde criminel. La recherche de Paschoal (2020) a d'ailleurs montré que l'expression « citoyen de bien » présente un usage politique de droite exprimant une certaine intolérance vis-à-vis des personnes jugées en faute. Ce terme est spécialement utilisé et partagé par une

certaine tranche de la société brésilienne demandant des punitions plus sévères envers les criminels — ils réclament en outre que le port d'arme soit autorisé à plus large échelle.

Il convient de noter que ce discours rejoint dans la forme les discours judiciaires que nous avons eu l'occasion d'analyser dans le Chapitre 5, caractérisés par une apparente neutralité, tout en s'engageant dans le débat public par l'implication sous-entendue de l'Autre dans leur énoncé. En effet, ce mécanisme contient des éléments de la définition de la polémique, surtout celle énoncée par Kerbrat-Orecchioni (1980), qui relève de l'axiologie de ce genre de discours, construit dans l'opposition à une idée émise par le Proposant. Ainsi, le choix des termes employés indique qu'il s'adresse à un interlocuteur avec une vision du monde proche de la sienne, tout en rappelant que l'armée reste attentive à ses missions institutionnelles qui ne sont pas précisées.

Cette interprétation est partagée par deux médias de notre corpus qui réagissent particulièrement à la phrase « l'armée reste attentive à ses missions institutionnelles ». Ce discours donne lieu à de dures critiques au sein de la presse écrite imprimée, comme ces exemples tirés de *Veja* et FDSP le laissent transparaître :

- (52) Le message du commandant de l'armée à la veille du jugement du HC [*habeas corpus*] de Lula agite les défenseurs du retour du régime militaire et jette des doutes sur la situation de l'institution. Plus d'une fois, le militaire [Eduardo Villas Bôas] a affirmé que l'armée doit agir pendant les crises comme un protagoniste silencieux, guidé uniquement par la Constitution, et sur la base des piliers de la stabilité, de la légalité et de la légitimité. Mardi après-midi, cependant, à la veille du procès de l'*habeas corpus* de l'ancien président Lula devant la Cour suprême fédérale (STF), le commandant a semblé se déjuger¹⁴⁰. (V49, 11/04/2018)
- (53) Le manifeste relayé à travers les réseaux sociaux par le commandant de l'armée, le général Eduardo Villas Bôas, à la veille du jugement de l'*habeas corpus* rédigé par la défense de l'ancien président Luiz Inácio Lula da Silva (PT) devant la Cour suprême fédérale, est déplorable et suscite l'inquiétude¹⁴¹. (F160, 05/04/2018)

Ces deux extraits comportent des critiques semblables concernant le discours de Boas. Selon l'article de *Veja*, cette déclaration « excite les défenseurs du retour du régime militaire et émet des doutes à propos de la situation de l'institution ». D'autre part, le texte de FDSP, d'ailleurs intitulé « non-service militaire », attire l'attention sur le caractère inapproprié du *tweet* notamment en vue du contexte dans lequel il est publié. Les deux textes paraissent dans la rubrique « éditorial », relevant donc de l'opinion de l'institution de presse et accordant une certaine gravité supplémentaire au fait commenté.

¹⁴⁰ VO : “Mensagem do comandante do Exército na véspera do julgamento do HC de Lula alvoroça defensores da volta do regime militar e lança dúvidas sobre a situação da instituição. Por mais de uma ocasião, o militar já havia afirmado que o Exército deve atuar nas crises como um protagonista silencioso, guiado unicamente pela Constituição, e tendo como base os pilares da estabilidade, legalidade e legitimidade. Na terça-feira à tarde, no entanto, véspera do julgamento do habeas corpus do ex-presidente Lula no Supremo Tribunal Federal STF, o comandante pareceu trair a si próprio”.

¹⁴¹ VO : “É deplorável e suscita apreensão a manifestação veiculada em rede social pelo comandante do Exército, general Eduardo Villas Bôas, na véspera do julgamento do habeas corpus impetrado pela defesa do ex-presidente Luiz Inácio Lula da Silva PT no Supremo Tribunal Federal”.

En effet, cette posture sévère de la presse vis-à-vis du prononcement public du général Boas comporte des enjeux historiques. Il s'agit là de défendre les intérêts de ces entreprises de communication, puisque la déclaration vague d'un chef militaire réveille la mémoire d'une période sombre où la liberté de la presse n'était qu'un souhait. Critiquer la posture interventionniste de l'Armée dans un pays où les imaginaires sociaux autour de cette institution sont très polarisants revient à rappeler les années sous l'emprise d'une dictature militaire violente dirigée entre autres contre les opposants politiques et la classe journalistique (c.f. Chapitre 2).

Cette période de l'histoire récente du Brésil, encore pleine d'inconnues, est toujours l'objet de débats. Concrètement, le travail d'ouvertures d'archives pour rétablir la vérité sur les personnes disparues dans cette période n'a commencé à être effectué que pendant le mandat de Dilma Rousseff. Entre 2011 et 2014, les travaux de la *Comissão Nacional da Verdade* (Commission nationale de la vérité) ont été conduits par un collège chargé d'enquêter sur les faits de violation des droits humains durant la période dictatoriale. Le rapport¹⁴² de cette enquête conclut à des actes de l'État contre la population civile ayant entraîné détentions illégales, tortures et assassinats.

Malgré son caractère non punitif, et la non-reconnaissance des faits par l'armée, cette commission marque le début inédit d'un questionnement d'État sur cette période, et le fait que Rousseff soit celle qui entame ce processus historique n'a rien d'anodin. Elle-même a été torturée pendant les années 70 quand elle a été envoyée en prison politique. Les affiches de sa campagne pour sa réélection de 2014 ont d'ailleurs rappelé ces faits, avec le slogan « *Dilma, coração valente* » (Dilma, cœur vaillant) accompagné d'une photo de sa jeunesse militante. À l'inverse, dans cette campagne, son adversaire de l'entre-deux-tours, Aécio Neves (PDSB), affichait un discours nationaliste qui rappelait celui des militaires au pouvoir dans la deuxième moitié du vingtième siècle (Telles 2015). Une de ses phrases de campagne a été notamment « *Devolver o Brasil aos brasileiros* » (Rendre le Brésil aux Brésiliens).

Pendant la période de débats autour de la destitution de Rousseff, en 2016, Albuquerque (2021) observe la présence d'une normalisation autour de l'idée d'une intervention militaire, au cas où la présidente ne serait pas écartée du pouvoir. Dans cette ambiance de doute quant au déroulement de la démocratie, l'armée incarne progressivement une référence de stabilité, en s'affichant singulièrement comme une institution neutre et pure, par opposition à un Brésil dépassé par les scandales de sa classe politique qui affectent les différentes institutions démocratiques. Or, les militaires ne restent pas pour autant éloignés de la vie politique brésilienne après la redémocratisation des années 80. Les travaux de Chirio (2016) montrent notamment que les forces armées, avec des degrés de politisation différents, n'ont pas cessé de débattre sur la politique du pays. Et de fait, les points de vue de l'armée brésilienne et de la droite sont toujours proches, bien que ce positionnement soit souvent caché (Telles 2015).

Au-delà d'interventions de grands chefs de l'armée brésilienne, nous observons de la part de certains manifestants en faveur des actions de Lava Jato des déclarations de soutien aux manœuvres de l'armée dans les institutions publiques. Ces expressions de soutien s'affichaient dès le début de la procédure contre Lula. Les trois passages suivants de notre corpus décrivent des événements qui se sont déroulés pendant des manifestations contre le PT, et témoignent d'un soutien plus qu'explicite aux militaires.

¹⁴² Le rapport complet de la Comissão Nacional da Verdade peut être consulté sur ce lien : http://cnv.memoriasreveladas.gov.br/images/pdf/relatorio/volume_1_digital.pdf, accès le 04 mai 2022.

- (54) Une des voitures son avait une bande [avec les inscriptions] « intervention militaire vite ! Le Brésil a besoin d'ordre et de progrès », avec des manifestants habillés en vert et jaune en portant les drapeaux du Brésil¹⁴³ (G25, 13/03/2016)
- (55) La manifestation de cet après-midi sur l'avenue Paulista montre des groupes de comportement et de style distincts. Au coin de l'avenue Brigadeiro Luis Antonio, une voiture sonore soutient une intervention militaire constitutionnelle dans le pays. La bande-son reprend les hymnes nationaux et de l'indépendance.¹⁴⁴ (U17,13/03/2016)
- (56) Demandant des *buzinaços* aux voitures circulantes, des activistes pro-intervention militaire hissaient des banderoles pour saluer le juge Sérgio Moro avec les inscriptions "Sérgio Moro, priez pour nous" et "Luiz Inácio Rêu da Silva"¹⁴⁵. (F153, 25/01/2018)

Les deux premiers passages abordent le même jour de manifestations, le 13 mars 2016, mais commentent des interventions ayant lieu à des emplacements différents. Le texte de *G1* en (54) décrit des manifestations de Copacabana, un quartier de classe moyenne haute à Rio de Janeiro. La devise du drapeau brésilien, ordre et progrès, y est mobilisée pour soutenir l'action militaire, ce qui sous-entend que l'on assiste à du désordre et une régression en raison des actions de Rousseff et Lula. Ce point de vue rejoint l'argument de la crise, étudiée antérieurement (c.f. 5.3), d'un chaos qui nécessiterait une réponse urgente et rapide. On observe par ailleurs l'inscription de ces événements dans un cadre plus large de patriotisme et de fierté nationale puisque, selon la description journalistique, les deux manifestations présentent des symboles de la nation brésilienne. L'habillement en vert et jaune et l'existence de drapeaux brésiliens sont des faits décrits dans le premier exemple. Dans l'extrait suivant, exposant la manifestation se déroulant sur l'Avenida Paulista, lieu symbolique de la métropole de São Paulo, le journaliste retient aussi la bande sonore de la manifestation, marquée par les hymnes nationaux et de l'indépendance.

Ces exemples montrent que « le militarisme est inséparable du patriotisme », comme l'affirmait déjà Angenot (1995) à propos de l'Affaire Dreyfus en France. D'autre part, ce cas brésilien de polémique publique présente la particularité d'afficher un lien particulier entre le soutien militaire et les arguments religieux, dans l'appui à l'action judiciaire menant Lula en prison. Cela est explicite dans l'exemple (56) qui décrit ainsi la situation : « des activistes pro-intervention militaire hissaient des banderoles pour saluer le juge Sérgio Moro ("Sérgio Moro, priez pour nous") et "Luiz Inácio Rêu da Silva" ». La phrase « Sérgio Moro, priez pour nous » mobilise un interdiscours religieux chrétien tiré notamment d'une prière catholique qui se termine par la phrase : « Santa Maria, mãe de Deus, rogai por nós pecadores, agora e na hora da nossa morte » (« Sainte Marie, mère de Dieu, priez pour nous, pêcheurs, maintenant et à

¹⁴³ VO : "Um dos carros de som trazia a faixa "Intervenção militar já! O Brasil precisa de ordem e progresso", com manifestantes vestindo verde e amarelo e carregando bandeiras do Brasil".

¹⁴⁴ VO : " A manifestação desta tarde na avenida Paulista mostra grupos de linhas e estilos distintos. Na esquina com a avenida Brigadeiro Luis Antonio, um carro de som apoia uma intervenção militar constitucional no país. A trilha sonora são os hinos nacional e da independência".

¹⁴⁵ VO : "Pedindo buzinaço para carros que passavam e sendo prontamente atendidos, ativistas pró-intervenção militar içavam faixas que saudavam o juiz Sérgio Moro "Sérgio Moro, rogai por nós" e "Luiz Inácio Rêu da Silva".

l'heure de notre mort »). Le nom de Lula est par ailleurs déformé pour l'associer à une situation de banditisme : « Luiz Inácio Accusé da Silva ».

À partir de ces analyses, force est de constater que les arguments se tissent autour d'une crise constatée, qui exigerait une mobilisation militaire pour la combattre. La période de dictature militaire est donc valorisée dans le but de mettre en avant ses supposés avantages. Les mêmes personnes qui font ce constat encadrent Moro comme une figure divine dont la mission est de contrecarrer l'ancien président. Le camp opposé (pro Lula) a également pour enjeu de mobiliser ces imaginaires, notamment la période de gouvernement autoritaire, afin de justifier sa démarche défensive. C'est dans ce sens que l'un des avocats de Lula, José Roberto Batochio, compare son travail de défense à une lutte contre l'ancienne dictature. En réagissant à la condamnation de l'ancien chef d'État en deuxième instance, il déclare : « Nous allons faire appel [contre cette décision] parce que nous avons grandement lutté pour reprendre à la dictature militaire la démocratie que nous avons¹⁴⁶ » (U102, 24/01/2018).

Pour revenir au thème de la presse, nous avons vu à propos de l'intervention de Villas Bôas dans le débat public que les deux organes de presse mentionnés présentent un regard critique vis-à-vis de la déclaration du militaire. La défense des pratiques démocratiques en critiquant l'intervention de l'armée dans le débat public civil fait partie des stratégies de la presse pour se constituer comme quatrième pouvoir. Comme nous avons déjà eu l'occasion de le mentionner, la presse s'élève à un rang d'importance majeure dans le cadre de la polémique publique à plusieurs titres. En premier lieu, nous rappellerons qu'une des preuves centrales de la propriété du Triplex attribué à Lula provenait d'un article de presse. Par ce fait, cette institution a joué un grand rôle en apportant une preuve judiciaire lors de cette polémique publique, et s'est vu attribuer une importance majeure par l'enquête réalisée par une journaliste. Ce fait est d'ailleurs, comme nous l'avons déjà mentionné, questionné par les avocats du membre du PT qui ont déclaré lors de sa première condamnation « un reportage de journal ne constitue pas un élément de preuve¹⁴⁷ » (G121, 12/07/2016).

Par ailleurs, nous remarquons que la presse, qui à l'origine n'est qu'un support de la polémique concernée, se transforme elle-même en objet de polémique. À mesure que le procès avance, les groupes antagonistes ont recours à l'évaluation du comportement de la presse pour fonder ses arguments. Ce comportement se situe spécialement dans le discours de défense formulé par Lula lui-même, qui signale à multiples reprises un alignement entre la manière dont les faits sont rapportés par la presse et son jugement dans les tribunaux, comme les exemples suivants le laissent entrevoir.

- (57) Selon l'ancien président, au Brésil, en ce moment, la vérité importe moins que la construction de la version [de l'histoire]: "elle devient la manchette des journaux, la manchette est manipulée par la télévision, et la personne concernée, qu'elle soit ou non innocente, se retrouve condamnée par l'opinion publique¹⁴⁸ (F103, 21/09/2016)

¹⁴⁶ VO : "Vamos recorrer porque nós lutamos muito para resgatar da ditadura militar a democracia que nós temos".

¹⁴⁷ VO : "Notícia de jornal não é elemento de prova".

¹⁴⁸ VO : "Segundo o ex-presidente, no Brasil nesse instante o que menos importa é a verdade, mas a construção da versão: "ela vira manchete de jornal, a manchete é manipulada pela televisão e a pessoa, independentemente de ser inocente passa a ser condenada pela opinião pública".

- (58) De mars 2014 jusqu'à présent, ce sont 25 couvertures dans le magazine *IstoÉ* qui créent l'image du "monstre" Lula. Le magazine *Veja* a fait 19 couvertures et l'*Época* 11 couvertures. Durant cette même période, *Folha de S.Paulo* a eu 298 reportages contre Lula et seulement 40 en sa faveur, tout ça grâce à des informations de la Police Fédérale et du Ministère Public. (...) Ces journaux, d'ailleurs, semble [sic] connaître des personnes qui ont plus d'informations que certains avocats¹⁴⁹ (F113, 11/05/2017)

Le premier texte reproduit une partie de la prise de parole de l'ancien président lors de l'acceptation de l'accusation adressée par le Ministère Public à Sérgio Moro, faisant qu'il devienne officiellement un accusé (*réu*) face à la Justice. Dans un discours destiné à ses partisans, notamment à ceux de la CUT (*Centrale Unique des Travailleurs*), Lula exprime son mécontentement à propos de la manière dont la presse s'empare du sujet de ses accusations. Nous notons que cette affirmation se fait sans désignation d'organes de presse précis, et de manière à postuler, avec un certain détachement exprimé par l'emploi d'un sujet inconnu « la personne concernée », qu'une condamnation est déjà prononcée avant toute décision officielle de justice, lorsque l'objet des accusations est publié au préalable dans la presse.

Cette critique vis-à-vis de l'institution de la presse se poursuit pendant la déposition qu'il fait à Sérgio Moro, dont un extrait est reproduit en (58). Exprimé également personnellement lors de son tête-à-tête avec ce juge, son système de défense repose sur l'accusation de certains médias et du traitement qu'ils lui réservent. Sa démonstration prend appui sur des données chiffrées. En désignant ces couvertures médiatiques comme défavorables à sa personne, il adopte une posture polémique qui n'est plus une attaque envers l'autre, mais qui le présente en victime en soulignant les attaques dont il est l'objet. L'usage des chiffres indiquant le nombre de couvertures qu'il juge négatives à son égard invite son interlocuteur à croire en la vérité de son acte de parole en donnant la sensation d'un fait objectif.

La relation de promiscuité entre presse et judiciaire dénoncée apporte donc une double critique. Créant une zone de malentendu qui entretient ses suspicions concernant la moralité des actions de deux autorités démocratiques son argumentaire est un moyen pour lui de signaler des défauts de comportement de ces institutions pour discréditer les discours qu'ils produisent sur sa personne. La cible de cet argumentaire, d'ailleurs, n'est nullement le magistrat qui lui fait face dans la situation, mais plutôt un Tiers. Lula veut mobiliser un auditoire pour sa cause, en soulignant sa position d'isolement face à une coalition en sa défaveur.

L'argument selon lequel la presse dispose dans ce processus d'un accès privilégié à l'enquête ne vient pas uniquement de Lula. Cet argument est en réalité présent sur Twitter bien avant qu'il soit utilisé par Lula. Sur ce terrain numérique, la citation d'organismes de presse devient non seulement un moyen de commenter l'actualité, mais également de la contester. Cela devient un enjeu dans la polémique étudiée puisque ces critiques sont utilisées pour rejoindre l'un ou l'autre camp politique, les uns s'appuyant sur la presse pour valider leurs propos incriminant Lula, les autres dénonçant une machine de production inquisitoire.

¹⁴⁹ VO : "De março de 2014 pra cá, são 25 capas na revista IstoÉ criando a imagem de monstro do Lula. A revista Veja tem 19 capas e a Época, 11 capas.. Nesse mesmo período, a Folha de S.Paulo teve 298 matérias contra o Lula e apenas 40 favoráveis, tudo com informações da Polícia Federal e do Ministério Público. (...) Aliás, esses jornais parece [sic] que têm gente que tem mais informações do que alguns advogados, completou".

La cible la plus récurrente des contestations est le groupe de presse *Globo*, qui fait déjà l'objet de critiques depuis les « Journées de Juin 2013 », comme nous le détaillons ultérieurement. Comme Santos et Almada (2019) le rappellent, les affiches avec l'inscription *O povo não é bobo, abaixo a Rede Globo* (le peuple n'est pas bête, à bas la Rede Globo) étaient présentes lors de ces manifestations. Les sièges de Globo à São Paulo et Rio de Janeiro ont par ailleurs été dégradés. Des journalistes d'autres groupes de presse ont été aussi empêchés de couvrir les manifestations. Nous relevons à ce titre une autre information de l'étude de Ortellado et Solano (2016), citée auparavant, qui traite de la confiance des participants des manifestations pro-impeachment vis-à-vis de la presse. En ce qui concerne notre corpus, 51% ont affirmé faire confiance à *Veja*, 29% à FDSP et 37% au JN.

Figure 22 : Tweets de critique à la couverture de presse de l'affaire Triplex (04/03/2016)



Le tweet (A) a été publié lors de la condução coercitiva en mars 2016 quand les images de Lula entouré de policiers ont circulé dès le petit matin sur les chaînes de télévision brésiliennes. On y lit le questionnement « comment Globo avait-il déjà connaissance de l'action de Lava Jato contre Lula ? » qui sert de critique aux informations privilégiées dont cette chaîne disposait lors de l'inculpation de Lula, signalant une proximité suspecte entre les deux. On note ici que la posture de cet utilisateur de Twitter consiste, après avoir consommé le produit médiatique, à émettre des doutes quant aux moyens d'obtention de l'information de la part des journalistes.

Nous remarquons en outre une association entre la critique à la presse et l'argument de coup d'État mis au point antérieurement. Il revient sur les posts (B) et (C) présentant l'adjectif *golpista* (putschiste) associé au mot médias. Dans le tweet (B) « la droite et le média putschiste célèbrent les faits d'aujourd'hui. Mais nous ne nous retirons pas de la lutte politique de défense du prés. Lula. Il y aura de la résistance » et le (C) « tout mon soutien à Lula en ce moment. Ça, c'est ce que notre média putschiste dissimulé de police politique a réussi #coup », l'idée commune est d'attribuer à la presse une responsabilité quant au résultat du déroulé des étapes judiciaires défavorables à l'ex-président. Il conviendrait de noter que ce type d'argument critique vis-à-vis de la couverture presse n'apparaît pas dans notre corpus journalistique, à l'exception de quelques articles d'opinion qui mobilisent cet argument pour l'invalidier.

Il ressort de cette section que l'un des points sensibles de la polémique est donc de « dramatiser les enjeux », c'est-à-dire charger de conflictualité le sujet en débat pour regrouper ou renforcer son camp. Dans ce mouvement, non seulement le judiciaire est impliqué, mais aussi l'armée et la presse. Dans tous ces cadres, la parole de l'adversaire est rapportée comme violente ou déplaisante afin de s'affirmer la victime d'une attaque verbale. Il nous semble que l'une des conséquences à cela est la remise en question des acteurs, mais aussi des institutions qu'ils représentent. Cela nous invite, lors de notre prochaine sous-partie, à étudier davantage la manière dont, dans cet environnement hostile, la couverture journalistique de l'affaire Triplex s'articule avec l'idée de combat contre la corruption, à des fins d'une légitimation mutuelle des institutions « presse » et « pouvoir judiciaire ».

6.2. Du « combat » contre la corruption à la criminalisation de la politique

L'État démocratique se caractérise par sa capacité à surveiller les actions de ses gouvernants à partir d'institutions de contrôle. Ces structures peuvent être issues de la société civile, mais également être symbolisées par des organes publics autonomes. C'est le cas au Brésil, pays qui possède un pouvoir indépendant responsable du maintien de l'ordre de l'ordre juridique du pouvoir public, le Ministère Public. Cette institution veille au bon fonctionnement des autres pouvoirs de l'État, y compris le judiciaire, vu que le ministère public intervient, par exemple, comme porte-parole de la société civile dans certains procès.

Malgré cet appareil juridique, l'institution démocratique qui semble la plus proche des citoyens brésiliens est sans doute la presse. Celle-ci se présente, d'abord, directement comme actrice de la résolution de conflits juridiques — par exemple lors d'émissions à la télévision se consacrant entre autres à défendre le droit des consommateurs. D'autre part, le pouvoir de diffusion de la presse dans le paysage brésilien est davantage prononcé que celui de la justice, dont les institutions restent même isolées géographiquement d'une bonne partie de la population brésilienne.

Dotée d'une autorisation publique pour fonctionner (notamment radio et télévision qui sont des concessions publiques au Brésil), la presse se donne pour tâche de relayer et d'enquêter sur les faits politiques de la cité, tout en alertant les citoyens lorsque se produisent des déviations importantes du fonctionnement de la démocratie. Dans de jeunes démocraties comme le Brésil, où un faible contrôle institutionnel de la vie politique est constaté, cet argument prend encore plus de sens. C'est ce que Mota et de Almeida (2017) soulignent à partir de leurs travaux. Ses études montrent que la presse est devenue l'institution politique et idéologique la plus importante au Brésil, elle « se positionne comme le vrai “héros” de l'histoire, celle qui dénonce publiquement, accuse, exige des positionnements ou des résultats, et cherche à dévoiler le jeu politique ». Les auteurs mettent cependant en garde sur les réelles intentions de ces organes de presse, puisque ces actions sont, selon eux, « des attitudes intentionnelles des organes de presse pour dépasser leurs concurrents et gagner de l'audience » (p. 103, notre traduction).

Thompson (2002) observe d'ailleurs dans la presse politique contemporaine un intérêt particulier pour la couverture de scandales politiques. La montée du nombre de scandales politico-médiatiques notamment à partir des années 2000 s'explique, selon cet auteur, par la visibilité croissante des acteurs et actrices politiques et par les évolutions de la culture journalistique, qui tient de plus en plus à être une institution régulatrice de la vie démocratique. Par l'ampleur que ces publications peuvent assumer, continue Thompson, la publication de

scandales politiques affecte grandement le pouvoir symbolique des individus liés à ces transgressions dans le récit de presse.

Le fait d'exercer cette mission de contrôle remonte en réalité à la deuxième moitié du XX^e siècle, quand la presse nord-américaine diffuse les scandales de Watergate dans le contexte particulier de la Guerre du Vietnam. À ce moment précis, l'image d'un État vertueux laisse place à une presse qui s'affirme comme celle qui défend les intérêts de la démocratie dans la mesure où elle surveille le pouvoir politique. Au Brésil, cette transformation s'opère à la fin de la dictature militaire, quand la presse, finalement libre de la censure, cherche à se positionner comme « quatrième pouvoir » (c.f. Chapitre 2).

L'adoption de cette position médiatique, aussi appelée « chien de garde », peut avoir également d'autres explications. Pour Charaudeau (1997, p. 33), cela revient à un discours de légitimation des médias, qui se positionnent dans « une conquête contre les forces obscurantistes du pouvoir ». Guazina (2011) rejoint cet argument en déclarant que le journalisme adopte le rôle de porte-parole de « l'intérêt public » afin de garantir une certaine crédibilité vis-à-vis de son public, et ainsi se constituer comme pouvoir indépendant dans la société. Azevedo (2010) ajoute cependant que la prédilection médiatique pour la publication des scandales découle simplement des critères de rentabilité d'un journal. En termes simplifiés : la publication des scandales est recherchée car elle fait vendre.

Cette situation est observée de près par des chercheurs et chercheuses brésiliens qui étudient la narration de faits politiques. Un de ces universitaires, Vieira (2018), constate que la couverture politique est la grande priorité dans la presse hégémonique au Brésil. Même quand une certaine tranquillité et stabilité dans le fonctionnement politique est observée, « une petite armée de reporters cherche de possibles failles individuelles chez des hommes politiques ou des fonctionnaires, principalement ceux qui font partie d'un gouvernement idéologiquement contraire aux intérêts commerciaux des entreprises de communication », écrit-il (p. 80, notre traduction).

L'attitude de la presse n'est alors pas la même selon l'étiquette politique de l'accusé. La littérature à ce propos nous permet de construire un parallèle entre la corruption présentée par la structure médiatique, et l'idée selon laquelle elle aurait une origine précise. À partir d'un travail mené par Telles et Ruiz (2011), il ressort que le thème de la corruption se présente en tant qu'argument central pour critiquer les années du Parti des Travailleurs au pouvoir pendant les élections présidentielles de 2010, opposant au second tour Dilma Rousseff (PT) et José Serra (PSDB). Dans ce même sens, Feres Junior et Oliveira Sassara (2016b) étudient la couverture des principaux journaux papier brésiliens durant les élections présidentielles de 2014, où les deux partis s'affrontaient encore une fois au second tour. Ces chercheurs identifient la présence plus prononcée dans la presse d'accusations de corruption concernant le PT par rapport à celles impliquant le PSDB. La chercheuse en Sciences Politiques Helcimara Telles (2015) complète ces études en soulignant l'usage politique récurrent du thème de la corruption pour lier ce parti à des « scandales politiques » : « La corruption a été associée au PT dans toutes les campagnes électorales, par ses opposants – le cas des *“Dossiê dos Alopados”* (2006), le *mensalão* (2006), le *Caso Erenicegate* (2010), la *Petrobras* (2014) » (p.40, notre traduction).

Les « scandales politiques » sont définis par Thompson (2002) comme des actions qui transgressent certaines valeurs, normes ou codes et peuvent être caractérisées comme un détournement ponctuel ou systémique. Plus qu'une affaire judiciaire, la corruption acquiert donc une dimension morale assez importante. Dans le monde politique, la corruption se définit

par l'usage du pouvoir public au profit d'intérêts personnels ou partisans. Ce genre de pratique est souvent associé soit au transfert de sommes au profit de l'agent corrompu, soit au soutien accordé à de projets financiers qui profitent à un certain groupe politique. De ce fait, selon Telles (2015), le problème de la corruption revêt plus d'importance dans une société comme la société brésilienne, puisque la situation financière personnelle des citoyens, qui tend souvent à être précaire, entre plus facilement en contraste avec les sommes qui peuvent être impliquées dans les affaires de corruption. Autrement dit, la faiblesse des revenus de la majorité de la population tend à empirer la perception des faits de corruption.

Par ailleurs, il faut prendre en compte le fait que la corruption est définie, caractérisée et jugée par les autorités judiciaires. Ce sont celles-ci qui offrent le cadre légal permettant de signaler un comportement en infraction, présentant même une classification pour chaque type d'infraction – corruption passive, active, de mineur, en sont quelques exemples. C'est-à-dire que la corruption ne peut pas être caractérisée qu'à partir des frontières imposées par les dispositifs de contrôle prévus dans les textes de Loi. Dans le cas qui nous intéresse, l'ancien président a été condamné en première instance par Moro pour corruption passive et blanchiment d'argent (neuf ans et six mois). Dans ce même procès, Léo Pinheiro, l'ancien président de l'entreprise OAS, a été condamné à 10 ans et huit mois de prison pour corruption active et blanchiment d'argent. Un autre cadre de cette firme de BTP, Agenor Franklin Magalhães Medeiros, a été condamné à 6 ans de prison. La décision juridique responsabilise en même temps le corrupteur et le corrompu même si, nous le verrons, une attention médiatique particulière est accordée à l'un de ces pôles.

Si le terme central de l'accusation contre Lula comporte les termes « corruption passive et blanchiment d'argent », nous sommes assez étonnée de l'absence du mot *corrupção* (corruption) parmi les termes les plus représentatifs de la couverture médiatique. Cette carence, identifiée dans notre CHD de tous les organes de presse (Annexe 4.1), peut s'expliquer par le fait que l'emprise politique sur ce sujet a été tellement prononcée, que le premier chef d'inculpation concernant Lula reste écarté des textes. Et de fait, cela confirme encore une fois la prédominance d'un débat axé autour des conséquences politiques de cette inculpation, et non pas autour du crime que Lula aurait commis. On rappellera à ce titre que le choix de ne pas inclure dans le débat polémique les discussions autour du crime lui-même fait partie de la stratégie discursive du camp luliste, tel que nous l'avons démontré dans le Chapitre 5, ce qui explique aussi en partie ces résultats.

Si nous regardons les CHD séparées par média analysé, nous identifions cependant un usage prononcé du terme par deux organes de presse. Il ressort en effet que le terme *corrupção* est présent majoritairement dans les reportages du journal en ligne *UOL* (Annexe 4.4) et le journal télévisé *Jornal Nacional* (Annexe 4.6). Dans le cas d'*UOL*, l'allusion à la corruption s'effectue en lien avec la description des crimes pour lesquels Lula est inculpé, comme *OAS*, *lavagem de dinheiro* (blanchiment d'argent) ou encore *Petrobras*. Dans les reportages de *Jornal Nacional* le mot corruption est plutôt relié à *Petrobras*, et également avec les mots *esquema* (schéma), *propina* (pot-de-vin), e *vantagem* (avantage).

La couverture médiatique de *JN* inscrit donc la thématique de corruption dans l'optique de gains obtenus par celle-ci, ainsi que dans une systématisation de cette pratique, alors que celle d'*UOL* retient les mots avancés par les cadres juridiques. L'analyse quantitative des extraits ci-dessous ajoute des précisions à ces observations préalables.

- (59) Dans le document d'accusation, l'ex-président est accusé de corruption passive, blanchiment d'argent et vol d'identité. l'accusation demande que Lula

rende 87,6 millions de réaux qui auraient été détournés de contrats entre l'entreprise de travaux publics [OAS] et la Petrobras, et transformés en pots-de-vin¹⁵⁰. (U50, 14/09/2016)

- (60) Lula a été condamné en première et seconde instance pour les crimes de blanchiment d'argent et corruption passive dans l'affaire qui a révélé le paiement d'avantages indus de la part d'OAS à l'ex-président. Ces avantages impliqueraient le paiement de travaux dans un appartement Triplex au Guarujá (SP)¹⁵¹ (U133, 07/04/2018)

Dans le premier passage tiré de la rubrique *política* du site d'information UOL, l'objet précis de l'accusation qui venait de tomber contre Lula est souligné, ainsi que la réparation de dommages demandée par le ministère public. L'extrait suivant, de la clôture de l'affaire, suit la même ligne discursive en rappelant, lors de la mise en prison de Lula en avril 2018, les crimes pour lesquels il a été condamné, le lien de ceux-ci avec l'entreprise OAS et le gain qui aurait été obtenu. Nous retenons d'abord de ces extraits la visée pédagogique, caractéristique saillante du journalisme brésilien qui cherche à former et informer en même temps (Chapitre 2). De même, nous soulignons l'emploi des verbes à leur forme conditionnelle (*envolveriam*, impliqueraient, par exemple), qui sert à indiquer une certaine incertitude du locuteur quant à l'affirmation avancée, contribuant à une image de neutralité du locuteur. La reprise de termes typiques du droit est aussi identifiée, tels les crimes pour lesquels Lula est accusé.

L'analyse approfondie d'autres extraits de notre corpus confirme en partie l'observation faite précédemment, d'une présence moindre des discussions autour du crime pour lequel Lula a été condamné, puisque *UOL* reste le seul média de notre corpus à présenter régulièrement, et lors de chaque nouvelle étape du procès, les raisons premières pour lesquelles il est inculpé. Une posture similaire est identifiée chez JN, mais elle est davantage alignée sur les discours des accusateurs. Nous notons spécialement la reprise des paroles du pouvoir judiciaire introduites par l'usage important des prépositions d'attribution de propriété de ces paroles « selon », « d'après », etc, et l'identification récurrente du sujet qui les énonce – notamment « Sérgio Moro » en début de phrase. Ces conclusions sont tirées spécialement de la fonctionnalité d'IRaMuTeQ qui propose le segment de texte typique lié à l'usage d'un mot, capacité de calcul qui nous a permis de définir l'extrait suivant comme le plus illustratif :

- (61) En acceptant la plainte, Sérgio Moro a fait, comme d'habitude, un bref résumé du plan de détournement d'argent de Petrobras, Sérgio Moro a rappelé que d'anciens dirigeants de l'OAS, dont l'ancien président de la société Léo Pinheiro, avaient déjà été condamnés par Lava Jato. (...) À propos de la dénonciation de corruption et de blanchiment d'argent, Sérgio Moro a rappelé l'allégation du parquet fédéral selon laquelle l'ancien président de la République Luiz Inácio Lula da Silva aurait participé délibérément, tout en ayant conscience que les directeurs de Petrobrás utilisaient leurs postes pour obtenir un avantage indu en faveur des agents politiques et des partis politiques. Mais il n'a pas

¹⁵⁰ VO : "Na denúncia, o ex-presidente é acusado de corrupção passiva, lavagem de dinheiro e falsidade ideológica. A acusação pede à Justiça que Lula devolva esses R\$87,6 milhões, que teriam sido desviados de contratos da empreiteira com a Petrobras e revertidos em propinas".

¹⁵¹ VO : "Lula foi condenado em primeira e segunda instâncias pelos crimes de lavagem de dinheiro e corrupção passiva no caso que apurou o pagamento de vantagens indevidas pela construtora OAS ao ex-presidente. Essas vantagens envolveriam o pagamento de uma reforma em um apartamento triplex no Guarujá (SP)".

désigné l'ancien président comme chef du système de corruption à Petrobras, comme l'a déclaré le procureur Deltan Dallagnol en présentant la plainte la semaine dernière. Sérgio Moro a également déclaré que, contrairement à ce qui était attendu, le Ministère Public Fédéral n'a pas imputé à l'ancien président le crime d'association criminelle. L'omission, selon le juge, trouve une justification plausible, dans la poursuite de l'enquête en cours par la Cour suprême fédérale, à Brasília¹⁵². (J40, 20/09/2016)

En expliquant les faits pour lesquels Lula est inculqué, le journaliste rappelle à diverses reprises l'origine de ces accusations : « Sérgio Moro a fait, comme d'habitude, un bref résumé du schéma de détournement d'argent de la Petrobras », « Sérgio Moro a rappelé », « Sérgio Moro a aussi affirmé » et finalement « selon le juge ». Ces citations servent ensuite à introduire les détails du contenu du texte qui accompagne la décision judiciaire d'accepter l'accusation faite à l'égard de Lula par le ministère Public quelques jours avant. C'est donc dans ce contexte précis que le mot corruption apparaît, cela pour protéger l'énonciateur journaliste de toute accusation de partialité par l'usage de recours linguistiques indiquant un discours rapporté.

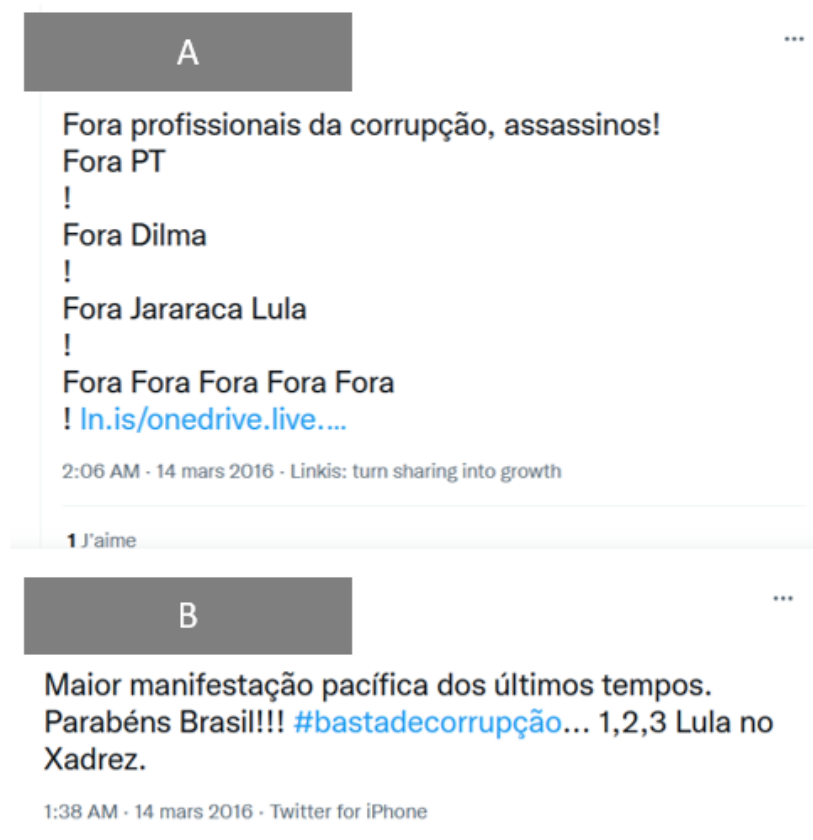
L'analyse de ces passages est révélatrice du lien entre l'usage du mot corruption et le répertoire de discours juridiques mis à disposition de la presse. Il ressort donc l'ajout dans les textes journalistiques de discours produits par les autorités juridiques, comme l'a indiqué principalement notre étude sur le cas du journal en ligne *UOL*. Le journalisme semble alors se contenter de reprendre le dossier de presse fourni par l'institution judiciaire afin d'enrichir leurs textes. Le média télévisuel exploite particulièrement cette méthode, allant jusqu'à afficher le contenu des textes d'accusation comme preuve *in fine* des crimes commis, d'autant plus que les arguments de la défense se trouvent moins diffusés. Cela étant, le thème de la corruption est finalement peu discuté dans les corpus de presse, mais plutôt extrait des actes de la justice, avant d'être reproduit directement dans les pages de journal ou les reportages de télévision.

Si la couverture médiatique de notre corpus n'affiche pas une attention toute particulière à la discussion autour du thème de la corruption, notre analyse sur l'ensemble de *tweets* montre que les débats sur ce sujet s'étendent de manière plus importante sur des temporalités bien précises. En examinant la parution de ce terme par date, nous identifions que les discussions autour de la *corrupção* voient le jour dès la mi-mars 2016, plus spécifiquement lors des manifestations contre Lula et Rousseff. Le terme est très présent également à deux autres moments : quand les accusations contre Lula sont rendues publiques et quand l'ancien président est effectivement condamné. L'usage du thème de la corruption sur Twitter se fait donc soit (1) pour rassembler autour de la critique au PT, soit pour (2) réagir aux propos du

¹⁵² VO : “Ao aceitar a denúncia, Sérgio Moro fez, como de costume, um breve resumo do esquema de desvio de dinheiro da Petrobrás, e lembrou que ex-executivos da OAS, entre eles o ex-presidente da empresa Léo Pinheiro, já foram condenados na Lava Jato. (...) Sobre a denúncia de corrupção e lavagem de dinheiro, Sérgio Moro lembrou a alegação do Ministério Público Federal que o ex-presidente da República Luiz Inácio Lula da Silva teria participado conscientemente do esquema criminoso, inclusive tendo ciência de que os diretores da Petrobrás utilizavam seus cargos para recebimento de vantagem indevida em favor de agentes políticos e partidos políticos. Mas não se referiu ao ex-presidente como chefe do esquema de corrupção na Petrobrás como afirmou o procurador Deltan Dallagnol ao apresentar a denúncia na semana passada. Sérgio Moro também afirmou que, ao contrário do que se esperaria da narrativa, o Ministério Público Federal não imputou ao ex-presidente o crime de associação criminosa. A omissão, segundo o juiz, encontra justificativa plausível, pois esse fato está em apuração no Supremo Tribunal Federal, em Brasília”.

personnel juridique. Étudions d'abord un exemple du premier groupe à partir de publications du 14 mars 2016, lendemain des manifestations s'opposant au PT.

Figure 23 : Exemples de *tweets* en réaction aux manifestations du dimanche (14/03/2016)



Le tweet (A) salue la mobilisation à partir de mots d'ordre invitant à l'expulsion du Parti des Travailleurs du pouvoir : « Dehors professionnels de la corruption, assassins ! Dehors PT ! Dehors Dilma ! Dehors *jararaca* Lula ! Dehors Dehors Dehors Dehors Dehors ! ». Le rejet de ce parti s'exprime par la répétition du mot « dehors », un départ forcé justifié par l'association des actes de ses représentants à une corruption systémique aussi grave que le crime d'assassinat.

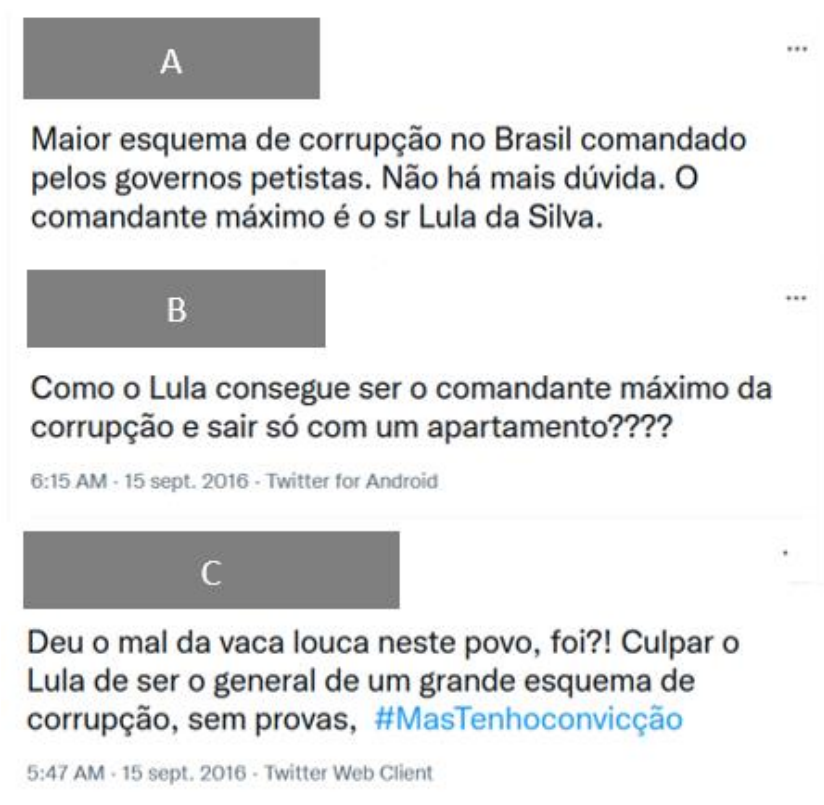
Ce processus d'intimidation, souligné par la répétition du mot « dehors », apparaît selon une autre logique dans la publication suivante (B) : « la plus grande manifestation pacifique des derniers temps. Félicitations Brésil !!!! #assezdecorrupcion... 1,2,3 Lula en taule ». En effet, les caractéristiques de la manifestation, sa grande taille et le fait de son déroulement pacifique, sont évoqués en vue de légitimer le point de vue du locuteur et indiquer une grande adhésion à sa cause exprimée par le mot-croisillon « plusdecorrupcion ». L'énoncé se termine par une phrase qui fonctionne plutôt à l'oral étant donné la rime possible entre les mots *três* (trois) et *xadrez* (taule), en portugais. La reproduction de cet énoncé simule donc un chant.

Ces deux publications, échantillon fidèle des discussions ayant lieu ce jour sur Twitter, rendent compte d'une association permanente entre le crime de corruption, l'image du Parti des Travailleurs et ses deux principaux représentants. Plus encore, elles veulent insinuer que la fin de la corruption passe par la mise à l'écart des personnes désignées nominalement (Dilma

et Lula) et le parti dont elles font partie. Ces posts confirment par ailleurs notre intuition, exprimée lors de notre composition de corpus, d'attaques importantes contre Lula lors de ces manifestations du dimanche 13 mars 2016, alors même qu'il n'était pas, à ce moment-là, président de la République.

En se traitant du groupe (2), nous pouvons déjà noter qu'en septembre 2016, lors de la présentation par les procureurs des accusations contre Lula, une grande masse de *tweets* utilise le mot « corruption ». Ce fait est relayé notamment par les profils de presse qui présentent les éléments principaux de l'accusation formulée à l'égard de Lula, dont le crime de corruption. Les discussions autour du contenu des accusations deviennent alors périphériques aux *tweets*, qui tendent à être plutôt factuels. Néanmoins, certaines phrases prononcées par le chef de la *força-tarefa* Deltan Dallagnol lors de sa conférence de presse – principalement « Lula est le chef suprême de la corruption » ou « on n'a pas de preuve, mais on a des convictions » – sont reprises et nourrissent des discours de soutien ou de protestation en direction des procureurs, comme en témoignent ces exemples :

Figure 24 : Publications sur Twitter saluant ou mettant en doute le contenu des accusations contre Lula (14/09/2016)



Dans le post (A), on lit : « le plus grand système de corruption au Brésil commandé par les gouvernements petistes. Il n'y a plus de doute. Le chef suprême est le m. Lula da Silva ». Ce *tweet* participe aux voix de soutien à l'accusation, en apportant toute confiance à l'authenticité du discours des accusateurs, sans attendre d'ailleurs l'appréciation d'un juge : « il n'y a plus de doute ». On observe également que la culpabilité repose non seulement sur Lula, mais sur tous « les gouvernements petistes », dépassant alors le cadre du document présenté par les procureurs. Sur la forme, il est intéressant de souligner dans ce *post* le marqueur « sr », l'abréviation de *senhor*, (monsieur, en français), ajouté avant le nom de da Silva, ce qui lui

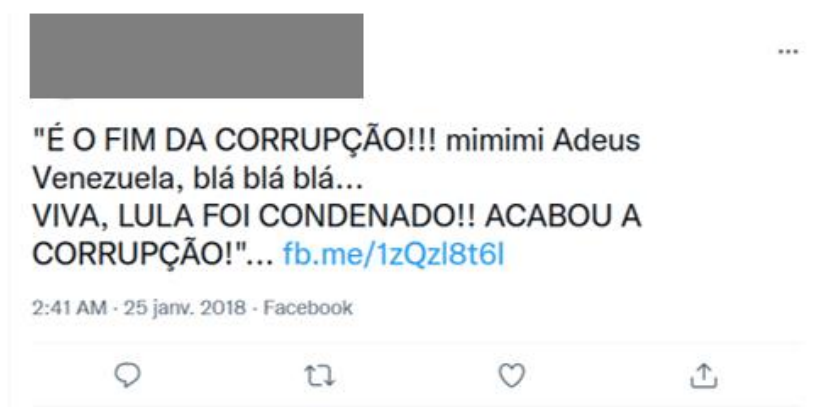
confère une certaine autorité. Malgré ce respect exprimé à l'égard de Lula, ce texte reste polémique puisqu'il reprend l'accusation contre cet homme politique, dans le but de participer à un champ de dispute opposant deux idées irréconciliables, et cela sans usage de violence verbale ni d'arguments *ad hominem*. Soulignons doc, comme l'indiquait déjà Amossy (2014), que la violence verbale n'est pas un trait obligatoire de la polémique, ni même dans un environnement numérique.

Un autre procédé typique de la polémique, l'ironie, est observé en (B). Cet outil polémique, selon Garand (1998), comporte la fonction « de remettre l'autre à sa place, de se situer par rapport à lui en *position haute* » (p. 236). Dans la phrase : « Comment Lula peut-il être le chef suprême de la corruption et empocher seulement avec un appartement ????? », on met en justement doute la conclusion des procureurs, en soulignant l'incompatibilité de la position qu'aurait occupée Lula dans le système de corruption avec les gains obtenus. Ce questionnement sur un ton sarcastique, qui revêt aussi l'énoncé d'une certaine forme d'amusement, cherche à désapprouver le discours exprimé par les procureurs, tout en jugeant que les auteurs de cette accusation sont biaisés.

Le ton de la moquerie est de fait une des marques des discussions ayant lieu sur Twitter (Mercier 2018a). Il revient d'ailleurs dans notre prochain exemple (C) : « Ces gens ont la maladie de la vache folle ?! Juger Lula coupable d'être le général d'un grand système de corruption, sans aucune preuve, #maisj'aidelaconviction ». Dans ce *tweet*, on dénonce l'absurdité du récit des accusateurs de Lula, à partir de la supposition d'un problème mental qui aurait atteint les promoteurs. La « maladie de la vache folle » est connue en effet par sa capacité à endommager le système nerveux des bovins qui la contractent, menant à des comportements peu contrôlés, voire violents. En faisant ce parallèle, renforcé par l'affirmation d'absence de preuves, le locuteur cherche à questionner la santé mentale des personnes à l'origine de ce discours, et à mettre en évidence l'irrationalité de cette prise de parole.

Alors que la présentation de l'accusation donne lieu à des réponses qui jugent corrects ou erronés les éléments présentés par les procureurs, la condamnation en première instance de Lula est perçue autrement comme la fin ultime d'un problème, tel que nous le lisons sur ce *tweet* :

Figure 25 : Exemple de publication traitant du thème de la « fin de la corruption » (25/01/2018)



La phrase « C'EST LA FIN DE LA CORRUPTION !!! *mimimi* Adieu le Venezuela, *bla bla bla*... HOUURRA, LULA A ÉTÉ CONDAMNE !! LA CORRUPTION EST FINIE ! » de ce *tweet* attire d'emblée notre attention sur l'utilisation de la majuscule dans l'environnement discursif de cette plateforme. Elle apporte généralement le sens de l'urgence et de l'importance à un récit,

et, *grosso modo*, cela est associé à une excitation. La forme apporte donc la confirmation du contenu plutôt commémoratif de l'extrait, qui célèbre la fin des affaires de corruption – souligné d'ailleurs à deux reprises dans le texte – étant donné la reconnaissance en première instance de la culpabilité de Lula.

Il convient de noter en outre l'emprunt des onomatopées *mimimi* et *bla bla bla* qui servent à minimiser les éventuels arguments contraires à l'opinion positive retirée de cette condamnation. Le cas de *mimimi* est assez intéressant dans le langage brésilien contemporain, car il devient progressivement un adjectif à connotation péjorative, utilisé de façon satirique pour démontrer son désaccord avec le sujet de plainte ou de lamentation de quelqu'un. « C'est uniquement du *mimimi* » est, par exemple, une phrase utilisée pour minimiser, voire ridiculiser, la prise de parole de son interlocuteur. Dans le champ politique, *mimimi* prend une fonction de marqueur de positionnement, notamment dans les espaces de discussion en ligne. Des études sur différents corpus en ligne (Pinto 2019; Beatriz dos Santos Feres et al. 2020) montrent que ce fait linguistique est utilisé pour délégitimer une prise de parole déjà effectuée, ou à venir, afin de contrôler sa réception en la qualifiant d'illégitime. Les deux travaux mentionnés ont pu souligner l'usage de ce terme par des personnes de ligne politique conservatrice, qui critiquent les débats plutôt progressistes, comme celui du féminisme.

Les publications étudiées présentent encore une fois le trait polémique auparavant présenté, celui de questionner la rationalité d'autrui pour appuyer la fiabilité du propos tenu. En écho aux travaux de Marc Angenot (2008), qui souligne que l'une des raisons qui génèrent des « dialogues de sourds » entre deux acteurs, est l'incapacité à accepter, ou parfois à comprendre, la rationalité de l'autre, on remarque que sur Twitter la tendance est d'accuser d'irrationalité celui qui refuse d'admettre l'avis que je présente.

À notre sens, cette opposition dans notre corpus advient notamment de l'écart de perceptions vis-à-vis de l'opération Lava Jato. Nos analyses nous mènent à identifier l'absence d'un point de vue commun autour de cette investigation, rendant difficile ainsi un dialogue entre les différents intéressés. Ces raisons inconciliables, ou cette « multiplicité des rationalités » (p. 85), pour reprendre les mots d'Angenot, à propos de Lava Jato se manifestent dans les textes journalistiques et dans les *tweets* jugeant principalement cette enquête soit comme une avancée, soit comme un recul, dans la lutte contre la corruption.

Pour certains, l'opération Lava Jato symbolise la chute d'un système pervers de fonctionnement d'État, et ce de manière assez ciblée. De manière analogue à celle observée dans le *tweet* précédent, nous identifions dans notre corpus de presse l'association entre la peine infligée par Lula et la fin d'un large système corrupteur.

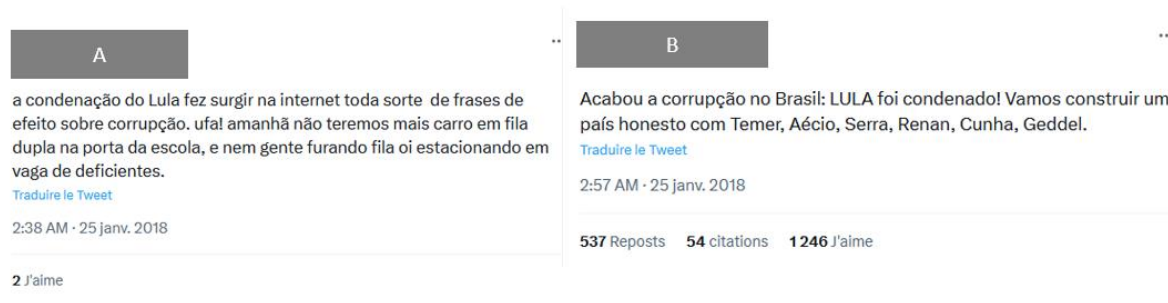
- (62) Mais au-delà de l'aspect symbolique, son emprisonnement, examiné dans toute la dimension politique et juridique, transcende son destin personnel pour devenir la condamnation de tout un système monté par les oligarques nationaux de la politique, dans l'entrepreneuriat et dans la bureaucratie étatique, pour prendre possession de l'État et promouvoir le pillage systématique de l'argent public. Tout au long de l'histoire, cette bande oligarchique a changé de noms, de partis, d'entreprises, de méthodes, de tout sauf son essence propre. C'est

ce système pervers, injuste et intolérable qui est en train d'être démantelé par Lava Jato¹⁵³ (V45, 11/04/2018)

L'exemple ci-dessus est tiré d'un reportage de *Veja* du dossier spécial publié à l'occasion de l'emprisonnement de Lula. Dans ce texte, on avance l'argument que la résolution de l'affaire Triplex met à terme un système de « pillage systématique de l'argent public » tenu par un groupe « d'oligarques nationaux de la politique ». Autrement dit, on défend que cette condamnation sert à mettre fin à un ensemble de pratiques illégales et immorales systématisé, désormais écartées du fonctionnement démocratique brésilien. Une réussite possible grâce à l'enquête dirigée par Moro. La construction d'un parallèle entre une réalité avant et après Lava Jato, dont le tournant s'exprime par l'emprisonnement de da Silva, sert à étayer la thèse que les actions de cette enquête ont pour but de libérer le pays de dirigeants immoraux.

La comparaison entre le *tweet* précédent (Figure 25) et cet extrait de presse nous permet d'observer un même socle argumentatif entre les deux textes, malgré une forme distincte. La ligne de pensée exprimée suit, en effet, le cheminement d'un jugement nécessaire au progrès moral du pays, configurant le procès comme une étape historique sans précédent. Des réactions à cet argument surviennent avec l'objectif de nuire à la réputation de cette enquête, en soulignant notamment son incapacité à déconstruire complètement le problème de la corruption. Observons ces exemples parus sur Twitter :

Figure 26 : Commentaires sur la thèse de la « fin de la corruption » sur Twitter (25/01/2018)



« La condamnation de Lula a fait apparaître sur internet toutes sortes de phrases [d'effet] autour de la corruption. Ouf ! Demain nous n'aurons plus de voitures qui se garent en double file devant l'école, et personne ne va griller une file d'attente ou stationner dans une place réservée aux handicapés », argumente le post (A). Cet usager se présentant sur ce réseau comme journaliste questionne l'idée avancée par les partisans de l'emprisonnement de Lula, celle d'un effet « magique » que cette condamnation aurait sur les comportements corrompus. Pour cela, il liste une série d'actions quotidiennes considérées comme des infractions, morales et parfois légales, de règles de société pour tenter de démontrer, avec des exemples, les limites de la décision judiciaire, en ce qui concerne son pouvoir d'éviter de nouveaux crimes de corruption.

¹⁵³ VO : “Mas, além do simbolismo, sua prisão, examinada em toda a dimensão política e jurídica, transcende ao seu destino pessoal é a condenação de todo um sistema montado pelas oligarquias nacionais na política, no empresariado, na burocracia estatal que se apropriou do Estado para promover o saque sistemático do dinheiro público. Ao longo da história, a quadrilha oligárquica mudou tudo os nomes, os partidos, as empresas, os métodos, menos sua essência. É esse sistema perverso, injusto e intolerável que a Lava Jato está desmontando”.

Il convient de noter, encore une fois, la place prédominante de l'ironie comme arme polémique dans cet environnement discursif de Twitter. Ce même dispositif est utilisé dans la publication suivante (B), affirmant en premier lieu que « La corruption est terminée au Brésil : LULA a été condamné », ce qui pourrait conduire le lecteur à croire qu'il circonscrit à la thèse de la fin de la corruption grâce à l'incarcération de Lula. Sa phrase suivante vient, néanmoins, effacer ce sentiment : « Allons construire un pays honnête avec Temer, Aécio, Serra, Renan, Cunha, Geddel ». La plaisanterie de cette phrase réside dans le choix ciblé d'une liste de politiciens, concernés dans les affaires de corruption soumises à l'enquête par l'opération Lava Jato. Ainsi est mis en évidence le fait que d'autres politiciens continuent à exercer des postes à haute responsabilité, malgré leur probable implication sur des affaires immorales, faisant de l'idée de la fin de la corruption une possibilité illusoire.

À ce titre, Conci (2018) rappelle que Michel Temer, l'ancien président de la République à la place de Rousseff, et Aécio Neves, ancien candidat aux présidentielles du PSDB en 2014 et sénateur, ont fait l'objet d'enquêtes, mais non pas de condamnations dans le cadre de Lava Jato. Les cas de José Serra (PSDB) et de Renan Calheiros (PMDB) ont eu le même débouché : ils ont été désignés en tant que *réu* (accusé) respectivement en juillet 2020 et décembre 2019, mais à ce jour aucun d'entre eux n'a été condamné. Eduardo Cunha (PMDB) et Geddel Viera Lima (PMDB) en revanche ont été condamnés à 15 ans et 4 mois (en mars 2017) et 14 ans et 10 mois d'incarcération (en octobre 2019).

La démonstration de ces deux publications amène au constat d'une résolution sélective du problème, dans la mesure où ces comportements immoraux persisteraient selon ces textes. En appuyant leurs propos avec des exemples tirés de l'imaginaire public autour de ce thème, l'argument d'une continuité de la corruption malgré la mise en prison du petiste est mis en avant pour souligner l'inefficacité de l'opération Lava Jato. Le second exemple suggère plus spécialement une action sélective de l'appareil juridique, qui ne viserait pas les actions de politiciens issus d'autres étiquettes politiques que celle de Lula.

La mention d'autres hommes politiques fait partie à l'inverse, paradoxalement, de l'argumentaire pour défendre la fiabilité de l'enquête. Effectivement, on retrouve dans l'arène polémique numérique la notion que Lava Jato devrait être un exemple d'application pour d'autres procès. Certains utilisateurs de Twitter ne croient pas à la fin de la corruption à l'issue de cette incarcération, non parce que Lula n'est pas coupable, mais puisque d'autres politiciens devraient également être jugés et condamnés. Cette nuance intervient pour demander d'une procédure semblable, appliquée à d'autres responsables politiques, souvent indépendamment de leur ligne politique, comme dans cet exemple :

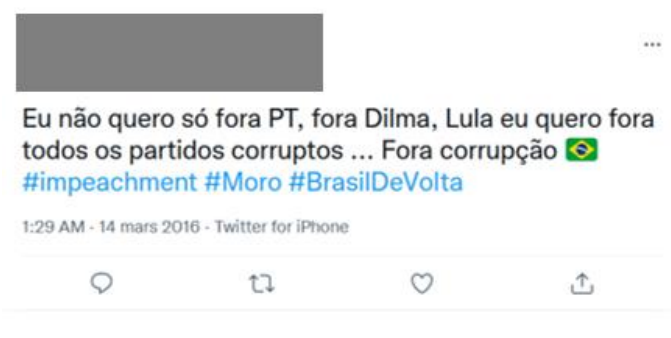
Figure 27 : Demande d'application de punition à d'autres hommes politiques (04/03/2016)



La publication exprime la demande suivante : « Que tous les hommes politiques du #Brésil soient soumis à une enquête et jugés comme s'ils étaient #petistes. #Lula #Politique #Justice #PoliceFédérale ». Le locuteur fait d'abord le constat que le jugement envers d'autres cadres politiques ne se fait pas de manière analogue à celle de Lula. Il exprime donc le souhait que tous les responsables d'État soient jugés « comme s'ils étaient petistes ». Cela ne fait pas l'objet d'une critique à une éventuelle partialité de l'enquête. Au contraire, l'auteur considère ce procès comme potentiellement exemplaire, comme une référence à retenir lors d'autres affaires. En résulte une insistance sur l'action punitive que peut mener la police fédérale, d'ailleurs mentionnée dans cette publication par le mot-croisillon, dans la résolution du problème public de la corruption.

L'idée de contester l'ensemble du système des partis, et plus largement le système représentatif démocratique, constitue une des tendances les plus évidentes de la discussion autour de la corruption en ligne. À la fine lecture des *tweets* comportant le mot *corrupção*, nous arrivons à la conclusion d'une contestation visant non seulement au Parti des Travailleurs, mais aussi à d'autres organisations partisans¹⁵⁴, comme en atteste la publication ci-dessous.

Figure 28 : Généralisation du problème de la corruption sur Twitter (14/03/2016)



Ce post éclaircit sa position à propos de son soutien aux manifestations du 13 mars 2016 : « Je ne veux pas juste le PT dehors, Dilma dehors, Lula, je veux que tous les partis corrompus soient mis dehors... #impeachment #Moro #BrasilDeRetour ». Dans le contexte, où la presse soulignait le lien entre les actes de manifestation du 13 mars et la demande d'expulsion du Parti des Travailleurs du pouvoir, cet auteur tient à signaler que l'objet de ses critiques n'est pas seulement adressé aux membres du PT, mais à tous les partis concernés par des affaires de corruption. C'est une réclamation assez récurrente de la part des utilisateurs de Twitter qui considèrent que la couverture de presse n'a pas rendu assez compte du caractère généraliste des propos tenus dans la rue.

La manière dont ce discours est généralisé, désignant donc « tous les partis corrompus », exprime un sentiment défavorable envers l'organisation et la classe politique. Celui-ci est centré sur le constat d'une défaillance du pays exprimé dans le mot clé « Brasil de retour », qui sous-entend une perte de valeur de la nation, valeur que l'on retrouverait avec la mise en

¹⁵⁴ Nous tenons néanmoins à signaler que les autres partis ne sont que rarement désignés nominalement. La citation au Parti des Travailleurs (PT) est largement plus présente à chaque étape du débat. Il reste le seul parti à apparaître dans ces analyses CHD faites dans les dates de notre corpus sur Twitter (à l'exception des occurrences de citations au PMDB le 12 juillet 2017).

écart de tout homme politique corrompu, et par la citation de Moro, qui inscrit le récit dans le cadre de l'Opération Lava Jato, et ses initiatives à l'égard du pouvoir politique.

La façon dont cet auteur désigne la corruption circonscrit le problème autour de ce secteur de la vie publique, ce qui revient à souligner le lien entre des faits illicites issus de la corruption et le monde politique. À la fin de ces analyses autour de la corruption, nous identifions, en effet, l'absence d'un fait important. Même si le procès juridique analysé a aussi condamné des acteurs du pouvoir économique, notamment certains cadres de l'entreprise de travaux publics OAS, la question des bénéfices obtenus par cette entreprise n'est pas nécessairement abordée dans notre archive de textes, ni sur Twitter, ni dans la presse. De même, l'implication de hauts fonctionnaires de la Petrobras et des opérateurs financiers qui font aussi partie intégrante du schéma de corruption mis en avant par Lava Jato est nettement moins considérée que celle de l'ancien président.

Cette affirmation est sûrement à nuancer, car notre corpus est composé autour des événements impliquant directement Lula. En revanche, il n'en reste pas moins que les positionnements polémiques, centrés autour de l'attaque envers les représentants du pouvoir juridique ou exécutif, nous font prêter attention au fait que les discussions se déroulent autour d'une certaine corruption, celle dite d'État, provoquée, réalisée et, parfois même, promue par le monde politique. Ces extraits témoignent effectivement d'une attribution de problèmes moraux aux seuls acteurs disposant d'une place dans le législatif ou dans l'exécutif. On pourra alors conclure que la Lava Jato est caractérisée comme une opération visant des responsables politiques (anciens et actuels) plutôt qu'un scandale politico-financier impliquant des acteurs économiques. Cela nous amène à l'observation de Miguel et Biroli (2010b) : « les reportages journalistiques jettent de la lumière sur des comportements compris comme déviants, mais non sur les facteurs structurants des relations entre l'État et le pouvoir économique dans le capitalisme » (p. 729, notre traduction).

Dans cette dynamique, les responsables économiques restent à l'écart de toute responsabilité quant à ce problème social, et la fin envisagée de la corruption reste fixée au remplacement des forces représentantes de l'État. Dans l'imaginaire collectif brésilien, ce genre de scandale constitue donc majoritairement une action provoquée par les acteurs exerçant un pouvoir d'État. Cela nous mène au constat d'un processus de « criminalisation de la politique ». À ce propos, la définition de Santos nous semble pertinente :

« Il s'agit d'impliquer le système judiciaire comme raccourci permettant à des groupes puissants de la société de contourner les « inconvénients » du processus démocratique, en particulier lorsqu'il ne les favorise pas, ce qui ne se produit que dans des situations où le vote populaire approuve des projets politiques qui contredisent les stratégies de pouvoir visant à maintenir les inégalités et les exclusions historiques » (2016, p. 137)

En analysant ce phénomène de criminalisation de la politique, le chercheur fait alors l'état d'une nouvelle stratégie politique de combat contre l'adversaire politique. Celle-ci consisterait, sans passer par les rites admis de la démocratie comme les élections, à vaincre l'adversaire politique en utilisant la propre machine d'État. Cela accorderait un vernis démocratique à la démarche de l'attaquant. Dans ce sens, l'argument de la corruption est assez utile dans le sens où il reste circonscrit à un usage lié aux pratiques du monde politique. C'est pourquoi, en vue de prolonger ces investigations, nous proposons de développer la question de la « judiciarisation de la politique ».

6.3. La judiciarisation de la politique

Nos analyses précédentes ont mis en exergue deux aspects centraux de la polémique publique : le débat sur le fonctionnement des institutions et la criminalisation de la politique, soulevée par le thème de la corruption. Ces constats nous amènent à questionner le phénomène de la judiciarisation de la politique. En effet, nous avons déjà signalé dès notre analyse quantitative la présence d'un lien important entre les classes lexicales relevant du champ de la politique et du champ du judiciaire. Nous avons interprété cet indice comme un signe d'une grande corrélation entre le récit politique et le juridique au sein des textes de presse. Dans cette sous-partie, nous prolongeons ces analyses en nous appuyant sur des extraits précis qui rendent compte de cette intersection discursive.

Avant d'avancer sur nos études, une explication théorique de la notion de « judiciarisation de la politique » s'impose. La littérature sur ce thème, venue surtout des Sciences Politiques (Engelmann 2016; Santos 2016; Almeida 2019; Fontainha 2020), nous permet d'arriver à la définition suivante : la judiciarisation de la politique consiste en une intervention des forces judiciaires dans le fonctionnement de la politique par des moyens qui leur sont propres. Cela serait une conséquence du fonctionnement du pouvoir judiciaire au sein de la démocratie, à savoir sa vocation à être un pouvoir modérateur et de contrôle des autorités de l'exécutif et du législatif. Les représentants du judiciaire, qui ne sont pas élus par les citoyens, ont ainsi la puissance de remplacer l'administration publique qui, elle, est élue par un peuple souverain. De ce paradoxe, advient un certain déséquilibre entre ces forces qui peut être utilisé au profit d'un projet politique particulier. Comme l'explique Santos (2019), les répercussions plus néfastes de cette judiciarisation de la politique se situent dans le non-respect de la souveraineté du vote populaire et d'une possible élimination de garanties individuelles au nom du combat contre des crimes comme la corruption.

En réalité, quand l'état de confiance vis-à-vis des institutions politiques est affaibli, le judiciaire peut servir d'appui pour l'implantation d'un « état d'exception », une situation dans laquelle les normes juridiques viennent au soutien d'une autorité publique pour rompre le fonctionnement de la démocratie. Et ce sous l'argument de protection de la société et, paradoxalement, de protection du Droit – c'est ce qui se passe lors de coups d'états, par exemple. L'observation d'Engelmann (2016), qui analyse la relation entre le judiciaire et la politique dans le Brésil contemporain, est intéressante dans ce sens. Cet auteur affirme que les demandes pour la « moralisation de la politique » adviennent d'une interprétation juridique préalable qui encadre certains faits comme étant corrompus. Dans ce sens, ce sont les participants de l'administration judiciaire qui avancent des arguments permettant une attaque ciblée envers les activités de corruption, notamment celles qui atteignent le monde politique.

Dans notre terrain d'étude, des sondages viennent confirmer cet argument. À la suite du début de l'opération Lava Jato, les Brésiliens ont commencé à considérer la corruption comme le principal problème du pays pour la première fois depuis le début de ces enquêtes. Selon un sondage fait par l'Institut DataFolha le 25 et 26 novembre 2015, le principal problème national pour les enquêtés était, dans l'ordre, la corruption (34%), la santé (16%), le chômage (10%), l'éducation et la violence (8%) et l'économie (5%). On obtient donc des enjeux d'argumentation puisque, dans les accusations qui vont à la rencontre de la vie publique, le rôle du fonctionnaire judiciaire n'est pas seulement de convaincre le juge, mais également tout l'auditoire public qui accompagne le jugement.

Il convient de souligner par ailleurs que les demandes pour un cadre plus ferme de combat contre les crimes de corruption viennent également du pouvoir judiciaire dans ce pays. En

2015, le ministère public fédéral, et notamment Deltan Dallagnol, chef de l'équipe lavajatiste, a été à l'initiative du projet *Dez medidas contra a corrupção* (dix mesures contre la corruption) qui a présenté aux députés fédéraux un projet de loi d'initiative populaire¹⁵⁵ visant un encadrement plus dur des crimes de corruption. Dans ce contexte, les sièges des ministères publics dans les États sont devenus des lieux de publicisation de ce projet, allant même à être recouverts par des *outdoors* et affiches promouvant cette idée. Pour être soumis à l'appréciation de députés, ce projet avait besoin des signatures d'un pour cent de la population électorale nationale (en plus d'autres critères, comme la représentation d'un certain taux populationnel par État de la Fédération). Pour réunir ces émargements, ces bâtiments publics sont devenus aussi l'endroit de référence pour appuyer la requête. Ce projet a bénéficié d'un considérable investissement médiatique, comme le rappelle Almeida (2019), ainsi que la création d'un site web, la production de vidéos et la diffusion au sein des réseaux socio-numériques de publicités.

Ce cas témoigne de l'activité politique de ces institutions qui dépassent, dans ce cas précis, leur rôle de contrôle pour exercer également celui de législateurs. La promotion de cette initiative au sein des espaces mêmes du ministère Public signale aussi une porosité entre le rôle « neutre » qu'ils doivent assumer et leurs inscriptions politiques. Sur cet aspect, on rejoindra les observations de Fontainha (2020) qui traite de la question de la judiciarisation de la politique comme d'une résultante de processus tout aussi internes qu'externes aux tribunaux, et pas seulement de procédures judiciaires à proprement parler. Autrement dit, la judiciarisation de la politique résulterait d'une exposition publique des actes du pouvoir judiciaire alors même que leur légitimité résulte de l'affirmation d'une certaine « autonomie des fruits de leur travail par rapport au politique » (p. 17).

Ce service de tutelle exercé à l'égard du politique se fait dans le cadre de la justice brésilienne qui a un profil plutôt punitif, traitée par les études de Santos (2016). Le juriste indique dans ce sens que l'opération Lava Jato au Brésil a été l'incarnation d'un système répressif établi à partir d'un certain « paradigme punitif » dominant dans le droit brésilien. Les actions de l'enquête contribuent, selon l'auteur, à la jurisprudence de l'utilisation de la force de l'État pour résoudre les problèmes politiques. Il convient, en effet, de noter que les différentes phases de l'opération étaient marquées par des emprisonnements dits préventifs avant tout jugement consistant à amener en prison pendant quelques jours un individu non encore jugé pour, selon la justice, éviter la destruction de preuves.

Une autre indication importante des liens entre ceux qui demandent un système plus punitif au Brésil et la politique est la présence de représentants de l'appareil répressif de l'État au sein du parlement. Entre 1998 et 2014, selon la recherche de Bertlatto et al. (2016), la présence de candidats issus des forces policières au parlement fédéral a doublé à l'intérieur des partis sans idéologie définie (appelés « *fisiológicos* » [physiologiques] dans l'étude), passant de 10% à 22,5% du pourcentage total de candidats. Cela s'explique, bien que partiellement, par une montée dans l'espace public de l'idée d'une justice plus punitive vis-à-vis des crimes violents. Dans ce sens, l'établissement d'une « *bancada da bala* » (courant parlementaire de la « balle ») faisant allusion à la munition pour des armes à feu, dès la 18^e

¹⁵⁵ Le projet de Loi a été inscrit sous le numéro 4.850/16 et a été approuvé 450 votes pour, un contre et trois abstentions. L'intégralité du texte proposé par le Ministère Public n'a pas été acceptée sans modifications. Parmi les mesures retenues, on soulignera : la criminalisation du crime de « *caixa 2* », en français, le financement illégal de campagne, et l'augmentation de peines dans le cadre de crimes de corruption.

législature de la chambre de députés (2015-2019) est assez représentatif de la place dont disposent ces enjeux à Brasília.

En effet, Santos (2016) constate un certain « populisme criminel » au Brésil, caractérisé par l'alignement de la répression des crimes en s'alignant sur les demandes émotionnelles de la population. Celles-ci seraient, rappelle l'auteur, intensifiées par l'exposition dans la presse de cas de violence hautement « incarnées » au détriment d'analyses statistiques, rationnelles, du problème de la sécurité publique. Cette prémisse amènerait à la Justice une haute légitimité sociale dans la mesure où elle se présente comme la seule capable de résoudre le problème, en répondant à l'appel de l'opinion publique en faveur de plus de peines plus fermes, idée présentée comme une *doxa*, c'est-à-dire un consensus général (Amossy 2012).

L'exemplification d'un crime par la narrativisation de celui-ci est de fait une stratégie de captation mise en place dans la presse, comme nous le traitons de manière approfondie dans la suivante Partie IV. De cela, advient la principale conséquence de la diffusion d'un scandale politique : son impact sur le capital symbolique de l'accusé. Le système de répression pénale se caractérise en effet par son pouvoir de stigmatiser les individus qui sont la cible de jugements (Santos 2016). La capacité de la presse de miner le pouvoir symbolique d'un acteur dans l'arène politico-médiatique et ce système de répression pénale hautement stigmatisant forment le complexe réseau culturel et social dans lequel prospère l'opération Lava Jato.

En suivant les écrits d'Albuquerque (2021), nous notons la présence d'un mouvement politique qui découle de cette enquête, que l'auteur appelle « *lavajatismo* ». Il offre la définition suivante de ce terme : « la transformation d'une opération judiciaire en un mouvement politique. (...) le *lavajatismo* réunit deux éléments fondamentaux : le combat contre la corruption et un agenda politique conservateur » (p. 23, notre traduction). De fait, nous avons montré tout au long de ce chapitre une association entre la fin de la corruption et l'emprisonnement de Lula qui, selon un spectre de lecture plus large, reviendrait à attribuer au PT et à la gauche la responsabilité des faits de corruption. Cette association, qui est un processus de long terme affiché dès juin 2013 (Feres et Sassara 2016b), est davantage intensifiée à mesure que la responsabilité des représentants économiques dans ces affaires est peu discutée, comme nous l'avons mentionné précédemment.

Une autre discussion à propos de Lava Jato a lieu autour de l'usage de la *condução coercitiva* comme méthode pour obtenir des témoignages. Ce dispositif, appliqué par les enquêteurs à plusieurs reprises, consiste à se rendre au domicile de l'enquête avec un grand appareil policier, même quand il est peu dangereux. Dans le cas de Lula, il a fait l'objet de cette perquisition le 4 mars 2016, à la place d'une convocation à témoigner, et cette procédure a été justifiée comme une manière d'« éviter des débordements » par Moro. Diffusées par la presse, ces actions qui ont fait l'objet d'une mise en scène médiatique participent d'une démonstration de force du judiciaire et de la police et de leur pouvoir de mobilisation. Le contenu des dénonciations récompensées et des écoutes téléphoniques étant aussi le sujet de divers reportages durant cette enquête, y compris dans notre corpus, nous parvenons à l'idée que la presse fait directement partie du procès de promotion de ces actions, pouvant même inciter à une condamnation publique anticipée des personnes mises en examen (Santos 2016).

Une autre enquête de combat contre la corruption se déroulant dans le Brésil contemporain témoigne également de cette imbrication entre la presse et le judiciaire. L'action pénale numéro 470, qu'il a été convenu d'appeler « *escândalo do mensalão* » (en français, scandale de mensualités), débute en 2005 avec des accusations du député Roberto Jefferson dévoilées

dans un reportage de *Folha de S. Paulo*¹⁵⁶. Il a accusé le ministre de la Casa Civil, José Dirceu, d'avoir procédé à des paiements mensuels à la hauteur de trente mille réaux pour des députés en échange de votes favorables à l'Exécutif, commandé à l'époque par Lula da Silva. Par ailleurs, il est important de noter qu'une partie de ce schéma de corruption avait déjà été partiellement dévoilée par *Veja* lors d'un reportage publié en septembre 2014.

De ce procès, qui a fini en 2012 par un jugement au cœur de la Cour Suprême (STF), on retient le rôle des organes de presse dans la publication de ces accusations, avant même une appréciation juridique. On souligne également la répercussion médiatique du rôle exercé par le juge rapporteur du procès, Joaquim Barbosa. Selon les recherches d'Araujo (2017) sur la couverture de ce procès par les magazines *Veja* et *Época*, Barbosa a été dépeint comme un vrai héros national qui a réussi à échapper au déterminisme de ses origines modestes ainsi que de sa couleur de peau noire pour atteindre ce haut poste de la République.

Dans une recherche similaire, Conceição (2014) montre que *Veja*, dans ses couvertures, affiche Barbosa comme « un garçon pauvre qui a changé le Brésil » par ses actes fermes dans ses jugements contre la corruption. Il n'est donc par anodin que Joaquim Barbosa ait été mentionné comme possible prochain président du Brésil, lors de notre analyse antérieure portant sur les enjeux électoraux (c.f. 5.4). À cette même date d'ailleurs, *UOL* publie un reportage rendant compte d'une intervention de Barbosa publié sur Twitter à ce sujet :

- (63) L'ancien ministre du STF (Cour suprême fédérale) Joaquim Barbosa a commenté ce dimanche (13) les protestations contre le gouvernement de la présidente Dilma Rousseff qui ont eu lieu dans les villes de tout le pays. « Le peuple dans la rue ! C'est le seul moyen de sortir de l'impasse dans laquelle nos dirigeants politiques nous ont mis. Ce n'est qu'à partir de là qu'il peut y avoir une solution », a écrit Barbosa. L'ancien ministre est connu pour avoir présidé la Cour Suprême lors du procès du mensalão, un système de corruption qui a porté atteinte à l'image du PT sous le gouvernement de l'ancien président Luiz Inácio Lula da Silva¹⁵⁷ (U16, 13/03/2016)

Le commentaire de Barbosa à propos de ces manifestations signale son soutien à ces initiatives. L'ancien magistrat avance la thèse d'une impasse provoquée par le corps politique et soutient que de la rue viendrait une solution à ce problème. Il est intéressant de voir à quel point Barbosa attribue aux « dirigeants politiques » toute la faute d'une certaine situation négative, posture analogue à celle adoptée par ceux qui ont figé l'argument de la « crise » (Chapitre 5). En désignant les participants comme étant le « peuple », Barbosa signale au passage la présence d'une masse indissociable de personnes, issues de diverses catégories et représentatives de la nation brésilienne. Le juge cautionne alors ces mobilisations avec l'usage de ce terme synonyme de la lutte politique même si, dans les faits, une partie bien

¹⁵⁶ Le reportage a été publié le 06 juin 2005 sous le titre *Jefferson denuncia mesada paga pelo tesoureiro do PT*, en français : Jefferson dénonce une allocation payée par le trésorier du PT.

¹⁵⁷ VO : "O ex-ministro do STF (Supremo Tribunal Federal) Joaquim Barbosa comentou neste domingo (13) os protestos contra o governo da presidente Dilma Rousseff realizados em cidades de todo o país. "Povo na rua! Esta é a única saída para o impasse em que os nossos dirigentes políticos nos colocou. Só daí poderá vir alguma solução", escreveu Barbosa. O ex-ministro se notabilizou por presidir o Supremo durante o julgamento do mensalão, esquema de corrupção que atingiu a imagem do PT durante o governo do ex-presidente Luiz Inácio Lula da Silva".

précise de la population a participé à ces mobilisations, comme nous l'aborderons dans notre Partie V.

Le reportage analysé reproduit, à partir d'une capture d'écran, le texte de la publication sur Twitter sur le profil de Barbosa qui a donné origine à ce reportage. Comme nous avons déjà eu l'occasion de le montrer précédemment, en reproduisant sans aucun filtre le contenu de sa publication au sein de son profil personnel, le journaliste autorise Barbosa à rentrer dans l'arène polémique, alors même qu'il ne participe pas personnellement aux manifestations. Cette « autorisation » est expliquée par le journaliste, qui introduit le texte produit par l'ancien magistrat ainsi : « L'ancien ministre est connu pour avoir présidé la Cour Suprême lors du procès du mensalão, un système de corruption qui a porté atteinte à l'image du PT sous le gouvernement de l'ancien président Luiz Inácio Lula da Silva ». Cette phrase, plus qu'une contextualisation à propos de l'auteur du *tweet*, devient en effet indicative du camp polémique qu'il pourrait incarner. Cela parce que l'autorisation donnée à Barbosa pour participer à l'échange polémique, dans le sens de Kerbrat-Orecchioni (1980), lui est accordée par son passé comme « combattant de la corruption ».

Cet exemple nous donne une idée précise de la valeur axiologique « héros », pour emprunter la terminologie de Garand (1998), attribuée à ceux qui conduisent des procès où les enquêtés sont des hommes et femmes politiques. Cela vient de la manière dont ces crimes ont été mis en récit par la presse, mais également de la couverture qui fait la promotion de procès équitables et neutres quand il s'agit de condamnations de crimes de corruption. Nous pouvons attester de ce fait dans notre corpus : les arguments rendant compte d'un comportement de Lava Jato lié à des intentions politiques sont largement minoritaires, alors même que d'importants juristes les ont soulevés.

Certains spécialistes, par exemple, signalent que l'opération commence à enquêter de plus près le système politique pendant la campagne de réélection de Rousseff en octobre 2014. La mise en prison de certains membres du PT, dont Delcídio do Amaral, ancien leader petiste du gouvernement au Sénat, à l'heure même des manifestations demandant la sortie de Rousseff du pouvoir en 2015, est notamment l'indication de la vocation de l'opération à nuire au processus démocratique selon Almeida (2019). À ce sujet, il convient d'analyser deux extraits de textes de FDSP qui rendent compte de l'argument d'un alignement des faits politiques avec les étapes de l'enquête. Nous verrons qu'elles ne sont pas du même ordre :

- (64) « Si, par la voie institutionnelle, il n'y a pas d'issue, les conflits sont résolus dans la rue, ce qui est très grave pour un pays. Encore plus grave lorsque le pouvoir judiciaire est entraîné dans le processus de radicalisation politique ». Pour lui [le politologue Aldo Fornazieri], cela est dû aux questionnements à l'égard de Lava Jato, tels que des fuites prétendument sélectives [de l'enquête] et le fait qu'Aécio Neves a été cité dans des dénonciations sans que cela déclenche des actions [contre lui]. « Les autorités doivent être très sereines pour éviter la radicalisation du processus politique dans le pays »¹⁵⁸ (F21, 05/03/2016)

¹⁵⁸ VO : “Se, pela via institucional não se vê saída, os conflitos passam a ser resolvidos na rua, o que é muito grave para um país. Mais grave ainda quando o Judiciário é arrastado para dentro do processo de radicalização política”. Para ele [cientista político Aldo Fornazieri], isso se deve a questionamentos feitos à Lava Jato, como vazamentos supostamente seletivos e o fato de Aécio Neves ter sido citado em delações sem que isso desencadeasse ações. “As autoridades têm de ter muita serenidade para evitar a radicalização do processo político no país”.

- (65) L'allégation est une plaisanterie puisque chaque initiative judiciaire et policière est soumise au contrôle des instances supérieures du judiciaire. De fait, en signe de mauvais augure, le *timing* de la perquisition contre Lula a été dicté par la politique. Ici, il n'existe pas de coïncidences. L'opération Aletheia a éclaté à la suite de la relève de la garde au ministère de la Justice. Dilma Rousseff est responsable de la politisation de la police : selon son ancien ministre José Eduardo Cardozo, sa démission découle de pressions venues du PT pour le contrôle de la Police Fédérale, euphémisme pour l'interférence de l'Exécutif dans les investigations de Lava Jato¹⁵⁹ (F24, 05/03/2016)

Ces deux extraits sont de la même journée, le 05 mars, le lendemain de la perquisition contre Lula. Cela nous offre d'abord la confirmation d'une information déjà dégagée dans notre analyse quantitative, à savoir que ce journal est le média composant notre corpus qui s'intéresse le plus particulièrement au lien politique-juridique. Concertant l'argumentaire de ces extraits, nous identifions deux positions clairement opposées offertes par des voix distinctes, l'une venue d'un spécialiste universitaire et une autre d'un commentateur politique très connu qui est Demetrio Magnoli.

Le premier cas offre la vision de divers « analystes », surtout des universitaires comme des philosophes et politologues, dont Fornazieri. Nous retrouvons dans ce passage plusieurs éléments travaillés lors de nos analyses précédentes et qui, rassemblés, donnent le ton de l'argumentation de ce spécialiste en politique. D'une part, nous avons la mobilisation du *pathos* qui s'exprime sous forme de peur de ne pas arriver à la conclusion d'une crise par les moyens institutionnels, ce qui entraînerait des situations conflictuelles négatives. Le sous-entendu de ce message est qu'il faudrait trouver, le plus rapidement possible, un aboutissement à la question, comparable à l'argument de la crise retrouvée dans notre Chapitre 5.

Un élément à signaler en second lieu est l'idée d'une impuissance du pouvoir judiciaire qui aurait subi un préjudice, une action indépendante de sa volonté, face à son insertion dans la politique, thèse exprimée dans la phrase : « le pouvoir judiciaire est entraîné dans le processus ». Le politologue étaye ses propos en expliquant que les raisons de cette imbrication seraient issues des « questionnements à l'égard de Lava Jato, tels que des fuites prétendument sélectives [de l'enquête] et le fait qu'Aécio Neves a été cité dans des dénonciations sans que cela déclenche des actions [contre lui] ». Il y a ici une dépréciation subtile des arguments utilisés pour priver l'enquête de sa réputation de neutralité. En effet, dans ce discours ces thèses ne sont nullement présentées pour les valider, mais plutôt pour les afficher comme un obstacle à l'obtention d'un consensus autour de l'action juridique.

L'extrait suivant, du journaliste d'opinion Magnoli, commence par mettre en doute l'affirmation des soutiens de Lula d'un usage de la force judiciaire excessif contre lui, puisque, selon l'auteur, « chaque initiative judiciaire et policière est soumise au contrôle des instances supérieures du judiciaire ». Visant à protéger l'appareil judiciaire d'accusations de mauvaise conduite, l'auteur soutient qu'une solide structure démocratique protège la neutralité des

¹⁵⁹ VO : “A alegação é um escárnio, pois cada uma das iniciativas judiciais e policiais submete-se ao controle das instâncias superiores do Judiciário. Mas, de fato, num sinal agourento, o timing da condução coercitiva de Lula foi ditado pela política. Aqui, inexistem coincidências. A Operação Aletheia eclodiu na sequência da troca de guarda no Ministério da Justiça. Dilma Rousseff é responsável pela politização da polícia: segundo o próprio ex-ministro José Eduardo Cardozo, sua demissão derivou de pressões oriundas do PT pelo controle da Polícia Federal, eufemismo para a interferência do Executivo nas investigações da Lava Jato”.

institutions. Dans une apparente contradiction, Magnoli avance que « le *timing* de la perquisition contre Lula a été dicté par la politique ». L'auteur développe ainsi l'idée que le contenu des accusations n'est pas sujet aux volontés politiques, mais que le moment choisi pour dévoiler le caractère de ces imputations l'est. Or cela n'est pas une accusation à l'égard des membres du pouvoir judiciaire, mais plutôt de la présidente de la République à l'époque. L'auteur souligne que Rousseff a changé le ministre de la Justice quelques jours avant la perquisition contre Lula. Il explique ce changement dans les commandes du ministère de la façon suivante : « sa [José Eduardo Cardozo] démission advient de pressions venues du PT pour le contrôle de la Police Fédérale, euphémisme pour l'interférence de l'Exécutif dans les investigations de Lava-Jato ».

L'argument du « timing » n'a donc ici rien à voir avec l'idée d'un usage du pouvoir judiciaire pour porter préjudice à l'équipe gouvernementale du PT ou à la candidature de Lula. Le journaliste prétend plutôt que l'Exécutif serait derrière des manœuvres de remaniement des dirigeants des ministères pour porter préjudice à l'enquête. Cela s'insère dans la ligne argumentative montrée antérieurement d'une nomination de Lula au poste de ministre de la *Casa Civil* à des fins de protection judiciaire. En réalité, pendant le mois de mars, où Rousseff était encore au pouvoir, nous notons une récurrence de discours alignant les actions de ces anciens présidents petistes afin de discréditer les deux en même temps.

Ces deux extraits admettent la présence du judiciaire dans un processus de polarisation politique. Cependant, ils tendent à promouvoir l'idée de neutralité des institutions où siègent des magistrats face aux représentants politiques qui veulent nuire à leur impartialité, notamment l'Exécutif. Pour ce faire, ces participants du débat brisent la thèse adverse afin de favoriser leur propre entreprise argumentative. Nous observons dès lors une dynamique d'échange polémique dans la mesure où dans le camp articulé autour de la défense de Lula il s'agit de souligner la partialité des actions menées par le judiciaire, comme abordé précédemment.

Une autre base de l'argumentaire du camp pro-Lula est l'appel à protéger les institutions du recul démocratique que représente, selon eux, la condamnation de Lula. Organisés autour des déclarations officielles du Parti des Travailleurs et de ses représentants, ces développements appellent à l'usage de ces institutions pour protéger l'avenir de Lula :

- (66) La condução coercitiva de l'ancien président Luiz Inácio Lula da Silva constitue une attaque contre la démocratie et la Constitution. Il s'agit encore une fois d'un chapitre majeur dans l'avancée *putschiste* qui cherche à déstabiliser le gouvernement de la présidente Dilma Rousseff, criminaliser le Parti des Travailleurs et combattre le principal leader du peuple brésilien. (...) le festival d'enquêtes sélectives, de fuites illégales et d'abus de garanties individuelles montre que la nation est en train de se faire saigner par la construction d'un régime d'exception et fondé sur l'arbitraire, sous le commandement de forces conservatrices dont le seul but est de revenir au gouvernement à tout prix. (...) Les petistes sont appelés à défendre, aux côtés de nos alliés, dans les rues et dans les institutions, les règles constitutionnelles et l'innocence de l'ex-président Lula. Que ne se leurrent pas les pêcheurs en eau trouble du coup

d'État : le peuple brésilien, dont l'ancien chef de l'État est l'enfant le plus illustre, saura résister et vaincre les forces de la haine et du déclin¹⁶⁰. (F23, 05/03/2016)

- (67) Dilma a également déclaré être en faveur d'une lutte rigoureuse contre la corruption, mais elle a mis en doute les méthodes qui, selon elle, violent la démocratie. « Je suis favorable à ce que toutes les personnes corrompues qui commettent des crimes aillent en prison. La seule chose à laquelle je ne suis pas favorable, c'est qu'une personne justifie que, pour lutter contre la corruption, la démocratie doit s'en aller aussi », a-t-elle déclaré. Dans son discours, la présidente a également critiqué ce qu'elle a appelé la politisation des institutions¹⁶¹. (U24, 16/03/2016)

Le premier extrait est tiré d'une note de défense du Parti des Travailleurs reproduite de manière intégrale au sein d'un reportage du 05 mars de FDSP, de laquelle on souligne deux phrases. D'abord « Il s'agit encore une fois d'un insigne chapitre dans l'avancée *putschiste* qui cherche à déstabiliser le gouvernement de la présidente Dilma Rousseff, criminaliser le Parti des Travailleurs et combattre le principal leader du peuple brésilien ». Cette phrase confirme, d'une part, le lien présent entre la présidence de Rousseff et l'enquête à l'égard de Lula, mais ajoute un nouvel élément à examiner. Le texte argumente en effet que l'enquête viserait à combattre « le principal leader du peuple brésilien ». Ce rôle désigné au masculin nous invite à associer cette information davantage à Lula qu'à Rousseff. De ce fait, nous pouvons noter un engagement plus fort de ce parti à la protection de l'*ethos* de l'ancien président, dont la proximité avec le peuple est mise en avant, qu'à celui de la présidente alors en exercice. Au fil de nos analyses, on remarque une implication récurrente de Rousseff dans la place publique pour avancer des arguments pour la défense de Lula tandis que son arsenal de défense mobilise uniquement de façon parallèle le procès entamé contre Rousseff¹⁶².

Dans une thématique plus proche du cœur de ce chapitre, on a cette seconde phrase : « Les petistes sont appelés à défendre, aux côtés de nos alliés, dans les rues et dans les institutions, les règles constitutionnelles et l'innocence de l'ex-président Lula ». L'organisation appelle ici ses partisans à mobiliser l'appareil démocratique en faveur de Lula et cela dans le respect des normes de la République. Cela étant, l'enjeu de cet extrait est de souligner la considération et

¹⁶⁰ VO : “A condução coercitiva do ex-presidente Luiz Inácio Lula da Silva representa um ataque à democracia e à Constituição. Trata-se de novo e indigno capítulo na escalada golpista que busca desestabilizar o governo da Presidente Dilma Rousseff, criminalizar o Partido dos Trabalhadores e combater o principal líder do povo brasileiro. (...) O festival de investigações seletivas, vazamentos ilegais e atropelos de garantias individuais evidencia que a nação está sendo sangrada pela construção de um regime de exceção e arbítrio, sob o comando de forças conservadoras cujo único objetivo é voltar ao governo a qualquer custo. (...) Os petistas estão chamados a defender, ao lado de nossos aliados, nas ruas e nas instituições, as regras constitucionais e a inocência do ex-presidente Lula. Que não se iludam os pescadores das águas turvas do golpismo: o povo brasileiro, do qual o ex-chefe de Estado é seu filho mais ilustre, saberá resistir e derrotar as forças do ódio e do retrocesso”.

¹⁶¹ VO : “Dilma declarou ainda ser a favor do rigoroso combate à corrupção, mas questionou métodos que, segundo ela, violam a democracia. “Eu sou a favor de que todos os corruptos que cometam crimes vão para a cadeia. A única coisa que eu não sou a favor é que alguém justifique que, para combater a corrupção, a democracia tem de ir junto”, disse. Em seu discurso, a presidente criticou também o que ela chamou de politização das instituições”.

¹⁶² Cette piste investigatrice gagnerait à être développée à l'aide d'un corpus plus étendu regroupant plus de discours issus de la presse aux différentes étapes du processus de destitution de Rousseff.

confiance que le parti porte à l'égard des institutions. Le sujet de la polémique à ce moment précis reste donc l'appropriation de cette structure démocratique en faveur de la cause luliste.

Au fur et à mesure de l'avancée du procès, les arguments engagés vont plutôt dans le sens inverse, présentant l'idée d'un usage délibéré de ces institutions afin de nuire non seulement à sa carrière politique, mais également à toute la structure républicaine. L'accusation de fin de démocratie, déjà mise en avant lors de nos examens précédents, assume un ton catégorique dans le discours de Rousseff proféré à la suite de la publication de ses conversations téléphoniques privées avec Lula. En avançant la thèse de « politisation des institutions », Rousseff affirme : « Je suis favorable à ce que toutes les personnes corrompues qui commettent des crimes aillent en prison. La seule chose à laquelle je ne suis pas favorable, c'est qu'une personne justifie que, pour lutter contre la corruption, la démocratie doit s'en aller aussi ». Pour protéger son *ethos* et renforcer une image ferme de sa performance vis-à-vis de la corruption, l'ancienne présidente débute sa phrase par l'affirmation de sa conviction de punir « les personnes corrompues ». La mise en valeur de cet argument lui sert aussi à assurer l'impartialité de sa présentation.

Ainsi, la relation en chaîne des idées « il y a une déformation des institutions », « qui vise en priorité certains acteurs » et, pour cela, « il y a un danger pour la démocratie » cherche à amener l'auditoire à la conclusion d'un agissement politique de l'apparat judiciaire. Ce mouvement cherche à faire adhérer à la thèse d'un manquement de la justice face à sa responsabilité d'être neutre. Si nous prolongeons cette interprétation, nous dégageons la question de la confiance dans les institutions et leur autorité. En effet, la légitimité des actions de ces institutions dépend, selon Amossy (2022b), d'une acceptation par les citoyens et de la croyance d'un système fondé sur la morale et le droit. Or l'argument du camp luliste prend appui sur la méfiance envers les pratiques des magistrats de Lava Jato. De l'autre côté du champ, c'est à propos de l'administration de l'exécutif et de son action pour freiner l'opération que l'on débat. Nous arrivons au constat d'un questionnement de fond présent de deux côtés de la chaîne polémique incitant au retrait de la confiance accordée envers les institutions.

La plus haute institution judiciaire, la Cour Suprême brésilienne Fédérale, composée de hauts magistrats nommés à l'égal des ministres, ne reste pas à l'écart de ce processus de questionnement. Ce tribunal, par suite de la condamnation de Lula par deux instances, a dû statuer sur le *habeas corpus* invoqué par sa défense et donc a été responsable du maintien de sa mise en détention. Il faut savoir que le STF a délibéré non pas de la culpabilité de Lula, mais de l'application d'une jurisprudence récemment acquise sur l'emprisonnement ou non par suite d'une condamnation en deuxième instance (autrement dit, avant la fin du cheminement total du processus, se concluant auparavant dans le jugement en troisième instance). Le refus de la nécessité d'une sentence complète, appréciée par toutes les instances, avant l'incarcération s'inscrit dans un interdiscours plus vaste lié au fonctionnement du Droit brésilien, cela est présent dans le passage suivant.

- (68) Dans le processus d'interprétation de la Constitution, il est nécessaire de dialoguer avec la réalité. Le STF, bien qu'institution imperturbable, change selon la marée des humeurs de la société. Les tribunaux démocratiques ne conservent pas leur légitimité longtemps en dehors de l'atmosphère de leur temps. Le consensus social favorable à la punition des criminels, caractérisée par l'emprisonnement des criminels qui ont été condamnés deux fois en différentes instances, demeure durable. Une décision en faveur de Lula signifierait que le STF inaugure une livraison [utilisée ici dans le sens

métaphorique de livraison à domicile] jurisprudentielle, un HC [*habeas corpus*] servi « à la carte » à l'ancien président¹⁶³. (F169, 05/04/2018)

L'extrait présente sous la forme d'article d'analyse signé Luiz Weber, l'idée principale suivante « Dans le processus d'interprétation de la Constitution, il est nécessaire de dialoguer avec la réalité ». Cette base argumentative, présentée comme « allant de soi », sert à appuyer le fait qu'il y a un « consensus social favorable à la punition des criminels ». Ce propos met en avant aussi l'idée que la légitimité de cette Cour suprême dépend de sa vocation à suivre les « humeurs de la société ». L'énoncé met ainsi en avant l'idée d'un consensus autour de la nécessité de rendre plus punitive la Justice qui lui sert de base pour *in fine* défendre la décision du STF de refuser l'*habeas corpus* de l'ancien président.

Il est intéressant de noter que, au cours de la polémique, non seulement les journalistes donnent leur opinion sur les faits jugés par les magistrats, mais que ces derniers réagissent aussi aux actualités. C'est le cas de la divulgation des écoutes téléphoniques de Lula qui ont suscité le commentaire des plus hauts magistrats dans la presse :

- (69) “Les moyens de communication ont révélé hier qu’une figure politique connue de notre pays, dans un dialogue téléphonique avec une troisième personne, avait gravement offensé la dignité institutionnelle du pouvoir judiciaire, en attribuant à ce tribunal la qualification grossière et injuste d’être une Cour suprême totalement lâche. Cette insulte au Judiciaire, au-delà d’être inacceptable et susceptible de la plus vive répulsion de la part de cette Cour suprême, traduit, dans le présent contexte, une profonde crise morale des hautes instances de la République, une réaction maladroite et indigne, typique d’esprits autocratiques et arrogants qui n’arrivent pas à cacher, en raison même de leurs attitudes imprudentes et irresponsables, la crainte de la primauté de l’empire du droit et la peur de juges fermes, justes, impersonnels et indépendants”, a déclaré Celso [de Mello]¹⁶⁴ (G79, 16/03/2016)

Dans cet extrait, le magistrat de Mello déprécie, au nom de la Cour Suprême, l'incident, qu'il désigne comme une « insulte au Judiciaire », « inacceptable » et « susceptible à la plus vive répulsion », sans citer nominalement Lula. Celui-ci est désigné métaphoriquement comme

¹⁶³ VO : “No processo de interpretação da Constituição é preciso conversar com a realidade. O STF, embora instituição de grande calado, caminha de acordo com a maré dos humores da sociedade. As cortes democráticas não mantêm legitimidade por muito tempo fora da atmosfera de seu tempo. É duradouro o consenso social favorável à punição de criminosos, caracterizado por mandar para a cadeia quem for condenado duas vezes em instâncias distintas. Uma decisão em favor de Lula significaria que o STF inauguraria o *delivery* jurisprudencial, um HC servido à la carte ao ex-presidente”.

¹⁶⁴ VO : “Os meios de comunicação revelaram, ontem, que conhecida figura política de nosso País, em diálogo telefônico com terceira pessoa, ofendeu, gravemente, a dignidade institucional do Poder Judiciário, imputando a este Tribunal a grosseira e injusta qualificação de ser uma Suprema Corte totalmente acovardada. Esse insulto ao Judiciário, além de absolutamente inaceitável e passível da mais veemente repulsa por parte desta Corte Suprema, traduz, no presente contexto da profunda crise moral que envolve os altos escalões da República, reação torpe e indigna, típica de mentes autocráticas e arrogantes que não conseguem esconder, até mesmo em razão do primarismo de seu gesto leviano e irresponsável, o temor pela estigmatização a do império da lei e o receio pela atuação firme, justa, impessoal e isenta de Juízes livres e independentes”, disse Celso [de Mello]”.

« une figure politique connue ». Cette occultation, mise en avant dans le texte journalistique, permet d'abord de présenter la Cour Suprême comme une institution neutre. Cet *ethos* continue d'être construit par l'exposition d'une hypothèse expliquant la véritable raison de cette agression : « la crainte de la primauté de l'empire du droit et la peur de juges fermes, justes, impersonnels et indépendants ». Même sans citer la cible de son discours, le magistrat procède à une attaque *ad hominem* en désignant le commentaire de Lula comme « une réaction maladroite et indigne, typique d'esprits autocratiques et arrogants ». Cette ligne argumentative, mettant en garde l'auditoire quant aux capacités de raisonnement de l'auteur de la frappe contre l'institution qu'il dirige, cherche à aligner Mello à un *ethos* de sage, capable, par son équilibre et sa légitimité, de juger de la finesse argumentative de son adversaire.

Il convient à ce titre de réfléchir au rôle que l'implicite opère sur l'argumentation. On retiendra les études d'Amossy (2012) à ce propos. L'auteure affirme que « l'implicite contribue à la force de l'argumentation dans la mesure où il engage l'allocutaire à compléter les éléments manquants » (p. 190). Favorisant dès lors une participation au discours, invitant l'auditoire à compléter les signes manquants du message, Mello inscrit telle une évidence la cible de son discours tout en niant la mentionner, ce qui lui permettrait ensuite de faire semblant de ne pas l'avoir dit. Or cette confrontation s'inscrit bien dans le cadre de la polémique publique, surtout parce qu'il saisit l'argument de la crise, « une profonde crise morale des hautes instances de la République », pour rendre plus grave l'intervention de son opposant.

La crise, on le rappelle, est forgée par une élite économique qui intervenait dans la presse, réclamant une résolution légale plus rapide à l'égard des politiques. Ainsi, restent pratiquement intouchés les acteurs économiques qui sont aussi l'objet de ces accusations. La clémence envers ces acteurs est exprimée, d'une part, par la difficulté de retrouver dans notre corpus la responsabilisation des lobbys économiques dans les affaires de corruption, comme nous l'avons mis en avant antérieurement, et, d'autre part, par l'insistance à souligner avant tout les conséquences négatives pour l'économie de l'affaire Triplex, comme dans l'extrait ci-dessous.

- (70) Le jour de l'arrestation de Lula doit être noté dans le calendrier comme le zénith d'un échec national : notre incapacité persistante à tirer les leçons de la faillite du lulisme. La nation polarisée entre les fanatiques lulistes et les fanatiques antiluliste a renoncé à examiner les fondements de la politique économique qui a déclenché la dépression la plus profonde de notre histoire récente. Le pays hypnotisé par la telenovela vulgaire du procès de Lula a renoncé à réfléchir sur la nature des politiques sociales visant à stimuler la consommation privée¹⁶⁵. (F188, 07/04/2018)

Cet article d'opinion signé encore Demétrio Magnoli offre au lecteur un parcours de révision des principaux faits à retenir à la fin du procès menant Lula en prison en avril 2018. Il décrète dans le texte une « faillite du lulisme » sur laquelle on n'a pas assez réfléchi, et cela à cause des groupes polarisés autour de la question. Il regrette en fait le manque de discussions autour des « politiques sociales visant à stimuler la consommation privée » qui, selon cet énoncé, seraient un héritage néfaste du mode de gouvernement luliste. En se positionnant comme un

¹⁶⁵ VO : “O dia da prisão de Lula deve ser anotado no calendário como o zênite de um fracasso nacional : nossa persistente incapacidade de extrair as lições da falência do lulismo. A nação polarizada entre fanáticos lulistas e fanáticos antilulistas desistiu de examinar os fundamentos da política econômica que provocou a mais profunda depressão de nossa história recente. O país hipnotizado pela novela vulgar do processo de Lula abdicou de refletir sobre a natureza das políticas sociais voltadas para estimular o consumo privado”.

d'arbitre au-dessous de toute dispute entre les camps contre et pro Lula, qu'il définit comme des « fanatiques », il dénonce la pauvre qualité des échanges en signalant un manque d'un débat de fond qu'il juge le plus important : l'économie.

En assumant cette troisième position au sein de la polémique publique, c'est-à-dire un sujet estimant les participations de l'échange, le locuteur inaugure un autre argument polémique, celui de la disqualification de participants des deux pôles opposés. Il est remarquable que ce mouvement discursif lui permette d'afficher un certain désintérêt à participer de l'un des camps de la dispute. Jeter un regard négatif sur la polémique des échanges est en réalité un geste récurrent des journalistes qui, du même coup, invalident les thèses adverses jugées trop chargées d'émotion (Amossy 2014). Ce discours n'intervient pas, néanmoins, pour questionner les actions judiciaires qui ne sont d'ailleurs ni même citées dans le détail dans le texte.

Nous identifions grâce à ces extraits une absence générale du débat quant à la légitimité de l'institution judiciaire à intégrer les décisions concernant les faits politiques de la cité. En réalité, ce n'est pas la neutralité de l'institution qui est mise en avant, mais plutôt sa malléabilité face aux enjeux politiques qui se présentent dans la cité. On observe plutôt une demande, voire une légitimation, de *judiciarisation de la politique*. Autrement dit, un appel à ce que l'appareil juridique investisse la scène politique afin de décider du destin d'un ancien président au nom d'un supposé souhait de la population de plus de sanctions. Dans ce sens, la presse offre une place légitime à l'intervention de figures issues du monde judiciaire et n'offre pas des questionnements défavorables à la progression du procès.

Ces conclusions nous amènent aux études de Levitsky et Ziblatt (2018) pour qui un des facteurs pour le bon fonctionnement de la démocratie est la capacité des points de vue opposants de se tolérer mutuellement et de reconnaître la constitutionnalité de la pensée de l'adversaire. De cette même manière, Amossy avance dans son *Apologie de la polémique* (2014) la potentialité de ce mode discursif d'opérer la gestion des conflits dans une société plurielle. Or, à mesure que nous avançons dans nos études, le constat d'un désaccord profond fondé sur l'appréciation du comportement des institutions démocratiques se dessine. Plus que la responsabilité de la presse, cela est présent dans les discours de « spécialistes » qui intègrent la polémique publique.

Ces doutes émis à l'égard des institutions démocratiques nous évoquent par ailleurs les écrits d'Albuquerque (2021) qui soulignent le rôle de Lava Jato dans la déstabilisation du pouvoir démocratique, menant, entre autres, à la victoire de Jair Bolsonaro dans les élections présidentielles de 2018 au Brésil. Bien que notre étude ne puisse pas affirmer comme Albuquerque le lien entre ces deux faits politiques, en raison notamment des bornes chronologiques que nous avons établies lors de la construction de notre corpus, nous pouvons néanmoins identifier tout au long de ces analyses la préparation d'un terrain de doutes par rapport aux institutions démocratiques. Les groupes pour et contre Lula questionnent la qualité de la vie démocratique tout en demandant aux institutions officielles une réponse exemplaire à l'offensive qu'ils dénoncent. Voici le véritable nœud de la polémique publique, car sur ce point un accord ne peut pas être trouvé.

Conclusion de la Partie III

Dans cette Partie III, nous sommes partie des constats tirés de notre étape quantitative pour observer le processus menant à l'emprisonnement de Lula sous un angle plutôt politique que simplement judiciaire. Plus précisément, les analyses proposées dans cette partie sont venues nuancer, préciser et confirmer l'hypothèse émise lors de l'examen quantitatif d'une relation étroite entre les discours issus du judiciaire avec ceux du politique. Notre méthodologie a consisté à dégager un certain nombre d'extraits pertinents mis en relief par notre analyse quantitative. Nous sommes ainsi entrée dans la matière à l'aide de termes centraux, relevés par nos CHD, qui nous ont permis d'établir des comportements généraux des énoncés de notre archive.

Le procès de Lula a fait alors émerger une polémique publique autour non de sa culpabilité, mais plutôt à propos de sujets aussi larges que le projet politique de la gauche brésilienne et la légitimité des actions du monde juridique. In fine, l'enjeu de la polémique ne réside nullement dans les pages du procès, mais dans la discussion autour de l'homme politique Lula et de son héritage. Il est intéressant de noter qu'à ce moment Lula n'occupe aucun poste de responsabilité politique, ni même la présidence du Parti des Travailleurs. L'ancien président est néanmoins traité comme une pièce politique importante dans le « jeu d'échecs » de la situation politique et économique tant par ses supporteurs que par ses détracteurs. Il ressort un interdiscours politique habité par des débats aussi vastes que le retour au pouvoir des forces militaires, le rapport au judiciaire et à la presse, et l'avenir de la gauche brésilienne. La mobilisation d'imaginaires sur le passé de dictature militaire et sur le gouvernement de Maduro au Venezuela y trouve son essor.

L'analyse de florilège d'extraits a permis d'atteindre ainsi l'un des objectifs de ce travail, à savoir répertorier le socle des discours des groupes opposés. Nous avons notamment vu que du côté du groupe en soutien à Lula, les discussions autour de l'innocence de l'ancien président se faisaient rares. En réalité, ses soutiens et lui-même ont plutôt mis en avant les problèmes de fonctionnement du judiciaire, notamment le manque de preuves dans le procès, l'impartialité des magistrats et de la couverture de la presse. Ces arguments réunis débouchent sur l'idée d'un coup d'État orchestré par le pouvoir judiciaire en lien avec les organes d'information, une action politique également liée à d'autres événements politiques comme la destitution de Rousseff et l'absence de Lula aux élections présidentielles de 2018.

Dans le camp opposé, l'enjeu est d'abord de défendre la neutralité du procès et notamment de ses représentants. De plus, la notion d'urgence amenée par le discours de la construction d'une crise morale et économique sert aux détracteurs de Lula pour l'associer à divers problèmes du pays. Notamment le problème économique, constamment lié à une gestion déficitaire du PT dans ce champ d'action. L'emprisonnement de Lula devient en outre, progressivement, un symbole fort de la fin de la corruption politique.

Au-delà de ces points distincts, nous avons aussi dégagé des points semblables des discours antagonistes respectifs comme la critique de l'activité judiciaire, tantôt pour la juger trop punitive (« República de Curitiba »), tantôt pour la juger adéquate. Pour ces raisons, la notion de « judiciarisation de la politique » s'est relevée centrale dans notre description de la polémique publique, car l'intervention judiciaire pour régler les différends politiques émerge particulièrement, les magistrats étant compris comme des individus neutres dans ce processus, voire des « héros » combattant un fléau. Le camp luliste contribue considérablement à ce mouvement de personnalisation des acteurs du judiciaire dans la mesure où le questionnement du procès ne met pas au point une version différente sur les

faits primant sur l'innocence de Lula, mais questionne plutôt les membres du judiciaire à l'origine des accusations.

Il se dégage ainsi une forme de questionnement des pratiques judiciaires et de presse originaire du camp luliste qui, paradoxalement, rejoint le point de vue opposé à l'ancien président. En effet, Lula et ses partisans présentent l'état de santé de la démocratie brésilienne comme critique, alors que le camp opposé juge qu'un retour de Lula au pouvoir signifierait l'établissement d'une dictature. Nous arrivons au constat d'un accord entre différentes positions conflictuelles possibles sur un seul point : l'existence d'un comportement atypique des instances démocratiques. L'idée d'une régulation déficitaire de la démocratie est dès lors au cœur de deux chemins argumentatifs, même s'ils empruntent des chemins opposés.

Ces points sont à nuancer en raison du comportement de la presse à l'égard de cette polémique publique. En effet, il ressort que le matériau de presse rend compte d'une série d'interventions d'instances dites légitimes, comme celles de personnes occupant de postes publics dans les différents pouvoirs Exécutif, Judiciaire et Législatif, ou encore des postes universitaires, mais répercute très peu d'arguments de figures plus anonymes de la polémique. De manière générale, nous avons constaté que pour accéder à l'arène polémique il est nécessaire de se doter d'un pouvoir institué qui se traduit par la participation au sein d'un parti politique et/ou être titulaire d'un poste public dans l'un des pouvoirs républicains.

Le lecteur attentif remarquera d'ailleurs que les extraits examinés tout au long des chapitres précédents adviennent surtout d'acteurs impliqués directement dans la polémique plutôt que des journalistes émettant leur opinion sur le procès. Cette observation nous a amenée à questionner l'usage du discours juridique officiel dans le contenu de la presse : les journalistes semblent exercer le rôle de l'attaché du judiciaire. En contrepartie, le journalisme est très peu polémique, agissant plutôt « organisateur » de la polémique.

L'intervention prédominante des acteurs du monde juridique, agissant dans l'espace médiatique de façon prétendument « a-polémique », en témoigne. En réalité, il est ardu de distinguer dans leurs discours les caractéristiques du discours polémique déjà parues dans la littérature à ce sujet, comme l'attaque directe à l'adversaire. On identifie plutôt un processus de dissimulation de la polémique niant les formes canoniques de ce type de prise de parole, comme la violence verbale ou l'usage du *pathos*, pour nier l'implication de l'énonciateur dans l'opinion exprimée. Même si la cible des discours est ouvertement absente de leurs discours, à des fins de construction d'une certaine neutralité, nous avons dégagé un discours visant à créditer les actions des tribunaux tout en niant de manière déguisée les accusations provenant du camp adverse. Cela inscrit leur participation dans l'angle d'une prise de position polémique et calculée. De fait, l'uniformité du schème rhétorique venu du judiciaire suppose une organisation pour la formulation et la diffusion des propos issus de cette institution.

L'analyse de *tweets* s'est montrée parallèlement très pertinente pour montrer le jugement émis par les témoins de l'échange, même si nous identifions une moindre productive discursive liée aux sujets abordés par nos analyses jusqu'à ici. Les examens portés ont permis de souligner que le contenu des échanges a fonctionné telle une caisse de résonance des discours de presse, soit pour commenter le contenu qu'elle produit ou soit pour chercher la visibilité sur ce moyen par des déclarations formatées, comportement typique des autorités politiques. On a pu aussi relever leur forme contestataire caractérisée par un usage prononcé de l'ironie et de l'humour comme outils pour souligner son argumentation.

Partie IV. La transformation des actes juridiques en récit : la mise en scène du procès menant Lula en prison

Le prochain mouvement analytique de notre recherche consiste à aborder les représentations multimédiatiques de l'emprisonnement de Lula à partir de l'angle de la narrativité des discours. Notre ambition est d'identifier les composantes de l'histoire construite autour de l'affaire Lula en prison dans la presse et sur Twitter à partir de la question : de quelle manière la mise en récit contribue-t-elle à constituer les bases des arguments polémiques répertoriés précédemment ? Pour cela, nous considérons, comme Marc Lits, le récit médiatique comme un « vecteur de construction d'identité collective » (1997, p. 58), en nous attachant tout particulièrement à la notion de *construction*. Dans ce but, nous partons du principe qu'« un récit n'est jamais donné par avance, il est le fruit d'une activité regorgeant de choix descriptifs, sémantiques, moraux voire esthétiques », comme le note Voirol (2005, p.25).

Ce sont donc ces opérations sur le réel que nous allons interroger par le décryptage d'un ensemble de procédés plastiques, discursifs et idéologiques présents dans les textes. Nous formons pour cela un cadre théorique basé sur les études de l'Observatoire des récits médiatiques de Louvain (Marion, Lits) et les études suisses sur la narratologie (Baroni, Revaz), ainsi que sur d'autres textes de Sciences de l'Information et de la Communication d'inspiration ricoeurienne (Voirol, Quéré, Arquembourg). De ces approches, nous retenons que le récit dépasse le cadre d'un seul genre ou d'une catégorie de discours. La notion de « récit » est ainsi très adaptable à un corpus multimédiatique comme le nôtre, où des supports variés exercent des influences particulières sur la mise en scène du débat observé.

Les travaux de Françoise Revaz tracent plus précisément les contours de la notion de « feuilleton médiatique » que nous utilisons beaucoup dans cette partie. Désignant le fait de recourir aux caractéristiques d'un récit fictionnel, telles que la mise en intrigue et la sérialisation d'un événement dans le texte journalistique, Revaz (1997) affirme que « le récit traverse les genres de la presse » (p.20). Selon l'auteure, le journaliste rédigeant une information peut choisir entre une énonciation linéaire, une suite d'actions, phénomène que Revaz appelle « Relation » ou alors construire un texte sous forme d'intrigue, un « Récit ». Le « Récit » présente un nœud, une action et un dénouement à une situation initiale et finale.

La construction d'un feuilleton médiatique suppose en outre qu'un événement dont le procès est inachevé, ou dont la compréhension reste incomplète, soit posé comme une matrice du processus diégétique (Revaz, Pahud et Baroni 2010). En effet, une histoire dont les contours ne sont pas identifiables, sans début ni fin, comporte un suspense contribuant à la séduction d'un lectorat. Les auteurs sur ce thème indiquent la dramatisation et l'identification claire de personnages comme des facteurs d'attraction de l'audience (Revaz, Pahud et Baroni 2009).

Pour approfondir ce point, notre investigation commence par identifier l'évolution de l'intrigue dans la première partie du Chapitre 7. Il questionne ensuite la dualité « processus médiatique » et « médiatique du procès », par l'examen de la manière dont l'histoire est déclinée de façon distincte selon les positions éditoriales et les potentiels expressifs et communicationnels de chaque support. Le Chapitre 8 se tourne vers les personnages qui constituent le récit. Nous analysons plus particulièrement dans quelle mesure les figures du bourreau et de la victime sont occupées alternativement par le juge et l'accusé. Les caractéristiques de la vie publique et personnelle de Lula mobilisées dans ce procès nous invitent par ailleurs à esquisser un panorama non exhaustif de son histoire politique.

Chapitre 7. L'affaire Triplex et la « feuilletonisation » du récit de presse

« Ce n'est pas la presse qui fait le procès », a déclaré Sergio Moro le 10 mai 2017 le jour de la déposition de Lula. Nous partons du principe complètement opposé pour lancer ce chapitre. En effet, notre analyse envisage de démontrer comment la « mise en intrigue » du procès inculpant l'ancien président joue un rôle important dans le déroulement public de l'affaire. Notre hypothèse de base est que la présentation qu'en fait la presse influence aussi les positionnements polémiques qui en découlent. Pour le faire, nous mobilisons la notion de « récit » dont nous empruntons la définition à Barthes (1966) :

« (...) le récit peut être supporté par le langage articulé, oral ou écrit, par l'image, fixe ou mobile, par le geste et par le mélange ordonné de toutes ces substances ; il est présent dans le mythe, la légende, la fable, le conte, la nouvelle, l'épopée, l'histoire, la tragédie, le drame, la comédie, la pantomime, le tableau peint (...), le vitrail, le cinéma, les comics, le fait divers, la conversation » (p. 1)

Ce passage inspire particulièrement notre démarche car nous entendons désormais le langage dans son spectre le plus large, allant du support écrit à l'iconographique. Ce chapitre a ainsi comme vocation de prouver qu'une petite phrase compte autant pour la polémique que l'image d'un procureur avec sa présentation PowerPoint. En effet, la logique communicationnelle basant la fabrique de l'information soulève la question de la manière dont l'écriture journalistique s'empare de techniques narratives pour présenter les faits.

Traiter du récit construit autour de l'affaire Triplex revient ainsi à observer dans le terrain multimédiatique la manière dont sont repris les éléments de l'investigation. Les relations de causalité entre les différents épisodes juridiques, le rythme de l'enchaînement, les thématiques mobilisées et la temporalité sont donc considérées avec l'interrogation du dispositif qui contient ces discours. Pour reprendre les termes de Marion (1997), « toute forme de représentation implique une négociation, voire un corps à corps, avec la *force de résistance* propre au système médiatique choisi » (p.79, souligné par l'auteur). Notre développement considère ainsi qu'un récit est affecté par le média dans lequel il est transcrit et inversement.

Cela revient à décrire l'agencement matériel de la production, telle la mise en page ou en écran, pour arriver au sens construit. Le lecteur remarquera donc que ce chapitre est nourri d'un matériel sémiotique plus important que les précédents, des photographies de presse aux montages et *memes* circulant parmi les utilisateurs de Twitter. Ce choix méthodologique exige un dépassement des bornes théoriques établies jusqu'ici, et l'intégration dès lors d'une approche davantage sémiologique d'inspiration barthésienne. Dans la continuité des chapitres précédents, une attention particulière est accordée également à la question de l'héritage journalistique socialement construit au Brésil, qui configure un développement discursif polémique établi à partir d'un arrière-plan politico-historique bien particulier.

Ce chapitre vise alors à comprendre comment la polémique est *scénarisée*. En d'autres termes, comment cette polarisation s'est transformée, par et à partir du discours judiciaire, en *récit médiatique*. Les questions qui le traversent se situent de ce fait au carrefour de deux de nos préoccupations : comment le processus de médiatisation de la polémique influe-t-il sur la qualité des échanges lors d'un débat public polarisé ? Dans quelle mesure cette narrativisation invite-t-elle à un positionnement polémique ?

Cette discussion est présentée en trois temps. D'abord, nous détaillons les éléments qui nous permettent d'identifier une « feuilletonisation » de l'affaire à partir du cadre méthodologique

offert par Baroni, Pahud et Revaz (2006). Nous repérons ensuite comment la pratique criminelle, le corps du délit, les familiers et l'argent sont présentés par le texte de presse afin de constituer un « macro-récit » polémique. Enfin, nous étudions comment les membres des instances juridiques et leurs actions sont dépeints. Ces différentes étapes nous amènent, au chapitre suivant, à questionner plus précisément la place des personnages dans le récit.

7.1. « Lula en prison » : les procédés de mise en intrigue d'un feuilleton médiatique

Afin de dévoiler les mécanismes de mise en intrigue de ce procès, les critères de « feuilletonisation médiatique » indiqués chez Baroni, Pahud et Revaz (*Ibid.*) sont notre source méthodologique privilégiée. Comme ils le rappellent, une intrigue médiatique idéale comporte quelques caractéristiques, dont le fait que « le conflit social suscite une attente clairement déterminée (la victoire de A sur B, de B sur A ou un règlement négocié) mais dont l'issue est provisoirement repoussée (constat de blocage) et demeure incertaine jusqu'au bout (inscrutabilité provisoire du futur) » (p. 128). Pour rendre compte de la mise en scène créée autour des récits produits au sujet de l'affaire Triplex, nous retenons de la démarche des chercheurs cités les éléments suivants de l'analyse d'un feuilleton médiatique : l'ouverture, les procédés de cohésion, les sutures en amont et vers l'aval et enfin la clôture. Ces différents aspects présentés en trois temps nous amènent à la compréhension du déploiement temporel de l'affaire et aux modifications que l'histoire a subies selon le support qui la diffusait. Les caractéristiques du récit exposées ne sont pas exhaustives, mais permettent d'identifier des points d'ancrage pertinents pour saisir comment cette histoire était racontée par les médias.

7.1.1. L'ouverture de l'affaire : une série de micro-événements

Le marqueur discursif du début du processus judiciaire à l'égard de Lula reste lié à l'opération qui donne le cadre à l'action policière, l'opération Lava Jato. En examinant les premiers reportages produits à ce sujet, en mars 2016, nous notons une tendance de la presse analysée à rattacher systématiquement la perquisition contre Lula à une étape de cette enquête qui se déroulait déjà depuis deux ans. L'effet de nouveauté de l'action policière est ainsi atténué par la convocation d'une certaine « mémoire discursive¹⁶⁶ » chez le lecteur autour de cette enquête qui était déjà bien ancrée dans les pages des journaux. L'affaire Triplex est donc une nouvelle histoire liée à une ancienne, celle d'une opération représentée majoritairement comme un combat envers la corruption des responsables politiques des hautes instances (Cioccarri 2015; Mota et de Almeida 2017; Sbaraini Fontes, Sampaio et Ferracioli 2016). Le reportage G19 publié à 6h33 du matin le 04 mars 2016 en témoigne (Figure 29).

¹⁶⁶ Nous empruntons la définition de « mémoire discursive » de Sophie Moirand (2007): « La notion de mémoire discursive permet ainsi de rendre compte du fait que toute production langagière fait circuler des formulations antérieures, du déjà-dit, du déjà-énoncé » (p. 4)

Figure 29 : L'ouverture de l'affaire : rappel à l'imaginaire de Lava Jato (G19, 04/03/2016)

04/03/2016 06h33 - Atualizado em 04/03/2016 12h34

Polícia deflagra nova fase da Lava Jato na casa do ex-presidente Lula

Ação é realizada desde a madrugada desta sexta-feira (4) em 3 estados. Lula é alvo de condução coercitiva; PM contém brigas de manifestantes.

Adriana Justi, Alana Fonseca e Camila Bomfim
Do G1 PR e da TV Globo em Brasília*



A Operação Lava Jato chegou à 24ª fase na manhã desta sexta-feira (4). Segundo a **Polícia Federal (PF)**, a operação ocorre na casa do ex-presidente **Luiz Inácio Lula da Silva**, em **São Bernardo do Campo** e em outras cidades de São Paulo, do Rio de Janeiro e da Bahia. Nesta manhã, policiais contiveram várias brigas entre manifestantes nas proximidades da residência de Lula e em outros locais. O Instituto Lula também é alvo da ação da PF.

On lit dans le premier paragraphe de cette publication que : « L'opération Lava Jato est arrivée à sa 24^e phase dans la matinée de ce vendredi (4). Selon la Police Fédérale (PF), l'opération se déroule dans la maison de l'ex-président Luiz Inácio Lula da Silva, à São Bernardo do Campo et dans d'autres villes de São Paulo, Rio de Janeiro et Bahia. Dans la matinée, les policiers ont contenu plusieurs disputes entre des manifestants qui étaient proches du lieu de résidence de Lula et en d'autres endroits. L'institut Lula est aussi la cible de l'action de la PF ». En suivant la hiérarchie des informations proposée par ce média, nous constatons que les faits à retenir de cette ouverture sont d'abord le déclenchement d'une nouvelle étape de Lava Jato, puis la perquisition au domicile de Lula et enfin les actions des policiers pour contenir des affrontements physiques d'une foule violente qui réagit à la nouvelle.

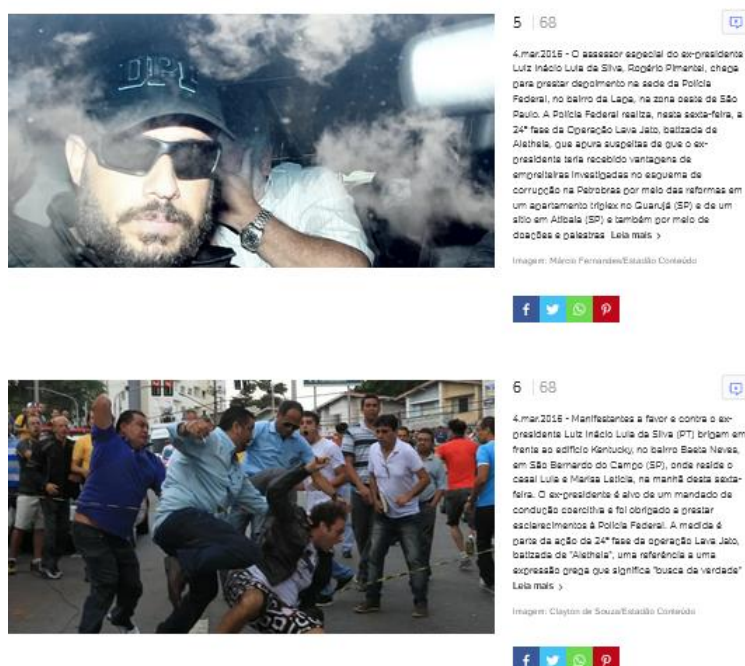
Ce texte sur la page *web* du journal recourt à une vidéo et à un hyperlien afin de rattacher cet événement à des faits qui le précèdent. Ces hyperliens sont signalés dans le texte par une écriture en rouge et en gras qui rappelle la charte graphique du journal en ligne. Ces derniers renvoient aux nouvelles les plus récentes comportant ces mots clés « Police Fédérale », « Luiz Inácio Lula da Silva » ou alors « São Bernardo do Campo ». Il ne s'agit pas de connecter le texte à des informations à propos de la même nouvelle, mais plutôt d'inviter le lecteur à découvrir l'actualité la plus « fraîche » sur ces termes.

Une vidéo de 22'17" accompagne également le texte écrit, il s'agit d'un passage du journal télévisé matinal de TV Globo intitulé *Bom dia, Brasil*. En cliquant sur le signe triangulaire, le lecteur devient aussi un téléspectateur qui peut accompagner une précédente transmission en direct des reporters sur place et après les commentaires d'éditorialistes politiques qui sont dans les studios de la chaîne de télévision. Ce dispositif offre un rappel au présent de l'expérience du passé grâce au simulacre de l'événement en direct procuré par le dispositif télévisuel. L'hyperlien, au contraire, offre un voyage dans le futur, en proposant la découverte de nouveaux faits concernant les anciens thèmes du reportage.

L'arsenal sémiotique du journal en ligne propose ainsi une continuité temporelle concomitante entre le présent du reportage, le passé du fait raconté et l'avenir des acteurs ou institutions concernés. À ce stade, nous rencontrons un résultat assez différent de celui trouvé par Baroni, Pahud et Revaz (2006) qui ont identifié un effort du texte journalistique de rappeler les faits du passé lors de l'ouverture d'un feuilleton. Dans notre cas, le « voyage dans le temps » est simplement proposé à la volonté du lecteur, contrairement à ce qui se passe dans la presse écrite, le support étudié par ces auteurs. En outre, la possibilité de changer le récit après publication existe, comme dans l'exemple étudié, où il est possible d'identifier dans la toute première ligne l'inscription suivante : « 04/03/2016 à 6h33 – Actualisé le 04/03/2016 à 12h34 » (G19). Le support du journal en ligne a donc pour caractéristique l'appel à l'actualisation constante, ce qui crée une « mémoire fluctuante » des faits présentés.

Cette production sémiotique abondante et mouvante est effectivement une des caractéristiques du journalisme en ligne, ce qui implique d'ailleurs de nouvelles pratiques de production et d'interprétation des textes (De Angelis 2018). Un protocole particulier de lecture peut être ainsi établi comme dans le cas d'*UOL* qui propose une expérience sensible particulière dans le reportage intitulé « Lula dans la ligne de mire : Lava Jato enquête sur l'ex-président et déclenche des protestations ». La publication présente 68 photographies commentées de la journée du 4 mars 2016 qui apparaissent tel un fil d'actualité des réseaux socio-numériques. Le lecteur doit faire défiler la page pour avoir accès aux différents clichés et aux légendes qui les accompagnent, comme la capture d'écran suivante l'illustre.

Figure 30 : 68 photos pour illustrer une Journée (U8, 04/03/2016)



Dans la Figure 30 nous avons ces deux images qui se suivent, indexées par les inscriptions 5 | 68 et 6 | 68. L'image illustre autant la proposition esthétique du journal proposé que le lien progressivement construit entre l'action policière et la chaîne de réactions de la population. On retient du texte écrit le choix de remettre en contexte la nouvelle à partir du cadre de la Lava Jato, en rappelant d'ailleurs le nom donné à cette nouvelle phase de l'opération (« La police fédérale réalise ce vendredi la 24^e phase de l'opération lavage-express, baptisée Aletheia »). On y retrouve aussi l'information que Lula a été la cible d'une *condução coercitiva* (« il [Lula] a dû fournir des éclaircissements à la Police Fédérale »), ce fait est illustré par une photographie prise à l'extérieur d'une surface vitrée, très probablement la vitre avant d'une voiture, où l'on identifie à peine l'ancien président en arrière-plan qui cache son visage.

Tout comme l'exemple analysé de *G1*, l'ouverture de cet événement est soulignée par la présence d'une chaîne de réactions face à la *condução coercitiva*. La charge conflictuelle issue de cette étape judiciaire est ainsi renforcée par le cliché d'une dispute physique. Au centre de l'image, un des hommes est presque à terre alors que trois autres tentent à coups de pied et de poings, de porter atteinte à son intégrité physique. Cette prise de vue en plan large permet d'identifier le cadre urbain de la bagarre et d'apercevoir un ensemble de spectateurs à l'arrière-plan, également des hommes qui ont le regard tourné vers la scène.

La légende accompagnant le cliché nous offre des éléments de contexte sur la raison et la localisation de l'action : « Des manifestants pour ou contre l'ex-président Luiz Inácio Lula da Silva (PT) se disputent devant l'immeuble Kentucky, dans le quartier Baeta Neves, à São Bernardo do Campo (SP), où habite le couple Lula et Marisa Letícia ». Les autres 66 clichés qui composent la publication présentent divers événements considérés comme des conséquences directes de l'action policière à l'égard de l'ancien président. Ceux-ci sont de trois ordres : des manifestations pour ou contre l'opération, des épisodes de violences lors de ces protestations, des graffitis écrits pour défendre ou attaquer Lula et le discours de divers acteurs politiques, tels que Lula lui-même, Dilma Rousseff, à l'époque présidente de la république et Jair Bolsonaro, alors député fédéral.

De fait, la production journalistique se nourrit considérablement de cette chaîne de réactions qui compose la majeure partie du contenu produit le 04 mars 2016 dans les médias en ligne analysés. Dès l'ovation pour le retour de Lula après son interrogatoire (G12) jusqu'aux querelles violentes entre partisans et opposants de Lula (U6), les moyens de production d'information en ligne ont ainsi vocation à compléter progressivement la nouvelle au fil de l'apparition de nouveaux éléments qui découlent d'un événement principal.

L'ouverture du feuilleton est ainsi composée de plusieurs « micro-événements ». Selon Charaudeau, l'événement est « une modification d'un état du monde qui fait que les êtres subissent un changement, passent d'un état (E1) à un état (E2) provoquant un changement de l'ordre des choses, une déstabilisation d'un état stable qui dans son immuabilité se donnait comme évidence de l'organisation du monde » (Charaudeau 2005, p. 82). Par « micro-événements », nous entendons donc des textes qui participent à un sous-niveau d'un tout discursif racontant une transformation d'état. Ces « micro-événements » sont souvent déstabilisants, des écarts à un horizon d'attente précis, ce qui aide le feuilleton à gagner en intérêt narratif en fonction de l'ajout de ces sous-états racontés tels des rebondissements.

Nous notons de fait que les médias imprimés de notre corpus offrent une approche plus linéaire que celle des médias en ligne, provoquant ainsi un rapport davantage travaillé, entre les temps passé, présent et futur. La production de ces « micro-événements » suit une autre logique dans la presse écrite, expliquée par une distance temporelle plus importante entre l'émetteur et le récepteur du message. Selon Tétu (2000) :

« Cet écart entre temps de l'écriture et temps de la lecture inscrit d'emblée l'attitude de l'information écrite dans une double perspective : perspective rétrospective en ce qu'elle prend appui sur un passé révolu et perspective anticipatrice en ce qu'elle doit inscrire son passé et son présent au moins dans un futur proche qui sera le moment présent du lecteur » (p. 71)

La décomposition des éléments de la couverture de FDSP, présentée ci-après, offre un exemple de ce que décrit Tétu (Figure 31). La une qui ouvre l'édition du 05 mars 2016 du journal, « Lava Jato atteint Lula et l'oblige à témoigner ; l'ex-président y voit de la persécution » présente l'affaire comme une conséquence directe de l'opération Lava Jato, qui est le sujet principal de la phrase, tel que nous l'avons repéré chez G1 et UOL. La centralité de Lula dans la nouvelle s'exprime néanmoins davantage, autant par la double référence à sa personne dans le titre que par la photographie horizontale mise en page en couverture. Cette photographie, avec des tonalités noires dominantes, est cadrée pour mettre explicitement en évidence le visage de Lula, entouré de huit personnes tournant plus ou moins le dos à l'objectif. Leurs silhouettes constituent finalement le seul élément de reconnaissance de leurs identités, offrant par-là plus d'importance au personnage figurant au centre de l'image.

Figure 31 : Une ouverture de l'affaire centrée sur Lula, FDSP, 05/03/2016



Nous notons sous le titre du journal des phrases composées de trois à cinq mots qui décrivent des « micro-événements » de trois ordres : l'action de la justice (« la justice viole le secret bancaire et fiscal du *petista* »), les réactions des instances politiques et économiques (« Dilma se lamente », « La bourse monte et le [prix du] dollar tombe ») et le caractère antagoniste de l'affaire qui se profile dès son ouverture (« la persécution partage les spécialistes », « des manifestants s'affrontent »). Ces catégories suivent celles identifiées préalablement sur les médias en ligne, mais cette fois-ci avec des contenus différents, comme la montée du prix de la monnaie étrangère et la demande de consultation des données bancaires de Lula par la justice.

La logique de micro-événements avec Lula dans le rôle de protagoniste se poursuit dans l'autre média imprimé de notre corpus. Veja met en scène l'ancien président au centre de sa couverture du 9 mars 2016 (Figure 32), entouré d'hommes dont on ne distingue également que la silhouette. Le visage de Lula est donc au centre, le lecteur se confronte ainsi à un visage regardant vers le bas à droite, connotant un sentiment de détresse. L'ensemble de l'événement est présenté en lettres capitales blanches et en majuscule sous le titre « Lula et la loi ». Les quatre inscriptions inscrites en bas de cette une sont, selon une lecture de gauche à droite : l'ex-président fait une déposition à la Police Fédérale à São Paulo et se moque de la Justice à la sortie ; un dossier en toc contre le juge Sérgio Moro parcourt le [Palais du] Planalto et, même ainsi, passe entre les mains des *petistas* ; la dénonciation récompensée de Delcídio do Amaral est une bombe « *arrasa-quarteirão* » [métaphore pour dévastatrice, capable de détruire tout un quartier] contre Dilma et Lula ; le « coût Dilma » dans l'économie est comptabilisé à la hauteur de mille milliards.

Figure 32 : La une de *Veja* : l'ouverture de l'affaire le 09/03/2016



La présence de métaphores quasi intraduisibles dans ces titres est pour nous une indication du caractère unique et alarmiste que le magazine souhaite donner à l'ouverture de l'affaire. En outre, le recours aux hyperboles constitue un mécanisme narratif cherchant à convaincre le lecteur, déjà familiarisé avec ces nouvelles qui circulaient depuis cinq jours, que des ajouts importants ont été intégrés aux faits par l'hebdomadaire. Pour créer cette « aura de nouveauté » de nouveaux éléments sont ajoutés à la nouvelle, par exemple l'état émotionnel du protagoniste (Lula et son comportement moqueur) ou encore la circulation parmi les membres du Parti des Travailleurs d'un document visant à nuire aux actions de Moro. L'écriture au présent de l'indicatif, sur un ton très affirmatif, même quand il s'agit d'évoquer des faits passés, est aussi un des aspects à souligner de cette couverture cherchant à adopter des perspectives inédites à propos de l'histoire. En recourant à ces outils langagiers, *Veja* donne le ton d'une intrigue semblable à une telenovela, où différentes scènes se déroulent parallèlement, mais autour d'un même fil conducteur de l'histoire.

Dans ce sens, un point de rapprochement entre *Veja* et JN peut être mis en relief. En effet, le dispositif d'information télévisuelle brésilien comporte une caractéristique qui lui est propre. Diffusé entre deux telenovelas, ce JT subit une influence importante du discours fictionnel offert par la chaîne (Coutinho 2003). Il en découle la construction des reportages télévisuels comme des micro-histoires présentées selon une hiérarchie allant du plus ou moins important. L'introduction de chaque récit est lue par les présentateurs du journal qui jouent un rôle de narrateur omniscient :

« Le présentateur est la figure stable construite en opposition au kaléidoscope toujours changeant de l'actualité et, pourtant, son inévitable complément. Celui qui prend le temps, sinon d'arrêter le temps, au moins, cependant, de l'organiser, c'est lui et ceux qu'il convoque à ses côtés » (Jamet et Jannet 1999, p. 66)

Une autre caractéristique du dispositif télévisuel nous semble pertinent : son ambition à simuler une synchronie entre le temps de l'action et le temps de la représentation. La particularité de l'information télévisée est en effet de constituer un certain « régime de vérité » (Jamet et Jannet 1999) caractérisé par la recherche constante d'un mimétisme de la réalité à partir de l'usage de l'image et du son. L'image y est alors particulièrement importante car elle confère au reportage une impression de réel. Même si elle est accompagnée d'un commentaire, c'est bien l'image qui prime sur le texte car la narrativité de la télévision est fondée sur le régime de l'écran, du « donner à voir ». L'enjeu est ainsi de « faire vivre » la journée à partir de faits que le journaliste affirme avoir vécus, et qu'il affiche grâce à des images présentant souvent des codes esthétiques identiques : l'angle de prise de vue plutôt neutre, une caméra stable et le respect de la règle des tiers.

Le reportage J1 ouvrant l'édition du 04 mars 2016 du *Jornal Nacional* suit cette logique. Le reportage cite de moments temporels précis, présentés dans le coin en haut et à gauche de l'image et rappelés par la narration du reporter (Figure 33). Ces images sont accompagnées, respectivement, des voix off suivantes : « Il était 6h quand la Police Fédérale a frappé à la porte de l'appartement de l'ex-président Luiz Inácio Lula da Silva à São Bernardo do Campo, où il habite », puis « Pour ne pas attirer l'attention, Lula est parti dans une voiture au logo de la PF [Police Fédérale], vers 7h » et « dès que la nouvelle a été diffusée, des manifestants ont commencé à former un attroupement devant l'appartement de Lula. Très peu de temps après, des troubles ont commencé ¹⁶⁷ ». Les indications horaires imposent dans le graphisme et dans la parole un rythme verbal rapide en énumérant les « temps forts » de l'événement. Cet enchaînement de faits décrits au présent par la voix off, et présentés en images, simule une communication immédiate et directe entre le journaliste et le téléspectateur, une « co-présence d'un énonciateur, de son énonciataire et d'une référence » (Tétu 2000, p. 73).

¹⁶⁷ VO : “Eram 6h quando a Polícia Federal bateu à porta do apartamento do ex presidente Luiz Inácio Lula da Silva, em São Bernardo do Campo, onde ele mora” ; “Para não chamar a atenção, Lula saiu num carro sem o logotipo da PF, por volta das 7h.” ; “Assim que a notícia foi divulgada, manifestantes começaram a se aglomerar em frente ao apartamento de Lula. Não demorou muito e começou uma confusão”.

Figure 33 : La journée de condução coercitiva restituée heure par heure, J1, 04/03/2016



L'information nouvelle pour JN n'est pas donc le procès, mais les actions qui en découlent. Cet enchaînement d'événements se déroulant progressivement dans le temps produit un effet cause-conséquence entre l'action ciblant l'ancien président et les manifestations qui suivent, identique à celui qui est produit par les autres organes de presse. Le contenu de l'accusation et de la défense paru dans le cadre de l'étape judiciaire n'apparaît qu'à la fin du reportage, une règle générale suivie dans l'ouverture des cinq médias étudiés. Même avec des différences de mise en scène liées au support et à la temporalité de chaque publication, la présentation de l'affaire se caractérise par l'intérêt porté aux réactions qu'elle déclenche, y compris celles de son protagoniste, plutôt que par le contenu des investigations. Cela révèle un paradoxe : « L'événement témoigne moins pour ce qu'il traduit que pour ce qu'il révèle, moins pour ce qu'il est que pour ce qu'il déclenche » (Nora 1972, p. 178). Plutôt qu'à l'ouverture d'un procès juridique, nous assistons à la genèse d'une situation imprévisible.

7.1.2. La suite de l'affaire : les procédés de cohésion et les sutures en amont et vers l'aval

Nous nous intéressons désormais aux mécanismes dits « continuatifs » (Baroni, Pahud et Revaz 2006) employés par les médias pour indiquer une progression ou une stagnation de cette affaire se déroulant, pour rappel, pendant deux ans au Brésil. Le but de cette partie de l'analyse est d'identifier de quelle manière ce processus de cohésion fait émerger des caractéristiques de la polémique publique que nous cherchons à retranscrire. De cet objectif découle la question problématique suivante : comment le récit journalistique crée-t-il une cohésion dans cette affaire dont l'issue n'est pas connue avant les décisions de Justice (qui sont elles-mêmes imprévisibles) ?

7.1.2.1 La temporalité de la séquence narrative

Pour répondre à cette question, commençons par préciser que la temporalité de la suite des événements est une clé importante pour appréhender ce processus. Cet aspect distingue d'ailleurs le récit médiatique du récit littéraire, car :

« le journal présente les bribes événementielles d'une histoire émergente en rapportant des faits qui s'enchaînent au jour le jour dans l'ignorance de ce qui va advenir par la suite. Le discours journalistique est ainsi toujours menacé par l'incohérence, sa parole est plus fragile et moins définitive » (Baroni et al., 2006, p. 127)

Il n'est donc pas question, à l'inverse d'une intrigue littéraire, que chaque nouvel événement traité porte une cohérence avec les faits à venir. Dans le discours journalistique, l'écriture évoquant un scénario postérieur sert plutôt à indiquer que l'affaire aura une suite. Paradoxalement, la rédaction traitant du futur apparaît dans notre archive surtout quand une étape juridique est achevée. Le passage ci-dessous nous en offre une illustration :

- (71) La procédure pénale connue comme "le procès du triplex" arrive à sa fin en première instance, mais Lula et Moro devront se retrouver une nouvelle fois encore cette année. Lula pourrait devenir accusé dans un troisième procès avec Moro à Lava Jato. Le MPF [Ministère Public Fédéral] a ouvert, le 22 mai, une nouvelle plainte contre Lula en l'accusant, encore une fois, de corruption passive et blanchiment d'argent. Cette fois, les crimes impliquent une Maison de campagne à Atibaia (SP)¹⁶⁸ (U86, 12/07/2017)

Nous retrouvons dans ce passage en même temps des « sutures vers l'aval » et des « sutures vers l'amont » pour reprendre les termes de Baroni et al. (2006). La contextualisation de l'événement à venir est donnée par le double usage du conditionnel et du passé. Une double idée de continuité temporelle est ainsi présentée par la convocation de possibles événements à venir, et de faits du passé. Pour que cet enchaînement temporel ait du sens, l'incertitude des décisions de la Justice doit être le plus possible dissipée au profit d'un discours factuel empruntant les codes d'écriture informationnels tels que l'écriture au présent qui rend compte des éléments de la condamnation en première instance.

Ce type de texte possède encore une autre fonction, celle de poser le journaliste en garant d'une certaine forme de l'avenir. Dissiper un certain doute sur les événements futurs participe à la légitimation du journaliste comme raconteur de l'histoire, car il détiendrait des informations dont nous ne disposons pas. Cela peut notamment être identifié au sein des reportages à vocation pédagogique, typiques du journalisme brésilien (Chapitre 2), qui se proposent de répondre à une question posée dans le titre de la publication. Un exemple se trouve dans la publication en ligne intitulée « Accusé une seconde fois : que se passe-t-il pour Lula maintenant ? » (UG3). À partir de sa lecture du Code pénal brésilien, UOL crée des possibilités de scénarios à venir à partir de l'acceptation de Moro d'analyser l'accusation portée par le Ministère Public :

¹⁶⁸ VO : "A ação penal conhecida como o "processo do triplex" chegou ao fim na primeira instância, mas Lula e Moro deverão se encontrar em uma nova oportunidade ainda este ano. Lula pode se tornar réu ainda em um terceiro processo com Moro na Lava Jato. O MPF ofereceu, em 22 de maio, uma nova denúncia contra Lula, acusando-o, mais uma vez, de corrupção passiva e lavagem de dinheiro. Desta vez, os crimes envolvem um sítio em Atibaia (SP)".

- (72) Les avocats auront trois jours pour présenter leurs défenses préalables au juge. Après cela, Moro peut décider d'acquitter les accusés ou de poursuivre la procédure. S'il opte pour la poursuite, une audience d'instruction et de jugement sera prévue, au cours de laquelle seront entendus les témoins de la défense et de l'accusation, ainsi que les prévenus. Le juge fédéral déciderait alors s'il condamne ou non Lula. Il y aura une possibilité de recours quelle que soit la décision¹⁶⁹ (U63, 20/09/2016)

De ce paragraphe, nous retenons les passages suivants : « Les avocats auront trois jours pour présenter leurs défenses préalables au juge », « s'il opte pour la poursuite » ou encore « le juge fédéral déciderait alors ». Les verbes à la forme conditionnelle et au futur de l'indicatif participent encore une fois à la fabrication de pronostics, de « l'attente d'un futur que laisse imaginer le changement présent » (Tétu 2000, p. 71). Cela pose la question du rôle ambigu du journal entre raconteur du passé et « voyant du futur ». Au-delà des faits présents, rédiger l'avenir est une technique de journalisme intéressante pour garder l'intérêt du public, car « plus il [le lecteur] ressent le désir cognitif de découvrir et de comprendre la suite de l'intrigue, plus il s'investit émotivement dans le récit » (Marion 1997, p. 65). Examinons à ce titre un reportage similaire (Figure 34), publié cette fois à l'issue de la condamnation en deuxième instance de l'ancien gouvernant.

Figure 34 : Le journaliste comme réducteur d'incertitudes, V36, 31/01/2018



Cette infographie propose l'illustration de différentes conséquences possibles de la condamnation prononcée par la deuxième instance. À partir du titre « ce qui se passe maintenant », un graphe comporte deux flèches partant d'une image en cadre circulaire de Lula où on lit « condamné ». Les décisions des instances responsables n'étant pas encore

¹⁶⁹ VO : “Os advogados terão dez dias para apresentar as defesas prévias ao juiz. Depois disso, Moro pode decidir pela absolvição dos acusados ou dar continuidade ao processo. Se optar pelo prosseguimento, será agendada uma audiência de instrução e julgamento na qual serão ouvidas as testemunhas de defesa e de acusação, além dos réus. O juiz federal decidiria, então, se condena ou não Lula. Haverá possibilidade de recurso qualquer que seja a decisão”.

prises, le reportage présente, à partir de deux embranchements, des suites juridiques et électorales de la décision du tribunal qui se déclinent à leur tour en deux possibilités chacune. Ces prévisions construites autour des conséquences que l'emprisonnement de Lula auraient lors du scrutin électoral configurent ce que Charaudeau appelle une « stratégie de captation » (1997), cherchant à garder l'histoire vivante tant que la suite du jugement n'est pas connue. En même temps, le texte anticipe la fin de l'affaire en offrant tous les dénouements possibles. Le journaliste semble jouer alors un rôle de « réducteur d'incertitude » (Nora 1972) afin d'assurer une certaine domination sur l'histoire à venir. Le cadre juridique offre en cette occasion une expertise qui étaye l'écriture journalistique et la revêt d'une apparente neutralité.

Nous identifions aussi que, plus qu'un horizon d'attente précis, les articles dépeignent une réalité juridique et politique qui pourrait amener à une situation sociale instable. Le sentiment de peur, également omniprésent dans les argumentaires de crise que nous avons eu l'occasion d'analyser précédemment (c.f. Chapitre 5), est instigué à travers la préparation d'un scénario d'inquiétude quant au futur politique du pays. À l'issue de la condamnation en Cour d'appel en janvier 2018, le sujet principal de l'affaire est la possibilité pour Lula de se présenter aux élections présidentielles. Cette décision est à prendre par le Tribunal Régional Electoral, qui envisageait de la communiquer à une date prévisionnelle lointaine (le 17 septembre 2018). Entre-temps, l'enjeu électoral occupe une place importante dans les projections des journalistes qui font ainsi appel à des spécialistes pour compléter leurs prévisions. Le profil de ces experts est invariablement le même : universitaires et juristes.

Ces interventions, depuis celle d'un docteur en droit constitutionnel (J72) jusqu'à celles de professeurs de sciences politiques (U98, F151), ne réduisent en rien les inquiétudes autour du procès, car elles rappellent souvent que l'issue certaine de l'affaire dépend de la décision prise par les institutions républicaines qui n'est pas encore connue. Leur prise de parole participe plutôt au pronostic d'un scénario de disputes sociales présentant davantage d'incertitudes quant aux conséquences de la mise en prison de Lula. Nous en voyons un exemple dans l'article U98 intitulé « Une condamnation peut renforcer les affrontements selon un politologue » dont le passage suivant est intéressant :

- (73) Selon le professeur [Fábio Wanderley Reis, da UFMG], Lula et le PT devront exploiter encore plus intensivement ce qu'ils appellent "une persécution politique" envers leur plus grand leader, une manœuvre politique visant à le retirer de la course aux élections présidentielles en octobre prochain. « Cette intensification de la mobilisation, de la militance pourra, à la fin, réussir »¹⁷⁰ (U98, 24/01/2018)

Dans cet extrait, le professeur en Sciences politiques argumente que l'intensification de l'importance l'affaire se crée par l'implication d'un tiers dans la dispute, d'une mobilisation en dehors des tribunaux. L'implication d'un groupe engagé autour de l'idée de « persécution politique » impliquerait donc une suite intense de l'affaire. À ce stade, nous voyons que le déroulement du cas est marqué par un parcours polémique consistant à augmenter la charge conflictuelle de la dispute à mesure de l'avancement des décisions juridiques. Le journaliste se positionne comme celui qui offre au lecteur toutes les « clés » pour qu'un avis sur la

¹⁷⁰ VO : "Segundo o professor [Fábio Wanderley Reis, da UFMG], Lula e o PT devem explorar ainda mais intensivamente o que chamam de perseguição política ao seu maior líder, numa manobra jurídica com vistas a tirá-lo da disputa das eleições presidenciais de outubro próximo. "Essa intensificação da mobilização, da militância poderá, ao fim, até ser bem-sucedida".

question puisse être construit, créant ainsi une incitation à se former une opinion à mesure que le territoire de l'affaire devient plus chargé d'incertitudes.

Le journal en ligne *G1*, par exemple, fait usage de l'hyperlien pour renvoyer le lecteur à la découverte des documents appartenant au procès, même si des mentions à des passages précis de la sentence sont déjà évoqués dans le texte. Cette invitation se fait par des phrases formulées à la forme impérative telles que « *Leia a íntegra da sentença* » (Lisez l'intégralité de la sentence, G110) ou encore « *Veja a íntegra da sentença de Sérgio Moro* » (Voyez l'intégralité de la sentence de Sérgio Moro, G116). Le lien associé à ces deux phrases renvoie à un document en format pdf de 238 pages originaire de la « 13^a Vara Federal de Curitiba », sous-section juridique dont fait partie Moro.

Les hyperliens sont également un moyen de relayer d'autres éléments déjà connus du procès. Prenons l'exemple du texte « Lula est condamné par Moro dans un premier procès de Lava Jato » (U86) publié le 12 juillet 2017. En faisant défiler les pages, le lecteur accède progressivement à un texte comportant des mots soulignés, en gras et de couleur bleue. Huit hyperliens cliquables sont présents dans le texte, dont sept renvoient à des publications journalistiques du même organe de presse abordant le même sujet. Le huitième de ces liens est un arbre à publications sur le thème « Operação Lava Jato » qui regroupe tous les titres comportant ce mot-valise, organisé par ordre chronologique, le plus récent se situant en premier. Trois des sept reportages mentionnés datent aussi du 12 juillet 2017, mais les autres, la plupart donc, datent d'avant ce jour, faisant ainsi office de rappel de l'origine des accusations.

Comme un ordre chronologique précis dans ces renvois n'est pas de rigueur, les sutures en amont et en aval sont simultanées, contribuant à la constitution d'une « constellation discursive », que nous définissons comme une tentative journalistique de créer un tout cohérent, non à partir d'une suite logique de dates, mais d'un regroupement de thèmes qui doivent être maîtrisés par le lecteur. En prenant l'exemple d'un reportage publié à cette même occasion, nous pouvons analyser comment ce mécanisme est mobilisé par *G1*. Dans la publication du 12 juillet 2017 « Lula est condamné dans le cadre de Lava Jato à 9 ans et 6 mois de prison dans le cas triplex » (G115), les hyperliens apparaissent entre deux paragraphes, en dehors du corps du texte, comme la capture d'écran suivante en témoigne :

Figure 35 : Usage de l'hyperlien à des fins de « constellation discursive », G115

- **Lula fica inelegível após condenação no caso triplex? Entenda**
- **Veja perguntas e respostas sobre a condenação de Lula**
- **Ex-presidente é réu em mais 4 ações**

A defesa de Lula diz que o ex-presidente é "inocente". Os advogados declararam que a condenação foi "politicamente motivada", que o julgamento "ataca o Estado de Direito no Brasil" e que Moro deveria "se afastar de todas as suas funções". Durante o decorrer do processo, os advogados **negaram que Lula fosse dono do triplex.** (*Veja a íntegra da nota ao final desta reportagem*).

L'établissement d'une « constellation discursive » s'appuie, dans ces deux cas, sur une technique qui n'est pas disponible dans la presse imprimée ni sur le support télévisé

auparavant étudiés. Dans le bloc énonciatif présenté, nous remarquons trois phrases en rouge et en gras présentées sous forme de liste à points. Ces hyperliens qui composent le reportage créent une certaine forme de l'événement. Cette forme est constituée d'un renvoi à la lecture d'un reportage, traitant exclusivement de la question d'une candidature possible (« Lula sera-t-il inéligible après sa condamnation dans le cadre du cas triplex ? »), d'un renvoi à des contenus élaborés sous forme de forum à questions (« Questions et réponses sur la condamnation de Lula ») et enfin d'un renvoi à des textes abordant d'autres procès dans lesquels l'ancien président serait impliqué (« L'ex-président est accusé dans le contexte de quatre autres actions »). Une des phrases est construite au présent, mais les formes interrogative et impérative sont également utilisées pour interpeller le lecteur.

Ce mécanisme d'écriture numérique, appuyée par la technique à disposition des journalistes, consiste à mentionner les faits tels des « accroches » pour inviter le lecteur à prolonger sa lecture, même si, en cliquant sur les liens suggérés, le lecteur quitte le reportage original.

L'écriture journalistique impersonnelle laisse place ici à une incitation à ce que le lecteur participe au récit, à une invitation à enrichir sa connaissance d'autres éléments de l'histoire. Le parcours de lecture est ainsi guidé par le journaliste, mais sans imposition particulière. *In fine*, les médias d'information en ligne qui produisent des nouvelles selon une temporalité peu définie qui projettent un lecteur « maître des informations » qui choisit de sélectionner lui-même pour remplir le récit initial.

L'avènement de ces véritables constellations discursives, qui mettent à mal la linéarité temporelle inhérente au récit médiatique dit classique, appelle la notion d'« hypertextualité médiatique », décrite par (Lits 2012) comme une réalité contemporaine où « la part créatrice du lecteur, la co-construction du récit, déjà présentes chez Umberto Eco (1962), prennent dans le contexte actuel un sens nouveau » (p. 39). La quantité d'informations reçues dépendant de l'engagement du lecteur face au sujet traité, nous pouvons nous demander comment cette « place créatrice du lecteur » influence sa position face à l'affaire, d'autant plus que circonscrire la dynamique temporelle du feuilleton devient alors une tâche très complexe.

7.1.2.2 L'importance modélisante de certains procédés esthétiques

Si le déploiement temporel constitue l'armature d'un feuilleton, selon Baroni, Pahud et Revaz (2006), et celui-ci semble effectivement faire face à une telle dispersion temporelle, un autre enjeu de notre analyse est la mise en évidence de procédés de cohésion esthétiques, qui ont pour but également d'établir un feuilleton cohérent autour de l'affaire Triplex. Nous allons désormais porter une attention particulière à la création d'une charte esthétique propre à ce procès. En d'autres termes, l'affaire présente une unité constituée à partir d'une signalétique particulière qui accompagne l'ensemble des reportages à ce sujet dans chaque média étudié.

Chez *Veja*, c'est notamment le cas depuis la condamnation en première instance de Lula en juillet 2017. Les icônes suivantes (Figure 36) sont présentées au coin supérieur extérieur des pages du magazine et indiquent la rubrique et le thème d'un ensemble de reportages. Nous observons le même phénomène concernant le message linguistique. De prime abord, le cadre de l'affaire est amplifié par le titre choisi « Brésil – Lava Jato », ce qui inscrit le procès dans le cadre plus large de l'enquête. Ce texte évolue au cours du temps, spécifiquement par l'ajout du mot « spécial » à deux reprises, allant même jusqu'à remplacer le nom officiel de la rubrique le 11 avril 2018. Le mot *especial* accorde ainsi une importance particulière à l'affaire, qui renforce l'idée d'un fait sortant de l'ordinaire et méritant un traitement distinct. Ce mot vient également surligner une certaine exclusivité des informations dont dispose *Veja*. Cela fait

partie de l'enjeu déjà mentionné pour cet hebdomadaire de garder l'effet de surprise face aux informations qui sont déjà connues du public. La désignation « spécial » contribue également alors à une certaine fabrication de l'effet de nouveauté, et plus largement du *scoop*, qui lui permet de se distinguer du contenu proposé par d'autres périodiques.

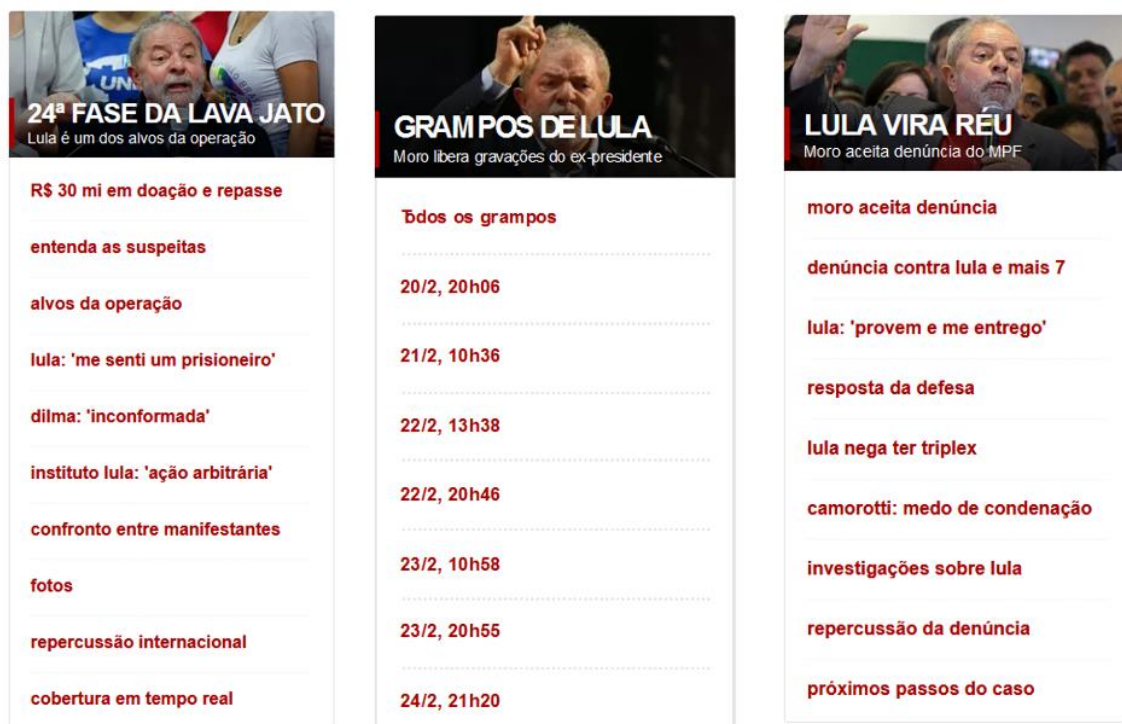
Figure 36 : Rubriques *Veja* respectivement du 19/07/2017, 31/01/2018 et 11/04/2018



En termes de message iconique (Barthes 1964), c'est-à-dire le substrat visuel, nous observons d'abord une étoile rouge avec les lettres P et T se référant au Parti des Travailleurs. Un marteau en bois, faisant référence à celui des magistrats lors des jugements, se superpose à ce dessin. Des tâches en rouge dispersées autour de l'étoile complètent cette création graphique, signifiant la casse de ce groupe politique par l'action judiciaire. À partir de 2018, une évolution se produit de l'attention portée au processus vers une narration concentrée sur l'individu et sa position d'incarcéré, comme en témoignent les deux dernières images. Ces deux représentations montrent le visage de Lula accompagné d'une signalétique propre au monde carcéral : un bandeau noir tenu par Lula au niveau de sa poitrine et son visage derrière des barreaux. La narration de l'événement souligne d'abord un impact collectif de l'affaire, centrée sur un groupe politique, avant de l'inscrire dans une trajectoire personnelle.

L'effigie de Lula est de fait une composante majeure des infographies, logos et couvertures que nous avons répertoriés dans notre corpus. L'image du personnage principal de ce feuillet est ainsi un outil pour unifier le récit. Sur le journal en ligne *G1*, ce procédé de cohésion est réalisé par le biais des « modules organisateurs » observés dans la Figure 37. Incorporés au texte des reportages, ces « modules organisateurs » sont composés d'une image rectangulaire au format paysage sur laquelle sont inscrits en blanc un titre et un sous-titre. Sous celle-ci, des hyperliens cliquables sont présents en nombre variable selon la publication. On est appelé à découvrir ces liens grâce à des phrases, majoritairement nominales, de trois à quatre mots. Ces textes ne sont pas accompagnés de chiffres indiquant heure et/ou date de publication de chaque contenu, formant ainsi un réseau énonciatif non établi à partir du déroulement temporel des faits, mais d'une thématique commune, qui s'illustre iconographiquement par la photographie de Lula.

Figure 37 : Les « modules organisateurs » chez G1, 04/03/2016, 16/03/2016 et 20/09/2016, respectivement



Ce réseau sert à inscrire différentes informations sur un même événement et à renvoyer le lecteur à d'autres productions du journal, comme nous l'avons décrit auparavant sous le nom de « constellation énonciative ». Les différents éléments de l'affaire sont donc circonscrits à partir de trois photographies, cadrées de manière à mettre au centre de l'image le visage de Lula, toujours dans une position indiquant un mouvement. Il est intéressant de noter que ces « modules organisateurs » sont présents au début de l'affaire, en mars et septembre 2016, moment où l'on observe un taux élevé de productions à ce sujet, et ne sont plus utilisés dans la suite de l'affaire. Il ressort encore une fois le rôle d'organisateur du journaliste qui, sur l'environnement numérique étudié, semble s'éloigner davantage d'une posture de polémiste.

7.1.3. Clôture de l'affaire : des feuillets à l'intérieur du feuillet

Concernant la clôture de l'affaire, nous identifions comme Baroni et al. (2006) que la clôture d'un feuillet médiatique est relativement confuse puisqu'elle passe souvent par un fait susceptible d'être constamment actualisé – à la différence du récit littéraire qui comporte un seul dénouement conçu en amont par l'auteur. Cela a été le cas pour l'affaire Lula, dont la conclusion a duré plusieurs jours et a entraîné des conséquences qui la dépassent¹⁷¹. Au-delà des différentes étapes juridiques qui se sont déroulées pendant deux ans, l'épisode final de ce feuillet crée aussi une distension temporelle allant du 4 au 7 avril 2018.

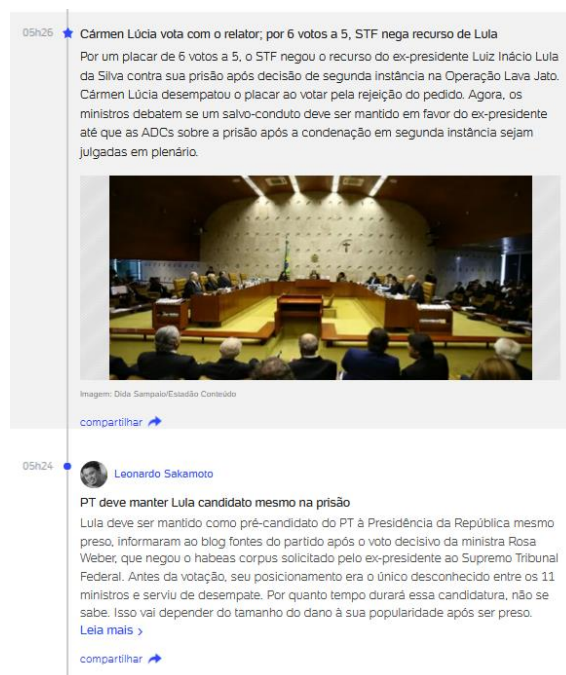
Nous pouvons dire que des « feuillets à l'intérieur du feuillet » se déroulent à partir du jugement de l'*habeas corpus* envoyé par la défense de Lula à la Cour Suprême Brésilienne,

¹⁷¹ Comme indiqué précédemment, notre analyse est effectuée sur la conclusion du feuillet selon les cadres épistémologiques que nous avons posés, mais sans prétendre que l'affaire finit de produire des événements après le fatidique 7 avril 2018.

après sa condamnation en cour d'appel en janvier 2018. L'incertitude quant au destin de Lula dure donc trois mois, avant que la demande soit appréciée par un jury composé de neuf magistrats (appelés aussi ministres) de la plus haute instance juridique brésilienne. La session de cette cour qui jugeait la question juridique a été l'objet d'un grand intérêt de la presse. Les votes longuement étayés des différents juges étant annoncés un par un, cette session décisive s'est déroulée pendant dix heures du début de l'après-midi (14h) jusqu'à la nuit, le dernier vote étant exprimé vers 5h30 du matin.

Ce jugement configure un premier feuillet à l'intérieur du feuillet de la clôture de l'affaire, le « jugement au STF ». Ce sont les médias en ligne qui l'accompagnent plus attentivement, *UOL* allant même jusqu'à publier des nouvelles à chaque nouveau vote des ministres. En effet, la publication U117 se présente tel un fil d'actualité comportant des « mini-textes » écrits par différents journalistes relatant, soit les activités du tribunal, soit leurs conséquences à l'extérieur, comme les actions de manifestants pour ou contre une décision favorable à l'ancien président. Ces publications renvoient souvent à d'autres textes du même journal en ligne et sont souvent accompagnées d'une photographie illustrative, comme en illustre la Figure 38.

Figure 38 : Accompagner le jugement tel un fil d'actualité : la clôture sans clôture (U117, 04/04/2018)



La manière de construire l'événement rappelle donc un fil d'actualité des réseaux socio-numériques – comme d'ailleurs celui qui fait partie de notre corpus (Twitter). L'abandon ici de la forme journalistique standard produit au moins deux effets : l'impression d'un événement sans fin constamment actualisé (en d'autres termes, une clôture sans clôture), et le rapport plus personnel entre le journaliste et son texte (illustré par l'image qui accompagne le nom de l'auteur de la publication). Il s'y joue ainsi l'impression que le « monde se déroule sous nos yeux » accompagnée d'une subjectivation du texte exprimée par une implication énonciative du journaliste qui se présente icono-textuellement.

Pour annoncer la fin de la session, une même ligne directrice est observée dans l'ensemble du corpus : traduire en chiffres le résultat des votes (G148 ; U116) et, de façon plus périphérique, discuter la décision de certains ministres de la Cour (F170) ou rappeler le caractère polémique de leur positionnement (U115). L'aboutissement du jugement est avant

tout illustré par les chiffres 6 et 5 illustrant, tel le résultat d'une rencontre sportive entre deux équipes rivales, le compte rendu des discussions dont l'issue était défavorable à l'ancien président. La mise en valeur des votes les plus attendus de la session est aussi renforcée par le rappel de la démarche personnelle des ministres – nous ne manquerons pas de revenir à ce point à la fin de ce chapitre. Le contenu des discussions s'est trouvé être repris de manière particulière dans la presse en ligne. Pour le média G1, l'enjeu était aussi de résumer la discussion plénière en quelques phrases synthétiques (« Phrases : voyez comment les ministres du STF ont voté au jugement de l'habeas corpus de Lula », G142) et d'offrir de plus au lecteur un décryptage linguistique des expressions latines empruntées aux magistrats (« *Fumus boni iuris erga omnes* : sachez ce que les termes utilisés dans le jugement de l'habeas corpus de Lula signifient », G143).

Cette production relativement abondante autour du résultat des votes, allant jusqu'à s'intéresser au langage des ministres, témoigne du vide qui règne à la suite de la décision judiciaire de refuser la demande de Lula. Après la décision de la Cour suprême brésilienne de refuser l'habeas corpus en faveur de l'ancien président, une bataille judiciaire s'est engagée entre la défense de Lula et les différentes instances (le STF et le STJ) pour l'obtention d'une liberté provisoire. La couverture de ces deux jours est donc rythmée par la bataille juridique, mais surtout par une production journalistique abondante autour des activités de Lula et de ses soutiens ou détracteurs. Cet espace de temps donne de fait libre cours à la créativité journalistique qui, dans l'attente d'un signal fort de clôture de l'affaire traduit par l'incarcération effective de Lula, doit remplir le « temps vide ».

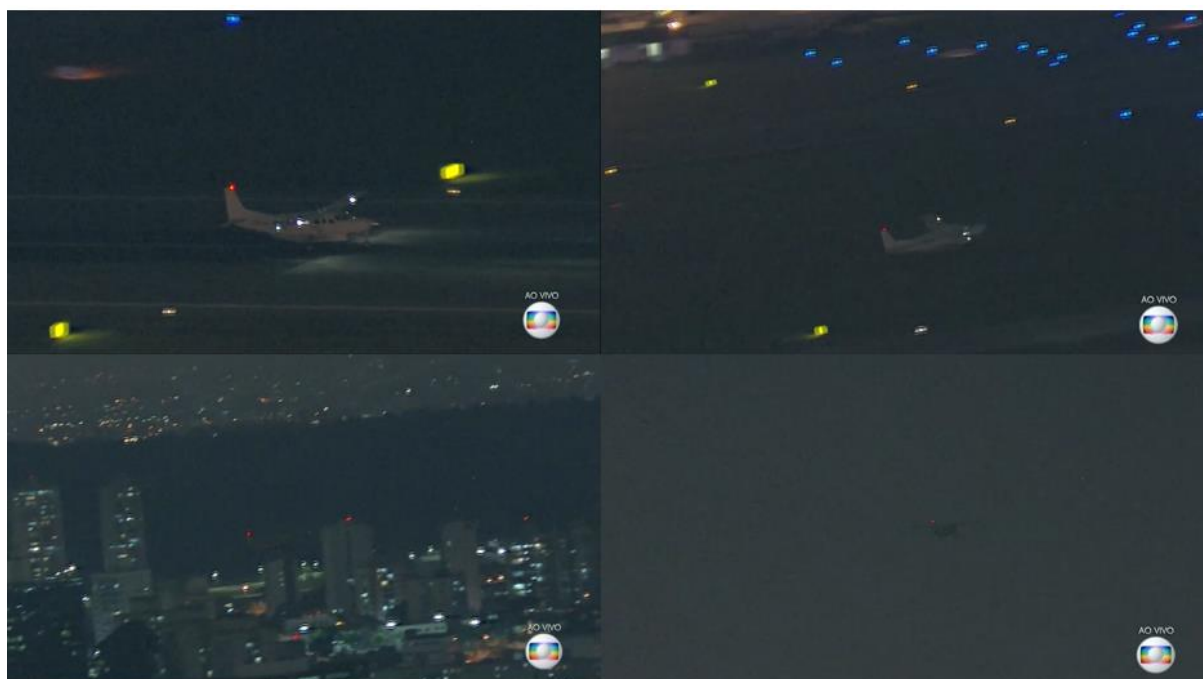
L'issue de l'histoire reste en effet en suspens jusqu'à la publication d'un mandat d'arrêt dressé par Moro à l'encontre de Lula. Un nouveau feuilleton commence à partir du document signé le jeudi 05 avril 2018 : le juge a demandé que Lula se rende à Curitiba pour purger sa peine avant le lendemain 17h. Ce délai n'a pas été respecté par l'ancien président, qui s'y est rendu 26 heures après l'échéance (G158). Tant que Lula ne se présente pas sur le lieu d'emprisonnement, les détails les plus curieux du document écrit par le juge Moro sont commentés dans différents titres de presse, notamment en ligne. On publie sur la décision de Moro d'interdire l'usage de menottes pour Lula du fait de son statut d'ancien président (U122), on expose les coulisses de la discussion autour de l'emplacement exact de la cellule de prison de Lula (U132) et de l'organisation sécuritaire pour son arrivée à Curitiba (G155) ainsi que le moyen de déplacement qui l'amènerait à Curitiba, l'hélicoptère (J85). On produit des contenus détaillant aussi la future routine de prisonnier de Lula, allant même jusqu'à mentionner son régime alimentaire (« Après s'être rendu, Lula passera la nuit à Curitiba, où il aura un "repas simple" », U120) ou encore les détails du confort de la cellule dans laquelle il allait purger sa peine (« Lula restera enfermé dans une salle spéciale, un droit prévu dans la Loi », J86, et « La cellule destinée à Lula n'a pas de minibar, ni télé, ni barreaux », F181).

La publication des détails les plus ordinaires de l'affaire contraste avec le caractère sérieux et exceptionnel de cet événement qui se traduit dans la mise en forme de ces reportages. La dramatisation produite autour de la clôture de l'affaire se lit à travers le champ lexical utilisé autour des mots « inédit » et « spécial » et également par la construction iconographique utilisée, renforçant le caractère extraordinaire de l'histoire. La couverture du numéro du 11 avril 2018 de *Veja*, que nous analysons en détail dans le Chapitre 8, en est un bon exemple : elle présente seulement une illustration à l'effigie du visage de Lula derrière trois barreaux de prison avec le titre *edição especial* (« édition spéciale »). Cette pratique icono-textuelle est rare pour ce média qui publie le plus souvent des photographies accompagnées d'un texte écrit.

De l'édition du JN du 7 avril 2018, nous retenons le nombre important de transmissions en duplex, le direct télévisé étant le paroxysme de la simulation de la réalité. Dès l'ouverture du JT une transmission directe de l'aéroport de Congonhas, à São Paulo, est proposée au téléspectateur. La présentatrice de l'émission introduit ce direct en précisant que l'on assistera au départ inédit du premier ancien président envoyé en prison pour un crime « commun ». La reporter n'est pas visible à l'écran, sa voix étant le seul outil pour présenter la nouvelle. Cela renforce le caractère peu anodin de l'annonce. En effet, la tradition du journalisme télévisuel brésilien est de montrer le journaliste en plan taille ou américain pendant sa transmission en direct.

À la place de sa personne, nous assistons à la scène nocturne, prise depuis un point en hauteur, du départ d'un avion depuis une piste d'aéroport. L'aperçu de cette action de quelques secondes est reproduit dans la Figure 39.

Figure 39 : L'envol de Lula vers son destin d'incarcéré (J77, 07/04/2018)



Cet extrait représente un échantillon de la dynamique du flux télévisuel mise en place par le texte et par l'image. En effet, la voix off indique en tout début de communication : « Vous accompagnez avec nous en images l'ex-président Lula qui est en ce moment même en train de décoller d'ici, de l'Aéroport de Congonhas. Regardez, il a déjà décollé, il suit donc la direction de Curitiba. Vous voyez cette image, il vient de prendre son envol d'ici, de l'Aéroport de Congonhas¹⁷² ». La dynamique de relais entre message iconique et linguistique (Barthes 1964) y est claire : le texte de la journaliste sert à guider notre lecture de l'image et réduire les marges d'interprétation, le départ d'un avion en pleine nuit à São Paulo ne prenant sens que par l'information donnée sur l'occupant et la direction du vol. La redondance du message orale (« en ce moment même en train de décoller d'ici ») est une répétition constituant une simulation de synchronie entre le reporter qui assiste à la scène et le récepteur du message.

¹⁷² VO : "Vocês acompanham com a gente nas imagens o ex-presidente Lula está nesse momento decolando aqui no aeroporto de Congonhas. Olha lá, ele já decolou, seguindo então em direção à Curitiba. Vocês veem aí na imagem, ele acabou de decolar aqui no aeroporto de Congonhas".

Cela est renforcé par la complicité implicite qui se construit entre émetteur et destinataire (« vous accompagnez avec nous »).

Quand l'avion disparaît au profit du vide d'un ciel nocturne (la quatrième capture d'écran étant le dernier aperçu que nous ayons sur cet avion), l'image de l'arrivée de Lula à l'aéroport, ayant eu lieu quelques minutes avant, est offerte au téléspectateur (Figure 40). Elle est prise en plongée, elle est très peu éclairée et apparaît seulement quelques secondes à l'écran. Une partie de la scène est mise en évidence par un cercle à contour blanc, quasi au centre de l'image, et plus éclairée grâce à un travail esthétique consistant à augmenter la clarté de la capture. Des personnages émergent des ténèbres grâce à cette opération journalistique sur le réel : six hommes marchent en tenue solennelle. L'un d'entre eux est au milieu du groupe, il a des personnes à ses deux côtés, derrière et devant.

Figure 40 : Le départ de Lula vers son destin d'incarcéré : la sortie de l'hélicoptère (J77, 07/04/2018)



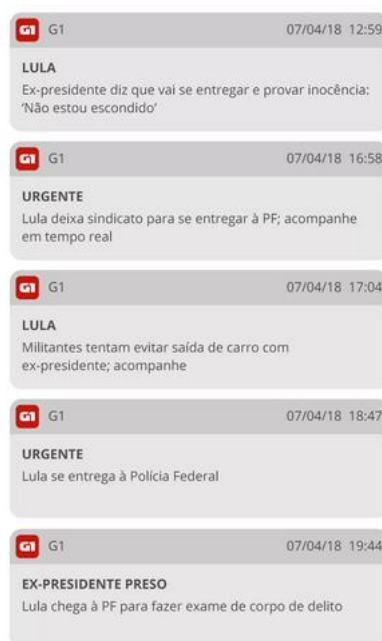
La narration de la scène explique ce moment d'action en enrichissant l'image avec des informations qui la dépassent : « On vous rappelle comment s'est passé le cheminement jusqu'à aujourd'hui, ici, à ce décollage à l'aéroport de Congonhas. Allons-y donc. L'ex-président Lula est venu là par hélicoptère, un hélicoptère de l'État de São Paulo, il était au siège de la Police Fédérale. De là-bas, il est parti à huit heures onze minutes, il est venu ici à l'aéroport, où il est arrivé vers huit heures vingt minutes. Il est donc sorti de l'hélicoptère en marchant pour atteindre l'avion¹⁷³ ». Le caractère informel du commentaire, caractéristique typique de la télévision, est exprimé par l'usage d'un langage parlé caractérisé par des « fautes » de concordance, et l'usage d'expressions à l'impératif de l'indicatif invitant à participer à l'action (« *então vamos lá* », « allons-y donc », par exemple). La redondance, comme dans l'extrait précédent, est un autre trait remarquable de ce texte, notamment dans le passage relatant la chronologie du déplacement de l'ancien président. Comme dans la langue

¹⁷³ VO : « Lembramos pra vocês como é que foi este caminho até hoje, aqui, nesta decolagem no aeroporto de Congonhas. Então vamos lá. O ex-presidente Lula ele veio pra cá de helicóptero, um helicóptero do estado de São Paulo, ele estava na superintendência da polícia federal. De lá ele saiu às oito horas e onze minutos, veio aqui para o aeroporto onde chegou por volta das oito horas e vinte dois minutos. Aí ele saiu do helicóptero caminhando em direção ao avião ».

française, en portugais on n'est pas obligé d'ajouter le mot « minutes » en annonçant l'heure. « Il est parti à huit heures onze minutes » constitue alors un usage un peu abusif du mot « minutes », mais cela apporte une impression de précision à l'information, qui est d'ailleurs complétée par la désignation de son emplacement dans l'espace, le siège de la Police Fédérale.

La manière dont le média offre une impression de réalité nous fait penser à l'« illusion médiatique d'immédiateté » évoquée par Marion (1997). L'auteur explique qu'une caractéristique inhérente à un « bon média » est de « se faire oublier comme si sa transparence était garante de l'impression que le monde réel nous parvient sans médiation » (p. 67). Un recours assez similaire pour créer cette « illusion médiatique d'immédiateté », avec des caractéristiques sémiotiques différentes du JT, est utilisé par G1. Ce média envoie des notifications via son application mobile pendant les trois jours qui précèdent l'arrivée de Lula à son lieu d'emprisonnement. Nous avons accès au contenu de ces notifications, car elles ont été regroupées et publiées sous forme de reportage, avec le titre « Voyez la chronologie des 48 heures décisives pour Lula » (G123).

Figure 41 : Notifications envoyées via l'application G1 (G163, 07/04/2018)



Malgré son caractère quelque peu commercial¹⁷⁴, la reproduction de ces notifications *push up*, caractérisées par une rapide péremption, nous offre un aperçu pérenne des événements importants d'après cet organe de presse. De ces notifications, on retient l'usage du mot « urgent » comme titre principal à plusieurs reprises. On note aussi que, parmi les 21 notifications envoyées, 13 datent de la journée d'emprisonnement de Lula, le samedi 7 avril 2018. On rapporte la décision qu'il a prise de se rendre à la justice (« l'ex-président dit qu'il ira se rendre et prouver son innocence : « Je ne suis pas caché » ») et également son déplacement rendu difficile par la présence d'une foule dans l'endroit où il se trouvait (« Des militants essayent d'éviter la sortie de la voiture avec l'ex-président, suivez »). Un grand intérêt est

¹⁷⁴ Le texte contient l'invitation à télécharger l'application G1 en question et fait donc la promotion de son dispositif mobile. L'intérêt de cette publication se situe plutôt du côté de la communication, étant donné que l'information ici produite est créée dans un but commercial.

porté tout particulièrement à la description de chaque action de l'ancien président après sa décision de se constituer prisonnier. Par exemple, on invite le lecteur à vivre un moment en temps réel : « Lula quitte le syndicat pour se rendre à la PF ; suivez en direct »¹⁷⁵).

Figure 42 : La carte de l'arrivée en prison (G159, 07/04/2018)



Chaque détail de son déplacement dans l'espace est donc rendu public, comme si un contrôle sur le corps de Lula avait été décrété à partir de la décision de l'emprisonner. Il devient le prisonnier de toute une société brésilienne, qui peut connaître sa position chaque minute. Cela nous évoque le trajet de Jésus jusqu'à sa croix, le cheminement étant aussi important que la situation pénible à destination. Pour enrichir l'argument de l'élément primordial constitué par la personne de Lula lors de l'issue de ce feuilleton, nous analysons les quatre autres images composant ce même reportage (« Lula se rend à la PF, il est arrêté pour purger une peine de corruption et blanchissement d'argent », G159). Nous les présentons suivant leur ordre d'apparition et avec leurs sous-titres respectifs dans la Figure 43.

La centralité de Lula dans ces différents clichés est d'abord soulignée par les textes qui les accompagnent. Toutes les phrases ont comme sujet principal « Lula » parfois dénommé « ex-président » : « Lula dans une voiture de la Police Fédérale à São Paulo », « Lula est sorti à pied du Syndicat des Métallurgistes de l'ABC et on a dû contenir les militants », « l'ex-président Lula est porté par des militants après avoir tenu un discours au Syndicat des Métallurgistes » et « Lula a quitté le siège du Syndicat des Métallurgistes de l'ABC, à São Bernardo do Campo (SP), en marchant ». L'attention portée à sa manière de se déplacer dans l'espace (à pied, en voiture, porté) est prédominante dans ces ensembles discursifs.

¹⁷⁵ Nous notons d'ailleurs une erreur de date dans l'image (infographie produite le 07/04/2017, alors qu'elle date du 07/04/2018) ce qui est révélateur du caractère hâtif de cette publication.

Figure 43 : La mise en images de la clôture de l'affaire (G159, 07/04/2018)



Lula em carro da Polícia Federal em São Paulo — Foto: Suamy Beydoun/Agf/Estadão Conteúdo



Lula saiu a pé do Sindicato dos Metalúrgicos do ABC e seguranças tiveram que conter militantes — Foto: Leonardo Benassatto/Reuters



O ex-presidente Lula é carregado por militantes após discursar no Sindicato dos Metalúrgicos — Foto: Andre Penner/AP Photo



Lula deixou prédio do Sindicato dos Metalúrgicos do ABC, em São Bernardo do Campo (SP), andando. — Foto: Reprodução/GloboNews

À partir du message iconique, nous pouvons également affirmer que l'objet principal de cette journée de clôture représentait plus que le seul déplacement du personnage principal : son effet sur son environnement immédiat est aussi riche d'enseignements. Son lien avec cette masse de personnes est dépeint tantôt comme un risque envers son intégrité physique (deuxième cliché), tantôt comme une ode à sa personne (troisième cliché). La prise de vue aérienne (quatrième cliché) offre l'image d'un homme entouré d'une foule tellement abondante et resserrée autour de lui qu'un cercle blanc, ajouté par les journalistes, est nécessaire pour l'identifier. En contraste avec cette présence abondante, on le voit enfin seul sur le siège arrière d'une voiture, le visage sérieux et concentré (premier cliché), comme une personne qui fait face à un destin ardu.

Ces diverses nouvelles fabriquées semblent avoir été créées pour maintenir l'attention du public avant la véritable issue de l'affaire, l'attente de ce *grand finale* durant depuis plus de 48 heures. La foule nombreuse ne permet pas à l'ancien président de partir en voiture, ce qui amène à une scène pour le moins atypique d'un hélicoptère venant assurer le déplacement de Lula. Ce dernier moyen de transport n'a pas manqué d'être souligné par les textes de presse, comme on l'a vu avec l'exemple de JN et de G1. Plus encore, la résolution de l'affaire semble véritablement se préciser avec les images de Lula s'apprêtant à prendre ce moyen de transport jusqu'à sa cellule, la une de FDSP en témoigne (Figure 44).

Figure 44 : « Lula en prison » : la clôture de l'affaire, FDSP, 08/04/2018



Son arrivée à la ville de Curitiba prend alors l'allure de fin de l'histoire à partir d'une photographie prise de nuit, devenue iconique de la clôture de l'affaire : Lula qui descend des escaliers depuis l'héliport en direction de sa cellule. Mais encore plus que la conclusion de l'histoire, l'image telle présentée dans la une de FDSP incarne la fin du parcours politique d'un *leader*, connotation créée par l'opposition entre deux photographies présentées l'une au-dessus de l'autre, avec une même taille et le même format paysage. Dans l'image du haut, Lula apparaît à gauche et semble à son aise et soutenu par un peuple qui lui jette des fleurs. La seconde image, en revanche, montre le même homme, entouré à gauche de gardes du corps habillés en costume ou en uniforme policier, qui entravent sa liberté de mouvement.

Son corps, transporté précédemment vers les hauteurs, devient une marionnette dont le mouvement doit être contrôlé par les agents qui ont le contrôle de la force institutionnelle. Le corps illustre devient un corps accablé. L'opposition entre ces deux moments est renforcée

par la légende : « À 13h05, Lula est porté par des partisans après un discours au syndicat dans l'ABC ; à 22h30, il arrive au siège de la PF dans la capitale du Paraná ». Nous comprenons par cette mise en scène de l'information que les deux lieux sont loin d'être anodins, le voyage effectué représentant le chemin parcouru entre deux étapes distinctes de sa vie politique résumées par les rectangles en bleu, en bas à gauche de l'image « São Bernardo » et « Curitiba ».

Le jour de l'emprisonnement de Lula est de fait davantage représenté comme la fin d'une histoire politique que comme la conclusion d'un procès juridique. Notre corpus offre une multitude d'exemples soulignant l'ampleur du phénomène et sa portée politique originale : « Luiz Inácio Lula da Silva est le premier ex-président brésilien à être emprisonné pour un crime commun » (G153), « La dimension historique de l'effondrement » (Veja, 11/04/2018), « São Bernardo, 1978-2018 » (F176), « Curitiba vit en climat de suspense, déception et "fin d'affaire" » (F186). Pour les médias imprimés, il s'agit aussi de renforcer la dimension morale de la sanction : « Lula a gâché sa biographie » (F174), « Que la loi soit respectée » (F173), « Tu ne voleras plus » (V45), ou encore « le corrompu incarcéré » (V46). Son emprisonnement devient ainsi l'illustration de la résolution d'un problème : celui de la corruption, grâce à l'intervention du pouvoir judiciaire.

En parallèle à cette issue explicitement identifiée, la presse décrit également un conflit social dont la fin demeure incertaine. L'ampleur des émotions provoquées par cet emprisonnement est à l'origine de productions journalistiques évoquant les sentiments de défaite ou de victoire ressentis par les spectateurs de l'action judiciaire. Nous retenons ici l'exemple du reportage « Curitiba vit en climat de suspense, déception et "fin d'affaire" » (F186) où on lit l'avis de citoyens qui regrettent ou célèbrent la mise en prison de l'ancien président. L'argument le plus récurrent pour défendre Lula reste celui des bienfaits de son gouvernement au profit du parcours personnel des interviewés et pour l'accuser, le caractère très immoral de ses actions, avec la crise qui en découle (ces résultats font écho à ceux de la Partie 3).

La répercussion d'opinions sur l'affaire, polémiques, donc inconciliables, occupe ainsi une place importante au sein de la couverture de la fin du feuilleton. Cela ouvre de nouveaux scénarios possibles qui dépassent le cadre de la conclusion d'un procès juridique et le temps de sa survenue. D'ailleurs, en suivant cette observation, le *post scriptum* de cette thèse fait un bref état des lieux des éléments postérieurs découlant de cette « non-clôture ». Même si le récit médiatique est de fait non clos, la variété de supports par lesquels notre corpus est diffusé n'empêche pas la découverte de nœuds communs à la clôture de l'intrigue, tels que le désir de faire monter fictivement l'intérêt pour la résolution du procès juridique par la production intensive de faits anodins sur les décisions de Justice et la publication intensive de détails sur l'emplacement du corps condamné, notamment lors de son parcours d'homme libre (São Bernardo do Campo) à homme anéanti (Curitiba).

7.2. Le « macro-récit » polémique : l'appartement, la famille et l'argent

Ce procès s'est trouvé accompagné, décliné et formaté jour après jour selon les logiques de divers médias comme nous avons vu, mais il demeure la question de la structure verticale globale de l'histoire. Pour accéder au « macro-récit » de l'affaire Lula en prison, autrement dit « le texte abstrait formé de l'ensemble des récits que l'on peut rattacher à une question, une affaire, un événement, un problème » (Arquembourg 2005, p. 32), nous identifions quels moyens discursifs ou iconographiques de l'histoire accompagnent la nouvelle dans différents espaces de mise en scène journalistique.

Nous revenons ainsi à l'étude des termes dégagés dans notre analyse statistique des textes. En se référant à la classe 3 de la classification hiérarchique descendante (Figure 5), trois groupes de mots sont identifiés et suivent ces thèmes : (1) l'objet du crime et sa localisation territoriale, *apartamento, triplex, imóvel, guarujá, reforma, contrato, sítio* (appartement, triplex, immeuble, guarujá, travaux, contrat, maison de campagne) (2) les acteurs impliqués dans le crime *oas, empreiteiro, petrobras, marisa* (oas, entrepreneur du BTP, petrobras, marisa) et (3) les bénéfices financiers tirés du crime *propina, dinheiro, lavagem, receber, real* (pot-de-vin, argent, blanchiment, recevoir, réal [en référence à la monnaie brésilienne]).

7.2.1. La présentation des objets du crime : un appartement en front de mer

Lula était accusé dans le cadre du procès que nous étudions d'être le propriétaire « dissimulé » d'un appartement à trois étages appelé « triplex » en portugais brésilien. Celui-ci est décrit dans la presse majoritairement selon le discours juridique et son *tempo*. Le Triplex et ses caractéristiques sont en effet l'objet de l'attention de la presse à deux moments : celui de la présentation formelle de l'accusation envers Lula et celui de la conclusion de la procédure. Le reportage « *condenado* » (V26) en est un exemple, il rappelle les raisons de sa condamnation en première instance à partir d'une description particulière de l'appartement triplex :

- (74) Lula a été accusé de recevoir comme pot-de-vin un appartement triplex avec vue sur mer au Guarujá, [dans l'état de] à São Paulo. Un cadeau offert par OAS, une des parties intégrantes du dit cartel des entrepreneurs du BTP, groupe qui se partageait les contrats de l'entreprise de pétrole [Petrobras] durant les gouvernements *petistas*. Dans la sentence, Sérgio Moro a considéré que l'appartement était une fraction de cette escroquerie milliardaire¹⁷⁶. (V26, 19/07/2018)

La réception de ce pot-de-vin dans le texte est qualifiée de « cadeau ». Ce mot utilisé n'est pas anodin car il apporte l'idée d'une proximité entre Lula et OAS, entreprise qui est d'ailleurs décrite comme « une des parties intégrantes du cartel des entrepreneurs du BTP ». Cette relation proche est également suggérée par l'argument d'une activité importante de ce groupe au sein du gouvernement pendant les années du PT au pouvoir pour nourrir l'idée d'une gâterie cordiale entre l'entreprise et l'ancien chef d'État. Nourrie d'un adjectif valorisant à propos de la localisation de l'objet du crime (« avec vue sur mer »), cette présentation ajoute de la valeur à l'objet « volé », renforçant ainsi le caractère avantageux de l'activité de l'accusé.

Au sein d'autres médias analysés dans notre corpus, l'objet du crime acquiert cette même caractéristique forte, sa localisation en front de mer, aspect qui est exalté dans l'article de *FDSP* que nous reproduisons dans la figure ci-dessous. La vue aérienne du bâtiment qui s'affiche comme photographie principale du reportage offre la vue d'une bande de sable, de palmiers, et d'une rue assez étroite bordée de trois immeubles à plusieurs étages. Dans ces bâtiments environnants, on compte au moins quatre piscines, des terrains de football et de tennis. Les autres clichés dévoilent certaines commodités avantageuses de la copropriété. Les photographies qui accompagnent le texte sont présentées par une légende écrite en gras

¹⁷⁶ VO : "Lula foi acusado de receber como suborno um apartamento triplex de frente para o mar do Guarujá, em São Paulo. Um presente providenciado pela OAS, uma das integrantes do chamado cartel das empreiteiras, grupo que durante os governos petistas dividia entre si os contratos da petrolífera. Na sentença, Sérgio Moro considerou que o apartamento foi uma fração desse esquema bilionário".

(en bas à gauche de l'image) : « Dans les espaces communs, piscine, salle de jeux et terrasse avec vue sur mer ; à droite, le hall d'entrée du triplex ».

Figure 45 : Présenter le triplex en détail (F156, 25/01/2018)



Publié le jour de la condamnation en deuxième instance de l'ancien président, le reportage de FDSP propose le récit d'un reporter qui a lui-même logé dans l'un des appartements de la résidence appelée « Solaris ». Le journaliste souligne d'abord la chaleur du jour de la visite (36 degrés) et le coût moyen d'une nuitée pour 6 à 8 personnes dans le voisinage, 500 réaux (environ la moitié du salaire minimum brésilien à l'époque, quasiment 100 euros à ce jour). La position vis-à-vis de la plage est aussi mise en valeur avec une précision notable : « La bande de sable se trouve à douze pas de la porte vitrée avec ouverture automatique qui sépare la rue de la conciergerie ». À partir d'une comparaison avec l'appartement occupé par le journaliste, la taille du bien qui fait l'objet de l'accusation est aussi rappelée : « l'appartement [triplex] de 215 m², bien plus que les 85 m² de celui loué par Folha [de S. Paulo] ». Le journaliste se rend aussi devant la porte du numéro 164, l'appartement attribué à Lula, et décrit les faits suivants : la sonnette ne marchait pas, la porte du lieu était beige et il n'y avait pas de tapis devant celle-ci. La description de chaque détail du lieu souligne son caractère ostensible, tout en offrant au lecteur ses particularités les plus ordinaires. Finalement, l'appartement n'est plus un lieu intime appartenant à un particulier, mais il devient une propriété publique.

Figure 46 : L'appartement « secret » (V17, 21/09/2016)



D'autres images de l'appartement sont également publiées par *Veja* comme illustre cette capture d'écran. Les photographies reproduites amènent une autre esthétique à propos du triplex : son caractère secret. Les images en plongée et contre-plongée de l'immeuble se focalisent sur l'apparence externe du lieu. Les prises aériennes permettent d'apercevoir à distance des éléments de l'extérieur de l'appartement, comme sa piscine privée. Ces images lointaines suggèrent l'inaccessibilité du lieu, l'idée d'un endroit hors accès. Ce type de représentation du triplex est très présent chez *Veja* et se trouve également accompagné de l'histoire d'une affaire parallèle à celle de l'appartement balnéaire.

En effet, les premières enquêtes de la police fédérale à l'égard de Lula mentionnaient une maison de campagne, aussi dans l'État de São Paulo, qui aurait été perçue par l'ancien dirigeant en tant que pot-de-vin. Cette investigation a débouché plus tard sur un procès à part, mais le rapprochement entre les deux lieux est très présent dans notre corpus, fait indiqué par la présence du mot *sítio* et *Atibaia* dans les résultats quantitatifs déjà mentionnés. Le rapprochement entre ces deux endroits se concrétise chez *Veja* avec la formule « patrimoine occulté », présente dans les sous-titres des images ci-dessous.

Figure 47 : Le « patrimoine » de Lula (V3 et V7, 09/03/2016 et 16/03/2016)



Au-dessous de la première capture, nous lisons la légende : « *Cobertura visível*. Le triplex du Guarujá, vu d'en haut : la preuve que l'ex-président Lula a essayé d'occulter son patrimoine ». Nous choisissons délibérément de ne pas traduire « Cobertura » car ce terme, en portugais brésilien, comporte au moins deux sens : l'appartement au dernier étage d'un immeuble comportant une terrasse avec commodités, comme c'est le cas du triplex, mais également une cachette, plus précisément l'action de cacher les agissements d'une personne (« dar cobertura »). La phrase « couverture visible » vise alors à convaincre que l'appartement et les manœuvres douteuses de Lula sont perceptibles grâce au travail de l'organe de presse, notamment par le cliché du journaliste. En même temps, le magazine présente par l'ambiguïté du terme choisi cette photo comme une véritable preuve du crime de Lula et de son effort pour cacher cette richesse exubérante (« la preuve que l'ex-président Lula a essayé d'occulter son patrimoine »).

Nous retrouvons ce même ton affirmatif dans le texte présentant l'image du bas : « Cadeau. La maison de campagne d'Atibaia, rénovée par les entreprises de constructions du *petrolão* ». La proximité importante entre corrompu et corrupteur établie par le terme « cadeau », que nous avons précédemment relevé, est à nouveau observée, de même que la citation du terme « *petrolão* », forgé par l'équipe d'investigation de Lava Jato (c.f. Chapitre 5). Alors que l'enquête était à ses débuts en mars 2016, les phrases à l'indicatif présentent ces éléments comme des faits avérés, pour établir une preuve de culpabilité. L'alignement de *Veja* avec le discours d'accusation contre Lula dévoile ainsi sa participation active dans la distribution argumentaire d'un champ polémique précis.

La description de ce bien immobilier dans les exemples mentionnés nous révèle, de plus, la tentative du journalisme de dépasser les informations fournies par le corps juridique pour proposer sa propre enquête. Celle-ci est notamment mise en évidence par la prise de photos inédites et également par la divulgation de nouveaux éléments caractéristiques de l'objet du

crime. Le *Jornal Nacional* fait aussi usage de cette « casquette de journalisme d'investigation ». Le JT prolonge le discours de l'enquête en cours en proposant au téléspectateur d'accompagner l'équipe policière qui a perquisitionné le triplex le 4 mars 2016, dans le cadre de la *condução coercitiva*. Les caractéristiques visuelles les plus marquantes de ce reportage intitulé « images inédites montrent l'intérieur de l'appartement Triplex au Guarujá » (J5) sont présentées dans la Figure 48 ci-dessous.

Figure 48 : « Enquêter sur l'enquête » : un retour en images de l'action policière (J5, 04/03/2016)



Ce reportage commence par des vidéos tremblantes prises au format portrait avec une moindre qualité. On comprend donc que ces images n'ont pas été réalisées par un journaliste et son équipement professionnel. Il est possible d'y voir un lieu neuf, vide, à l'exception de quelques boîtes en carton avec des équipements neufs de cuisine. On distingue trois policiers qui ouvrent certains cartons, prennent des photos ou examinent des documents. De plus, on identifie une chambre avec deux lits superposés, une salle d'eau, une petite cuisine et un balcon, aperçu deux fois dans la vidéo, d'où l'on peut voir la mer. L'auteur de la vidéo n'est pas connu, mais considérant que seul le corps policier était autorisé à pénétrer dans ce lieu, il est très probable qu'un agent a fourni l'enregistrement. La vidéo se trouve, en outre, visuellement intégrée au contenu du JT par l'ajout d'un fond bleu, conforme à la charte graphique de l'émission.

L'ensemble discursif présenté par JN en images et parole raconte donc l'intervention des policiers, la voix off ayant une fonction d'ancrage par rapport aux images, c'est-à-dire que « le texte dirige le lecteur entre les signifiés de l'image, lui en fait éviter certains et en recevoir d'autres » (Barthes 1964, p. 44). La narration rend compte d'abord de l'action des policiers : « Quatre policiers ont fouillé chaque détail de la propriété à trois étages localisée à la place des Astúrias, un des points les plus valorisés du Guarujá¹⁷⁷ ». Il est encore indiqué que les

¹⁷⁷ VO : "Quatro policiais vasculharam cada detalhe do imóvel de três andares, que fica na praia das Astúrias, um dos pontos mais valorizados do Guarujá"

agents de la police fédérale ont passé cinq heures dans le lieu et qu'ils ont pris des photos, ont cherché des documents, ont ouvert un carton contenant un réfrigérateur neuf. Le reportage de 2'53" présente encore dix différentes prises de vue de l'extérieur de l'appartement, principalement en contre-plongée, accompagnées d'une narration présentant les accusations encore non formalisées contre Lula. Des détails de l'intervention des policiers sont aussi donnés par l'interview du serrurier appelé pour ouvrir la porte de l'appartement. Sa prise de parole vient détailler comment la porte d'entrée a été ouverte et le prix que cela a coûté, 100 réaux (environ 25 euros à ce jour). Le reportage télévisuel finit par une photographie prise d'un angle assez caché, aussi présentée dans l'édition de la veille du JT selon la voix off, d'une visite du lieu par Lula, accompagné de Léo Pinheiro, associé de l'entreprise OAS.

Par l'attention portée aux discours autour de l'appartement, JN se donne les moyens de présenter au grand public des éléments qui dévoilent des caractéristiques de l'endroit, même si cela implique de sacrifier sa place de protagoniste discursif et de compromettre la qualité de la vidéo présentée. Autrement dit, le journal télévisé n'hésite pas à utiliser des moyens amateurs de production de l'image afin de permettre au public de voir l'intérieur du fameux appartement. Nous notons ainsi que le rôle du journaliste en tant qu'organisateur de l'information suit la logique du *scoop*, plutôt que la qualité du matériel offert aux spectateurs. Ces images « exclusives » sont présentées également comme des pièces à conviction qui étayaient le travail de la police. La réunion de ces éléments comporte l'idée sous-jacente de proposer la révélation d'un trésor caché, d'un lieu interdit, pour lequel seul le journaliste dispose des moyens d'accès.

En outre, l'intérêt particulier de la presse pour l'appartement traduit l'ambition de rendre tangibles les investigations, par l'emploi de photographies qui font de l'appartement un « personnage » à part entière de l'affaire. Ses attributs et sa valeur sont renforcés par le texte journalistique à partir de l'arsenal lexical et iconographique utilisé, qui le qualifie comme un bien d'exception, avec un certain standing et une localisation avantageuse, aspects renforcés par les images fournies.

Le 10 mai 2017, au moment de sa déposition, nous notons le fort enjeu autour de la définition de l'objet du crime, dans la mesure où Lula s'efforce de proposer une description différente de l'appartement. À cette occasion, l'ancien président base son argument de défense sur une dépréciation de l'appartement. Pour nier son intérêt à posséder ce bien, il présente notamment des contre-arguments à propos de la qualité de l'endroit. Le reportage intitulé « Lula dit à Moro qu'il n'a jamais eu l'intention d'acheter le triplex » (G106) publie quelques extraits de questions et réponses de la déposition que le journal considère comme les plus pertinentes, dont ce passage en particulier :

- (75) Lula a confirmé qu'il avait visité la propriété parce que l'OAS avait l'intention de la vendre à sa famille. Mais il a dit qu'il n'a pas conduit de travaux dans la propriété. "Je ne les ai pas dirigés... c'est que je sais est que le jour où j'y suis allé, plusieurs défauts ont été signalés dans l'immeuble, défauts d'escaliers, de cuisine". L'ancien président a mis en doute l'enquête. "Il [Ministère Public] doit avoir au moins un document qui prouve le droit juridique de propriété pour pouvoir dire que cet appartement est le mien"¹⁷⁸ (G106, 10/05/2017)

¹⁷⁸ VO : "Lula confirmou que visitou o imóvel, porque a OAS pretendia vendê-lo para sua família. Mas disse que não orientou nenhuma reforma no imóvel. "Eu não orientei... O que eu sei que, no dia que

À ce moment de sa déposition, Lula confirme avoir fait une visite du Triplex, mais nie l'avoir acheté. Tout en soutenant le manque de preuves de l'accusation, il affirme son désintérêt pour ce lieu. Il met en avant plusieurs caractéristiques de l'endroit qui lui déplaisaient à l'issue d'une visite du lieu : « le jour où j'y suis allé, plusieurs défauts ont été signalés dans l'immeuble, défauts d'escaliers, de cuisine ». Les prestations du triplex sont ainsi dépeintes différemment par l'accusé et par la presse, y compris en ce qui concerne sa localisation. À cette même occasion, Lula raconte que Marisa Leticia Lula da Silva, sa femme au moment de la visite, n'aimait pas la plage située en face de l'appartement. Il conclut en assurant que Marisa n'a pensé à l'acheter qu'à des fins d'investissement, mais qu'elle a rapidement changé d'avis.

7.2.2. Une affaire de famille : la femme et les enfants chez *Veja*

Le sujet de sa femme, aussi accusée dans le procès du triplex, est amené à plusieurs reprises par Moro pendant ce même interrogatoire. Le juge affirmait que l'enquête avait trouvé dans l'appartement de Lula un document signé par Marisa qui prouvait son intention d'acheter le lieu en question, ainsi que des preuves d'une deuxième visite de Marisa sur place. L'ancien président nie ce déplacement et allègue ne pas connaître le contenu de ce document : « J'ignorais qu'elle avait visité le triplex une deuxième fois. Je ne sais pas si vous avez une femme, mais parfois elles ne nous informent pas de ce qu'elles vont faire¹⁷⁹ » (F110, 11/05/2017).

Cette déclaration engendre une production sémiotique abondante autour de l'ancienne première dame. Avant de l'examiner, un élément de contexte important est à prendre en compte : Marisa est décédée le 3 février 2017 au cours du processus judiciaire. Ce sujet est d'ailleurs évoqué au cours de la déposition car Lula désapprouve la citation du nom de sa femme à plusieurs reprises dans l'interrogatoire : « Je voulais vous demander une chose, monsieur Moro, c'est très difficile pour moi, de vous entendre à chaque fois citer ma femme sans qu'elle puisse être ici pour se défendre, c'est très difficile¹⁸⁰ » (U73, 10/05/2017).

La mort de sa femme à 66 ans et sa présence indirecte durant cette déposition constituent les éléments clés choisis par *Veja* pour incarner visuellement et textuellement cette étape judiciaire. La couverture du 17 mai 2017 de ce magazine affiche une photo de Marisa implantée dans un cadre photo argenté, objet qui est légèrement incliné. La perspective créée suggère que l'objet est posé sur une surface plane. Nous y observons un « processus d'incarnation et d'exemplification qui suppose l'identification des acteurs engagés dans la représentation » (Wrona 2014, p. 173) qui caractérise la presse écrite. Mettre cette photographie, identifiée à gauche comme étant prise en 2010, à l'intérieur d'un tel cadre photo, actualise la photo tout en l'inscrivant dans un contexte funéraire. Le cliché d'origine change ainsi de sens et le sujet principal de la nouvelle devient l'apparition de Marisa Letícia dans le procès, même après sa mort.

eu fui, houve muitos defeitos mostrados no prédio, defeitos de escada, defeitos de cozinha." O ex-presidente questionou as investigações. "Ele [Ministério Público] deve ter pelo menos algum documento que prova o direito jurídico de propriedade para poder dizer que é meu o apartamento".

¹⁷⁹ VO : "Eu não sabia que tinha tido visita pela segunda vez ao triplex. Não sei se o senhor tem mulher, mas nem sempre ela pergunta para a gente o que vai fazer"

¹⁸⁰ "Eu queria doutor Moro, pedir uma coisa, é muito difícil para mim, toda hora que o senhor cita minha mulher sem ela poder estar aqui para se defender, é muito difícil"

Figure 49 : Marisa : protagoniste de la déposition de Lula selon *Veja* (17/05/2017)



La scène créée est liée à l'étape judiciaire par le message linguistique : « la double mort », suivie de la phrase « Dans sa déposition au juge Moro, Lula a attribué les décisions sur le *triplex* au Guarujá à l'ex-première dame, décédée il y a trois mois ». En examinant ce texte écrit, nous comprenons que Marisa n'est pas seulement une figure exemplaire de cette étape judiciaire chez *Veja*, mais également un socle argumentaire pour mettre en évidence un mauvais comportement de Lula à l'égard de sa femme décédée. Plus précisément, ce discours d'attaque polémique repose sur l'idée d'un affront délibéré de l'ancien président à l'égard de sa femme, dont la principale conséquence serait une mort publique de Marisa (« la double mort ») en plus de son décès quelques mois avant.

Pour cet hebdomadaire, Lula a affirmé que la clé de l'affaire était Marisa, en niant toute connaissance de ses actions, pour réduire donc sa propre culpabilité. Dans le texte à l'intérieur du magazine (Figure 50), cette thèse est renforcée. En effet, on dénonce une attitude de Lula calculée en amont pour se tirer d'affaire : « Stratégie : Lula a dit au juge Sérgio Moro que Madame Marisa était celle qui avait un intérêt pour le triplex ».

La disposition du cliché choisi sur cette double page incite à une lecture particulière de la dynamique image-texte. La photographie s'étale sur toute la surface de la page de gauche, et est présentée à nouveau sur la moitié de la page de droite, faisant apparaître une redondance de cette image d'archive. Le lecteur est d'emblée happé par le mécanisme de dramatisation construit autour du couple. En effet, la « dynamique scripto-iconographique » (Marion 1997) renforce l'intention du texte de rappeler la relation tendre et proche entre les deux personnages. Ces éléments sont relayés par le titre du reportage « Cherchez la femme », expliqué dans la dernière phrase du premier paragraphe du texte. On y lit : « Lula fait se rappeler l'injonction la plus populaire des histoires de détective françaises quand on entend élucider un mystère insoluble : *cherchez la femme* – ou, suivre la femme ».

Figure 50 : "Cherchez la femme", proximité entre Lula et Marisa (V20, 17/05/2017)



En faisant cela, Veja rappelle l'argument avancé par Lula, l'indépendance des actions de Marisa, pour le teinter d'ironie. En effet, si l'on « cherche la femme » comme suggère le reportage, on la retrouve deux fois aux côtés de l'ancien président. La complicité du couple doublement soulignée par la répétition d'un même cliché, symbolisant la proximité corporelle du couple Lula-Marisa, construit l'idée d'une attitude mensongère de Lula qui disait n'être pas au courant des activités de son épouse. La défense de Lula articulée autour de Marisa n'enlève pas la responsabilité de Lula dans l'exécution du crime selon Veja ; au contraire, cela la renforce.

La participation de la famille da Silva aide à caractériser le crime comme un schéma de corruption, dont ses proches bénéficieraient également. La dimension émotionnelle du crime est donc suggérée dans le matériel journalistique. Nous l'identifions dans la Figure 51 tirée également de Veja. L'explication des images présentées suit la logique de présentation des personnages, renforcée par le titre de l'infographie « 100 ans de prison » qui est une allusion à l'œuvre littéraire de Gabriel García Márquez « Cent Ans de solitude ». Dans le but de résumer les affaires dans lesquelles les proches de Lula ont été impliqués, cinq images sont choisies. Nous retenons spécifiquement la troisième et la quatrième.

Celles-ci sont, respectivement, présentées sous le titre « Le cadet » et « Le neveu ». Dans la description des crimes qui auraient été commis par Lula en lien avec ces deux membres de sa famille, nous notons l'usage du mode indicatif : « l'ex-président est intervenu dans le gouvernement Dilma Rousseff en échange d'argent pour l'entreprise de son fils cadet » et « Lula a satisfait les intérêts d'Odebrecht qui a embauché son neveu dans un projet en Angola ». La responsabilité personnelle de l'ancien président est renforcée par la mise en évidence de l'implication de membres de sa famille dans une organisation corrompue : les actions de Lula auraient eu pour effet de favoriser l'entreprise de son fils cadet qui aurait reçu de l'argent, et son neveu aurait été favorisé par un projet d'infrastructure en Angola. Dans ces

énoncés, apparaît clairement l'intention de l'auteur d'attribuer à Lula un rôle de meneur : il est le sujet actif de la phrase et les faits subséquents sont présentés comme des réactions à son premier acte.

Figure 51 : Les proches de Lula (V26, 19/07/2017)



Il est intéressant de noter que ces sujets n'ont pas de lien avec le procès concernant le triplex qui l'amène effectivement en prison. Ce « brouhaha » d'informations dispersées à la forme indicative contribue à augmenter la culpabilité de Lula aux yeux du public, alors que ces affaires en question sont très diverses et, surtout, non encore jugées. Au-delà de dépeindre ces actions à une échelle très personnelle, les photographies choisies contribuent à susciter un certain imaginaire. La photographie en noir et blanc de son neveu, prise d'un angle de vue qui suggère un selfie, le présente avec un gros cigare et des lunettes de soleil qui sont des éléments figuratifs associés au dilettantisme, voire au personnage du *gangster*. Son fils cadet, lui, est habillé avec un t-shirt blanc et ne regarde pas directement l'objectif, ce qui peut suggérer un regard fuyant. Ces représentations se mêlent à celle du premier carré qui fait référence à l'entreprise Odebrecht : aucune personne n'y est associée, on donne à voir un bâtiment, siège de l'entreprise, dont certains responsables non identifiés iconographiquement sont concernés par le procès.

La dimension familiale de l'affaire revêt également une forme métaphorique lors de la déposition de Lula à Moro en mai 2017 déjà évoqué. Pendant la rencontre, l'ancien président lui-même raconte une anecdote portant sur ses enfants (F112). Pour dire qu'il n'était pas au courant des actions de ses proches, il dit que ses enfants lui cachaient facilement de

mauvaises notes quand ils étaient à l'école. Cette histoire vient suggérer qu'une mauvaise action pouvait facilement lui être dissimulée, même si l'auteur de celle-ci faisait partie de sa sphère intime. À cette affirmation, Moro répond qu'il avait connaissance des résultats de ses fils à l'école.

En effet, Lula tente de nier un quelconque lien avec les agissements de ses proches, comme pour se prémunir de ce type d'attaque à son égard. En plus d'affirmer qu'il n'était pas au courant des agissements de sa femme mentionnés par le juge, en affirmant son ignorance par rapport à ses actions (« J'ignore si vous avez une femme, mais parfois elles ne nous informent pas de ce qu'elles vont faire¹⁸¹ »), il fait usage d'un argument familial pour renforcer son argumentaire. L'implication subjective du sujet raisonne avec les énoncés analysés de *Veja* dont le projet polémique est d'argumenter la culpabilité de Lula par le visage de ses proches.

7.2.3. Le chemin de l'argent et la « transmédiagénie » d'un PowerPoint

Dans ce même registre, les bénéfices financiers qui auraient été obtenus par l'ancien président sont aussi présentés à partir de termes précis identifiés dans la lexicométrie : *oas*, *empreiteiro*, *petrobras*, (*oas*, entrepreneur du BTP, *petrobras*). À la différence des cas auparavant étudiés, il s'agit désormais d'analyser comment sont représentées des unités plus symboliques et collectives, comme les montants perçus par les accusés et les organisations publiques et privées impliquées dans l'affaire. Le terrain de notre corpus le plus propice à nos observations est le journal télévisé qui, à partir de ces termes, crée une esthétique particulière pour illustrer le parcours de l'argent et le rôle de chacun des impliqués dans une histoire aussi graphique. Le dénominateur commun des différentes images de l'affaire triplex du JT est la thématique de la circulation du pétrole représentée par des égouts (Figure 52).

Figure 52 : Les égouts et le pétrole pour illustrer le chemin de l'argent (J1, 04/03/2016)



Un réseau de tuyaux prédomine dans l'iconographie créée par le JN, avec des images animées à un rythme soutenu. En effet, à chaque nouvelle information, le téléspectateur est amené vers une autre partie de ce large réseau, par l'intérieur ou l'extérieur de ces égouts tâchés d'une couleur entre le noir et le marron.

Nous comprenons ce que la teinte sombre de ces éclaboussures noirâtres tente de représenter grâce à un autre message iconique, une figure carrée colorée à partir des couleurs verte et jaune, et affichant les lettres B R en référence au logo de Petrobras (image à droite). Par ce recours à l'infographie, l'affaire devient intimement liée à l'entreprise pétrolière, s'inscrivant donc autour d'une logique comparable à l'usage du terme « petrolão » que nous avons examiné auparavant (Partie 3). L'argent qui coule à flots dans l'illustration de

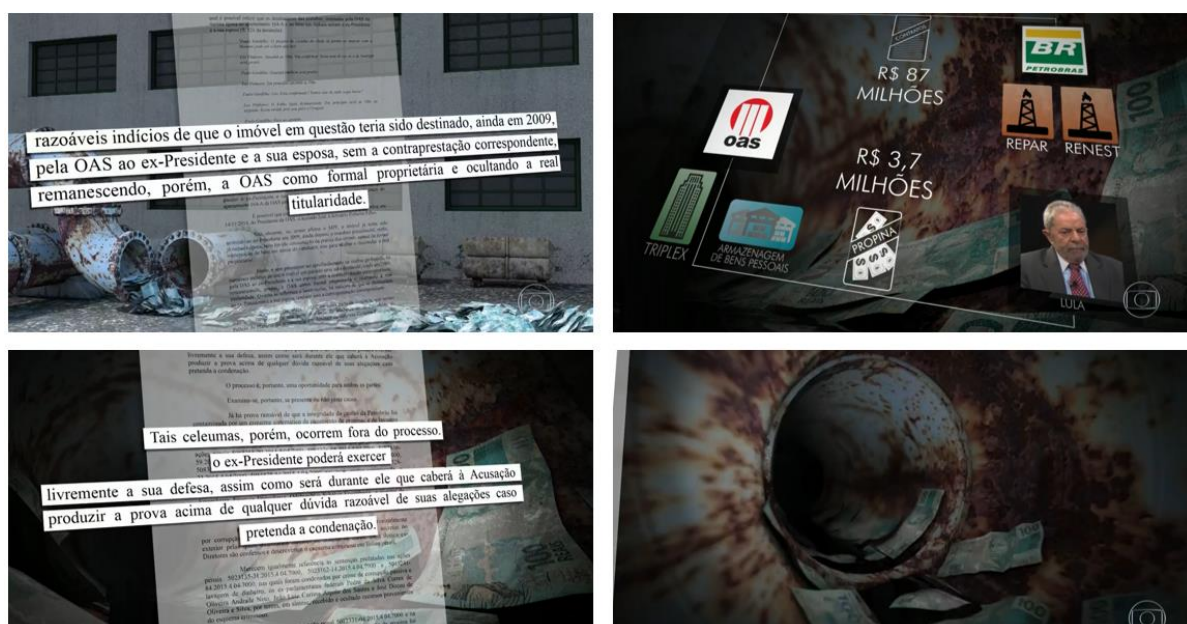
¹⁸¹ VO : “ Não sei se o senhor tem mulher, mas nem sempre ela pergunta para a gente o que vai fazer”

gauche symbolise un manque de contrôle de cette machine publique et le caractère dépravé des actions de corruption racontées.

En observant l'ensemble des images, on s'aperçoit que les images produites à « l'extérieur » de ce réseau de tuyaux conducteurs ont comme arrière-plan un ciel couvert, assez nuageux, qui contribue à la création d'une atmosphère de tension. Cette ambiance particulière est renforcée par l'usage d'une même teinte bleu foncé qui se superpose, tel un filtre, à toutes les images. Cette même ligne iconographique est reproduite à chaque annonce portant sur ce thème dans le journal télévisé, y compris derrière les présentateurs quand ils annoncent le reportage à venir (seulement dans les éditions les plus récentes de notre corpus). Le média télévisuel met ainsi en place une scène précise pour se faire dérouler les actions, telles des scènes d'un *thriller* policier, d'une enquête qui se dévoile progressivement.

Un caractère systématique des actions s'affiche à l'aide de documents officiels de l'affaire. Même si le recours aux textes écrits est contre-intuitif dans le cadre d'un journal télévisé, ces documents mis en valeur deviennent comme des pistes d'une grande énigme. Le texte des pages de documents juridiques et le surlignage de certaines phrases de ces archives sont intégrés à ce code esthétique à des moments précis de la narration. Ces phrases signalées sont lues par la journaliste, fabriquant une voix off qui renforce le contenu du texte. Nous observons de cette manière un rapport entre image et commentaire très redondant, comme dans le reportage J40 (Figure 53).

Figure 53 : La présentation des documents juridiques (J40, 21/09/2016)



Représenter la relation entre les acteurs, l'argent et les différents accusés est également l'objet de la deuxième capture d'écran. Le rappel aux composantes du crime s'établit à partir d'éléments affichés en trois lignes verticales regroupant de droite à gauche : un rapprochement entre Lula et la Petrobras, des sommes d'argent représentant « contrats » (R\$ 87 millions) et « pots-de-vin » (R\$ 3,7 millions) et enfin une représentation des « triplex », « oas » et « stockage de biens personnels ». Cette pratique graphique construit

l'idée d'un lien particulier entre la Justice et ces documents, de même que l'impression d'un travail d'investigation réalisé en partie par les journalistes de la chaîne.

La raison du crime, la « réception de pots-de-vin », exige une structuration consistant à mettre en relation corrompu et corrupteur et les moyens selon lesquels le montant a été perçu.

De fait, l'illustration des bénéfices financiers issus de ce crime par un schème est un vrai enjeu iconographique, car les images du crime n'existent pas. La réponse des médias à la recherche d'une production visuelle du crime est de, schématiquement, proposer un résumé des arguments des procureurs, les moyens de paiements des pots-de-vin, les propos de la défense et les principaux points de la décision de Moro (Figure 54).

Figure 54 : Le déroulement du crime selon une infographie (G110, 12/07/2017)



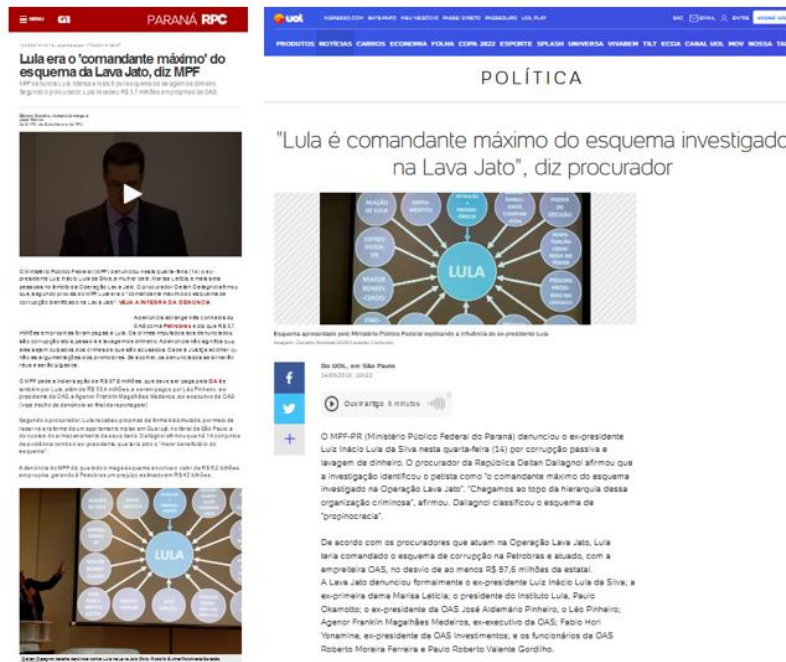
Des icônes, un bâtiment, des outils et une boîte sont rassemblés pour représenter le chemin parcouru par les pots-de-vin selon le ministère public : le triplex, les travaux de cet appartement et l'aide financière pour garder le fonds d'archives présidentielles. Cette même représentation symbolique est rappelée tout en bas pour illustrer la décision de Moro au cas par cas. Les arguments de la défense apparaissent seulement en texte dans un rectangle au

fond gris. Dans la partie « ce qui dit la MPF », on observe deux cercles placés au même niveau, montrant à gauche une icône de bâtiment à étages et à droite une photographie. On lit en bas l'identification de ces cercles : OAS et Lula. OAS est donc incarnée très généralement par une image de bâtiment, alors que Lula apparaît dans un cliché. Leur relation est illustrée par des flèches qui indiquent la relation qu'ils entretiennent. Leur direction permet de distinguer la nature de leur échange, le corrupteur obtenant des bénéfices indirects dans la gouvernance de l'entreprise pétrolière Petrobras, mis en évidence par une poignée de main, et le corrompu obtenant des bénéfices financiers illustrés par un billet de banque.

Comme Lula n'aurait pas reçu directement de liasses d'argent, l'illustration de l'infraction gagne en complexité. D'où l'initiative des procureurs de produire un diagramme, datant du jour où fut organisée une conférence de presse pour annoncer les principaux points de l'accusation formulés et envoyés au juge Sérgio Moro. Ces conférences de presse organisées par le Ministère Public sont un mécanisme pour faire rayonner la Lava Jato auprès de la presse et à ce stade elles étaient déjà une routine dans la couverture journalistique du cas. La particularité de ce 14 septembre 2016 est qu'une présentation PowerPoint accompagnant le discours des procureurs devient protagoniste de cette journée. Plus qu'étudier sa circulation, notre but est l'analyse des réappropriations singulières de ce récit que chaque média propose en nous basant sur néologisme forgé par Marion (2003), la « transmédiagénie ». Il la définit comme : « la capacité d'étoilement, de circulation, de propagation transmédiatique que possède un récit » (p. 87).

En effet, cette présentation PowerPoint, et plus particulièrement un des diaporamas, devient un personnage à part entière dans la mesure où il devient une nouvelle en soi. Ce qui attire l'attention autour de cette image est autant sa forme (un grand cercle entouré de douze cercles plus petits d'où sortent des flèches en direction du cercle principal) que son contenu (notamment l'inscription « Lula » qui apparaît en majuscule au centre de la figure). La preuve de la puissance de cette image est la constatation de sa présence dans l'ensemble d'organes de presse de notre corpus, même si *Veja*, *G1* et *UOL*, JN et FDSP l'exploitent avec des fins très différentes. Comparons d'abord les médias en ligne, UOL et G1 à partir des deux captures d'écran suivantes.

Figure 55 : Un PowerPoint pour résumer une conférence de presse (G92 et U55, 14/09/2016)



Dans le cas d'*UOL*, le diaporama constitue l'image principale du reportage intitulé « Lula est le "commandant suprême" d'un schéma de corruption mis à jour dans le cadre de Lava Jato, dit le procureur » (U55). Dans un article avec un titre bien similaire, ce qui n'est pas anodin¹⁸², « Lula était le "commandant suprême" d'un schéma de corruption de la *Lava Jato*, dit MPF [Ministère Public Fédéral] », *G1* présente d'abord un extrait d'une vidéo de 1'38" du discours de Dallagnol lors de la conférence avant d'intégrer, cinq paragraphes plus tard, une photo semblable à celle d'*UOL*. Le cadre proposé par le média du groupe Globo est légèrement différent, permettant de voir davantage le procureur, une opération sur le cadre de l'image qui contribue à une autre lecture de l'événement.

En effet, la photographie présentée dans l'article de *G1* est accompagnée de la légende « Deltan Dalagnol détaille l'accusation contre Lula dans le cadre de Lava Jato », alors qu'*UOL* attribue cette accusation à un corps institutionnel « Schéma présenté par le Ministère Public Fédéral qui explique l'influence de l'ex-président Lula ». Cette comparaison illustre la valorisation médiatique dont bénéficie le procureur Dallagnol au fil du temps de la diffusion de la nouvelle. Cela se traduit par les images choisies par les médias imprimés, pour illustrer le sujet (Figure 56). En effet nous remarquons que dès ce jour, Dallagnol est devenu un des personnages de l'affaire (c.f. Chapitre 8), notamment après les critiques que Lula a formulées à son égard.

¹⁸² Pour rappel, cet ensemble discursif « *comandante máximo* » qui apparaît aussi dans les textes de *Veja*, *JN* et *FDSP* a été l'objet de nos analyses de la Partie 3.

Figure 56 : Le PowerPoint dans les médias imprimés, V16, 21/09/2016 et couverture de FDSP, 15/09/2017



En effet, le procureur devient plus visible dans les médias imprimés ; les photographies reproduites au sein de FDSP et *Veja* sont caractérisées toutes deux par l'intégration de Dallagnol à gauche du diaporama. En revanche, ces clichés n'ont pas la même intention énonciative. Il convient de noter la place que la photo occupe au sein de la publication qui utilise différentes échelles de valorisation de l'image. FDSP l'exhibe dans sa une, alors que *Veja* introduit l'image seulement en troisième page d'un des reportages de son numéro (pp. 42-47, V16). Dans le cas du journal quotidien, le diaporama accompagné de son auteur est utilisé pour rappeler la centralité de Lula dans l'accusation, Lula étant le sujet principal de la une et du chapô : « Lula était le “commandant maximal” de “propinocracia”, dit Lava Jato » et « L'ex-président est accusé de corruption et blanchiment d'argent ; le petista nie avoir commis des crimes ». La légende de la photographie, elle, explique l'action incarnée par l'image : « À Curitiba, le procureur de Lava Jato Deltan Dallagnol présente “un ensemble de preuves” contre l'ancien président ».

Veja en revanche ne tient pas à présenter ni le titre, ni la fonction du procureur : « Spectacle. Le « gamin » Deltan Dallagnol devant le déjà célèbre PowerPoint : le gouvernement de la “propinocracia” ». Au contraire, l'intérêt de photographie pour le magazine est de révéler le litige régnant entre les avocats de l'accusé et le corps d'enquête, comme l'indique le texte qui accompagne le cliché proposé : « La défense de Lula a critiqué le “spectacle de verbiage” du “gamin” du PowerPoint¹⁸³ ».

Ces propos indiquent une certaine sédimentation polémique de l'histoire du PowerPoint au fil des journées. Le PowerPoint semble gagner en importance en devenant progressivement un objet de controverse, de contestation de la défense qui voit en son usage un outil de

¹⁸³ VO : “A defesa de Lula criticou o espetáculo de verborragia do menino do Power Point”.

En revanche, la tentative d'attaque *ad hominem* formulée par ce PowerPoint a été considérée comme une grande extravagance du procureur sur Twitter. Cette représentation y a ainsi grandement circulé donnant naissance à deux types de pratiques : (1) la critique du recours à un tel support visuel pendant la conférence et (2) la création de versions personnelles du diaporama en le sortant de son contexte politique. La Figure 57 regroupe deux exemples tirés de notre corpus qui rendent compte de ces usages.

Quant à la publication (B), nous y voyons un usage détourné qui n'est pas forcément ancré politiquement. Le nom de Lula a en effet été effacé du diaporama au profit de l'inscription du pronom personnel de la première personne du singulier *eu* (« je »). La production est présentée avec le texte « powerpoint explique ma situation dans la vie » et depuis les disques du pourtour partent des flèches indiquant différents états émotionnels négatifs comme « dépression », « flemme », « faim » ou encore « douleur » en direction de « eu » (moi).

249

comme un rappel de la situation évoquée sans pour autant qu'il y ait un lien entre les situations décrites. La production de ces mêmes à partir du diaporama est pour nous l'indication de l'importance que ce PowerPoint a eu pour synthétiser ce moment de l'actualité de l'affaire et pour démontrer image à l'appui le regard que l'on posait sur l'attitude du procureur.

Une des explications à ce fait remarquable pourrait être la grande place accordée à cette conférence de presse au sein du média d'information le plus suivi au Brésil, le *Jornal Nacional*. Dans le journal télévisé, l'accusation est l'objet d'un reportage de 9'30" (la durée moyenne d'un reportage télévisé chez JN se situe entre 2'30" et 3') dans lequel nous apercevons différentes pages de ce diaporama. Le montage suivant (Figure 58), réalisé par nos soins, donne une idée de l'importance que ce diaporama revêt dans la construction du reportage télévisuel. Ces pages sont présentées de manière dynamique, des *zooms in* et *out* et des recadrements favorisent tantôt l'écran avec le fichier, tantôt le locuteur Deltan Dallagnol. Nous notons une règle générale : l'image fixe accompagnée par une bande où on lit « Deltan Dallagnol, procureur MPF » est privilégiée quand le discours du procureur est diffusé, et l'image en mouvement est utilisée dès que l'on entend la voix off du commentateur.

Figure 58 : Le PowerPoint à la télévision (J38, 14/09/2016)



Il convient de noter que les producteurs de JN s'approprient une partie du contenu de cette page pour créer, à partir de leur propre charte graphique, une version de ce PowerPoint. En effet, les éléments iconographiques tels que le ciel chargé et les tuyaux, que nous avons décrits par ailleurs, apparaissent dans ce même reportage (Figure 59). Le nom « Lula » reste au centre des divers mots clés que nous traduisons (dans le sens horaire et en partant du haut) : ainsi « *petrolão* + *proprinocracia* », gouvernance corrompue, pouvoir de décision, agissements criminels perpétuels au pouvoir, personnes proches dans le cadre de Lava Jato, *mensalão*, personnes proches dans le contexte du *mensalão*, José Dirceu, nœud commun, enrichissement illicite, le plus grand bénéficiaire, expressivité, réaction de Lula, témoignages ».

Ces termes agrègent les arguments présentés par Dallagnol, dont nous avons déjà eu l'occasion de présenter certains dans la Partie 3, mais ces accusations sont mises en scène différemment grâce au cadre offert par le procureur. Cette organisation graphique permet

notamment d'identifier plus facilement les différents termes qui soutiennent son argumentaire. Par « nœud commun » et « expressivité », par exemple, le procureur souligne le rôle majeur de Lula dans l'organisation du schéma de corruption qu'il décrit, sa présence expressive et le fait qu'il était au centre des agissements. De ce même substrat argumentatif advient le terme « proprinocracia », la réunion du terme « propina » (pot-de-vin) avec la terminaison « cracia » indiquant en grec, *kratos*, la notion de pouvoir. Ce terme exprime le fond de sa croyance : Lula a profité de son pouvoir pour fonder une démocratie basée sur la circulation illégale d'argent entre agents publics et privés. Ce PowerPoint circonscrit ainsi l'accusation autour de l'ancien président, alors que sept autres personnes étaient accusées dans ce même document¹⁸⁴.

Figure 59 : PowerPoint retravaillé selon la charte graphique du JT (J38, 14/09/2016)



Dans le reportage suivant de cette même édition du JT, l'avocat Cristiano Zanin Martins présente dans la conférence de presse un autre PowerPoint. Un seul cadre de ce diaporama est présenté au sein de ce reportage et nous devinons, car l'image est très contrastée, un fichier avec un fond blanc et des phrases en noir (dont on n'arrive pas à distinguer le contenu). Ce contenu illisible n'a pas été transcrit à partir de la charte graphique du journal pour une meilleure visibilité. S'il existe donc deux PowerPoint opposés, seulement l'un connaîtra des répercussions jusqu'à la fin du procès. De fait, ce PowerPoint va être encore rediffusé quand Moro acceptera d'enquêter à partir des accusations formulées par le Ministère Public. Il sera même récupéré à la fin du procès dans les reportages fournissant une rétrospective de l'affaire, le jour de la sentence énoncée par Moro en juillet 2017 (G115). Cela étant, notre piste de réflexion se déplace dans la direction suivante : examiner la popularité de cette création graphique du ministère public dans la perspective de la place assumée par le corpus juridique dans le récit de presse.

¹⁸⁴ Pour information : Paulo Okamoto, ancien président de l'Institut Lula, Léo Pinheiro, ancien président de l'OAS, Agenor Franklin Magalhães Medeiros, ancien cadre d'OAS, Paulo Godilho, architecte et cadre d'OAS, Roberto Moreira Ferreira, entrepreneur lié à OAS, Marisa Letícia, l'épouse aujourd'hui décédée de Lula, et Fábio Hori Yonamine, ancien président d'OAS investissements.

7.3. Transformer le récit juridique en récit de presse : processus médiatique ou médiatique du procès ?

À mesure que nous avançons dans nos recherches, nous mettons en évidence que la publication des étapes référentes au procès de Lula se fait principalement en accord avec un discours judiciaire. Celui-ci encadre les différentes conséquences procéduriales et joue aussi un rôle de moteur de création d'une narration polémique autour du procès (Chapitre 6). Ces premiers résultats, appuyés par les recherches de ce chapitre, nous incitent à poser une autre question problématique autour de la mise en récit de l'affaire : quel rapport narratif se construit entre le déroulement du procès dans les tribunaux et sa représentation dans la presse ? Pour répondre à cette interrogation, nous analysons les dispositifs discursifs, notamment narratifs, mis en place par les médias pour construire une représentation du procès en lui-même.

Ces différents éléments sont partagés en deux classifications, un « processus médiatique » et une « médiatique du procès ». Dans le premier cas, il s'agit d'interroger comment l'appareil médiatique s'empare de l'enquête pour créer un processus collectif incitant à la participation d'un public. Et par « médiatique du procès », d'autre part, nous entendons la pratique judiciaire consistant à diffuser, à partir de codes communicationnels contemporains, les différents éléments du procès. Notre approche n'est ainsi pas chronologique, mais plutôt thématique, à partir des trois aspects suivants, présentés en deux temps : l'illustration des actions du pouvoir judiciaire, la personnification du personnel judiciaire et la diffusion par le corps juridique de supports visuels liés à l'enquête.

7.3.1. Le processus médiatique : illustrer les jugements et dépeindre les juges

Le processus médiatique de l'affaire Lula passe par la création d'un arsenal iconographique propre à chaque étape du procès. Ces ressources interviennent dans le but de créer une chronologie visuelle des faits ayant trait à l'opération, à partir de quelques éléments discursifs qui favorisent une illustration précise de la mise en accusation. La Figure 60, tirée de G1, nous offre justement un aperçu de ces éléments distinctifs de la narration offerte par la presse le jour de la première condamnation de l'ancien président. Ces aspects constituent une rétrospective de l'affaire motivée par une intention précise.

Figure 60 : Chronologie des faits inculpant Lula (G115, 12/07/2017)



En effet, une mise en évidence de certains points temporels du procès est réalisée à travers l'ajout de photographies et quelques phrases synthétiques. Les images, de format paysage rectangulaire, ont été recadrées pour souligner en plan rapproché : une voiture noire entourée d'une foule qui essaie de la toucher, un immeuble pris en contre-plongée, la projection d'un PowerPoint désigné par un bras d'homme, un très gros plan sur le visage de Lula dont le regard larmoyant est « face caméra », et enfin une capture d'écran tirée de la vidéo de sa déposition donnée à Moro. Les images ont donc vocation à susciter l'intérêt de l'information par l'allusion à quatre thèmes principaux : la mobilisation sociale, l'objet du crime, l'accusation formelle et la réaction émotionnelle de l'accusé. Sachant que la présentation PowerPoint est chargée d'un certain rappel polémique et que le visage de Lula est coupé pour que l'on identifie son état émotionnel, ces montages indiquent ainsi une certaine charge conflictuelle de l'affaire. En effet, ces choix graphiques et éditoriaux indiquent *in fine* la présence d'un procès suscitant l'émotion de l'accusé et de ses soutiens.

Cherchant un registre plus « objectif », la transformation des éléments du procès en infographie est aussi un des traits de la presse imprimée. Intégrée au corps du reportage « Les

Figure 61 : L'infographie pour résumer les condamnations (F148, 25/01/2018)

retour en arrière se fait par l'inscription de dates (mois et année) en bas de l'écran, accompagnée d'un court texte (exemple deuxième capture : sept/2016 des procureurs du Paraná accusent Lula).

Figure 62 : La chronologie des faits offerte par la télévision (J88, 07/04/2018)



Les deux condamnations sont, en revanche, symbolisées par une même image en toile de fond. Il s'agit d'une image de teinte sombre représentant le mur extérieur d'un bâtiment gris, avec des fenêtres à barreaux rectangulaires et identiques. Sur cette façade, une surface ovale plus éclairée met en lumière une photographie carrée de Lula, incrustée dans un cadre bleu foncé sur lequel est inscrit son nom. Enfin, le sol est jonché de billets de R\$100, la plus grosse coupure dans la gamme de la monnaie brésilienne, s'accumulant surtout au centre de l'image. Les inscriptions des troisième et quatrième cadres rappellent les raisons des deux condamnations (corruption passive et blanchissement d'argent), ainsi que la peine et ses modalités (9 ans et 6 mois de prison ; sans sursis, 12 ans et un mois de prison). Les responsables de ces deux condamnations (Moro et la cour du TRF-4) ne sont mentionnés qu'en voix off, laissant ainsi uniquement le prévenu au centre du message.

En revanche, les autres vignettes représentent des personnages du corps judiciaire, en action : soit au sein de tribunaux, soit lors de conférences de presse. Ces individus, tous des hommes, sont habillés en costume-cravate. Le décor est dans tous les cas une salle disposant de meubles de bureau, le tout dans des tons sobres. Dans les quatre scènes, un microphone figure devant leur visage et leur gestuelle suggère une prise de parole destinée à un public-spectateur. Plus encore, cet « agencement » (Maingueneau 2022, p. 148), c'est-à-dire l'organisation de l'espace où se déroule la communication, favorise un *ethos* institutionnel qui renvoie à l'idée d'un droit légitime à la parole.

En somme, ces éléments sémiotiques réunis apportent de l'importance symbolique à ces personnages à travers la mise en exergue d'un cadre de travail de qualité. La cinquième image en atteste tout particulièrement : nous y voyons un homme assis sur un siège en cuir de couleur beige foncé, et qui porte, sur son costume, une cape noire signifiant une distinction singulière par rapport à ses collègues. Nous comprenons visuellement cette différence, alors même que ces hommes ne sont identifiés que par l'institution qu'ils représentent (procureurs du Paraná, STF, TRF-4) et non nominalement.

Identifier le corps juridique est ainsi un véritable enjeu pour le récit de presse. Même si les membres de la Justice ne sont que des représentants d'une institution, cet exemple permet

d'évaluer l'effort descriptif d'illustrer les procédures de l'affaire comme étant le résultat d'actions provoquées par des personnes bien identifiées. Ce mouvement narratif se déploie chez *Veja* par l'intégration de photographies des juges de l'affaire, souvent suivies de verbatim sélectionnés par le travail journalistique. À l'occasion du jugement de l'affaire en deuxième instance, rendu par un jury de quatre magistrats du TRF-4, les différents membres du collège ont été présentés à *Veja* pour valoriser individuellement leurs avis sur la question (Figure 63).

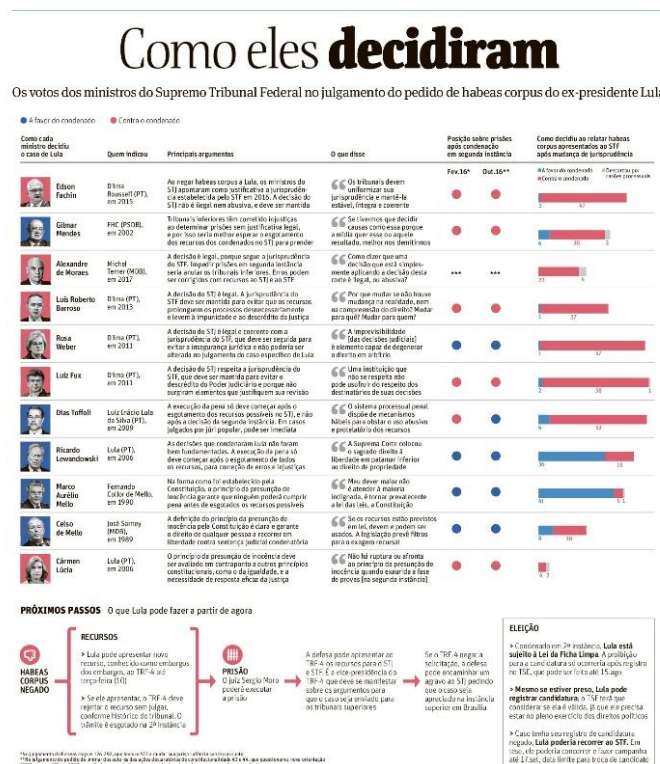
Figure 63 : La condamnation TRF-4 en images (V35, 31/01/2018)



Ces clichés, et les textes qui les accompagnent, soulignent l'intention de résumer la session qui a abouti à l'emprisonnement de Lula à partir de l'action de ces quatre hommes. Les photographies présentées en format carré et en plan poitrine rapproché ont toutes le même fond grisâtre et présentent des figures masculines portant une tenue formelle dont on aperçoit cravate, chemise et veste en tissu noir brillant avec quelques fioritures. Ces personnes sont introduites selon leur rôle pendant l'audience : Mauricio Gerum, procureur, João Pedro Gebran Neto, rapporteur, Leandro Paulson, réviseur et Victor Laus, juge de deuxième instance. Présent également sous chaque photographie, un bref récapitulatif des arguments exprimés par chacun en faveur de la condamnation de l'ancien président. Les arguments de la défense, qui a eu pourtant l'occasion de s'exprimer pendant le jugement, sont absents de ce compte rendu visuel.

Cela nous évoque les recherches de Wrona (2014) pointant la tendance grandissante de la photographie de presse contemporaine à exposer ses nouvelles à partir de récits individuels. Nous observons de fait un certain standard de la représentation du personnel juridique : ils sont souvent seuls et entourés de symboles qui assoient leur rôle institutionnel. Leurs corps deviennent une extension du corps judiciaire, comme une continuité sans accroc entre l'homme et l'institution. Les votes des ministres de la Cour Suprême Brésilienne qui décidaient de l'acceptation d'un *habeas corpus* favorisant Lula, en avril 2018, sont dépeints de cette manière chez FDSP (Figure 64). Le titre de la publication en témoigne d'emblée : « comment ils ont décidé » connote plus l'action de plusieurs individus que celle d'un collectif institutionnel (le titre aurait pu être « comment le STF a décidé », par exemple).

Figure 64 : Présentation du jugement de *l'habeas corpus* à partir de photos (F167, 05/04/2018)



Chaque photographie de ministre est présentée en format carré, avec un fond de couleur respectif à la position prise par chaque individu pendant la session. Ce code couleur spécifique pour désigner les votes adoptés par chacun des magistrats est détaillé en haut de la page : bleu « en faveur du condamné » et rose « contre le condamné ». L'identité de chaque magistrat est donc directement rapprochée de son opinion concernant le recours adressé par la défense de Lula. À côté du nom propre de chacun, le processus politique qui implique la nomination de ces ministres est rappelé dans la section intitulée « qui l'a nommé ». Ce traitement journalistique individuel rapproche plus ces ministres de leur histoire personnelle que de la charge de l'institution qu'ils représentent, de même qu'il inscrit leur présence dans le cadre d'une procédure marquée par l'intervention du pouvoir politique.

Les images sont suivies des « principaux arguments » avancés par chacun complétés par des petites phrases, présentées dans le segment « ce qui a été dit ». Le journal propose encore un rappel des votes de la cour lors de procès équivalents à deux dates précises, février et octobre 2016, et propose au lecteur d'obtenir plus d'informations en bas de page, à partir d'astérisques. Cette exposition de faits passés demande au lecteur un effort pour suppléer les informations manquantes, contredisant en ce sens la tendance journalistique brésilienne à dispenser au maximum à son lectorat les informations de la manière la plus explicite. Le rappel des arguments présentés en amont par la défense se trouve également en bas de page, dans la section intitulée « prochains pas : ce que Lula peut faire maintenant » accompagné d'un encadré complètement à droite où est inscrit : « élections ». Cela vient à l'encontre de la discussion de la sous-partie 7.1 sur l'anticipation : des sauts en avant sont davantage proposés par les médias que des sauts en amont fondés sur des rappels des faits du passé.

Pour reprendre notre argument principal, sur la place accordée à l'individu plutôt qu'à l'institution, il convient d'étudier attentivement le cas de deux ministres, Carmen Lucia et Rosa

Weber, qui incarnent des exemples typiques pour comprendre la mise en évidence du parcours personnel des membres du pouvoir judiciaire. Carmen Lucia présidait à l'époque la Suprême Brésilienne et s'est présentée en public la veille de ce même jugement pour demander que les différences idéologiques ne constituent pas la source d'un désordre social violent, elle-même étant la victime d'une attaque indirecte. En effet, selon le reportage G148 de notre corpus, on a jeté de la peinture rouge sur l'immeuble où elle résidait à Belo Horizonte, à la suite de son vote défavorable à l'habeas corpus de Lula.

Quant à Rosa Weber, elle est la ministre la plus citée et son l'image est la plus présente dans notre corpus de presse. La composition de la une de FDSP, avec une photo de Weber occupant une grande partie de l'espace disponible, en est un bon exemple (Figure 65 ci-après). La photographie met en avant une femme à la tête légèrement inclinée vers l'arrière, aux lèvres pincées et regardant vers le bas. Ce cliché accentue une position de force et de détermination du personnage par sa mise en scène en plan poitrine et un encadrement positionnant le visage dans les deux tiers gauche de l'image. Weber apparaît comme « l'élue », celle qui est désignée pour apporter enfin un dénouement, un aboutissement, à la poursuite judiciaire.

Cette mise en scène incite à lire l'événement non comme une étape rapprochant Lula de la prison, mais comme une question d'ordre juridique majeure, dans laquelle Weber joue un rôle important. Après une observation attentive des reportages traitant des circonstances du vote de Weber, nous constatons que ce qui semble attirer davantage l'attention de la presse n'est pas le contenu du vote de la ministre, mais le fait que sa position n'avait pas été encore partagée publiquement et restait inconnue : « Vote décisif de Rosa Weber : fidèle à l'équilibre, la ministre a maintenu *incognito* son opinion jusqu'à la dernière minute¹⁸⁵ » (V46). Ce vote était tellement inattendu qu'il a déclenché le lancement de feux d'artifice par les opposants de Lula quand il a été proféré (U117). L'horizon d'attente provoqué par le vote de Rosa Weber, prononcé en dernier, peut être lié à l'inconnu des actions qui seraient menées par la population, à la suite du jugement, et dont Carmen Lucia essayait de prévenir la violence.

¹⁸⁵ Voto decisivo Rosa Weber : fiel da balança, a ministra manteve incógnita sua opinião até o último momento

Figure 65 : Rosa Weber : un nouveau rôle pour le personnel juridique, FDSP, 05/04/2018



Plus l'issue d'un aspect du procès est inconnue, plus ce fait est pris en compte par les médias. En effet, il est intéressant de noter que Dias Toffoli a été le seul ministre à changer d'avis par rapport à ses anciennes décisions, lors d'affaires similaires, prononçant finalement un vote en faveur de Lula. Mais même ainsi, sa décision ne fait néanmoins pas l'objet d'un article, ni son visage d'une représentation prédominante. Weber, au contraire, a vu sa décision être très diffusée, voire saluée, par une bonne partie de la presse : « Le vote clé a été celui de la ministre Rosa Weber qui a décidé contre sa conviction [personnelle], en faveur de la stabilité et d'une institutionnalisation des décisions du Tribunal¹⁸⁶ » (F167).

La presse retient aussi la déclaration critique de Gilmar Mendes par rapport à la presse : « il [Gilmar Mendes] a attaqué la presse, en la décrivant comme “oppressive” et “maître-chantagiste” et en citant nominalement le Jornal Nacional, de la chaîne TV Globo, et les journaux Folha de S. Paulo et O Globo¹⁸⁷ » (U114). Le sujet a été également traité par FDSP (F165) qui a rappelé que Mendes a attribué à la presse la responsabilité de manifestations hostiles dont il a été victime lors d'un déplacement à Lisbonne. Selon lui, « les médias

¹⁸⁶ “O voto chave foi o da ministra Rosa Weber, que decidiu contra sua convicção, em favor da estabilidade e institucionalidade das decisões do tribunal”

¹⁸⁷ (...) ele atacou a imprensa, chamando-a de "opressiva" e "chantagista", citando nominalmente o Jornal Nacional, da TV Globo, e os jornais Folha de S. Paulo e O Globo."

stimulent ce genre d'attaque » par la publication de reportages critiques envers le pouvoir judiciaire (le ministre cite plus précisément un texte de FDSP qui rappelait le grand nombre de congés payés dont disposent les ministres du STF).

Cet arsenal argumentatif des ministres, et les choix opérés par la presse pour les mettre en valeur, nous permettent d'affirmer que le sujet du jugement de *l'habeas corpus* dépassait largement le spectre de l'accusation de Lula : il s'agissait d'affirmer la position active du Tribunal dans la résolution de différends agitant la société – qu'ils se manifestent dans les rues ou dans les pages de journaux. Ce discours autolégitimant produit par le pouvoir judiciaire de troisième instance vient renforcer l'argument travaillé dans notre précédente Partie 3, l'idée d'une ample crise institutionnelle entre les pouvoirs incarnée par l'affaire Lula et qui dépasse le seul cadre de ce procès. En effet, la discussion de fond était l'envoi en prison d'un condamné en deuxième instance, même si des recours restent encore possibles, ce qui avait déjà été le sujet d'une délibération acharnée deux ans auparavant. C'est ainsi une *polémique institutionnelle* qui se dessine autour de l'interprétation de la Constitution, plutôt que la simple appréciation de la demande formulée par la défense de da Silva.

Il nous semble pertinent désormais d'analyser particulièrement la présence du juge Sérgio Moro. Contrairement à ce que nous avons envisagé, ce magistrat a une présence davantage prononcée à l'écrit qu'en image au sein de notre corpus de presse. Un exemple : sur FDSP, il est cité nommément dans la couverture de cinq des onze numéros étudiés, sans y apparaître en photographie. Il n'est jamais traité comme image protagoniste des publications, même pas le jour où il énonce sa sentence contre Lula. En réalité, son visage se fait assez rare dans toutes les publications analysées, excepté sur *Veja* à qui il accorde un entretien exclusif (mentionné dans la Partie 3). Plus particulièrement, à la différence d'autres exemples étudiés, Moro n'est jamais montré en position de travail. Nous ne trouvons en effet qu'une seule photographie de Moro dans l'exercice de son métier, justement proposée par le magazine (V48) (nous l'analysons dans le Chapitre 8). Les images utilisées pour évoquer le juge sont celles de ses participations à des conférences, donc hors du cadre institutionnel (J40), ou alors lors de ses déplacements plutôt politiques (Figure 66).

Figure 66 : Une photographie de Moro (U36, 16/03/2016)

POLÍTICA

Moro diz não ver maiores problemas em grampo e mantém conversa no processo



O juiz Sérgio Moro, responsável pela Lava Jato em primeira instância
Imagem: Pedro Ladeira/Folhapress

Cette photographie est utilisée dans le cadre d'une situation où la décision de Moro de rendre publics les appels téléphoniques privés de Lula a été l'objet d'une grande répercussion et, surtout, de critiques majeures à son égard. Cet article revient en effet sur l'argument de l'autorité judiciaire face aux accusations dont il était l'objet : « Moro dit ne pas voir de problèmes majeurs dans le recours aux écoutes téléphoniques et à leurs utilisations comme pièce du procès ». Ce raisonnement qu'il rend public via une ordonnance, document de communication juridique officiel, n'est pas relayé par une conférence de presse ni par une déclaration publique face caméra.

Afin de pouvoir l'identifier visuellement, *UOL* choisit de mettre en valeur le sujet controversé en utilisant une ancienne photo du magistrat. La légende, « le juge Sérgio Moro, responsable de Lava Jato en première instance », confirme une vocation illustrative de cette image, mais la lecture de celle-ci permet d'ajouter une nouvelle couche interprétative. Le contexte de capture du cliché est peu gratifiant pour Moro qui clairement n'a pas pu poser au vu de son attitude, avec la main qui flotte dans l'air, et la position qu'il occupe dans l'espace. La porte entrouverte laisse en effet penser qu'il a été surpris à la sortie d'une réunion, à l'intérieur de l'espace délimité par celle-ci et qui était inaccessible à ce public qui scrute attentivement sa sortie. Son sourire paraissant un peu gêné peut également révéler sa surprise à apercevoir plus d'un objectif, information que nous détenons à partir du cliché, montrant sur la gauche une personne qui prend aussi une photo, qui nous est présentée floue.

Nous avons des informations sur son emplacement au moment du cliché à partir de la lecture du panneau indicatif placé sur la porte, à la hauteur du regard de Moro. Le texte, écrit en blanc, « accès exclusif à Messieurs et Mesdames les sénateur(e)s et fonctionnaires de la commission : Merci de ne pas insister » se lit sur fond bleu. On comprend donc qu'il n'est pas à son bureau à Curitiba, mais plutôt dans un bâtiment public de Brasília, plus précisément au Sénat Fédéral. Sa gêne peut alors venir du fait qu'il n'est pas dans son environnement habituel ou alors du malaise ressenti à être la source d'autant d'attention médiatique. Dans tous les cas, rester à l'écart de la presse, afin de créer l'image d'un juge réservé, contribue à sa stratégie discursive mise au point dans le but de simuler une certaine neutralité (nous faisons ici écho aux résultats de la Partie 3).

La situation dans laquelle cette rare image de Moro est véhiculée est porteuse de sens pour notre problématique générale de thèse : il s'agit d'une polémique, une situation dans laquelle sa légitimité et sa personne sont questionnées. La presse tient alors à mettre en scène la victime des critiques dans une situation gênante, signifiant par effet de redondance avec le texte un état peu confortable, même si cela implique d'utiliser une image d'archive sans grands renseignements. Cela nous rappelle la montée de la médiatisation et de l'identification du procureur Dallagnol à mesure que les critiques à l'égard de son PowerPoint apparaissent (7.2). En d'autres termes : plus on est la cible d'une attaque, plus l'éventualité d'être le protagoniste des photographies de presse augmente. Nous confirmons cet argument par l'exemple d'un autre procureur de la République, faisant partie de ce même groupe de travail de la Lava Jato, qui fait son apparition dans les médias à un moment critique de l'opération (V14).

Figure 67 : La place privilégiée du judiciaire pour défendre sa conduite (V14, 23/03/2016)



Son intervention au sein de cet hebdomadaire vise plus particulièrement à combattre les critiques menées contre l'enquête, position que l'on identifie dès le titre métaphorique de l'article : « personne ne freine l'opération ». Posé fièrement au centre du cliché, l'homme est assis derrière une table de bois avec un ensemble vestimentaire formel : costume complet, cravate, les doigts croisés fermement devant lui. Sans afficher de sourire ni d'expression particulière, son regard fixe l'objectif ; il nous regarde droit dans les yeux, sans détour. À l'arrière-plan, trois drapeaux représentant, de gauche à droite, l'État du Paraná, le Brésil et la Police Fédérale. On devine une fenêtre derrière ces drapeaux, mais la transparence de celle-ci est réduite par un rideau de fin tissu blanc. On devine par ces éléments l'importance du rôle institutionnel de ce personnage. Ce cliché sans légende occupe tout le tiers haut de la page. Pour connaître l'identité de cet homme, il faut lire le chapô : « le chef de police Igor de Paula, un des coordinateurs de la Lava Jato, dit qu'il n'y a plus de place pour “donner une direction aux investigations” ».

Le socle argumentatif ici, celui de défendre l'honneur et l'indépendance de l'opération, est renforcé par la photographie mise en scène de façon à souligner le courage de cet homme, sa fermeté et son sérieux, face aux attaques que subit l'opération qu'il représente. Nous voyons ainsi que les arbitres du procès, à mesure qu'ils sont attaqués dans l'espace public, réagissent en produisant leur propre médiatique du procès. Pour faire rayonner leur position dans la polémique publique, l'affaire est nourrie du contenu fourni par les acteurs du judiciaire.

7.3.2. Fabriquer des contenus pour créer une médiatique du procès

Plus que rendre compte des étapes juridiques mentionnées, illustrer le travail d'enquête et de décision des différentes instances est également une source narrative importante de la presse. Au-delà des images produites par les médias eux-mêmes, certains contenus sont créés par le corps judiciaire, à commencer par les noms choisis pour décrire leurs actions, dans une visée grandement communicationnelle. Les intitulés des différentes phases de l'opération Lava Jato

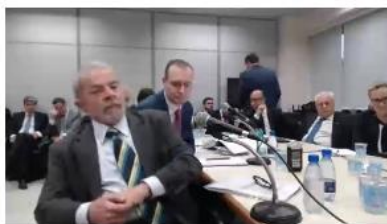
faisaient références explicites à l’imaginaire médiatique de la culture pop afin de rendre le produit des investigations plus attractif. Comme le rappellent Hoffmann et Martino (2017), la 9^{ème} phase de l’opération s’appelait « My Way », en référence à la célèbre chanson de Frank Sinatra, par exemple¹⁸⁸. Selon les auteurs, « dans la mesure où il n’y a aucun élément juridique nécessaire pour la nomination des différentes phases, il est possible d’indiquer que le langage et le code des médias prévalent dans la définition de leurs noms » (p. 155, notre traduction).

Un autre moyen de susciter davantage l’intérêt médiatique, et parfois même de valider leurs actions, est fournir à la presse du matériel inédit à propos de leur travail. L’exemple le plus frappant de cette pratique est la décision de Sérgio Moro de disposer des caméras dans deux angles différents de la salle de jugement de Lula (Figure 68). L’intégralité de sa déposition de cinq heures a été, le jour même, rendue publique. Avant la publication de ce contenu, aucun élément sur des échanges n’était connu. En effet, aucun journaliste n’avait accès au lieu du déroulement de l’action. Ces vidéos apparaissent donc comme une aubaine pour la presse qui a pu finalement, image à l’appui, détailler le contenu des échanges entre Moro et Lula. Comme dans l’exemple de la Figure 68 tirée de G1, chaque vidéo est présentée par un intertitre, suivi d’une liste à points, rappelant par écrit de manière très synthétique les points forts du passage affiché.

Figure 68 : La déposition en vidéo de Lula (G101, 10/05/2017)

Vídeo 2 - Bate-boca

- Quase todo o vídeo tem bate-boca dos advogados do Lula com o Moro. A defesa não concorda com o fato de Moro perguntar sobre a compra de uma cozinha para o sítio.
- O ex-presidente evita responder questões sobre o sítio, porque o caso é analisado em outro processo.
- Lula diz: "O apartamento nunca me foi oferecido antes da data em que eu fui lá ver. E quando eu fui ver eu não gostei."
- O ex-presidente afirma que Léo Pinheiro disse que ia fazer uma proposta sobre o apartamento e "depois nunca mais voltou a falar comigo".
- Lula diz que "todo esse processo é subordinado à Época, ao O Globo, à Veja, à Globo". No vídeo 10, Moro diz que "não é a imprensa que está fazendo este processo".



Depoimento de Lula a Moro - vídeo 2



Depoimento de Lula a Moro - vídeo adicional 2 (ângulo atualizado)

¹⁸⁸ D’autres exemples répertoriés par l’article sont : « ghost buster », en référence au film nord-américain, et « X File », titre d’une fameuse série. Dans l’intitulé des 51 phrases de l’opération, il existe aussi des références à de populaires jeux de société brésiliens et à des personnages fictionnels comme le dragon.

L'ajout de ces différents extraits, restituant intégralement sa prise de parole face au juge, est susceptible d'inviter le lecteur à une expérience individuelle, en naviguant dans ses contenus tel un « personnage de son propre parcours médiatique » (Marion 1997, p. 75). Cette navigation est néanmoins guidée par des thématiques relevées par la presse, illustrées par d'extraits sélectionnés. Dans le cas de *G1*, la déposition est répartie en dix extraits d'environ 30 minutes, auquel le lecteur peut avoir accès en cliquant simplement sur la forme rectangulaire en dessous des textes. Dans la vidéo 2, le caractère litigieux des débats est souligné par la désignation « bate-boca ». Cette expression en portugais brésilien a une connotation très familière, s'approchant de la notion de « s'engueuler » en français. La comparaison des échanges entre défense et accusation avec une discussion sans maîtrise, met en évidence l'existence d'une violence verbale de la rencontre.

Le cadre offert par *G1* n'est pas celui d'une conversation formelle entre acteurs institutionnels, mais bien d'une vive querelle. Notons également que dans le texte qui accompagne les vidéos, les déclarations de Lula sont les plus soulignées, notamment par des guillemets, alors que les questions des accusateurs sont quasi exclusivement reportées en discours indirect. Étant donné la mise en scène obtenue autant par les caméras que par des passages écrits soulignés, nous pouvons identifier que l'objet de cette déposition est avant tout le suspect avec ses arguments. Cela fonctionne en redondance avec les capsules vidéo où la centralité de l'accusé est observée, spécialement dans le premier angle de prise de vue, qui nous permet de voir en détail la gestuelle et le comportement de l'ancien président.

L'image de Lula sur le « banc des accusés » est d'ailleurs celle qui circulera substantiellement dans la presse écrite imprimée, avec une construction de sens différente selon le support concerné, comme nous l'analysons à partir de la Figure 69.

Figure 69 : Les vidéos de la déposition dans la presse imprimée (F109, 11/05/2017, et V28, 17/05/2017)



Dans le premier cas tiré de FDSP, l'accusé et ses arguments sont au centre du reportage intitulé « Lula nie avoir reçu des pots-de-vin de OAS et se dit la cible d'une persécution », alors que pour *Veja* l'enjeu est de souligner la prestation de Sérgio Moro dans la conduite du procès (« La norme Moro »). Le chapô du texte du magazine hebdomadaire omet le fait principal de la scène, la présentation de la défense de Lula, pour broser un portrait flatteur de l'investigation : « Notre Enquête exclusive montre que, contrairement à ce qu'affirme Lula, la sentence contre lui a obéi aux mêmes critères que le juge a adoptés depuis le début au sein

de Lava Jato ». Pour étayer ces arguments divergents, deux angles de prise de vue différents sont utilisés. Dans le premier cas, on choisit d'exploiter le plan le plus rapproché de Lula, alors que le second privilégie la scène en contre-plongée, où l'on voit également Moro. Nous remarquons alors que le contenu produit par les tribunaux n'est pas utilisé sans le filtre de chaque organe de presse, ce cadrage résultant de l'usage souhaité des contenus rendus disponibles et par ailleurs du texte écrit qui vient induire une autre lecture de l'image présentée.

Outre la médiatique de la déposition, nous pouvons aussi évoquer la transmission des prises de décision du corps magistral. Comme dans le cas précédent, ces transmissions étaient effectuées par l'équipe et avec du matériel propre du tribunal et ont ensuite été mises à disposition de la presse. Comme pour la déposition évoquée précédemment, ces captures vidéo sont mises à disposition de la presse, cette fois-ci en direct. Cette façon de procéder a été utilisée pour la discussion au STF autour de l'*habeas corpus* de Lula, déjà évoquée, mais également pour le jugement en deuxième instance en janvier 2018.

Comme pour l'exemple précédent portant sur l'interrogatoire, les vidéos sont découpées pour ensuite être répertoriées et intégrées par thématique au reportage (G136). Contrairement aussi à l'exemple de la rencontre Lula-Moro, ces extraits n'excèdent pas une 1'30", attestant d'un travail d'édition davantage prononcé. Pour la décision en première instance, énoncée uniquement par Moro, aucune vidéo n'est à disposition de la presse. On vit cette décision, indirectement, par la lecture des 238 pages de la sentence prononcée par le magistrat. Ce document devient la source privilégiée pour offrir au public une expérience davantage approfondie de ce verdict à la presse en ligne et à la télévision (Figure 70).

Figure 70 : Quand un document écrit devient support iconographique (G110, 12/07/2017 et J40, 21/09/2016)



Comme nous l'avons mentionné, le document au format pdf comportant l'argumentaire de la décision est inclus dans le texte du reportage, par le biais d'hyperliens qui permettent son téléchargement, dans G1. Une invitation à réaliser cette action est souvent insérée (« Leia a íntegra da sentença », Lisez l'intégralité de la sentence, par exemple). Au-delà de l'accès au document complet, des extraits de la décision sont repris, soulignés et même traduits par le travail journalistique. Les passages retenus par les journalistes sont commentés, sous forme de liste à points, intitulés notamment « le montant du pot-de-vin » et « l'origine du pot-de-vin, selon Moro ». Ces propos sont illustrés par une capture d'écran de quelques paragraphes de

la décision et le développement le plus représentatif du journaliste est systématiquement surligné en jaune.

Les pages de procès deviennent ainsi une photographie, une preuve de l'action du juge, mais également une garantie pour le journaliste qui tient à exposer le point précis du texte officiel sur lequel il s'est appuyé pour construire son reportage. La neutralité que le texte journalistique tente de construire prend appui sur ces textes se caractérisant par la présence d'un locuteur masqué. Les formes de discours fortement contraignantes donnent en effet l'impression que personne ne discourt, mais il existe néanmoins un énonciateur caché qui porte un *ethos* à travers ses manières de parler.

Pour la télévision, média visuel par excellence, l'objectif de rendre visible le rôle de Moro dans la condamnation de l'ancien président se réalise à mesure que le texte écrit devient image. Certaines phrases du texte sont amenées directement sous les yeux du téléspectateur par le biais de « zooms out », à partir de la feuille de papier, comme nous le voyons dans la figure ci-dessous. Les propos tenus par Moro sont rappelés en voix off par le journaliste, pendant que ses mots paraissent sortir de l'écran, comme dans une tentative de faire vivre par le mouvement un document inanimé. La suggestion de mouvement est créée à partir du document dont sont extraites les phrases, qui reste statique en arrière-plan. Toujours en arrière-plan, nous distinguons les codes esthétiques du téléjournal, décryptés auparavant, comme les tuyaux tachés et les liasses de billets. Pour fabriquer une médiatique du procès, les éléments qui le composent deviennent des formes vivantes qui agissent selon un script défini par les journalistes qui organisent l'histoire.

Dans ce même sens, une étape en particulier du déroulé de la poursuite judiciaire a fourni une importante source de contenu pour la presse : les écoutes téléphoniques rendues publiques par Moro. Le 16 mars 2016 se trouve d'ailleurs être le deuxième jour de notre corpus comportant le plus de productions journalistiques, et le seul jour qui a entraîné des publications au sein de différentes rubriques comme « Mundo » (monde) et « Mercado » (marché) chez FDSP, indiquant un large impact de la nouvelle. Ce jour a tellement été ponctué par divers rebondissements que *G1* a résumé les faits en les détaillant par périodes de la journée (matin, après-midi et soir). Pour rappel, le grand impact de la diffusion de ces conversations, totalisant des heures d'audios, s'explique aussi par le fait que, ce même jour, Dilma Rousseff, encore présidente, avait nommé Lula en tant que ministre et qu'une conversation entre eux était parmi les audios rendus publics.

Au-delà des implications politiques de cette décision antérieurement détaillées, ce qui nous intéresse désormais est de comprendre comment ces échanges téléphoniques ont pu être illustrés par la presse, alors que ce mode de communication est dépourvu de moyens audiovisuels. Le recours à la transcription de certains passages reste le plus utilisé, mais d'autres recours esthétiques précis sont mobilisés pour représenter iconographiquement les conversations. La stratégie empruntée par FDSP dans sa publication concernant ce sujet a été d'inclure des photographies rectangulaires, en format portrait, dans le haut de la page et présentant en plan poitrine les interlocuteurs de Lula pendant ces appels (Figure 71).

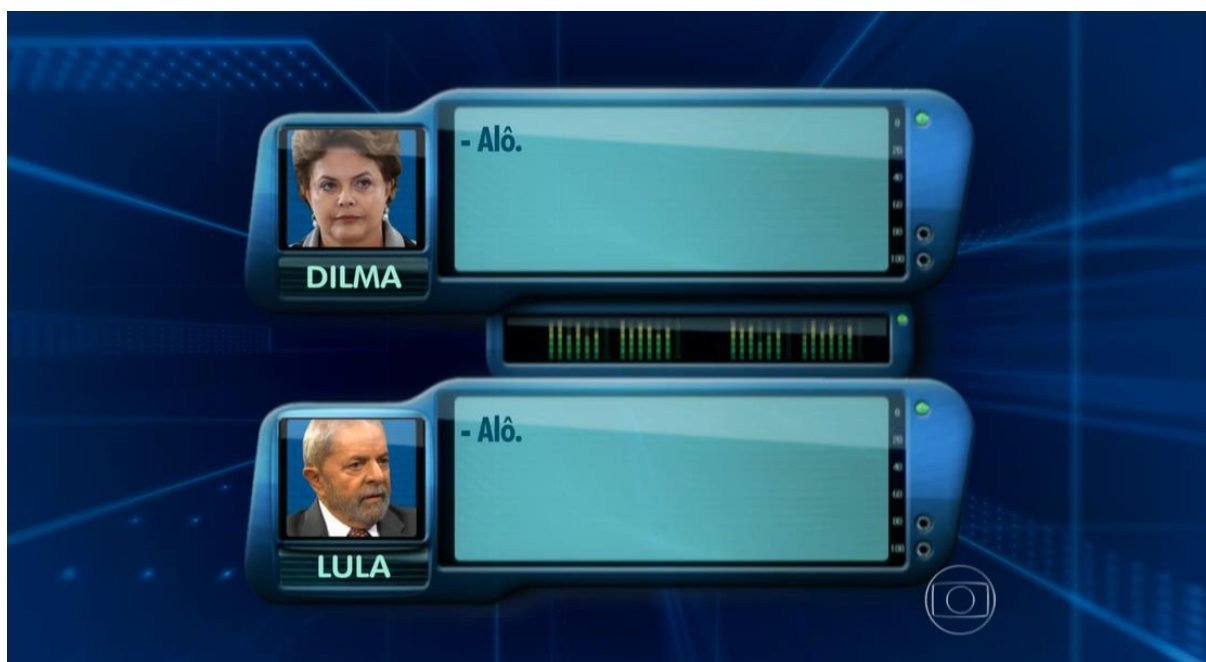
[illegible]

Thais Barbosa de Almeida | Thèse de doctorat | Université de Limoges | 2023
Licence CC BY-NC-ND 3.0

Au-delà des transcriptions, les audios originaux de ces interceptions de communication sont diffusés dans la presse. Chez *G1* les séquences ont été prédécoupées et organisées de manière comparable à celle de FDSP, par des mots-clés faisant référence aux différents dialogues comme « *conversa com Dilma* » (échange avec Dilma) ou encore « *espetáculo* » (spectacle). En plus de prendre connaissance des retranscriptions écrites, le lecteur pouvait cliquer sur une *player* et écouter directement l'échange de Lula avec l'interlocuteur présenté par le texte. Le lecteur intéressé pouvait aussi retrouver l'ensemble des retranscriptions, organisées par ordre temporel de parution, au sein d'un article dont la création avait pour seul but de présenter ces audios (G68).

À la télévision, l'expérience d'accès à ces audios est rendue encore plus immersive par l'ajout de photographies, accompagnées par le texte des retranscriptions dans des boîtes de dialogues, comme exemplifie la figure ci-après. La prise de parole des deux acteurs de l'échange téléphonique apparaît à mesure qu'on lit les échanges et des barres de son au milieu de l'image contribuent à l'impression d'une coïncidence entre le déroulement de l'appel et l'arrivée du son jusqu'au téléspectateur.

Figure 72 : Vivre l'expérience de l'écoute téléphonique (J23, 16/03/2016)



L'enjeu médiatique est donc de simuler une synchronie entre le moment de l'appel, c'est-à-dire de *faire vivre* les échanges téléphoniques. En réalité, le lien commun entre ces exemples semble être l'intention d'inviter l'interlocuteur à prendre part au procès, but qui se retrouve également dans la parodie de transparence informative jouée par les membres du pouvoir judiciaire qui profite d'un espace privilégié. En effet, la diffusion même des audios est la cible d'un soutien par la presse, comme en attestent ces lignes de *Veja* : « Il [Moro] a réagi à la manœuvre sans la froideur qu'il démontrait jusqu'ici et a divulgué tous les éléments de l'enquête contre l'ancien président¹⁸⁹ » (V13). En admettant un changement de tempérament du juge, « sans la froideur », *Veja* admet que l'action n'est pas conventionnelle, mais ne la remet pas en question. Moro lui-même laisse entendre que cette opération n'est pas anodine,

¹⁸⁹ VO : Reagiu à manobra sem a frieza que vinha demonstrando até aqui e divulgou todos os conteúdos das investigações contra o ex-presidente

mais justifie le retrait du secret judiciaire par la défense d'une cause majeure, l'intégrité du système politique : « la démocratie dans une société libre exige que les gouvernés sachent ce que font les gouvernants, même quand ceux-ci cherchent à agir sous la protection de l'ombre¹⁹⁰ » (G72). Un argument qui invite à considérer le fait de fournir du contenu à la presse comme un acte de transparence du corps juridique.

Nous avons déjà abordé la mise en scène de la transparence du pouvoir judiciaire par l'argument d'une simulation de neutralité, que nous avons identifié dans les analyses produites dans la Partie 3. Désormais, un nouvel élément s'ajoute à notre réflexion, celui de la fabrication par le système judiciaire d'éléments à être livrés à la presse pour la promotion et la diffusion du cas. Filmer la déposition de Lula est un exemple clair de ce type d'opération dans l'affaire, car cette pratique est assez novatrice dans la culture brésilienne. Il était commun d'assister en direct à des jugements, mais non à des dépositions, encore moins au le témoignage d'un ancien président de la République.

Cette « mise à nu » de l'enquête nous fait nous interroger sur l'invitation à participer au processus, à plonger le lecteur dans l'expérience presque sensorielle d'accompagner l'enquête, où différentes pistes se croisent et des indices nouveaux apparaissent, comme dans un jeu de Cluedo. À la lumière des éléments présentés jusqu'ici, nous pouvons conclure, en cette fin de chapitre, que l'enjeu pour la presse et pour les enquêteurs était de *rendre visible* le crime. En effet, il est possible d'affirmer que la reconnaissance du sujet de l'affaire et de ses conséquences inclut une construction esthétique. Dans ce but, interviennent la déposition et les écoutes téléphoniques retranscrites, mais également les représentations des faits par divers outils iconographiques, offrant ainsi une expérience sensorielle complète. Cette reconstitution vise à rendre vraisemblables les faits à partir d'une narration se voulant la plus proche possible des actes tels qu'ils se sont déroulés pour s'approcher du récit « factuel ».

Néanmoins, pour pouvoir illustrer les éléments du crime tels que la mise en accusation de l'accusé et son départ en prison, les médias étudiés s'emparent d'un nombre important de dispositifs sémiotiques, participant à la création d'une atmosphère dramatique et reconnaissable dans l'utilisation d'un arsenal culturel propre au pays où se déroulent les faits. La création de cadres textuels et iconographiques par chaque média apporte de fait différentes interprétations de la scène traitée. Nous retrouvons en l'occurrence les mêmes résultats empiriques que Marion (1997), dans le sens où l'affaire s'inscrit dans « la rencontre d'un récit et d'une médiativité » faisant que les textes produits sont indissociables de leur inscription d'une part dans le contexte de production propre aux supports et d'autre part dans la construction sociale qui les entoure. « Lula en prison » devient ainsi une histoire policière matérialisée par des dispositifs visuels et sensoriels, afin de faire vivre au public le résultat des échanges entre personnages, dans un récit mêlant l'idée d'affrontement à la corruption et la construction de la légitimation des instances d'investigation et de la presse.

¹⁹⁰ VO: "A democracia em uma sociedade livre exige que os governados saibam o que fazem os governantes, mesmo quando estes buscam agir protegidos pelas sombras"

Chapitre 8. Se positionner face à des personnages : les pivots de la polémique

Dans ce chapitre sera examinée plus précisément l'utilisation de personnes et de leurs caractéristiques pour façonner l'affaire « Lula en prison » dans les organes de presse et sur Twitter. L'intérêt de cette démarche est double : la présence d'un personnage constitue un facteur déterminant dans la sélection des faits publiés dans la presse (Traquina 2005) et la personnalisation de la querelle est un symptôme courant du discours polémique (Kerbrat-Orecchioni 1980). De fait, la dichotomie de l'affaire traitée se construit dans une dynamique de constructions et déconstructions de l'image de soi et de l'autre.

L'enquête sur les personnages permet alors de prolonger les réflexions menées jusqu'ici autour des argumentaires produits par les parties en conflit, car certains acteurs sont de véritables « pivots » de la polémique. Pour les identifier, nous considérons comme Lits (1997) que « Si la mise en récit est une donnée essentielle dans la transmission de l'information, un de ses traits dominants en sera l'utilisation de personnages » (p. 57). Encore plus que la diffusion de leurs noms et positions sociales, l'ensemble des pratiques narratives journalistiques contribue à la manière d'appréhender les personnes faisant partie de l'affaire et à l'entretien de la polémique qui en découle.

Ce chapitre porte alors le projet de montrer que la polarisation autour de l'incarcération de Lula traduit un état social, une construction incarnée par des imaginaires sociaux autour de personnages mis en avant par une médiation effectuée sous l'intérêt de groupes ou d'individus. Nous menons cette analyse à partir d'un mouvement de « dénaturalisation », prôné par Barthes, c'est-à-dire l'exposition du processus de construction de sens. L'objectif fixé est donc d'identifier les *processus de personnalisation qui favorisent le discours polémique*.

Le recensement global des personnages peuplant le récit de l'affaire Lula dans la presse et sur Twitter constitue notre première analyse. Elle nous amène à identifier une liste distincte de personnes citées dans les médias traditionnels et dans la plateforme numérique, conduisant pourtant à une même dynamique d'opposition entre deux protagonistes qui ancrent le récit dans le flux médiatique. Ces résultats nous engagent, en deuxième lieu, à mettre en évidence le rôle de Lula comme protagoniste de la dynamique polémique de l'histoire. Nous interrogeons notamment l'emploi des éléments de son parcours personnel et politique en tant que base argumentative des parties en dispute.

8.1. Qui sont les personnages de l'affaire « Lula en prison » ?

Le récit informationnel, véritable « théâtre de l'action » selon Arquembourg (2005), met en scène de manière polyphonique les différents acteurs sociaux. Cette organisation n'est néanmoins pas anarchique, un des traits dominants de la mise en récit de l'information étant la construction d'une histoire autour de figures précises, inspirées ou non du réel, qui constituent des structures archétypales assez semblables à celles de la littérature (Lits 1997). Nous proposons ainsi d'interroger la distribution de ces figures dans l'enchaînement de la séquence narrative proposé par la presse et par Twitter dans la perspective de répondre à ces questions : quels sont, de fait, les personnages choisis pour raconter l'histoire ? Quels imaginaires sont conviés pour la construction de leurs identités ? Quelles caractéristiques sont choisies pour les présenter ?

Pour répondre à ces questions, nous convoquons Voirol (2005), selon qui « un récit inventant à lui seul tous les types de personnage et d'action sans s'appuyer implicitement sur un savoir

d'arrière-plan serait proprement inenvisageable, tant la gamme des éléments à expliciter et à rendre intelligible dans le cours de la narration serait inépuisable » (p. 58). L'auteur poursuit en ce sens en affirmant que le « processus d'interprétation de récits » suppose « une aptitude pratique à identifier immédiatement des rôles, des figures, des personnages selon leurs caractéristiques morales et sociales (genre, groupe social, classe sociale, etc.) » (p. 56). Pour cette raison, les choix opérés sur le réel afin d'en tirer un système narratif cohérent et s'inscrivant dans un substrat polémique sont l'objet de notre réflexion. À ce titre, la division dramatique entre les personnages du récit romancé (entre bandits, méchants et gentils) est également un sujet d'intérêt majeur de ce sous-chapitre. En réalité, nous constatons que l'interprétation des traits de certaines personnes fait partie des arguments susceptibles d'être mis en avant dans la querelle polémique. La structure argumentative de la polarisation est donc matérialisée par la dynamique des personnages de l'affaire « Lula en prison », à commencer par la sélection des personnes qui participent à l'histoire.

8.1.1. Lula, Moro, Dilma, Aécio, Marisa, Gilmar, Bolsonaro : le profil des personnages de l'affaire

Le profil des personnages au cœur du récit traitant de l'envoi de Lula en prison peut être d'abord identifié suivant une approche quantitative. En effet, nous avons sélectionné les noms propres¹⁹¹ de l'ensemble des textes de presse et de Twitter afin de mesurer par occurrence simple le nombre de citations concernant les différentes personnes. Dans le but de comparer la narration de la presse hautement spécialisée et l'écriture des usagers de Twitter, majoritairement non familiers des codes de la narration journalistique, les résultats sont exposés séparément (Tableau 8).

Même si nous ne pouvons pas comparer numériquement les chiffres des deux tableaux, le volume de tweets étant largement supérieur à celui des publications de presse, des conclusions à propos de la position et de la présence de certaines personnes dans les listes peuvent être tirées. Ces chiffres nous apprennent d'abord que « Lula » arrive en tête dans les deux cas, résultat attendu car notre corpus a été sélectionné à partir des occurrences de son nom. Sans surprise également apparaissent Sergio Moro et Dilma Rousseff dans les premières places du classement, dans les deux cas. En revanche, par sa deuxième position dans la presse, « Sergio Moro », est, avec Lula, le protagoniste de la version de l'affaire racontée dans les pages des journaux. Le plus grand nombre de citations de « Dilma » sur Twitter nous indique un plus grand rapprochement entre la procédure d'empêchement de l'ancienne présidente et le procès dans lequel Lula était impliqué, dans les discussions en terrain numérique.

¹⁹¹ Note méthodologique : nous avons déterminé l'occurrence des noms propres principalement à partir de la classification offerte par le logiciel qui assiste à notre recherche, Iramuteq. Certaines « erreurs » du logiciel ont été identifiées par la lecture attentive des résultats. La version du Tableau 1 que nous présentons a pris donc en compte ces révisions.

Tableau 8 : Citations des noms propres tout au long du récit : une comparaison entre presse et Twitter

Presse			Twitter		
	nom	occurrences		nom propre	occurrences
1	lula	6028	1	lula	1061340
2	sérgio moro	1576	2	dilma	83613
3	dilma	1343	3	aécio	14619
4	oas	673	4	moro	13955
5	marisa	231	5	temer	12655
6	léo	141	6	marisa	10195
7	rosa	119	7	bolsonaro	8767
8	gilmar	102	8	gilmar	7791
9	gebran	102	9	cunha	6281
10	michel temer	98	10	fhc	3930
11	marco	97	11	paulo	3221
12	jaques	97	12	renan	3167
13	okamoto	87	13	marco	2778
14	aécio	86	14	gleisi	2584
15	delcídio	77	15	wagner	2522
16	fachin	73	16	eduardo	2467
17	teixeira	71	17	oas	2992
18	dallagnol	69	18	lindbergh farias	2030
19	paulsen	63	19	fachin	1953
20	cristiano	63	20	mandela	1863

Une divergence majeure se trouve dans la troisième place occupée par Aécio (Neves) sur Twitter, alors qu'il n'est répertorié qu'en 14^e position dans la liste de la presse. Ce politicien du PSDB, qui a disputé le deuxième tour des élections présidentielles brésiliennes en 2014, s'établit comme un opposant féroce au PT. Une transformation de son image sur le terrain politique se produit dès qu'il a été la cible d'un procès au sein de Lava Jato¹⁹². À mesure que ce procès gagne en visibilité publique, il intègre le rang des politiciens malhonnêtes dont fait partie aussi Michel Temer (PMDB).

Occupant le poste de président de la République depuis août 2016, par suite de la destitution de Rousseff, Temer apparaît en dixième position dans le tableau de presse et en cinquième place dans le tableau de Twitter. Il est cité notamment dans les publications qui critiquent son projet de réforme de la législation du travail, acceptée par le Congrès peu avant la condamnation en deuxième instance de Lula en janvier 2018. En effet, ce projet de loi est dépeint comme une régression rendue possible par l'écartement du PT du pouvoir. Comme Neves, il est aussi grandement cité à l'issue de la première condamnation de Lula, le 12 juillet

¹⁹² L'autorisation d'ouverture d'un premier procès contre Neves date du 12/05/2016. L'accusation traite, entre autres, des irrégularités présumées dans l'entreprise d'État Furnas dénoncées par Delcídio do Amaral.

2017¹⁹³. Même s'ils affichent des parcours distincts et viennent de partis différents, Temer et Neves sont évoqués comme hommes politiques corrompus, pour qui une enquête aurait dû être ouverte, qui aurait même pu les mener en prison, à la place ou avec da Silva. Si les discussions convergent vers l'idée d'une culpabilité de Neves et de Temer, parfois même supérieure à celle de Lula, nous retrouvons des raisonnements distincts dans notre étude de l'échantillon présenté dans la Figure 73.

Figure 73 : Discussions autour d'Aécio Neves et Michel Temer sur Twitter, 13/07/2017



Nous constatons en (A) l'argument d'une différence du traitement attribué à Aécio par rapport à Lula, alors qu'il existerait des preuves concrètes à l'égard du premier : « Aécio : acquitté avec preuves ! Papa Lula : condamné sans preuves ! #LulaInnocent ». La notion du manque de raisons suffisantes pour incriminer l'ancien occupant du Palais du Planalto, point prédominant de l'argumentaire des soutiens du PT, est ici couplée avec l'idée qu'Aécio Neves est sorti indemne d'un procès dans lequel sa culpabilité aurait été bel et bien démontrée. L'incohérence de la Justice, pointée du doigt par ce citoyen dans cet exemple, renforce la thèse d'une persécution envers ce leader qu'il considère comme un membre de sa famille (« papa Lula »).

L'exemple du politicien du PSDB est ainsi évoqué pour mettre en évidence une sélectivité en (A), alors qu'en (B) l'usager ne semble pas en désaccord avec la condamnation du politicien du PT : « "Lula est reconnu coupable de..." D'accord, d'accord, mais quand viendra le temps d'Aécio ? ». Ici, l'inculpation de l'ancien président n'est pas remise en question, mais plutôt prise en exemple pour demander une action punitive contre Neves. Il exprime ainsi une seule attente : des conséquences semblables doivent être appliquées au leader du PSDB. Ce type d'argumentaire abonde en effet sur Twitter : imaginer un large éventail de politiciens subissant en Justice les mêmes tourments que Lula enchante une partie considérable des utilisateurs, indépendamment d'ailleurs de leur position face au procès de Lula.

Citer d'autres hommes et femmes politiques dans ses publications constitue aussi une manière d'engendrer des ripostes. De nos observations sur ce terrain de disputes, il ressort que la mention d'autres hommes politiques fait grandement réagir. Lorsque des politiciens sont

¹⁹³ Note méthodologique : nous arrivons à établir l'occurrence de chaque nom propre par date à partir d'une fonction statistique présente sur Iramutec (graphes - AFC)

nommés dans un *tweet*, le nombre de « réponses » tend à augmenter. L'échange visible en (C) constitue un exemple intéressant. En réponse à une publication sur Twitter de Veja informant de la condamnation en première instance de Lula, un premier utilisateur commente : « L'électeur d'Aécio est euphorique aujourd'hui. La corruption n'a jamais été un problème pour vous, la bonne nouvelle est que c'est de plus en plus clair ». À ce texte provocant, une personne riposte : « Aécio ? Je veux qu'il soit ARRÊTÉ AVEC LULA ET TEMER ET DILMA ! Qui défend un VOLEUR, C'EST TOI ! JE DÉFENDS LA POLICE ! ».

Cet échange atteste d'un déploiement particulier de la polémique quand elle se répand dans le support Twitter. La provocation intervient à partir de la désignation d'une personne idéalisée : « l'électeur d'Aécio ». Les personnes s'identifiant comme partie de ce groupe n'ont aucune obligation à réagir à cette interpellation indirecte. Ainsi, on ignore si la production engendrera une réaction, si une personne se sentira attaquée, puisqu'aucun nom propre, au-delà de celui du politicien, n'est indiqué. Autrement dit, on s'engage dans la polémique de bon gré, sans avoir été désigné explicitement par l'attaquant et sans obligation de défendre une réputation personnelle.

S'il y a réponse, les différends sont débattus par des personnes qui n'ont pas connaissance de l'identité d'autrui, si ce n'est celle exprimée numériquement. En effet, la réaction passionnelle du répondant nous amène à supposer qu'il est concerné par l'accusation formulée, c'est-à-dire qu'il est un ancien soutien d'Aécio. Il n'est pas possible de savoir réellement s'il a voté en faveur de cet homme politique en 2014. Même sans être interpellé directement, cette personne révèle son identité pour témoigner de son changement de position : il souhaite désormais voir en prison autant Aécio que Lula, autant Dilma que Temer.

Le retournement d'opinion de ceux qui avaient tendance à voter pour le parti de centre-droite PSDB est très présent sur Twitter. Il témoigne de la réaction négative construite à l'égard de toute la classe politique, portant préjudice aux partis les plus ancrés dans le paysage politique et aux politiciens les plus connus. Sur la plateforme socio-numérique, les noms des acteurs ayant exercé d'importantes fonctions publiques ou ayant participé à des scrutins présidentiels sont plus présents que dans la presse. Au-delà des exemples déjà travaillés d'Aécio et Temer, font partie de la liste : Cunha (à l'époque président de la Chambre des Députés), fhc (Fernando Henrique Cardoso, ancien président du Brésil) et Renan (Calheiros, à l'époque président du Sénat). La mention de leurs noms n'a majoritairement qu'un même objectif : comparer leur situation avec celle de Lula pour demander qu'un traitement analogue leur soit appliqué. Le sentiment d'une corruption politique généralisée est construit à partir des visages les plus traditionnels de la politique institutionnelle du Brésil. La production iconographique suivante exprime en partie cette demande de justice (Figure 74).

Figure 74 : Exemple de citation de politiciens sur Twitter, 13/07/2017



Ce *tweet* et la réponse qu'il engendre est un échantillon des critiques récurrentes sur Twitter à propos de la classe politique brésilienne traditionnelle qui prospère également parmi les soutiens de Lula. La publication de départ présente ce texte : « Temer protégé, Aécio acquitté, Lula condamné par conviction et le peuple silencieux redevenu esclave ». L'écrit souligne que le citoyen commun serait le premier concerné par une certaine partialité juridique, dont la conséquence serait de porter au poste de leader politique une personne contraire aux intérêts de la population. Il fait ici notamment référence aux actions de Temer au siège de la Présidence de la République, et fait valoir une différence entre ces politiciens et Lula, qui serait innocent.

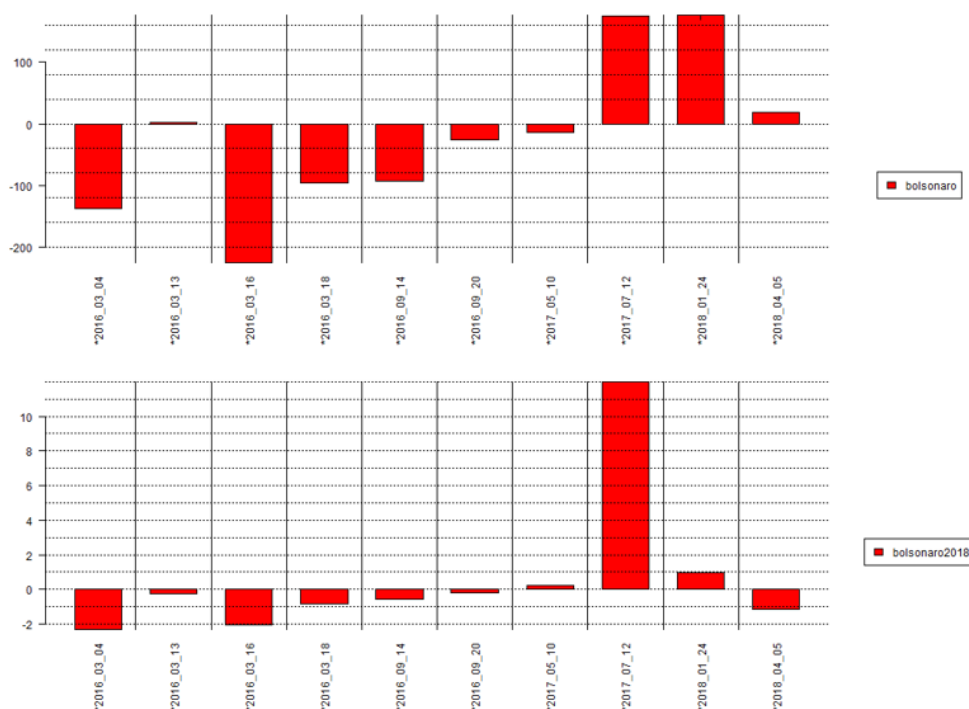
Cet argument est élargi par la réponse reçue en image, un montage photo où l'on observe quatre grands chefs de file du PSDB qui ont autrefois présenté leurs candidatures aux élections présidentielles : Geraldo Alckmin, José Serra, Fernando Henrique Cardoso et Aécio Neves (de gauche à droite). Leur regard est posé directement vers le spectateur du message, comme si ces clichés avaient été tirés effectivement d'un contexte de campagne électorale. Ces photographies ne les présentent pas du tout sous un jour défavorable, ce qui contraste avec le texte en blanc inscrit en haut de l'image : « Les bandits de compagnie du judiciaire : il existe des preuves, il existe de la conviction, mais il manque du caractère ». Ce dernier mot évoquant en portugais brésilien la notion de « moralité », nous notons que la relation entre image et texte produit une extension de la thèse présentée par le *tweet* original. En effet, il est

ainsi exprimé que l'action judiciaire contre Lula serait injustement ciblée, du fait d'une complicité entre les véritables coupables et les agents de la Justice semblable à celle que l'on peut entretenir avec des animaux de compagnie. La critique adressée au système judiciaire signale donc une forme de partialité de jugement des affaires de corruption qui épargne vicieusement les grands noms du parti de centre-droite.

Historiquement opposés au PT, le PSDB et ses représentants subissent un réquisitoire sévère dans de nombreuses publications. Le point d'orgue de ce paradoxe s'exprime lors du scrutin de 2018 où le PSDB compte moins de 5% des voix, son pire score depuis la redémocratisation brésilienne. Contrairement à ce qui pourrait être attendu, ce parti ne gagne pas, en effet, en popularité au cours du procès menant Lula en prison. Au contraire, la culpabilité de ses leaders est comparée à celle de l'ancien président, même par ceux qui soutiennent l'incarcération de Lula. Les soutiens et détracteurs de Lula semblent d'accord avec l'existence d'une classe politique également « corrompue » qu'il faudrait anéantir, le seul écart dans cette unanimité étant la place de Lula dans ce processus.

Si le jugement de Lula devient ainsi le jugement de tout l'échiquier politique, une exception est observée : Jair Bolsonaro. « Bolsonaro » occupe la septième place de notre liste Twitter, alors que la presse n'en fait pas autant mention. Député de 1991 à 2018, il a occupé pendant sept mandats un siège au parlement fédéral de Brasília après un passage de deux ans au conseil municipal de Rio de Janeiro. Même ainsi, il n'est pas identifié comme un homme politique dit « traditionnel », notamment par ses soutiens. Pour ce cas particulier, il nous a paru pertinent de proposer le graphe suivant qui illustre, à partir de calculs statistiques, les moments où son patronyme circule le plus sur Twitter (Figure 75).

Figure 75 : Les citations de « Bolsonaro » et de « Bolsonaro 2018 » sur Twitter par date



De ces dates, nous pouvons tirer la conclusion suivante : à mesure que l'incarcération de Lula devient une réalité, l'apparition du terme « Bolsonaro » au cœur des discussions gagne en expansion. La représentation graphique en haut de la Figure 75 témoigne d'un plus grand nombre de mentions concernant l'ancien député le 12 juillet 2017, et surtout le 24 janvier 2018, dates des condamnations en première et deuxième instance de Lula. Une forme de soutien à cet homme politique est également organisée par le biais du hashtag « Bolsonaro2018 », faisant mention à sa possible candidature au Palais du Planalto. En outre, l'observation du graphique du bas nous apprend qu'une circulation accrue de ce mot-croisillon intervient quand la décision de Sergio Moro confirmant l'inculpation de Lula devient publique.

Nous pouvons ainsi dire que, même si l'annonce de sa candidature officielle n'interviendra qu'au 5 janvier 2018, la possible accession au pouvoir de Bolsonaro est défendue vivement sur Twitter dès juillet 2017. Nos observations attestent effectivement d'une organisation active autour de l'éventualité de sa candidature, proportionnelle à la progression des étapes où l'emprisonnement de Lula semble devenir une réalité. Une opposition claire entre Lula et Bolsonaro se confirmera lors du scrutin de 2018. Nous ne développerons pas en détail le parcours de Bolsonaro jusqu'à la présidence de la République, car cela signifierait dévier de notre corpus. En revanche, l'échantillon de tweets suivant offre un aperçu de la genèse de cet antagonisme (Figure 76).

Figure 76 : Tweets faisant mention de « Bolsonaro » lors des condamnations de Lula, 24/01/2018 et 12 /07/2017



Les commentaires des soutiens de Bolsonaro sur le réseau présentent souvent une même base argumentative, soutenue par un effet de cause et de conséquence : la condamnation de Lula ouvre la voie électorale à Bolsonaro. L'exemple (A) en témoigne : « LULA EMPRISONNE ? AHAUHAUA BOLSONARO 2018 EST DÉJÀ UNE RÉALITÉ AAAAAA JE

SUIS CONTENT ». L'écriture en majuscule, que nous conservons dans la traduction, donne le ton joyeux de ce message. Le sentiment de joie que le locuteur tente d'exprimer par cette mise en forme est précisé en fin de publication par la phrase « je suis content ». Cet état d'esprit est confirmé par l'emploi des lettres H, U et A qui se suivent anarchiquement signifiant, dans l'environnement numérique brésilien, le son d'un ricanement. La raison d'une telle célébration est la réalisation d'un double souhait rendu possible par l'action de Moro : voir Lula privé de liberté et Bolsonaro au pouvoir.

Ses potentiels électeurs chantent la victoire avant l'heure également lors de l'annonce du résultat du jugement en deuxième instance à Porto Alegre, en janvier 2018. Dans le *tweet* (B) on lit : « C'EST FINI ! La vie politique du plus grand criminel politique de l'histoire, c'est fini. La prison est déjà programmée, Lula. Il tiendra compagnie à Sérgio Cabral et Eduardo Cunha. Aécio Neves, Dilma, Renan Calheiros, Collor, Sarney et d'autres qui y arriveront. #Bolsonaro2018 #TRF4 #LulaEnPrison ». La notion de l'achèvement de la carrière politique de da Silva, exprimée doublement dans ce *tweet*, est accompagnée du souhait de voir aussi en prison un bon nombre de politiciens, de différents partis et époques, qu'il liste dans sa publication. L'emprisonnement de Lula viendrait donc éliminer tout un groupe de politiciens qui poserait un problème à l'ascension de Bolsonaro. Même si Bolsonaro a occupé des postes aux côtés de certaines personnes mentionnées, il est considéré ici comme une figure intègre de la politique traditionnelle.

Cela n'empêche pas l'apparition de productions négatives à son égard, surtout à l'approche du scrutin de 2018 où la promotion de sa candidature est accompagnée de critiques envers Bolsonaro et ses soutiens. La crainte de son arrivée au pouvoir est lue par exemple en (C) : « Mon Dieu, si Lula est arrêté, Bolsonaro a de grandes chances de gagner, protège ce Brésil, mon père ». Faisant appel à une entité divine (« mon dieu » et « mon père »), cet usager manifeste son désespoir face à la possible victoire de Bolsonaro qu'il considère comme fortement envisageable. Cette éventualité le place dans un état de tristesse qu'il souligne par une image animée (GIF) où l'on voit un personnage du dessin animé « Bob l'éponge » en larmes. Face à l'impossibilité de s'exprimer avec sa propre gestuelle, il extériorise ainsi son émotion, grâce à la possibilité offerte par la plateforme d'ajouter des images animées. Comme pour le premier exemple (A), l'inscription graphique d'un son comique (« AHAUHAUA »), cette façon de s'exprimer utilise les codes propres à cette communauté discursive. L'interprétation de l'inscription scripto-iconographique, pour reprendre à nouveau le terme de Marion (1997), est donc inféodée aux *affordances* et à la culture en usage dans la plateforme numérique.

Nous observons un autre mécanisme discursif à travers les mentions de l'ancienne épouse décédée de Lula, Marisa. La citation de ce nom apparaît dans les cinq premières positions dans les textes de presse et de Twitter (Tableau 8). Sa forte présence dans le contenu journalistique provient de sa situation comme pièce clé de la déposition de Lula (Chapitre 7) et également des accusations du MPF en septembre 2016. À cette occasion, Marisa devient l'objet de recherches par l'équipe d'enquêteurs, et accède au statut d'accusée au même rang d'importance que Lula dans les titres de presse : « Lava Jato demande le blocage de R\$ 87 millions de Lula, Marisa et six autres accusés » (U54), « MP dénonce Lula, Marisa et 6 autres pour corruption et blanchiment d'argent » (J38), entre autres. L'organisation des unités linguistiques de ces intitulés suppose que ces « autres » ne sont pas autant impliqués dans le schéma de corruption que Lula et Marisa. La présence de Marisa dans le procès encourage également la presse, notamment *UOL*, à mettre l'accent sur le pathétique de cette situation.

La réaction rageuse de Lula à l'accusation formulée par les procureurs (« L'inclusion de Marisa Leticia dans la plainte du MPF met Lula en colère » [U54]) est autant présente que le commentaire de Moro lors de la publication de son verdict déplorant la présence de la compagne de da Silva dans l'affaire (« En document, Moro rappelle que Lula est la cible d'autres enquêtes et regrette l'implication de Marisa » [U61]).

En corrélation avec le récit de presse, les usagers de Twitter faisant mention de Marisa apportent leurs appréciations quant à sa présence dans l'affaire, principalement le 14 septembre 2016. L'effet miroir qu'il peut exister entre le discours de presse et de Twitter est ici ressenti, car les publications traitant de ce sujet prennent largement appui sur le contenu des accusations tel qu'il a été présenté par les journalistes. Les structures argumentatives prédominantes dans la plateforme numérique à propos de Marisa sont synthétisées dans les exemples de la Figure 77.

Figure 77: Marisa, quelle culpabilité ?, tweets du 14/09/2016



Le *tweet* (A) célèbre l'implication de la femme de Lula dans l'affaire : « MPF ACCUSE LULA ET MARISA. LE COUPLE SERA ARRÊTÉ ENSEMBLE ». La possibilité de l'emprisonnement concomitant des deux accusés réjouit l'auteur de la publication, sentiment identifié dans l'ironie qu'amène le dernier mot « juntinho ». Traduit simplement comme « ensemble » par manque d'équivalent plus exact en français, ce terme est composé de l'adjectif « junto » et du suffixe diminutif « -inho » qui sert dans la langue courante brésilienne pour désigner la petite taille d'un objet ou alors, comme c'est le cas ici, pour exprimer une forme d'attachement positif à une chose ou à une personne.

La construction du mot va dans le sens opposé du soutien à la mise en prison du couple, le sarcasme de son propos enrichissant ici la polémique de l'énoncé. Le sens du *tweet* est complété par le lien, qui accompagne le texte, vers une vidéo YouTube de Joice Hasselmann. Cette journaliste se positionne alors à droite du spectre politique et dispose d'une grande

réputation dans le réseau Twitter, du fait notamment de ses commentaires ouvertement négatifs envers les représentants du PT. La vidéo d'Hasselmann porte comme titre exact le texte de la publication que nous venons d'analyser. Cette reprise linguistique est pour nous l'illustration du pouvoir d'influence des idées de certains acteurs du réseau, notamment de ceux qui disposent d'une autorité venue de leur position hors ligne. Les hommes et les femmes politiques ainsi que les journalistes en sont les principaux bénéficiaires.

Le groupe qui ne souscrit pas au contenu de l'accusation impliquant Marisa prétend pour sa défense qu'elle est une victime collatérale d'un projet visant à fragiliser personnellement Lula et à lui porter préjudice. Nous en lisons une illustration en (B) : « Regardez quelle cruauté : ils n'impliquent Madame Marisa que pour affaiblir Lula. Rénovation d'un triplex qui n'appartient même pas à Lula ». Dans ce texte, la teneur de l'accusation est contredite par l'argument que Lula n'est pas le propriétaire de l'appartement de trois étages. L'introduction de Marisa dans un procès manipulé ne serait, selon l'auteur, qu'une atteinte « cruelle » visant à rendre Lula fragile émotionnellement. Cela produit l'image d'un homme aimant et profondément sensible aux actions menées contre sa femme – c'est d'ailleurs le seul moment durant la polémique où sa vulnérabilité est présentée comme un argument mis en évidence pour le défendre.

Plus que compagne de Lula, le locuteur considère Marisa comme une figure d'importance par l'emploi de l'appellation, d'ailleurs très présente dans notre corpus, « Dona Marisa ». C'est le seul nom de personnage de l'affaire qui vient quasi systématiquement accompagné, y compris dans la presse, de cette marque de respectabilité. Cela rappelle son rôle en tant qu'ancienne première dame. Le terme « Dona », en effet, connote une reconnaissance dispensée à des femmes de haute importance sociale ou financière, ou encore d'un certain âge. Cette forme de dignité s'inscrit dans la lignée de l'image positive que Lula construit de Marisa à travers ses discours, du début à la fin de l'affaire. En s'appuyant notamment sur son passé de travailleuse précaire, il soutient d'abord la dignité de son épouse : « Alors qu'aucun de ceux qui étaient chez moi ne travaillait, à 11 ans Marisa était déjà femme de ménage. Je pense qu'elle mériterait du respect¹⁹⁴ » (U1, 04/03/2016). Plus tard, les enquêtes envers Marisa furent désignées par l'ancien président comme la raison de la mort de sa femme. Il affirme que son décès, officiellement un AVC, serait dû au stress provoqué par les investigations : « Ce n'est pas facile ce que Marisa a souffert. Et je veux dire que la mort anticipée de Marisa est le résultat de l'attitude vilaine que la presse et le MPF ont eu contre elle¹⁹⁵ » (U129, 07/04/2018).

Contrairement à l'attention dont Marisa fait l'objet, la présence des « six autres » accusés du procès est moindre sur le réseau social, particulièrement si elle est comparée au tableau de la presse. Dans les médias traditionnels, Léo (Pinheiro, ancien président de l'OAS) et (Paulo) Okamoto (ancien président de l'Institut Lula) voient leur nom paraître dans les textes de presse (6^e et 13^e positions dans le tableau). Ils ne sont en revanche présents que dans les nouvelles qui diffusent la liste complète des accusés et n'ont pas de production particulière à leur égard. Sur Twitter, le nom du principal corrupteur, Léo Pinheiro, n'est pas numériquement pertinent. L'entreprise qu'il dirigeait, OAS, est en fin de liste, en 17^e position. Nous constatons ainsi que l'histoire racontée par Twitter perd encore plus de vue le rôle des facilitateurs de la

¹⁹⁴ VO : “Enquanto nenhum desses que foram na minha casa trabalhavam, com 11 anos a Marisa já era empregada doméstica. Eu acho que ela merecia respeito”

¹⁹⁵ VO : “ Não é fácil o que sofreu a Marisa. E quero dizer que a antecipação da morte da Marisa foi resultado da safadeza que a imprensa e o MPF fizeram contra ela”

corruption. Les acteurs du privé sont de fait protégés derrière la façade de l'entreprise, qui absorbe le choc à l'image de ses dirigeants.

De fait, notre analyse rend compte que des personnages politiques sont mis en avant au détriment de personnages du pouvoir économique, tout particulièrement sur Twitter. Un exemple de personnification politique des affaires de corruption est donné par l'étude de réception de Barros e Fabbro (1998) sur le cas de corruption se déroulant en avril 1997 au Brésil, plus précisément à São Paulo, communément appelé « Escândalo dos precatórios » (en français, scandales des dettes de l'administration). Les auteurs arrivent à la conclusion d'une plus grande familiarité du public avec la notion des « precatórios », qui n'est pas un mot anodin, à-mesure que les scandales étaient publiés dans la presse. La définition exacte du terme était moins retenue que l'association entre ce terme et le nom de l'ancien maire de la ville Celso Pitta. Quelques années plus tard, Nunomura (2012) enquête sur ce même sujet à partir de l'exemple du « mensalão » (en français, scandale des mensualités) et arrive à la conclusion que la présence d'un personnage-clef devient un critère pour la publication ou non d'une nouvelle portant sur ce scandale. Notons que ces affaires, tout comme l'affaire Triplex, sont davantage incarnées par des personnages du monde politique.

En contrepartie, la présence significative d'acteurs du pouvoir judiciaire est constatée, spécialement les magistrats, aussi bien dans les textes journalistiques que ceux de Twitter. Dans la liste de presse, nous avons : le juge de première instance Sérgio Moro, les juges du TRF-4 (João Pedro) Gebran et (Leandro) Paulsen, le procureur de la République (Deltan) Dallagnol, l'avocat de Lula, Cristiano (Zanin) et les ministres du STF, Rosa (Weber), Gilmar (Mendes), Marco (Auréli) et (Edson) Fachin. Sur Twitter, seuls les magistrats de première et dernière instance (Sérgio Moro, Gilmar Mendes, Marco Aurélio et Edson Fachin) sont mentionnés à de nombreuses reprises. Cela témoigne pour nous du fait d'une couverture de presse très institutionnelle et proche du pouvoir judiciaire en contraste à une discussion sur Twitter plus circonscrite autour de la politique et ses agents.

L'absence de Deltan Dallagnol dans la liste de noms les plus cités sur Twitter, alors que ses actions occupent grandement les contenus de presse, nous a particulièrement interpellée. Nous avons fini par constater que le responsable de l'équipe d'accusateurs et l'auteur de la fameuse présentation du PowerPoint fournissent un nombre d'argumentaires qui circulent sur le réseau, même sans être cité directement. Au-delà du détournement du diaporama que nous avons déjà mentionné, la conférence de presse de Dallagnol donne naissance au hashtag #MasTenhoConvicção (#MaisJ'aiConviction) qui constitue la base de l'argumentation de défense de Lula jusqu'à la fin du procès¹⁹⁶. Ce mot-clé cliquable fait référence à une phrase que le procureur aurait proférée le jour de sa conférence de presse « não temos provas, mas temos convicção » (traduisible par « On n'a pas de preuves, mais nous avons de la conviction »), alors que cet énoncé n'a jamais été prononcé. Il s'agit, en effet, d'un raccourci

¹⁹⁶ Lors de son dernier discours avant d'aller en prison, Lula affirme que la décision de la Justice s'est basée sur une conviction et non pas sur de preuves : « Je ne peux pas admettre un procureur qui a fait un PowerPoint disant que le PT est une organisation criminelle créée pour voler le pays et que Lula est le patron, "je n'ai pas besoin de preuves, je suis convaincu", a-t-il dit. Je veux qu'il garde sa conviction pour ses associés et ses sbires » (VO : « Eu não posso admitir um procurador que fez um PowerPoint dizendo que o PT é uma organização criminosa criada para roubar o país e que o Lula é o chefe, "eu não preciso de provas, eu tenho convicção", disse ele. Eu quero que ele guarde a convicção dele para os comparsas e asseclas dele ») (G157, 07/04/2018).

radical fait entre deux phrases, l'une dite par Dallagnol et l'autre par le procureur Pozzobon¹⁹⁷. L'ensemble de leur présentation pourrait peut-être s'interpréter ainsi, mais la phrase telle qu'elle n'a jamais été proférée.

Sur Twitter, néanmoins, l'existence de cette phrase est considérée comme une réalité. Exemplifions à partir du *tweet* d'un homme politique du PT : « Après un long discours criminalisant Lula, la politique, le PT et la gauche, Dallagnol avoue : "nous n'avons aucune preuve". L'Inquisition a commencé¹⁹⁸ », écrit Lindbergh Farias. L'attribution de cette phrase à Dallagnol se lit notamment par l'emploi de guillemets et la description détaillée de la situation dans laquelle elle aurait été dite. Ce n'est pas le seul détournement des paroles du procureur. Lillian Witte Fibe, journaliste, transforme aussi le discours de Dallagnol à sa guise en lui attribuant une sentence qu'il n'a jamais prononcée : « Je reste bouche bée en écoutant le procureur Dallagnol. C'est très sérieux. Le général de l'organisation criminelle/Lava Jato est Lula, a-t-il dit¹⁹⁹ ». Comme dans le premier exemple, une simplification du propos du procureur est observée : la phrase « Lava Jato est Lula » est présentée comme un énoncé appartenant directement à Dallagnol (« a-t-il dit »), alors qu'il s'agit d'une transcription abusive de ses propos. L'instrument de simplification d'un énoncé à des fins d'argumentation est un phénomène étudié par Krieg-Planque (2011). Sur Twitter, les « petites phrases » connaissent un essor important, d'autant plus que l'expression écrite reste confinée à quelques caractères. L'ambiance discursive est favorable aussi à l'emploi de mots-clés qui ont pour but de synthétiser un fait d'actualité, comme dans le cas de #MasTenhoConvicção. Ainsi, dans le jeu polémique sur la plateforme, la création de petits ensembles formatés, pouvant être utilisés dans différentes circonstances, semble être la manière la plus efficace de façonner la réalité.

Si le groupe d'enquêteurs et son protagoniste, Dallagnol, ne sont pas les acteurs majoritaires sur Twitter, un intérêt particulier est porté aux membres du plus haut tribunal de Justice. Les noms des magistrats du STF sont mobilisés pour la diffusion d'informations relatives aux étapes du procès les plus préjudiciables à Lula (Figure 78). Une des nouvelles les plus commentées est le refus de Fachin d'accorder la liberté provisoire à Lula. En effet, une seconde demande d'*habeas corpus* a été envoyée au STF à la suite de la décision collégiale défavorable à l'ancien président le 4 avril 2018. Selon la version de la nouvelle qui circule sur la plateforme, les avocats de da Silva désiraient voir la demande évaluée par le ministre Marco Aurélio, qui avait exprimé un vote favorable à son égard le 04 avril. La présidente du Tribunal, Cármen Lucia, attribuera cependant le cas à Fachin, qui avait déjà émis un vote négatif lors de la première demande. Ce fait entraîne une grande satisfaction pour certains, car ils considèrent cette situation comme une tentative de « coup judiciaire » déjouée.

¹⁹⁷ Cela est expliqué, avec les phrases exactes et leur contexte global, dans l'article de G1 « Afinal, procurador da Lava Jato disse 'não temos prova, temos convicção'? » qui n'est pas dans notre corpus, car publié le 15/09/2016, disponible sur <https://g1.globo.com/politica/operacao-lava-jato/noticia/2016/09/afinal-procurador-da-lava-jato-disse-nao-temos-prova-temos-conviccao.html>, accès le 18/05/2022.

¹⁹⁸ VO : «Depois de um longo discurso criminalizando Lula, a política, o PT e a esquerda, Dallagnol admite: "não temos provas". A Inquisição começou».

¹⁹⁹ VO : « To muda ouvindo o procurador Dallagnol. É muito grave. O general da organização criminosa / lava jato é Lula, disse ».

Figure 78 : Aperçu des tweets citant les ministres du STF (19/03/2016)



En (A), on lit : « Urgent : Carmen interrompt le putsch et maintient l'appel de Lula auprès de Fachin ». Le locuteur argumente ici qu'il existe une tentative d'action illégale de la part de Lula pour garantir sa liberté. La fabrication de cette version de la nouvelle, bien répandue sur Twitter, est favorisée par l'implication d'acteurs très suivis dans le réseau, comme l'auteur de cette publication, Diogo Mainardi. Ce journaliste et écrivain est notamment l'auteur du livre « Lula É Minha Anta », traduisible par « Lula est mon tapir²⁰⁰ », qui réunit ses articles publiés chez *Veja*, où il a travaillé pendant les années du « scandale de mensualités ». Son opposition acharnée contre Lula et le Parti des Travailleurs l'amène à créer le site journalistique de droite « O antagonista » (L'antagoniste), auquel il renvoie, via un lien, à la fin de sa publication.

Le 16 mars 2016, un autre évènement est largement relayé par les usagers de Twitter : l'annulation par Gilmar Mendes de la décision de Dilma Rousseff de nommer Lula au poste de ministre de la Casa Civil. Cette action reçoit, d'une part, des salutations sur Twitter (B) et, d'autre part, des critiques sur la portée légale de l'action (C). Nous découvrons en (B) l'énoncé suivant : « #Lulaenprison. Nous vous attendons dans la République de Curitiba Lula. Maintenant Moro va t'avoir. Gilmar Mendes doit être félicité pour cette décision ». Selon cet usager, Mendes est bien intervenu pour avoir facilité l'action de Moro qui amènera vers un but qu'il salue, à savoir l'envoi de Lula en détention. Notons que l'implication personnelle du sujet

²⁰⁰ « Tapir » en portugais est un usage métaphorique de l'animal, utilisé pour souligner le manque d'intelligence d'une personne.

est présente dans l'emploi de la première personne du pluriel « nous » et dans la révélation de sa localisation, la ville de Curitiba. Pour le *tweet* (C), en revanche, il s'agit de critiquer autant le contenu que le porteur de la décision nuisible à Lula : « Gilmar Mendes Déclaré opposant à Lula. En marge de la loi, sans aucune base politique, il suspend l'investiture de Lula ! ». Ces commentaires laissent entendre que l'action du juge du STF serait guidée par ses convictions personnelles, et non par les textes qui régissent la République. Pour prouver son point de vue, l'énonciateur indique que Mendes est un adversaire affirmé de l'ancien président, ce qui nuirait à l'impartialité de sa décision.

Le point commun à ces publications citant les ministres est l'association de décisions judiciaires à des conséquences politiques, phénomène inscrit dans le cadre de la judiciarisation de la politique expliquée antérieurement (Partie 3). L'intervention des membres du STF dans l'affaire est ainsi jugée positive par la plupart des publications qui, de manière générale, démontrent une posture plutôt clémentine à l'égard de ces ministres. Les critiques, quand elles adviennent, concernent plutôt l'embasement la validité juridique des pratiques, que la personnalité des magistrats. La faible présence d'attaques *ad hominem* contre les ministres du STF confirme que, au cours de la polémique publique « Lula en prison », les plus hautes autorités juridiques sont gratifiées d'un certain respect, voire d'admiration, dans les deux sphères de circulation étudiées, presse et Twitter. Cela est à mettre en perspective avec une plus récente dégradation de l'opinion vis-à-vis du respect des actions de la Cour Suprême Brésilien (c.f. *Post Scriptum*).

Enfin, nous remarquons que les personnages mentionnés sur Twitter sont le symptôme de l'intrigue de fond retenue par les usagers : celle de la remise en question de toute la classe politique, excepté le plus souvent Bolsonaro, en appréciant la classe juridique des magistrats, y compris ceux de haut rang. D'ailleurs même les défenseurs de Lula souhaitent l'éviction des politiciens corrompus par l'action de la justice. L'alignement entre le discours de presse et le pouvoir juridique étant observé (Partie 3), l'autorité de ces cadres judiciaires se crée aussi par la projection faite de leurs actions dans les textes journalistiques, qui apporte une vision particulière de l'action de ce personnel de Justice.

8.1.2. Les agents de la Justice et de la police : entre neutralité et célébrité

Pour aborder la question de la représentation des magistrats et des fonctionnaires de police dans le récit « Lula en prison », il est nécessaire de considérer qu'une histoire bien précise autour de Lava Jato était racontée avant l'implication de l'ancien président dans l'enquête. L'apparition dans l'espace public de chaque étape de l'opération suivait un protocole de communication bien établi. Les arrestations et perquisitions se déroulaient très tôt dans la matinée et pouvaient simultanément se produire en différents endroits du territoire national. Pour décrire en détail les causes et conséquences de ces événements, une conférence de presse organisée par le groupe d'enquêteurs, la « força-tarefa », se déroulait en milieu d'après-midi à Curitiba. Les conférences de presse étaient souvent diffusées en direct par les chaînes d'information en continu tel GloboNews. Ces deux étapes principales étaient suivies avec précision par les organes de presse, notamment par la télévision, qui proposait souvent des diffusions en direct de l'action matinale des policiers, ainsi qu'un résumé des arguments exposés lors du rendez-vous avec la presse.

Il est donc devenu banal pour un Brésilien de se réveiller avec, sur son écran, un ballet d'hommes vêtus en noir investissant la résidence d'hommes ou de femmes de pouvoir

politique et/ou financier du pays. Certains sortaient menottes aux poignets, et partaient en prison à bord de gros SUV noir portant les inscriptions « Polícia Federal » en lettres dorées. Ces images passaient en boucle, ouvrant les JT, matin, midi et soir, de principales chaînes, surtout s'il s'agissait de politiciens. La relation étroite entretenue entre les journalistes des principaux quotidiens brésiliens et les sources de l'investigation explique la présence dès l'aube de professionnels de presse sur place au moment des perquisitions. La communication directe entre les agents de police et de justice et les journalistes avait lieu par le biais de groupes de transmission de messages instantanés, dédiés exclusivement à l'opération.

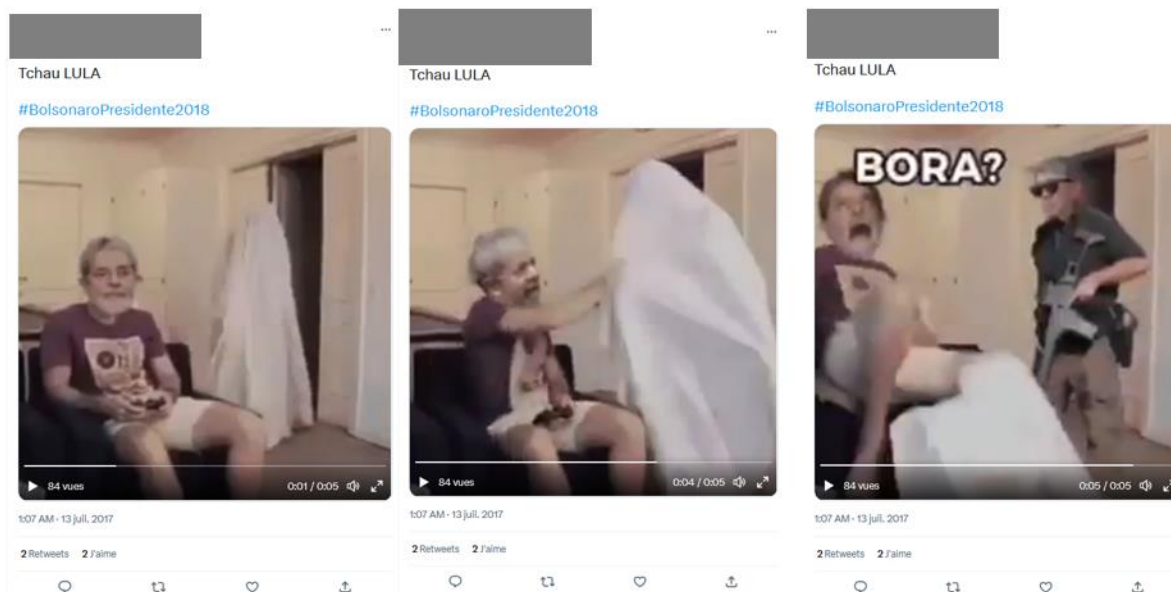
L'expression de la scénarisation de Lava Jato se trouve dans la figure de Newton Ishii, plus connu sous le surnom « japonês da Federal » (« japonais de la [police] Fédérale »). Continuellement présent lors des perquisitions et arrestations, ce fonctionnaire de police apparaît souvent dans les photographies et vidéos, résumant l'action des forces de l'ordre. Il inspire ainsi des déguisements de Carnaval et différentes productions médiatiques, des chansons comiques et d'innombrables memes. Nous verrons en détail dans la Partie 5 qu'il est aussi présent de manière indirecte dans les manifestations de rue du 13 mars 2016. Sa popularité se mesure également dans notre corpus de Twitter, où les hashtags contenant son surnom font leur apparition (quelques exemples : #japonesdafederal, #japones, #ojaponeschegou).

L'usage de ces mots-croisillons a lieu spécialement au début de l'enquête contre Lula, même s'il n'est pas physiquement présent le jour de la perquisition chez Lula. Ce fait est d'ailleurs remarqué par l'accusé lui-même. L'anecdote suivante, présentée sous le titre « bonne humeur matinale », est racontée par une journaliste de FDSP à l'ouverture du procès : « En voyant les (agents) fédéraux à sa porte, l'ex-président Lula a réagi de manière inhabituelle : Eh, où est le Japonais ? Personne dans la salle ne s'est retenu. Le commentaire bienveillant du matin a aidé à briser la tension du moment²⁰¹ » (F5, 05/04/2018).

Plus qu'un personnage mis en place à des fins anecdotiques et humoristiques, il incarne sur Twitter la fascination envers les forces de l'ordre et les actions punitives entreprises contre Lula. Son arrivée signifiant l'expédition d'un mandat d'arrêt, on s'amuse sur ce réseau à imaginer la crainte qu'elle suscite auprès des politiciens. Une illustration nous en est offerte via l'image animée ajoutée au *tweet* ci-dessous. Les principales phases de cette petite vidéo sont regroupées dans les captures d'écran.

²⁰¹ VO : “Ao ver os federais à sua porta, o ex-presidente Lula reagiu de forma inusitada: Ué, mas cadê o japonês?. Ninguém na sala se conteve. O comentário bem-humorado da manhã ajudou a quebrar a tensão do momento”

Figure 79 : Exemple de *tweet* mentionnant le « japonais da federal » (reproduction d'un GIF),
13/07/2017



Nous voyons d'abord un homme assis sur un canapé, distrait par un objet, probablement un écran, puisqu'entre ses mains est visible ce qui semble être une manette de jeu vidéo. Au corps de cet individu est ajoutée une tête à l'effigie de Lula. À l'arrière-plan, un tissu blanc faisant penser à un fantôme sort d'un meuble apparentant à un placard, avance et s'approche du personnage. En le découvrant, il n'exprime aucun signe de peur et décide de faire tomber le drap de couleur blanche en le tirant vers lui. Il aperçoit alors un homme vêtu d'un pantalon beige et d'une chemise noire, portant une arme. Il porte aussi des lunettes de soleil très sombres, comme le faisait habituellement Newton Ishii. À ce moment, le sujet représentant Lula saute de son canapé et cherche à s'éloigner désespérément de cette apparition. L'effet comique de la scène, le fait que le fantôme ne lui faisait pas autant peur que l'homme caché sous le drap, est complété par le mot « Bora ? » écrit en lettres blanches entourées de noir en haut de l'image. Traduisible par « on y va ? », cette expression exprime une invitation à partir, sans doute vers la prison.

La production fictionnelle simulant la rencontre qui n'a jamais eu lieu entre Lula et le « japonais da federal » se fait dans le cadre de la condamnation en première instance. Comme soutient le texte écrit, « Au revoir Lula #Bolsonaro2018 », le créateur de la scène valorise positivement ce fait. Au-delà de la relation sous-inscrite de la mise à l'écart de Lula, avec pour conséquence une possible accession au pouvoir de Bolsonaro, ce produit audiovisuel traduit le rôle important de cet agent de police dans l'intrigue mise en place dans l'affaire. Cette production doit être en effet lue dans le contexte de « soif de punition » envers le personnel politique entretenue dans la culture brésilienne. Le discours de criminalisation de la politique vient de pair avec la survalorisation de l'action policière. Dans ce sens, le « japonais da federal » illustre une idée qui parcourt le chemin narratif de la polémique jusqu'à son aboutissement : la tension continue entre les forces policières et politiques. En effet, l'opposition permanente entre ces deux institutions nourrit la polémique publique en cours et élève les agents du pouvoir judiciaire au rang d'intermédiaires de l'intrigue ; il leur appartient de définir qui sort vainqueur de la polémique.

À mesure que l'affaire arrive à son terme, la mention de l'Opération Lava Jato se fait plus rare, au détriment de la mise en valeur de l'action d'un homme, le juge Sergio Moro. Comme le démontre le Tableau 8, le juge de première instance possède une présence expressive dans le récit de presse et sur Twitter. D'une opération policière collective, l'affaire Triplex se réduit progressivement à l'action individuelle d'un magistrat de première instance : en avril 2018, mois de l'incarcération de Lula, aucun des titres de presse ne contient les mots « Lava Jato ». Par contraste, le nom de Moro apparaît dans neuf titres, sans compter les citations indirectes faites à l'intérieur des reportages.

Au-delà de notre corpus, une vaste production médiatique met l'accent sur son rôle de protagoniste du procès. Le juge a été, par exemple, le protagoniste du livre-reportage *Lava Jato : o Juiz Sérgio Moro e os bastidores da operação que abalou o Brasil* (en français, « Lava Jato : le juge Sérgio Moro et les coulisses de l'opération qui a secoué le Brésil ») sorti en 2016 et signé par un journaliste de la chaîne Globo, Vladimir Netto. Comportant son nom dès le titre, Sérgio Moro est le fil conducteur de l'histoire. Le suspense que crée la publication provient de l'effort de Netto d'essayer de dévoiler la personnalité du magistrat, allant jusqu'à souligner les qualités de son travail, notamment concernant ses connaissances théoriques et la rédaction bien étayée de ses sentences.

Cet ouvrage a d'ailleurs inspiré une série Netflix de 2018 intitulée *O Mecanismo* (sans traduction officielle en français, mais traduisible pas « Le mécanisme »), une production fictionnelle sur l'enquête policière qui avait comme protagoniste un enquêteur désireux de dévoiler « le plus grand scandale de corruption de tous les temps » qu'il compare souvent à un cancer. S'il n'est pas au centre de l'intrigue, le personnage inspiré de Moro, joué par l'acteur brésilien Otto Junior, présente des similarités physiques importantes avec le juge et agit de manière à favoriser le déroulement de l'enquête en cours. Antérieurement, le film *Polícia federal: a lei é para todos* (« Police fédérale : la Loi est pour tous », en français), sorti en 2017 par la maison de production Downtown Filmes, propose le récit de l'opération avec une perspective qui promeut l'action policière encore en cours. La production du film a eu le soutien de la Police Fédérale qui a fourni des informations sur le déroulé de l'enquête lors d'entretiens avec le réalisateur Marcelo Antunez et les scénaristes Thomas Stavros et Gustavo Lipsztein. Ils ont également obtenu l'autorisation de filmer à l'intérieur des sièges de l'institution à Curitiba et Rio de Janeiro.

Ces productions tirent bénéfice de la configuration conflictuelle en cours, dans le sens où elles profitent de l'intérêt porté à l'enquête pour promouvoir l'action des enquêteurs par la transposition des éléments de l'investigation sous le couvert fictionnel. Même s'ils dépassent le cadre de l'accusation adressée contre Lula, nous pouvons affirmer que ce genre de production fait partie de la grande nébuleuse multimédiatique, participant ainsi à la mise en intrigue de l'affaire Triplex. De ces productions médiatiques, nous tirons principalement que le juge, qui devrait assumer le rôle de médiateur de positions divergentes, est dépeint comme le personnage clé du déroulement et de la résolution de l'enquête.

Sur les pages de la presse, l'intervention directe de Moro dans le récit se fait en revanche plus rare et ce mystère autour de ce personnage profite aux créations fictionnelles à son sujet. En effet, le matériel produit sur Moro ne peut que rarement s'appuyer sur ses prises de parole publiques ou d'autres rendez-vous médiatiques. Son comportement diffère en ce sens de celui des procureurs, qui organisaient des conférences de presse pour diffuser les avancées de

leurs enquêtes, et ainsi promouvoir la culpabilité de certaines personnes pour qui ils souhaitent l'ouverture d'un procès. Ce travail d'argumentation est fait par Moro plutôt par le biais de ses discours écrits. Le contenu de ces documents, dans lesquels il justifie ses actions, passe par la médiation journalistique qui invite à retenir certains passages de ses verdicts. Ces extraits deviennent ensuite de vraies phrases « choc » au contenu cinglant.

La sentence proférée contre Lula en juillet 2017 fait l'objet d'un document écrit de plus de 200 pages, dans lequel il revient sur les raisons de la condamnation de l'ancien président. De cet exposé, la phrase la plus remarquée par le récit de presse apparaît dans l'avant-dernière page du procès. Moro exprime dans ce passage, reproduit ci-dessous, son regard sur l'affaire qu'il vient de juger :

- (76) Enfin, la présente condamnation n'apporte à ce juge aucune satisfaction personnelle, au contraire. Il est regrettable qu'un ex-président de la République soit condamné pénalement, mais la cause en est les crimes qu'il a commis et la faute ne revient pas à l'application réglementaire de la loi. Enfin, le dicton prévaut, "peu importe votre niveau, la loi est toujours au-dessus de vous" (une adaptation libre de "be you never so high the law is above you").²⁰²

L'idée d'objectivité y est centrale, même si elle s'y trouve exposée de manière paradoxale : le juge exprime son regard personnel sur l'affaire pour défendre sa neutralité. En effet, Moro montre un désagrément dans le fait de proférer une telle sentence, en niant l'accusation d'une implication intime dans l'affaire. Dans le cœur de son raisonnement, il présente la vision d'une culpabilité accrue de Lula qui, par sa fonction passée, devrait être encore plus intègre au regard de la Justice. Il plaide enfin la puissance du cadre légal et des situations que la Loi produit, même pour ceux qui ont un certain statut dans la société.

La construction de cette dernière phrase, avec la présence d'une interpellation « vous », est interprétée sur Twitter comme une interpellation directe adressée à Lula. Les soutiens de Moro sur Twitter en font usage pour défendre l'aisance et le courage du juge. La circulation de cette phrase suit un ordre chronologique précis qui permet d'identifier les premiers diffuseurs du soutien à Moro dans ce réseau. L'usage de ce dicton se trouve d'abord souligné par le compte Twitter d'Eduardo Leite, politicien affilié au PSDB, avant d'être repris par des mouvements non partisans de droite, comme le « Instituto Avança Brasil », qui se définissent sur la plateforme comme « un groupe de citoyens libres et conservateurs des bonnes mœurs²⁰³ ». La phrase est ensuite mise en évidence dans les comptes de journaux en ligne comme « Congresso em foco », qui appartient au groupe *UOL*, et par le compte personnel de journalistes qui ne souscrivent pas explicitement à une ligne politique. Il se peut, bien évidemment, que ces différents acteurs aient lu et retenu le même passage de la sentence à différents moments de la journée. Cependant, il nous paraît clair qu'une dynamique de répercussion de ce passage est établie à travers la filiation politique des premiers diffuseurs.

²⁰² VO : "Por fim, registre-se que a presente condenação não traz a este julgador qualquer satisfação pessoal, pelo contrário. É de todo lamentável que um ex-Presidente da República seja condenado criminalmente, mas a causa disso são os crimes por ele praticados e a culpa não é da regular aplicação da lei. Prevalece, enfim, o ditado "não importa o quão alto você esteja, a lei ainda está acima de você" (uma adaptação livre de "be you never so high the law is above you").

²⁰³ VO : "grupo de cidadãos livres e conservadores dos bons costumes

L'existence d'un soutien politique identifié est d'ailleurs reconnue par Sérgio Moro. La veille de son rendez-vous en face à face avec Lula, il poste une vidéo sur la page Facebook de sa femme – longtemps il n'a adhéré à aucun réseau socio-numérique – pour demander à ses partisans d'éviter l'organisation de manifestations afin de préserver le calme durant cette étape judiciaire. L'enregistrement qu'il fait depuis sa maison commence par la phrase : « Je ne fais pas ça d'habitude, mais je vais le faire cette fois-ci²⁰⁴ » pour souligner le caractère inédit de son intervention et la distance qu'il tente de préserver avec le procès. Cette phrase et le cadre dans lequel elle a été prononcée, une « vidéo maison », viennent confirmer notre propos antérieur d'une présence directe moindre de Moro dans les moyens de communication.

L'existence de cette demande, et le fait qu'elle a été respectée d'ailleurs, est en outre révélatrice du rôle important de Moro comme chef de file d'un mouvement de soutien à l'opération Lava Jato. FDSP interprète le discours de la vidéo comme une possible démarche politique, sans pour autant en tirer des conclusions : « Sérgio Moro a demandé dans une vidéo personnelle que ses partisans ne descendent pas dans la rue. Comment cela reflète l'état d'esprit de l'espace centriste à occuper en 2018 est encore une question ouverte²⁰⁵ » (F112). Pour le journal, ce mouvement tactique serait donc l'expression d'un caractère « centriste » que Moro pourrait inspirer – même si, au moins sur Twitter, ce sont notamment les profils de droite qui approuvent les actions de Moro. Ce propos est semblable à celui d'un texte d'opinion de *Veja* qui évoque symboliquement le « Parti de la Lava Jato » (V9). Selon le texte, cette organisation partisane est la plus grande du pays car l'enquête engage une unanimité sans précédent. Elle serait soutenue par des citoyens de diverses catégories socio-professionnelles qui ont en commun le désir de se débarrasser de la corruption.

L'héritage politique de l'opération Lava Jato est néanmoins nié par Moro, particulièrement le jour de la déposition de Lula. Il s'agit de la seule occasion dans laquelle sa voix est entendue directement, grâce aux enregistrements vidéo que nous avons détaillés antérieurement. Ce rendez-vous devient pour Moro l'occasion de réaffirmer de vive voix sa position d'objectivité face au procès. Ses interventions viennent en réponse à l'accusé qui énonce au long de sa déposition des critiques à propos du déroulement du procès pour fonder ses arguments défensifs. L'ancien président l'accuse spécialement d'avoir fourni à la presse d'abondantes informations sur le procès afin d'augmenter sa culpabilité aux yeux du public. En réponse à cette attaque, Moro riposte : « Vous avez ces réclamations par rapport à la presse, et je les comprends, mais le juge n'a aucune relation avec ce que la presse publie ou pas. Ces procès sont publics²⁰⁶ » (F111). Le juge nie une action directe sur l'appréciation du déroulement du procès par le public, en défendant l'existence d'institutions différentes, la justice et la presse, qui cohabitent sans relations de soumission ou de dépendance. Il affirme également une forme d'empathie (« je les comprends ») et de discrétion (« le juge n'a aucune relation »), deux points qui deviennent dans la presse comme les « incontournables » de sa personnalité.

Ces traits de son caractère sont dévoilés à partir de situations de sa vie privée qui enrichissent surtout les pages *Veja*. Dans le magazine, le magistrat devient plus intéressant que le procès, et cela dès le début de l'affaire Triplex. Il est une figure d'intérêt de ce média avant même la

²⁰⁴ VO : "Não costumo fazer isso, mas vou fazer isso dessa vez"

²⁰⁵ VO : "Sérgio Moro pediu em um vídeo caseiro que seus apoiadores não fossem às ruas. Como isso reflete o estado de espírito do espaço centrista a ser ocupado em 2018 é questão em aberto"

²⁰⁶ VO : "O senhor tem essas reclamações com a imprensa, e eu compreendo, mas o juiz não tem nenhuma relação com o que a imprensa publica ou não publica, e esses processos são públicos"

présence de l'ancien président parmi les accusés de Lava Jato. Mais c'est dans le contexte de l'implication de da Silva qu'il offre le seul entretien de notre corpus de presse à *Veja*. Lula est en effet le sujet principal des questions de ce rendez-vous médiatique (Partie IV). Cette rencontre entre juge et journaliste se fait en dehors des tribunaux, et dans des circonstances bien particulières auparavant présentées (pour rappel, pendant un déplacement du juge aux États-Unis pour participer à une conférence universitaire). Même si cette activité relève du domaine professionnel, la publication se plaît à exhiber l'homme dans des situations de son quotidien, et non le juge. Cette publication, accompagnée en première page de l'image ci-après, retient en effet le caractère mystérieux de sa personne et son succès auprès du public.

Figure 80 : Le caractère obscur du juge (V18, 21/09/2016)



L'angle de prise de vue et le cadre de la photo apportent une proximité du spectateur avec la figure représentée. Elle suggère que le lecteur se trouve au même niveau que cet homme, presque assis à ses côtés, à l'intérieur d'une cabine d'avion. La situation dans laquelle ce cliché est pris, la lecture en plein vol, apporte également l'idée d'un intellectuel acharné, qui profite de ce temps d'attente pour se cultiver. Sa manière de se vêtir donne à entendre qu'il se cache du regard d'autrui : la casquette et les lunettes de soleil compliquent en effet son identification. Cela est d'ailleurs souligné et expliqué dans la légende : « Sécurité. Moro, avec casquette et lunettes de soleil : tentative de ne pas être reconnu à bord du vol pour les États-Unis ». Ce texte renforce l'intitulé du reportage, « le juge et l'énigme », en évoquant l'imaginaire d'un agent secret qui se camoufle derrière l'image d'un homme commun.

La lecture de cette page construit l'apparence d'un personnage qui se sait jouir d'une certaine célébrité, mais qui n'en profite pas, voire, au contraire, qui essaie de la dissimuler. Comme pour un espion, cette position lui permettrait d'exercer convenablement son métier et de se protéger. Rester « en cachette » contraste avec les autres photographies qui composent cette même publication de Veja (Figure 81). Elles montrent, cette fois-ci, Moro en relation de proximité avec ses soutiens, avec qui il pose pour des selfies (de gauche à droite, 2^e et 3^e photos), ainsi que son activité de conférencier entouré d'un public bien présent (4^e photo).

Figure 81 : La célébrité de Moro en quatre clichés (V18, 21/09/2016)



Les inscriptions sous les images apportent des informations supplémentaires sur les situations représentées : « Célébrité : le juge a été approché par des admirateurs, entouré, applaudi, photographié et félicité au Brésil et aux États-Unis, où il a donné une conférence sur l'opération Lava Jato ». La suite de verbes « approché, entouré, applaudi et photographié » renforce la popularité du juge, qui paraît ne pas pouvoir se déplacer sans être approché ou admiré par des soutiens qui l'adulent tel un artiste au sommet de sa carrière. La mise en scène de ces photos manifeste en image une forme de cohésion derrière le juge. Depuis le simple citoyen qui l'arrête à l'aéroport jusqu'aux auditeurs de sa conférence, les résultats de son travail ne seraient ainsi que la source de réactions favorables.

En outre, cette publication témoigne du cadre sécuritaire construit autour de sa personne. Au-delà de la tenue vestimentaire, nous voyons dans la première photo qu'il marche en compagnie d'un agent de police, identifiable par un badge à gauche de sa ceinture. Ainsi cette célébrité occasionnerait un « malus », une menace envers son intégrité. La réalité de ce risque est constatée, selon Veja, d'abord en ligne, où les apologies encourageant au meurtre du juge circulent. Dans le texte où ce sujet est abordé, intitulé « la haine alimentée » (V8, 16/03/2016), on indique que ce risque serait notamment issu d'agents d'extrême gauche, prêts à l'atteindre physiquement. Le texte explique que la routine du magistrat a donc été changée, malgré lui : « Sérgio Moro allait travailler à vélo. Il fréquentait les restaurants et les centres commerciaux de Curitiba et courait seul dans les rues de la ville. Avec le temps, il a accepté de faire quelques concessions. Il a mis son vélo en retraite, il évite les événements familiaux dans les lieux publics et a remplacé le jogging en plein air par le tapis de course d'une salle de sports²⁰⁷ ».

La description de ses déplacements, changés et encadrés par les forces policières, crée une forme de paradoxe : le juge responsable d'envoyer les plus puissants en prison devient lui-même privé de sa liberté. Les contraintes dans son quotidien sont dépeintes comme une forme

²⁰⁷ VO : "Sérgio Moro ia trabalhar de bicicleta. Frequentava restaurantes e shoppings de Curitiba e corria, sozinho, pelas ruas da cidade. Com o passar do tempo, aceitou fazer algumas concessões. Aposentou a bicicleta, passou a evitar programas familiares em lugares públicos e trocou o cooper ao ar livre pela esteira de uma academia"

d'injustice sollicitant l'empathie du lecteur, qui sera rappelée à différents moments du procès. La publication qui traite de l'audience où Lula a témoigné, par exemple, est illustrée par le trajet domicile-travail du juge le jour de la rencontre. Les arguments exprimés par la défense et l'accusation durant la séance ne sont pas le sujet principal du reportage, celui-ci est constitué par quelques informations personnelles à propos de Moro (Figure 82).

Figure 82 : Moro et son casse-croute (V21, 17/05/2017)



recer: não sei quanto tempo vai durar o pronunciamento, mas não é para fazer um apanhado do que fez no seu governo, não é programa eleitoral", disse.

Reservou a maior parte das ironias para o advogado do ex-presidente Cristiano Zanin, que tentou impedir perguntas do magistrado alegando que não eram pertinentes ao processo ("Suas colocações são muito interessantes, doutor, mas eu vou prosseguir com a audiência"). No entanto, sobrou também para Lula. Quando o petista citou a própria experiência para dizer a Moro que ele deveria se preparar para os ataques que sofreria se um dia deixasse de ser juiz, ouviu em resposta: "Infelizmente, eu já sou atacado por bastante gente, inclusive por blogs que supostamente patrocinam o senhor".

Em mais de uma oportunidade, Moro se esquivou das armadilhas da defesa que tentavam sugerir que Lula era vítima de um processo político. Nos momentos em que o ex-presidente acusou a imprensa, disse: "O senhor tem essas reclamações com a imprensa, e eu compreendo, mas o juiz não tem nenhuma relação com o que a imprensa publica ou não publica, e esses processos são públicos". Em uma ocasião, o juiz não resistiu a entrar no debate político. Como se não tivesse engolido a frase de Lula em discurso feito na semana anterior ("Se eles não me prenderem, quem sabe um dia eu mando prender eles por mentir"), perguntou-lhe por duas vezes o que ela significava. Ao final, admoestou o réu: "Talvez o senhor não devesse fazer esse tipo de declaração". Ali, deixou claro quem, entre os dois, era a autoridade. Lula não o contestou. ■

Ce cliché d'une situation routinière évoque la pratique de paparazzi, photographie de presse caractérisée par la prise de vue de personnes de renom sans leur autorisation. Sac plastique à la main, Moro est en marche en direction de deux hommes de police qui l'attendent devant une voiture. La situation semble presque vide de sens, jusqu'à ce que la légende du cliché apporte l'information qui amène à la compréhension de l'image : « fin prêt. Moro : dans le sac, la gamelle pour les cinq heures d'audience ». Cette information si banale traitant de son quotidien n'est en rien anecdotique. Au contraire, elle évoque une certaine simplicité de cet homme. Dans un pays où les juges sont décrits comme arrogants et très distants vis-à-vis du citoyen commun, ce genre de pratique permet de donner de lui l'image d'un simple agent au service de la Loi. Ce genre de productions journalistiques contribue à l'apparition d'une reconnaissance, c'est-à-dire des « modalités d'appréciation et de validation et processus de constitution symbolique des sujets individuels et collectifs » (Voirol 2005, p. 44).

Son apparence de banalité est, en effet, un des éléments qui permettent d'enrichir son image de héros. Le plan narratif des histoires de super-héros inclut l'identification d'un individu quelconque, sans ambitions particulières, qui devient puissant même sans l'avoir voulu. Dissimuler son pouvoir devient une question d'humilité, mais souvent aussi une question de sécurité. Le statut de héros est fréquemment couplé à une identité qui doit être préservée de

puissants ennemis. La présence d'opposants, d'ailleurs, est une condition primordiale pour que le héros existe. Plus l'adversaire est puissant, plus le héros doit faire preuve de force. Ces structures archétypales se retrouvent dans l'histoire racontée autour de Moro : c'est un homme simple, qui n'a jamais souhaité une telle visibilité médiatique, qui a le courage de faire face à un système doté d'énormes moyens, et bien établi de corruption entre agents publics et financiers. Pour parvenir à cela, il doit accepter de subir d'importantes modifications dans le cours de sa vie privée qui rendent sa vie plus difficile.

Le problème de cette représentation héroïque est qu'elle passe sous silence le fait que Moro n'est pas un personnage dépourvu de tout pouvoir. Il est, au contraire, titulaire d'un des postes les plus influents de la République, disposant d'un pouvoir financier considérable (le salaire d'un juge fédéral de première instance est plus de trente fois supérieur au salaire minimum brésilien). De même, telles les histoires canoniques de super-héros, la résolution d'un conflit par la punition de l'ennemi, très souvent physiquement violente, apporte l'idée que le système de justice ne fonctionne qu'à travers un châtiment sans aucune pitié. Pour cette raison, Salgado (2018) lit l'opération Lava Jato comme l'essor d'une forme de « populisme judiciaire ». Selon l'auteur, la désignation du juge Moro en tant que protecteur d'un pays dévasté par la corruption conduit à un mouvement politique qui finit par mettre en question tout le système représentatif de la démocratie brésilienne, surtout les institutions démocratiques et politiques, et l'érige au poste de seul sauveur de la République. Le courage de Moro est d'ailleurs apprécié dans sa capacité à mettre en prison un ancien président, tenu comme le principal corrupteur du système démocratique.

8.1.3. La lutte Moro *versus* Lula : dynamiques entre bourreau et victime

Selon Voirol (2005), « les récits qui s'élaborent, se diffusent et se racontent à un moment donné contribuent à produire et à recomposer un horizon sémantique et normatif de la reconnaissance » (p. 44). Il existe dans l'affaire Triplex des « horizons de reconnaissance » soulignés par ces deux personnages : Moro, d'un côté, est décrit tantôt comme un homme simple, tantôt comme un héros neutre au service de la Justice, et sans aucun intérêt particulier dans une participation à la vie publique. De l'autre côté, Lula est pressenti comme celui qui aurait profité de sa position au pouvoir pour obtenir des privilèges financiers pour lui et sa famille, en plus d'avoir contribué à un échec de l'économie brésilienne.

L'opposition entre Moro et Lula constitue le point d'ancrage pour développer l'intrigue, une ligne conductrice de l'histoire. C'est une dynamique qui fixe le récit dans le flux médiatique et qui le rend stable aux yeux du spectateur. Le procès juridique devient ainsi une dispute d'egos, de deux parcours voués à se retrouver à la fin de l'histoire. Les éléments de leurs trajectoires enrichissent la trame, notamment pour inciter à un certain positionnement dans l'affaire. Les « horizons de reconnaissance » sont changeables dans la polémique, la trame étant enrichie de la valorisation ou de la dépréciation d'un même fait, selon la personne qui porte le discours. Les deux hommes vont d'ailleurs osciller entre deux postures énonciatives à différents moments de la polémique. En effet, Moro et Lula assument les modèles archétypaux du bourreau et de la victime à tour de rôle ; la résolution de « qui joue quoi » étant déterminante pour établir un vainqueur de la dispute.

L'arrière-plan de la mise en scène de cette opposition est l'Opération Lava Jato. Une confrontation entre le bien et le mal donne le ton de la couverture de presse dès 2014, année du début de l'enquête. En analysant les unes du magazine *Veja* entre 2014 et 2017, par

exemple, Mota et De Almeida (2017) observent une dynamique opposant « le correct et l'incorrect » constituée par :

« D'un côté, le Parti des Travailleurs (PT), toujours représenté comme le vilain, tout comme les ex-présidents du Brésil, Luiz Inácio Lula da Silva et Dilma Rousseff. De l'autre, le héros, le vrai Brésil, le peuple et l'espoir, représentés, à plusieurs reprises, par le juge Sérgio Moro, qui a gagné de la notoriété dans le commandement du jugement en première instance des crimes identifiés au sein de Lava Jato » (p. 108-109, notre traduction)

Ce déroulement est, en effet, largement diffusé dans notre corpus. Le reportage abordant l'acceptation par Moro d'enquêter sur Lula commence ainsi sur JN : « L'ex-président Lula est maintenant officiellement inculqué au sein de Lava Jato et devra se présenter face-à-face au juge Sergio Moro pour être interrogé à Curitiba²⁰⁸ » (J40). De ce même événement, *Veja* retient : « L'avenir de Lula, comme jamais auparavant, est entre les mains de Sérgio Moro²⁰⁹ » (V18). Le premier énoncé entretient l'attente d'une rencontre personnelle entre les deux hommes, sous-entendant la tension explosive de ce futur jour J. Le déplacement de Lula jusqu'au lieu de travail du juge témoigne aussi de la position de pouvoir de l'un sur l'autre, qui est d'ailleurs soulignée par *Veja*. En rappelant que Moro détient le pouvoir de décider de l'avenir de l'un des hommes les plus importants de la politique contemporaine brésilienne, la puissance du magistrat est mise en évidence.

La création de la notion d'un conflit personnel entre les deux hommes entraîne la contestation de l'objectivité du juge. Pour assurer qu'aucune animosité n'existait entre le juge et l'accusé, un mot d'apaisement est prononcé lors de l'introduction de l'interrogatoire mentionnée : « la confrontation s'est ouverte sur une déclaration du juge Sérgio Moro affirmant à l'ex-président Lula – et aussi aux spectateurs de la vidéo – qu'il n'y a pas de désaccord personnel entre eux. Ce fut expressément pour nier la scène de duel anticipé dans les couvertures de magazine et, en réalité, dans tout le pays²¹⁰ » (F112). Dans ce texte, la rencontre est introduite par la phrase « la confrontation s'est ouverte », impliquant la notion d'une bataille, d'affrontement, qui nous avons peut-être affaiblié dans la traduction. En effet, le mot « embate » en portugais brésilien renvoie davantage à la notion de choc, d'une scénographie conflictuelle. Le journaliste exprime dans son texte l'idée que Moro tente d'écarter : la dimension interpersonnelle du procès.

Dans cette intervention, le juge fait référence au nombre important de représentations médiatiques belliqueuses entre les deux hommes, issues particulièrement de la presse écrite. Un exemple en est donné par la couverture du numéro 2529 de *Veja*, du 10 mai 2017 qui, bien qu'absente de notre corpus, offre l'illustration pertinente de l'imaginaire combatif autour de la rencontre.

²⁰⁸ VO : “o ex-presidente Lula agora é réu na Lava-Jato e terá de ficar frente a frente com o juiz sergio moro para ser interrogado em Curitiba”.

²⁰⁹ VO : “O futuro de Lula, como nunca antes, está nas mãos de Sérgio Moro”.

²¹⁰ VO : “o embate começou com o juiz Sérgio Moro falando a ex-président Lula – e também aos espectadores do vídeo – não existir desavença pessoal entre eles. Foi expressamente para negar a cena de duelo antecipada em capas de revista e, na realidade, pelo país inteiro”.

Figure 83 : La déposition de Lula comme une lutte entre deux hommes, couverture *Veja*, 10/05/2017



La couverture présente deux hommes inscrits dans deux cercles de taille égale. Ils sont dessinés de profil, face à face, donnant l'impression de se regarder dans les yeux. Les traits sérieux et fermes de leurs images suscitent l'imaginaire d'une attitude ferme et combative. Au fond des cercles, deux couleurs distinctes contribuent à distinguer leur position, le bleu et le rouge. Ce sont des teintes primaires associées à la notion d'opposition chromatique et politique (au Brésil, les logos du PT et du PSDB contiennent respectivement les couleurs rouge et bleu, par exemple). Ces coloris soulignent également les masques portés par les personnages, qui couvrent une partie de leur visage, laissant apparaître leurs cheveux. Ces masques ont des formes différentes, leur seul point commun est la couleur jaune dorée qui vient les décorer. Leur fonction n'est nullement de cacher le visage des sujets, reconnaissables à travers les traits du visage, et des couleur et forme de leur chevelure, mais plutôt de renforcer le caractère distinct des deux personnalités.

Les noms « Moro » et « Lula » sont inscrits dans une police de forme très géométrique, avec une teinte marron tachée de blanc, qui laisse bien transparaître la couleur de fond de la couverture. Ces deux inscriptions ont une ombre colorée qui reprend la tonalité de fond de chaque personnage. Le signe graphique « X » complète la représentation et renforce la distance et l'opposition entre les deux cercles. À l'arrière-plan de cette lettre, des rayons partent d'un point central, créant ainsi l'attraction du regard vers le cœur de l'image. Deux rubans bleus dévoilant des formes étoilées encadrent le dessin, et tout en haut le grand titre suivant apparaît « la première rencontre face à face ». Le texte, par effet de relais, oriente l'interprétation de l'image et appuie l'identification des dessins.

L'image indique de ce fait un combat frontal et sans intermédiaire entre les deux hommes. L'interrogatoire est alors dépeint comme une situation de bataille physique, d'autant plus que cette couverture évoque l'imaginaire de la « lucha libre ». Dans ce catch mexicain, les participants portent des masques qui ont pour but de cacher leur visage et de permettre la séparation de l'homme avec le « luchador ». Dans ce rituel, perdre son masque pendant le combat est considéré comme l'humiliation ultime. L'aspect esthétique y est primordial, les coups physiques pouvant être accompagnés de prises de lutte aériennes et de sauts. L'affrontement physique est donc enrichi de la notion de spectacle théâtral qui fait écho au commentaire de Roland Barthes sur l'aspect performatif du catch français (1964).

Ce type de combat est associé à l'idée d'un affrontement sans règles dans lequel « chacun est pour soi ». À l'image de ce type de joute, Moro et Lula sont représentés comme des « hommes seuls », comme si leur action ne dépendait pas de la force qui émane d'eux-mêmes. Cet ensemble de signes apporte l'idée de rejet de l'un par l'autre, d'une coexistence impossible entre les deux personnages, impliquant *in fine* la nécessité d'un vainqueur. Leur masque est la symbolique de deux principes opposés, dont la coexistence est impossible. La position de hiérarchie entre juge et accusé est mise de côté ; leur image personnelle, dissimulée derrière leurs masques, comme pour le « luchador », l'est aussi. L'idée ultime induite, que l'un des deux devra emporter le litige, ne possède pas de lien ici avec le procès.

La construction iconographique d'opposition entre les hommes se produit dans un contexte où les images les plaçant dans un cadre faisant référence au rite judiciaire, c'est-à-dire dans un lieu institutionnel de la Justice, n'existent pas. La capture audiovisuelle de l'interrogatoire produit des images de Lula assis dans une salle d'audience, mais nous n'y identifions pas réellement le juge. Leur antagonisme doit être donc simulé, quitte à créer artificiellement une rencontre, comme dans l'exemple qui suit (Figure 84).

Figure 84 : Création graphique de l'opposition entre Lula et Moro (U81, 12/07/2017)



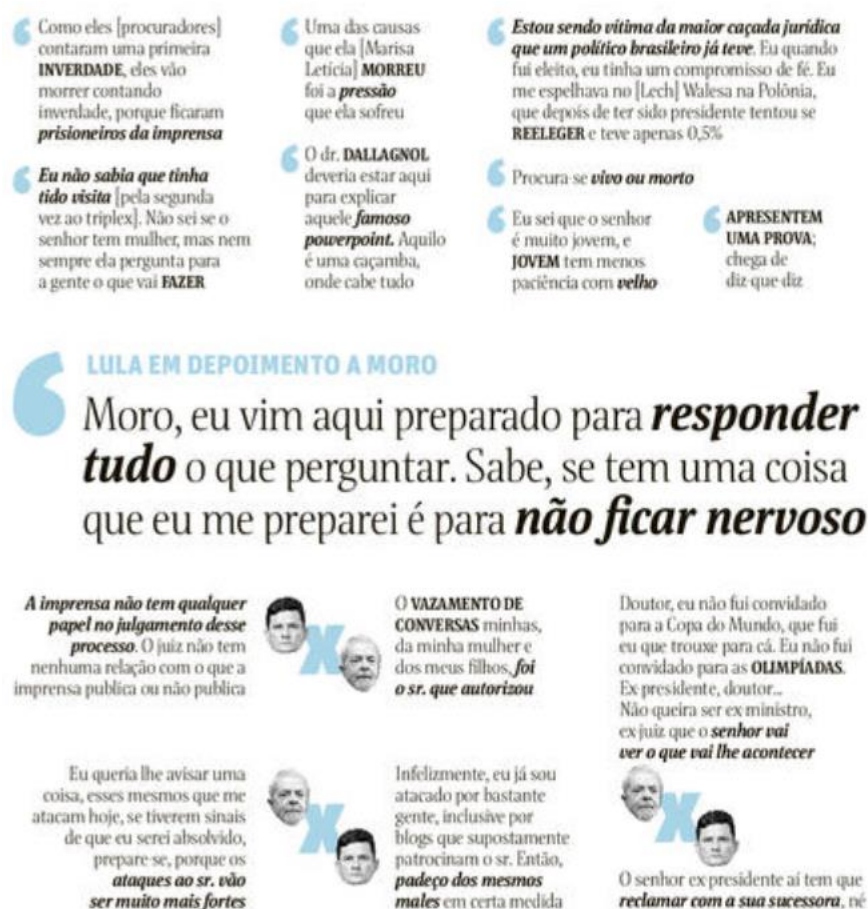
Dans ce titre d'UOL, la réaction des avocats de Lula face à sa condamnation est traduite par le titre « La défense de Lula dit que le procès de Moro fait honte au Brésil ». Bien que l'on évoque ici la prise de parole des défenseurs, Lula illustre le reportage, au même titre que Moro. Le parallélisme entre les individus est produit par la taille identique des images et le cadre similaire des photographies, découpées en plan poitrine avec un léger découpage du sommet de la tête. À gauche de l'image, Lula est présenté avec un microphone et sa bouche entrouverte suggère l'action de discourir. Son regard légèrement vers le bas et à droite paraît dirigé vers le sujet de la photographie de droite, celui-ci regardant légèrement vers le haut. Ce dernier est vêtu d'un costume complet, il semble concentré, n'exprimant aucune émotion, sinon un léger froissement entre les sourcils.

Cet assemblage simule le fait que les hommes se retrouvent face à face, alors qu'ils ne sont clairement pas dans la même situation énonciative, information que nous déduisons de l'arrière-plan des deux clichés. Tandis que Lula pose devant un fond rouge, avec des inscriptions blanches et jaunes faisant penser à une pancarte de *meeting* politique, Moro est installé devant d'autres personnes, floutées en second plan, qui aident à situer le juge dans une place de spectateur. La position des acteurs dans les photographies et la manière dont elles ont été disposées suggèrent pourtant la lecture d'un discours de l'ancien président en direction du juge. Le tête-à-tête simulé entre les deux hommes est le résultat d'une manipulation créditée « Arte/UOL » désignant la direction artistique du journal.

Les photographies distinctes prises à des moments également différents servent encore une fois à visualiser le procès comme un conflit sans intermédiaire entre Lula et Moro, et non entre accusé et juge. L'idée de combat frontal est aussi retrouvée dans la retranscription de quelques passages de cet interrogatoire à FDSP. Le journal papier utilise aussi des dessins à l'effigie des deux hommes opposés par le signe graphique « X », comme dans la couverture de *Veja*, pour appuyer la perception d'une épreuve de force (Figure 85). Cette représentation et les extraits sélectionnés vident le contenu processuel de l'échange, par exemple, les prises

de parole des avocats et procureurs ne sont pas prises en compte) et soulignent *a contrario* les attaques faites directement l'un à l'autre.

Figure 85 : La déposition comme une joute verbale entre deux hommes (F111, 11/05/2017)



La représentation graphique est divisée horizontalement en deux parties. En haut de page, la prise de parole de Lula est la seule présente et est introduite par un signe bleu suggérant des guillemets. Certains extraits apparaissent en gras, en italique ou en majuscule, attirant l'attention du lecteur sur les passages les plus sujets à controverses comme « prisonniers de la presse » ou « fameux PowerPoint ». Ce choix esthétique produit une mise en abyme de la charge conflictuelle des déclarations, doublement signalée. Certaines déclarations sont dénuées de tout contexte au profit de leur caractère inédit ou symbolique comme « Recherché mort ou vif ».

Au centre de la publication, nous trouvons la phrase suivante prononcée par l'homme politique : « Moro, je suis venu ici, prêt à répondre à toute question. Vous savez, s'il y a une chose que (sic) je me suis préparée, c'est de ne pas être stressé ». Le langage de Lula est, en effet, propice à une telle mise en évidence. L'inattendu de sa prise de parole, évoquant son état d'esprit détendu, devient le sujet principal de la publication, plutôt que ses arguments de défense. Pour résumer la déposition de cinq heures, FDSP choisit donc d'accorder une place prépondérante aux phrases de Lula qui comportent un « effet surprise ».

Prenons l'exemple de l'extrait « Je sais que vous êtes jeune, et les jeunes ont moins de patience avec les vieux » souligné en haut de l'image. Il n'y est pas question pour Lula de se

défendre dans le procès judiciaire, mais de commenter, de manière comparative, son âge avec celui du juge. Il implique que Moro serait moins bienveillant avec lui à cause de son manque d'années vécues, ce qui constitue une tentative de délégitimer sa personne en soulignant un manque d'expérience. Si cette déclaration ne concerne pas le cœur du procès, son usage dans le reportage est plutôt illustratif de la charge spectaculaire de cette déposition.

Cela est observé aussi au bas de l'image reproduisant des échanges entre le juge et l'accusé, notamment quand l'un reprend les éléments de la parole de l'autre. Le contexte de ces échanges, comme mentionné, importe peu. L'objet de cette représentation de presse est la mise en évidence des « coups » les plus réussis, des mouvements de parole les plus frappants, dans la perspective de résumer le « match » par les passages les plus percutants. L'iconographie, proposant le visage des acteurs impliqués accolé aux phrases que chacun a prononcées, invite d'ailleurs à cette lecture tranchante de l'échange. Ces représentations invitent à se positionner face aux hommes et à leur discours, devant leur performance linguistique, et non par rapport à un procès juridique.

La manière de s'exprimer de Lula, remplie de métaphores inédites et de spontanéité, incluant parfois des fautes grammaticales, est la source d'une autre opposition, la création d'un rapport de force intellectuel entre les deux hommes. À l'issue de la rencontre, certains analystes identifient une intelligence supérieure de Moro pendant la déposition : « À plus d'une occasion, Sergio Moro a esquivé les pièges de la défense qui tentaient de suggérer que Lula était victime d'un processus politique. (...) Là, il a précisé que, entre les deux, il était l'autorité. Lula ne l'a pas contesté²¹¹ » (V21). Notons que le terme « esquiver » vient encore une fois du lexique du combat physique et donne à comprendre que l'auteur des « coups » était finalement du côté de la défense de l'ancien président. L'attitude agressive de ses avocats n'aurait pas suffi à faire tomber Moro de sa position de force, grâce à son aptitude de raisonnement exemplaire. Le texte souligne ainsi qu'il était le meneur de la rencontre, grâce à sa « matière grise », et que ce conflit présente une issue bien identifiée : Lula a perdu.

Le magazine *Veja* n'attend pas, en effet, la fin du procès pour désigner un gagnant. La conclusion de cette confrontation est mise en évidence avant avril 2018 par des représentations iconographiques qui suggèrent la défaite de Lula dès que Moro prononce la condamnation en première instance (Figure 86).

²¹¹ VO : “Em mais de uma oportunidade, Sérgio Moro se esquivou das armadilhas da defesa que tentavam sugerir que Lula era vítima de um processo político. (...) Ali, deixou claro quem, entre os dois, era a autoridade. Lula não o contestou”

Figure 86 : Deux hommes, deux états émotionnels (V26, 19/07/2017)



Les deuxième et troisième pages de la publication présentent des photographies de deux hommes dans une posture corporelle similaire, la main tenue au bas du visage. La lumière, le cadre et l'angle de prise de vue, légèrement en contre-plongée, sont d'autres points de rapprochement entre les images. Tous deux sont quasi habillés de la même façon : costume sombre, chemise blanche et cravate. Ces similitudes contrastent avec leur apparence et leur posture. Moro est sérieux et pose, fièrement, son regard vers l'horizon avec la main sur le menton, et la tête droite. Lula, lui, se penche légèrement vers l'avant, avec une main proche de la bouche, comme pour cacher son émotion. Ses yeux sont humides et son expression tendue fait apparaître des rides tout autour de son visage, surtout sur le front. Sa défaite est renforcée par le titre en un mot « condamné », et l'image passée de son départ en prison appuie la consolidation du dénouement présent.

L'idée de conflit entre les deux personnages, en revanche, n'est pas de la seule responsabilité de la presse. La construction de son opposition face au juge est une donnée courante exploitée dans l'argumentaire de l'accusé. Dès ses premières prises de parole publiques, Lula affirme que Moro agit de manière injuste à son égard. Le 4 mars 2016, l'ancien président adresse des critiques à Moro lors de l'autorisation de sa *condução coercitiva* : « Moro n'avait pas besoin d'envoyer une délégation de la Police Fédérale chez moi ce matin, dans la maison de mes enfants, dans la maison de mes compagnons²¹² » (U1). Da Silva décrit l'action judiciaire comme une démarche volontaire de Moro de porter atteinte à son intégrité. Ce mouvement litigieux contient une comparaison biographique : « Avant lui (le juge Sergio Moro), nous étions déjà démocrates. Alors que beaucoup d'entre eux ne faisaient rien, on luttait pour que ce pays obtienne le droit de liberté d'expression, le droit d'une presse libre, le droit de candidature, de création de parti politique, le droit de grève²¹³ » (U1).

Pour Lula, de fait, même si l'issue de ce procès est aussi le résultat de l'action d'autres juges de deuxième instance, Moro est le seul responsable du résultat tragique qui le touche. Ce

²¹² VO : "O Moro (juiz Sergio Moro, da Justiça Federal no Paraná, que autorizou a condução coercitiva e a busca e apreensão de documentos) não precisaria ter mandado uma coerção da Polícia Federal na minha casa de manhã, na casa dos meus filhos, na casa de companheiros"

²¹³ VO : "Antes dele (do juiz Sergio Moro), nós já éramos democratas. Enquanto muitos deles não faziam nada, a gente estava lutando para que esse país conquistasse o direito de liberdade de expressão, o direito de uma imprensa livre, o direito de candidatura, de criação de partido político, de direito de greve"

sujet fait le titre d'un reportage d'UOL qui résume le contenu du dernier discours de Lula avant l'arrestation : « Lula dit qu'il ne pardonne pas Moro, critique la Justice et affirme qu'il va respecter le mandat d'arrêt²¹⁴ » (U129). Faisant de Moro son ennemi politique déclaré, il confirme sa résolution de lutter pour des droits auxquels le juge chercherait à nuire.

Les menaces physiques reçues par Moro et le cadre sécuritaire qui en découle, qui ont fait l'objet d'un reportage de *Veja* déjà mentionné, sont une manière pour le juge de se positionner, à son tour, comme une victime. Lors de la déposition de Lula, il déclare face à l'accusé avoir subi des agressions personnelles et médiatiques : « Malheureusement, je suis déjà attaqué par beaucoup de gens, y compris par des blogs qui vous financent. Donc, je souffre des mêmes maux dans une certaine mesure²¹⁵ » (F111). La dimension de proximité traduite par le propos du juge, qui s'attache à montrer qu'il est, comme Lula, l'objet de persécutions, met en évidence le danger de son action. De même, le juge souligne ici qu'il est, en un sens, mis en cause publiquement par des médias en ligne identifiables politiquement.

Le régime pathémique de cette relation se poursuit jusqu'à la fin du procès. En avril 2018, *Veja* produit un texte dans lequel le passé de Moro est rappelé pour signaler l'ironie de la situation présente (Figure 87). *Veja* met en évidence que la nature de leur rapport a auparavant été différente, et évoque le passage d'une position de soumission à un état de domination.

Figure 87 : Un virage bibliographique (V48, 11/04/2018)



Le titre du reportage suggère un tournant important dans son parcours : « d'électeur à bourreau » (V48). En effet, le sujet du reportage est de révéler que le juge a déjà voté pour

²¹⁴ VO : « Lula diz que não perdoa Moro, critica Justiça e afirma que vai cumprir mandado de prisão »

²¹⁵ VO : « Infelizmente, eu já sou atacado por bastante gente, inclusive por blogs que patrocinaram o sr. Então, padeço dos mesmos males em certa medida »

Lula et que, paradoxalement, il est maintenant son « exécuter » : « L'étudiant Sergio Moro a voté pour le candidat Lula. À présent, près de trente ans plus tard, le juge responsable de Lava Jato a fait emprisonner l'ex-président ». Ce texte n'exprime pas un quelconque regret de Moro pour sa décision, mais l'idée d'évolution de sa position est sous-entendue (d'étudiant à responsable d'une enquête) qui irait de pair avec la progression lue dans le titre « d'électeur à bourreau ».

Cette évolution dans la posture se lit de manière positive dans la photographie choisie pour illustrer le reportage. Ce cliché est inédit à deux titres : c'est la seule représentation de notre corpus avec Moro dans son environnement de travail et où il esquisse un sourire. Il est photographié en pied, en plan moyen, posant fièrement comme lors d'un triomphe, en homme victorieux se laissant aller à sourire légèrement. Avec une présence mimo-gestuelle quasi inexistante, Moro se donne à voir comme un « bureaucrate » s'attachant aux éléments étalés sur sa table, des livres, des tas de papiers et des dossiers un peu éparpillés, et en respectant les rites de l'institution à laquelle il appartient. Il n'affiche ici rien d'un bourreau, comme l'indique le titre, mais se montre comme un homme plutôt sympathique en ouvrant en grand les portes de son intimité professionnelle ; Il n'a rien à cacher, il est ouvert, parce qu'il se fait transparent au regard du public. Le lecteur est ainsi invité à comprendre l'activité du « bourreau » comme une conséquence venue du travail d'un homme, attaché au savoir et sans secrets.

Nous constatons en conséquence que le rôle de bourreau ou de victime est interchangeable, la même caractéristique pouvant participer à modifier les *ethos* des deux acteurs. Cela s'opère car l'*ethos* « contribue à faire adhérer des sujets à un certain univers de sens », fabriquant « l'existence de vastes communautés de conviction » (Maingueneau 2022, p. 59). Ces opérations à travers leurs discours sont donc une action délibérée pour susciter de l'empathie, voire de la révolte, et ainsi contribuer à une prise de position dans la polémique en cours. Cette opération sur le récit est possible également grâce à la manière dont l'image de Lula a été fabriquée, jusqu'à ce qu'il devienne l'un des symboles de la lutte contre la corruption. L'image de Moro ne fait en effet sens que dans l'opposition à la symbolique créée autour de Lula, objet de notre sous-chapitre suivant.

8.2 Le « mythe Lula », constructions et déconstructions discursives

L'organisation du récit « Lula en prison » a élevé l'ancien chef d'État à la condition de protagoniste d'une intrigue policière. Comme nous l'avons constaté, son pouvoir symbolique dans la société brésilienne déclenche des discussions qui animent la polémique publique. Leader charismatique, orateur sans précédent, auteur de contenus programmatiques gouvernementaux salués dans le monde... Autant de propriétés sociales, morales et intellectuelles qui sont en débat, la question de sa culpabilité se mesurant à partir de ses réalisations en tant qu'homme politique dans le débat public. En effet, nous avons précédemment établi que le processus de sa mise en prison est avant tout un événement à lire politiquement (Partie 3). Son rôle comme politicien est au cœur de la représentation que les deux camps mobilisés font de lui pendant la procédure judiciaire. Les constructions et déconstructions polémiques se fondent ainsi sur un interdiscours politico-sociétal amenant des lectures bien précises de ses actions au pouvoir.

Une revue critique des études entreprises sur la posture discursive de Lula au fil de sa carrière, ainsi que le rapport que la presse entretient avec cet homme politique, nous amènent à discuter ces points à partir de la notion de « mythe ». Ce mot, qui sera le conducteur de notre argumentaire, est polysémique désignant, selon Di Fillipo (2020), « aussi bien des récits

mettant en scène des êtres surnaturels, des allégories philosophiques, une part de l'imaginaire qui serait dénué de réalité, que des récits renvoyant à de supposées croyances » (s. p.). Nous suivons ce dernier sens pour saisir ce qui, dans l'imaginaire contemporain brésilien, nourrit le « mythe Lula » ou, au contraire, le vide de son sens, à partir de nouvelles ou anciennes croyances partagées. Nous empruntons pour cela la compréhension de Roland Barthes (1964) du mythe comme « un système de communication ». Barthes défend qu'il existe un certain « usage social qui s'ajoute à la pure matière », autrement dit l'idée qu'une mythologie se fonde dans les relations sociales de représentations : « c'est parce que tous les matériaux du mythe, qu'ils soient représentatifs ou graphiques, présupposent une conscience signifiante, que l'on peut raisonner sur eux indépendamment de leur matière » (p. 213).

Cette « conscience signifiante » est la base de l'interprétation des matières discursives qui circulent sur le terrain médiatique de manière écrite, iconique ou oralisée. Nous nourrissons cette approche de la notion d'*ethos*, l'« image de soi que l'orateur produit par son discours » (Amossy 2010). Dans la lignée des travaux d'Amossy, alimentés de sociologie interactionniste (Goffman 1973), il est possible d'affirmer que l'*ethos* est présent à chaque discours prononcé, indépendamment de sa vocation persuasive : « tout discours projette bon gré mal gré une image du locuteur à l'intention de l'auditoire : c'est un effet de l'énonciation et non pas simplement, comme le voudrait Aristote, un moyen de preuve lié à la triade logos, ethos, pathos » (Amossy 2022a, p. 3). Cela étant, nous considérons l'*ethos* construit de Lula, même quand il produit des énoncés sans fondement argumentatif affiché.

Nous comprenons dans ce cadre que, même en dehors d'un contexte de conquête de pouvoir et assis sur le banc des accusés, Lula se comporte comme un politicien. Une identité qui lui est propre est le résultat d'une évolution historique de la présence de Lula dans le milieu politique et, surtout, médiatique. Les effets de sens de son personnage sont, dès le départ de sa carrière, inscrits dans un processus politique hautement polarisé, ce qui nous invite initialement à penser l'*ethos* de Lula dans une optique historique, afin de mieux saisir les représentations contemporaines. Cela nous amène à considérer ensuite sa biographie personnelle qui est constituante de sa ligne politique. Nous nous intéressons enfin à la description de sa personne, notamment aux sentiments de dégoût ou d'admiration qu'elle engendre, et comment cela alimente la dichotomisation.

8.2.1. « L'antilulisme » : un processus d'oppositions politiques

Nous posons un regard sur le développement d'oppositions politiques autour de Lula à partir d'études portant sur la couverture de presse de ses candidatures et de ses mandats présidentiels. En effet, l'*ethos* exprimé par un homme d'État est hautement construit dans sa médiatisation, dont il dépend pour exister dans publiquement. Chaque déclaration d'un élu est d'ailleurs très susceptible d'être associée à un certain type d'*ethos* médiatique préalable, que son discours viendra renforcer ou modifier. Dans la presse, ces informations antérieures sont grandement forgées par les journalistes, qui les mobilisent alors pour décrire l'acteur qui prend la parole. Dans le cas de Lula, on verra que la ligne éditoriale suivie par les médias privés, hégémoniques au Brésil (c.f. Chapitre 2) contribue à une certaine lecture de son *ethos* qui ne s'aligne pas sur la vision que Lula souhaitait donner de lui-même.

La posture de la presse vis-à-vis de Lula durant le procès qui l'amène en prison s'inscrit dans une pratique d'opposition qui lui est adressée pendant toute la période de redémocratisation brésilienne. La couverture peu favorable au « candidat Lula » se voit, en effet, dès la première

élection brésilienne directe, après le régime militaire en 1989. Une opposition médiatique envers le candidat du Parti des Travailleurs se dessine pendant toute la campagne, son apogée étant le dernier débat télévisé sur la chaîne Rede Globo avant le second tour du scrutin. Lors de cette rencontre opposant Lula da Silva et Collor de Mello (PRN), Mello a été favorisé par une action délibérée d'un des directeurs de la chaîne à l'époque. Durant une interview en 2011, José Bonifácio Sobrinho avoue qu'il a donné quelques conseils d'image au candidat du PRN pour qu'il puisse atteindre les électeurs les plus modestes, conquis par Lula. Entre autres, il lui a recommandé d'enlever sa cravate et de mettre un peu de glycérine sur son visage pour apporter une impression de sueur, et ainsi paraître plus « pauvre ». Bonifácio lui a également donné quelques dossiers, contenant des papiers sans importance, à disposer sur la table du débat. Mello a ainsi pu évoquer durant les échanges des supposées « allégations graves » contre Lula, prouvées par ce dossier en réalité vide, et déstabiliser le candidat du PT. L'ancien directeur de la chaîne argumente que ces manipulations ne concernaient que la forme, et non pas le contenu du débat, dans le seul but de permettre « plus d'équilibre entre Collor et Lula »²¹⁶.

Un autre évènement impactant cette première campagne électorale de Lula est étudié par Souza (2009). En analysant les journaux *O Globo*, *Jornal do Brasil* et *Folha de S. Paulo*, les principaux titres de presse à l'époque, il ressort qu'une association est construite entre l'enlèvement d'un important homme d'affaires, Abilio Diniz, et le candidat petiste. L'affaire a été racontée dans ces organes de presse comme un acte criminel commis par des groupes de « guerrilheiros » de gauche dépeints comme des terroristes et soutiens proches de da Silva (Kucinski 1998). Malgré cette opposition active des principaux organes d'information, Lula obtient 47% des votes en 1989, soit 31 millions de voix.

Il se présente à nouveau au poste de président de la République en 1994, et la couverture médiatique négative à l'égard de sa prétention se poursuit. La recherche de Figueiredo (1998) le prouve à partir de l'étude de la couverture médiatique de la campagne présidentielle de 1994 à partir d'un corpus composé de reportages des journaux *Folha de S. Paulo* et *O Estado de São Paulo*, ainsi que les journaux télévisés *Jornal Nacional* (Globo) et *TJ Brasil* (SBT). Le candidat Fernando Henrique Cardoso (PSDB), vainqueur du scrutin, dispose d'un suivi davantage positif de ses actions et promesses de campagne, fait expliqué notamment par le regard favorable que les organes de presse portaient à ses propositions sur le plan économique. Lula, en revanche, était associé à une idée de « radicalisme » de gauche et ses idées étaient présentées comme un risque envers la normalité démocratique du pays.

Cette tendance continue jusqu'en 1998, année de réélection de Cardoso, où Lula figurait à nouveau comme son principal opposant. Selon les recherches du site « manchetômetro », qui accompagne les unes des principaux journaux papier brésiliens (*Folha de S. Paulo*, *O Globo* et *O Estado de São Paulo*), la couverture de la campagne a été majoritairement favorable au candidat du PSDB. À partir d'une approche quantitative, on arrive au résultat de 33 unes en faveur de Cardoso, contre seulement deux pour Lula²¹⁷. Cela découle d'une certaine affinité des organes de presse hégémoniques avec le « Plan Réal », la création d'une nouvelle monnaie brésilienne, déployé par Cardoso depuis 1994, ainsi que ses plans de privatisation néolibéraux (Rubim et Colling 2004). Cette campagne a été ainsi marquée par la place

²¹⁶ L'interview mentionnée est disponible en ligne sur

<https://www.youtube.com/watch?v=VrpurEkmJKU>. Consulté le 10/01/2023.

²¹⁷ Résultats complets disponibles sur <http://www.manchetometro.com.br/analises1998/>

restreinte donnée aux visions opposées au programme du gouvernement déjà en cours. Colling (2000) va jusqu'à intituler sa thèse à ce sujet « silence au sein de *Jornal Nacional* », soulignant métaphoriquement le comportement assez atypique de ce JT dans une période de scrutin présidentiel.

L'année où Lula sort vainqueur de l'élection, 2002, présente la particularité d'être le moment où le candidat a « adhéré à l'establishment » (Borba 2005) socio-économique, fait exprimé par la rédaction de sa « Carta ao povo Brasileiro » (lettre au peuple brésilien). Il s'est aussi associé au parti de centre-droite PL (Parti Libéral), cédant le poste de vice-président de la candidature à José Alencar. Le représentant du gouvernement sortant du PSDB, José Serra, était en outre davantage soumis aux critiques que Lula, qui n'avait pas encore occupé de postes d'administrateur public. De ces faits, Lula a disposé d'une couverture plus clémentine de la part des principaux journaux papier du pays (Mundim 2010). Sa promesse d'incarner le pouvoir différemment produit une exception en 2002, rappelée dans les travaux de Feres et Gagliardi (2019) :

« En termes pratiques, la grande presse brésilienne a soutenu, élection après élection, des candidats de droite et centre-droite, offrant aux candidats de l'opposition, notamment ceux du Parti des Travailleurs, un traitement assez défavorable. (...) La seule exception historique à cet alignement politique des grands organes de presse est l'élection de 2002, quand Lula a réussi à acheter une certaine neutralité des moyens de communication après avoir lancé la Carta aos Brasileiros, document dans lequel il a promis, au cas où il sortirait vainqueur du scrutin, de préserver les fondements de la politique économique que les médias et le marché pensaient la plus appropriée au pays » (p. 100, notre traduction)

Au cours de son premier mandat comme président, après une victoire réunissant 61% des voix, Lula a été frappé par un scandale de corruption au sein de son administration. Commencant en mars 2005, le mensalão (c.f. Glossaire) enquête sur le paiement de pot-de-vin à des députés fédéraux en échange de leur vote en faveur de l'exécutif. Nous la mentionnons à nouveau puisque l'enquête autour de ces versements fait partie des processus d'opposition politique auxquels nous assistons jusqu'à la fin du procès de Lava Jato. Pour certains, cette affaire n'a pas été complètement résolue parce qu'elle n'a pas impliqué la responsabilité de Lula, comme l'exprime cet utilisateur de Twitter le jour où Moro énonce sa condamnation : « J'attends de voir Lula condamné depuis 2005. Enfin. Maintenant, il faut juste attendre pour voir le Mollusque derrière les barreaux #LulaEnPrison²¹⁸ » (13/07/2017). De fait, plusieurs responsables politiques de haut rang, y compris d'anciens cadres du PT²¹⁹, ont été reconnus coupables, alors que Lula a toujours affirmé ignorer ce schéma de corruption.

Si en surface Lula sort indemne de ce scandale – un article du Monde présente le bilan de son gouvernement sous le titre « Lula, président inoxydable » (Dabène et Louault 2010) en référence aux scandales des mensualités –, Lula en subit les conséquences concrètes en termes de soutien politique. Une opposition venue d'une population riche, hautement scolarisée et habitant notamment dans les régions Sud, Sud-est et Centre-ouest (Mundim

²¹⁸ VO: "Espero ver o Lula condenado desde 2005. Até que enfim. Agora só esperar ver o Molusco atrás das grades rs #LulaNaCadeia"

²¹⁹Par exemple, José Genoíno Neto, ancien président du PT, et Sílvio José Pereira, un des fondateurs du parti.

2010) commence à se profiler. Si la classe moyenne urbaine n'est plus un pilier de sa candidature depuis ce scandale, sa réélection a été tributaire des classes les plus démunies qui deviennent ainsi, de façon inédite, la tranche de la population la plus importante pour le résultat du scrutin présidentiel de 2006 (Hunter et Power 2007).

Cela explique l'emploi, en 2006, d'une image plus proche du « peuple » que Lula tente d'exploiter. Cette fois-ci, le « président Lula » pouvait être autant critiqué que le « candidat Lula ». La presse hégémonique était à nouveau très « anti-Lula », comme l'atteste l'analyse statistique de Mundim (2010). Le chercheur conclut en revanche que la couverture de la presse n'a eu aucun impact sur les intentions de vote en faveur de Lula. L'explication avancée par l'auteur est que les électeurs de Lula avaient décidé de voter pour lui avant même le début de la campagne. Ils ont donc fait leur choix indépendamment de la couverture négative envers sa personne : « l'évaluation rétrospective a fonctionné comme un bouclier contre la couverture de presse » (p. 417, notre traduction), résume l'auteur.

Un autre facteur pour expliquer sa victoire contre Geraldo Alckmin (PSDB) avec un écart de plus de 20 millions de voix est l'éloignement progressif de l'image de Lula de celle de son parti. En raison aussi du mensalão, cette opération discursive contribue à une communication politique centrée autour de l'homme et non du parti qu'il représentait. Pour devenir protagoniste du scénario politique brésilien, un processus d'individualisation a en conséquence émergé, expliquant ces chiffres finalement plus favorables à l'homme qu'au politicien : da Silva quitte le pouvoir en 2010 avec 87% d'approbation pour sa personne et 80% pour son gouvernement.

Du point de vue de la politique gouvernementale, les années « Lula » ont représenté pour certains une rupture, une « nouvelle voie idéologique dans l'ordre établi » (Singer 2009). Elle pourrait s'inscrire dans ce qu'Olivier Dabène (2012) appelle « vague rose », c'est-à-dire une simultanéité entre les évolutions politiques des différents pays du continent latino-américain menant à une politique de gauche, représentée par des forces politiques qui furent réprimées pendant des décennies de régimes autoritaires. Cette interprétation donne son origine à un néologisme proposé par le chercheur brésilien Singer (2009; 2012) : le « lulisme ». Selon lui, le « lulisme » est caractérisé par une politique de stabilité économique, promouvant le marché interne sans rompre la logique économique existante. De ce point de vue, la politique économique mise en place par Lula ne serait pas une politique proprement de gauche, un point étayé par divers spécialistes brésiliens qui voient dans sa politique économique une place prédominante accordée au capital financier (Marques et Mendes 2007).

Dans cette perspective, on pourra dire que Lula invente un « nouveau style argumentatif » axé sur la dénonciation de privilèges d'une classe supérieure, sans pour autant se placer dans une perspective anticapitaliste. Son arrivée et son maintien au pouvoir semblent avoir été rendus possibles par l'abandon de certaines de ses idées plus « extrêmes » au profit d'un alignement, parfois discret, avec les banquiers et les entrepreneurs. Néanmoins, cette posture conciliatrice n'empêche pas des avancées sociales importantes, comme les programmes de transferts de richesses, et d'accès à l'éducation et au logement auparavant mentionnés.

Plus encore que l'aspect de direction économique, le « lulisme » présente une dimension passionnelle. La rhétorique de Lula tout au long de sa carrière s'articule autour de la défense de ce qu'il va désigner comme le « peuple », groupe social dont il prétend être le miroir. Dans un texte de 2007 écrit par un partisan du PT, Vianna, le « lulisme » est défini comme « un

sentiment d'identification, de représentation et de délégation de pouvoir d'une grande parcelle de la population avec et pour le leadership politique de Lula ; pour son histoire de vie, sa lutte syndicale et politique²²⁰ ». Ce phénomène est vu à l'opposé d'un mauvais œil par les éditorialistes politiques opposés au PT qui voient dans cette pratique une forme de populisme. En observant la montée de l'image de Lula, Azevedo écrit en 2007 que le « lulisme » dessert les propos du Parti des Travailleurs. Pour lui, il y aurait une opposition entre « petisme » et « lulisme », étant donné que Lula et sa biographie seraient devenus plus notables que la base intellectuelle du parti²²¹. La ligne argumentative tenue est d'ailleurs complétée par l'allégation que Lula serait « absolument incapable » d'incarner une position théorique bien étayée, à cause d'un manque intellectuel. Selon l'auteur du texte, Lula n'a atteint le pouvoir que grâce à sa biographie « mythique » qui sied « parfaitement aux propos d'un parti de gauche ».

L'idée que Lula aurait atteint le poste de leader de gauche malgré lui alimente justement l'un des pôles de la dispute autour de l'emprisonnement de Lula. Cette pratique de critique s'exacerbe jusqu'au développement d'un « antilulisme », soutenu par une forte opposition à l'ordre politique représenté par le PT, mais, surtout, à la personne de Luiz Inácio Lula da Silva. Philosophe brésilienne, Marilena Chauí argumente qu'au Brésil « la compétition publique ne se fait pas entre les partis, les idéologies ou les candidats, mais entre des images qui contestent des valeurs comme "crédibilité", "fiabilité", "respectabilité", "innovation", "prestige"²²² » (Chauí 1992, p. 386). Le processus de criminalisation de la politique et le manque de confiance dans les institutions ont abouti à une forte remise en cause de la propriété de ces valeurs pendant l'affaire Triplex. Lula ne devient ainsi l'illustration d'une trajectoire politique réussie que pour une fraction de la population, alors que pour d'autres, il est l'exemple parfait d'un chef d'État qui aurait profité de ses années au pouvoir pour en tirer des bénéfices personnels.

La charge polémique politique des publications qui suivent, à commencer par la Figure 88, se trouve justement dans la resignification de son héritage politique. À l'occasion de l'emprisonnement de Lula, cette publication de *Veja* en deux pages doubles propose un rappel icono-textuel des quatre prises de pouvoir du Parti des Travailleurs. Les photographies sont de même taille et occupent la moitié haute de chaque page. Dans un petit rectangle, en blanc sur fond rouge, se trouvent inscrits : 2002, 2007, 2011 et 2015. Ceux-ci se rapportent aux années de début de chaque mandat présidentiel des petistes. Dans ces clichés, nous voyons Lula et Rousseff discourir ou faire signe à des soutiens, souriants et avec un maintien détendu. La présence de l'écharpe présidentielle et la visualisation en arrière-plan des bâtiments iconiques de Brasília permettent d'inscrire les images dans le cadre de célébrations de prise de poste, très probablement celles de la cérémonie officielle du premier janvier.

²²⁰ VO: "O lulismo é um sentimento de identificação, de representação e delegação de poder de uma grande parcela da população com e para a liderança política de Lula; pela sua história de vida, sua luta sindical e política", Gilney Vianna, "O PT e o lulismo", disponible sur: www.pt.org.br

²²¹ "O PT, o petismo e o lulismo", 2007, disponible sur <https://veja.abril.com.br/coluna/reinaldo/o-pt-o-petismo-e-o-lulismo/>, consulté le 15 janvier 2023.

²²² VO : "a competição pública não se faz entre partidos, ideologias ou candidatos, mas entre imagens que disputam valores como 'credibilidade', 'confiabilidade', 'respeitabilidade', 'inovação', 'prestígio'"

Figure 88 : Les années du PT au pouvoir : une autre lecture possible (V56, 11/04/2018)



L'impression d'une rétrospective positive du fait raconté pourrait donc être envisagée par la lecture seule des images. Ce contexte heureux contraste néanmoins avec les légendes écrites qui incitent à une interprétation des clichés. On lit, de gauche à droite, « Triomphe historique. Après avoir été le leader de l'opposition pendant plus de vingt ans, Lula a été élu président de la République en 2002 », « Réélection. L'argent de la corruption et les bons résultats de l'économie ont assuré un nouveau mandat », « Le poteau. Lula a choisi Dilma Rousseff comme partie d'un plan pour que lui-même la remplace à l'avenir » et « Impeachment. La présidente a perdu son poste pendant une crise économique et les enquêtes de Lava Jato ».

La lecture que propose *Veja* n'est pas celle d'une trajectoire glorieuse, marquée par l'effort politique et personnel dans la recherche du bonheur pour son pays. Au contraire, cet article associe la prise de pouvoir de Lula à un projet personnel qu'il aurait mené à bien grâce à l'argent de la corruption, celui-ci lui ayant garanti une forme « d'achat » d'années de pouvoir supplémentaires. Les « bons résultats dans l'économie » sont d'ailleurs dépeints, comme souvent, comme un exploit indépendant de l'action politique des membres du parti. Cela constitue un argument puissant, spécialement dans le contexte brésilien, où l'évaluation des gouvernants, notamment par leur côté négatif, est directement associée à leur exercice comptable (Cervi 2006).

Ce raisonnement revient dans la présentation des années au pouvoir de Dilma Rousseff. Son arrivée au Palais du Planalto est présentée comme le résultat d'un calcul politique de Lula, qui aurait ainsi pu continuer à participer en sous-main à l'exercice du pouvoir. La perte de son mandat est associée aux enquêtes de Lava Jato et à une crise économique, qui justifient par ailleurs, pour certains, l'emprisonnement de Lula (Chapitre 7). Autrement dit, Rousseff n'est pas dépeinte comme responsable de son arrivée au pouvoir ni de sa sortie. Le soutien apporté par Lula à sa candidature est ici lu comme un projet politique de da Silva pour ne pas complètement quitter le pouvoir. Ainsi, les critiques de sa gestion ajoutent un nouveau tort à l'ancien président.

En effet, quand le processus de destitution se déroule en parallèle de l'action contre Lula, le rapprochement entre ces deux personnages est clair, comme nous l'avons précédemment esquissé. La protection relative de son image à la suite d'avancées sociales et de la prospérité économique, pendant la première décennie des années 2000, tombe progressivement à mesure que la qualité du gouvernement Dilma est remise en question, spécialement sur le

plan économique. Les résultats de la gestion Rousseff, en cette matière jugés insuffisants, résonnent lors de manifestations de juin 2013, dont nous évoquerons les caractéristiques dans la Partie V. À ce stade, nous pouvons néanmoins souligner que l'héritage laissé par ces protestations a été, entre autres, la chute de l'évaluation positive de l'administration Rousseff et la considération de la corruption comme un des fléaux majeurs du pays.

Ces deux points sont considérés comme des défauts du PT et nourrissent un discours agonique plus féroce visant cette organisation partisane. Pour cette raison, la reconduction de Rousseff au poste de présidente s'est trouvée considérablement entravée en 2014. De la confrontation avec Aécio Neves (PSDB) dans l'entre-deux-tours, elle sort tout juste vainqueur avec une petite marge (51,64% des votes). Neves demande d'ailleurs un recomptage des votes, évoquant la possibilité d'une fraude, mais sa demande n'a pas été acceptée par le Supérieur Tribunal Électoral. La gouvernabilité de son second mandat est donc mise en difficulté dès les premiers mois, d'autant plus que la « lune de miel » avec la presse a été inexistante. En effet, on n'observe aucun traitement plus clément envers Dilma Rousseff durant ses premiers jours au pouvoir. Le volume de reportages dans les principaux médias brésiliens (*O Globo*, *Folha de S. Paulo*, *Estadão* et *Jornal Nacional*) défavorables à son gouvernement, a visiblement augmenté dès le lancement de son second mandat selon Feres et Sassara (2016b). Les reportages « négatifs » étaient trois fois plus importants en nombre que les reportages dits « positifs »²²³. Les auteurs de l'étude décrivent la situation tel un « massacre médiatique » semblable à un « troisième tour » des élections présidentielles (p. 179).

Dès la destitution de Rousseff, en août 2016, Lula assume dans le discours de presse le rôle de leader implicite du PT, même sans aucune responsabilité au sein du directoire. Nous notons, en effet, un déplacement progressif, tout particulièrement à FDSP, de l'usage du terme *petista*, au singulier, en guise de synonyme de « Lula ». Ces titres constituent des exemples : « Le *Petista* confirme qu'il a rencontré l'ancien directeur de Petrobras » (F110), « La sentence contre le *petista* ne corrobore pas l'accusation selon laquelle il aurait été le "commandant" du *petrolão* » (F131), « Le cas du *petista* est inédit dans l'histoire du pays (F184). Lula devient ainsi le représentant ultime de l'institution partisane notamment quand son emprisonnement s'approche, ces titres correspondants aux étapes de sa déposition et de ses condamnations. Cette idée se présente iconographiquement dans la caricature ci-dessous (Figure 89). Tirée de la section opinion (page A2) de l'édition du 13 juillet de 2017 de FDSP, ce dessin à caractère humoristique nous montre Lula, debout quasi au centre de l'image. Il est vêtu d'un T-shirt blanc dans lequel un trou en forme d'étoile à cinq branches est observé. Le regard du personnage est tourné en direction du sol où des fragments rouges sont présents.

²²³ À titre de précision, les auteurs expliquent que la couverture des trois principaux journaux brésiliens comporte 96 reportages contraires à Dilma Rousseff en octobre 2014, dernier mois de la période électorale. Ce numéro remonte à 229 en janvier, premier mois de son mandat, et à 322, en mars. Autrement dit, le numéro de reportages contraires à Rousseff a triplé par rapport à octobre (João Feres et Sassara 2016b).

Figure 89 : La fin du PT et de Lula, FDSP, 13/07/2017



Cette étoile rouge étant présente dans le logo du Parti des Travailleurs, la lecture des signes exposés dans ce dessin permet de tirer au moins deux interprétations. La première est qu'en observant les débris de l'étoile au sol, Lula observe la chute de tout un parti, provoquée entre autres par sa défaite face à la Justice. L'idée que cet homme politique a détruit l'héritage du parti est en effet répandue dans le numéro de FDSP d'où nous tirons cette image. L'air dépité du personnage apporte la seconde connotation de ce dessin de presse, la perte d'une structure institutionnelle qui lui prête main-forte. Sa condamnation le transformerait ainsi en homme commun, qui ne peut plus compter sur l'organisation politique dont il portait fièrement l'emblème à la poitrine. Le rôle important qu'il a exercé dans la création du parti en 1980 devient un vestige du passé, qui ne peut plus lui apporter de protection.

Cet argument est, d'une certaine manière, revendiqué par Lula juste avant son emprisonnement. De fait il s'estime porteur d'une idée qui dépasse toute structure officielle de pouvoir. La situation communicationnelle de ce passage, un discours à la foule regroupée autour du siège du syndicat de la métallurgie à São Bernardo do Campo, fait de cet extrait un texte particulièrement marquant :

- (77) « Ça ne sert à rien de penser que tout s'arrêtera le jour où Lula aura une crise cardiaque. C'est une bêtise. Parce que mon cœur battra pour vous, et vous êtes des millions de cœurs. Ça ne sert à rien de penser qu'ils vont me faire arrêter. Je ne m'arrêterai pas parce que je ne suis plus un être humain. Je suis une idée. Une idée mêlée à votre idée²²⁴ » (U122, 07/04/2018)

Ce passage, rapporté par *UOL*, Lula confirme que l'héritage politique qu'il souhaite construire dépasse progressivement les frontières du Parti des Travailleurs, pour rayonner autour de son être individuel. Son patrimoine politique se déplace ainsi de son entité propre vers celle de ses soutiens (« Mon cœur battra pour vous, et ce sont des millions de cœurs »), impliquant que son incarcération ne signifie pas sa résignation. Un nouveau départ serait possible grâce à la transmission d'un patrimoine que nul ne pourra enfermer. Ainsi, il implique que son héritage est extérieur à l'organisation politique qu'il a fondée.

²²⁴ VO : "Não adianta achar que tudo vai parar no dia em que o Lula tiver um infarte. É bobagem. Porque o meu coração baterá pelo coração de vocês e são milhões de corações. Não adianta acharem que vão fazer com que eu pare. Eu não pararei porque eu não sou mais um ser humano. Eu sou uma ideia. Uma ideia misturada com a ideia de vocês".

C'est ce patrimoine positif qui est justement mis en question dans la publication « défaite historique » qui revient sur la condamnation de l'ancien président (Figure 90). L'enjeu n'y est pas seulement de souligner la défaite de la défense de Lula dans un processus judiciaire, mais de mettre en évidence sa débâcle en tant qu'homme politique.

Figure 90 : La fin du « lulisme » selon Veja (V34, 31/01/2018)



Occupant intégralement la page droite de la publication, l'image proposée de Lula, fruit d'un montage photo, le présente avec un drapeau brésilien en triste état, tâché d'une matière sombre semblable à de la boue, et déchiré à plusieurs endroits. L'homme le soutient, regard droit devant lui, sourcils froncés, sans l'esquisse d'un sourire. Il a les cheveux et la barbe grisâtres, et son costume noir se fond presque dans l'arrière-plan. Le même ensemble vestimentaire, veste noire, chemise blanche et cravate foncée à rayures argentées, est observé dans le personnage de la couverture de presse intégrée au texte de la publication (à gauche). Nous y voyons le même homme, mais cette fois avec des cheveux noirs, et une barbe seulement grisonnante par endroits, étalant un large sourire face caméra sur un fond bleu étincelant. Il soutient un drapeau aux couleurs vives, cette fois en état neuf. Dans le texte du reportage, la présence de ces deux représentations iconiques contrastantes est ainsi expliquée : « À la première élection de Lula, en 2002, VEJA a publié un reportage qui a fait la une où son [de Lula] triomphe historique dans les urnes était célébré avec une photographie où il tenait un drapeau brésilien. Maintenant, son image actualisée, retouchée par ordinateur, est comme celle qui apparaît dans la page d'à côté, un Lula condamné déjà en deuxième

instance pour corruption passive et blanchiment d'argent, qui tient un drapeau aussi malmené que sa biographie²²⁵ » (V34, 31/01/2018).

L'homme triomphant parvenu au pouvoir présente ainsi un contraste avec l'homme vieillissant, au regard inquiet, au visage aussi dépité que son drapeau. La charge polémique de la réunion du texte et de l'image se place aussi dans la déconstruction de l'émotion de l'arrivée de Lula au Palais du Planalto. L'excitation de l'élection de Lula pèse sur la portée originale de la situation, soulignée par de nombreux intellectuels comme le sociologue Mendes (2003) qui, dans un essai à ce sujet, décrit ainsi l'élection de Lula : « Il s'agit de la poussée inédite, dans toute la périphérie mondiale, d'un parti différent au pouvoir. Cette nouvelle force provient d'organisations politiques formées de toutes sortes de défavorisés, et a eu pour socle des syndicats ouvriers de São Paulo » (p. 7). La machine gouvernementale a, en effet, changé de direction pour devenir la responsabilité d'un homme issu du mouvement syndicaliste, pour la première fois au Brésil, justifiant d'ailleurs la une de *Veja* de 2002 « triomphe historique ». L'application de l'adjectif antonyme pour titrer l'article de janvier 2018, « échec historique », insiste sur la portée aussi inédite de son imminente incarcération, ainsi que sur les dégâts qu'il aurait causés au pays en le dirigeant. Le parallèle entre ses années de pouvoir et sa condamnation vient renforcer l'idée d'un passage entre deux situations, équivalent à l'état du pays, un passé heureux contrastant avec une actualité affligeante.

Dans ce processus, la dimension politique de son engagement est évacuée du bénéfice d'une représentation péjorative de sa personne. Notre corpus abonde d'exemples de ce type, indicatif pour nous d'une présence prédominante d'un mouvement « antiluliste » pendant la procédure. Ce traitement par la presse témoigne de l'essor récent d'un phénomène qui va bien au-delà des accusations de corruption, et qui ne s'arrête pas après son emprisonnement. En d'autres termes, le retravail de l'image publique de Lula dépasse largement les périodes électorales, et devient un sujet d'impact direct dans la discussion démocratique au Brésil. Nous le mesurons par la forte association de son image à celle de Dilma Rousseff, et par le travail qu'il fait sur son image publique même après son incarcération (Barbosa de Almeida 2022). Il ressort ainsi que les passions autour de Lula sont liées également à des éléments de l'histoire personnelle de cet homme politique.

8.2.2. Une biographie brisée ou célébrée : points de vue divergents sur un parcours de vie

Le débat autour du terme « lulisme » constitue un symbole de la lecture opposée qui peut être faite du rôle qu'il exerce en tant que leader politique. Le répertoire du « lulisme » et de « l'antilulisme » se trouve pourtant bien au-delà de l'évaluation de ses années au pouvoir. La révision historique de son parcours de vie constitue un stock d'arguments mobilisés tantôt par ses défenseurs, tantôt par la partie accusatrice. Ce phénomène est bien entendu propre au domaine politique, où les biographies personnelles et publiques se confondent jusqu'à former une seule entité. En effet, pour construire une certaine crédibilité en tant que représentant des citoyens d'une région, le politicien se doit de fonder un ethos d'identification. Dans le cas de

²²⁵ VO : “ Na primeira eleição de Lula, em 2002, VEJA publicou uma reportagem de capa em que celebrava o seu triunfo histórico nas urnas e trazia uma fotografia em que ele segurava uma bandeira brasileira. Agora, sua imagem atualizada, trabalhada em computador, é como a que aparece na página ao lado um Lula condenado já em segunda instância por corrupção passiva e lavagem de dinheiro, segurando uma bandeira tão enxovalhada quanto sua biografia”.

Lula, l'*ethos* d'un représentant du peuple, d'une personne « simple », est particulièrement formateur de son identité. Cette construction forme l'ossature de ses discours électoraux et institutionnels pendant ses années de pouvoir, ainsi que des discours journalistiques qui soulignent notamment son passé ouvrier (Holzbach 2006). Progressivement, Da Silva devient :

« un président qui, non seulement occupe le plus haut poste de représentant de sa nation, mais aussi qui réfléchit l'image de ses citoyens, partage les mêmes valeurs, et connaît, par expérience de vie, les défis par lesquels passe la majorité pauvre de la population » (Tomaz et Gouvêa 2017, p. 459, notre traduction)

Un des nœuds centraux de sa biographie est effectivement le passage d'un enfant pauvre issu du *sertão*, région aride et reculée, au poste de président de la République. De sa biographie (Paraná 2010), on retient l'arrivée de sa famille sur le littoral de São Paulo, qui s'inscrit dans l'histoire des grands mouvements de population de la région nord-est vers le sud-est. Les *retirantes*, dénomination attribuée à ces ressortissants, cherchaient à améliorer leur situation sociale et économique en s'installant dans les grandes villes, notamment à cause de grandes sécheresses. Lula arrive donc à Santos en 1952 après treize jours de voyage en transports précaires. Après avoir exercé des « petits boulots » informels, comme vendeur, livreur d'un pressing et cireur de chaussures, il suit une formation pour devenir travailleur spécialisé en tournage mécanique, et devient ouvrier dans l'industrie métallurgique. Progressivement, il participe aux activités syndicales jusqu'à devenir, en 1975, le président du syndicat de la métallurgie de São Bernardo do Campo et Diadema. Après avoir intégré la création du Parti des Travailleurs, il présente, avec le soutien de cette organisation partisane, sa candidature au gouvernement de l'État de São Paulo en 1982. Il n'obtient que la quatrième place du scrutin, mais quatre ans après est élu au poste de député fédéral avec le plus grand nombre de voix comptabilisées à cette date.

Ses tentatives successives pour l'accès au poste de président de la République et sa victoire en 2022, que nous avons antérieurement détaillées, font que son récit de vie bâtit une « illusion biographique » : « il impose à la vie racontée une direction qui est celle de la logique narrative – un avant, un après –, et “ce sens” donné fait sens » (Wrona 2005, p. 99). Ce passage d'enfant pauvre à la plus haute fonction du pays est nourri d'un sens hautement politique, cette histoire se trouvant profondément valorisée dans le discours de Lula. Les connaissances du quotidien d'un enfant pauvre, par exemple, sont au cœur de sa construction identitaire qu'il affiche fièrement. Ses connaissances du monde du travail ouvrier, qu'il a longtemps côtoyé, créent également une plateforme importante dans son argumentaire, autant lors de sa prise de pouvoir, que pour s'y maintenir (Panke 2013; Panke 2014). Sa capacité à gouverner se base ainsi dans sa légitimité auto-proclamée à traiter les sujets cruciaux concernant les plus démunis. Cet argument est exposé jusqu'à la fin de l'affaire judiciaire qui nous intéresse :

- (78) “Quel crime ai-je commis dans ce pays ? Parce que j'ai rêvé qu'il était possible de gouverner ce pays en impliquant des milliers de pauvres dans l'économie, en donnant des places dans les universités et des emplois aux pauvres ?”, a-t-il questionné. “J'ai rêvé qu'il était possible de prendre les étudiants de la banlieue et de les placer dans les meilleures universités de ce pays afin que nous n'ayons plus de juges et de procureurs issus uniquement d'une élite.

Bientôt, nous aurons des juges et des procureurs nés dans la favela d'Héliopolis", a-t-il déclaré.²²⁶ (G156, 07/04/2018)

Ce passage rapporté par G1 est issu du discours à ses soutiens, réunis devant le siège du syndicat de São Bernardo do Campo en avril 2018, avant son départ en prison. Son propos débute avec une double question suggérant que le crime pour lequel il est inculpé n'est nullement lié au procès juridique, mais plutôt au rôle qu'il a exercé dans l'ascension sociale d'une partie démunie de la population. En guise de provocation, il poursuit sa prise de parole en affirmant que de nouveaux profils sociaux atteindront des postes auparavant réservés à une élite : « bientôt, nous aurons des juges et des procureurs nés dans la favela d'Héliopolis ». Cet exemple géographique précis constitue le cœur de son propos, il s'agit d'un bidonville de São Paulo, qui vient renforcer l'idée d'une mobilité sociale profonde favorisée par son gouvernement. Ce parcours d'ascension sociale, qu'il a rendu possible et pérenne, serait donc aussi symbolique qu'économique, tout comme son procès serait plus symbolique que factuel.

L'usage de l'adverbe « bientôt » indique d'ailleurs que son action porte des fruits au-delà de sa sortie du pouvoir. Cela serait une preuve du caractère ambitieux du projet entrepris qui se mesure aussi dans la construction initiée par « j'ai rêvé ». Cette construction verbale au passé n'indique pas que son propos est dépassé, mais plutôt que son projet politique d'inclure des personnes issues de la précarité dans les instances démocratiques s'est effectivement concrétisé. Ce « retravail d'*ethos* » (Amossy 2010) se fait par l'affirmation d'une action accomplie en faveur d'un changement profond des règles sociales et qui ne cesse de continuer. Son image passée y est par conséquent évoquée pour influencer le crédit qui lui est accordé dans le présent ; son entreprise argumentative en dépend car l'actualité de son discours, un dernier plaidoyer avant son entrée en prison, ne lui est pas favorable.

La revendication de son innocence passe ainsi par la réparation de son image en tant que dirigeant politique. La tentative de Lula de redresser ce dommage judiciaire, en appuyant son propos par la projection d'un rêve de transformation sociale, se trouve entravée par le camp adverse. D'abord, parce que ses réussites gouvernementales comme chef d'État ne lui sont nullement attribuées. Pour *Veja*, la prospérité de son gouvernement résulte d'une conjoncture globale des années 2000 :

- (79) « Lula a été un gouvernant d'une immense chance, il a présidé le pays dont l'économie a reçu plus de 200 milliards de dollars de profits bonus produits par les exportations de minéraux et grains qui ont eu des prix records dans la période. Si à la place de Lula on avait élu un poteau, cette masse spectaculaire de recours aurait été injectée dans l'économie brésilienne de la même façon²²⁷ » (V2, 09/03/2016)

²²⁶ VO : "Qual o crime que cometi neste país? porque sonhei que era possível governar esse país envolvendo milhares de pessoas pobres na economia, dar vagas nas universidades e empregos para os pobres?", questionou. "Eu sonhei que era possível pegar os estudantes da periferia e colocá-lo nas melhores universidades desse país para que a gente não tenha juízes e procuradores só nascidos na elite. Daqui a pouco teremos juízes e procuradores nascidos na favela de Heliópolis", afirmou".

²²⁷ VO : "Lula foi um governante de imensa sorte, presidindo um país cuja economia recebeu mais de 200 bilhões de dólares de recursos extras produzidos por exportações de minerais e grãos que tiveram preços recordes no período. Se no lugar de Lula tivesse sido eleito um poste, essa massa espetacular de recursos teria sido injetada na economia brasileira da mesma maneira."

Selon l'auteur du texte, la grande popularité résultant de ses réalisations, notamment en économie, lui est abusivement attribuée. La comparaison de Lula avec un « poteau » est révélatrice du mouvement polémique construit, c'est-à-dire la déconstruction de la biographie puissante de l'ancien président comme responsable politique, pour le transformer en simple objet inanimé bénéficiant de « cadeaux tombés du ciel ». Un autre mouvement de déconstruction biographique est la considération que son passé modeste n'est plus d'actualité :

- (80) Dans une biographie autorisée publiée en 2002, Lula a rapporté en détail son passé pauvre. À Pernambouc, dans son enfance, il ne se nourrissait que de haricots et de farine. Les privations ont continué à São Paulo, où il a déménagé. Le pouvoir a radicalement modifié sa situation financière et celle de sa famille. Depuis qu'il a assumé la Présidence, son patrimoine s'est multiplié 27 fois et ses fils se sont enrichis. L'ex-président est aujourd'hui millionnaire, propriétaire d'un patrimoine déclaré de 11,7 millions de réaux, selon la liste de ses biens qu'il a lui-même rendue à la Justice.²²⁸ (V39, 31/01/2018)

Ce passage, tiré aussi d'un reportage de *Veja*, rappelle d'abord que l'ancien président mangeait seulement des haricots avec de la farine dans son enfance, dans l'État de Pernambouc. Cet élément historique n'est évoqué que pour illustrer l'évolution financière de Lula à la suite de sa prise de responsabilité comme chef d'État. Cette partie de l'énoncé sous-entend que le contraste entre les deux positions patrimoniales viendrait changer sa condition de fragilité, et donc sa légitimité pour représenter la défense des plus opprimés. L'adéquation de son statut avec celui d'un « pauvre » n'étant plus observée, il serait dorénavant un politicien comme les autres, et non une exception dans la démocratie brésilienne.

Cela étant, l'auteur du discours reconnaît l'existence de son passé pauvre pour le rendre caduc. Ce même choix est observé dans la tribune d'opinion du journaliste déjà mentionné Demetrio Magnoli, publiée chez FDSP, le jour de la clôture du récit. L'imaginaire positif autour de Lula y est mobilisé en guise de critique envers ses actions de dirigeant, comme le révèle ce passage :

- (81) Sous l'ère Lula, la Petrobras a été colonisée par un cartel de partis politiques PT, PMDB, PP et escroquée par le cartel d'entreprises du BTP associées au lulisme. Sous le commandement de Lula, le BNDES [Banque Nationale de développement brésilien] a viré de fortunes aux entrepreneurs qui tournaient autour de la lampe de l'État. Le père des pauvres se vantait d'être en même temps le père des riches.²²⁹ (F118, 05/04/2018)

²²⁸ VO : “Em uma biografia autorizada publicada em 2002, Lula relatou detalhes do seu passado de pobreza. Em Pernambuco, na infância, só se alimentava de feijão e farinha. As privações continuaram em São Paulo, para onde se mudou. O poder alterou radicalmente a situação financeira dele e de sua família. Desde que Lula assumiu a Presidência, seu patrimônio multiplicou-se 27 vezes e os filhos enriqueceram. O ex-presidente é hoje milionário, dono de um patrimônio declarado de 11,7 milhões de reais, conforme a lista de bens entregue à Justiça por ele mesmo” ;

²²⁹ VO : “ Na era Lula, a Petrobras foi colonizada por um cartel de partidos políticos PT, PMDB, PP e extorquida pelo cartel de empreiteiras associadas ao lulismo. Sob o comando de Lula, o BNDES transferiu fortunas ao empresariado que orbitava em torno da lâmpada do Estado. O pai dos pobres gabava-se de ser, ao mesmo tempo, o pai dos ricos”.

À la différence de l'extrait précédent, on vise à nuire à l'image de l'homme politique à partir des éléments du procès intenté contre l'ancien gouvernant. L'auteur considère, en effet, que la corruption au sein de Petrobras est le résultat d'un mouvement politico-financier dirigé par « Lula ». Pour synthétiser son argumentaire, l'auteur affirme que « le père des pauvres se vantait d'être, en même temps, le père des riches ». La transformation de cet ensemble « père des pauvres » en son antithèse invite à lire les actions de l'homme politique comme grandement favorables à une partie fortunée de la population, et non à la partie misérable qu'il déclare défendre. Sa politique du « donnant-donnant » est donc critiquée, les divers intérêts que Lula tente de conjuguer l'amenant à produire des malversations selon l'auteur.

Nous notons aussi que la mise en contradiction de son statut financier s'accompagne de la remise en question de son intégrité morale. En effet, le passage d'un homme pauvre et vertueux à un politique intéressé est sous-entendu dans bon nombre de *tweets*. Généralement associées à la notion de « honte », ces publications rappellent, entre autres, la production médiatique que sa vie a été capable d'alimenter, par contraste avec la réalité de ses actions les plus récentes : « Nous regardons le film de Lula, un ouvrier qui vient de perdre sa femme et lutte même ainsi pour rentrer dans la politique. Et regardez aujourd'hui quelle honte²³⁰ ». La publication fait référence au film de 2009 intitulé *Lula : l'enfant du Brésil*, dirigé par Fábio Barreto. L'histoire du film s'inspire d'une biographie homonyme écrite par Denise Paraná tirée de sa thèse de doctorat et publiée en sa première édition en 1996 (la version française, que nous citons plus tôt, date de 2010). L'histoire est principalement axée autour de sa mère, surnommée « Dona Lindu », femme née à Caetés, un village du *sertão* du Pernambouc.

Un autre livre biographique a été envisagé par Fernando Morais, auteur de fameuses biographies brésiliennes, comme celles d'Olga Benário, d'Assis Chateaubriand et de Paulo Coelho. Soutien assumé de Lula, l'auteur assiste personnellement à son discours d'avril 2018 et se trouve alors même interpellé par l'ancien président : « Je suis sur le point de mourir et tu ne finis pas ma biographie²³¹ », lui a-t-il lancé. L'idée sous-entendue de ce passage du discours, que sa vie mériterait un livre écrit par un auteur de renom, inspire un reportage d'*UOL* dans lequel la relation entre da Silva et Morais (U128) est retracée.

Nous remarquons dans cette parole, à première vue anecdotique, que pour Lula, la procédure qu'il venait de subir n'entachait en rien son parcours. Au contraire, il estime son passé presque immaculé, et digne d'intérêt public. Paradoxalement, ses juges reconnaissent aussi son impressionnante biographie. En revanche, ils font usage de ce passé reconnu socialement pour regretter son histoire plus contemporaine : « Ce sont des faits regrettables, des faits qui ternissent la biographie de Son Excellence, mais qui sont des faits concrets, ce sont des faits qui se sont produits²³² », affirme par exemple le *desembargador* Victor Laus (J68). Le magistrat reconnaît l'effet de la procédure judiciaire sur la trajectoire symbolique de l'accusé,

²³⁰ VO : “A gente assiste o filme do Lula, um operário q th acabado de perder a esposa e luta contra entrar na política. E olha hj q vergonha”. Note de traduction : comme souvent dans cet espace d'expression, certains mots viennent abrégés pour une économie de caractères. Nous choisissons d'apporter la traduction sans ces réductions pour que le contenu du message soit plus clair pour un lecteur francophone, mais dans la reproduction de la version originale ces opérations linguistiques sont affichées sans modifications”.

²³¹ VO : “Eu estou quase pra morrer e você não termina minha biografia”.

²³² VO : “São fatos lamentáveis, fatos que deslustram a biografia de Sua Excelência, mas que são fatos concretos, são fatos que ocorreram”.

mais utilise cette donnée pour justifier, et même empirer, la nature tangible de la peine qu'il encourt.

Pour le camp de la défense, *a contrario*, son parcours serait le garant de son bon comportement. Dilma Rousseff justifie, par exemple, la nomination de Lula au poste de ministre de la Maison Civile en mars 2016 de la manière suivante : « Le président Lula est une personne qui ne peut pas avoir sa biographie détruite de cette façon. Ce n'est pas juste. L'appeler à la Maison Civile montre ma confiance dans sa trajectoire, sa biographie et son engagement envers toutes les bonnes pratiques²³³ » (G39). Le terme employé : « le président Lula », alors que Rousseff occupait le poste à ce moment-là, témoigne d'une reconnaissance pérenne de son statut de chef d'État. La double mention du mot « biographie » appuie sur le fait que son passé illustre vient conforter son intégrité dans le présent. La notion d'un procès qui viendrait nuire à son passé immaculé est présente, comme si le procès venait tacher tout son état présent, mais également son parcours antérieur, y compris sa trajectoire avant l'accession au pouvoir.

À propos de sa défense, on voit de fait qu'il n'existe pas de distinction entre vie privée et publique. Les deux sphères se côtoient et deviennent un même projet défensif cherchant à glorifier son parcours jusqu'au pouvoir, ainsi que ses actions politiques. Le jour de son incarcération témoigne particulièrement de ces choix signifiants à propos de sa vie, comme on le voit dans ce *tweet* : « Lula a traversé le pays et est devenu cireur de chaussures. Il est devenu ouvrier. Il est entré en politique et est devenu président. Il a changé la vie de millions de personnes et nous a montré, avec sa trajectoire, que le rêve d'un pays plus juste ne peut pas prendre fin! #OcupezSãoBernardo²³⁴ » (07/04/2018). Le début du *tweet* comporte un rapide aperçu de son parcours, avec trois phrases comportant chacune des verbes de transformation. Aucune date ni aucun lieu ne sont mentionnés, faisant des actions réalisées le centre du récit. Ces énoncés indiquent une modification progressive d'état, qui l'amènera finalement à prendre des responsabilités d'État tout en étant conscient des difficultés du travail informel et en usine. En effet, cette publication expose le projet de défense le plus répandu sur Twitter au moment de son emprisonnement : faire de son passé un récit aussi unique qu'universel.

Ce programme argumentatif reprend notamment la ligne défensive que Lula bâtit, autrement dit la valorisation de son passé personnel. L'importance majeure de ses actions politiques pour la construction d'un pays plus égalitaire et juste, pour une grande masse de personnes, se trouve justifiée par son passé en dehors de l'institution politique traditionnelle. L'utilisateur de Twitter estime ainsi que l'homme politique n'aurait pas pu être aussi sensible à la cause des plus démunis sans avoir vécu une partie de sa vie sans prétention politique. Le « Lula politicien » trouve sa défense dans le « Lula homme commun » et le « Lula syndicaliste ». En effet, la citation de la ville de São Bernardo do Campo par le biais du #OcupaSãoBernardo n'est pas anodine. L'ancien président s'y est rendu à l'issue de la demande de son emprisonnement, et y est resté jusqu'à être envoyé à Curitiba, comme nous

²³³ VO : "O presidente Lula é uma pessoa que não pode ter sua biografia destruída desta forma. Não está certo isso. Chamá-lo para a Casa Civil mostra minha confiança sobre a trajetória dele, a biografia dele e no compromisso dele com todas as práticas corretas e idôneas".

²³⁴ VO : "Lula cruzou o país e se tornou engraxate. Cresceu e virou operário. Entrou para a política e virou presidente. Mudou a vida de milhões de pessoas e nos mostrou, com sua trajetória, que o sonho de um País mais justo não pode acabar! #OcupaSãoBernardo".

l'avons déjà mentionné. Le choix de ce lieu invite la presse à rappeler sa symbolique : « Ex-syndicaliste et métallurgiste, Lula a commencé sa trajectoire en tant que leader politique pendant le régime militaire. Il a présidé le syndicat des métallurgistes et, en 1980, aux côtés d'autres dirigeants, a fondé le Parti des travailleurs²³⁵ » (G154). Hautement connoté donc, cet endroit choisi pour ses derniers moments en qualité d'homme libre met en avant son passage d'ouvrier à leader syndical. Cette période de sa vie est en revanche autrement resignifiée dans le discours de la presse imprimée. De cet engagement syndical de Lula, on retient l'épisode de son emprisonnement en 1980.

Figure 91 : Actualiser le passé syndicaliste (couverture de *Veja*, 31/01/2018 et F184, 07/04/2018)



Les deux publications apportent une même photographie en noir et blanc de Lula. Elle se veut, à partir de différents signes réunis, caractéristique d'une photo de détenu : le plan poitrine, le face caméra avec l'apparence sérieuse, voire sévère, et l'identification de la personne représentée par un panneau muni d'une cordelette nouée autour du cou. Sur ce rectangle noir, placé au niveau de la poitrine, se voient les lettres « D », « O », « P », « S », le chiffre 80 et l'inscription N° 12712, informations écrites en blanc. DOPS était l'acronyme de « Departamento de Ordem Política e Social » (« Département de l'Ordre Politique et Social »), organe étatique existant depuis 1924 et opérant pendant le régime militaire afin de prévenir et combattre des crimes d'ordre politique qui mettaient en danger la sécurité de l'État²³⁶. Le cliché est donc inscrit dans un cadre politique bien précis, où le régime en vigueur considérait l'ancien

²³⁵ VO : "ex-sindicalista e metalúrgico, Lula iniciou sua trajetória como líder político durante o regime militar. Presidiu o Sindicato dos Metalúrgicos e, em 1980, ao lado de outros líderes, fundou o Partido dos Trabalhadores".

²³⁶ Loi n° 2304 datant du 30 décembre 1924 (contexte de l'*Estado Novo*, régime politique autoritaire mené par Getúlio Vargas).

président comme un danger envers son autorité. 1980 est, en effet, l'année de la plus grande grève des travailleurs dans la grande banlieue de São Paulo, événement très soutenu par le syndicat des métallurgistes de São Bernardo do Campo présidé à l'époque par Lula. Son rôle dans ce procès apporte la reconnaissance de Lula par le régime comme le leader de la classe ouvrière.

Dans les deux cas, le contexte de lutte salariée n'est pas précisé. *Veja* se sert de l'image pour la création d'un statut actuel fictif empruntant les mêmes codes d'un passé factuel. En rappelant son passé déjà compliqué avec la Justice, l'objectif de la représentation imagée est de relier le passé lointain à l'état présent du personnage. Une photographie récente de Lula est ainsi modifiée pour ressembler au cliché de 1980 : la même disposition des éléments esthétiques, des vêtements à la position du panneau noir, est appliquée. Les codes esthétiques, plan, encadrement, couleurs, sont également répliqués. Cette version créée anticipe visuellement la scène de son emprisonnement. Publiée lors de la condamnation en appel du président, la couverture de l'hebdomadaire pose par écrit la question « ce qui manque pour que Lula soit arrêté » précisant dans le message linguistique que l'événement ne s'est pas encore produit. Simultanément, le média présente le fait comme une réalité proche : « (...) dans le scénario le plus extrême, il peut être en prison dans quarante jours ». L'image présente ainsi l'envoi effectif en prison de Lula en 2018 comme une donnée définitive, apportant pour cela le rappel d'un fait de 1980, un épisode de sa vie publique vidé ici de son contexte.

Cette reprise iconographique rappelle en outre une conséquence d'une action politique de l'ancien syndicaliste. La connexion causale implicite est que Lula agit dès le départ de sa vie politique contre les intérêts de l'État. En effet, l'image est l'illustration des conséquences tangibles subies à la suite de certaines actions au début de son militantisme. Cette lecture est mise en avant dans le journal FDSP qui apporte une distinction entre le passé syndicaliste de Lula, où il a été puni pour ses idées, et son présent de dirigeant où une sanction lui advient par une condamnation issue d'un tribunal civil jugeant des crimes communs. Insérée au milieu de la page huit de l'édition du 7 avril 2018, la photographie de 1980 vient de ce fait souligner le caractère « commun » de l'emprisonnement de 2018, ainsi que sa nature inédite, mesurée d'ailleurs dès le titre (« le cas du *petista* est inédit dans l'histoire du pays »). Dans le texte, le souvenir d'autres anciens présidents subissant des procès à cause de leur position politique est rappelé afin d'appuyer cette même idée : « Luiz Inácio Lula da Silva sera la première personne ayant occupé la fonction de président de la République à être incarcéré après condamnation dans la sphère pénale. Dans l'histoire républicaine, sont partis en prison des gouvernants ou ex-gouvernants suspects ou accusés de crimes politiques, au milieu de crises et de putschs » (F182).

La singularité du procès de Lula est souvent rappelée, et cela avant même la conclusion de la poursuite judiciaire. L'édition de FDSP du 13 juillet 2017, après la première condamnation à l'égard de Lula, présente par exemple le texte : « Jamais avant dans l'histoire du pays un ex-président n'avait été condamné pour un crime » (F134). Ce titre a la particularité de recourir à une expression typiquement luliste « Nunca antes na história do país » (« Jamais avant dans l'histoire de ce pays », en français) qu'il utilisait notamment pour rappeler ses bienfaits inédits pour le pays. La reprise de cette expression triplement redondante constitue un mécanisme de reprise polémique qui rappelle la cible du discours. En outre, cela vient renforcer le fait que son inculpation judiciaire est aussi inédite que son parcours est atypique.

La sélection de certains faits de sa vie publique, en cachant délibérément quelques éléments de contexte, vise à entacher sa biographie pour entamer la confiance en ses actes passés. Les éléments biographiques mobilisés viennent souvent déconstruire l'image d'un gouvernant habile. Le remaniement des « images préalables » qui circulent autour de sa personne, de même que le détournement de l'usage de sa phrase signature, porte préjudice à sa réputation, à son autorité face au public. Comme l'écrit Amossy (2022b) « La confiance qui conditionne l'autorité suppose l'intime conviction de la compétence du locuteur, de la droiture de son jugement comme de ses intentions » (p. 8). Il s'agit ainsi d'agir sur la « crédibilité morale reconnue à celui qui parle » (Angenot 2013) pour modifier le statut du locuteur. Son honnêteté, non moins que sa compétence, est de cette façon au cœur des discussions à son sujet.

Cette opposition morale débouche sur le développement de l'idée d'une idole qui se déconstruit, qui perd son identité immaculée. Le mythe du leader politique qui a bien conduit le pays est ainsi dénaturé chez *Veja*. La force symbolique des unes suivantes de *Veja*, dans leurs messages plastiques et iconographiques, repose justement sur l'idée d'une chute libre, et cela même avant la conclusion du procès (Figure 92).

Figure 92 : La fonte d'un mythe, couvertures de *Veja*, 21/09/2016 et 11/04/2018



Sur la première couverture apparaît, en gros plan isolé au centre, un visage de forme arrondie sans corps, sur fond rouge. Certains éléments ressortent de l'image, marqués par des traits noirs qui se superposent sur cet arrière-plan rouge, tel un tampon sur une feuille de papier. L'expression de cette « tête flottante » est sérieuse, nous voyons le regard fixant le spectateur, et l'ombre sombre simule la profondeur de ses traits d'expression, notamment sur le côté droit. Les traits de ce visage, spécifiquement la barbe, les oreilles et le nez sont amplifiés pour que l'on puisse bien identifier le personnage à l'effigie de Lula. Le dessin est inéquitable, les lignes mal définies donnent l'apparence d'un liquide visqueux s'écoulant du haut vers bas. En dessous, cette matière de couleur noire coule jusqu'au bas de la page et provoque la sensation

d'aller même au-delà de la couverture. Cette proposition esthétique n'est pas accompagnée de texte, la bande jaune dans le haut de la page à gauche faisant référence à un autre titre de l'actualité.

Ce dessin veut résumer les événements de la semaine, la présentation de l'accusation et son acceptation par Moro, en choisissant de les recentrer autour du seul accusé et de son mal-être. Son état d'esprit est ici représenté l'idée d'une fonte, un chemin sans retour vers la mort de son portrait, faisant référence à son image publique. Cette signification est portée par un feuilleté de représentations symboliques à commencer par cette tête sans corps, évoquant l'action de guillotiner un chef, le choix du fond monochrome couleur sang n'étant pas anodin. Sa décapitation étant ici l'emblème d'un châtiment symbolique pour les tricheurs et corrompus. La raison de cette punition est d'ailleurs indirectement présente dans ce visage éclaboussé par la souillure d'un liquide visqueux et noir, faisant référence au pétrole de Petrobras qui est au cœur de l'enquête.

Cette création esthétique à forte portée symbolique fait également écho à d'autres productions textuelles de ce périodique, comparant Lula à d'autres personnalités publiques qui ont perdu la confiance de la population par suite d'actions condamnables. Un premier exemple se trouve dans le texte d'opinion « idoles déchues » (V6) qui tisse un parallèle entre la situation pénale de Lula et le dopage d'une fameuse joueuse de tennis, ou encore une photo nue de Kim Kardashian, les deux événements entraînant une mauvaise réputation de ces personnes. Pour l'autrice du texte, l'ancien président perd de son mérite, et même de son autorité, dès le début de son procès, et sort ainsi du rang des individus exemplaires et dignes d'admiration.

C'est un argument assez comparable que l'on trouve dans un autre texte, les « orphelins du mythe » (V52), dans lequel il est rappelé que des leaders de gauche des États-Unis et d'Europe ne pourront plus compter avec l'exemple de Lula pour leurs plateformes politiques : « En dehors du Brésil, les admirateurs de l'ex-président ont perdu leur héros²³⁷ », résume l'article. L'idée d'un mythe déchu s'exprime dans la couverture du numéro qui abrite cette publication (à droite de la Figure 92) : il s'agit d'affirmer la fin de Lula par le dessin de son visage sur fond noir, traversé de haut en bas par trois grosses barres également noires. La couleur blanche choisie pour dépeindre sa barbe et sa chevelure met en évidence son vieillissement, un signe supplémentaire d'achèvement. À l'intérieur du numéro, l'artiste cubain qui l'a dessiné, Edel Rodriguez, responsable du design d'autres couvertures iconiques de grands magazines mondiaux comme le Time et Der Spiegel, est présenté, pour signifier la dimension extraordinaire de la commande de cette proposition esthétique.

Il est ainsi intéressant de noter que les mots utilisés pour désigner Lula dans ces textes : « idole », « mythe », « héros », et la place prédominante de son visage dans les unes lui accordent la reconnaissance de l'importance qu'il assume dans le scénario brésilien et mondial. Néanmoins, ces termes et productions esthétiques sont utilisés pour signaler la fin possible de leur usage, une opération irréversible sur son ethos. Son déclin, cette fin fatidique et irréparable, est aussi dépeint comme une trahison de la confiance que l'on a auparavant accordée à sa personne. En effet, au-delà de débattre de la véracité de ses prises de position dans le cadre du procès judiciaire, on cherche à exercer une influence sur la confiance donnée au personnage politique. À cette fin, certains traits biographiques sont mobilisés, au lieu d'être cachés, pour proposer une nouvelle lecture de son parcours. On cherche dans le camp

²³⁷ VO : «Fora do Brasil, os admiradores do ex-presidente perderam seu herói».

d'opposition à détruire également le charisme de cet homme politique, en faisant aussi appel à la fragilité de l'homme derrière le politicien.

8.2.3. Jararaca, cachaceiro, Pelé, Jésus : (re)travail sémantiques des symboles

Des procédés d'intimidation discursifs sont employés pour soumettre l'homme accusé à une position basse, d'infériorité. Ils sont liés non seulement à l'objet des accusations portées à son encontre et aux actions de son gouvernement, mais également à sa personne. Un arsenal argumentatif est mobilisé pour la construction de l'image d'un homme malpoli, bête et ivrogne pour appuyer la représentation de Lula comme un criminel, notamment sur Twitter. Nous y retrouvons un nombre considérable d'attaques *ad hominem*, c'est-à-dire en direction de la personne qui porte le discours et non à son contenu. Elles s'inscrivent dans le cadre discursif du discours polémique où « ressortent inexorablement des procédés discursifs relatifs au champ sémantique guerrier que sont l'agressivité, la véhémence, les insultes, etc. Cela va de pair avec une attaque vers la personne plutôt qu'à l'encontre des arguments. » (Kerbrat-Orecchioni, 1980, p. 11). De l'insulte à l'attaque envers la moralité, les propos tenus prennent appui sur les caractéristiques physiques et/ou les comportements quotidiens de Lula.

Le surnom que l'on attribue à l'ancien président configure d'emblée une des portes d'entrée des polémistes. En effet, son nom de naissance est « Luiz Inácio da Silva », le surnom « Lula » apparaît pendant son enfance, sa biographe expliquant que « comme de nombreux Luiz du Nordeste, Luiz Inácio fut surnommé Lula » (Paraná 2010). Il s'agit à l'époque d'une manière de se référer affectueusement à sa personne, un sobriquet créé pour adoucir le prénom « Luiz ». Comme l'inscription de surnoms dans les listes électorales était interdite par la législation en vigueur, il change son nom en 1982 et son patronyme devient officiellement « Luiz Inácio Lula da Silva ». L'activité politique supplante en un sens son identité de naissance, une transformation qui en dit long sur la place du politicien par rapport à l'homme, qui devient lui-même porteur d'un récit :

« Le nom renommé par le surnom ne renvoie plus au discours social anonyme, mais à une situation d'énonciation spécifiée. En ce sens, le surnom joue le rôle d'un shifter, ou embrayeur – un moyen particulièrement économique d'évoquer tour à tour dans le récit l'identité hors contexte et la personnalité en contexte de l'individu renommé. » (Wrona 2005, p. 102).

Le mot « Lula » devient ainsi porteur d'une parole politique, occupant une place prédominante dans la construction personnelle du politicien et faisant presque oublier le sens premier du terme en langue portugaise. En réalité, le substantif « lula » signifie « calamar ». Ce sens du mot est investi par ses détracteurs dans la polémique étudiée pour renforcer certains disqualifiants personnels. L'idée que Lula serait un animal de mer est le symbole d'un raisonnement que nous répertorions tout au long de la polémique sur Twitter : Lula serait d'une ignorance intense et d'une malhonnêteté affirmée. Cette vision débouche sur la perception qu'il n'a pas d'aptitude pour le pouvoir politique, spécialement à partir de l'épisode de la divulgation d'échanges téléphoniques personnels de Lula. Propulsées dans la sphère publique, les modalités d'énonciation assumées par Lula dans ces échanges ne prenaient pas en compte le fait que les audios deviendraient publics. Lors de cet épisode, sa manière spontanée de parler, intégrant notamment l'utilisation de gros mots, devient un sujet d'intérêt.

La télévision brésilienne ne permettant pas la diffusion de mots injurieux, JN est contraint d'occulter ces termes. L'existence de ces jurons est quand même soulignée. Pendant l'édition

du 16 mars 2016 du JT, les présentateurs ont lu certains de ces échanges en direct et, quand un gros mot était présent dans la transcription, il était signalé par une pause dans le discours :

(82) Lula: Tu vois? Je pense qu'ils sont (**il prononce un gros mot**).

Nelson Barbosa : Je vois.

Lula: Ils cherchent la petite bête. Je pense... Je vais demander à Paulo Okamoto de tout mettre sur papier, parce qu'il fallait que tu appelles le responsable et de le dises (**il prononce un gros mot**) : Vous faites la même chose avec Globo, avec l'Institut Fernando Henrique Cardoso, avec Gerdau, avec le SBT, avec le Record ? Ou c'est juste avec Lula ?

L'ancien président prononce un gros mot. Puis un autre gros mot. Nelson Barbosa répond : d'accord, demande à Paulo de le faire²³⁸. (J23, 16/03/2016)

La phrase "il prononce un gros mot" se trouve souvent précédée d'un silence et d'un regard vers le téléspectateur. Cette attitude fait entrevoir une certaine gêne des journalistes qui ne laissent en aucun cas entendre quel mot, parmi tous les jurons existants. Cet embarras est aussi ressenti dans la manière dont *Veja* traite ce sujet. En effet, la revue expose en page simple la retranscription de certains dialogues de Lula, sans intervention journalistique, dans lesquels les mots injurieux n'ont pas été censurés. Dans le corps du reportage, néanmoins, les extraits cités sont travaillés graphiquement de manière à supprimer les offenses. Le mot « fodido » (foutu) devient « f... », par exemple. Cette représentation visuelle apporte l'idée d'un propos tellement déplacé que le journaliste ne peut pas reproduire dans son discours.

La gravité des remarques injurieuses de Lula est aussi accentuée par les réactions politiques répertoriées par la presse. Le sénateur Ronaldo Caiado (DEM) regrette par exemple que Lula « ne se soit pas excusé auprès de la société brésilienne pour les gros mots qu'il a utilisés et encore moins pour les autorités qu'il a agressées²³⁹ » (J34). Pour ce parlementaire, le contenu des attaques verbales émises par Lula en direction du pouvoir judiciaire durant ses conversations téléphoniques est une offense de même gravité que la forme avec laquelle il s'exprime. Jugée peu républicaine, la tournure de ses propos est tellement injurieuse qu'une rétractation publique pour nuancer l'embarras provoqué serait nécessaire. Autrement dit, sa manière de s'exprimer serait incompatible avec l'exercice d'un poste politique.

La quantité de gros mots prononcée par l'ancien président et leur répercussion dans la presse deviennent la source de moqueries sur Twitter. Une partie considérable des publications ne présente pas en revanche un positionnement clair face à Lula. Elles laissent transparaître plutôt une pratique humoristique à partir de ce fait d'actualité, le *tweet* le plus partagé et aimé ce jour du 16 mars 2016 étant un jeu de mots créé avec le double sens du terme « Moro » en portugais (pour rappel, il peut aussi désigner le verbe habiter conjugué au présent de l'indicatif à la première personne singulière). En référence à une chanson brésilienne de grande

²³⁸ VO : "Lula: Sabe? Eu acho que eles estão sendo (e fala um palavrão). | Nelson Barbosa: Tá. | Lula: Tão procurando pelo em ovo. Eu acho... Eu vou pedir pro Paulo Okamoto botar tudo no papel, porque era preciso você chamar o responsável e falar (ele fala um palavrão) : "você estão fazendo o mesmo com a Globo, com Instituto Fernando Henrique Cardoso, o mesmo com Gerdau, o mesmo com o SBT, o mesmo com a Record! Ou só com o Lula?" | O ex-presidente fala um palavrão. E logo em seguida fala outro palavrão. | Nelson Barbosa responde: Tá, pede pro Paulo colocar".

²³⁹ VO : "Ele não se desculpou a sociedade brasileira pelos palavrões que usou e muito menos as autoridades que agrediu".

renommée, l'utilisateur crée une nouvelle version de l'échange entre : « Lula : moro / dilma : qu'est-ce qui se passe avec moro ? / lula : dans un pays tropical / dilma: aaah va te faire foutre / lula : kkkkkkkkkjjk²⁴⁰ ». Par ailleurs, certaines personnes ne font que partager leur étonnement quant au nombre de gros mots proférés par Lula. Pour ce faire, elles procèdent à une comparaison quantitative, comme dans ces deux exemples : « Lula a utilisé plus de jurons lors de l'appel que mon père en regardant le match²⁴¹ !!! » et « Avec ce numéro du Jornal Nacional, j'ai appris que Lula utilise plus de gros mots que 🤪²⁴² ».

De façon plus minoritaire, cette information peut favoriser une posture plus engagée qui se disperse globalement selon au moins deux pôles opposés. Un échantillon de ces discussions, qui n'est pas directement proportionnel à l'apparition de ces deux groupes de discussion sur Twitter, est reproduit ci-dessous (Figure 93).

Figure 93 : Échantillon des mentions aux jurons de Lula sur Twitter (12/07/2017)



L'usage du fait d'actualité à des fins de positionnement se fonde d'abord sur la critique de la diffusion des échanges faite par la presse. Pour certains, elle a accordé trop de place au nombre de gros mots présents dans les appels, le droit à la diffusion de ces appels étant en contrepartie marginalement questionné. La cible très majoritaire de cette critique est le journal télévisé (A) : « Selon JN, voici la conversation : Dilma : salut Lula Lula : gros mots Dilma : quoi ? Lula : juron juron juron Dilma : Je ne comprends pas Lula : va te faire foutre ». Considérée comme ridicule, l'omission des gros mots par les présentateurs du JT est spécialement soulignée (B) : « J'adore les lectures de globo des échanges de Lula. ils font des pauses, des petits bégaiements, "ici le président a dit un gros mot....." ».

²⁴⁰ VO : "lula: moro / dilma: oq tem o moro? / lula: num pais tropical / dilma: aaah tma no cu arrombado / lula: kkkkkkkkkjjk".

²⁴¹ VO : " O Lula falou mais palavrão na ligação, do que meu pai assistindo jogo!!!".

²⁴² VO : " Com essa edição do Jornal Nacional eu aprendi que o Lula fala mais palavrão que eu 🤪".

Pour un autre groupe, le problème n'est nullement le journal, mais Lula et ses capacités. En effet, on retrouve ici la lecture qui insinuerait que l'ancien président s'exprimerait à l'image de son gouvernement comme en (C) : « Jamais auparavant dans ce pays JN n'avait fait autant de mentions de "jurons". C'est la langue de Lula et ce que le PT a fait au Brésil ». D'autres personnes (D) interprètent ce vocabulaire de Lula comme un symbole de son manque de compétence pour être un leader politique qualitatif, ce qui rejoint ainsi l'opinion du député mentionné : « Les gars, et combien de jurons Lula dit-il ? C'était un ancien président, il devait être au moins poli. #sqn afffff »

On remarque donc combien l'usage de jurons nourrit l'argument du manque de prestance de cet homme politique. En reprochant à Lula l'usage de gros mots, la question de la « compétence des sujets » en polémique est ici en jeu, et, selon Garand (1998), elle se détache d'un rapport de forces s'exprimant à deux titres : le savoir-faire déontologique et épistémologique. Ce dernier nous intéresse, car il suppose une maîtrise de la langue, une argumentation acceptable et cohérente. L'emploi des jurons par Lula sert à ses détracteurs d'arme rhétorique pour défendre aussi bien leur supériorité vis-à-vis de l'accusé que la délégitimation de cet acteur politique auprès du public.

Ce discrédit jeté sur sa personne vient en réalité d'un interdiscours préalable, la manière de parler de Lula faisant l'objet de critiques dans la presse bien avant le procès de Lava Jato. Comme souligne Piovezani (2017), l'ancien président était fréquemment critiqué dans la presse par le fait de rompre avec les règles formelles de la langue portugaise :

« À la parole publique de Lula ont été constamment attribuées l'inaptitude linguistique, et souvent même une absence absolue de toute compétence linguistique, comme si son discours n'était qu'une somme d'erreurs ("il agresse le portugais, sans laisser presque aucune phrase indemne" ; "les aberrations linguistiques" etc.), et la rudesse de ses modes d'expression » (p. 24, notre traduction)

À d'autres moments de la polémique, sa manière de parler est effectivement dépeinte comme rustre. Un exemple en est donné par la phrase suivante attribuée à Lula par *Veja* : « Dilma est parfaite pour être dirigée par moi, mais une tragédie pour diriger les autres²⁴³ » (V7, 16/03/2016). Cette reconstitution n'a aucune source, sa véracité ne peut pas être vérifiée par le lecteur. Pourtant, elle contribue à l'imaginaire construit d'un homme malpoli s'exprimant de façon brutale, sans aucune politesse, et avec une toute-puissance arrogante. Pour contribuer à ce sentiment, le magazine expose en couverture Lula dans une posture gestuelle agressive.

²⁴³ VO : "A Dilma é ótima para ser mandada por mim, mas uma tragédia para mandar nos outros".

Figure 94 : Lula, homme arrogant, couverture de *Veja*, 23/03/2016



Ce cliché apparaît six fois sur la couverture, à l'intérieur de carrés de taille égale disposés en deux lignes de trois vignettes. L'image affiche Lula, le bras droit plié en angle droit vers le haut, poing fermé, et la main gauche en appui sur la pliure du coude. Son visage est tourné vers le haut et sur sa gauche, le menton en avant et la bouche légèrement entrouverte. Ces éléments apportent une expression corporelle de confrontation dans un rapport offensif avec celui qui le regarde. Ses membres supérieurs forment, en effet, la gestuelle caractéristique d'un bras d'honneur. Elle sert à exprimer corporellement que l'on méprise ce qui est soumis à notre attention, par une démonstration de force. Par cette représentation, *Veja* implique que Lula prend à la légère les faits mentionnés par écrit en bas de chaque photographie : *mensalão*, *petrolão*, ferme d'Atibaia, Triplex du Guarujá, Maison Civile, la « voix de la rue ». Il se moquerait donc de l'affaire existant contre lui en Justice, comme il l'aurait fait avec le *mensalão*, et ne prend pas en considération les citoyens qui descendent dans la rue pour montrer leur indignation. Toute cette gestuelle suggère que Lula est hautain et certain de sortir indemne de ces accusations, comme s'il ne craignait pas d'être rattrapé par la Loi.

Sur Twitter, le corps de Lula est également sollicité dans les énoncés de ses opposants. À l'issue de sa condamnation en première instance, un parallèle entre la quantité réduite des doigts de sa main, et la peine de prison proférée par Moro est présent sur la plateforme numérique. Le petit doigt gauche de Lula a dû être amputé à sa racine par suite d'un accident de travail. Alors qu'il était encore stagiaire dans une usine de métallurgie, une presse industrielle défectueuse lui a écrasé la main. Ce dommage irréparable hautement symbolique témoigne aussi bien des années de labeur de Lula comme ouvrier, que du grand nombre d'accidents de travail au Brésil (le pays détenait à ce moment-là le record mondial de ce type d'événement). En juillet 2017, en revanche, l'état de sa main se rapporte pour ses adversaires à la peine de prison de neuf ans et demi à laquelle il devait faire face (Figure 95).

Figure 95 : Relation entre le nombre de doigts de Lula et le verdict de Moro (13/07/2017)



Ce rapport est explicitement exposé en (A), où on lit : « 1 an de prison pour chaque doigt, ça ressemble au destin ! #Lula #SoutienàSergioMoro #SergioMoro #Justice ». L'idée d'un rapport fatidique entre les deux événements est ensuite confortée par l'image de Lula les deux mains en air. Datant de 2010, celle-ci est tirée d'un événement majeur ayant eu lieu lors de son gouvernement, le début de l'exploitation d'un nouveau gisement de pétrole dénommé « pré-sal », découvert le long des côtes du Sud-est brésilien. Le « Lula » qui pose sur cette photo est alors un président en fin de mandat et très populaire, fier de l'exploitation de cet or noir qui viendra enrichir la population du pays. Elle est d'ailleurs reprise lors de la campagne électorale de Dilma Rousseff pour soutenir les avancées du pays réalisées grâce au Parti des Travailleurs. Sur le *tweet*, cette photo n'est cependant pas mobilisée pour évoquer ce passé, elle n'est qu'illustrative du handicap physique de Lula. On voit bien à quel point l'image change de sens en fonction du cadre communicatif dans lequel elle circule.

Cette moquerie à partir d'un handicap physique de Lula se trouve en outre associée à l'idée d'un manque d'intelligence de l'ancien président, comme en (B) : « #Lula peut désormais compter sur ses doigts.... 9 ans. Et cette fois, sans se tromper !! hahaha #Lulacondamné ». Cette structure litigieuse doublement méprisante rappelle les arguments déjà présentés, et largement répandus, d'une incapacité intellectuelle de l'ancien chef d'État. Cette fois-ci, elle est accompagnée d'un argument physique, une forme d'attaque agressive, fortement ciblée et à haute portée symbolique. Comme le rappelle Garand (1998), en polémique « l'injure la plus basse est celle qui vise l'adversaire dans son corps » (p. 147).

Dans ce même registre, un goût particulier qu'aurait Lula pour la cachaça est également remarqué par ses détracteurs. L'eau-de-vie brésilienne obtenue par la fermentation du jus de canne est réputée pour sa teneur en alcool élevée et son prix modéré. Elle est connotée donc négativement, dans le sens où l'on associe sa consommation à une classe populaire qui se soucie peu de la qualité du liquide consommé. Pour ces raisons, elle est particulièrement associée aux hommes alcooliques, l'adjectif « cachaceiro » désignant celui qui est souvent ivre ou qui présente des comportements immoraux. Ce terme est souvent associé à Lula,

notamment dans le cadre de mots d'ordre constitués lors de manifestations de rue contre lui et sa successeuse. La chanson d'ordre « Lula cachaceiro, devolve meu dinheiro » (en français, Lula *cachaceiro*, rends mon argent) n'est mentionnée qu'une fois dans notre corpus de presse (U34), mais revient avec force sur Twitter. Elle apparaît plus spécifiquement le 13 mars 2016 d'abord sous forme d'invitation à la manifestation (« Lula *cachaceiro*, rends mon argent ! #DescendendanslarueBrasil #RJ²⁴⁴ ») et ensuite comme manière de témoigner de sa participation après la tenue des actes (« Lula *cachaceiro* rends mon argent, PT dehors, Dilma dehors, Moro je suis avec toi, voilà ce que j'ai entendu dans la rue²⁴⁵ »).

Nous remarquons ainsi un usage particulièrement important de ce terme injurieux dans le contexte d'appel à mobilisation autour d'un symbole. L'invitation aux actes de rue se sert ainsi de Lula comme un agrégateur des mécontentements, une personne qui porte en elle toute la symbolologie dénoncée lors de la manifestation : l'homme ivrogne, incompétent, qui a volé l'argent du pays (c.f. Partie V). Face à cette accusation, quelques soutiens de Lula réagissent en lançant des provocations ironiques. C'est le cas de cette publication du 15 septembre 2016 faite à la suite de la présentation de l'accusation de Dallagnol : « décidez si Lula est un ivrogne analphabète ou un génie criminel international, les deux sont difficiles même avec beaucoup de conviction²⁴⁶ ».

Le caractère pernicieux trouvé dans le mot « cachaceiro » s'aligne sur un terme de l'arsenal discursif pour décrire le représentant du PT : « jararaca ». Ce serpent communément répandu dans la région de Mata Atlântica, forêt atlantique du Brésil, est réputé pour son venin mortel. L'animal est ainsi associé à l'imaginaire de dangerosité et de tromperie, son nom étant souvent convoqué dans le langage oral pour désigner une personne qui n'est pas digne de confiance. Le rapprochement entre ce serpent et l'ancien président se fait curieusement d'abord à son initiative. À l'issue de sa condução coercitiva, il mène un *meeting* politique devant un public de supporters réuni au Syndicat des Banquiers à São Paulo quand il prononce la phrase suivante : « S'ils ont voulu tuer la jararaca, ils ne l'ont pas bien fait, parce qu'ils n'ont pas frappé la tête, ils ont frappé la queue, parce que la jararaca est vivante²⁴⁷ ».

Le caractère imprévisible de cette prise de parole génère ce que Favart appelle un « événement discursif » (2013) caractérisé par la diffusion et la mise en partage d'un discours considéré comme bouleversant. Chez UOL, par exemple, cette phrase devient le titre d'une publication comportant les meilleures expressions de plaidoyer de l'ancien président : « "La jararaca est vivante" : voir les meilleures phrases de Lula pour sa défense (U1, 04/03/2016). La comparaison avec ce serpent perdure, FDSP y fait mention plus d'un an et demi après, le 13 juillet 2017, dans un texte d'opinion intitulé « La jararaca vit » (F123), où le rôle symbolique de Lula dans la politique brésilienne, malgré sa récente mise en accusation, est rappelé.

La caractéristique étonnante du discours se fonde sur l'usage par Lula d'une comparaison qui lui est à priori défavorable, en guise de défense. Ce retournement du stigmat négatif autour de « jararaca » ne fonctionne que dans son association avec le mot « vivante », servant ici à

²⁴⁴ VO : "Lula cachaceiro devolve o meu dinheiro! #VemPraRuaBrasil #RJ".

²⁴⁵ VO : "Lula cachaceiro devolve o meu dinheiro, Fora PT, Fora Dilma, Moro estamos com você, o que mais ouvi nas ruas.#LulaNaCadeia #PTdesMOROnando".

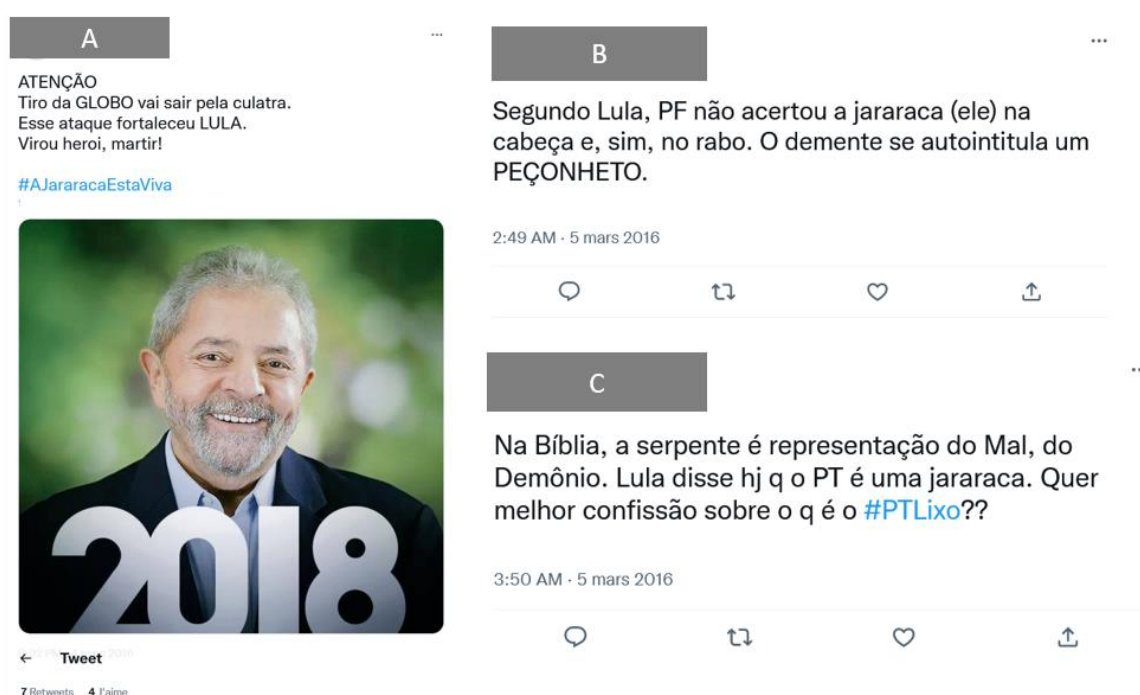
²⁴⁶ VO : "decidam se o Lula é um bêbado analfabeto ou gênio do crime internacional, os dois fica difícil mesmo com muita convicção".

²⁴⁷ VO : "Se quiseram matar a jararaca, não fizeram direito, pois não bateram na cabeça, bateram no rabo, porque a jararaca está viva".

souligner qu'il reconnaît l'attaque mortelle envers lui, mais qu'il en est sorti indemne. Dans l'analogie qu'il construit, l'animal devient un exemple de force et de résilience et sert à bâtir une forme de fierté. Plus encore, cela imprime une liberté de « ton » de parole choisi par l'ancien président, qui rejoint des stratégies de prises de parole antérieures, dans le sens d'indiquer son courage de parler librement avec des paroles communes et sans attaches particulières, une forme de rupture de forme avec la façon de s'exprimer dans les milieux politiques institutionnels. Cette posture vindicative séduit de nombreux utilisateurs de Twitter qui vont faire de la phrase « A jararaca está viva » un *hashtag* de soutien à Lula.

Si cette phrase devient ainsi la preuve de son courage, la comparaison animalière interpelle différemment ses opposants, qui vont rappeler le sens premier du terme afin de le transformer en insulte (Figure 96).

Figure 96 : Aperçu de la circulation du mot « jararaca » sur Twitter (05/04/2016)



En (A), on lit : « ATTENTION Le tir de GLOBO se retournera contre elle. Cette attaque a renforcé LULA. Il est devenu un héros, un martyr ! #LaJararacaEstVivante ». Pour soutenir l'idée de vitalité de l'homme politique, le locuteur reconnaît qu'un coup a été porté contre le politicien par un attaquant bien identifié, la chaîne Globo, mais que ce coup n'a fait que le renforcer. En d'autres termes, la force de l'agression de son ennemi ne fait que le rendre plus fort. Ce propos écrit est appuyé par une image présentant Lula avec l'inscription « 2018 ». Placé au centre de l'illustration, en apparence détendu et souriant, le maintien droit et regardant directement vers le spectateur, l'image présente les signes plastiques typiquement associés à une affiche de campagne présidentielle. La notion apportée d'une présentation de sa candidature au scrutin national renforce le sens positif accordé à la phrase de Lula « a jararaca está viva ». L'idée d'entrave, d'une forte opposition contre lui et son projet politique, se transforme en bénéfice pour sa personne.

Pour une autre partie des publications, « a jararaca está viva » est plutôt un aveu de dangerosité, voire une provocation : (B) « Selon Lula, le PF n'a pas touché la jararaca (lui) à la tête, mais à la queue. Le dément se désigne lui-même comme venimeux ». La reprise de

ce passage de son discours a, dans cet exemple, le but de souligner le manque de réflexion de Lula avant de fonder son argument de défense. Sa rhétorique est renforcée par l'adjectif « dément » utilisé pour souligner l'absurdité du propos tenu et le fait qu'il soit assez fou pour se comparer lui-même à un animal redouté. Un autre groupe de réactions propose une lecture de la situation issue de la religion, comme en illustre (C) : « Dans la Bible, le serpent est une représentation du Mal, du Diable. Lula a déclaré aujourd'hui que le PT est un jararaca. Voulez-vous une meilleure confession sur ce qu'est le #PTOrdure ?? ». L'imaginaire religieux convoqué fait référence notamment au passage biblique du livre de la genèse, où le diable incarne un serpent pour inciter Eve à commettre le premier péché. Lula aurait donc produit lui-même des preuves incriminantes, une ultime confession de la nature impure des idées portées par lui et par son parti, cité à deux reprises.

Cette interprétation religieuse autour du reptile est partagée par Janaína Pascoal, une des autrices de la demande d'impeachment contre Dilma Rousseff. Cette avocate animait régulièrement des réunions et conférences publiques pour défendre sa position d'opposante à l'ex-présidente et, de manière plus générale, au Parti des Travailleurs. Sa gestuelle et sa voix « explosives » lui ont valu une certaine popularité en ligne. Évangélique pratiquante de façon bien assumée, elle empruntait les codes du discours d'évangélisation pour appuyer ses points de vue. Dans un acte public le 5 mars 2016, à la faculté de Droit de l'Université de São Paulo, elle agite dans les airs un drapeau du Brésil tout en affirmant avec une voix ferme : « le Brésil n'est pas une République des serpents ». La vidéo de ce passage, relayée d'ailleurs sur Twitter, vient en renfort de diverses publications opposées à l'ancien président.

Nous faisons mention de cet épisode afin de démontrer que cette base argumentative religieuse existe à l'extérieur de Twitter, avec l'intervention de personnes disposant d'un droit important à la parole, de possibilités d'expression pouvant avoir d'importantes répercussions du fait de leur statut dans la société. Cet exemple témoigne aussi du rayonnement discursif de la comparaison entre l'homme et le serpent, une controverse que Veja cristallise dans sa une de l'édition 2469.

Figure 97 : L'analogie de la jararaca caricaturée en couverture de presse (Veja, 16/03/2016)



Le message écrit, « le désespoir de la jararaca », faisant clairement référence au discours mentionné, cette proposition esthétique dépasse sensiblement le parallèle construit entre Lula et la vipère brésilienne. La comparaison avec l'animal venimeux reçoit une couche supplémentaire de signification dès lors que la chevelure de l'ancien président devient un nid de plusieurs serpents jararaca. L'allusion à Méduse est évidente, ce personnage de la mythologie grecque qui possédait le pouvoir de pétrifier tout mortel croisant son regard. L'imaginaire social convoqué, une certaine menace, est nourri également de l'aspect enragé du visage de l'ancien président qui intensifie la notion de « désespoir » convoquée dans le texte. Cela donne à entendre que Lula a les nerfs vifs par suite de sa première interpellation, et que sa dangerosité ne fait que s'accroître.

Cette double métaphore s'approche de façon significative de la description que réalise Garand (1998) du processus de *démonisation* accompli par le discours polémique. Sur ce phénomène, l'auteur commente : « il s'agit alors d'associer adroitement certaines caractéristiques de l'adversaire à des tas de figures emblématiques qui ont subi l'opprobre de la collectivité » (p. 236). C'est ce même imaginaire mythique et religieux que nous pouvons d'ailleurs retrouver dans le reportage à l'intérieur de ce numéro de Veja qui contient la phrase : « les péchés attribués à l'ex-président sont nombreux²⁴⁸ » (V7, 16/03/2016). La malveillance de Lula est donc suggérée en faisant appel à un substrat de sens déjà circulant dans une civilisation judéo-chrétienne nourrie de mythologies gréco-latines.

²⁴⁸ VO : "São muitos os pecados atribuídos ao ex-presidente"

Comme nous l'avons mentionné, cette couverture (Figure 98) apporte aussi la notion de désespoir, lisible dans les traits du visage de cet homme. L'idée d'une réaction nerveuse au procès qui venait de débiter est au cœur d'autres productions médiatiques. En effet, le réflexe physique et émotionnel de Lula, face à l'ouverture du procès, est au centre de la couverture de presse au jour de sa perquisition. Chez FDSP, un état de détresse de Lula est souligné, illustré par une image en gros plan de Lula en larmes. Sur le site *UOL*, à l'inverse, une posture davantage vindicative est soulignée.

Figure 98 : Un événement, deux réactions (F6 et U9, 04/03/2016)



Lava Jato mira Lula, que reage e se lança candidato em 2018

'Se me deixarem solto, viro presidente', diz Lula



O ex-presidente Lula após depoimento para investigações da Operação Lava Jato
Imagem: Nelson Almeida/APP

Les deux intitulés abordent le même sujet, la décision de Lula de présenter sa candidature aux présidentielles, mais son état émotionnel diverge selon les organes de presse. Intitulé « Lava Jato cible Lula, qui réagit et se présente en 2018 », le texte de FDSP présente une photographie carrée de Lula, cadrée en légère contre-plongée. Il tient de la main droite un microphone éloigné de son visage, et de la main gauche un mouchoir placé au niveau de ses yeux humides. Le média en ligne, pour sa part, propose un reportage sous le titre « “si l'on me laisse libre, je deviens président”, dit Lula », rappelant par l'emploi des guillemets un passage précis de son discours face à ses partisans. L'image y est horizontale et le cadre large, laissant apparaître un groupe de personnes qui entourent le personnage principal. Ces individus masculins miment son mouvement d'élever le poing fermé vers le ciel. Ce signe corporel signifiant la lutte politique souligne une autre différence de poids entre les deux images décrites. Bien que les deux clichés soient tirés d'un même événement, le premier affiche Lula dépourvu de toute compagnie, alors que le second le montre soutenu par un nombre important de personnes. Ainsi, *UOL* décrit la réaction du politicien Lula, tandis que FDSP donne davantage à penser que Lula est un homme seul et abattu en ce début de procès.

La fonction représentative de son corps dans ces images est d'apporter un aperçu des états émotionnels de l'accusé, la manière dont il a pu être bouleversé. L'émotion a, en effet, une place importante pendant tout le procès, contredisant ainsi l'idéal rationaliste de l'espace public, tel qu'il a été conçu par Habermas. Ce philosophe défend la rationalité comme lieu privilégié pour débattre de sujets concernant la cité. Or, nous voyons avec l'avancée de notre étude que le *pathos* traverse la polémique publique, notamment par l'œuvre journalistique, qui étend la portée émotionnelle du procès. Selon Wahl-Jorgensen (2019), les histoires émouvantes sont très valorisées par les journalistes et leur public, au détriment d'un discours axé sur l'objectivité. Pour l'auteur, cela n'est pas forcément négatif, dans la mesure où cela peut contribuer à nuancer ou illustrer certains faits de la cité. Le produit journalistique serait ainsi plus accessible et attirant pour le public.

Conscient des valeurs fortes nécessaires pour qu'un événement devienne une nouvelle journalistique, l'ancien président participe à ce jeu de connotations. Comme nous l'avons déjà

dit, pendant tout le procès, Lula ne cesse de rappeler son passé en tant que président de la République, en utilisant systématiquement les valeurs ajoutées de cette responsabilité. Dans le passage ci-dessous retenu par G1 de son discours du 4 mars 2016, en revanche, il fait appel au *pathos* pour atteindre l'auditoire par le sentiment d'empathie.

- (83) « Si quelqu'un pense me faire taire avec persécution et dénonciation, ce quelqu'un ne sait pas que j'ai survécu à la faim. Je ne suis pas rancunier, je ne porte pas de haine, mais j'ai la conscience de ce que je peux faire pour ce peuple. (...) Ce jeune de 70 ans, avec la pêche d'un jeune de 30, avec un corps d'un athlète de 20. Je n'ai pas la flemme de me réveiller tôt. Je suis devenu président de la République par mérite personnel, parce que j'ai conscience de mes limites intellectuelles, mais j'ai été élu en fonction de la conscience politique du Brésilien qui m'a élu »²⁴⁹ (G13, 04/03/2016)

L'emploi de la première personne du singulier à chaque phrase renforce le caractère personnel du discours. Dans ces phrases soulignées par le journal, sont présents différents attributs de sa personnalité qu'il essaie de valoriser, comme « je ne suis pas rancunier » et « je ne porte pas de haine ». L'*ethos* de modestie qu'il tente de créer passe par l'usage à répétition de la forme négative à la voix active, une forme se rapportant à l'idée de confession publique. Ces éléments de son passé sont mis en évidence (« j'ai survécu à la faim ») au même titre que les informations actuelles sur sa vitalité (« Ce jeune de 70 ans, avec la pêche d'un jeune de 30, avec un corps d'un athlète de 20 » et « je n'ai pas la flemme de me réveiller tôt »).

Pour favoriser l'adhésion du récepteur, on pourrait remarquer qu'il opère en même temps une construction d'*ethos* positive de sa personne (« Je ne suis pas flemmard, je (ne) crains pas de me réveiller tôt ») tout en rendant visible une de ses faiblesses (« je suis conscient de mes limites intellectuelles »). Il se présente enfin comme une personne humble, admettant des progrès à accomplir en matière d'intellect : « j'ai conscience de mes limites intellectuelles ». La reconnaissance de ses lacunes sert ainsi à pour appuyer davantage les qualités de ceux qui l'ont mis au pouvoir. Il élève dans le même mouvement les citoyens à une position de conscience politique développée (« J'ai été élu en fonction de la conscience politique du brésilien qui m'élit »). Dans la même phrase, Lula manie avec minutie : une idée d'humilité, par la mise en avant d'un de ses défauts, et de valorisation du peuple qui l'a élu.

En outre, la notion de courage est particulièrement mise en avant dans ses divers discours publics. En réaction aux accusations adressées par le Ministère Public, il a lancé un défi face à ses partisans qui finit à la Une de FDSP : « Prouvez ma corruption et j'irai à pied en prison, dit Lula²⁵⁰ » (16/09/2016). À la fin du procès, une fois tout recours à la justice terminée, Lula enregistre une vidéo dans laquelle il dit ne pas craindre la privation de liberté, avant d'aller en prison (U124).

²⁴⁹ VO : "Se alguém pensa que vai me calar com perseguição e denúncia não sabe que eu sobrevivi à fome. Não sou vingativo, não carrego ódio, mas tenho consciência do que eu posso fazer por esse povo. (...) Este jovem com 70 anos de idade, com tesão de um jovem de 30, com corpo de um atleta de 20. Eu não tenho preguiça de acordar cedo. Eu virei Presidente da República em função de um mérito pessoal, porque eu tenho noção das minhas limitações intelectuais, mas eu fui eleito em função da consciência política do brasileiro que me elegeu".

²⁵⁰ VO : "Provem minha corrupção e irei a pé ser preso, diz Lula"

Ces qualités qu'il tente de mettre en valeur, la résilience et le courage en faveur d'une cause, sont appuyées par l'exemple de figures mythiques de l'imaginaire brésilien. Pour appuyer la candidature officielle de Lula comme candidat du PT même après son incarcération, une analogie avec un important footballeur est construite. Questionné sur la possibilité d'écarter Lula du scrutin, le vice-président du parti, Alexandre Padilha, fait le parallèle suivant : « On veut que le PT enlève Pelé en début de championnat. Nous voulons avoir Pelé jusqu'à la fin²⁵¹ » (U135). Le rapprochement avec cette figure immaculée de l'imaginaire brésilien sert deux propos : illustrer l'importance de cet homme politique au sein du parti et asseoir le rôle performatif qu'exerce Lula dans l'imaginaire brésilien. Les attributs positifs de ce sportif sont implicitement évoqués, aussi bien pour souligner l'absurdité de la question, que pour suggérer une comparaison possible entre les deux personnes. En effet, le locuteur implique que la qualité de jeu de l'ancien footballeur est comparable à celle de Lula en politique. Ce rapprochement avec des personnages mythiques prend des allures similaires dans la prise de parole de Lula lui-même. En réaction à la présentation des accusations formulées par le Ministère Public, Lula profère un discours en septembre 2016 duquel deux passages retiennent l'attention de la presse dans *Veja* : « Il se compara à Tiradentes, disant qu'ils pouvaient tuer l'homme mais pas ses idées, et à Jésus-Christ, dont la vie est aussi connue que la sienne. Et a appelé le militant petista à descendre dans la rue²⁵² » (V16).

Tiradentes est un dentiste et habitant de l'État de Minas Gerais, au Sud-Ouest du Brésil, qui s'impliqua dans un mouvement séparatiste dénommé « Inconfidência Mineira » qui souhaitait se libérer de la colonisation portugaise. En 1792, l'activité politique de Tiradentes a été réprimée et il a été pendu en place publique. Une centaine d'années après, lors de la proclamation de la République brésilienne, Tiradentes est érigé au rang de héros national afin de contribuer à la construction d'une identité brésilienne. Pour donner une idée de sa présence dans le mythe brésilien, il convient de noter que le 21 avril, jour de son exécution, est un jour férié au Brésil et qu'il est le « saint patron » des polices militaire et civile brésiliennes. Plus que son passé actif contre l'emprise de la couronne portugaise, ce qui semble intéresser Lula est son mythe, le fait que ses idées dépassent sa personne, et aussi la notion que, comme lui, il a été la victime d'un procès s'achevant par un lynchage public.

Crucifié par les romains, Jésus a aussi été la victime d'un procès considéré a posteriori comme injuste. En comparant sa popularité avec celle du personnage biblique, il évoque l'imaginaire du martyr sacrifiant sa propre vie pour un bien commun plus important que lui-même. Lula suggère, à partir de ces exemples, l'immortalité de certaines idées, le pouvoir du temps pour apporter de nouvelles lectures à des jugements publics. Les forces qui se sont élevées contre lui l'ont rendu plus fort et l'ont érigé au statut de demi-dieu. Ces analogies ainsi mobilisées visent à contrer l'idée de personne indigne grâce à l'enthousiasme quasi unanime autour de figures mythiques, religieuses et séculaires. Ces deux hommes ayant souffert d'une persécution judiciaire, il soutient par ces comparaisons qu'un procès unique contre sa carrière politique est en cours. De ce point de vue, l'enjeu pour Lula semble être bien plus que la preuve de son innocence. Son héritage étant remis en question, il se doit ainsi de refonder le « mythe Lula ».

²⁵¹ VO : "Querem que o PT tire o Pelé no início do campeonato. Nós queremos ter o Pelé até o final"

²⁵² VO : "Comparou-se a Tiradentes, dizendo que podem matar o homem mas não matam suas ideias, e a Jesus Cristo, cuja vida é tão conhecida quanto a dele. E conclamou a militância petista a ir às ruas"

Conclusion de la Partie IV

Construite dans l'objectif d'identifier le rôle du *narratif* dans le *polémique*, la Partie IV s'est employée à l'étude de la mise en récit apportée par les médias d'information et par Twitter de l'affaire Triplex inculpant Lula. Nous avons à cette fin construit un cadre théorique établi sur les études de narratologie médiatique qui nous ont conduite à confirmer que le travail d'écriture journalistique répond à des formes standardisées, soumises à des formes narratives plus ou moins définies, dépendant, entre autres, du dispositif médiatique qui les accueille. À cet aspect, s'ajoute l'analyse des *tweets* qui collaborent au constat d'une production de significations souvent fondée sur un détournement personnel des faits avancés, à partir des moyens de diffusion collectifs que sont les organes de presse.

Si « l'accumulation de séquences narratives disjointes ne suffit pas à construire un récit, car elles doivent être contrôlées par l'intrigue, dont elles tirent leur hiérarchie et les liens qui les unissent (causalité vs conséquentialité) » (Arquembourg 2005, p. 34), nous identifions une *intrigue commune* dans l'organisation de l'histoire de ces différents moyens de communication. En effet, malgré les différences de cadre de production discursive, les étapes du crime sont présentées tel un moyen important processus de progression, un chemin naturel vers la fin de la corruption dans la société brésilienne.

Nos analyses mettent ainsi en lumière une macro-intrigue utilisant l'imaginaire générique de la fiction criminelle dans le but de « *faire voir* » le crime. La dimension criminelle de l'affaire mise en évidence par les initiateurs de Lava Jato est largement majoritaire dans notre corpus journalistique, rendant la version des enquêteurs hégémonique. Les traits saillants de la polémique sont répertoriés selon les documents fournis par le corps d'enquête et sont présentés comme une donnée objective. La décision du juge de rendre publiques toutes les étapes de la procédure, comme les écoutes téléphoniques et le film de la déposition de Lula, donne ainsi au public l'occasion d'analyser les pièces du procès dans la sphère autorisée de la presse qui se veut aussi neutre que la Justice.

En d'autres termes, ce sont les membres du pouvoir judiciaire les vrais « porteurs du cadrage » des faits offerts. Dans ce processus, les personnages du pouvoir judiciaire, notamment Sergio Moro, incarnent l'idée d'une Justice immaculée respectant parfaitement le cadre législatif et fixent le récit dans son arc narratif conflictuel. Les « lacunes » produites par le temps lent de la poursuite judiciaire enrichissent le récit de presse de régressions, et surtout de pronostics. Dépasant le protocole légal, la présentation des crimes suit une logique « d'enquête dans l'enquête » dans la mesure où le journaliste apporte des informations supplémentaires, comme les descriptions détaillées de l'objet du crime ou la participation de la famille de l'accusé. L'incertitude du dénouement crée ainsi un suspens qui nourrit la polémique publique.

Certains codes de la fiction empruntés par le discours journalistique font monter en puissance l'envergure émotionnelle du procès, notamment par l'emploi de personnages avec des caractéristiques bien identifiées. Au cœur de ce procès domine, en opposition avec l'image du juge de première instance, la remise en cause de l'honnêteté de Luiz Inácio Lula da Silva. Le centre de la discussion est finalement la réfutation ou l'acceptation de son statut de gouvernant, processus postérieur à son mandat et qui fut construit même s'il n'occupait plus de poste politique. Le réseau conceptuel qui appuie l'histoire de son emprisonnement est en effet la déconstruction et la reconstruction de son image mythique basée notamment sur les faits de son parcours de vie personnelle. Cela lui confère un double statut inquisitoire : l'homme et le politicien sont jugés. Incarnant en même temps fléau et salvation, mal à

combattre et bien à défendre, une personne à écarter et à protéger, Lula devient de ce fait le vrai pivot de la polémique publique.

Le dénouement du procès dépend ainsi des actions faites ou subies par le personnage principal da Silva. Ses détracteurs usent de la stratégie discursive d'arguments *ad hominem* pour souligner le caractère pervers de sa personne en l'accusant de posséder des capacités cognitives et morales incompatibles avec l'exercice du pouvoir. Dans ce cadre, sa biographie devient une source d'exemples tout au long du débat. L'usage de la mémoire sociale autour de sa biographie rappelle la charge « antipolitique » incluse dans « l'antilulisme », ce phénomène que nous avons décrit comme la déconstruction d'une identité politique antérieurement forgée. Ce phénomène ressort du fait que nous avons identifié également dans la partie précédente : l'attribution de la responsabilité du problème de la corruption uniquement à des figures politiques, en l'occurrence ici Lula, est historiquement récurrente au sein de la presse brésilienne.

Cette représentation escamote complètement le débat autour des facilitateurs de la corruption. Bien que l'affaire Triplex ait abouti à la condamnation d'anciens patrons de grandes entreprises privées, ils ne sont que des personnages secondaires de l'affaire et cela notamment dans le terrain numérique. Ce modèle de narrativisation, en lien avec la tendance du journalisme brésilien à personnifier les scandales politiques, implique à notre sens la conséquence suivante : le positionnement à l'égard d'un fait de corruption revient à se positionner pour ou contre la personne qui a réalisé l'action.

Le camp luliste profite de ce système en dissociant la personne « Lula » du Parti des Travailleurs pour construire une scénographie individuelle du martyr capitalisant l'empathie à sa personne persécutée. En ne citant que rarement l'institution partisane qu'il représente, il cherche à éloigner son image de celle d'un « chef de file » d'une ligne politique pour se donner davantage à lire comme quelqu'un qui donne sa vie pour le peuple, qui se sacrifie pour lui. Le levier de mobilisation en sa faveur est la dénonciation de la persécution et l'espoir d'une possible résurrection de son héritage politique, ce qui convoque un certain imaginaire chrétien. La personnalisation de l'affaire, finalement capitalisée par les deux côtés de la chaîne polémique, hypertrophie donc la dimension passionnelle du procès.

Ainsi les journalistes, malgré le masque de la neutralité porté, sont les vrais meneurs de l'intrigue et tiennent le rôle d'« amplificateurs de la question en discussion » (Pereira et Monteiro 2019, p. 136). On arrive par conséquent au cœur de la thèse développée dans cette partie, l'idée que le journaliste occupe dans la polémique publique un rôle qui va bien au-delà de celui d'un rapporteur objectivement les faits ou celui d'un polémiqueur assumant une position claire dans le compte rendu des événements. Pour nous, le journalisme *recharge* la polémique : il donne de « la munition » aux différentes parties dans la polémique, à partir de l'exposition biaisée des éléments de l'enquête et de la fabrication de pronostics. L'acte narratif produit modélise ainsi la représentation de l'évènement, une mise en intrigue qui détermine l'expérience temporelle de l'affaire et alimente le stock d'arguments disponibles pour étayer une position dans le champ polarisé.

Nos observations sur la circulation des *tweets* indiquent de fait que les lecteurs construisent des sens à partir de cette mise en récit proposé. Les idées figurant globalement dans les publications étudiées sont souvent semblables à celles publiées dans le réseau par ceux que l'on pourrait appeler « leaders d'opinion ». Les publications comportant le plus d'interactions (les plus partagées et/ou *likées*) proviennent de moyens de communication, généralement ceux de notre corpus, ou alors de journalistes disposant d'une certaine légitimité. Malgré l'idée

courante d'une certaine indépendance des faits circulant sur la plateforme vis-à-vis de la presse dite traditionnelle, les arguments mis en avant par les débatteurs sur Twitter ont été majoritairement produits à partir du cadre référentiel offert par les organes de presse hégémoniques du Brésil. Du même coup, les participants de la discussion sur Twitter n'hésitent pas à critiquer la presse et la forme selon laquelle elle organise le récit.

La prise de parole sur Twitter n'est donc pas horizontale et n'est pas totalement affranchie du cadre politico-sociétal hégémonique. Le récit qui y circule reste structuré par des réseaux d'influence qui existent à l'extérieur de l'espace numérique. L'activité d'hommes et de femmes politiques, principalement de droite, visant à influencer une certaine prise de position, est particulièrement observée. Cet espace de discussion présente néanmoins une différence de forme importante, étant donné qu'en ce lieu d'expression les sentiments d'admiration ou de dédain peuvent particulièrement être exprimés de manière moins subtile. Fonctionnant comme de véritables « lettres ouvertes », ces publications évaluent publiquement le comportement de leurs cibles, souvent mentionnés nominativement, et ne déguisent que rarement leur caractère polémique. Un autre écart important par rapport à la presse est la moindre mention aux personnes du judiciaire sur Twitter, un fait à nouveau indicatif du caractère hautement institutionnel de la couverture journalistique.

De l'approche par le récit, nous retenons enfin que la presse offre des informations sans lesquelles la discussion autour du procès serait impossible. Les nouvelles formes de narrativité journalistique, consistant en particulier à dispenser au lecteur davantage d'éléments sur les étapes judiciaires tels que l'intégralité des pages des procès, n'annulent pas une production de sens précise, cherchant ici à appuyer le caractère réglementaire de l'activité judiciaire. À l'issue de ces résultats, certaines interrogations liées à la présentation de l'argumentaire de différents citoyens engagés dans la polémique demeurent sans réponse. Cela nous conduit à interroger la représentation faite des groupes qui se mobilisent autour de l'affaire, spécialement lors de manifestations physiques dans l'espace public, à la prochaine partie.

Partie V. Une esthétique de la polémique : la construction d'antagonismes dans et par la rue

Avec cette Partie V s'ouvre une nouvelle étape de notre investigation consistant à analyser le déplacement de la polémique vers la voie publique. Si, pour Amossy (2014), la polémique n'est pas censée accomplir ce qu'elle préconise, demeurant ainsi dans les limites de la communication verbale, nous voyons au contraire dans la manifestation dans l'espace urbain d'un positionnement une action discursive à fort potentiel polémique. C'est à cette occasion que chaque groupe propose une version sémiotiquement fournie de son opinion, qui extrapole certains codes figés d'un débat, à la recherche de la séduction de l'auditoire.

En effet, revenir sur les caractéristiques des rassemblements de rue constitue une riche occasion de trouver les traces d'une expression polémique qui dépasse les frontières du langage parlé. Le discours visuel et la réalisation d'actes physiques à l'aide d'accessoires exercent selon nous un rôle primordial dans l'environnement polémique, notamment pour justifier et fixer dans l'espace urbain un point de vue soutenu. Nous faisons ainsi l'hypothèse de la prise de position possible dans et par l'espace urbain ; les expressions présentées dans la rue viendraient exposer une pensée sur le fait en débat, au même titre qu'un discours oral ou parlé.

Dans la lignée de notre troisième hypothèse de travail, nous soutenons donc que l'acte polémique existe en dehors de l'écrit, divergeant ainsi de l'idée normalement admise de la nécessité d'une base verbale pour ce type d'échange. Nous profitons de la nature de notre corpus, qui ne se restreint pas à l'existence d'un corpus écrit ou composé d'allocutions, pour la tester. Nous approchons ainsi notre objet par le biais de la notion de « linguistique symétrique », proposée par Marie-Anne Paveau (2013) :

« J'appelle « linguistique symétrique » une approche des phénomènes langagiers postulant que les unités non linguistiques participent pleinement à l'élaboration de la production verbale, au sein d'un continuum entre verbal et non verbal, et non plus une opposition (...). De même, je pense que l'analyse linguistique ne doit pas se contenter de porter sur des faits langagiers constitués uniquement de « langage » au sens traditionnel du terme, mais que la définition du langagier doit s'étendre à et s'enrichir de matérialités sociales, culturelles, environnementales, objectales, etc. » (p. 2)

Nous trouvons cette approche d'autant plus intéressante que nous avons l'ambition de montrer que la matérialisation de la polémique dans l'espace urbain témoigne de particularités culturelles brésiliennes. Au-delà de l'image, nous proposons plus largement l'étude de nombreux registres utilisés pour partager une idée, une émotion ou, principalement, une interprétation de l'affaire Triplex. En d'autres termes, nous cherchons à identifier l'ensemble des signes qui composent une *esthétique* de la polémique.

La possibilité d'une mise en scène de son opinion est l'objet principal du Chapitre 9. Il aborde les multiples aspects sémiotiques des démonstrations afin de saisir les multiples moyens sémiotiques utilisés pour afficher un positionnement en public. Cet examen expose l'importance grandissante d'actes de rue dans la décennie de 2010 au Brésil. En effet, les discours et les contre-discours en présence dans la rue sont l'expression d'un état social précis que nous détaillons à l'aide d'une littérature spécialisée en sociologie politique.

L'avènement d'un processus de radicalisation polarisante nous questionne plus largement sur la place du *dissensus* en démocratie. Le Chapitre 10 examine la face guerrière et violente de la polémique publique, présente dans notre corpus à partir du sujet des protestations de rue. Ce dernier chapitre précise ainsi comment la couverture de presse renforce certaines positions tenues par les participants aux rassemblements. Le processus de dichotomisation cristallisé par ces actes invite à réfléchir enfin sur la gestion des différends dans le système politique et journalistique brésilien. C'est l'occasion de proposer, en clôture de notre thèse, une considération sur la place du *dissensus* dans une société plurielle.

Chapitre 9. La dichotomisation performée : la représentation des groupes en dispute

Dans le prolongement des discussions de la précédente partie, nous interrogeons désormais la place accordée dans le récit aux citoyens « communs », extérieurs au procès judiciaire et aux institutions politiques, qui tiennent à exprimer publiquement leur avis sur l'affaire Triplex. En réalité, nous considérons les personnes qui descendent dans la rue comme des Proposants et des Opposants (c.f. Chapitre 1) qui font circuler les argumentaires qui constituent les pôles contraires, et non pas de simples Tiers de la dispute. Dans ce cadre, nous entendons par « dichotomisation performée » l'ensemble des actes cherchant à rendre visible un positionnement polémique, comme l'occupation de l'espace, l'utilisation de codes couleur et l'usage de ponctuations sonores, qui participent à la constitution des groupes en opposition. Ces rituels de mobilisation offrent des données extra-scripturales qui font de la manifestation publique d'une opinion une expérience sensorielle partagée. En ce sens, nous appréhendons la manifestation de la manière suivante :

« [...] en tant que mode particulier, puisque corporel, de mise en présence d'un groupe d'individus dans l'espace politique. Par elle-même, cette mise en présence exerce un certain nombre d'effets symboliques, en contribuant d'une part à constituer le groupe manifestant comme tel et, d'autre part, à politiser sa revendication » (Soutrenon 1998, p. 39-40)

Nous considérons ainsi que ces corps présents dans les cortèges ont une fonction qui dépasse largement l'objectif de « faire nombre » : ils s'inscrivent, tels qu'ils sont représentés médiatiquement, dans la perspective polémique de fonder des groupes sociaux en opposition. Ce chapitre commence ainsi par l'analyse de l'image et des actes corporels de ces manifestations, en considérant les divers moyens de l'expression comme un tout sémiotique accessible à travers le prisme médiatique. Cela nous amène à identifier que les éléments variés qui les composent, et leur disposition dans les textes de presse et dans Twitter, fondent une polarisation à fort caractère identitaire. Cet aspect fait l'objet d'une approche plus approfondie dans la seconde partie de ce chapitre. À partir de l'étude des représentations de deux groupes nommés « coxinhas » et « mortadelas », nous enquêtons sur les composantes sociales, économiques et politiques de la situation étudiée.

Enfin, l'étude de la couverture de presse des manifestations permet d'exposer les éléments formels de la séquence politique contemporaine au Brésil, marquée par d'importants bouleversements. Nous traitons de ces événements à partir d'une littérature commentée sur les « journées de juin 2013 » et les démonstrations contre la tenue de la coupe du monde de football au Brésil, ainsi que sur les protestations pour la destitution de Dilma Rousseff qui se déroulent à partir de 2015. Nous n'avons pas vocation à traiter avec exhaustivité tous les aspects sociologiques complexes de cette période, les citations de spécialistes participant plutôt à la compréhension de phénomènes communicatifs issus de ces protestations de rue et qui affectent le regard sur les actes ultérieurs présents dans notre corpus.

9.1. Polémiquer en actes : la théâtralisation du conflit

De notre examen quantitatif, nous tirons que les mots saillants pour aborder les manifestations sont de trois sortes : (1) les participants et leurs accessoires : *manifestante, protesto, pessoa, ato, manifestação, grupo, faixa, bandeira* (manifestant, protestation, personne, acte, manifestation, groupe, ruban, drapeau), (2) leurs actions dans la ville : *praça, cidade, avenida, avenida paulista, centro, capital* (place, ville, avenue, avenue paulista, centre-ville, capitale) et

(3) les organisateurs et les forces de maintien de l'ordre : *organizador, pm, polícia militar* (organisateur, pm, police militaire). Ces termes, mis en évidence dans l'analyse statistique sous le nom « classe 4 », doivent être lus aussi dans leur position en regard de l'ensemble des segments de texte. Comme commenté antérieurement (Chapitre 4), cette classe présente statistiquement une distance par rapport aux autres, faisant transparaître un éloignement entre la couverture médiatique des faits juridiques et politiques et la revendication des protestataires. En d'autres termes, les mots relatifs au procès que nous étudions ne sont que faiblement recensés dans l'univers de mots convoqués pour décrire les actes.

En complément à notre interprétation des résultats statistiques, l'analyse exploratoire de notre corpus met en évidence la rare exposition de l'opinion de ces manifestants quant à l'emprisonnement de Lula. Les reportages traitant des actes de rue présentent de fait peu d'interventions verbales de ses participants, par le biais d'entretiens par exemple. Le lecteur attentif remarquera d'ailleurs que dans la Partie III, où nous abordons la question de l'opposition de fond entre les participants de la querelle, un seul exemple du recueil de paroles de manifestants constitue notre argumentaire. Peu présentes, ces interventions n'élucident pas la raison de l'opposition ou du soutien au procès dans lequel Lula est impliqué. Que laisse alors voir la presse de ces protestations ? Si l'absence de mots concernant leurs revendications est la donne générale, l'image et le son comblent-ils cette lacune ?

9.1.1. Les manifestations de rue comme mise en scène de la conflictualité

Pour commencer à répondre à ces questions, le média télévisuel, regroupant de façon synchronique expression visuelle animée et production sonore, semble le plus adéquat. Dans le flux télévisuel, le texte n'a pas la même importance que dans la presse écrite où la lecture de l'image inclut la lecture du texte qui l'accompagne. La construction des sens y est plus fine puisqu'elle dépend de la voix du reporter qui décrit la scène, ainsi que de l'intonation, et des pauses et éventuelles interjections produites. Les bruits de fond de chaque scène, que nous entendons pendant la prise de parole du journaliste, servent aussi à créer une atmosphère précise que nous n'arriverons pas nécessairement à retranscrire dans ce manuscrit restreint à l'usage de mots et images fixes. Nous tenterons néanmoins de traduire l'expérience du téléspectateur par le recours aux captures d'écran et à la transcription du texte de la narration.

Prenons ainsi l'exemple de la plus grande manifestation en nombre de personnes de notre corpus, celle du 13 mars 2016. Dans le texte de présentation du reportage, le journaliste sur le plateau, William Bonner, annonce : « Des mots d'ordre contre le gouvernement de la présidente Dilma, l'ancien président Lula et la corruption ont été entendus hier au Brésil²⁵³ ». Durant le reportage, le contenu de ces slogans n'est pas fourni, et aucun des participants n'est entendu. Le reportage se limite à circonscrire l'expression des manifestants autour de leurs actions sur la voie publique, notamment l'utilisation d'accessoires impressionnants. Nous observons d'ailleurs un usage plutôt redondant entre image présentée et texte de voix off, le message linguistique verbal, porté par la voix de Bonner, venant ancrer le sens proposé par les créateurs des images : « À Porto Alegre, une banderole géante défendait l'impeachment. À Maceió, la jararaca citée par l'ancien Lula lui-même est devenue une allégorie des manifestants contre la corruption. Le juge Sérgio Moro a aussi reçu le soutien des

²⁵³ VO : “ Palavras de ordem contra o governo da Presidente Dilma, o ex-presidente Lula e a corrupção foram ouvidas ontem no Brasil inteiro”.

manifestants. À Curitiba, la capitale de l'opération Lava Jato, il y avait même un masque [à son effigie]²⁵⁴ ». Ce texte commente les images ci-dessous :

Figure 99 : Résumer les manifestations par les accessoires, une pratique télévisuelle (J15, 14/03/2016)



Le texte offre la possibilité de situer ces scènes dans plusieurs villes différentes, le passage de l'image d'un endroit à l'autre s'établissant par des effets d'assombrissement de l'écran. Le langage parlé donne aussi une signification complémentaire à la deuxième image, celle d'une tête avec certains traits exagérés de Lula, comme ses oreilles décollées, suivie d'un cylindre entouré d'un tissu avec des bandes noires et blanches. Cette forme cylindrique se déplace au milieu de la foule, parcourant l'espace en un mouvement erratique et sinueux. Le journaliste propose les clés d'interprétation de cet objet comme une référence à la métaphore de la « jararaca », terme utilisé par Lula quelques jours auparavant (cf. Chapitre 8). Une observation particulière est donnée à propos de la quatrième prise de vue, le narrateur semblant être étonné par la création du manifestant disposant face à lui un papier arrondi, avec les yeux évidés, où est imprimé en couleur le visage de Moro. En voulant se travestir symboliquement en deux des personnages principaux de la trame, ces manifestants sont parvenus à obtenir l'attention du média télévisuel.

La toute fin du reportage présente la scène filmée légèrement en plongée depuis le ciel d'une femme qui tient un balai avec un petit drapeau brésilien placé à son extrémité. Portant un short à carreaux rouges et un t-shirt bleu, elle regarde vers le sol et réalise des mouvements à droite et à gauche avec l'objet, simulant un balayage. Cette vidéo de trois secondes n'est pas commentée par la voix off, une interprétation possible étant la demande d'un « nettoyage » du pays par l'éradication de toute forme de corruption. Cela reste une supposition, car la scène

²⁵⁴ VO : "Em Porto Alegre, uma faixa gigante defendia o impeachment. Em Maceió, a jararaca citada pelo próprio ex-presidente Lula virou alegoria dos manifestantes contra a corrupção. O juiz Sérgio Moro também recebeu apoio dos manifestantes. Em Curitiba, a capital da Operação Lava Jato, tinha até máscara".

est en réalité « vide de sens », elle n'existe dans le reportage qu'à titre anecdotique d'une forme de démonstration corporelle en place publique.

Figure 100 : une femme et son balai : aspect performatif des manifestations (J15, 14/03/2016)



Le cortège devient aussi un événement polémique destiné à être interprété par sa théâtralité. Bien qu'il ne soit pas possible d'affirmer que ces rituels ont été d'abord conçus pour la télévision, nous constatons que le résumé de la manifestation offert par JN se caractérise par la mise en avant des accessoires qui animent ces marches revendicatives. Ce résumé des actes prend donc appui sur la description d'objets destinés à avoir un impact visuel, éléments interprétés comme la preuve d'une opinion, sans que celle-ci soit exprimée verbalement. La recherche d'une reconnaissance de l'auditoire supplante l'emploi d'expressions verbales, les effets performatifs des accessoires suffisant au discours du média télévisuel.

Les revendications de l'autre camp du pôle polémique ne sont pas mieux établies, car le reportage qui leur est consacré le 18 mars 2016 aborde en premier lieu le conflit qui a éclaté durant l'après-midi lors des préparatifs de la manifestation, alors que l'avenue était encore occupée par les manifestants du camp opposé (événement que nous détaillons ultérieurement). Durant le téléjournal, plusieurs « directs » traitent de l'actualité de la manifestation se déroulant dans la soirée sur l'avenue Paulista ; en fin d'édition, de courtes vidéos des événements se produisant dans d'autres villes sont présentées. Le passage suivant est intéressant à deux titres :

- (84) À Fortaleza, selon l'organisation, environ 50.000 manifestants se sont rassemblés au centre-ville. Pour le PM, ils étaient 6.000. Avec des drapeaux rouges, des banderoles et même un jararaca, une référence à l'expression utilisée par l'ancien président Lula. À Salvador, la marche en faveur de Dilma et de l'ancien président Lula a parcouru l'avenue Sete de Setembro. Les manifestants ont porté des drapeaux du Brésil, de partis politiques et de

mouvements sociaux. Selon les organisateurs, 100000 personnes y ont participé. Le PM estime à 50.000 les manifestants ²⁵⁵ (J37, 18/03/2016)

Tout d'abord, on remarque un point de similarité avec le reportage précédent, dans la description des objets apportés par les manifestants et le décryptage de la signification d'un objet – d'ailleurs le même, la jararaca. Si des éléments visuels de la manifestation sont encore une fois un sujet important du reportage, le déplacement spatial des individus ainsi que le nombre des participants par ville restent l'information principale. On évoque aussi leur localisation précise dans la ville (centre-ville, avenue Sete de Setembro) et le dénombrement des participants, en comparant toujours les chiffres donnés par les organisateurs et ceux des annonces par les autorités, ces estimations participant toutes deux d'un jeu communicationnel.

La dimension chiffrée du mouvement participe en effet à l'expression du rapport d'opposition entre les groupes. À partir d'une approche quantitative, le média télévisuel produit graphiquement un contraste entre la quantité de personnes mobilisée par chaque groupe, en ajoutant la carte géographique du pays, le 14 mars 2016. Quatre jours après, lors des manifestations de soutien à Lula, c'est une vue de la foule qui constitue la base imagée mobilisée pour le propos contrastif.

Figure 101 : Nombre de participants, perspective comparée (J15, 14/03/2016 et J36, 18/03/2016)



Dans l'image de gauche, la quantité de participants est exprimée visuellement par des cercles de taille proportionnelle au nombre comptabilisé. L'usage de la carte du pays sert ici à marquer une présence étendue des personnes sur tout le territoire national. Les chiffres comptabilisés par la police et les organisateurs des manifestations sont affichés, la visée comparative se remarquant aussi dans l'apport des chiffres de la journée du 15 mars 2015 qui détenait jusqu'à là le record de la plus grande manifestation du Brésil. Il convient de noter à ce propos que la une de FDSP du 13 mars 2016 souligne que l'acte de São Paulo dans l'avenue Paulista, réunissant cinq-cent-mille personnes selon l'institut de sondage Data Folha, comme étant « le plus grand acte politique de l'histoire du pays ».

Dans le deuxième cas, il s'agit de montrer la différence de mobilisation en comparant deux prises de vue similaires. On présente les manifestations réalisées dans le même endroit pour pouvoir les étudier avec la même base de calcul, ici les « blocs ». Les mêmes mots étant

²⁵⁵ VO : "Em Fortaleza, de acordo com a organização cerca de 50 mil manifestantes se reuniram no centro. Para a PM, eram 6 mil. Com bandeiras vermelhas, faixas e até uma jararaca, numa referência à expressão usada pelo ex-presidente Lula. Em Salvador, a caminhada em favor de Dilma e do ex-presidente Lula percorreu a Avenida Sete de Setembro. Os manifestantes levaram bandeiras do Brasil, de partidos políticos e de movimentos sociais. Segundo os organizadores, 100 mil pessoas participaram. A PM calcula em 50 mil manifestantes".

mobilisés dans les deux cas (Dilma, quartiers, image de foule) apportent une idée de synchronie entre les deux actions, comme si l'on mesurait les forces selon le même étalon. Utiliser une même « balance » revêt le propos journalistique d'une forme d'impartialité. L'usage de ce moyen revient finalement à aplanir le débat, en le réduisant à un combat de forces comparables. On remarque ainsi que l'usage de la télévision dans le cadre de la polémique publique se réduit à montrer et quantifier les rassemblements de rue, la possibilité de « faire image » à propos des manifestations et de « compter » le nombre des personnes orientant la fabrique de l'information. Cela nous évoque le commentaire de Marion (2003) sur ce médium et la polémique :

« [...] l'immédiateté et la planétarisation de l'information co-construite par la télévision transforment notre rapport à l'événement. Les spécificités médiatiques du petit écran tendent à nous donner à voir le monde davantage qu'à nous le commenter. Ceci constitue peut-être un handicap de base pour que s'épanouisse le discours polémique » (p. 144)

De fait, la parole critique envers les actions du gouvernement ou du pouvoir judiciaire, que nous considérons comme une dimension nécessaire à la conscience collective des enjeux en dispute, se trouve dissimulée dans l'illustration de transparence et d'équilibre des forces auquel prétend le langage dit « neutre » du journalisme. Cette illusion de transparence cherche l'effet de « fenêtre sur le monde », caractéristique de ce médium : « il [le monde] est disponible chez nous, dans notre environnement domestique » (Ibid.), qui dissimule en effet un message médiatique construit.

C'est une pratique similaire à celle des médias en ligne qui ont recours à leurs capacités techniques pour mettre en œuvre la transparence énonciative souhaitée. Une pratique récurrente de la presse en ligne est en réalité de résumer les manifestations par l'usage de nombreuses photographies. Les publications de type « galerie » deviennent ainsi la norme en usage, les jours de manifestations. Censé retransmettre l'essentiel des mobilisations, ce type de production occupe une place prédominante dans la mise en scène de l'information. Leur présence est parfois signalée dès le titre de l'article avec un signe graphique distinctif, comme dans l'exemple de la Figure 102 qui suit, où la majuscule ajoute un sens d'importance, en dernier mot du titre, comme s'il s'agissait d'un élément à part.

Figure 102 : Résumer les rassemblements en images : une pratique du journalisme en ligne (G81, 18/03/2016)



Cette publication, donc le titre peut se traduire par « Des actes pour la démocratie défendent le gouvernement Dilma et Lula; PHOTOS », n'a pas de texte écrit au-delà de l'intitulé mentionné et du chapô (« Des manifestants font des rassemblements dans plusieurs États contre les accusations portées à l'encontre de la présidente et de l'ex-mandatario »). S'ensuit une photographie rectangulaire en format paysage dans laquelle Lula, en chemise rouge, se trouve en position centrale, si l'on suit la « règle des tiers », tenant près de la bouche un microphone. Son regard se porte vers le bas, le bras droit tenu à la hauteur de l'épaule fait que la gestuelle de sa main, avec seul l'index tendu, soit bien visible. Pris durant la soirée, le vif contraste de ce cliché se produit par la présence d'un spot de lumière, visible dans la composition de la photographie, placé en direction de Lula. L'ex-président est par effet d'éclat de lumière mis en évidence, et les personnes qui l'entourent sont invisibilisées. Sur le plan connotatif, cela traduit l'idée d'une présence prédominante de cet homme dans les revendications, sa présence dans la lumière soulignant la visibilité voulant être apportée à sa participation.

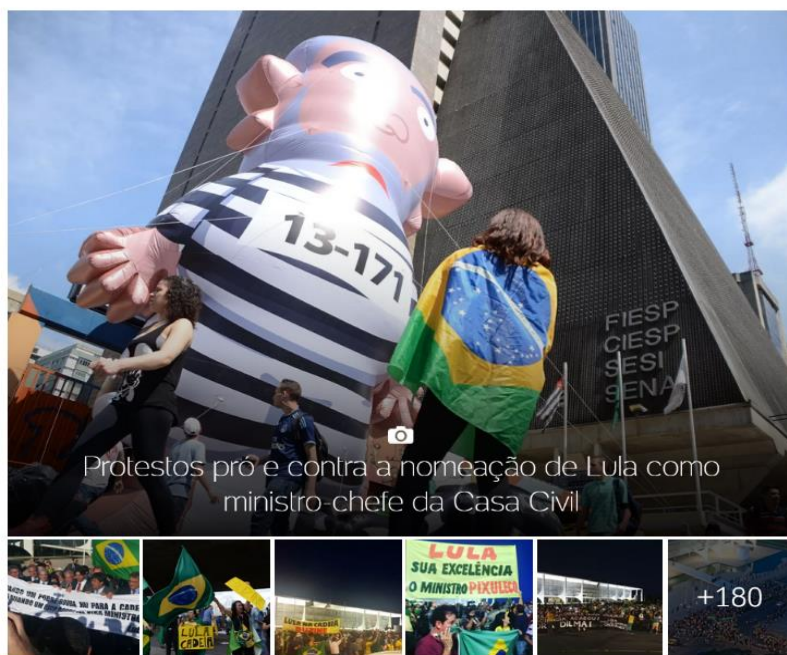
En passant la souris sur le cliché, une flèche blanche se présente à droite. En cliquant, le lecteur découvre une nouvelle photo de Lula, en contre-plongée et accompagnée cette fois-ci d'une foule de personnes qui l'entoure. Les images de Lula qui discourt sont l'objet de six premières photos de cette galerie de 87 images. La suite comporte un lot d'images éparses qui ne paraissent pas avoir de lien, ni au point de vue esthétique, ni par le sujet photographié. On voit parfois la foule, parfois un objet, parfois une personne isolée tenant une pancarte, etc. Et ainsi, l'unité du récit n'est effectivement identifiable que par le support qui contient ces différents clichés, une suite de diaporamas appartenant à une même publication, introduite par un texte qui donne un axe identitaire aux images : les défenseurs de Dilma et Lula.

L'usage de la même couleur rouge par les participants photographiés, indépendant des caractéristiques plastiques des photographies, fonctionne aussi comme point de repère de l'idée soutenue par les manifestants, comme nous le voyons sur l'article U34. Cette publication présente aussi via une « galerie » les manifestations du 16 mars 2016, jour de la divulgation des appels privés de Lula et de sa nomination au poste de ministre de la Maison Civile. Ce jour est assez particulier dans la polémique publique, car la diffusion de ces écoutes téléphoniques par Moro en fin d'après-midi déclenche une série de manifestations spontanées qui finissent par peupler l'actualité à mesure de leur progression. La presse doit donc couvrir ces démonstrations, en plus de nouvelles sur le procès déjà en circulation.

Le florilège d'informations de cette journée se lit dans le corps de ce texte d'*UOL* puisqu'il comporte autant de supports que de sujets : trois vidéos, des images fixes, une galerie et un *tweet* incorporé pour résumer l'actualité du jour. L'agencement éditorial érige la galerie en tant qu'élément principal, placé dans la partie supérieure du reportage, juste au-dessous du titre (Figure 103). Elle se présente telle une composition : un carré principal figure au centre, six autres petits carreaux apparaissent, dont l'un à droite affiche par transparence l'inscription « +180 ». La photographie de plus grande taille abrite aussi le texte « Protestations pour et contre la nomination de Lula comme ministre en chef de la Maison Civile ». Cet énoncé qui souligne l'existence de groupes « pour » et « contre » s'éloigne du titre du reportage qui ne met pas en évidence de soutiens aux représentants du PT : « Des manifestations contre le gouvernement se déroulent dans diverses villes brésiliennes ». Ce texte est à relier aux clichés mis au premier plan, ceux des opposants au nouveau poste de Lula.

Figure 103 : Une galerie de la polarisation (U34, 16/03/2016)

Manifestações contra o governo acontecem em diversas cidades brasileiras



La « petite caméra » en blanc placée au-dessus du titre s'offre comme une invitation à la découverte de nouvelles images. En cliquant sur n'importe quelle petite fenêtre en bas d'écran, une publication de type « galerie » s'ouvre et le lecteur peut ainsi choisir entre trois modes de

visualisation : liste, plein écran ou mosaïque. Dans le premier cas, les légendes s'affichent à côté de chaque photographie sous la forme d'une liste. Dans le deuxième, choisi par défaut, le texte apparaît en petite taille en bas de l'écran et les images défilent au centre du cadre. Les clichés sont rangés en six colonnes, sans texte et en petite taille, si l'on choisit le troisième mode. Les légendes, si visibles, permettent d'identifier l'action qui se déroule, la ville, et, éventuellement, le nombre de manifestants présents dans la collectivité mentionnée. Quelle que soit leur disposition, l'image est la reine, comme en témoigne ce prochain exemple.

Le journal propose en effet un voyage immersif au cœur des manifestations, les images de foule se mélangeant à de gros plans sur des actions précises au milieu de différents groupes. On voit par exemple des personnes qui brûlent un drapeau rouge avec le visage de Che Guevara, des pneus sur la route bloquant un important axe urbain ou encore des inscriptions scripturales s'étalant sur des murs urbains. Y figurent aussi des photographies de politiciens face aux micros de la presse qui réagissent au fait du jour, l'action des policiers pour contrer ou disperser certains manifestants ou des confrontations physiques entre des hommes décrits comme des rivaux dans les légendes. La qualité, le contenu, le cadre des images sont très disparates, les unes étant l'œuvre d'un journaliste, les autres étant tirées d'une production d'amateurs ; d'autre part, aucun ordre chronologique n'est observé. En résumé, tout est présenté sur le même plan, aucune photographie ne semblant mieux mise en valeur ou plus importante qu'une autre.

L'aspect "aléatoire" de la consultation de ces images invite à une lecture de ces faits comme le fruit du hasard, des manifestations sans ordre ni organisation suivant des motivations passionnelles sans raison directrice. On nous confronte à un « événement », dans le sens du mot anglais *happening*, c'est-à-dire une performance improvisée, de façon spontanée et fortuite, destinée à une audience. Les différents mouvements de contestation sont ainsi exposés comme un événement sportif, un concert, une fête populaire, où les demandes et le contexte des protestations ne représentent qu'un élément très périphérique du contenu. Sous l'apparence d'un répertoire arbitraire, où l'exhaustivité est recherchée par le nombre important de clichés fournis, on dissimule cependant la nature des choix effectués dans la réalité qui « se donne à voir » sous ces différentes formes.

En effet, cette série d'énoncés très hétérogènes trouve sa stabilité par l'intermédiaire du récit de presse qui répertorie les points et images à retenir des manifestations. En revanche, les photos ne sont pas présentées en lien avec l'écrit, l'exposé de leur signification n'étant pas le but recherché, laissant au lecteur la tâche de trouver la logique et les relations des signes créés par les protestataires avec le procès juridique en cours ; l'aspect politique y est peu reconnaissable, les images frappent les sens au détriment des textes qui expliquent les raisons de ces positionnements. Ces images ne sont néanmoins pas en complète dérive, l'axe d'orientation pour expliquer les manifestations étant défini selon leur position favorable ou défavorable par rapport aux représentants du PT.

La diffusion d'images multiples pourrait témoigner de la difficulté d'organiser, sans une distance temporelle adéquate, la pluralité de manifestations discursives qui se produisent dans l'espace public. Or, en analysant le travail de la presse imprimée, on aperçoit un lissage de ces multiples facettes de la polémique autour d'un seul point commun : les façons les plus originales ou démonstratives d'afficher son positionnement. En réalité, les diverses parures ornant ces manifestants, ainsi que les accessoires créés, habillent la discussion autour de la mise en prison de Lula d'une polarisation esthétique. La conflictualité n'est ici qu'un outil illustratif du procès, et non un point de départ pour une discussion de fond sur les étapes

judiciaires qui amènent Lula en prison. Le conflit devient donc *sensoriel* : la production de contenu autour des manifestations se fonde sur une forme d'esthésie, comme l'illustrent ces couvertures du journal FDSP (Figure 104).

Figure 104 : La polarisation comme une esthésie (FDSP, 13/07/2017 et 25/01/2018)



Les deux unes ont été publiées à des moments juridiques similaires : la condamnation de l'ancien président en première et en deuxième instance. Dans le premier cas, datant du 13 juillet 2017, la décision de Moro est illustrée par deux photographies rectangulaires verticales de même taille placées sur la moitié haute de la page. L'espace graphique blanc ajouté entre les deux images participe à la composition d'un mur de séparation entre les deux situations photographiées. Les personnages qui figurent sur les clichés sont en bas, le bras en mouvement vers le haut, ce qui apporte une verticalité supplémentaire à la scène prise en contre-plongée. En effet, notre regard est porté vers le haut des clichés où les accessoires utilisés par ces personnes sont visibles. Sur la photographie de gauche, on observe un drapeau rouge, avec des détails blancs non lisibles, tenu par une jeune femme habillée en chemise jean et t-shirt noir. À ses côtes, un jeune homme porte un t-shirt rouge avec une étoile blanche et tient en air un objet cylindrique semblant être en bois. Ces deux personnes sont accompagnées au premier plan d'une femme tenant un instrument de musique, la bouche entrouverte. Ces trois sujets cadrés en plan rapproché sont accompagnés en arrière-plan de quatre autres personnes peu apparentes.

Sur le cliché de droite, en revanche, l'action se concentre autour d'une seule femme cadrée au niveau du buste, à la diagonale droite inférieure de la photographie. Ses cheveux blonds et longs couvrent en partie son t-shirt noir sur lequel quelques lettres blanches sont visibles, mais sans former des mots intelligibles. Ces inscriptions ne sont en réalité pas autant mises en valeur que son bras levé vers le ciel qui tient une hampe de couleur brune, de laquelle sort une éclatante lumière jaune accompagnée d'une fumée. La clarté produite par l'objet illumine son visage : elle a les yeux fermés et la bouche grande ouverte. Au fond, on distingue un ballon du Pixuleco – mannequin représentant Lula en prisonnier, que nous détaillons plus tard – et un drapeau brésilien flottant dans le ciel et mis en valeur dans la composition de l'image.

Une lecture comparative entre ces deux clichés peut d'ailleurs se faire à travers leur composition. Elle pose les éléments de façon similaire afin de mettre en exergue leurs différences constitutives, comme les deux drapeaux flottant au-dessus de l'action. La confrontation se trouve de plus soulignée par la légende unique « Les actes contre et en faveur de la condamnation de l'ancien président Lula dans l'avenue Paulista à São Paulo ont connu une faible adhésion ». Cette phrase nous indique la cause des protestations tout en précisant le moindre taux de participation aux deux actes représentés par les images. Autrement dit, le journal montre comme une exception des groupes peu nombreux, qui sont néanmoins très opposés entre eux. Ce processus produit ainsi une polarisation individualisante, mais pas individualisée : on ne connaît pas l'identité des sujets qui sont mis en valeur dans les images. Leur présence ne sert qu'à incarner ce qu'ils représentent : l'expression d'une polarisation.

L'information à propos du nombre de participants ne se trouve pas indiquée dans la une de janvier 2018, dans la Figure 104, mais elle respecte le même procédé esthétique. En effet, elle présente également deux images de même taille placées côte à côte, bien que remplissant un espace plus grand que dans la une précédente. Il s'agit désormais de deux sujets féminins qui sont seuls au centre de la photographie. N'exposant que le haut du buste, les cadrages sur ces personnes sont effectués pour que les visages et les ornements portés soient l'information centrale du cliché. L'opposition entre les deux sujets est très soulignée par la présence de deux légendes distinctes indiquant des actions complémentaires différentes dans des lieux distants : « À Brasília, une femme célèbre la condamnation de l'ex-président Lula » et « Une manifestation a réuni des soutiens du petiste, à SP (São Paulo), pendant le jugement ».

À gauche, la femme porte un bonnet et un débardeur (dont on ne voit que les bretelles) tous deux rayés de bandes horizontales noires et blanches, et arbore un maquillage chargé, de couleur noire et grise, indications qui laissent supposer un déguisement de prisonnier. À l'arrière-plan, le visage de Moro posant fièrement se distingue clairement, bien que légèrement flouté, en occupant la moitié de l'espace. Il ressort sur une surface bleue qui n'est pas identifiable. Des confettis blancs tombant du ciel couvrent la scène comme un filtre au premier plan. La personne féminine de la photographie de droite se trouve encore plus centrée, la « règle des tiers » étant ici observée. Elle porte également un accessoire sur la tête, dans les tonalités de rouge et blanc, sur lequel les inscriptions « Lula » et « 2018 » se distinguent. Son visage est contracté, la bouche maquillée en rouge grande ouverte, et elle fronce avec vigueur les sourcils. Son émotion paraît intense, accentuée encore par les larmes qui coulent de ses yeux. Le seul point commun entre les deux sujets est finalement la position centrale d'un visage très expressif photographié en gros plan, la bouche ouverte et le visage étiré donnant l'impression de paroles hurlées.

En réalité, la similarité de ces quatre photographies décrites existe dans l'expression d'une parole portée, dans l'acte de crier haut et fort son opinion. En opposition à cette gestuelle de l'allocution, l'intérieur de ces deux numéros ne contient pas de reportages présentant ces personnes, encore moins ses argumentaires. Ces visages sont présents uniquement pour illustrer la charge émotionnelle causée à la suite des condamnations prononcées, mais sans portée « rationnelle ». La réduction de ces démonstrations à deux figures archétypales en opposition, identifiées entre autres dans leur manière de se déguiser, réduit les actes à leur seule portée sensorielle.

L'émoi présent, de l'excitation à la tristesse, collabore à cet état de bataille entre les personnes montrées dans les journaux, l'attention du récit étant particulièrement orientée vers la mise en évidence de ces réactions contrastives. Prenons un exemple tiré de l'intérieur du numéro du 25 janvier 2018. FDSP illustre son article par deux images de taille identique, placées l'une au-dessus de l'autre. Le premier cliché expose en son centre un homme avec un ruban de tissu rouge lui entourant le front. La bouche ouverte, il regarde vers le haut, direction vers laquelle se dirige aussi son bras droit, poing serré, tendu presque verticalement. À son côté gauche, un homme accomplit le même mouvement. La dimension collective de l'action qu'il réalise est aussi perçue grâce aux silhouettes lointaines en arrière-plan, qui tiennent de nombreux drapeaux majoritairement blancs et rouges. La seconde image est également construite autour d'un personnage masculin : il porte un bonnet et un t-shirt aux rayures horizontales noires et blanches ainsi que des lunettes de soleil sombres. Cet ensemble vestimentaire typiquement associé à un prisonnier est aussi important que la scène dont il est protagoniste. Cet acteur de la scène tient une bouteille de verre de couleur verte placée au centre de la photographie. Il s'apprête à remplir de nombreux verres à pied tendus ostensiblement à bout de bras vers la bouteille. Les visages des personnes qui l'entourent en avançant leur verre sont peu visibles, l'ambition finale de cette image étant la mise en évidence de l'action réalisée par l'homme en tenue de prisonnier : il sert à la foule une boisson, probablement de l'alcool, imitant un barman lors d'une joyeuse fête bien arrosée.

Figure 105 : Illustrer le procès par la polarisation (F152, 25/01/2018)

Julgamento tem menções a Monteiro Lobato e Dostoiévski

DOS ENVIADOS A PORTO ALEGRE

"Monteiro Lobato foi uma figura histórica, ligada à luta pela Petrobras", disse o advogado René Dotti, que atuou como assistente de acusação, em favor da estatal no processo.

O advogado Fernando Fernandes respondeu: [O processo] "lembra Monteiro Lobato, mas pela capacidade criativa".

A troca de farpas com menção ao escritor morto em 1948 foi um dos poucos momentos de descontração ao longo de mais de oito horas de sessão no TRF-4.

Os três juízes fizeram longas revisões das provas apresentadas ao longo do processo e procuraram rebater críticas à Lava Jato e, principalmente, ao trabalho do tribunal, feitas especialmente por petistas e aliados.

O último a votar, Victor Laus, destacou um pouco do tom da sessão ao criticar o "juridiquês" e tentar explicar com analogias o teor do voto que faria. Em determinado momento, parecia se dirigir aos leigos que acompanhavam a sessão pela TV.

O procurador regional Maurício Gerum, representante do Ministério Público Federal no caso, fez um discurso duro em sua manifestação, ainda no início da sessão, e citou "Crime e Castigo", do escritor russo Fiódor Dostoiévski (1821-1881), que em um trecho diz que ao "verdadeiro soberano tudo é permitido".

Em uma das declarações mais incisivas do dia, Gerum também criticou a mobilização popular promovida pelo ex-presidente Lula contra a sua condenação. Na véspera do julgamento, o petista reuniu milhares de pessoas no centro de Porto Alegre.

"A truculência dessa tropa de choque em um processo judicial está muito próxima do crime de coação", disse, em sua fala.

O relator do caso, João Pedro Gebran Neto, procurou demonstrar que trabalha com discrição, ao afirmar que nunca deu entrevistas nem divulgou "nota oficial" sobre seu trabalho.

O presidente da turma, Leandro Paulsen, revisor do processo de Lula, disse que "cada cidadão tem sua opinião sobre o caso", mas "com diferentes níveis de informação". "Pré-julgamentos são feitos", disse.

Ele também procurou defender a legitimidade do trabalho do tribunal e lembrou que os casos da operação ficaram com Gebran por sorteio eletrônico ocorrido ainda em 2014. Victor Laus elogiou o que chamou de "talento" de autoridades responsáveis pela Lava Jato.

(FELIPE BACHTOLD, ANA LUIZA ALBUQUERQUE E FLÁVIO FERREIRA)



Apoiadores e opositores de Lula se manifestam após decisão de juízes do TRF-4

Ces deux scènes contrastent considérablement avec le contenu de l'article qu'ils illustrent. Il s'agit d'un encadré intitulé « Le jugement mentionne Monteiro Lobato et Dostoïevski » (F148). Placé à la partie inférieure droite de la page A6 de l'édition, ce texte occupe à peine un tiers de celle-ci, et fait le point sur les références littéraires utilisées par les magistrats et avocats durant plusieurs heures du jugement en appel, d'où les mentions à Lobato, écrivain brésilien, et Dostoïevski, auteur russe, dès le titre. Les deux images présentées en légende comme « les soutiens et les opposants à Lula manifestent après la décision des juges du TRF-4 » soulignent les effets de l'aboutissement de la discussion des magistrats, mais sans mentionner ni l'identité des sujets photographiés ni leur point de vue. Il ressort que les saynètes des photos ont la fonction d'illustrer, *par la polémique*, la pertinence du procès. En d'autres termes, il n'y a pas de connexion directe entre le contenu du texte et les images, mais le but est d'illustrer la polarisation que le procès entraîne en dehors des quatre murs du tribunal.

De ces premiers éléments étudiés, on retient aussi que la portée « sérieuse » du positionnement affiché par ces individus semble réduite par la représentation qui en est faite. La couverture accordée à ces manifestations de rue insiste en effet sur la réjouissance collective qu'elles apportent et donc sur le *pathos*. Cet aspect se remarque également dans le reportage du journal FDSP reconstituant les événements du 13 mars 2016 nommés « Fête de Paulista » (« paulista » se référant ici aux habitants de la ville de São Paulo). Cette description évoque l'imaginaire de la promenade familiale heureuse du dimanche, autour de différentes générations (des enfants aux grands-parents) et avec des animaux de compagnie, dès le premier paragraphe du texte :

- (85) Il ne suffit pas de crier, il faut participer. Avec des t-shirts personnalisés et des visages peints dans les couleurs du Brésil, des familles avec des enfants et des mascottes ornées défilaient sous des drapeaux qui couvraient la foule à côté de chenilles formées par des grands-parents joyeux. Pendant un dimanche de ciel gris et de pluie imminente, on a vu une avenue Paulista bondée et transformée en fête²⁵⁶ (F43, 14/03/2016)

Cette première présentation des événements, marquée par de joyeuses scènes décrites à travers le texte, produit une approche sympathique des manifestations, favorisée par ailleurs par l'ajout de clichés affichant des personnes étalant de larges sourires. La publication compte aussi un certain nombre d'entretiens menés avec des participants au cortège. Les premières questions ne portent nullement sur le caractère politique de leur présence, mais plutôt sur leur apparence. Une des participantes est interrogée sur le « look » qu'elle a choisi pour l'événement, un débardeur brodé aux paillettes formant le drapeau brésilien. Ensuite, l'article décrit le « make-up vert-jaune » d'une autre femme. Une troisième source du reportage explique pourquoi elle a amené son chien, revêtu du drapeau brésilien, à la manifestation. La critique du gouvernement en place n'est délivrée qu'à la toute fin du texte dans le bref commentaire d'une retraitée : « Nous devons tout changer. Le pays va de plus en plus mal, mais aujourd'hui, il y a beaucoup de gens qui en sont conscients²⁵⁷ ».

Si la posture combative de ces participants n'est donc pas évidente, les objets et activités du cortège y sont bien répertoriés et décrits. Il est fait mention de t-shirts personnalisés, de

²⁵⁶ VO : “Não basta gritar, tem que participar. Com camisetas customizadas e caras pintadas nas cores do Brasil, famílias com crianças e mascotes ornamentadas desfilavam sob bandeiras que cobriam um quarteirão ao lado de trezinhos formados por animados vovôs. Num domingo de céu cinzento e chuva iminente, o que se viu foi uma abarrotada avenida Paulista transformada em festa”.

²⁵⁷ VO : “Precisamos mudar. O país segue cada vez pior, mas hoje aqui tem muita gente consciente”.

visages peints d'une certaine couleur, de danse, de musique et d'avenue bondée. La description offerte rend les activités similaires à celles d'un Carnaval. Activité festive et culturelle du Brésil, cet événement est célébré dans la rue en fin d'été, entre février et mars chaque année, comme d'ailleurs la manifestation décrite. Bien que très différentes dans chaque région du pays, les différentes célébrations sont toujours caractérisées par la présence d'un cortège, parfois religieux, qui défile sur les principaux axes routiers de la ville. La tradition implique aussi un travestissement, l'acte de se déguiser étant au cœur de la célébration, fait qui se retrouve décrit par le journal papier.

Le Carnaval est aussi le passage à un état de « folie », toujours passager, dans lequel les hiérarchies sociales semblent être effacées au profit du réjouissement collectif. La manifestation se porte ainsi comme une réaction brève à un état de choses, une ressource symbolique aussi mise en œuvre par le Jornal Nacional. Le soutien des participants à l'opération Lava Jato, évoqué dans la voix off, est illustré par l'utilisation de la scène de quatre femmes qui portent le même t-shirt jaune sur lequel « #Morobloco » est écrit en couleur verte (J15, 14/03/2016). Cette inscription est accompagnée de l'effigie du juge Moro, la même disposée sur la Figure 104 d'ailleurs, le tout fait en sérigraphie. L'usage du mot « bloco » renvoie directement aux « blocos de Carnaval » qui sont des groupes qui se forment le plus souvent autour d'un artiste, ou plus largement d'un genre musical, pour accompagner, par exemple, le déplacement d'un « char spectacle » dans la ville. L'intention du discours est donc de signaler qu'ils suivent Moro tels des fans pour célébrer un artiste.

Cela nous interroge sur l'intention des participants de l'événement d'accorder à leur propre démonstration un caractère plus informel, voire festif, que dans la version relatée par la presse. En réalité, la coutume culturelle à laquelle il est fait référence évoque aussi une forme d'action prévisible, cette fête se déroulant tous les ans avec la présence de millions de personnes s'attroupant dans les rues. La « surprise » que pourrait créer ce genre de démonstration laisse ici place à une « représentation rituelle » que Tilly et Tarrow (2015) caractérisent comme ayant un faible potentiel en termes de « répertoire d'action collective », expression utilisée métaphoriquement par les auteurs pour se référer aux pratiques disponibles pour mettre en scène sa revendication publique. Ce type d'approche des manifestations donne ainsi le sentiment d'un processus naturel, d'un rapport pacifique de ce qui devait être un conflit avec l'État.

Néanmoins, le rapprochement avec le carnaval n'a pas toujours pour ambition de faire apercevoir une facette positive de la manifestation. Dans la description faite par *Veja* des personnes en faveur de Lula au moment de son jugement en deuxième instance, on voit apparaître un autre type de référence à la fête mentionnée. Intitulé « beaucoup d'*abadá*, peu de peuple » (V37), cet article renvoie à un ornement, notamment revêtu pendant le Carnaval, un t-shirt ou débardeur large décoré avec des accessoires colorés et scintillants. La référence à ce vêtement n'est nullement favorable à ces manifestants. Au contraire, on exprime ici, sous forme d'antithèse, le contraste entre une parure attrayante et le manque d'envergure du mouvement, opposant l'idée d'une apparence joyeuse à une réalité peu flatteuse.

L'analogie carnavalesque se présente à nouveau dans le cœur du texte pour, comme dans l'exemple précédent, décrire l'ambiance de la manifestation. Cette fois-ci, en complément au titre, l'intention est d'exprimer la volatilité du mouvement, comme dans ce passage : « Le climat de Carnaval – avec des groupes de samba, la vente de bière et la distribution de sandwiches au jambon – a ensuite cédé la place à une atmosphère d'un mercredi des

Cendres²⁵⁸ » (V37, 31/01/2018). L'intention énonciative de l'auteur est particulièrement visible dans la référence à la dernière journée du Carnaval, qui marque la fin du temps de réjouissances. Le « mercredi des Cendres » s'oppose alors sémantiquement aux activités antérieurement décrites sur un ton détendu et festif. L'évolution décrite souligne métaphoriquement le principal argument du texte : une motivation moindre des participants en contraste avec l'image positive que l'organisation souhaitait donner à ces actes.

De manière générale, il ressort que les citoyens dans la rue n'ont eu la possibilité d'intégrer le discours journalistique que par l'émotion qu'ils portent. On décrit ainsi leurs comportements, leurs actions, mais sans exposer le fond de leurs idées. L'évacuation de la portée politique de l'événement peut du même coup nous interroger sur la dimension spectaculaire de ces rassemblements qui sont presque accessoires, sans importance fondamentale dans le contenu de la polémique publique. Les opposants et les soutiens de Lula sont décrits par les médias étudiés, en texte et en image, comme des « totems » servant à occuper une place utile au récit d'opposition sur lequel les médias veulent insister : on regroupe ces différents actes dans leur rapport dichotomique pour composer une situation dramatique digne d'intérêt public.

L'importance du procès est ainsi mesurée par sa capacité à mobiliser des personnes autour des prises de décision au niveau juridique. À partir de la perspective de « *l'infotainment* » (Brants et Neijens 1998), le néologisme formé par les mots anglais « information » et « entertainment », on pourrait se demander si le public est informé ou plutôt *amusé* par ce conflit. Les actes de rue deviennent un spectacle *apolitique* dans lequel les acteurs jouent sans parler, comme une représentation de danse, où le rythme, la chorégraphie et le décor se trouvent être les seuls vecteurs de l'intention des auteurs de la trame.

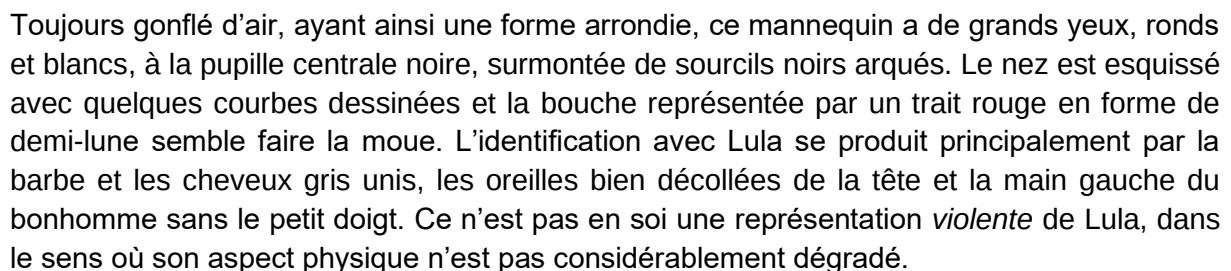
9.1.2. Les formes visuelles de la mobilisation : du Pixuleco au canard de la Fiesp

Ce déroulement presque théâtral prend notamment appui sur des ressources iconographiques, des couleurs et des accessoires qui servent de décor aux jeux d'acteurs. Le cas de l'affaire Triplex offre ainsi une illustration pertinente de la production massive de représentations iconographiques autour des principaux faits qui ressortent du récit. Certaines de ces formes visuelles ont pour objectif d'être des leviers de mobilisation, cherchant à traduire une revendication particulière en images. Lula est une source particulièrement centrale de ce processus, s'établissant, pour certains, comme un mal à combattre, et pour d'autres, comme une personne pour qui le combat vaut la peine. L'aboutissement souhaité dans l'enquête ouverte contre lui devient un symbole central de ces mobilisations : le « Pixuleco ».

Nous recensons d'autres formes plus périphériques de représentations de Lula, mais le Pixuleco est mis en exergue dans la presse, une incarnation en images de ce passage du livre d'Amossy : « la disqualification de la thèse va cependant généralement de pair avec celle de la personne, ou du groupe qu'elle représente » (Amossy 2014, p. 62). Ce personnage apparaît le plus souvent sous la forme d'une poupée gonflable de petite taille, pouvant être tenue entre les mains, mais il existe également en très grande taille sous la forme d'une énorme caricature remplie d'air s'élevant au-dessus de la foule. Ces deux modèles circulants de l'objet se retrouvent sur les photographies qui composent l'article suivant de FDSP (Figure 106). La sélection, dans cet article, de photographies comportant le Pixuleco prouve d'ailleurs

²⁵⁸ VO : “O clima de Carnaval – com rodas de samba, venda de cerveja e distribuição de sanduíches de pernil – passou então a dar lugar a uma atmosfera de quarta-feira de Cinzas”.

Figure 106 : Souligner la présence de « Pixulecos » dans les manifestations de rue (F35, 14/03/2016)



²⁵⁹ Pour information, au Brésil on vote par le moyen d'une urne électronique dans laquelle on introduit un numéro de candidat formé d'abord par les deux chiffres relatifs à son parti (13 pour le PT, 45 pour le PSDB, 15 pour le PMDB, etc.).

frauduleux²⁶⁰ ». Ça ne constitue pas le crime pour lequel Lula était accusé, mais cet article de loi est très ancré dans l'imaginaire brésilien jusqu'à constituer un adjectif péjoratif (« c'est du 171 » désignant le caractère faussaire d'une personne ou objet).

La confection d'un tel objet offre ainsi l'occasion d'exprimer en images le souhait du groupe, celui d'associer l'image de Lula à une pratique frauduleuse tout en étendant l'accusation à l'ensemble du parti qu'il représente. Exhiber cette figure anthropomorphe signifie donc assumer publiquement une position au sein des groupes opposés constitués, le but ultime étant de mettre en avant la responsabilité personnelle de Lula dans l'évolution de la corruption de l'État brésilien. En ce sens, le Pixuleco et des objets similaires constituent une métaphore à forte « fonction cognitive » (Bonhomme 2002), dans le sens où ces images rendent visible ce qui n'est pas immédiatement perçu : Lula effectivement en prison.

Il s'agit *in fine* de « préfigurer l'événement, en lui donnant forme et figure, dans l'espoir de précipiter sa venue » (Pêcheux 2008, p. 20, notre traduction). L'enjeu est de communiquer, *par l'image*, la demande venue de ce groupe qui descend dans la rue, le Pixuleco devenant ainsi la « marque de fabrique » valorisante de ces manifestations. Ce n'est pas un hasard donc qu'un publicitaire, Paulo Gusmão, soit à l'origine de ce symbole. Dans une interview qu'il accorde à *Veja* le 17 février 2018²⁶¹, il raconte que l'idée lui est venue durant la tenue des premières manifestations contre l'ex-présidente Dilma Rousseff en 2015. Auprès des organisateurs du « Mouvement Brésil de Alagoas », il suggère d'élaborer une création pour « symboliser l'indignation du Brésilien ». Malgré un contexte de protestations contre la présidente au pouvoir, Lula a été choisi pour incarner la cible du mouvement, choix qu'il justifie ainsi : « Quelqu'un qui a fait ce que Lula a fait, en tant que leader, devait être en prison ²⁶² ».

On apprend aussi dans l'entretien que la marionnette gonflable aurait dû s'appeler « Luleco », contraction de « Lula » et « boneco » (poupée), mais qu'elle a changé de surnom en raison d'un terme surgi dans le cadre des enquêtes de Lava Jato. En effet, le nom de ce mannequin géant vient des intitulés des 17^e et 18^e phases de l'opération Lava Jato : « Pixuleco I » et « Pixuleco II », déclenchées, respectivement, le 3 et le 13 août 2015. Selon ces enquêtes, ce nom fait référence à une expression utilisée en cachette par l'ancien trésorier du PT, João Vaccari Neto, pour se référer de façon dissimulée aux pots-de-vin reçus des entreprises du BTP qui bénéficiaient, en échange, de contrats avantageux avec la Petrobras.

La mise en circulation du bonhomme sous ce patronyme témoigne ainsi de l'insertion, dans le discours des protestataires, du vocabulaire mis en relief par le juridique. À ce titre, il convient de noter que ce mannequin illustre les moments de clôture de la polémique publique, et pas seulement les rassemblements de rue du début du procès. Observons par exemple le reportage suivant de *Veja* traitant le résultat du jugement du TRF-4 :

²⁶⁰ VO: "Obter, para si ou para outrem, vantagem ilícita, em prejuízo alheio, induzindo ou mantendo alguém em erro, mediante artifício, ardil, ou qualquer outro meio fraudulento". Article 171 du décret-loi n° 2.848 du 7 décembre 1940, Code Pénal Brésilien, disponible sur <https://www.jusbrasil.com.br/topicos/10617301/artigo-171-do-decreto-lei-n-2848-de-07-de-dezembro-de-1940>, accès le 06 avril 2023.

²⁶¹ "Criador diz que seu Pixuleco só perde validade se Lula for preso", Eduardo F. Filho, *Veja*, 17/02/2018, disponible sur <https://veja.abril.com.br/coluna/veja-gente/criador-diz-que-seu-pixuleco-so-perde-validade-se-lula-for-preso>, accès le 02/03/2022.

²⁶² VO : " Alguém que fez o que o Lula fez, sendo o líder, tinha de estar preso"

Figure 107 : Le « Pixuleco » comme centre d'intérêt des manifestations (V41, 31/01/2018)



La photographie en légère plongée présente un ensemble indistinct de personnes portant des ballons jaunes et des drapeaux brésiliens. Cette foule, encerclée par de grands bâtiments bétonnés, se trouve dans un espace urbain, même si la voie publique occupée est peu visible car il ne reste aucun espace libre dans cette multitude. La cohésion observée dans ce corps social est également traduite dans l'emplacement occupé par les deux immenses mannequins gonflés, dépassant considérablement la taille moyenne d'un humain, qui se dressent, comme les bâtiments, vers le haut de la scène. Leur emplacement dans la composition, au centre et en haut, amène un effet de perspective, le point de fuite attirant la vision vers ces deux poupées : le fameux Pixuleco et sa version féminine représentant Dilma Rousseff.

Le contenu du reportage, la condamnation en deuxième instance de Lula en janvier 2018, est très distant temporellement de la photo qui l'illustre. La légende qui accompagne le cliché précise d'ailleurs la date antérieure de l'événement qui y figure : « Avenue Paulista en 2016 : des milliers de personnes sont descendues dans la rue pour dire "assez" à la corruption, à Lula et ses amis ». Cette explication conduit d'abord à la lecture de l'événement comme une action dirigée contre Lula, confortée par la place prédominante du Pixuleco dans le cliché, ce qui ne tient pas compte de la demande de destitution à l'égard de Rousseff formalisée à l'époque. De plus, cela connote une relation cause-conséquence entre la mobilisation dans la rue et la décision du Tribunal, comme si l'institution juridique respectait une demande venue de la population.

On observe aussi l'ajout de l'argument économique dans ces mobilisations par le biais de l'accessoirisation des rassemblements publics. Par exemple, une autre structure gonflable devenue iconique de ce genre de manifestation est le « canard » de la Fiesp (Fédération des Industries de São Paulo), visible également sur la Figure 106. Contrairement au Pixuleco, le surnom de cette marionnette désigne explicitement à qui il se rapporte, les membres de cette organisation patronale siégeant sur l'avenue Paulista. Toujours jaune avec un bec orange comme un jouet d'enfant, il a les yeux en forme de la lettre « X », connotant un état non vivant. Ce sens donnant le sentiment d'un certain désarroi est complété par l'inscription graphique sur le ventre de l'animal : « NaoVouPagarOPato.com.br ».

Ce site web, aujourd'hui inexistant, fait usage de l'expression « não vou pagar o pato », traduisible littéralement en français par « je ne vais pas payer le canard ». « Pagar o pato », en portugais brésilien, signifie subir les conséquences d'actes commis par une autre personne, un sens semblable à l'expression « payer les pots cassés ». Ce canard signifie donc que la gestion du PT a réduit le pays à un état pitoyable dont les conséquences néfastes sont

mesurées par cette fédération. Elle formalise par cet objet, en apparence enfantin, qu'elle redoute de subir certaines conséquences, en formulant ainsi une justification à son point de vue, opposé à ce parti politique.

Dans le camp de soutien au PT, c'est la couleur rouge qui domine les diverses parures présentes dans les manifestations : les ballons, la fumée, des drapeaux et les vêtements sont essentiellement de cette couleur. La couverture de JN (Figure 108) rend compte d'un usage des effigies des mêmes personnages de l'affaire et de la même catégorie d'objets.

Figure 108 : Résumé des actions visuellement répertoriées par JN (J36, 18/03/2016)



Ces scènes, que nous reproduisons dans leur ordre de parution dans le flux visuel animé, nous invitent d'abord à voir un plan d'ensemble caractérisé par des drapeaux contenant des sigles et dessins divers et un drapeau brésilien. C'est aussi sur une vaste toile que l'on trouve imprimé en grande taille une photographie de Dilma Rousseff jeune, la même utilisée pendant sa campagne électorale 2014, évoquant son passé militant contre la dictature.

On retient ensuite la mise en scène d'une poupée géante représentant Lula, cette fois plus flatteuse à son égard, souriante et revêtue d'un costume formel, évoquant une figure sympathique et d'importance. Elle reste au niveau du sol, ce qui permet des démonstrations affectives à l'égard de Lula. L'image de Moro apparaît aussi, cette fois-ci détournée par l'ajout d'une moustache et d'une chevelure typiquement associées à Hitler. L'intention est de signaler une forme d'autoritarisme de son comportement. Ce sens est indiqué dans le texte de la pancarte qui l'interpelle directement avec un usage du vocatif nominal : « Moro, tu n'es pas au-dessus de la Loi ». L'utilisation du pronom « você » apporte une informalité au propos et témoigne de l'absence de respect porté à l'égard du juge. L'auteur du texte y inscrit de plus la phrase « pour la souveraineté nationale », impliquant que le magistrat nuit à l'indépendance du pays au regard d'autres puissances internationales.

Exprimant par écrit des demandes précises, les pancartes sont tout particulièrement présentes dans la couverture de presse des manifestations de rue proposée par FDSP. L'édition du 14 mars 2016 présente d'ailleurs une page consacrée à restituer particulièrement les exemples

de ce type de production vus dans la rue que nous présentons ci-dessous. Pour pouvoir décrypter au mieux cet ensemble discursif, nous avons numéroté les différentes photographies qui le composent

Figure 109 : Clichés d'une manifestation « écrite » (F39, 14/03/2016)



La photographie 1 présente un pédalo blanc en forme de canard, dont la tête est entourée par un drapeau brésilien. Sur le corps de l'objet, les inscriptions « Dehors Dilma » et « Lula voleur » sont accompagnées d'une étoile rouge inscrite dans un cercle et barrée par un trait diagonal, comme un panneau routier d'interdiction. Deux personnes posent à côté de cet objet placé au centre du cliché, chacune portant un ballon également en forme de canard. Le message plastique de ces deux sphères gonflées rappelle à différents titres le canard de la Fiesp que nous avons antérieurement décrit. Au-delà de signaler par le verbal écrit leur avis sur les deux politiciens et par l'image de leur alignement avec les propos de la fédération, l'usage spécifique d'un pédalo sert à évoquer un autre procès contre Lula à propos de la maison de campagne d'Atibaia. Selon les enquêtes de la Police Fédérale, des pédalos de la famille de l'ancien président flottaient sur le lac de la propriété, malgré ses dénégations concernant son statut de propriétaire des lieux.

Cette question du pédalo revient à la surface le jour de la perquisition à l'égard de Lula. La presse rapporte que les enquêteurs lui posèrent une question à ce sujet qui l'irrita

profondément (G12 ; F13). Cette petite embarcation actionnée par les pieds devient l'objet d'intérêt des opposants à Lula qui mentionnent particulièrement la réaction de l'accusé face à cette question sur Twitter. En signalant qu'il a perdu ses moyens et sa patience, ses détracteurs y voient une forme de confession qui sert à appuyer sa culpabilité. Sa réponse lors de l'interrogatoire, « cette question n'est pas à la hauteur de la Police Fédérale », et le fait que les pédalos seraient plus précisément la propriété de ses petits-enfants, sont les éléments qui circulent le plus sur le réseau, entraînés par l'activité de comptes qui mettent en avant le lien de FDSP renvoyant au reportage F13 mentionné.

L'activité médiatique enchaîne une autre forme de production, tout aussi symbolique, visible sur le cliché numéro deux. Une production discursive abondante y figure, en référence à différentes facettes du crime dont est accusé Lula. La première est un grand panneau en bois sur lequel la photographie du sommet d'un immeuble à façade beige est reproduite. Dans le bas, de grandes lettres capitales blanches sur fond rouge formulent la phrase « Triplex, vous avez payé pour cette œuvre ». Les images circulant dans la presse permettent d'identifier qu'il s'agit du triplex du Guarujá, principal objet de l'infraction supposée. Au sommet de ce cadre rectangulaire, sont positionnées des figures en carton à l'effigie du « japonês da federal » (c.f. Chapitre 8) et de Lula, reproduites par deux fois, : pour Lula, il est une fois habillé en prisonnier, une autre en costume de ville. Dilma Rousseff y est aussi représentée, avec un tailleur renvoyant à son statut de présidente. L'autre sujet habillé en prisonnier est Antônio Palocci, également membre du PT, ancien ministre de l'Économie de Lula et ex-ministre de la Maison Civile sous Rousseff. Soumis à une enquête de Lava Jato, il a été envoyé en prison le 26 septembre 2016 dans le cadre de la 35^e phrase de l'opération.

Organisés tel un spectacle de marionnettes, ces éléments suggèrent une histoire racontée à partir des différents éléments de l'enquête. L'idée est ainsi de montrer en place publique les raisons pour lesquelles l'innocence de l'ancien président doit être questionnée, depuis les agissements de son entourage jusqu'à l'objet de son crime. Cela prend ainsi la forme d'une dénonciation ouverte visant à justifier un positionnement défendu : « voici les preuves de mon avis ». C'est en ce sens une action très rationnelle, d'apporter des preuves concrètes, ou plutôt *concrétisées*, de son argumentaire, éventuellement sans passer par le langage parlé ou écrit.

C'est une manière enfin de fixer les sens prédominants autour du procès, matériellement et en actes, à la façon dont agissent les auteurs des pancartes. La mention directe des membres du PT, accusés comme principaux responsables du mal-être du pays, est particulièrement présente dans ces modes de protestation recensés par le journal. La composition de ces différentes photographies fait que ces inscriptions constituent les éléments les plus marquants des images. Cela rend possible une prise de parole indirecte de ces personnes, même si elles ne sont pas présentées formellement dans le corps textuel de l'article. La seule information que l'on détient sur les participants est leur état d'esprit : quand ils figurent sur les clichés, les sujets qui tiennent ces bannières affichent un large sourire (3, 5, 6 et 10 par exemple).

Le contenu verbal apporte les éléments pour expliquer les positionnements tenus. Dans l'ordre, on pourrait les traduire ainsi, : (3) « Pour Lula président de la Papuda », (4) « Zika : Lula la grande peste du Brésil », (5) « Dehors Dilma -> Temer -> Cunha / de nouvelles élections tout de suite !!! », (6) « Ensemble nous allons sortir du rouge / Dehors Dilma Lula et le PT », (7) « Dehors PTralhas !!! », (8) « j'étais petiste, mais j'avoue que j'avais tort » et « retraitée cherche entreprise du BTP pour amitié et négoces », (9) « Taule à tous les corrompus / Dilma Lula, Cunha, Renan, etc » et (10) « impeachment ». Un point de contact entre ces différentes productions sémio-discursives peut ainsi être mis en évidence : l'idée

d'atteinte à la moralité, de déchirure du contrat social ou encore de transgression, qui mérite une forme de sanction.

Ces manifestations non verbales hautement personnalisées font de l'attaque *ad hominem* une pratique particulièrement valorisée dans les clichés sélectionnés. On retrouve la réclamation d'un châtiment envers différents hommes et femmes politiques dont les noms sont visibles en 5 et 9 : Dilma Rousseff, son vice-président, Michel Temer, et le président de l'Assemblée nationale, Eduardo Cunha. Les représentants du PT restent les plus ciblés, le parti étant mentionné pour exprimer une forme de regret ou un aveu de faiblesse : « j'étais petiste, mais j'avoue que j'avais tort ». La phrase 10, la moins élaborée sémantiquement, vient rappeler la raison principale du rassemblement : la demande d'empêchement de l'ancienne présidente.

Si le sens de ces phrases est explicitement exposé, la plupart des exemples apportés sont enrichis de l'interdiscours. En 3, par exemple, la demande inattendue « Pour Lula président de la Papuda » ne prend son véritable sens que par la prise de conscience que « Papuda » est le nom du principal établissement pénitentiaire de Brasília. Dans un registre similaire, la phrase 4 fait référence à la maladie tropicale « zika » dont le nombre de cas explosait en 2016. En 6, la phrase formulée en voix active est une invitation à sortir « du rouge », ce qui en portugais brésilien comporte principalement le sens de se sortir d'une situation financière difficile. Le mot « petralhas » en 7 renvoie à un usage péjoratif créé par Reinaldo Azevedo, éditorialiste du magazine *Veja*. Il s'agit une contraction des mots « PT » et « metralha », en allusion à la bande de voleurs comiques « irmãos metralha » (« les Rapetou », en français) qui figurent dans des bandes dessinées et dans des dessins animés de Disney, représentés souvent tentant de voler le coffre-fort de Picsou. L'énoncé 8 présente un propos ironique basé sur le détournement de la forme d'une « petite annonce », « retraitée cherche entreprise du BTP pour amitié et négociés », la compréhension dépendant ici aussi de la connaissance de Lava Jato.

Dans les cas mentionnés, la mémoire sociale est très sollicitée, d'autant plus que le texte journalistique n'apporte pas d'explications contextuelles à propos de ces significations. La relation de dépendance avec le discours d'autrui (ici notamment le discours judiciaire) produit des sens actualisés : le contexte polémique transforme un d'objet sans portée significative, comme un outil de loisir estival, le pédalo, en une preuve formelle de culpabilité. La rue devient ainsi un espace de déploiement de répliques polémiques, de contre-discours, à visée précise. Cela est typiquement une trace du discours polémique : « l'entreprise polémique mobilise toujours un autre discours (par citation, par référence, par allusion) et se positionne vis-à-vis de lui » (Jacquin 2011, p. 48). La mémoire discursive, produite par la mobilisation de l'interdiscours, est dans ce sens un processus de résignification permanente.

La narration à propos du conflit permet tout particulièrement à ces glissements de sens de trouver leur légitimité par la presse. Ces « ruptures » et « reprises », ces nouveaux « agencements », sont tout à fait valorisées dans les médias d'information, qui participent par la publicisation, la valorisation d'un type de discours et la régularité de leur apparition, à la mise en circulation du nouveau sens construit. En effet, ce qui semble déterminer la pertinence d'un objet scriptural à faire partie du reportage est la composante « inventive » des phrases créées. La « valeur de l'actualité » (Traquina 2005) se construit ainsi dans l'intersection entre la capacité à surprendre et faire rire, à faire voir, et nullement sur la pertinence du contenu *stricto sensu*. Autrement dit, le caractère spectaculaire des contestations est plus important que la clarté des propos. Plus la charge de ces productions est explosive, plus la médiatisation est de rigueur, que cela traduise ou non un argumentaire étayé. Dans ce sens, le processus

de production de l'actualité ne se préoccupe peu du caractère substantiel des propos tenus, ni de leur orientation vis-à-vis du débat.

Ces messages à teneur plutôt ludique se détachent en outre des propos politiques considérés dans les premiers exemples, témoignant ainsi d'un rapport plus individuel des porteurs de ces pancartes avec le sujet de mécontentement. Une forme d'indignation est donc exprimée, qui n'est pas construite à partir de mots d'ordre résultant d'une organisation politique. Le discours au nom d'un collectif se trouve ainsi laissé au second plan : on parle donc de soi, mais pour qui ? Ces pancartes ironiques, voire décalées, font penser à une production destinée à un Tiers, à de potentiels nouveaux manifestants, ou encore à la presse. Plus que constituer un slogan rassembleur, l'enjeu est de convaincre de l'inventivité de l'expression protestataire. En ce sens, ces productions ne sont pas de simples blagues, elles constituent un répertoire disponible pour témoigner de la légèreté et de l'insouciance présentes dans la manifestation.

Les représentations visuelles et leurs significations comportent alors des relations qui nourrissent notre compréhension quant à l'usage des indices iconographiques dans le régime polémique. En effet, la portée démonstrative de ces agissements tient notamment à l'objectif d'*être vu*, l'utilisation d'accessoires qui viennent décorer le corps des participants pour appuyer leurs démonstrations en témoigne. L'image permet en effet de reprendre des thèmes ou des figures qui ont été marquantes afin de les actualiser. Les références à des éléments de l'enquête sont une forme de paraphrase de la réalité, agencées selon le point de vue que l'on veut faire partager et faire souscrire. L'imaginaire autour de l'affaire Triplex n'est donc pas fixe, il est une création continue de figures, formes et images qui sont la matérialisation d'un état socio-historique.

Nous voyons par ces exemples en outre que l'exercice de l'argumentation existe à l'intérieur des supports iconographiques, accompagnés le plus souvent d'une forme d'inscription textuelle dont l'origine provient des créateurs de ces objets ou de la presse qui les met en exergue. Les images construisent ainsi des discours qui participent à la polémique en apportant une forme de contestation, mais aussi de simple distraction. Le « pixuleco » n'est pas un personnage horrible ni repoussant, il est même divertissant, voire amusant. Telle une mascotte des jeux olympiques, cette production à grande visée communicationnelle peut également représenter le caractère harmonieux, pacifique et plaisant des manifestations d'un groupe évoluant dans l'espace public.

La compréhension exacte du fondement de ces productions nécessite néanmoins une connaissance large et fine de certains signifiés circulant dans le procès, nous amenant à nous interroger sur la véritable pertinence de ces objets visuels à convaincre de nouveaux acteurs à partager le même sentiment dans la polémique. Autrement dit, il est nécessaire de déjà posséder des informations sur les raisons des mobilisations pour comprendre les productions qui en découlent. En ce sens, il nous semble que certains modes d'expression sont moins utilisés pour convaincre, mais plutôt pour *faire savoir*. La polémique peut aussi remporter un succès par la surprise et l'inattendu, car un de ses enjeux est également d'étonner et déconcerter l'adversaire.

Pour attirer l'attention, ces manifestants peuvent compter sur le cadrage que leur donne la presse : l'image qui étonne étant la plus susceptible de circuler médiatiquement. Comme posent Lits et Wrona : « La culture médiatique contemporaine a pleinement intégré le *visual turn* : l'image, le visuel sont devenus le pivot central, dont l'écrit est devenu une déclinaison, tout en conservant des va-et-vient entre écrit et image » (2014, p. 5). En effet, même si l'écrit a toute sa place dans les analyses que nous venons de réaliser, la corrélation entre les

individus dans la polémique semble décontextualisée au profit d'une relation sociale *médiée par l'image* (Debord 1967).

9.1.3. Faire du bruit dans la ville : « *panelaços* », « *aplaudaços* » et « *buzinaços* »

Les actions collectives performées et gestuelles que nous venons de décrire sont accompagnées d'une autre manière d'exprimer une position dans l'arène polémique : l'affirmation de sa présence dans la ville. L'espace urbain constitue l'endroit où se révèlent les opinions des groupes en actions, depuis l'expression visuelle, que nous venons de décrire, jusqu'à l'expression sonore. Les chants et mots d'ordres, par exemple, ne prennent sens que par leur déclamation collective dans l'espace de vie de la cité. Ces chants ne prennent tout leur essor que par le rythme qu'ils imposent, par leur déclamation à l'unisson, qui fait voir la vraie mélodie de ces chansons et crée leur force pour impressionner les spectateurs. En les transcrivant, la presse papier et en ligne induit une lecture scripturale des textes de ces chants.

Ces paroles nous apprennent d'abord la nature polémique de ces manifestations sonores, construites pour faire opposition aux idées présentées par l'autre. Cette dynamique proposition-opposition est particulièrement visible dans les chants : « *Não vai ter golpe* » (il n'y aura pas de coup d'Etat) (U34) et « *Ei, PT, golpista é você* » (hé, PT, le putschiste c'est toi) (F66). Par ces chansons, nous voyons que le sujet d'une atteinte à la démocratie est présent dans les deux camps, la question étant l'identification de son auteur. Le sujet de fond qui oppose les rassemblements rivaux, que nous avons identifié dans la Partie 3, se trouve reformulé et mis en circulation par le chant collectif.

Un autre type de chant habite l'espace public, dédié à l'éloge de l'ancien président. Le jour du déclenchement de la 24^e phase de l'opération Lava Jato, les journalistes relatent la présence des chants : « *Lula, guerreiro do povo brasileiro* » (Lula, guerrier du peuple brésilien) ou alors « *Olê, olê, olê, olá, Lula, Lula* » (F17). Le jour de l'envoi en prison de Lula est aussi marqué par l'interprétation d'un refrain : « *o Lula é meu amigo, mexeu com ele, mexeu comigo* » (Lula est mon ami, si tu le vises, tu me vises aussi) (U136). On pourrait ainsi parler d'un affect que l'on tente de faire vivre en groupe selon une cadence partagée. Cela évoque l'exemple du chant « on a gagné » qui circule médiatiquement, et dans les rues, en France le soir de la victoire de Mitterrand à la présidence de la république, le 10 mai 1981. En l'analysant, Pêcheux (2008) constate que cet énoncé collectif n'a pas la forme ni le contenu d'un mot d'ordre politique. La phrase ne prend sens qu'une fois chantée, suivant un rythme et une mélodie bien établis, évoquant ainsi les codes de supporters d'une équipe sportive qui vient de gagner.

Le répertoire musical observé emprunte en effet ses codes aux chants entendus dans des stades de football, où les supporters ont l'habitude d'encourager leurs équipes avec des moyens musicaux. Il est très commun dans ce contexte de cibler directement l'équipe adverse, avec des interjections suivies d'insultes, ou alors de souligner la qualité ou les belles actions d'un joueur. La comparaison avec la manifestation de soutien à des équipes sportives nous semble pertinente à un autre titre : le bruit de fond entendu dans les vidéos de manifestations apportées par la presse est fort similaire au bruit entendu lors de rencontres sportives.

Prenons par exemple la vidéo d'une minute publiée par *UOL* sous le titre « Le vote de Rosa contre Lula est reçu par des manifestants avec des feux d'artifice à Brasília » le 4 avril 2018. Ne comportant pas de commentaires en voix off, les actions se déroulent sous nos yeux avec la seule présence épisodique de bandes rectangulaires bleues et blanches comportant de courtes phrases écrites en noir. La première phrase « Les manifestants contre Lula

célèbrent leur victoire » se superpose, en bas du cadre, à une vidéo nocturne de faible qualité, très probablement prise avec un téléphone portable, où une foule est visible. La plupart des participants secouent les bras vers le haut, les poings serrés. Les couleurs jaune et verte habillent majoritairement les présents, certains tiennent des drapeaux brésiliens qu'ils agitent. Le mouvement de caméra, de droite à gauche, permet de découvrir progressivement une bannière jaune dans la foule où « #LulaEnPrison » est inscrit en lettres capitales rouges.

Rien de cela n'est en revanche plus interpellant que le bruit presque assourdissant de l'enregistrement : les présents soufflent à pleins poumons dans des sifflets et des vuvuzelas. Cet instrument en forme de corne, utilisé principalement par des supporters de football d'Afrique du Sud, a été popularisé au Brésil durant la Coupe de Monde de 2010 jouée dans ce pays africain. On identifie sa présence entre les mains d'au moins trois personnes. Cette scène de 20 secondes est suivie d'un plan statique montrant un homme blanc à la barbe et la chevelure grisâtres portant le drapeau brésilien, secouant les bras grands ouverts au-dessus de la tête et sautillant. Il est suivi de plusieurs femmes tenant chacune, bras tendu, l'épaule de la femme qui la précède, formant ainsi une « chenille » humaine. Elles dansent, sautillent et crient, certaines avec un bras en l'air, d'autres avec un téléphone portable à la main pour filmer la scène en mode selfie. Le *tempo* est donné par une chanson rythmée que nous entendons malgré le bruit du groupe. La caméra, placée en face de ces personnes, permet de bien distinguer les sourires figurant sur le visage de chaque passant.

Dix secondes après, changement brusque d'ambiance : une scène également nocturne, et de très mauvaise qualité, laisse cette fois-ci entrevoir un groupe moins nombreux et très dispersé. Les personnes présentes, majoritairement vêtues de rouge, sont filmées de dos, et nous pouvons ainsi voir un « trio elétrico » (un énorme véhicule mobile équipé de haut-parleurs), vers lequel ils se tournent. On entend une voix masculine annoncer le résultat du vote de Rosa Weber dans le jugement, défavorable à Lula, et qui lance le pronostic : « on vient de perdre ». À part le discours de cet homme, rien d'autre n'est audible, comme le souligne d'ailleurs l'énoncé qui apparaît à l'écran : « Les manifestants pro-Lula restent silencieux ». L'image reste ainsi, fixe jusqu'à la fin de la vidéo, en une scène qui totalise un peu plus de vingt secondes où l'immobilité des individus filmés est de règle.

Nous sommes face à ce qui semble être la fin d'un tournoi de grande importance, les sentiments de joie et de défaite exprimés par les deux groupes étant complètement opposés. En prenant l'apparence d'une manifestation sportive, la mise en scène proposée renforce la polarisation et l'impossibilité d'accord entre les deux groupes. De plus, ce genre de production de sens, marqué par la célébration d'un des camps en dispute, produit un fait stabilisé et admis (Lula va en prison) alors que cela n'est pas encore certain. En d'autres termes, le rituel juridique n'est pas encore fini, mais le résultat est affiché, comme la fin d'un championnat sportif dont l'issue ne peut plus être remise en cause.

Dans un registre similaire, une autre manière de s'exprimer en public consiste à produire des sons incongrus, gênants ou tonitruants en présence d'un discours ou d'un acte. Le « *panelaço* » et le « *aplaudaço* » en constituent deux exemples répertoriés par la presse. Dans le premier cas, l'idée est de tambouriner sur des casseroles (*panelas*, en portugais brésilien) afin de produire un bruit assourdissant, alors que dans le second mode d'action, le vacarme est produit par des applaudissements (*aplausos*, en portugais brésilien). Dans le premier cas, il s'agit de réagir négativement à un propos, dans l'autre de saluer une action. Le suffixe « *aço* » est utilisé comme un marqueur d'intensité positif, amenant une idée de puissance.

C'est en ce sens un aperçu du caractère collectif qu'impliquent ces formes de manifestation, leur force se mesurant par la réplication, telle une contagion, d'un type d'action.

Dès le début du procès, des traces de ce type d'intervention apparaissent dans notre corpus. Les « *panelaços* » sont toujours accolés à un événement médiatique majeur, comme la prise exceptionnelle de parole de Dilma Rousseff en réaction à la perquisition subie par Lula le mars 2016. Sous le titre « Le discours de Dilma provoque des “*panelaço*” à SP, à Rio, à Belo Horizonte et à Brasília » (U6), *UOL* explique ainsi le déroulement de cette manifestation :

- (86) Les *panelaços* ont commencé tôt ce vendredi (4) dans le pays. Au cours de la déclaration de la présidente Dilma Rousseff en milieu d'après-midi sur la déposition de l'ex-président Luiz Inácio Lula da Silva à la police fédérale, plusieurs personnes ont manifesté dans certains endroits, comme dans le quartier de Higienópolis, dans l'ouest de São Paulo, dans le sud de Rio de Janeiro, dans le centre-ville de Belo Horizonte, à Curitiba et à Brasília²⁶³ (U6, 04/03/2016)

L'ampleur que sous-entend le titre, évoquant la présence de ce type de manifestations dans différentes villes, se heurte dans l'énoncé à une forme d'imprécision sur la propagation de l'acte. Le texte se caractérise en effet par l'emploi d'expressions vagues comme « certains endroits » et « plusieurs personnes ». L'inexactitude du propos se ressent tout particulièrement autour des villes de Curitiba et Brasília, évoquées en dernier lieu, pour lesquelles les quartiers où se déroulent ces actions ne sont pas précisés. Ce seul paragraphe écrit du reportage est suivi par l'insertion de plusieurs *tweets*, dans lesquels sont joints des vidéos amateurs. Ce texte, co-écrit avec le matériel fourni par les manifestants eux-mêmes, conduit au fait que le processus de recueil d'informations du journaliste se base uniquement sur le témoignage d'un groupe de manifestants, sans que la pertinence de ces actes soit véritablement affinée. En effet, la valeur de la nouvelle n'est pas le nombre de participants, mais plutôt le pouvoir que les publications ont de rendre visible la manifestation citée.

La couverture du même journal en ligne à propos des « *aplaudaços* » suit la même logique de construction de l'article. Le paragraphe initial donne quelques informations générales sur la manifestation pour ensuite faire suivre des publications Twitter incorporées au texte et censées donner du poids à la nouvelle. Les informations quant au nombre de participants, l'heure et lieu exactes des manifestations, et les organisateurs de la démarche restent floues :

- (87) Des habitants de plusieurs villes brésiliennes ont fait des “*aplaudaços*” lors des informations sur la conduite coercitive de l'ex-président Luiz Inácio Lula da Silva diffusées ce vendredi (4) au *Jornal Nacional*, de la TV Globo. Parmi les villes dans lesquelles il y a eu des manifestations on trouve Brasília, São Paulo, Belo Horizonte, Rio de Janeiro, Porto Alegre, Santos (SP), Curitiba et Recife²⁶⁴ (U4, 04/03/2016)

²⁶³ VO : “ Os *panelaços* começaram mais cedo nesta sexta-feira (4) pelo país. Durante o pronunciamento da presidente Dilma Rousseff no meio da tarde sobre o depoimento do ex-presidente Luiz Inácio Lula da Silva na Polícia Federal, várias pessoas se manifestaram em alguns locais, como no bairro de Higienópolis, na zona oeste de São Paulo, na zona sul do Rio de Janeiro, no centro de Belo Horizonte, em Curitiba e em Brasília”.

²⁶⁴ VO : “Moradores de várias cidades brasileiras fizeram “*aplaudaço*” durante as notícias sobre a condução coercitiva do ex-presidente Luiz Inácio Lula da Silva veiculadas no *Jornal Nacional*, da TV

Ces manifestations sont autant médiatisées que médiatiques : elles réagissent à des faits véhiculés dans la presse traditionnelle et cherchent la couverture de celle-ci. Sur notre corpus de *tweets*, nous sommes d'ailleurs assez surprise de constater que les mentions à « aplaudaço » sont souvent accompagnées de vidéos publiées sur les comptes de sites journalistiques nationaux (iG Último Segundo, Correio Braziliense) ou régionaux (portal folha do RN, O Popular) et non sur des profils de comptes de « citoyens communs ».

La mécanique la plus récurrente de circulation de l'information sur Twitter est plutôt la suivante : des personnes « ordinaires », sans identité bien décrite, produisent des vidéos qui sont ensuite répertoriées et publiées sur des médias en ligne. Ces articles de presse sont ensuite repris par des utilisateurs de la plateforme pour se vanter de l'action promue. En effet, la publication d'utilisateurs qui se mettent en scène pendant ces actes est dérisoire comparée à la masse de *tweets* qui partage l'acte *transformé* en information. « L'aplaudaço » trouve finalement sa validité dans la mise en forme typiquement journalistique des propos qui circulent sur la plateforme. Autrement dit, le discours de presse offre une forme de légitimité à cette campagne.

De nos observations sur ce réseau, il ressort aussi que ces deux types de manifestation étaient convoqués, dans l'environnement en ligne, par des groupes politiques bien organisés. Dans le cas du « panelaço » du 16 mars 2016, organisé contre la nomination de Lula au poste de ministre, la première mention du jour sur Twitter au mot « panelaço » se fait sur deux comptes qui publient, avec une différence de seulement deux minutes, le même contenu (Figure 110).

Cette coordination met en évidence une activité organisée d'abord à partir d'un réseau politique, dont nous traitons de l'origine dans le sous-chapitre suivant. En effet, par le manque d'informations apportées, le récit de presse met en avant la nature spontanée de ces actions, la transformation des adeptes du « panelaço » en acteurs politiques étant dissimulée sous une casquette « apartisane ». En effet, ni les organisations à l'origine de ce type d'acte, ni leurs leaders ne participent aux articles abordant le sujet, contribuant à l'image décorrélée de la politique traditionnelle que le mouvement voulait se donner. Bien que souvent absents du récit de presse, traitant le « panelaço » comme allant de soi, ce type de manifestation sonore résulte bel et bien du processus décisionnaire d'un groupe politique.

Globo, nesta sexta-feira (4). Entre as cidades em que houve manifestações estão Brasília, São Paulo, Belo Horizonte, Rio de Janeiro, Porto Alegre, Santos (SP) Curitiba e Recife”.

Figure 110 : Convocation aux « panelaços » sur Twitter, 16/03/2016



Ces publications sur Twitter du 16 mars 2016 témoignent en outre de la centralité des médias traditionnels pour donner le *tempo* de l'action, fait observable dans le texte des publications : « Mega *panelaço* aujourd'hui, pendant le Jornal Nacional, contre la nomination de Lula au poste de ministre. Prévenez vos amis ! ». Cet énoncé est accompagné du message suivant, à l'intérieur de l'image ajoutée au post : « Aujourd'hui, dès que le Jornal Nacional annonce Lula comme ministre, tout le monde sait déjà quoi faire ». La synchronie entre la nouvelle diffusée à la télévision et l'action devant être réalisée par les destinataires de l'invitation est renforcée par l'image iconique du post. Nous y voyons au premier plan une main qui tient une poêle de cuisine, face creuse tournée vers nous, placée face à un ancien poste de télévision, flouté à l'arrière-plan. Sur l'écran de l'appareil, nous reconnaissons la moitié haute du visage de Lula sur un fond blanc cru. Le message se résume donc à ceci : dès que Lula apparaît au petit écran, il faut réagir en tapant sur des casseroles.

L'édition du JN du jour présente à sa toute fin des vidéos des « *panelaços* » commentées en voix off par la journaliste sur le plateau, Renata Vasconcellos (J26). Elle commence son texte en simulant un dialogue avec son collègue, William Bonner : « Il y a peu, Bonner, il y eu des *panelaços* contre le gouvernement et contre la nomination de l'ancien président Lula comme ministre de la Maison Civile dans au moins 11 capitales brésiliennes. Voyons cela ensemble²⁶⁵ ». Cette introduction sous forme d'invitation donne lieu à une suite de plusieurs vidéos, de quelques secondes seulement, toujours accompagnées d'un nom de ville inscrit en bas de l'écran. L'esthétique de ces enregistrements est souvent la même : on y voit des bâtiments résidentiels, à plusieurs étages, immeubles typiques occupés par une classe

²⁶⁵ VO: "Agora pouco, Bonner, houve panelaços contra o governo e a nomeação do ex-presidente Lula como ministro da Casa Civil em pelo menos 11 capitais brasileiras. Vamos ver".

moyenne des quartiers les plus urbanisés. Filmées de nuit, ces bâtisses sont pour la plupart dans l'ombre, rendues visibles par les fenêtres éclairées et entrouvertes des logements. Sur certaines vidéos, la seule image véritablement distinguée est une suite régulière de carrés, en lignes horizontales ou verticales, d'où émerge la lumière.

Le son est encore une fois plus présent que l'image, celle-ci étant, dans sa majorité, de mauvaise qualité. En effet, les sujets qui tambourinent effectivement sur leurs casseroles ne sont que rarement vraiment visibles. Seulement par deux fois nous sont montrées des personnes participant au vacarme, uniquement à partir d'images venues de Florianópolis, produites par une équipe de journalistes professionnels. La première montre une dame très mince, aux longs cheveux gris, qui frappe depuis son balcon une casserole contre un autre ustensile. La seconde silhouette perceptible est celle d'une dame à l'intérieur de son appartement. L'effet de « contre-jour » provoqué par l'angle de prise de vue choisi permet de distinguer entre ses mains une poêle qu'elle frappe avec une cuillère en bois, le regard tourné vers l'extérieur de son foyer. Le principal point commun entre ces différents extraits est le son sourd produit par des objets heurtant frénétiquement une matière qui résonne ; le bruit provoqué a le rôle central. Plus que par l'image, c'est par l'expérience sonore que ces enregistrements donnent l'impression d'une cohésion, de différents acteurs convergeant dans la lutte pour une même cause.

Conçus donc pour être audibles, les « *panelaços* » se définissent ainsi comme une démonstration de force mesurée littéralement par l'intensité du son produit collectivement. Son efficacité dépend moins du nombre de participants ou de l'intensité du bruit, mais de la prise en compte de ces actes par l'activité journalistique télévisuelle : « la ville se projette sur la télé et la télé se projette sur la ville » (Demuru 2018, p. 15, notre traduction). Cette forme d'action devient ainsi une manière d'afficher son positionnement sans quitter son domicile par la négation de la prise en considération de la parole de l'autre. La visée polémique est, en effet, d'« affaiblir et même à réduire l'interlocuteur au silence » (Roellenbleck (ed.) 1985, p. 22), et l'acte ne peut fonctionner sans l'aide du discours de presse.

Ce type d'action coexiste avec le « *buzinaço* », mouvement caractérisé par l'appel à klaxonner (*buzinar*, en portugais brésilien) pour montrer son soutien à la cause des anti-lulistes. Le *modus operandi* de ce genre de pratique est souvent celui-ci : se placer en bordure d'une voie publique à grande circulation et demander le soutien des conducteurs de véhicules par l'usage du klaxon. Comme les « *panelaços* », le « *buzinaço* » est une manière de déléguer à autrui un rôle actif, à partir d'une organisation facilement mise en place. La tâche des organisateurs est simplement d'inciter à la production de son retentissant par les participants volontaires à partir d'un matériel facilement disponible.

Ces moyens d'occupation de la ville persisteront jusqu'à la fin du procès. Notre corpus de presse les répertorie à différentes reprises, depuis la perquisition chez Lula jusqu'à sa deuxième condamnation, et en divers endroits, y compris à proximité des lieux où ces bruyantes démonstrations atteignent les oreilles du pouvoir :

- (88) Un groupe d'une vingtaine de personnes a commémoré la décision de Sérgio Moro devant le Palácio do Planalto. Ils tenaient une bannière avec la phrase "Lula en prison. Klaxonnez pour un drapeau brésilien". Le klaxon des

conducteurs qui soutiennent la condamnation a pu être entendu de l'intérieur du siège de l'exécutif.²⁶⁶ (U92, 12/07/2017)

Dans cet extrait, on apprend qu'un rassemblement d'une vingtaine de personnes a organisé un « buzinaço » au moyen d'une bannière disposant la phrase "Lula en prison : Klaxonnez". Placé en face du Palais du Planalto à Brasília, le groupe a lancé des feux d'artifice et a exprimé par des mots d'ordre son soutien au magistrat Moro et à l'enquête Lava Jato. Ce mode d'expression semble ainsi chercher à créer une communauté autour de son positionnement, par la production de sons visant à déranger le pouvoir. Le but ultime est ainsi de nuire et de faire ressentir le sentiment d'une cause largement suivie, d'autant plus que ce vacarme à répétition finit par créer la sensation d'une présence oppressante.

La localisation de ces manifestants, en revanche, varie avec le temps. Au départ, ces personnes se plaçaient devant les sièges du Ministère Public Fédéral ou de la Justice Fédérale, ou alors défilaient autour de ces institutions (F25, G45). Progressivement, ce mouvement se disperse de façon plus aléatoire dans les villes où les « buzinaços » sont recensés, le texte journalistique apportant juste l'idée que des klaxons ont été entendus, mais sans grands détails. Ces bruits, avec ceux des casseroles, deviennent graduellement un rituel classique : « Il y a eu des "panelaços" et des " buzinaços" dans plusieurs villes du pays » (G70), écrit par exemple G1.

Quand le texte journalistique informe du nombre de présents dans ce type de rassemblement, il ressort que les effectifs forment des petits groupes de personnes, le nombre maximum comptabilisé étant de 50 personnes à Rio, sur le « poste 5 » de la plage de Copacabana (F138, 12/07/2017). Le deuxième paragraphe du texte signale en plus : « Dans les quartiers nobles de São Paulo comme Jardins, Higienópolis et Pinheiros, il y a eu des explosions de feux d'artifice après le verdict. À Barra da Tijuca, à Rio, les conducteurs klaxonnaient face à un Pixuleco gonflé dans la rue²⁶⁷ ». Ce reportage illustre ainsi la coexistence de différents moyens d'expression visibles et sonores utilisés par les adeptes de cette position, à mesure que le procès avance. Nous lisons ce phénomène comme une spécialisation de l'emploi des différents répertoires par mouvement, affinée par le recensement de ce qui était le plus susceptible de paraître dans la presse.

L'emplacement précis indiqué dans ce reportage nous signale en outre que l'occupation de la ville, par ces différentes manifestations, porte un sens. En effet, quand la localisation exacte de ce type d'événements se présente dans le texte de presse, un profil plus élitiste s'esquisse. Les quartiers cités dans le reportage ont en effet comme caractéristique sociologique principale une population aisée financièrement, occupants des endroits parmi les plus valorisants de la ville. À Recife, dans le Nord-est, un « buzinaço » a été organisé pour célébrer le résultat du jugement en deuxième instance sur la plage de Boa Viagem (F156). Dans les villes côtières comme Recife, c'est la proximité avec les plages les plus « huppées » qui fait grimper les prix immobiliers. À cette même date, le journal papier rapporte les manifestations

²⁶⁶ VO : "Um grupo de cerca de 20 pessoas comemorou a decisão de Sérgio Moro em frente ao Palácio do Planalto. Elas seguravam uma faixa com a frase "Lula na cadeia. Buzine junto com uma bandeira do Brasil". O buzinaço de motoristas que apoiam a condenação podia ser ouvido de dentro da sede do Executivo".

²⁶⁷ VO : "Dans les quartiers nobles de São Paulo comme Jardins, Higienópolis et Pinheiros, il y eut des explosions de feux d'artifice après le verdict. À Barra da Tijuca, à Rio, les conducteurs klaxonnaient à un Pixuleco gonflé dans la rue".

se déroulant à Porto Alegre en spécifiant qu'elles se sont déroulées au parc public « Moinhos de Vento », présenté par le journal comme un « bastion antiluliste » (F153).

A contrario, les entreprises du groupe en faveur de Lula sont d'une autre sorte, consistant notamment à installer des campements dans la ville pour accueillir des spectateurs désireux d'assister à différentes étapes du procès. Nettement moins relayé (seuls U70 et V23 en font mention), ce genre d'action crée une polémique dans la polémique, notamment à Curitiba, où l'occupation d'un espace vide de la ville à cette fin entraîne une controverse juridique. Quelques jours avant, la Justice a proclamé l'interdiction d'occuper le terrain, avant de revenir sur sa décision, ce qui entraîne l'intérêt journalistique des deux médias en ligne de notre corpus, dans la même mesure finalement, à travers deux articles (G108, U77), que la couverture. Sachant que l'enjeu d'occupation d'espaces ruraux non utilisés en vue d'une réforme agraire est l'une des causes soutenues par une des organisations favorables à Lula, le MST (Mouvement des Sans-Terre), réduire cette forme de démonstration à sa seule portée de bataille judiciaire pour l'espace traduit une façon de remettre en scène le combat originel du mouvement, au détriment du combat occasionnel pour lequel celui-ci se mobilisait : le désaccord avec le procès fait à Lula.

Enfin, nous repérons une dernière forme bruyante de manifestation, cité dans ce titre : « Les manifestations anti-Lula ont des pétards et des Pixulecos » (F153). Culturellement associés à une situation de commémoration, les « pétards » sont utilisés surtout dans le cadre de décisions non favorables à Lula. À l'issue du jugement au STF de l'*habeas corpus*, par exemple, des feux d'artifice ont été lancés à Brasília (U118). Nous avons également perçu l'usage d'un engin de ce type dans la Figure 104 déjà analysée, dans laquelle, pour rappel, on voit une femme blonde tenir un canon duquel sort une fumée verte. Nous le recensons aussi dans l'extrait travaillé juste avant, mentionnant la présence de feux d'artifice dans les quartiers nobles de São Paulo, suite au résultat du jugement de première instance (F138). Ce genre d'objet permet d'afficher publiquement son enthousiasme par un bruit assourdissant caractéristique et des bouquets d'étincelles colorées fusant à travers le ciel nocturne. Utilisés ici dans une joute polémique, ces engins prennent alors une dimension oppressante, la sensation d'un outil destiné à imposer jusque dans les airs sa victoire sur l'adversaire.

En empruntant le terme de « répertoire » (Tilly et Tarrow 2015, p. 20), nous pouvons saisir ces éléments décrits comme des « stocks de formes d'action collectives », de vraies performances publiques, afin d'établir un positionnement précis dans le champ polémique. Toutes ces actions ne sont le fait que d'un petit nombre de manifestants, le matériel disponible (les pétards, les bannières pour inciter à klaxonner, l'organisation et les invitations à frapper les casseroles collectivement), étant plus important que la quantité de personnes impliquée. En réalité, un nouveau répertoire de mobilisation se propage « non pas par des contacts de hasard au sein d'une population indifférenciée, comme le ferait une maladie contagieuse, mais entre acteurs présentant des similitudes » (*Ibid.*, p. 80). Si la mise en place simultanée de ces différents outils d'occupation de la ville sans le recours à une grande masse de personnes est rendue possible, cela résulte d'une organisation hiérarchique dont les traces, encore une fois, sont invisibles dans notre corpus de presse. Cet ensemble de pratiques comporte de fait un coût, un investissement financier dont les ressources ne sont pas connues.

Ces actions réunies donnent le ton de la pratique hautement démonstrative de ce pôle de la dispute, qui attire l'attention de la presse et des passants par les outils mobilisés. Le maniement de la réfutation, au cœur de la polémique, exprimé ici par la création d'un vacarme qui veut, d'une certaine manière, empêcher l'autre camp de s'exprimer, réduit la possibilité

d'un autre point de vue d'exister. La désignation d'un vainqueur et d'un perdant est signalée par un seul groupe, non par les moyens d'argument étayés, mais par l'expression visuelle et sonore polémique. Ce mot d'agissement a cependant une portée géographique très restreinte, limitée à des espaces élitistes, qui s'élargit par l'intérêt de la presse à commenter l'action.

Le texte journalistique comporte encore une seconde fonction, celle de poser un ancrage interprétatif des situations décrites. Comme indiquer Amossy, « le texte polémique repose sur le socle d'un argumentaire connu de tous. Il le reprend et le module, mais n'a pas nécessairement besoin de refaire une démonstration maintes fois effectuée » (Amossy 2014, p. 168). Or ce « socle » est fourni par le cadre médiatique qui participe à la création d'une routine dans l'utilisation de certaines formes d'expression polémiques.

En effet, dans ces cas présentés, la connaissance du contexte est indispensable pour comprendre la signification des expressions visuelles et sonores. Pour en saisir le sens, il est exigé des autres citoyens, non directement mobilisés, qu'ils soient informés des raisons de l'emploi de ce type d'action, et reconstituent les raisons de cette impulsion jusqu'à arriver à la compréhension du sentiment d'indignation ou de réjouissance exprimé. Le besoin d'une interprétation de la part de l'auditoire fait que les impressions ressenties sont finalement peu prévisibles ; le soutien, le dérangement, ou encore l'indifférence face à ces actions sont de possibles réactions qui se présentent à leurs auteurs. D'où l'existence d'une dépendance envers l'appareil médiatique pour fournir cet interdiscours, sans lequel cet ensemble ne serait pas adéquatement interprété. En d'autres termes : sans la doxa fournie par les organes de presse traditionnels, la critique « non verbale » ne pourrait pas être comprise.

Les expressions de type « pixuleco » et « panelaço » sont le résultat d'une action coordonnée allant de la fabrication d'objets et d'actions, à la conquête de la fabrique médiatique. C'est-à-dire que les symboles utilisés par les groupes sont prévus en amont à partir d'une volonté de médiatisation de leurs actes. L'efficacité de ce type d'action dépend de fait considérablement du relais et de l'écho des organes journalistiques traditionnels. Plus que des outils pour convaincre, ces actes fonctionnent comme des démonstrations de force face au Tiers qui observe ces actions. Pour la presse, c'est une opportunité de mettre en évidence une polarisation. Le spectateur est invité de fait à regarder la polarisation comme une donnée naturelle, dont la complexité n'est pas mise en exergue. La distribution des rôles à partir des accessoires portés participe à la manière de mettre en récit des étapes du procès, produisant peu à peu un phénomène d'identification utilisé pour donner de l'intérêt au procès.

L'emballage médiatique pour la réaction des groupes face aux différentes étapes du procès traduit également une portée ludique et amusante, le « fun » acquérant une place importante dans les revendications. Le texte de presse souligne davantage l'humour, la danse, le déguisement, les manifestations sonores, sans considération de l'expression d'une critique sociale ; ce ne sont nullement des supports pour afficher un fond critique, une *raison* d'être dans la rue. Au contraire, ce genre de description semble accentuer quelque chose de pulsionnel et passionnel dans ces actes de rue. De cette « dichotomisation performée », marquée par son aspect exubérant, ressort en définitive une forme de stabilité de positionnements, se concentrant autour d'une dualité insurmontable, sans nuances ni gradations. L'identité des pôles opposés serait ainsi dualiste, voire manichéiste : il faut être soit un « coxinha », soit un « mortadela ».

9.2. « Coxinhas » versus « mortadelas » : configurations sémantiques d'une dualité

Le flou entretenu concernant les causes politiques de ces groupes trouve une forme de stabilité autour des notions de « coxinhas » et « mortadelas », une dichotomisation « où deux options antithétiques s'excluent l'une l'autre » (2020). Ces termes sont devenus tellement présents qu'ils sont utilisés pour aborder la polarisation politique brésilienne contemporaine, y compris dans la production universitaire (voir par exemple Lautert 2017; Gonçalves et Rossoni 2020; Said 2020). Dans les deux cas, ce sont des néologismes, plus précisément des nouvelles acceptions de termes alimentaires qui subissent des reconfigurations sémantiques polémiques. Signifiant littéralement « petite cuisse », le mot « coxinha » fait référence à un beignet frit de poulet cuit et émietté, entouré d'une pâte molle et doté d'une enveloppe croustillante. Dans le second cas, il est fait référence à la mortadelle, une charcuterie très populaire souvent consommée à l'intérieur d'un sandwich.

Cette relation se construit dans un cadre socioculturel précis, avec des racines historiques qui expriment un système de valeur et de statut social. En 2012, avant la polémique autour du jugement de Lula, FDSP enquête sur les usages du terme « coxinha » à partir d'interviews faites auprès de passants de deux quartiers aisés de São Paulo. Diverses explications sur ce terme ont été révélées, rejoignant globalement deux significations distinctes : une personne à profil conservateur, défendant la « famille et les bonnes coutumes », ou une forme péjorative pour nommer un policier. La première explication rejoint celle du dictionnaire Priberam qui offre la définition suivante d'un « coxinha » : « celui qui a des attitudes, des idées et des valeurs considérées comme conservatrices, généralement associées à une idéologie politique de droite et à une classe sociale privilégiée²⁶⁸ ». Cette idée de différenciation économique rejoint la seconde dimension significative du terme qui est, selon la linguiste Margarete Schmidt, à l'origine première du terme : l'alimentation des policiers dans la ville de São Paulo.

Dans un texte publié en 2017²⁶⁹, Schmidt explique que dans les années 1980 les tickets-repas auxquels avaient droit les agents de la force publique étaient bien peu approvisionnés. Ce « coxinha », vendu à prix raisonnable dans des brasseries informelles, était devenu de manière récurrente leur repas de midi. Parfois les policiers recevaient gracieusement ce repas de la part des commerçants en échange de leur présence sécurisante. Ce phénomène pouvait entraîner des réactions de la part de ceux qui étaient expulsés de ces espaces par les policiers car jugés trop menaçants : « Dans ce contexte, “coxinha” était un juron adressé à un policier qui oubliait sa propre condition (pauvre, un type des favelas ou d'origine modeste), et qui, grâce à son uniforme, se pensait l'égal ou le proche des riches commerçants, et éloigné des jeunes gens qu'il écartait²⁷⁰ ». La teneur dépréciative du terme provenait donc du fait que le policier oubliait sa condition anciennement difficile pour défendre une classe sociale à laquelle il avait l'impression d'appartenir, mais qu'en réalité il n'intégrait pas.

²⁶⁸ VO : “Que ou o que tem atitudes, ideias e valores considerados conservadores, geralmente associados a uma ideologia política de direita e a uma classe social privilegiada”, définition tirée de la version en ligne du Dictionnaire Priberam da Língua Portuguesa, disponible sur <https://dicionario.priberam.org/coxinha>, consulté le 13/03/2023.

²⁶⁹ “Finalmente alguém explicou o surgimento do termo ‘coxinha’. Leia aqui”, disponible sur <https://revistaforum.com.br/politica/2017/9/12/finalmente-alguem-explicou-surgimento-do-termo-coxinha-leia-aqui-22934.html>, publié le 12/09/2017, consulté le 13/03/2023.

²⁷⁰ VO : “naquele contexto, coxinha era um xingamento dirigido a um policial que se escondia de sua própria condição (pobre, favelado e sem estirpe, mas que enganado por seu uniforme, pensava ser igual ou próximo ao rico comerciante e o avesso dos jovens pobres que ele espantava do local”

Le comportement ostentatoire, en désaccord avec sa véritable position sociale, est l'un des traits observés dans l'analyse plus approfondie du terme offerte par le sociologue Leonardo Rossato et l'enseignant de langue portugaise Michel Montanha dans un article pour le journal *Correio do Brasil*²⁷¹ :

« "Coxinha", sociologiquement parlant, est un groupe social spécifique, qui partage certaines valeurs. Parmi eux, l'individualisme exacerbé, et des dizaines de choses qui en découlent : le besoin de différenciation par rapport au reste de la société, la forte priorité de la sécurité dans leur vie quotidienne, comme élément de "non-mélange" avec le reste de la société, alliés à un besoin fort d'avoir l'air amusant ou gentil » (s.p., notre traduction)

La réunion de ces différents arguments pour expliquer le terme de « coxinha » souligne la présence désordonnée et localisée du terme, que la presse aide à stabiliser. En réalité, ces différents textes d'explication répertoriés datent des années 2010, témoignant ainsi d'un intérêt pour ce terme à un moment précis. Rossato et Montanha ont été invités à écrire ce texte pour le journal dans le contexte d'une utilisation expressive du mot durant les manifestations de « juin 2013 » que nous détaillons prochainement. En effet, ce mot circule de façon importante dans le contexte politique conflictuel de 2013, où le surnom « coxinha » devient un outil pour rabaisser un groupe social, et il en est de même pour le cas du mot « mortadela ».

Si le terme « coxinha » est répertorié dans le langage de São Paulo avant même le début des manifestations, comme en témoigne le reportage de FDSP datant de 2012, la désignation « mortadelas » est beaucoup plus récente. Elle est le fruit d'une production polémique parue dans le contexte de l'impeachment de Rousseff. Dans son livre sur la circulation des informations sur Facebook pendant les manifestations de rue de 2015 demandant l'éviction de la présidente, Machiaveli (2018) rappelle que le terme renvoie à une photographie de mars 2015 dans laquelle des manifestants en faveur du Parti des Travailleurs reçoivent des boîtes en carton contenant des sandwiches à la mortadelle. L'image circule sur Facebook dans les groupes d'opposition au parti, avec la fausse information suivante : les participants aux actions favorables au parti seraient payés pour leur implication, le sandwich serait une façon de les soudoyer, en plus d'une somme de R\$30,00 par personne.

Cette rapide esquisse montre que le parcours de ces termes se trouve resignifié par le moyen d'un processus historique, marqué par la création de deux groupes opposés présentant des caractéristiques d'un environnement socio-politique propre à la dichotomie. Il ressort aussi que les significations dominantes de ces métonymies sont fixées médiatiquement, soit par la presse dite traditionnelle, qui s'intéresse davantage à l'usage de ces mots parce qu'ils revêtent une portée polémique, soit par l'emploi suggéré, dans des groupes de réseaux socio-numériques qui souhaitent nuire à leurs opposants. La mise en circulation de ces mots dépend en effet d'une action communicative qui leur attribue un nouveau sens, ainsi qu'une action coordonnée permettant leur utilisation à large échelle.

²⁷¹ "Comportamento de "coxinhas" paulistanos é tema de análise sociológica", disponible sur <https://e.correiodobrasil.com.br/a/comportamento-de-coxinhas-paulistanos-e-tema-de-analise-sociologica>, publié le 23/06/2013, consulté le 13/03/2023.

Ces mots deviennent en ce sens des formules, dans le sens de Krieg-Planque²⁷² (2009), dont on fait un double usage : il s'agit d'une façon d'évoquer, de manière abrégée et homogène, les énoncés des deux groupes représentés, tout en rapportant le caractère polémique de la dispute, qui peut se résumer en deux termes définissant l'image qu'un groupe veut donner de l'autre. Nous voyons dans la stabilisation de ces termes donc un moyen d'insister sur la polarisation par l'ajout d'un biais identitaire. Cela nous amène à nous interroger : ces groupes étaient-ils proprement politiques, ou purement le produit d'un traitement conflictuel par la presse ? Normalement, la position des sujets par rapport à l'objet de la polémique permet de tirer des éléments sur le statut de la personne (Plantin 2003), mais au vu des résultats du sous-chapitre précédent, on peut se demander : peut-on encore trouver un combat d'idées derrière les actions des groupes ? Si la polarisation paraît créée de toutes pièces par la presse, qu'existe-t-il, au fond, dans ces oppositions ?

9.2.1. Des groupes politiques ?

Il convient de questionner, dans un premier temps, la portée politique de ces ensembles constitués autour des notions « coxinhas » et « mortadelas ». Le premier lien possible entre l'action des « coxinhas » et celle des « mortadelas » apparaît quand la force de ces groupes se trouve mesurée par la réaction des élus des chambres législatives et exécutives. En analysant la réaction des parlementaires aux actes du 13 mars 2016, le reportage J16 offre un exemple de cette pratique rédactionnelle. Ces opinions à propos des manifestations sont répertoriées selon la position de chacun sur l'échiquier politique : les parlementaires du PT dénoncent une forme de coup d'État, alors que les députés de droite saluent l'ampleur du mouvement, ce qui fait de cet exercice de rédaction un prolongement de la polarisation visible dans la rue.

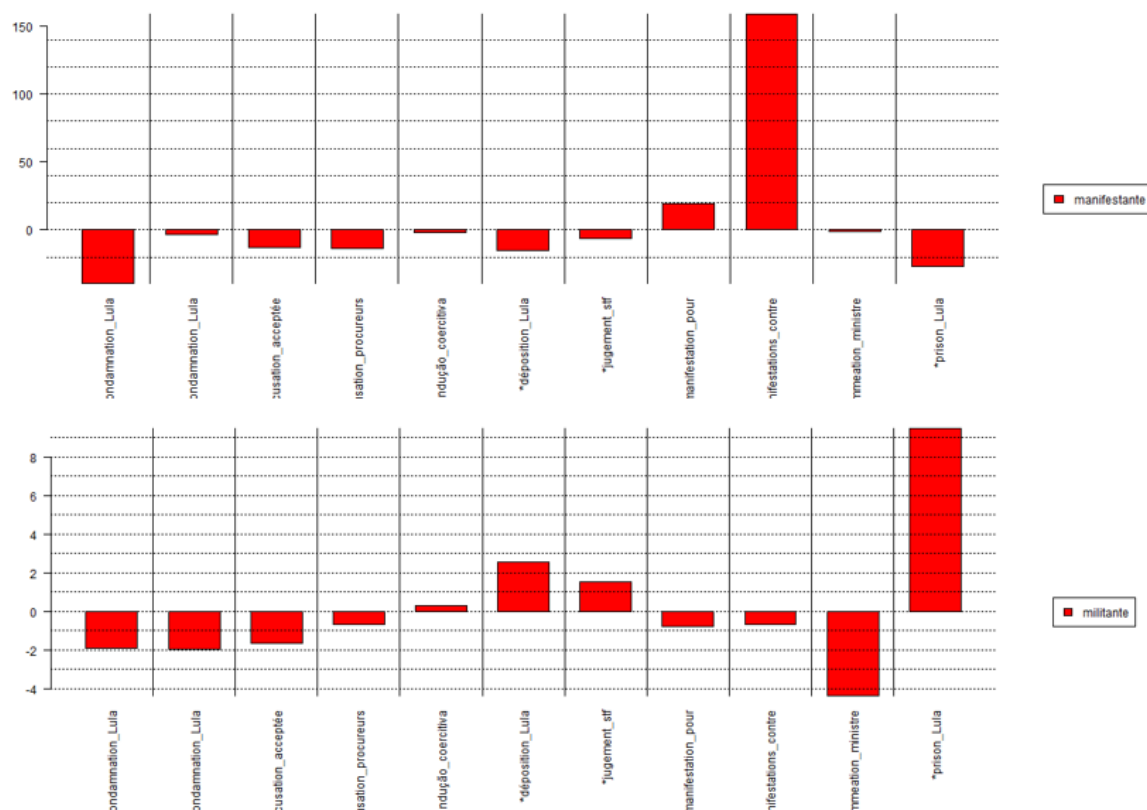
Notre analyse statistique, à ce propos, met en évidence également un cadre général où les mots relevant d'une dimension individualisante comme « manifestants » et « personnes » sont engagés de manière plus récurrente pour désigner le groupe faisant opposition à Lula. À l'opposé, les mots « groupe » et « front » se trouvent plutôt dans les articles abordant les manifestations pro-Lula. Enfin, alors que le mot « droite » n'est pas adopté pour décrire les actes contre l'ancien président, le terme « gauche » est associé aux actions menées par les soutiens de Lula. Un exemple se voit dans ce titre choisi par FDSP pour évoquer les cortèges du 18 mars 2016 : « La gauche fait acte de soutien à Lula et Dilma à SP » (F67). Ces différents champs lexicaux amènent à considérer les soutiens de Lula comme les porteurs d'un engagement politique, alors que ses opposants seraient des citoyens désintéressés, non engagés en politique, malgré leur présence dans la rue.

Le corpus journalistique offre encore une autre indication du traitement différencié des actes relevant des « coxinhas » et « mortadelas ». Les participants des rassemblements contre Lula sont plutôt caractérisés par le mot « manifestants », alors que les défenseurs de l'accusé sont appelés « militants », phénomène visible par les graphes ci-dessous (Figure 111). La présence statistique de ces deux termes en fonction de leur date de parution nous apprend que le mot « manifestant » occupe majoritairement les textes traitant des manifestations contre Lula et le PT, alors que le terme « militante » se trouve considérablement répertorié le jour de l'emprisonnement de l'ancien président, marqué par des démonstrations de ses soutiens. Il

²⁷² À savoir : « un ensemble de formulations qui, du fait de leurs emplois à un moment donné et dans un espace public donné, cristallisent des enjeux politiques et sociaux que ces expressions contribuent dans le même temps à construire » (Krieg-Planque 2009).

s'y trouve aussi lors de deux jugements, en première et en deuxième instance, marqués principalement par le déplacement des convois pro-Lula en direction de Curitiba et Porto Alegre pour accompagner les verdicts.

Figure 111 : Usage des termes « manifestante » et « militante » dans les textes de presse



À une seule reprise dans notre corpus, ce terme désigne à la fois les deux groupes. Pour rapporter les actes autour du jugement en appel de Lula, *Veja* écrit : « avec des militants professionnels et sans aucune présence spontanée, des actes pour et contre Lula ont peu dit sur l'humeur des rues » (V37, 31/01/2018). Ce passage nous donne le parfait aperçu de la vision accordée au terme « militant » : un acte issu d'une organisation fait avec préméditation, non spontané, qui n'est pas représentatif d'une véritable opinion populaire. L'idée de « professionnalisation » de la manifestation s'y trouve également, mais avec une portée négative ; le sous-entendu de la phrase étant que la force de la « voix de la rue » ne saurait véritablement se mesurer qu'à partir d'une organisation moins centralisée.

Cette thèse défendue se situe dans un interdiscours nécessitant la compréhension de l'essor de la manifestation de rue comme méthode de revendication dans la période des années 2010. En effet, des séquences récentes de la vie politique au Brésil ont créé des conditions favorables au surgissement de nouvelles frontières de l'activité politique, à commencer par ce qu'il a été convenu d'appeler « Jornadas de Junho 2013 », en français : « Les journées de Juin 2013 ». Le mouvement, qui atteint son apogée le 17 juin 2013 avec l'occupation symbolique du toit de la coupole du Congrès National brésilien à Brasília, a éclaté, d'abord, en raison d'une hausse du prix des transports publics dans tout le pays. Dès avril 2013, des protestations contre l'augmentation du prix du transport ont été recensées dans les grands espaces urbains de Natal, Goiânia et Porto Alegre, mais l'intensification des événements

trouve son essor à São Paulo, où l'augmentation de R\$0,20 du ticket de transport devient le déclencheur d'une série de manifestations diverses se répétant chaque jour, en soirée.

À son début, ce mouvement avait des leaders identifiables, et il s'adressait aux responsables politiques municipaux responsables de la gestion des transports publics. L'éclosion des manifestations à São Paulo, le 6 juin, est l'initiative du « Movimento Passe Livre » (mouvement passage libre), mouvement étudiant de gauche cherchant à obtenir la gratuité des transports publics, notamment pour les jeunes. D'autres villes, comme Curitiba et Aracaju, ont suivi la même logique : les manifestations ont donc été organisées d'abord par des groupes d'étudiants, liés ou pas à des partis politiques, avec, de façon circonstancielle, le soutien de certains syndicats (Romão 2014). Les premiers actes de rue ont été criminalisés, voire ignorés, par les médias traditionnels les plus répandus. Comme le souligne Ribeiro (2020), les manifestations n'ont pas fait la une de FDSP pendant tout le début du mois de juin, et le JN se limitait à évoquer les blocages dans la circulation des centres urbains et les dégâts financiers provoqués par les manifestants, décrits comme violents.

Progressivement, la hausse du prix des transports commence à ne plus constituer la seule raison des revendications, comme l'illustre un des mots d'ordre devenu iconique de ces journées de juin 2013 : « não é só por 20 centavos » (ce n'est pas seulement en raison des 20 centimes). Le mouvement, arrivé à un million de participants dans le pays le 20 juin 2013, se mobilise en effet pour d'autres causes et accroît son expansion, le « Mouvement Passage Libre » n'étant plus en mesure de regrouper toute la nation autour de la seule demande autour du tarif du transport public. Une insatisfaction générale se diffuse, comme l'explique Ribeiro (*ibid.*) : « Il n'y avait pas de mouvement national organisé autour d'un ordre du jour, mais la solidarité dans l'insatisfaction avec l'Autre. Autrement dit, les insatisfaits se sont regroupés » (*ibid.*, p. 28, notre traduction).

On identifie également un changement graduel du profil des manifestants. À ce propos, l'étude d'opinion de l'Institut Data Folha du 14 juin 2013 est assez éclairante : 55% des habitants de São Paulo soutenaient ces actions, ce chiffre allant jusqu'à 67% parmi les personnes de classes plus élevées (avec un revenu de plus de 10 salaires minimums). On apprend aussi que 51% de ces soutiens n'utilisaient pas le transport public, indiquant donc une identification avec la portée « diffuse » des protestations, plutôt qu'avec la cause principale qui les a déclenchées. Les participants et leurs revendications ont en effet évolué jusqu'à arriver, à la fin des événements, à ce profil type des manifestants : un jeune entre 14 et 24 ans, de classe moyenne, étudiant ou diplômé, actif, mécontent de la politique institutionnelle²⁷³.

Il ressort de cette enquête, en effet, un questionnaire élargi sur la structure politique du pays (89% ne se sentaient représentés par aucun parti) qui s'accompagne de la montée en puissance de la réaction à la répression démesurée des forces policières lors des premiers jours de mobilisation (57% y ont vu des excès de l'usage de la violence). Un changement de perspective dans la couverture de presse est de fait observé à partir de la mi-juin, quand le JN diffuse ces scènes : des policiers militaires frappent des manifestants, déjà immobilisés, à

²⁷³ L'enquête IBOPE a été réalisée dans huit villes le 20 juin 2013 : São Paulo, Rio de Janeiro, Belo Horizonte, Porto Alegre, Recife, Salvador, Fortaleza et Brasília. 2002 protestataires ont été interviewés. Cette recherche a été commandée et diffusée par le Groupe Globo et est disponible sur : <https://g1.globo.com/brasil/noticia/2013/06/veja-integra-da-pesquisa-do-ibope-sobre-os-manifestantes.html>, accès le 05 avril 2023.

coups de matraque. Le même jour, des journalistes ont été aussi blessés par les forces de l'ordre, engendrant même la réaction d'Amnesty International.

Dès la mi-juin, le mouvement est en effet devenu très hétérogène, avec des agendas amples et diffus, variant en plus selon les villes brésiliennes. Pour la sociologue Alonso, la polyphonie de ces protestations constitue le facteur principal contribuant à la participation expressive de la population dans ces actes :

« Le 16, les hashtags "#changebrasil", "#changebrazil" et "#legéants'estréveillé" étaient des trending topics nationaux [sur Twitter]. Le 13, 6.500 personnes étaient descendues dans les rues à São Paulo. Le 17, selon Datafolha, il y avait 65.000 personnes. De grands troubles ont eu lieu dans douze capitales. C'était de la massification. De nouveaux drapeaux flottent à gauche : pour plus d'éducation et de meilleure qualité, santé, salaires, logement, droits, contre la Coupe du Monde et le Réseau Globo. Il y a eu aussi la critique des autorités politiques, des partis, de la police. Au Brésil et à l'étranger, on critique la brutalité policière. Les ONG des droits de l'homme, les procureurs et les avocats se sont engagés en faveur des "prisonniers politiques" » (Alonso 2017, p. 52, notre traduction)

À ce stade, la revendication d'un meilleur service public et une indignation quant aux actions disproportionnées de la police militaire sont donc les facteurs qui unissent les manifestants. Pour expliquer l'insatisfaction à l'origine de « Juin 2013 », des auteurs citent une crise économique qui commençait à se dessiner dans le pays, avec la montée progressive des taux d'inflation, véritable hantise des Brésiliens qui en ont souffert notamment pendant les années 90. Gonçalves (2014) évoque tout particulièrement l'épuisement du modèle économique proposé par le PT, qu'il décrit comme du « gagnant-gagnant » : les intérêts des banques et des industriels sont mis sur le même plan que les politiques sociales, réduisant les effets du développement accéléré. Comme l'explique l'auteur, cette politique conciliatrice qui a trouvé son essor dans les années Lula arrive à son épuisement dans la décennie 2010 pour des raisons macroéconomiques, comme la crise de 2008, mais également en raison de la faible intégration des classes les plus démunies dans la production de la richesse du pays.

À cela s'ajoute un manque de confiance vis-à-vis de la gestion des fonds publics, qui vient particulièrement à la surface principalement quand se produisent trois événements : (1) le procès, par le STF, des accusés des « scandales de mensualités » en 2012, soit un an avant le début des manifestations, (2) les vertigineuses dépenses engagées pour la tenue de la Coupe du monde de football FIFA qui allait se dérouler un an après, en 2014 (Kleina 2016) et enfin (3) la « Copa das Confederações », préalable au mondial, qui a débuté justement en juin 2013. Romão (2014) rappelle que le premier jour de ce championnat à Brasília, le 15 juin 2013, a été marqué par des protestations devant le stade où l'équipe brésilienne jouait le match de lancement. Pendant la cérémonie d'ouverture, Rousseff a été huée à plusieurs reprises. Ces hurlements en direction de Rousseff témoignent d'un changement de paradigme qui nous intéresse tout particulièrement : en quelques jours la cible « Juin 2013 » passe du pouvoir local au pouvoir exécutif national. En d'autres termes, l'indignation contre une politique publique locale de mobilité urbaine se cristallise en mécontentement à l'égard de la cheffe de l'Exécutif.

Si les premiers travaux à ce sujet sont assez confiants en une possible articulation populaire progressiste, ancrée sur de nouvelles façons de communiquer, comme le montre l'essor du média en ligne indépendant « Mídia Ninja », les chercheurs se sont graduellement rendu compte que ce mouvement contestataire était devenu une vitrine de l'idéologie de droite.

Santos (2019) présente une étude sur la propagation des informations sur Facebook dans laquelle il constate que les groupes de droite ont rivalisé pour dominer la propagation des contenus sur la plateforme. Souza (2019) expose en outre que les publications ayant le plus de visibilité sur Facebook dans la période de juin 2013 sont issues de pages telles que *Movimento Brasil Consciente* (Mouvement Brésil Conscient) caractérisé par un antipétisme radical. Il montre aussi que le hashtag *#forapt* (dehors PT) faisait déjà partie des plus répandus sur ce réseau socio-numérique. Nous devons bien sûr limiter la portée de ces résultats, puisqu'ils représentent seulement une partie de la population familière de l'environnement numérique en 2013, mais il est incontestable que ces manifestations de « Juin 2013 » peuvent être considérées à plusieurs égards comme l'embryon d'un fort discours antipétiste.

En effet, ce mois marque une rupture institutionnelle au Brésil, rompant la normalité politique jusqu'à la présente. Feres et Sassara (2016a) voient plus précisément la fin des manifestations de juin 2013 comme le début d'un discours contre le système politique, dont le PT fut le principal bouc émissaire. Ils relèvent notamment le développement concomitant des mouvements de nouvelle droite, motivés par un agenda semblable à celui diffusé par les grands organes de presse depuis le « scandale des mensualités » : la défense du néolibéralisme par la réduction de l'interventionnisme de l'État, la criminalisation de la politique et l'identification du PT comme le parti le plus corrompu de la République. Alonso (2017) se réfère dans ce sens à cette période de la fin des journées de juin 2013 comme à un « cycle patriotique », caractérisé par la mise en avant du problème de la corruption, défini comme un mal à combattre dans le pays, et qui se manifeste dans une opposition marquée à Rousseff, étayée par l'usage de symboles nationaux.

L'évaluation positive de Dilma Rousseff passe effectivement de 65% à 30% en trois semaines, selon un sondage de l'Institut DataFolha du 29 juin 2013. Ainsi, à l'issue des manifestations de juin 2013, une nouvelle séquence politique s'amorce : un nouvel essor des idées conservatrices, libérales et de droite voit le jour, tandis que la population plus alignée à gauche se retrouve moins dans l'idée de « centre » (Romão 2014). Selon Chaia et Brugnago (2014), ce mouvement a favorisé un intérêt croissant des Brésiliens pour la politique, les conduisant notamment à une identification plus aiguë avec la droite ou la gauche. De ce processus ressort aussi une forme de polarisation politique : « celui qui ne s'intègre pas à un de ces groupes devient une anomalie politique, un aliéné » (p. 107, notre traduction).

Il est intéressant de noter que cette radicalisation de positionnement vient à l'inverse des élections présidentielles de 2010 opposant au second tour Dilma Rousseff (PT) et José Serra (PSDB). Alors qu'à cette occasion le Parti des Travailleurs prend encore plus le tournant « centre-gauche » modéré (Chaia et Brugnago 2014), le PSDB opère la synthèse entre des programmes de gauche et des projets économiques pour aller vers le « centre-droit » du spectre politique. Serra a par exemple reconnu l'importance des politiques sociales menées par le gouvernement de Lula et a promis de poursuivre les programmes de transfert de revenus tels que « Bolsa Família » avec quelques changements pour mettre en place des actions visant à préparer les jeunes au marché de travail.

Lors de l'élection suivante, en 2014, le PSDB présente la candidature d'Aécio Neves qui est tout près de remporter ces élections. Son argumentaire reprend les éléments mis en exergue pendant « Juin 2013 » pour fonder un discours d'opposition nourri d'accusations de pratiques corrompues. D'autre part, Neves suscite la peur du communisme par l'association entre le PT et d'autres pays d'Amérique Latine, insistant notamment sur l'argent investi dans certains

pays²⁷⁴. Cependant, cette stratégie se trouve mise à mal par l'érosion des institutions publiques traditionnelles, ce parti étant rangé du côté des politiciens corrompus dans les manifestations que l'on étudie dans notre corpus (c.f. Chapitre 8).

L'indignation envers le système politique du pays tout entier, un des ingrédients principaux identifiés à la fin des manifestations à partir de 2013, conduit finalement au sentiment d'une cible commune située à l'échelle du gouvernement fédéral. De fait, Ortellado et Ribeiro (2018) identifient une nouvelle dynamique dans l'espace social à partir de juin 2013, observable sur Facebook : « D'une part, l'éloignement des utilisateurs qui se mobilisaient contre la corruption de la gauche a commencé à structurer ce que nous appelons le camp antipetiste. À l'opposé de ce camp, les pages à gauche se sont organisées autour de celles liées au Parti des Travailleurs » (p. 4, notre traduction).

Les groupes à droite comme « Movimento Brasil Livre » (Mouvement Brésil Libre) et « Vem pra Rua » (Viens dans la rue) voient le jour fin 2014 dans le contexte de l'opération Lava Jato, s'organisant en opposition à des organisations de gauche comme les « Frente Brasil Popular » (Front Brésil Populaire) et « Frente Povo sem Medo » (Front Peuple sans Peur). Ce mouvement inaugure en effet une nouvelle opposition au Parti des Travailleurs qui s'exprime dans la rue les années suivantes. En mars 2014, des manifestations tels que « Marcha pela família » (Marche pour la famille) s'opposent à la réélection de Dilma Rousseff avec des mots d'ordre tels « Vai pra Cuba » (Va à Cuba), « Não vai ter reeleição » (Il n'y aura pas de réélection), « Não ao comunismo » (Non au communisme) et « Idiotas da USP » (idiots de l'USP [Université de São Paulo, institution d'enseignement supérieur publique considérée comme la meilleure du pays])²⁷⁵. D'autres thèmes sont défendus par ces groupes : le droit au port d'armes, l'interdiction du droit à l'avortement et la défense du retour de la dictature militaire.

Pour notre étude, il est particulièrement intéressant de noter que l'indignation envers le système politique dépasse la figure de l'ancienne présidente, et trouve son essor dans les attaques dirigées contre Lula (Scherer-Warren 2014). Recuero (2014) réalise une étude sur les pages Twitter des principaux groupes journalistiques brésiliens entre le 03 et 20 juin 2013. Ses résultats montrent que le nom de Lula est associé à ces protestations dans les publications des profils Twitter de FDSP, UOL et R7. L'examen des hashtags circulant sur cette même plateforme entre les 15 et 17 juin 2013, réalisé par Malini et al. (2014), montre que le #lulaéocancerdobrasil ("Lula est le cancer du Brésil") a été l'un des principaux mots-croisillons utilisés dans les discussions. En 2015, l'année du début du second mandat de Rousseff, il est possible de noter un appel anti-luliste dans les actes de rue contre l'ancienne présidente, selon la sociologue Scartezini (2016). Elle rappelle notamment que le mot d'ordre « Lula nunca mais » (plus jamais Lula) est devenu l'un des plus brandis par les manifestants.

Ce récapitulatif non exhaustif des événements revendicatifs des années 2010 au Brésil montre comment, dès « Juin 2013 », le développement d'une nouvelle forme de droite, éloignée du PSDB, se profile. Sa légitimité se fonde sur l'impression d'une absence de représentation institutionnelle, les groupes tels que « Vem Pra Rua » s'affichant en premier lieu avec l'apparence d'un groupe dénoué d'ambition politique. Nous notons en effet que la validité de

²⁷⁴ À ce sujet, nous avons publié une analyse du débat télévisé de l'entre-deux-tours de 2014 qui apporte des exemples concrets de cette approche discursive (Barbosa de Almeida 2021).

²⁷⁵ Il est possible de répertorier ces arguments dans le reportage vidéo produit par Carta Capital, magazine imprimé et en ligne aligné à gauche : "Marcha da Família contra Cuba, governo e "idiotas da USP", disponible sur <https://www.youtube.com/watch?v=EJNVPwkhghA>, dernier accès le 01 mars 2023.

ces mouvements est dépendante de leur capacité à se présenter dans l'espace public comme autonomes, spontanés et issus des masses de la population mécontente de la direction du pays qui mène le Parti des Travailleurs.

L'ambition de paraître « non-politique » est présente dans la couverture de la presse, qui évacue le contenu des revendications au profit d'une couverture des actes, plus que des propos tenus, comme nous l'avons identifié antérieurement. En réalité, comme étudié précédemment, ces manifestations s'alignent à l'idée de la défaite démocratique et à la notion de crise. Les raisons des revendications se focalisent ainsi sur la mauvaise gestion fédérale et non plus sur une volonté particulière de « faire changer » un point précis de la réalité politique. Cette idée se trouve particulièrement étayée par des publications comme celle-ci :

Figure 112 : La manifestation comme l'expression d'une crise (V11, 23/03/2016)



Les choix esthétiques qui construisent la photographie de la scène donnent l'impression d'une contestation massive, fruit d'une crainte collective, qui efface la diversité d'acteurs impliqués dans le processus et souligne l'activité d'un groupe uni, sans leader, affichant une cible claire : le pouvoir fédéral. La protestation se trouve ici représentée par le contraste du noir prédominant de la foule avec le blanc des arches et de la façade du Palais du Planalto. Rien ne circonscrit le groupe de personnes, les limites de la foule échappant aux marges de la photographie. La prise en plongée suggère de plus un mouvement de cette foule vers l'avant, sans une personne ou un groupe apparaissant comme leader.

Cette désorganisation n'est pas un problème car le cap est clair : « foncer » sur le pouvoir fédéral. Ce mouvement serait ainsi plutôt l'expression d'une crise politique que la revendication d'une cause, selon le corps du texte : « Dans le vertige de la crise, avec le peuple indigné spontanément descendant dans la rue et le gouvernement est associé à ses propres magouilles, le Brésil a atteint la semaine dernière le plus haut degré de tension politique depuis

la redémocratisation²⁷⁶» (V11). L'idée de « tension » aide à concevoir cette manifestation comme l'expression « spontanée » d'un peuple souffrant.

En revanche, les traits de sa vision politique constructive, c'est-à-dire de ses attentes, sont rarement perceptibles. Nous en avons un aperçu dans le visuel produit par le média télévisuel où l'on peut identifier indirectement, par les phrases écrites dans des pancartes, les idées soutenues par les manifestants. Prenons par exemple les scènes ci-dessous parues dans le reportage J15, en sachant qu'elles ne sont pas spécialement mises en exergue par la voix off du journaliste. C'est-à-dire que l'on n'entend pas, contrairement à des passages étudiés antérieurement, appuyer par un rapport redondant entre voix et image la présence des slogans écrits sur les banderoles.

Figure 113 : Des pancartes politiques : l'aperçu d'un fondement politique (J15, 14/03/2016)



La Figure 113 contient deux bannières mises en avant par les manifestants. La première, tenue en tête du rassemblement, présente sur un rectangle blanc le message « Dehors : Dilma et Lula / Dehors Parti Traître / Où est l'argent du BNDS » écrit en lettres capitales. La demande des manifestants est claire : la sortie de Dilma et de Lula du pouvoir, même si ce dernier n'occupait pas de poste de responsabilité publique au moment du rassemblement. En effet le rapprochement entre les deux figures politiques est souvent visible, l'éviction de Rousseff de la présidence signifiant souvent pour ce groupe l'arrêt de toute influence de Lula sur le pouvoir.

Cela est encore plus évident avec le retravail linguistique opéré à travers le sigle du Parti des Travailleurs, les lettres « P » et « T » présentées en rouge devenant les initiales de « Parti Traître ». La dernière phrase de la pancarte soulève une question sur l'argent de la banque brésilienne de développement BNDES (Banco Nacional de Desenvolvimento Econômico e Social, entreprise d'État qui participe depuis 1952 au financement à long terme de projets économiques). L'énoncé laisse ainsi supposer une gestion douteuse de ces fonds publics par ce parti qui fonde les raisons d'un ressentiment envers cette organisation partisane.

La raison de la présence de cette foule dans la rue est donc ici visible : les auteurs de l'énoncé se sentent trahis, la déloyauté de ce parti envers eux étant prouvée par la gestion suspecte de l'argent d'État. La contestation prend ici une forme justifiée, avec un argument rationnel, qui ne se trouve pas pour autant développé dans le récit journalistique. En effet, la phrase apparaît dans un rapide mouvement de caméra, la scène se poursuit par l'image de plusieurs ballons verts et jaunes qui s'envolent vers le ciel bleu, ciblés par l'objectif. La caméra s'éloigne

²⁷⁶ VO : “ Na vertigem da crise, com o povo indignado tomando as ruas espontaneamente e o governo emparedado por suas próprias traficâncias, o Brasil atingiu na semana passada o grau mais elevado de tensão política desde a redemocratização”.

ainsi progressivement de la pancarte au profit de l'envol de ces objets inanimés. L'action démonstrative dans ce cas venant accentuer une connotation de « liberté ».

La deuxième pancarte est aussi aperçue rapidement, lors d'un plan de moins de trois secondes, mais la lisibilité de la phrase est cette fois favorisée par sa position centrale dans l'image. Sur fond noir et en lettres capitales blanches et jaunes, on lit les mots « # Je soutiens la Police Fédérale ». La phrase, accompagnée du logo de cette structure, exprime le soutien au groupe d'enquêteurs, le vocable présent ici ne reflétant ni une demande de changement d'état des choses ni une critique, mais l'expression d'une approbation sans réserve. Dans ce cadre, l'action du corps de police n'est pas considérée comme une anomalie dans le fonctionnement de l'État, opinion qui contraste avec le rejet à l'encontre d'autres corps intermédiaires, comme la politique institutionnelle ou la presse.

On voit, par cette appréciation positive, la politisation du thème de la corruption et l'éloge de la punition qui en découle. À ce propos, il est possible d'établir un lien avec les arguments parus dans le seul article écrit où les arguments des manifestants sont détaillés (analysé en Chapitre 5). Dans le texte, il apparaît que le principal problème du pays contre lequel on s'insurge est la corruption, et qu'on ne met pas beaucoup d'espoir dans la capacité de la politique institutionnelle à mettre un terme à ce fléau. Une des participantes, âgée de 20 ans, témoigne par exemple : « Je ne pense pas qu'un leader politique soit la meilleure option, je pense que si les militaires commandent le pays, comme cela s'est déjà produit auparavant, ce serait la meilleure option pour tout améliorer et ensuite faire une nouvelle démocratie²⁷⁷ » (F47). La revendication du retour des militaires au pouvoir semble de fait une des bases politiques de ces manifestations, l'appel à la dictature militaire, y compris par le corps militaire, étant répertorié dans la presse, comme nous l'avons par ailleurs mentionné (c.f. Chapitre 6).

L'expression des opinions individuelles est également réduite au minimum, au profit d'une représentation collective, du côté des groupes organisés pour défendre Lula. Néanmoins, cela prend une allure différente car, déjà dans les intitulés des articles traitant de leur mobilisation, se trouve mentionné le fait qu'ils agissent en faveur de personnes précises, principalement Lula, même quand l'impeachment était en cours (J27, G81, G83, U42) ou alors, en plus faible mesure, contre Temer (U66, F117). Surtout dans le premier cas, leur demande est dénuée de sens politique, et acquiert un sens, plutôt affectif, de proximité avec un homme ou une femme politique en particulier (nous y reviendrons).

Dans ce contexte, les citoyens qui contestent dans la rue sont privés de parole, leur engagement est présumé dès l'origine en faveur de Lula, et il n'y a plus rien à ajouter à la discussion. Leur identité individuelle étant mise à l'écart, l'image de la figure politique qu'ils défendent devient leur image ; la reconnaissance de leur légitimité passe par le rapport qu'ils entretiennent avec cet « autre ». Fréquemment, les discours de Lula à la foule lors de ces actes sont mis en valeur (F60, U9, G7, G13), l'ethos collectif de ce groupe se formant à travers cette figure politique qui devient leur « porte-parole » présumé.

Détaillons par exemple le contenu du reportage intitulé « Lula participe à un rassemblement à SP [São Paulo] : "Vous allez devoir me faire face dans les rues de ce pays" » (G13). Le récit est construit, comme l'indique le titre, autour de l'intervention de l'ancien président à un *meeting* politique organisé en réaction à sa déposition forcée. Ce cadre offert pour sa prise de

²⁷⁷ VO : “ Não acho um líder político a melhor opção, acho que se os militares comandarem isso, como já ocorreu antes, seria a melhor opção para melhorar tudo e depois fazer uma nova democracia ”

parole est souligné iconographiquement dans la publication par des photographies et des extraits vidéo dans lesquels Lula se tient au centre, microphone à la main. Les personnes du public assistant à la rencontre sont aussi présentes dans les clichés, mais toujours dos à la caméra ; elles sont donc des spectatrices d'un discours et non des actrices de la situation filmée. Comme lors d'un concert ou d'une pièce de théâtre, elles assistent, passivement, au spectacle offert par l'homme politique. Une des légendes souligne ainsi l'importance de cet événement pour ces personnes : « Des militants se disputent l'espace pour écouter le discours de Lula au Syndicat des Banquiers²⁷⁸ ».

Les analyses menées jusqu'ici ne nous permettent pas finalement d'arriver à des conclusions déterminantes sur le profil politique des participants, car leurs demandes ou aspirations n'y sont pas considérablement présentées. En effet, il est très important de noter que ces aspects mis en avant sont perceptibles dans la suite de l'analyse systématique de notre corpus. Les organes de presse ne s'intéressent pas particulièrement à considérer ces mouvements comme politiques, la casquette « non politique » d'un de groupes, les « coxinhas », étant *a contrario* nettement soulignée. Si d'un côté l'attachement politique du groupe pour Lula est bien exposé, le groupe opposé semble être le résultat d'une action sans leader politique ni ligne directrice imposée, ses membres agissant librement, sans aucun intérêt pour des parties tierces, et sans souci pour une quelconque valorisation positive dans la presse. Cela provient aussi, comme nous l'avons vu plus haut, d'une présence positive de ce type de manifestation dans l'imaginaire collectif depuis juin 2013.

Un dernier parallèle intéressant se dessine à partir de l'opposition construite entre d'une part ceux qui attaquent Lula de manière « désintéressée » et d'autre part ceux qui défendent une organisation partisane ou de droits à la terre. Le contraste entre les deux positions permet de signaler un décalage entre une vision de la société plutôt indépendante d'organisations politiques, axée sur l'action libre de tout attachement envers la politique dite traditionnelle²⁷⁹, et une vision de la société subordonnée à des groupes et institutions représentatives. Autrement dit, une partie du socle d'opposition à Lula a aussi pour projet de prioriser l'action individuelle par rapport à l'action collective, ce qui nous amène à considérer la dimension de classe sociale de l'affaire.

9.2.2. Un conflit entre classes sociales ?

La principale opposition entre les produits alimentaires qui donnent leur nom aux groupes contestataires est le prix : une « coxinha » est beaucoup plus chère qu'un sandwich de « mortadela » dans le marché de la restauration rapide brésilienne. Leurs dimensions péjoratives résultent entre autres de l'implication d'une différence importante de pouvoir d'achat entre ces groupes. En réalité, l'opposition de forces marquée par des rapports économiques est particulièrement centrale dans la polémique publique, le cœur de cette différence étant ainsi le fait que les mêmes valeurs et codes relationnels ne sont pas partagés (Garand 1998).

²⁷⁸ VO : “Miliantes [SIC] disputam espaço para ouvir o discurso de Lula no Sindicato dos Bancários”.

²⁷⁹ La recherche faite par Telles (2015) avec un groupe de manifestants de 12 avril 2015 confirme cette analyse. L'enquête menée par cette chercheuse montre que 42% des participants des actes contre Lula et Rousseff ne sympathisent avec aucun parti. En revanche, nous soulignons en Partie IV que bien le mouvement soit en apparence « spontané », sans attachement institutionnel, il y a bel et bien eu des organisateurs à ces manifestations anti-Lula et Dilma Rousseff qui ont d'ailleurs évolué en organisations partisans.

Pour illustrer cet argument, nous utilisons l'exemple d'un cas iconographique emblématique survenu lors des manifestations contre Dilma Rousseff et Lula le 13 mars 2016. Pendant la mobilisation se déroulant à Rio de Janeiro, le cliché amateur d'un couple en plein cortège est la cible de critiques, notamment sur Facebook. Cette image, qui apparaît dans notre corpus chez *UOL*, montre sur la gauche un homme et une femme de peau blanche portant shorts, chaussure de sport et un t-shirt identique à bandes jaunes et vertes horizontales. La dame à la chevelure rousse lisse tient en laisse au poignet droit un petit chien blanc de race spitz.

Figure 114 : Le cas de la « nounou » (U13, 13/03/2016)

Homem que levou babá a protesto é vice do Flamengo e rebate críticas



Vice do Flamengo foi a protesto contra Dilma com a babá de seus filhos
Imagem: Reprodução/Facebook

Ces deux personnes marchent presque main dans la main, donnant l'impression qu'ils entretiennent une relation affective, et regardent la scène qui se déroule derrière eux. Plus précisément, ils tournent le regard vers la partie droite de la photographie, où est visible une poussette avec deux enfants en bas âge, habillés en short bleu et t-shirt jaune. Elle est poussée par une femme de peau noire vêtue d'un ensemble t-shirt et short complètement blanc. Elle marche avec le regard droit devant elle, et spatialement derrière le couple, qui avance vers la gauche. Par ces jeux de regards, le couple regardant plutôt les enfants que la femme, et également par le cadre retenu, on comprend que l'auteur du cliché souhaite souligner une relation hiérarchique entre le binôme et la dame derrière la poussette.

Les codes vestimentaires constituent une partie importante de l'identité des participants de la scène, d'autant plus que le symbole sur la poitrine des t-shirts vert-jaune du couple renvoie à l'équipe de football « Flamengo ». Le reportage en ligne traite justement du fait que l'on a réussi à identifier l'homme sur la photo : il est le vice-président de l'équipe administrative du club. Cela nous permet aussi d'identifier la capitale, Rio de Janeiro, comme étant le lieu le plus probable de la prise du cliché, même si cette information n'est pas directement fournie. C'est un fait important car dans cette ville, surtout dans les quartiers plus aisés, il n'est pas rare de voir des femmes, majoritairement noires, vêtues d'un ensemble blanc en guise d'uniforme pour signaler leur travail d'aidante, baby-sitter ou encore femme de ménage.

La couleur de peau noire de cette salariée et le passé esclavagiste du pays, le dernier au monde à en avoir banni la pratique en 1888, ajoutent une couche supplémentaire à la discussion, pouvant aller jusqu'à la suggestion d'une relation de servitude entre les protagonistes de cette photographie. Les critiques envers les manifestations des « coxinhas »

s'en servent pour appuyer leurs propos : on insiste notamment sur le profil élitiste des participants, une classe sociale disposant de moyens financiers si élevés qu'ils ont la possibilité de déléguer la garde de leurs enfants à une nounou, en plein défilé de protestation le dimanche après-midi. Le reportage rapporte notamment qu'un célèbre chanteur brésilien, Tico Santa Cruz, est à l'origine d'un des posts qui a le plus circulé en ligne. Dans la publication, il pointe du doigt une classe « incapable de renoncer à ses privilèges ».

La diffusion de la photo et sa répercussion négative incite l'homme photographié, Claudio Pracownik, à rédiger un texte dans lequel il repousse les critiques. Ses mots motivent la production de cet article d'*UOL* qui reproduit l'ensemble de ses propos à la fin du reportage. Le texte journalistique reconstitue brièvement les faits avant de mettre en valeur deux passages du texte de Pracownik : un premier dans lequel il souligne son honnêteté en affirmant qu'il gagne son argent sans dépendre de « pots-de-vins » ni de « cadeaux d'entreprises du BTP » et un second où il s'enorgueillit de pouvoir embaucher par son travail des « centaines de personnes », dont quatre dans sa maison personnelle. Dans ce second passage, il évoque particulièrement le fait que la nounou de la photo gagne plus en travaillant le week-end, et qu'elle est « libre de démissionner si elle pense préférer une autre occupation ou un autre employeur ». Il ajoute enfin qu'il lui accorde un traitement neutre : « Je ne la traite pas comme une victime, ni comme un membre de ma famille²⁸⁰ ».

Dans une référence au procès dans lequel Lula est inculpé, Pracownik invoque d'abord sa probité par contraste avec le rappel des accusations faites contre l'ancien président d'avoir reçu des bénéfices d'entreprises du BTP. Par ailleurs, il ne craint pas d'affirmer sa richesse et sa stature sociale, par le rappel de son pouvoir d'embaucher une grande quantité de personnes, tout en défendant sa légitimité à disposer d'un certain nombre d'aidants dans son cadre privé. La possibilité assumée d'avoir une nounou le week-end pour l'accompagner à la manifestation n'est donc pas niée – il ne cherche pas d'excuses – mais affichée fièrement : cela est possible grâce à son pouvoir économique constitué de manière intègre. L'affirmation de son droit à disposer d'employés se justifie par son rapport honnête au labeur. Autrement dit, une certaine admiration doit lui être accordée, car il participe activement à l'économie brésilienne. Il tente ainsi de forcer une identité fondée sur les vertus du travail qu'il considère au passage comme essentiel pour la construction de son identité.

Il prétend enfin qu'il existe un équilibre des forces entre lui et son employée, qu'il dit ne pas contrôler car elle serait libre de quitter son emploi. La phrase « je ne la traite pas comme une victime, ni comme un membre de ma famille » est particulièrement présente dans son raisonnement, qui consiste à souligner une forme de neutralité entre lui et cette nounou. La suppression de tout rapport de forces dans son énoncé, bien qu'il ait souligné précédemment son pouvoir financier, nie l'existence d'un héritage social d'esclavagisme dans le pays, qui crée une inégalité sociale toujours présente.

La polémique créée autour de cette photo tourne notre attention vers les rapports de force en jeu qui existent autour de la notion de classes sociales dans le pays. En effet, les mobilisations contre le Parti des Travailleurs se construisent dans l'environnement d'une catégorie sociale précise, distinguée par des revenus et des niveaux d'instruction au-dessus de la moyenne brésilienne. Dans un texte introduisant les données statistiques à propos des participants aux actes de la journée du 13 mars 2016 sur l'avenue Paulista à São Paulo, FDSP présente le

²⁸⁰ VO : “ Ela é, no entanto, livre para pedir demissão se achar que prefere outra ocupação ou empregador. Não a trato como vítima, nem como se fosse da minha família”.

participant type de la manifestation comme un homme de 45 ans, hautement scolarisé, avec des revenus compris autour de dix fois le salaire minimum (F44).

Selon le sociologue Jessé de Souza (2015), c'est justement cette classe urbaine dite « moyenne » qui observe une baisse importante de son pouvoir d'achat depuis les années 2010. Cette partie de la population cultive une admiration envers l'élite brésilienne et est très conservatrice, croyant tout particulièrement à l'opposition entre marché vertueux et État corrompu, étayée d'ailleurs dans le discours de Pracownik que nous venons d'analyser. Ortellado et Solano (2016) observent dans ce sens une prise de position paradoxale de ce groupe de manifestants qu'ils ont questionné : si la critique à l'encontre de l'État est présente, une large majorité souhaite un État plus protecteur : « Environ 97 % des manifestants étaient totalement ou partiellement d'accord tant sur l'universalité que sur la gratuité des services publics de santé et d'éducation » (p. 177, notre traduction). Un alignement sur la politique de droite semble ainsi à ce stade plus présent sur le plan des coutumes, que sur la détermination du rôle de l'État, même si l'argument de crise économique constitue l'un des arguments clés adoptés pour manifester contre la gestion PT.

De l'autre côté du camp polémique, le profil des manifestants pro-Lula est le plus détaillé dans un reportage d'UOL présentant des interviews des personnes participant à un campement en soutien à l'ex-président. Le protagoniste de l'article est un agriculteur ayant voyagé 20 heures pour participer aux actions organisées par le Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST) à Curitiba (U70). Cet homme figure en effet dans la seule et principale photographie du texte. Sur l'image, il pose son regard face à la caméra et se situe à gauche du cadre. Le plan ceinture permet de voir la partie supérieure de son corps habillée d'une chemise dans des tons de rouge, à manches courtes. Son regard fixe l'objectif, aucun sentiment particulier n'est exprimé dans son visage. Ses épaules, inclinées légèrement vers l'avant, lui donnent, par la courbure du dos, l'aspect d'une personne humble. Il pose à côté d'une simple tente bleue derrière laquelle d'autres modèles similaires sont aperçus. À l'arrière-plan, deux hommes, dos à la caméra, semblent discuter assis à l'entrée de ce logement provisoire.

Figure 115 : Le groupe pro-Lula en scène (U70, 10/05/2017)

Estamos aqui porque acreditamos no Lula, diz
agricultor que viajou 20 h até Curitiba



"Há claramente perseguição a um partido", diz Abílio Venâncio
Imagem: Rafael Moro Martins/UOL

Le premier paragraphe du texte est une phrase de cet agriculteur, Abílio Venâncio, exprimant son point de vue sur l'affaire Triplex : « Lula n'est pas à l'abri de la Loi. S'il est prouvé [qu'il est

coupable], il doit payer. Ce serait une déception, c'est un leader. Mais jusqu'à présent, on n'a aucune preuve [contre l'ancien président]. Nous croyons en sa parole. C'est pourquoi nous sommes ici [à Curitiba]²⁸¹». Dans le même reportage, un couple, identifié comme appartenant au MST, dit participer au campement, croyant en l'innocence de Lula, et affirmant qu'il est la cible d'une machination politique. Nous retrouvons ici le point central de l'argumentaire pro-Lula que nous avons déjà commencé à esquisser, l'idée d'une manœuvre politique calculée dans le but de nuire à sa carrière par le biais de ce procès (Partie III). En revanche, un élément nouveau apparaît : la croyance en son innocence qui, comme nous l'avons déjà évoqué, n'est pas un argument utilisé par les élus soutenant Lula.

Hormis ce reportage qui offre quelques éléments argumentatifs du groupe, l'angle que retient majoritairement la presse dans sa description des pro-Lula est la mise en évidence de leur pauvreté matérielle, avec parfois un propos sous-entendu de pauvreté intellectuelle. Prenons par exemple le reportage de *Veja* cherchant à dépeindre le portrait de ses soutiens, à partir des données d'une recherche quanti-qualitative de l'institut privé Ideia Big Data commandé par le magazine :

Figure 116 : Profil des soutiens de Lula (V50, 11/04/2018)

ESPECIAL

PESQUISA

O PARTIDO EM FRANGALHOS, quase meia dúzia de companheiros presos e uma condenação por corrupção passiva nas costas. Era de esperar que a esta altura a popularidade do ex-presidente Lula tivesse virado pó. Mas não foi o que ocorreu. Nas últimas pesquisas de intenção de voto para presidente, o petista mantinha o favoritismo. Segundo um levantamento do Datafolha divulgado em janeiro, Lula tinha o apoio de 34% dos brasileiros — e uma distância folgada do segundo colocado, Jair Bolsonaro, então com 15%.

O que explica a resiliência política de um condenado em duas instâncias, investigado em pelo menos oito inquéritos, réu em seis processos, à beira da prisão e da inelegibilidade eleitoral? Uma pesquisa do Ideia Big Data — feita ao longo do mês de março com 580 pessoas em 27 estados brasileiros — ajuda a entender o fenómeno. O trabalho usou o método da “antropologia digital”, em que os indivíduos pesquisados interagem em tempo integral com os pesquisadores por meio de vídeos e questionários on-line enviados a um aplicativo instalado no telefone celular. Além de respostas a perguntas objetivas, o sistema permite a captação de pontos de vista e percepções mais sutis no grupo pesquisado. No levantamento do Ideia, realizado com exclusividade para *VEJA*, esse grupo era composto de eleitores “típicos” de Lula — concentrados nas classes C, D e E e moradores de bairros populares.

O estudo concluiu, por exemplo, que a imagem do “presidente que não sabia de nada” deu lugar a outra, a do político que “rouba, mas fez algo por mim”. “Durante muito tempo, esse eleitor acreditava fortemente que o ex-presidente desconhecia casos de corrupção como o mensalão”, diz o economista Maurício Moura, fundador do Ideia e pesquisador da Universidade George Washington. “Agora,

“HERÓI DOS POBRES” No Sul, multidão disputa a mão de Lula: quanto menor a renda, maior a admiração pelo petista

“ROUBA, MAS FEZ”

Pesquisa mostra que eleitor médio de Lula já não acredita em sua honestidade, mas o apoia por estar convencido de que a vida melhorou com ele **ROBERTA V. BORDONI**

O que eu tenho aqui na minha casa — armário, cozinha, azulejo na parede — foi comprado na época em que o Lula estava no poder.”

HOMEM, CLASSE C, 30 ANOS, MORADOR DE CABO DE SANTO AGOSTINHO (PE)

ele continua fiel a Lula, mas já expressa o sentimento de que o petista não é “nenhum santo”.

Lula, na visão dos pesquisados, pode ter roubado (“como todos os políticos roubam”), mas ao menos melhorou a vida dos brasileiros mais pobres — motivo pelo qual estaria sendo agora “perseguido”. Nesse sentido, a aposta em seu nome como candidato à Presidência seria bem menos ideológica que prática.

O petista é admirado sobretudo por mulheres adultas (grande parte das mães que, na condição de principais provedoras da casa, afirmam ter tido no seu governo uma melhora real de vida — a delas próprias ou de seus familiares) e por jovens que conseguiram fazer curso superior na época em que Lula estava no poder. Mesmo pesquisados do Sudeste que relatam não ter sido beneficiados durante o governo do petista fazem menção a familiares no Norte-Nordeste que o foram.

“É esse património de gratidão que ajuda a manter o ex-presidente à frente nas pesquisas de intenção de voto”, afirma Moura. Esse “património”, indica o levantamento, aumenta à mesma medida que diminui a renda do eleitor — ou seja, quanto mais pobre ele é, maiores são o respeito e a admiração que nutre pelo petista.

Lula também é visto por apoiadores como “diferente” do político que age movido por interesses próprios, que “aparece na eleição e depois some”. Seu eleitorado fiel o enxerga como alguém que “olhou para os pobres”. Trata-se de uma percepção em grande parte nutrida pela sua extraordinária biografia — se ela será irremediavelmente maculada pela prisão do petista, a próxima pesquisa dirá. ■

Se muitos políticos roubam, por que estão querendo prender justo o que defendeu os pobres?”

HOMEM, 29 ANOS, MORADOR DO RECIFE (PE)

Le texte précise que des entretiens ont été réalisés auprès « d'électeurs typiques » de l'ancien président, c'est-à-dire « ceux des classes C, D et E habitant des quartiers populaires ». Le point de départ du sondage présenté est la tentative d'explication du haut taux de popularité de l'ancien président, malgré sa condamnation en appel. Le résultat de ce travail est résumé

²⁸¹ VO : “Lula não é imune à lei. Se for provado [que é culpado], tem que pagar. Seria uma decepção, ele é um líder. Mas até agora não tem nenhuma prova [contra o ex-presidente]. Acreditamos na palavra dele. É por isso que estamos aqui [em Curitiba]”

par le texte chapô : « La recherche montre que l'électeur moyen de Lula ne croit plus en son honnêteté, mais le soutient parce qu'il est convaincu que sa vie s'est améliorée avec lui » (V50, 11/04/2018).

Les données présentées par l'institut privé aident à appuyer le fait que le soutien offert à Lula se base sur un échange de faveurs entre les personnes dans le besoin et sa politique d'État. L'état d'esprit des personnes interrogées se révèle, par exemple, à travers la formulation de la phrase, « il est convaincu », mettant en place un système de croyances qui dépasse la dimension rationnelle. Au cœur du texte, le responsable de la recherche affirme qu'il existerait un « patrimoine de gratitude » envers le petiste, inversement proportionnel aux revenus des interviewés : « C'est-à-dire que plus on est pauvre, plus on accorde de respect et d'admiration au petiste ». Un rapport explicite entre la position dans l'échelle sociale, et l'opinion sur l'ancien président est ici construit, appuyé d'ailleurs par une information importante sur l'origine géographique de ces soutiens. En effet, le texte précise que « même les gens du Sud-Est consultés, qui rapportent qu'ils n'ont pas été avantagés pendant le gouvernement du petiste, font mention de familles dans le Nord-Est qui l'ont été ». La mention à cette région apparaît aussi dans les deux phrases en rouge affichées en haut et en bas de la page abritant des passages d'entretien. Présentées entre guillemets, ces deux verbatim sont attribués à des auteurs issus de Recife et de Cabo de Santo Agostinho, villes de l'État du Pernambouc.

Si on porte notre attention désormais sur le cliché qui compose le reportage, on remarquera d'abord que sa situation dans le corps de l'article, dans une taille équivalente à celle du contenu textuel, l'élève ainsi au même rang d'importance que les propos écrits. Le sujet principal du cliché est un rapport de proximité entretenu entre deux mains aux doigts entrecroisés. Aucun visage n'est complètement visible, la principale information étant l'exaltation positive d'une « masse » indifférenciée, mesurée par l'expression souriante de certains, et les mains agitées en l'air, parfois tenant un smartphone. Ces attitudes interviennent en réaction envers une personne invisible dans le cliché, la seule information sur son identité étant cette main dirigée vers le groupe, la seule partant du côté gauche de l'image. Son identification apparaît dans la légende du cliché, « la foule se dispute la main de Lula », information nourrie d'ailleurs de la phrase « héros des pauvres ». L'emphasis dans l'idée de foule en face d'un homme érigé au statut de héros exprime ici une forme de dévotion aveugle de la part de ses soutiens.

Le rapport passionnel de cette représentation étaye l'idée que l'important manque de moyens financiers de cette classe sociale ferait de ces personnes une masse de manœuvres. Ce discours est méprisant non seulement envers les personnes, mais également envers leurs motivations politiques, qui ne seraient pas légitimes, mais plutôt motivées par une forme d'émotion, d'où, d'ailleurs, la place importante donnée au cliché. L'idée d'une pratique de clientélisme entre Lula et ses soutiens est justement l'idée derrière la notion même de « mortadela ». Celle-ci se trouve en effet reprise dans un reportage de ce même magazine présentant le camp monté en soutien à Lula, à l'occasion de son témoignage à Curitiba. La photographie centrale du reportage est celle de deux personnes qui tiennent une pièce de charcuterie coupée en plusieurs tranches, la légende appuyant l'allusion souhaitée : « Dans le camp monté par le MST, des militants ont servi la fameuse "mortadela", mais sans pain ».

Figure 117 : Un profil des « mortadelas » (V23, 17/05/2017)



Le fait de souligner l'absence de pain pour accompagner la charcuterie sert le propos général du texte, qui est de signaler la faiblesse financière du groupe. L'ensemble composé de quatre photographies qui illustrent le reportage est aussi signifiant de ce message de précarité de moyens, représenté ici spécialement du point de vue alimentaire. La photographie placée en haut et à droite montre un rassemblement de personnes semblant attendre leur repas de midi dans une apparence de désordre. L'image juste en bas expose un homme assis sur le sol, qui mange avec les mains devant un tas d'ustensiles de cuisine en vrac. Ces deux illustrations offrent l'image d'une certaine simplicité des participants, qui se lit dans la composition des clichés, et dans la prise en plan large qui laisse entrevoir une forme d'entropie du rassemblement.

De plus, les légendes sont élaborées à partir d'un champ lexical alimentaire de l'informalité en utilisant les termes « boia » et « quentinha ». « Boia », qui, dans une traduction littérale, signifie « bouée », désigne dans le langage informel un repas sans grande importance ou raffinement, habituellement pris lors de la pause-déjeuner des ouvriers. Ce sens rejoint le mot « quentinha », littéralement « petite chaude », qui fait allusion au récipient isotherme utilisé pour le transport d'un repas, issu d'une cuisine simple, à destination d'une consommation rapide. Il est intéressant de noter qu'en cette même occasion FDSP produit un texte qui relate la routine des manifestants en faveur de Lula, à partir également de leurs habitudes alimentaires. Il est d'ailleurs intitulé : « "Dehors, Temer", mayonnaise et vodka emballent les militants » (F117).

L'intention énonciative des deux textes s'oriente vers la mise en évidence d'un manque de sophistication et d'une certaine insouciance des participants, renvoyant les rassemblements à une question purement individuelle et non sociale. Cela amène aussi à la compréhension qu'il règne un défaut d'organisation et de préparation du groupe, qui fait néanmoins contraste avec le contenu de l'article de *Veja*. Le texte apporte en effet des informations à propos du voyage de 1400 kilomètres entre Brasília et Curitiba effectué par des occupants du campement, à commencer par la description du transport choisi :

- (89) Loué par la Centrale Unique des Travailleurs (CUT) pour 17.500 réaux, l'"Express Révolution" était un bon bus, de ceux à deux étages, avec des fauteuils qui se transforment en lits confortables. Parmi les passagers se trouvaient des fonctionnaires, des conseillers politiques, des syndicalistes et

des étudiants. En commun, le but d'éviter l'arrestation de Lula²⁸². (V23, 17/05/2017)

Cette présentation dans le premier paragraphe du texte comporte le prix de la location du bus (17.500 réaux), l'origine des fonds (l'organisation syndicale « centrale unique des travailleurs ») et la qualité du transport (un bus à deux étages, avec des sièges qui se transforment en lits confortables). Le fait de mettre en valeur ces informations, notamment la dernière, évoque presque un étonnement de l'auteur du texte quant à la qualité du transport choisi, par la présentation de ces détails sur le confort du véhicule comme une donnée importante. L'information sur les situations professionnelles des voyageurs met en évidence en outre leur appartenance à diverses institutions politiques ou politisées (« fonctionnaire, conseillers de politiciens, syndicalistes et étudiants »). Le choix de détailler ces deux points crée la mise en exergue d'une forme d'organisation intéressée par sa proximité avec le pouvoir et qui offre un confort particulier à ses participants.

Poursuivant sur l'arrivée dans le campement, le reportage informe d'une forme de coercition à participer à ce déplacement : « Certains membres du MST se plaignaient discrètement qu'ils y étaient contraints par la direction du mouvement. L'un d'eux a raconté qu'un tiers des habitants de la colonie où il vit, à l'intérieur du Paraná, a reçu l'ordre de se rendre à Curitiba ». L'auteur ajoute de plus la précision que chaque membre du mouvement aurait reçu 15 réaux pour trois jours de mobilisation à Curitiba. Ces descriptions apportent l'idée d'une contrainte qui nuirait à leur motivation profonde à participer à ce type de démonstration. L'idée sous-jacente est celle d'un faible engagement de la part de certains participants aux ressources limitées, qui auraient été poussés à accepter une forme de soumission à cet engagement politique en échange d'un retour financier.

À l'inverse, l'argent n'est pas le maître-mot pour décrire le camp contre Lula. Le sujet des ressources financières mises à disposition de son mouvement n'est pas abordé, à la seule exception d'un article d'*UOL*, auparavant mentionné, où le financement pour l'élaboration d'un panneau publicitaire à Curitiba est la cible d'une enquête journalistique (U78). Or, se déguiser, fabriquer un mannequin géant, imprimer des pancartes ou encore lancer des feux d'artifice comporte un coût. Les moyens mis en œuvre pour organiser ces démonstrations du groupe opposé à Lula paraissent venir de l'initiative individuelle de chaque participant, caractérisant d'ailleurs la force de ce groupe. Ainsi, il est plus simple pour l'un des groupes de voir sa mise en scène dominer le public, sans que l'on questionne l'origine des fonds qui a permis sa construction et sa mise en circulation.

Pourtant, le pouvoir symbolique et financier d'un groupe sur l'autre s'exerce même dans l'utilisation de l'espace urbain. Un des moyens de mobilisation des soutiens de Lula est l'occupation de terrains libres pour installer des campements utilisés par ceux qui se déplacent pour suivre les étapes du jugement dans différentes villes. Ces endroits sont localisés à la périphérie des centres urbains qui accueillent les étapes du jugement (Curitiba et Porto Alegre) et les choix de ces sites ne se déroulent pas sans accroc, comme nous l'avons auparavant mis en évidence.

²⁸² VO : "Alugado pela Central Única dos Trabalhadores (CUT) por 17.500 reais, o "Expresso Revolução" era um bom ônibus, daqueles de dois andares, com poltronas que se transformam em confortáveis camas. Entre os passageiros havia funcionários públicos, assessores de políticos, sindicalistas e estudantes. Em comum, o propósito de evitar a prisão de Lula"

Par ailleurs, il convient de noter que, à l'intérieur d'une même ville et dans le même quartier, les différences des lieux d'action sur la ville portent des sens connotant une différence sociale des participants. À São Paulo, par exemple, le lieu de manifestations des deux groupes a été l'Avenue Paulista. Bien qu'investissant ce même endroit, le lieu de rendez-vous pour le départ des rassemblements n'est pas identique. D'un côté, le siège de la Fédération des Industries de l'État de São Paulo (Fiesp) a été choisi comme point de départ des groupes contre Lula- ce bâtiment privé est d'ailleurs devenu un support privilégié du groupe, la façade de ce bâtiment ayant été mise en lumière pour afficher la phrase « renúncia já » (« démission tout de suite ») pour demander la sortie volontaire de Rousseff (U34). De l'autre, le musée d'art de São Paulo est l'endroit retenu par les pro-Lula. Les rassemblements commençaient plus précisément dans l'espace ouvert sous le bâtiment de l'institution culturelle bâtie par Niemeyer (U42). Seulement 270 mètres séparent ces deux lieux, mais les significations qu'ils portent sont bien distantes : une organisation patronale d'un côté, un musée public de l'autre.

Il est intéressant de noter que, dans la majorité des manifestations, les groupes en opposition n'occupent pas la même zone de la ville. À Rio de Janeiro, le cortège d'opposants à Lula se déroule dans le riche quartier de Copacabana, en bord de mer (G25), alors que ses soutiens se donnent rendez-vous sur une place du centre-ville appelée « Praça 15 » (U46). À Recife et Fortaleza, grandes capitales du Nord-est, le front de mer est le lieu de manifestation d'un groupe, le centre-ville et ses environs de l'autre. Dans d'autres villes balnéaires, cette même tendance est observée, traduisant d'ailleurs la réalité d'inégalité d'accès de ces espaces urbains côtiers à ceux qui n'ont pas un pouvoir financier important, et qui restent relégués à certains quartiers de la ville plus éloignés de l'océan.

À Curitiba, ville siège du procès, le tribunal où Sérgio Moro travaille, situé dans une zone aisée de cet espace urbain, sert de quartier général de soutien au juge. Régulièrement, des manifestants s'y retrouvent pour organiser des « buzinaços » ou pour brandir leurs pancartes. Cette ville, d'ailleurs, accueille des touristes désireux de visiter les endroits emblématiques du procès, un circuit de visite privé ayant même été créé pour permettre aux plus curieux de connaître les bâtiments iconiques de l'opération Lava Jato²⁸³. Ainsi, la voie publique n'est pas un support neutre pour la manifestation, le choix du lieu dans l'espace urbain révèle effectivement le public visé par les organisateurs, ainsi que leurs origines sociales.

Le choix des dates de mobilisations joue également un rôle révélateur. Le dimanche est le jour priorisé pour l'action des manifestants contre Lula, alors qu'un jour de semaine est, de règle, choisi par ceux qui le défendent. La valeur du travail étant mise en avant dans le premier cas, l'idée diffusée est de participer à un type d'action qui n'empiète pas sur une journée de labeur, contribuant de même au visage « familial » que le mouvement veut se voir accorder. Ces différents choix constitutifs de la manifestation signalent *in fine* la différence des propos, et mettent en évidence l'opposition sociale que les parties souhaitent construire entre elles. Cela laisse voir l'existence d'oppositions marquées, voire cultivées, qui conduisent au même objectif : la visibilité pour leur projet identitaire.

9.2.3. Un phénomène identitaire ?

Plus que représenter deux groupes en opposition, la désignation « coxinha » et « mortadela » est nourrie d'imaginaires aidant à configurer les groupes en action. On remarque à travers

²⁸³ Agência de turismo oferece tour da Lava Jato em Curitiba; conheça o itinerário, disponible sur <https://www.gazetadopovo.com.br/vida-publica/agencia-de-turismo-oferece-tour-da-lava-jato-em-curitiba-conheca-o-itinerario-czham4atbfhv9ivwwk62jn28u/>, accès le 04 avril 2023.

notre analyse qu'il est très rare qu'une personne se mette en avant pour porter la demande d'un groupe ; il s'agit d'opposer de rôles et non pas de personnes, une polarisation caractérisée du « nous » face à « ils ». Se dessine finalement un phénomène identitaire, caractérisé par l'incarnation dans l'espace public de représentations de différentes positions sociales, et cela au-delà de la politique institutionnalisée. Pour reprendre Amossy (2014) : « Les polémistes ne recherchent pas un débat raisonné dans le respect du point de vue de l'autre : ils visent une cible. Le discours polémique qui discrédite et attaque l'adversaire permet ainsi de construire, contre lui, une identité collective autour d'une revendication commune » (p. 116). Cela rejoint d'ailleurs la définition que Tilly et Tarrow proposent du mot conflit : « Le conflit implique qu'on pose une exigence portant atteinte aux intérêts de quelqu'un d'autre », (2015, p. 21). Pour ces auteurs, la principale raison qui pousse à s'inscrire dans un conflit est la menace que la partie opposée fait peser sur un intérêt, une valeur ou une identité.

L'alignement identitaire supplante parfois le fond des discussions, la performance de chaque position identitaire étant finalement la donnée la plus importante pour les représenter. Prenons par exemple le reportage qui ouvre l'édition de JN du 14 mars 2016. Nous savons que, dans le journalisme télévisuel, la distribution des informations s'effectue de la plus à la moins importante. Cette habitude installée dans les rituels de production révèle la centralité de ce reportage présenté au début du programme, équivalent à la « une » d'un journal papier. Le présentateur annonce le reportage ainsi : « Des mots d'ordre contre le gouvernement de la présidente Dilma, l'ex-président Lula et la corruption ont été entendus hier dans tout le Brésil. En tout, il y eu des actes dans 337 villes, dans tous les États²⁸⁴ ». S'ensuivent ces images, toutes exposées en cadre fixe, dans l'ordre reproduit ci-dessous (Figure 118).

Figure 118 : Groupes contre Lula : une identité nationale affirmée (J15, 16/03/2023)



Quand le reportage débute, le présentateur se tait, nous n'entendons qu'en bruitage de fond certains passages de l'hymne brésilien chantés par les participants. Chaque scène d'environ trois secondes fait entendre les couplets différents de la chanson nationale, mais sans que les phrases ne se suivent dans l'ordre correct. On est conduit d'une place à l'autre, devant des groupes de personnes distincts, sans un enchaînement établi. À ce stade, aucun renseignement à propos de la localité, du nombre de personnes ou des organisateurs, n'est fourni ; des rassemblements qui chantent à l'unisson le même chant à la gloire du Brésil sont

²⁸⁴ VO : “ Palavras de ordem contra o governo da presidente Dilma, o ex-presidente Lula e a corrupção foram ouvidas, no domingo (13), no Brasil inteiro. Ao todo, houve atos em 337 cidades, em todos os estados”.

la seule information. Dans ce premier moment, le journalisme ne fait que « donner à voir », n'intervient pas, laissant libre cours aux scènes et aux audios qui l'accompagnent. Certains enregistrements viennent clairement des participants eux-mêmes, étant donné la faible qualité des images et du son. Dans la sixième prise, se distingue encore plus fortement la voix d'un homme, comme s'il tenait la caméra qui enregistre la scène, tout en participant à l'ambiance sonore.

Les images plus rapprochées des participants mettent en exergue la gestuelle qui accompagne le chant : soit la main droite croisée sur la poitrine, soit les poings serrés tendus vers le ciel. Les objets symboliques qui sont associés à ces différentes scènes font partie d'un répertoire de mobilisation basé sur la récupération de signes nationaux. Cette forme de dévotion patriotique est systématiquement mise en avant dans la hiérarchie de l'information, au-delà de JN. La manière de se vêtir des participants aux différentes manifestations constitue en effet un sujet d'intérêt pour les journaux, qui vont attirer l'attention sur leurs vêtements, drapeaux, accessoires et parfois leur maquillage vert et jaune. Le fait de porter un t-shirt ou un motif d'une certaine couleur devient progressivement un exercice d'argumentation *per se*. Ces choix se forment comme l'opposition identitaire à un « autre » qui porte le rouge.

La couleur et le drapeau brésilien deviennent même le sujet principal d'un chant de ce groupe, répertorié dans le texte de presse dès mars 2016 (U34) : « nossa bandeira jamais será vermelha » (notre drapeau ne sera jamais rouge). Ce mot d'ordre fait peser la menace d'un basculement des règles démocratiques qui régissent l'État brésilien à travers la subversion des symboles nationaux. La couleur rouge n'est ainsi pas anodine, elle est celle qui compose le drapeau du Parti des Travailleurs et reste associée à une ligne politique gauchiste, ainsi qu'aux manifestations en cours du groupe opposé. L'idée de combat envers un ennemi y est inscrite, en sous-entendant qu'une action politique existe pour amener le pays vers un autre régime politique. Le nom propre du pays compose d'ailleurs du patronyme des mouvements politiques à l'origine des actions de rue contre Lula comme : « Movimento Endireita Brasil » (mouvement à droite Brésil), « Brasil nas Ruas » (le Brésil dans les rues), « Avança Brasil » (avancez Brésil) (G14) ou encore « Avança Brasil Maçons » (avancez maçons Brésil) et « Movimento Brasil Livre » (Mouvement Brésil libre) (F17).

Ces symboles nationaux investissent l'espace public dès les « Journées de Juin 2013 ». Dans la chronologie des usages de signes de cette nature pendant les manifestations de rue du Brésil contemporain, faite par Demuru (2018), il est rappelé que c'est à partir du 17 juin 2013 que le drapeau brésilien fait son apparition dans les villes de São Paulo, Rio de Janeiro et Brasília. Un phénomène tout de suite repris par la Fiesp (Fédération des Industries de São Paulo) qui, le lendemain, projette sur son bâtiment-siège une animation lumineuse alternant drapeau brésilien et bandes jaunes et vertes.

Pour Demuru, il s'agit d'un usage stratégique avec une visée politico-médiatique bien précise, consistant à créer une forme d'unité construite autour des demandes assez dispersées en ces premiers temps de la mobilisation. Utilisé en opposition au gouvernement de Rousseff pendant les manifestations des années qui suivent, le répertoire de symboles nationaux bâtit un lieu d'appartenance, de reconnaissance, qui cherche à aligner les intérêts de ces participants avec les préoccupations du pays tout entier, et non avec ceux d'un groupe politique en particulier. La stratégie fonctionne : les produits journalistiques du groupe Globo en raffolent. Ils mettent en valeur le caractère « patriotique » des manifestations en cours, les images d'enfants avec des signes nationaux étant particulièrement exploitées (Ribeiro 2020).

Ces signes nationaux sont supposés transcender l'opinion d'un seul groupe, pour devenir universels. Cette ambition se manifeste par un habillement en vert et/ou jaune, par le port du drapeau brésilien, en passant par d'autres types d'accessoires, comme les pancartes ou des adhésifs autocollants teintés de vert. En termes vestimentaires, le maillot de l'équipe brésilienne de football est l'un des plus récurrents sur la scène publique, créant un parallèle sémiotique évident avec le soutien d'une équipe nationale lors d'un match contre une équipe étrangère. Il s'en dégage l'idée centrale soutenue : ceux qui ne nous suivent pas ne font pas partie du même pays, ou, en tout cas, le soumettent à un fort danger.

Le choix de porter le maillot de la Confédération Brésilienne de football exprime également le caractère collectif que le mouvement souhaitait se donner, dans la perspective de regrouper différentes personnes autour d'une même action « citoyenne ». Il s'opère ainsi une perte du sens primordial de cet emblème, qui évolue pour tenir le rôle de représentant d'une posture politique qui se veut globalisante, supprimant ainsi d'autres formes d'identités qui auraient pu se prévaloir de ces signes nationaux. C'est finalement le même effet produit par le chant de l'hymne national brésilien qui devient accolé à une cause censée exprimer une mobilisation en unisson. Paradoxalement, ce répertoire national est utilisé pour promouvoir la fierté d'appartenir à un pays, mais dans un contexte où l'on souhaite exprimer un mécontentement envers son état actuel. Il s'agirait alors plutôt de la promotion d'un « nouveau » Brésil, d'une nouvelle réalité qui commence à exister à partir de l'activité d'individus s'appropriant les signes nationaux. La symbolique du drapeau et de ses couleurs ne compose plus la référence à un territoire géographique (les verts des forêts, le jaune de l'or trouvé dans les sols), mais à un territoire politique encore sans véritables contours.

L'inclusion du juge Sérgio Moro dans la structure narrative, qui promeut une nouvelle idée de nation, cherche également à donner sens à cette expression. Ce grand principe trouve son point de référence selon *Veja* dans la promotion de l'enquête Lava Jato, par un ensemble de manifestants constituant selon le magazine un véritable parti (PLJ : partido lava jato). En parallèle, l'incarnation d'un judiciaire solide à fort caractère punitif par ce magistrat trouve un terrain fertile parmi les démonstrations favorables à la condamnation de Lula sur Twitter. Cette conception vient souvent se combiner avec l'idée de nation, comme l'illustrent les tweets circulant le jour de la condamnation proclamée contre Lula reproduits dans la Figure 119.

Figure 119 : Moro : le visage d'un « nouveau Brésil », Twitter, 12/07/2017



Sur ces deux productions, on identifie le sentiment de fierté adressé à Moro se mélangeant à une forme de patriotisme. Dans le premier cas, on énonce la phrase : « JUGE SERGIO MORO LA PLUS GRANDE FIERTÉ DU BRÉSIL. Lula condamné », accompagnée d'une photographie du magistrat sur laquelle on superpose, par transparence, la partie centrale d'un drapeau brésilien. Le visage du juge est au cœur de l'image, faisant face, avec une expression sérieuse, à un microphone, le regard tourné vers sa gauche. Le montage suggère un alignement du juge avec les intérêts du pays, renforçant ainsi le message écrit. Le drapeau est d'ailleurs recentré pour une meilleure visualisation de la devise de la patrie, contenant les mots « ordem e progresso » (ordre et progrès), comme s'il incarnait ces deux idées.

La notion d'un alignement profond entre cet homme et les intérêts du pays se trouve aussi dans la seconde publication. Ce sentiment est principalement donné par l'usage redondant de l'énoncé « le Brésil te remercie », présent dans le texte du post et sur l'image : « LE BRÉSIL TE REMERCIE LE BRÉSIL EST MORO ET LAVA JATO MERCI @MPF_PRPR @deltanmd @JFPR_oficial MAINTENANT, C'EST À VOUS @TRF4_oficial LULA EN TAULE » et « Merci pour ce travail, Sérgio Moro. Le Brésil te remercie ». Placé comme sujet de la phrase, le mot « Brésil » se trouve dans la position de celui qui produit l'action exprimée par le verbe. Il se présente ainsi comme une entité indépendante de l'intention de l'auteur, qui tente de donner une dimension universelle au sentiment qu'il éprouve. Le « Brésil » est par ailleurs défini à partir de l'usage du verbe « être » dans une autre phrase : le Brésil est Moro et Lava Jato. Cette caractérisation crée un effet de miroir entre la Lava Jato et Moro et le Brésil, ne laissant aucun doute quant à la pertinence de cette enquête pour le pays.

La construction proposée d'une identité pour la nation suggérerait une évidence : toute la population brésilienne salue ce magistrat et les actions de son équipe, une appréciation sur le sujet qui serait uniforme sur le territoire. La construction identitaire autour d'une idée de nation pourrait ainsi exister derrière Moro, l'indignation envers la situation actuelle du Brésil trouvant une issue potentiellement positive par la construction d'un nouveau pays que construit le magistrat. Il importe dans ce contexte de faire converger les succès de Lava Jato autour de

cet homme, dont les qualités sont aussi visibles iconographiquement. En effet, l'assortiment d'images de Moro dans notre corpus présente fréquemment les mêmes caractéristiques que ces deux derniers *tweets* : son visage en gros plan, le regard tourné de côté sans afficher de sourire, avec le menton légèrement élevé. Cela nous renvoie à l'image des statues antiques, qui représentent, plus qu'une personne, une vertu. Cette production esthétique participe à promouvoir Moro comme un homme courageux et honnête incarnant définitivement l'idée abstraite de Justice.

Cela nous amène à revenir à l'argumentaire de la Partie III : la défense de l'emprisonnement de Lula se trouve justifiée, car cette action permettra de sauver toute la nation, notamment son économie et son système politique, qui seraient menacés par la gestion du Parti des Travailleurs. Dans ce sens, Lula devient un ennemi de la patrie, son absence du pouvoir étant la seule possibilité de retrouver cette autre forme de nation souhaitée par le groupe mobilisé contre lui.

Ce vœu revêt une forme de spiritualité, de désir profond qui mériterait l'attention d'un être supérieur. En réalité, une autre composante identitaire du groupe contre Lula est l'adoption d'une forme d'expression religieuse monothéiste, pendant les manifestations. Bien que périphérique à notre corpus, ce type de pratique apporte l'idée que la tâche d'écarter le Parti des Travailleurs de la scène politique est tellement ardue, que l'institution juridique a besoin de forces qui dépassent l'humain pour atteindre ce but.

Le jour du témoignage représente pour certains un événement tellement décisif qu'il mérite un soutien spirituel. Un groupe de 50 personnes se réunit ainsi devant un musée de Curitiba, placé dans un quartier de classe moyenne, pour participer à une cérémonie consistant à brûler de l'encens, déposer des offrandes fleuries sur une table et réaliser des prières. Le meneur du mouvement dit qu'un leader religieux a été convoqué pour faire partie de la manifestation, mais a eu un empêchement. Le texte de presse rapporte la prise de parole suivante du promoteur du rassemblement : « "Il s'agit d'un acte d'amour et de prière en soutien à Lava Jato", a résumé Cristian Roger, coordinateur du mouvement Curitiba Contre la Corruption, l'un des organisateurs de l'acte de ce mercredi (10) » (U65). Le fait de mettre en avant cette partie de l'évènement dans le texte, et d'ailleurs même dans le titre de l'article (« Acte pro Lava Jato se termine par des prières et de l'encens et souhaite de la sagesse à Moro »), renforce le caractère mystique de l'approche, laissant supposer une démarche de citoyens pratiquant une forme de spiritualité désintéressée.

Par ailleurs, la logique religieuse étant particulièrement dualiste et incarnée, nous y voyons une forme de matérialisation immuable de l'opposition entre bien et mal. La subjectivité y est de règle, mais elle prend une tournure plus globale quand elle revêt les signes censés représenter tout le pays, en une synthèse entre une forme de culte et une donnée culturelle. Cette pratique religieuse et patriotique devient d'ailleurs doublement publique : elle a lieu en dehors de l'espace privé, mais surtout en lien avec un signe public destiné à représenter toute une nation. En réduisant l'acte politique à un acte démonstratif, on le recouvre d'un caractère religieux unique, atteignant un niveau spirituel et dépassant ainsi toute dimension politique critique. De fait, la croyance n'est pas susceptible de critique ou de remise en question, elle est une donnée personnelle et collective. La portée polémique de l'acte, le danger potentiel que représenterait Lula pour la nation, se trouve alors dissimulée.

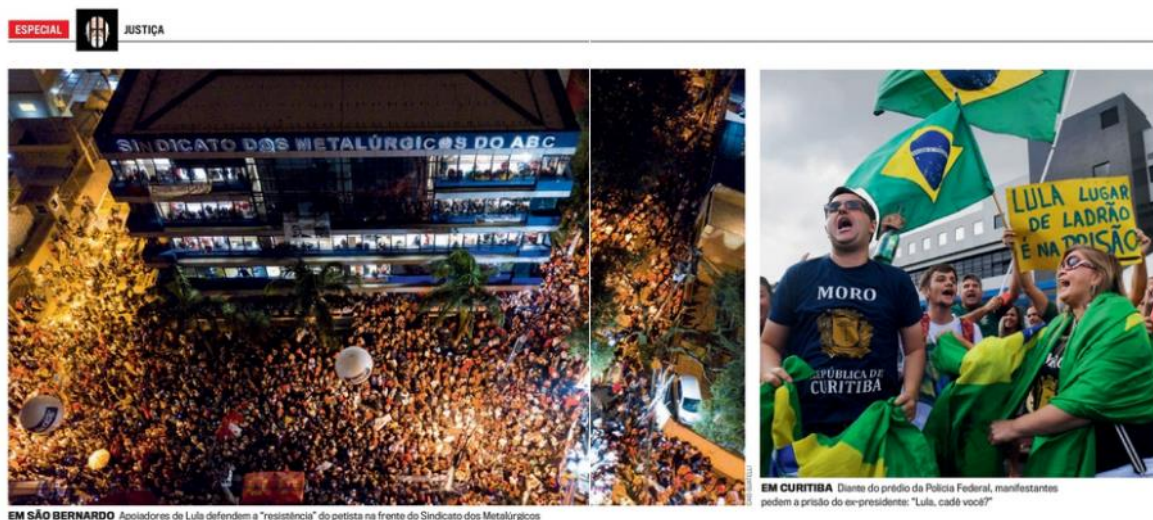
Pourtant cette forme de religiosité peut être décryptée en lien avec d'autres faits politiques de la vie démocratique récente du pays, comme l'énonce Said (2020) : « La conviction que le passé est condamnable et que le futur sauvera le pays reprend le discours salvateur, de

caractère religieux, qui a débouché, lors de l'élection de 2018, sur une forme de cohésion collective avec un raffinement de fanatisme, proclamant l'enterrement des partis et la fin de l'histoire politique » (p. 145, notre traduction). Rappelons par ailleurs que la cause religieuse, défendue dans le Brésil contemporain notamment par des pasteurs évangéliques, descend dans la rue dès 2013. Le 5 juin de cette année, par exemple, quarante mille manifestants défilent à Brasília contre la légalisation de l'IVG et le mariage entre personnes du même sexe. Alonso (2017) rappelle d'ailleurs que le groupe des « défenseurs de la patrie » qui se mobilise dans les années suivantes se retrouve dans la lignée de ces protestations.

Si ce n'est à travers cette dimension politique, la mobilisation du répertoire religieux peut aussi être lue comme l'expression d'une émotion qui témoigne d'une implication personnelle des participants de la polémique. La croyance est en effet une donnée mise en avant, par exemple lors de la présentation d'un personnage qui soutient Lula. Ainsi le journaliste décrit la raison de la mobilisation d'un agriculteur qui a voyagé jusqu'à Curitiba comme : « La foi en l'innocence de l'ancien président²⁸⁵ » (U70). L'affectivité du locuteur est ici tournée vers un homme, un politicien, et non pas vers une force céleste suprême censée régler l'affaire. L'effet de *pathos* créé par cette phrase soutient ainsi l'idée d'une dévotion à Lula ; un fossé se creuse entre une partie de nation qui prie et l'autre qui vénère un homme.

À ce sujet nous devons ajouter qu'il existe une vision identitaire collective, et une autre individuelle, vis-à-vis des mouvements autour de l'affaire Triplex. Ce compte rendu visuel du jour de l'incarcération de Lula proposé par *Veja* en constitue un bon exemple :

Figure 120: L'uniformisation versus l'individualisation (V46, 11/04/2018)



Tirée du reportage intitulé « Le corrompu emprisonné », la Figure 120 présente, à gauche, une masse uniforme et sans distinction se mobilisant autour d'un bâtiment, photographiée en plan très large depuis un point de vue situé en hauteur. On distingue la façade de l'immeuble grâce à la lumière artificielle qui vient de l'intérieur, permettant ainsi de lire les mots « Syndicat des métallurgistes de l'ABC ». L'image donne peu de détails sur les personnes participant au rassemblement, la seule information se trouve dans la légende : « À São Bernardo [espace graphique] les soutiens de Lula défendent la "résistance" du petiste en face du siège du Syndicat des Métallurgistes ». L'absence de commentaires obtenus auprès de ce public, dans le corps de l'article, fait penser que l'usage de guillemets ici ne se rapporte pas à une parole

²⁸⁵ VO : "A fé na inocência do ex-presidente".

exprimée, mais plutôt à un désaccord de l'auteur de l'énoncé avec le terme « résistance ». Présentés plutôt comme « manifestants », et non comme des soutiens à une personne ou une cause, les individus du cliché de droite sont montrés en plan rapproché, laissant paraître leur singularité par une gestuelle et des accessoires. Ils paraissent ainsi plus actifs, alors que la composition de l'image de gauche met plutôt en valeur la structure syndicale, auprès de laquelle se déroule la manifestation.

Nous pouvons ainsi identifier, encore une fois, un clair contraste entre un rapport plutôt individuel et un autre plus collectif à l'évènement. Ce sentiment est provoqué par la présentation des pro-Lula en tant que masse réunie autour du syndicat, alors qu'un angle de vue centré sur des femmes et des hommes proches favorise une forme d'identification avec les individus présentés dans les cas des opposants à Lula. L'impression d'un mouvement authentique formé d'individus « communs » agissant en faveur du pays est encore une fois accentuée du côté des opposants à Lula. En contraste, le groupe pro-Lula est exposé ici comme un mouvement idéologique *glorifiant* les organisations de gauche et non *s'organisant* autour de ces structures.

Les multiples bannières syndicales ou partisans apportent à l'implication des organisations sociales de base une forte composante de l'identité du mouvement pro-Lula. En revanche, la façon dont elles sont présentées ne procure pas l'idée de force à ce groupement. De manière générale, l'implication de différentes associations de base ne se présente pas comme un signe d'union, d'unisson, mais plutôt comme un ensemble de groupes dispersés et isolés répondant à l'appel du PT. En effet, les textes de presse sous-entendent l'existence d'une hiérarchie verticale et d'une forme de professionnalisation des opérations. De plus, l'exposition de ce groupe de soutien à l'ancien président ne se précise que vers la fin du procès, quand « les dés sont déjà jetés », et que le destin de Lula ne semble plus avoir d'autres issues que la prison. Ce groupe est ainsi davantage exposé lors d'un moment de fragilité de sa mobilisation, on pourrait presque dire de « deuil », qui minorise ses propos.

Cette constatation est visible par exemple dans le texte intitulé : « Le syndicat de São Bernardo do Campo rassemble des manifestants en petit nombre et déboussolés » (F180), publié quand l'emprisonnement de Lula avait déjà été requis. Dans le titre, le mot « déboussolés » implique une forme d'incompétence et de désorganisation, bien qu'il n'y ait pas de passage précis du texte où cette affirmation se trouve justifiée. Cette faiblesse structurelle du mouvement n'est pas non plus prouvée par l'image accompagnant l'article. Elle montre une salle remplie de jeunes gens qui forment un demi-cercle, avec, en partie centrale, une jeune femme portant à la bouche un mégaphone (Figure 121).

La rédaction de l'article ne complète en rien la photo, elle précise plutôt le nom de chaque organisation participant au rassemblement : MTST, Apeoesp, syndicat des enseignants du primaire, la FUP, la fédération unique des travailleurs du pétrole. Au lieu de louer cette union de différentes entités et questionner la motivation de leur soutien à Lula, le reportage traite d'une suspicion de la présence obligatoire d'élèves pauvres, qui auraient été payés pour participer à la mobilisation. La présidente du syndicat des enseignants du réseau public d'État, Maria Izabel Noronha, nie l'accusation ; il n'en reste pas moins que cette supposition, transformée en information, reste une donnée centrale dans la construction du texte.

Figure 121 : Des manifestants contre Lula sans « ordre » et « perdus » (F180, 07/04/2018)

Sindicato em São Bernardo do Campo reúne poucos e atordoados manifestantes

RICARDO BALTHAZAR
de São Paulo

Quando chegou à sede do Sindicato dos Metalúrgicos do ABC na manhã desta sexta (6) para expressar solidariedade ao ex-presidente Lula, o ex-deputado petista Expedito Soares olhou para o helicóptero nos céus, praguejou contra a Rede Globo e lembrou do fim da ditadura militar (1964-85).

“Os helicópteros dos militares que vigiavam nossas assembleias passavam uma vez e iam embora, enquanto esse aí veio para ficar o dia inteiro”, disse Soares, integrante da diretoria que assumiu o sindicato com Lula em 1978 e o primeiro deputado estadual eleito pelo PT em São Bernardo do Campo, em 1982.

Soares ganha a vida como advogado e está longe da política. Afastou-se do PT decepcionado com o mensalão. Mas fez questão de ir ao sindicato nesta sexta para estar ao lado do antigo companheiro.

“O PT cometeu muitos erros, mas também houve acertos”, disse. “Não posso concordar com a perseguição política que Lula e o PT sofrem hoje.” Ao chegar ao sindicato, artiscou um palpite: “Vão ter

que mandar a polícia bater no ponto para entrar e levar Lula”.

Não foi preciso. A multidão que se formou em frente ao sindicato ao longo do dia mal conseguiu reunir gente suficiente para preencher o quarteirão em frente e a lateral do prédio. Com a decisão de Lula de permanecer no local para negociar as condições de sua apresentação às autoridades, não houve confronto.

Organizações que assumiram a linha de frente da defesa de Lula, como o MTST, tiveram presença tímida. Liderado pelo presidente Guilherme Boulos (PSOL), o grupo participou da vigília em São Bernardo com uma baraca na calçada do sindicato e duas dezenas de militantes.

A Apecesp, o poderoso sindicato que representa os professores da rede pública paulista, recrutou adolescentes pobres na periferia para engrossar sua representação no ato em defesa de Lula. Um homem que fazia parte do grupo e não quis se identificar disse à **Folha** que recebeu a promessa de um pagamento de R\$ 30 para estar ali.

A Federação Única dos Petroleiros despachou 20 lideranças para São Bernardo. A entidade realizou assemblei-

as nas refinarias da Petrobras para avaliar a disposição da categoria para aderir a greve em solidariedade a Lula, mas as primeiras respostas colhidas não foram encorajadoras.

A indecisão de Lula e seus conselheiros sobre a reação mais adequada à ordem de Sérgio Moro para prendê-lo se refletiu na desorientação das lideranças que se revezavam em discursos no campo de som na frente do sindicato.

A maioria ensateceu Lula, criticou a justiça e falou em resistência e rebelião, mas ninguém foi capaz de explicar à multidão o que deveria ser feito se a polícia apusesse por fim a busca ao ex-presidente. Com apenas dois seguranças para controlar o fluxo de pessoas na porta do prédio, o próprio sindicato parecia despreparado para lidar com o problema.

Abê veteranos se mostravam atordoados. No meio da tarde, quando ninguém sabia o que Lula pretendia fazer e muitos ainda sonhavam com uma liminar judicial que suspendesse a ordem de prisão, o ex-presidente da CUT Jair Meneguelli depositava todas as suas esperanças na sabedoria de Lula: “Ele é mais inteligente do que todos nós e vai saber o que fazer”.

Sindicato dos Metalúrgicos do ABC ficou cercado de apoiadores; manifestantes fazem ato na entidade



Le rassemblement autour de Lula, bien que bénéficiant donc de structures syndicalistes et de groupement sociaux solides, s'affiche dans la lecture du texte comme très disparate et hétérogène. Cette idée se construit dans l'opposition à la « vague vert-jaune » unie en faveur d'une même cause et finalement mieux structurée que celle disposant dans ses rangs de « vraies » organisations. Contrairement à l'impression d'entente donnée par les protestataires qui chantent l'hymne national brésilien, ce groupe paraît ne se mobiliser que dans l'espoir, pour certains, d'un retour financier. Nous pouvons ainsi observer qu'un des pôles opposés se trouve considérablement dévalué. En résumé, si d'un côté ceux qui défendent la procédure d'emprisonnement de Lula sont dépeints comme de vrais héros brandissant les symboles nationaux, les partisans de Lula se trouvent décrits avec l'aspect d'un profil médiocre. Pour reprendre les mots de Masasa (2011) qui conviennent parfaitement pour synthétiser nos résultats : « C'est, en fait, le portrait des actants par le journaliste qui constitue ici une argumentation *ad hominem* » (p. 130).

Remarquons en définitive, et pour clôturer ce chapitre, que le récit de presse, traitant de sujets périphériques et non centré sur le nœud du débat, finit par occulter les véritables valeurs communes revendiquées par chaque groupe. Or ce sont ces valeurs qui font s'engager les citoyens de différentes opinions dans la polémique publique. Nous sommes ainsi consciente de n'avoir eu accès qu'à la surface de leur identité, la possibilité d'en savoir davantage sur ces personnes, et sur les organisateurs, se trouvant entravée par la réalité de notre corpus multimédiatique qui entretient la polarisation sans en expliciter les raisons d'engagements des citoyens descendant dans la rue. Il existe en réalité peu de données dans notre corpus sur la position politique et sociale des participants, l'exposition fournie et l'angle utilisé pour ce faire étant plutôt une présentation du conflit médiatisé et non la réalité sociologique sur le terrain des motivations des participants aux rassemblements. Ce constat nous mène à une dernière étape de réflexion de notre manuscrit autour des conséquences d'une telle gestion binaire du *dissensus*.

Chapitre 10. La constitution binaire des camps ennemis : quelles conséquences ?

Le chapitre précédent a mis en lumière l'existence d'une « dichotomisation performée ». Elle est caractérisée par un spectre sémiotique servant à la visibilité des causes exprimées dans l'espace public urbain et à la mise en scène médiatique d'éléments qui nourrissent la création des identités de groupes désignés comme des opposés. Nous avons particulièrement établi que les identités des groupes sont fabriquées principalement par l'écriture journalistique, de manière à appuyer une vision particulière sur ce conflit. Si d'un côté ceux qui défendent la procédure d'emprisonnement de Lula sont dépeints comme des citoyens indépendants manifestant de manière festive, les partisans de Lula sont décrits sous un profil médiocre, une masse dépendant d'un leader.

La situation de polarisation se trouve ainsi accentuée par la mise en exergue de l'incompatibilité des deux groupes et, par conséquent, de l'absence de points de vue intermédiaires. La dichotomie devient presque une évidence dans le discours journalistique et les publications sur Twitter, l'existence d'un collectif dépendant de la présence de l'autre. La construction sous-entendue d'un « nous » contre un « eux » conduit à des conséquences pratiques sur le déroulement du débat qu'il convient de traiter dans ce chapitre. En effet, l'approche proposée dans cette dernière phase du travail consiste à combiner les résultats exposés jusqu'ici pour s'intéresser à la qualité de la gestion du *dissensus* par la presse. D'abord par l'angle de la couverture offerte aux comportements considérés comme excessifs.

Il s'agit dans un premier moment d'étudier l'usage du vocabulaire guerrier pour décrire les actions des deux pôles. Le but est de remarquer ensuite que les discours créés à propos des duels corporels et matériels dépassent ainsi la notion de violence verbale. L'examen de la couverture de presse offerte à ces « débordements » étaye nos propos suivants sur la décision prise par certains d'occuper dans la discussion une position de retrait ou critique en relation aux places dominantes dans l'échange autour de l'affaire Triplex. En veillant à ne pas « déduire du rôle structural du Tiers que toute mise en scène de la polémique se réduit à une opération de publicité » (Amossy 2014, p. 69), il nous intéresse d'exposer une posture particulière des spectateurs de la querelle consistant à s'opposer aux deux positions exprimées, voire à les nier.

Ces observations nous mènent à un second moment de notre chapitre, où est discutée la possibilité de mesurer la qualité d'un régime politique démocratique à partir de l'analyse d'un conflit public, comme celui de l'affaire Triplex. Nous revenons notamment sur l'idée d'une simplification de diverses opinions de l'arène publique et d'un « dialogue de sourds » entre deux pôles principaux du débat pour discuter les conséquences démocratiques d'un déploiement binaire d'un conflit. C'est l'occasion d'aborder le rôle des dispositifs médiatiques qui accueillent la querelle. Pour enrichir cette discussion finale, nous reprenons la base théorique fondamentale de notre travail autour de la « polémique » (principalement Kerbrat-Orecchioni 1980; Christian Plantin 2003; Angenot 2008; Amossy 2014).

10.1. La désignation des camps opposés : un dangereux *dissensus* ?

Comme vu antérieurement, le récit rendant compte des pôles de la polémique tend à amener une forme de réalité binaire, une fois que les points de vue intermédiaires sont supprimés au profit du spectacle qu'offrent les deux parties avec le plus de panache. Cela engendre un *dissensus* figé, caractérisé également par le refus de désigner les groupes en opposition comme le début d'un mouvement politique. À l'exemple de l'étude de Charaudeau et son équipe (2001) à propos de la couverture offerte par la télévision française du conflit en Bosnie,

nous assistons à un manque de perspective raisonnée sur les bases de ce conflit. La tournure idéologique prise par l'affrontement se trouve ainsi invisible, les moyens empruntés en dehors du débat d'idées occupant la place centrale de la représentation de la « polémique publique ».

À propos de cette dynamique dualiste, Said (2020) avance l'interprétation suivante : « on se trouve face à une image étanche, condensée en significations supposées indubitables, qui place les sujets en catégories disparates, en osant effacer la complexité des dynamiques hybrides de production d'identités individuelles et collectives » (p. 151, notre traduction). En réalité, cette représentation, en plus d'aplatir le débat, fait émerger une situation semblable à celle d'une lutte strictement situationnelle et morale, revêtant le *dissensus* d'un important danger. En effet, le processus d'installation des différentes positions dans leurs rôles bien établis au cours du procès nous conduit à l'interrogation suivante : la polémique publique autour de l'affaire Triplex constitue-t-elle une situation de débat ou un plutôt une situation de guerre dans les récits médiatiques ?

10.1.1. Une opposition exacerbée : adversaires ou ennemis ?

L'usage du champ lexical de la lutte armée constitue un des traits classiques identifiés par la littérature académique (c.f. Chapitre 1) dans la couverture de presse d'une polémique. Le *dissensus* se présente alors dans l'espace public sous la forme de deux territoires en opposition, une option excluant l'autre, sans aucune modération possible. L'issue du débat devient progressivement la victoire ou la défaite d'une partie de la population qui s'engage en faveur ou contre une opinion. Nous identifions ce comportement au sein de notre corpus, mais avec une caractéristique supplémentaire importante : la compréhension des oppositions en acte comme démesurées. La comparaison avec la situation de conflit armé sert notamment les propos dénonçant une posture exacerbée des pôles en débat. Nous identifions ce phénomène par l'analyse de l'utilisation du mot « guerra » (guerre) qui présente deux usages : l'identification des agissements des groupes comme proches de ceux du domaine armé (« on se comporte tel un guerrier ») et la désignation ou réfutation de la situation polarisée comme une bataille hostile (« la situation est une guerre »).

Le premier type d'emploi apparaît par exemple dans le cadre de l'expression « gritos de guerra » (cris de guerre) pour évoquer les mots d'ordre criés par les manifestants durant des rassemblements organisés. En portugais brésilien, ce mot ne détient pas seulement le sens strictement guerrier, étant utilisé dans le sens courant comme synonyme d'un mot ou phrase scandée pour apporter de l'enthousiasme à une équipe (quelle soit sportive ou professionnelle). En revanche, cette expression apporte la notion d'une relation hostile entre groupements rivaux cherchant la victoire en une situation donnée face à une équipe adverse. Elle n'a donc pas la portée politique de certains autres termes comme « slogan », « palavra de ordem » (mot d'ordre) ou « lema » (devise). Son usage dans le cadre des protestations appauvrit ainsi l'envergure revendicative des phrases vociférées pour appuyer le caractère belliqueux de ces agissements.

En réalité, les citoyens apparaissent comme la source d'événements conflictuels à caractère offensif dans les articles informatifs : les deux groupes sont placés selon une relation de combat direct. Les soutiens de Lula sont décrits par exemple comme « peints pour la guerre²⁸⁶ » (F99), les manifestations contre lui sont évoquées comme les leviers d'une

²⁸⁶ VO : “Apesar de pintados para a guerra, é ponto quase unânime que a denúncia já causou um dano sem precedentes à imagem de Lula”.

« guerre contre la corruption²⁸⁷ » par le directeur de l'ONG Transparence Internationale en interview (F72). Le manque de contexte des actions, au profit de la simple mise en exergue des résultats attendus, amène à une lecture situationnelle des actes, c'est-à-dire à l'image d'une action individuelle servant à des intérêts également individuels.

C'est en ce sens que sont sélectionnées les phrases des interviews menées auprès des leaders des mouvements dont nous retenons deux exemples. Étant obligé de quitter l'Avenue Paulista pour laisser place aux manifestants qui lui faisaient opposition (nous détaillons cet épisode ultérieurement), Renato Tamaio, du mouvement « Pátria Amada », fait la déclaration suivante : « L'art de la guerre, faisons un pas en arrière pour ensuite en faire deux en avant²⁸⁸ » (G89). En faisant allusion à l'œuvre littéraire de Sun Tzu, Tamaio met en évidence la dimension stratégique de son action, laissant penser qu'il possède une expertise de ce genre de situation pour réduire la sensation de gêne qui pourrait entraîner son expulsion de l'espace public. Dans un autre contexte, celui de la réaction au jugement négatif de *l'habeas corpus* de Lula, le média en ligne UOL met en exergue le commentaire souvent : « “À partir de maintenant, c'est la bagarre, la lutte et la guerre”, a dit Alexandre Conceição, dirigeant du MST, bien qu'il ait dit auparavant qu'il prêche la paix²⁸⁹ » (U112). La disposition guerrière de l'auteur de la phrase est renforcée par l'énoncé suivant, précisant l'usage précédent du mot « paix » par Conceição, pour pointer les contradictions de son discours.

Ces extraits exposent une identification, par les groupes eux-mêmes, du caractère belliqueux de leur engagement. Dans les deux cas, cela apparaît dans le cadre de pertes significatives de leur camp : l'expulsion d'un espace public et une décision judiciaire contraire à leurs souhaits. On retient néanmoins des appréhensions distinctes du terme « guerre » selon la manière dont ils sont exposés. Dans le premier cas, il s'agit de caractériser un groupe comme une unité tactique, acceptant une défaite pour mieux préparer la victoire. Le second, en revanche, présente la guerre comme l'aboutissement d'une progression d'actions initiées par la « bagarre », puis la « lutte » et enfin la « guerre ». Un point commun ressort néanmoins : la guerre est comprise comme un mode d'action envisageable, mais sans que l'ennemi soit clairement identifié. Il s'agit de revêtir le discours d'une force symbolique plutôt que d'établir les caractéristiques d'une bataille et, surtout, de sa cible. Contre qui a lieu cette guerre ? contre l'État ? le gouvernement ? le judiciaire ? Cela n'est précisé dans aucun des deux cas.

Or, pour la presse, les groupes favorables et opposés à l'emprisonnement de Lula sont des ennemis mutuels : la divergence entre les groupes se trouve directement désignée par le mot « guerre ». À l'image d'une bataille rangée, la progression de chacun est mesurée, comme dans de ce texte commentant l'acte du 13 mars 2016 en opposition au Parti des Travailleurs :

- (90) Guerre virtuelle. Les réseaux sociaux ont traduit les manifestations de ce dimanche. Une étude réalisée par Máquina Cohn & Wolfe en partenariat avec Scup indique que, sur un échantillon de 30.000 messages sur Twitter et

²⁸⁷ VO : “E é extremamente importante que as pessoas continuem nas ruas porque se elas pararem de levantar sua voz, será um sinal de derrota. Devemos lembrar daquele pensamento: pode-se perder a batalha, mas não a guerra. E a guerra é contra a corrupção”.

²⁸⁸ VO : “Arte da guerra, vamos dar um passo pra trás para depois dar dois para frente”.

²⁸⁹ VO : “De agora em diante é porrada, luta, guerra”, falou Alexandre Conceição, dirigente do MST, embora antes tenha falado que prega a paz”.

Instagram, le hashtag #VemPraRua l'a emporté sur #MarchaDasCoxinhas²⁹⁰
(F34, 14/03/2016)

Dès l'intitulé de ce passage, le vocabulaire belliqueux invite à une lecture conflictuelle de l'énoncé traitant de la circulation de deux hashtags sur Twitter. À partir d'une étude d'un cabinet de conseil, le texte oppose le #VemPraRua (« Venez à la rue »), formulation reprenant le patronyme du mouvement politique invitant à se manifester contre Rousseff dès 2015, à #MarchaDasCoxinhas (« marche des *coxinhas* »), mot-dièse cherchant à désigner péjorativement les cortèges du jour. La lecture littérale du *hashtag* désignant une marche de beignets salés, la dimension comique de l'appellation contribue à une interprétation des actes du jour comme un défilé sans intérêt.

Le procès de reformulation de l'agissement de l'autre, typique de la pratique polémique, est présenté dans le texte comme un échec car le #MarchaDasCoxinhas ne s'est pas imposé quantitativement sur le réseau. Censée traduire la puissance des groupes représentés, cette bataille de mots-clés dans l'espace numérique est ainsi rapportée comme une relation de forces, où le nombre de mentions constitue le point de bascule pour une victoire représentative. Ces deux groupes deviennent alors incompatibles, leur avis sur les manifestations du jour étant si clivant qu'ils deviennent les seuls visibles. Cette vision du conflit n'encourage pas la complexité ; l'offre de l'information se limitant à prendre le rôle d'observateur sans aucune responsabilité dans le déroulement des actes tout en désignant un vainqueur de la bataille.

Plus précisément dans les articles d'opinion, le terme « guerre » devient un adjectif pour accentuer la dimension déstabilisante de la polémique en cours. FDSP évoque, le jour de l'envoi en prison de Lula, une querelle entre communautés : « C'est comme si, sur le chemin de la prison, Lula avait jeté un sort abrutissant, nous condamnant à une guerre fratricide sur son destin personnel²⁹¹ » (F188). L'auteur du texte est convaincu que la situation décrite comme un affrontement civil est l'œuvre de Lula, ceux qui décident de participer étant les victimes d'une espèce de sort magique. Une telle approche dénature l'engagement des participants au débat qui seraient motivés uniquement par l'émotion qu'ils portent en relation à l'ancien président. Cet argumentaire, qui fait peser sur Lula la responsabilité de cette situation, est porté de façon similaire dans les pages *Veja*. En un texte présentant le dossier spécial préparé pour commenter la condamnation en deuxième instance, la situation est interprétée comme un jeu personnel de l'ancien gouvernant :

- (91) Personne ne peut gagner une guerre en accumulant des défaites. L'ex-président Lula a commencé à perdre sa guerre quand 500.000 personnes sont descendues il y a moins de trois ans sur l'Avenue Paulista, à São Paulo, pour protester contre la corruption et dire clairement, en fin de compte, qu'elles en avaient assez de lui²⁹² (V41,24/01/2018)

²⁹⁰ VO : «Guerra virtual. As redes sociais refletiram as manifestações deste domingo. Estudo feito pela Máquina Cohn & Wolfe em parceria com o Scup indica que, em uma amostragem de 30 mil posts no Twitter e no Instagram, a hashtag #VemPraRua ganhou da #MarchaDasCoxinhas».

²⁹¹ VO : «É como se, a caminho da cadeia, Lula tivesse lançado um feitiço idiotizante, condenando-nos a uma guerra fratricida sobre seu destino pessoal».

²⁹² VO : «Ninguém consegue ganhar uma guerra acumulando derrotas. O ex-presidente Lula começou a perder a sua guerra quando 500.000 pessoas foram há menos de três anos à Avenida Paulista, em São Paulo, protestar contra a corrupção e dizer claramente, no fim das contas, que estavam cheias dele».

À partir notamment de l'emploi du pronom possessif « sa », souligné par nos soins dans ce passage, il est insinué que toute la polémique résulte de ses actions dans l'espace public. Celles-ci n'auraient souffert de revers qu'en raison de l'action de manifestations qui étaient dirigées à son encontre. L'intérêt de l'utilisation du mot « guerre » se situe dans ce texte dans l'assimilation de Lula à une figure autoritaire qui manie des troupes en faveur de sa cause. De même, le mot donne un poids particulier au jugement consistant à considérer l'ancien président dans une situation de déroute, dans le sens d'un retrait des troupes placées sous son commandement. Ces troupes seraient d'ailleurs très agressives, faisant ainsi croître la situation conflictuelle. Selon un article abordant les graves menaces physiques reçues par Moro au début du procès : « L'offensive d'un côté débouche évidemment sur l'agressivité de l'autre, sur une guerre qui déchire le pays ²⁹³ » (V8). Autrement dit, c'est à l'initiative d'un pôle, sous-entendu ici celui de soutien à Lula, que la façade la plus terrible de la guerre devient imminente.

Le juge Moro profite de cet argument pour nier son implication personnelle dans le jugement qu'il dirige. Pour réaffirmer son indépendance, il utilise des pages du verdict contre Lula pour réfuter les accusations, comme dans ce passage retenu par FDSP : « Au fond, ces allégations de lawfare de la part de la défense de Lula concernant le bien-fondé de l'accusation constituent donc une nouvelle tentative de diversion pour présenter l'ex-président comme victime d'une guerre juridique inexistante²⁹⁴ » (F125). Une opposition sous-entendue entre ceux qui apaisent la situation et ceux qui l'agitent est au cœur de cet énoncé. Moro accuse en effet la défense de Lula d'avoir rapporté incorrectement la situation pour directement défavoriser son travail de magistrat. Cette phrase reprend d'ailleurs une idée étayée par le magistrat la veille de la venue de Lula à Curitiba en mai 2017 pour l'interrogatoire qu'il menait : « Le procès n'est pas une guerre, une bataille, une arène. Là-bas [dans la salle d'audience] ce sont l'accusation et la défense²⁹⁵ » (G102). L'énoncé tente d'infléchir la situation en niant tout rapport belliqueux, la négation de la guerre servant aux mêmes propos que ceux qui la caractérisent comme telle : désigner clairement un assaillant et une cible sous attaque. En jeu se trouvent la défense des rites démocratiques et la fin de la corruption.

En outre, la définition de la position de chacun dans cette guerre prend la forme d'un climat d'instabilité typique d'une situation de conflit armé. Cet aspect se configure d'abord par les aménagements réalisés dans les espaces urbains qui accueillent les différentes étapes du procès. À Curitiba, le 10 mai 2017, des blocages de circulation ont été mis en place sur un rayon de 150 mètres autour du siège de la Justice Fédérale. Les habitants de la région pouvaient y circuler après une inscription préalable auprès des forces policières. Pour faire respecter ces restrictions, la Justice a mis en place une amende de R\$100.000 pour les véhicules ou de R\$ 50.000 pour les passants qui ne respecteraient pas la zone interdite.

L'article le plus complet sur cette préparation apparaît en ligne sur *G1*. Le texte raconte que les employés de la Justice Fédérale ont été libérés, seules les personnes avec un lien direct avec le procès inculquant Lula pouvaient accéder aux bâtiments (G109). À un reporter d'*UOL*, la responsable d'un établissement commercial placé dans la rue du Tribunal a déclaré : « La

²⁹³ VO : "A ofensiva de um lado resulta, evidentemente, em agressividade do outro, numa guerra que racha o país".

²⁹⁴ VO : "No fundo, portanto, é mais uma tentativa de diversionismo as alegações de lawfare por parte da defesa de Lula em relação ao mérito da acusação e de apresentar o ex_presidente como vítima de uma guerra jurídica inexistente".

²⁹⁵ VO : "O processo não é uma guerra, uma batalha, uma arena. Ali são acusação e defesa".

seule issue est d'adhérer à cette sorte de couvre-feu, parce qu'il ne vaudrait pas la peine d'ouvrir [le magasin] et de rester sans une âme qui vive en plus avec un risque de confusion²⁹⁶ » (U74). L'emploi du mot « couvre-feu », en plus de manifester une inquiétude, souligne la sensation d'une conjoncture semblable à celle d'une guerre, d'une situation de combat dangereuse bousculant la routine ordinaire de cette commerçante.

La ville de Porto Alegre a été également mise sous la protection d'un plan de sécurité très rigide lors du jugement en deuxième instance de l'ancien président, comme l'a reporté JN : « Seuls les hélicoptères des forces de sécurité pouvaient survoler la zone. Même la navigation sur le fleuve Guaíba était restreinte. Des milliers de policiers ont été mobilisés et plus de deux kilomètres de rues bloquées autour du bâtiment du TRF-4²⁹⁷ » (J62). Ce même reportage raconte qu'un Pixuleco a été mis en scène dans un bateau dans le principal lac de la ville et que la police a demandé qu'il soit retiré. Le texte témoigne ainsi autant des restrictions de circulation dans l'espace public, contrôlé jusqu'au ciel par le personnel policier, que de l'interdiction de signaler son positionnement dans l'espace public par le moyen d'un symbole comme le Pixuleco.

L'attente de débordements change en effet la manière d'occuper la ville, y compris par les habitants non engagés dans la polémique. Les passants des environs des lieux typiques des manifestations modifient leurs habitudes autour des dates des rassemblements pour assurer une position neutre dans la voie publique. C'est-ce qui est rapporté par le texte intitulé « Craignant un "Fla x Flu politique", certains évitent de porter du rouge sur [l'avenue] Paulista » (U43). Les abréviations « Fla » et « Flu » font ici référence aux deux principales équipes cariocas, Flamengo et Fluminense, qui se retrouvent lors des « classiques », matchs considérés comme les plus importants d'un championnat. Cette analogie footballistique est présente dans le discours rapporté de l'un des interviewés du reportage :

- (92) Après avoir entendu des histoires de personnes agressées pour avoir porté la couleur rouge, Moraes a décidé de l'éviter, ainsi que le vert et le jaune, marque des protestations contre le PT. "C'est pourquoi je suis en bleu. Je ne veux m'engager dans aucune des deux parties. Cela ressemble à l'ambiance de Palmeiras x Corinthians, on ne peut pas porter de maillot de football le jour du match. La politique ce n'est pas cela. La violence c'est de l'ignorance²⁹⁸ (U43, 18/03/2016)

Pour exprimer l'amplitude conflictuelle de la situation en cours, cet homme fait référence à son tour à d'autres équipes de football de São Paulo, « Palmeiras » et « Corinthians », aussi rivales que les deux autres citées dans le titre du reportage. Le parallèle construit participe au constat d'une opposition dont la seule issue possible est la victoire de l'un des partis sur l'autre, tel un conflit entre deux équipes rivales sur la pelouse d'un stade, mené sous le regard attentif

²⁹⁶ VO : "O jeito é aderir a essa espécie de toque de recolher, porque não compensaria abrir e ficar às moscas e ainda com risco de confusão".

²⁹⁷ VO : "Apenas helicópteros das forças de segurança podiam sobrevoar a área. Até mesmo a navegação no Rio Guaíba foi restrita. Milhares de policiais foram mobilizados e mais de dois quilômetros de ruas bloqueadas ao redor do prédio do TRF4".

²⁹⁸ VO : Após ouvir relatos de pessoas agredidas por usar a cor vermelha, Moraes resolveu evitar o vermelho, mas também o verde e amarelo, marca dos protestos contra o PT. "É por isso que estou de azul. Não quero me comprometer com nenhuma das duas partes. Parece clima de Palmeiras x Corinthians, que não dá para usar camisa de futebol em dia de jogo. Política não é isso. A violência é ignorância".

et passionné de supporters. Ces fans, qui peuvent parfois rentrer en conflit physique, s'habillent avec le maillot symbolisant leur attachement particulier. C'est aussi pour cela que cette comparaison est pertinente au regard de l'argumentaire de l'énonciateur.

En effet, cette analogie sert à désigner le débat en cours comme tellement clivant que l'attention à son apparence vestimentaire doit être de rigueur, comme lors d'un jour de match. La personne interviewée fait explicitement référence à l'existence d'une identification directe entre, d'une part, les couleurs vert et jaune et, de l'autre, le rouge, dans une forme d'engagement dans la polémique publique autour de l'affaire Triplex. Cette implication ne serait pas sans conséquences, car Moraes a été alerté sur l'existence d'oppositions physiques entre les groupes. Se limiter dans le choix de couleurs vestimentaire pour assurer son intégrité physique est une décision assumée par cet énonciateur qui évite toute tonalité exprimant une forme d'engagement dans la querelle politique. Il regrette cette attitude en dénonçant la manière qu'ont ces groupes de s'exprimer par la violence comme une forme « d'ignorance ». D'ailleurs, il la sanctionne par son abstention dans le débat.

C'est en ce même sens qu'interviennent les autres personnes écoutées dans le reportage : identifier la portée guerrière du mouvement tout en exprimant un regret par rapport aux actions de violence. Ce comportement témoigne d'une forme de ritualisation du conflit en place qui s'internalise dans le public-spectateur, modifiant même le rapport entretenu par les sujets avec leur corps. Le public fait ainsi état d'un défaut d'équilibre entre les deux pôles en désaccord jusqu'à craindre de signifier, sans le vouloir, l'engagement après de l'une des positions disponibles. La perception par le citoyen « commun » de la polémique sous l'angle d'un rapport conflictuel mène à une forme de critique vis-à-vis des actions des groupes.

La peur de débordements, étayée par ce type de témoignage, justifie par ailleurs une action offensive de la Police Militaire (PM). En amont de la manifestation en faveur de l'ancien président et de Rousseff, le 18 mars 2016, la PM mène des actions de dispersion en plein cœur de l'Avenue Paulista. Un moment de tension que JN ne manque pas de signaler dès le début de son reportage à propos de la journée de protestations :

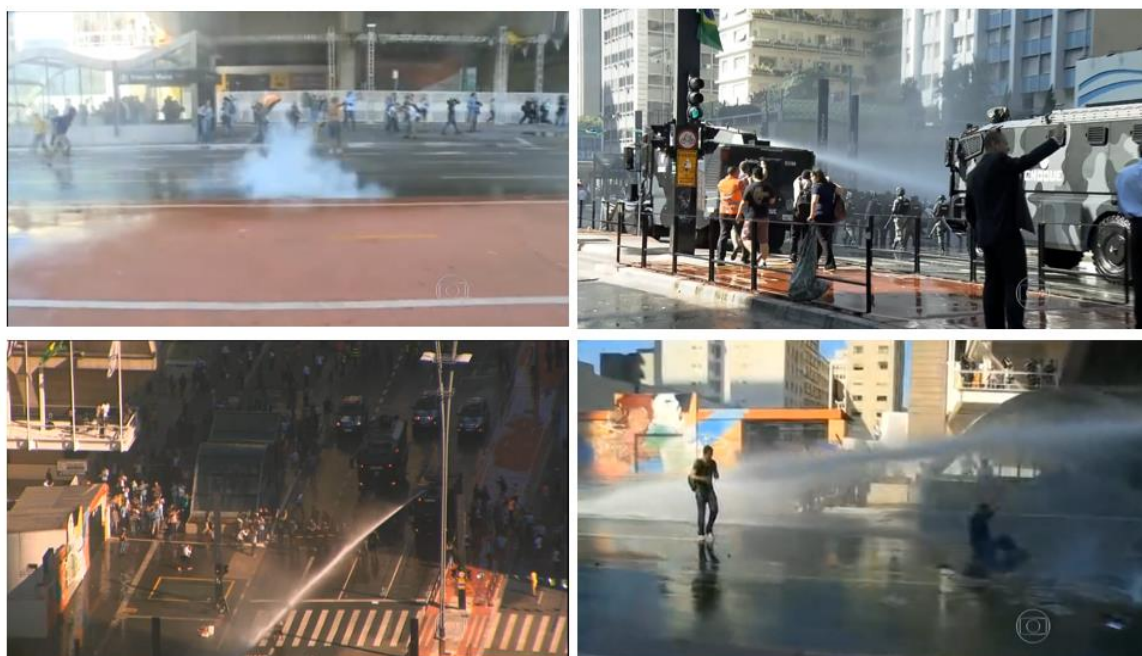
- (93) La Journée sur l'Avenue Paulista a commencé de manière tendue. Un petit groupe de manifestants contre le gouvernement Dilma, qui avait passé la nuit à camper devant le siège de la Fédération des Industries de São Paulo, la Fiesp, refusait de quitter les lieux. Les troupes de choc ont utilisé des grenades lacrymogènes et des jets d'eau pour disperser les manifestants. C'est que l'acte en faveur du gouvernement Dilma était déjà programmé pour ce vendredi²⁹⁹ (J36,18/03/2016)

L'action de la police est aussi visuellement présentée, laissant voir la manière coercitive dont ce conflit a été résolu. Dans les images, on aperçoit principalement la proportion des engins utilisés pour la contention du groupe cité, la force de ces actions contrastant ici avec l'adjectif « petit » utilisé pour décrire la taille du rassemblement qui devait être dispersé. De fait, si l'existence de ce groupe est signalée dans la voix off, leur présence n'est pas visible sur les images fournies. Les vidéos se caractérisent plutôt par une esthétique semblable à celle d'une

²⁹⁹ VO : "O dia na Avenida Paulista começou tenso. Um pequeno grupo de manifestantes contra o governo Dilma, que tinha passado a noite acampado em frente à sede da Federação das Indústrias de São Paulo, a Fiesp, resistia em deixar o local. A tropa de choque usou bombas de efeito moral e jatos d'água para dispersar os manifestantes. É que o ato a favor do governo Dilma já estava agendado pra esta sexta-feira"

couverture de guerre : les scènes tremblantes, d'une proximité moindre avec le cœur de l'action, laissent signifier le danger d'enregistrer la situation. Cela justifie d'ailleurs le troisième plan proposé³⁰⁰, de meilleur rendu visuel, où la scène est captée depuis un point de vue en hauteur, à distance de l'événement :

Figure 122 : L'action de la PM pour contenir un groupe de manifestants (J36, 18/03/2016)



Les quatre images attirent l'attention sur les moyens utilisés pour la dispersion, en cohérence avec la voix off. L'objectif suit ainsi le mouvement des véhicules à l'origine des jets d'eau, deux structures mobiles, semblables à un char de combat, peintes avec des treillis militaires en tons grisâtres. Elles portent l'inscription « CHOQUE », faisant allusion à la « troupe de choc » citée par la voix off. L'identification avec l'Armée sur le plan visuel et sur celui du vocabulaire n'est pas fortuite : la police responsable de cette action est bien la « police *militaire* », un corps spécial de la sécurité publique soumis au secrétaire de la sécurité publique de chaque État brésilien. Au sein de son organisation, héritage de la dictature militaire, se trouvent ces « troupes » responsables de la contention des foules, lors de manifestations sportives et politiques, ou alors chargées de l'exécution des mandats d'expulsion de biens immobiliers occupés. Ses actions tactiques sont proches des manuels de l'armée américaine, desquels sont importés des concepts, théories et techniques selon l'étude d'Oliveira (2021).

L'usage de la force par ces institutions d'État, qui font finalement partie d'un rituel instauré dans la culture policière brésilienne, se trouve justifié dans le texte journalistique en réaction à l'attitude réfractaire du groupe en question, censé quitter l'endroit auparavant. D'ailleurs la phrase « Les troupes de choc ont utilisé des bombes à effet moral [du gaz lacrymogène] et des jets d'eau pour disperser les manifestants », construite à la voix active et sans adjectifs particuliers, donne l'impression d'une réaction réfléchie, précise et efficace des forces d'État face à une impulsion provenant des manifestants. La peur d'une rencontre féroce justifie ainsi

³⁰⁰ Comme précédemment, les captures d'écran issues de JN sont visibles dans l'ordre de parution des scènes dans le reportage.

une telle action, la police se présentant comme une partie tierce participant à la garantie d'un ordre.

Le contrôle exercé par les forces policières vient de la doxa d'une rencontre potentiellement explosive entre les deux groupes qui est présente dans toute la durée du procès. Il existe presque une *attente* de débordements, identifiable par exemple dans la construction de ce titre d'*UOL* : « La PM dit qu'il n'y a pas de graves événements à Curitiba et estime à 4.000 [personnes] le rassemblement pro-Lula » (U77). La hiérarchie d'informations du gros titre, le premier texte par lequel on accède à la nouvelle, met d'abord en évidence une absence d'événements graves, avant d'informer du chiffre des participants aux manifestations désignées comme « pro-Lula ». La nouvelle est donc d'abord l'inexistence de conflit avant la mobilisation politique qui s'est déroulée. Ce titre montre en outre qu'une tension importante était attendue, avant de détailler, comme pour justifier la tension en cours, que les forces policières ont répondu à un appel potentiellement dangereux : « Le plus grave a été la dénonciation de l'explosion de pétards dans le campement du Mouvement des Sans Terre (MST), dans la région centrale, dans la nuit. Arrivée là-bas, la PM n'a rien trouvé concernant l'incident³⁰¹ ».

Plus qu'un énoncé évoquant l'action délibérée d'un individu qui a dénoncé une situation au cœur du regroupement pro-luliste, qui s'est avérée finalement irréaliste, ce texte participe à la construction de la thèse de la Police Militaire en tant que garante du bon déroulement du débat en cours. Nous avons présenté antérieurement, par notre analyse statistique textuelle, que les initiales « PM » et les mots du champ lexical de la « police » font partie du vocabulaire principal pour décrire les manifestations en cours (c.f. Chapitre 4).

Ce phénomène s'explique aussi par le déploiement de forces de contention du mouvement en prévention de possibles débordements, avant même qu'il y ait des cas sérieux ou même que les personnes soient présentes. Observons par exemple la couverture de presse du déplacement de Lula à Curitiba : elle retient avant tout une grande organisation des forces de rétention, se concentrant surtout autour du lieu de la déposition dans le quartier Ahú, à Curitiba. *G1* précise cela à partir d'une carte des obstructions de la circulation dans les environs du tribunal. Le département de la sécurité de l'État établit en plus un cadre afin de désigner l'emplacement dédié à la manifestation des deux groupes, comme le reporte l'article : « Ceux qui veulent manifester en faveur de Lula doivent rester sur la place Santos Andrade. Les personnes opposées doivent rester dans la région du Centre civique³⁰² » (G109).

Les mesures mises en place sont tellement exceptionnelles que FDSP écrit le lendemain que l'attente d'un combat entre les deux groupes ne s'est finalement pas concrétisée. La publication est présentée sous le titre « L'affrontement qui n'a pas eu lieu » (F115) pour exprimer un décalage entre les attentes et le vrai déroulement de la journée. Le quotidien témoigne d'abord d'échanges verbaux « sans grandes conséquences » durant la tenue de la manifestation en faveur de Lula au centre-ville de Curitiba. Malgré la portée restreinte de ces échanges affirmée dans le texte, ces débats sont désignés comme des « bate-bocas », littéralement « frappe-bouche », terme informel indiquant une altercation violente entre

³⁰¹ VO : “o chamado mais grave foi a denúncia da explosão de rojões no acampamento do Movimento Sem-Terra (MST), na região central, pela madrugada. Chegando lá, a PM não constatou nada em relação à ocorrência”.

³⁰² VO : “Quem quiser realizar manifestações a favor de Lula deverá ficar na Praça Santos Andrade. Já as pessoas contrárias devem permanecer na região do Centro Cívico”.

différents points de vue. L'expression connote donc une discussion menée dans un ton exalté, bruyante et marquée par la présence d'injures mutuelles. Le contenu de cette discussion n'est ainsi pas exposé au détriment de la « violence » qu'elle a engendrée. Le reportage raconte aussi que la peur de dégradations majeures était de règle autour de l'emplacement de la démonstration pro-Lula : « Aux alentours de la place Santos Andrade, des agences bancaires ont couvert leurs vitres avec des barricades, mais aucune déprédation n'a été enregistrée³⁰³ ». La solution consistant à empêcher, par des moyens juridiques et policiers, la rencontre des groupes fait penser que l'affrontement physique entre les deux parties est son issue la plus probable.

De plus, l'article explique la tenue pacifique de la journée par trois raisons : la forte présence policière qui, entre autres, a empêché le déroulement de manifestations devant le tribunal où se trouvait Lula – rendant notamment plus faible le rassemblement contre Lula, qui a dû changer de place à la dernière minute –, les orientations des leaders du mouvement, qui ont pris la parole pour demander des démonstrations pacifiques et sans conflit et, enfin, la météo de la journée. Selon le journal, « la petite pluie qui est tombée dans l'après-midi – le jour, nuageux, avait un maximum de 18°C – a aidé à accélérer la fin de la protestation³⁰⁴ » du côté anti-Lula. Selon le texte, les manifestants sont contenus, soit par leurs leaders qui donnent le ton souhaité de la manifestation soit par la météo – des facteurs extérieurs à la volonté des contestataires.

Finalement, l'idée d'un conflit imminent, une guerre presque en éclosion, se trouve diffusée par un portrait dressé des participants en êtres incontrôlables guidés par leur passion. L'absence présumée d'un débat uniquement verbal associe ces citoyens à de potentiels dangers. Cela justifie qu'ils doivent être contenus par l'action policière, qui a parfois recours à la force brute pour éviter un face-à-face entre les différents rassemblements. Il ressort ainsi l'idée de la nécessité de retenir une foule prête à tous les excès pour faire triompher son point de vue. Elle agirait comme une masse dépourvue de vie propre, un bataillon nécessitant des directives venues de sa hiérarchie ou un contrôle extérieur par la force.

En raison de cette vision, de vraies barrières physiques sont construites, telles des frontières entre deux pays, afin d'éviter les discussions les plus âpres. Les contentions institutionnelles, juridiques et policières soulignent donc une forme inévitable de conflictualité. La polémique publique est ainsi dépeinte comme une tension permanente entre acteurs qui se manifestent dans l'espace public. L'attente de la force brute devient presque une routine, un désordre convenu et attendu.

10.1.2. La violence comme une donnée de la polarisation

On rend ainsi acceptable la contention des actions des manifestants en leur attribuant la responsabilité d'une telle approche. La présentation de la situation comme celle d'une guerre amène donc « le besoin d'encadrer » résultant de l'idée courante de débordements imminents. Nous trouvons en effet dans notre corpus une série d'événements qui échappent à la polémique verbale et manifestent un mécontentement en actions. Mais de quel ordre sont-ils ? Sur ce point, il convient de préciser que notre propos n'est pas de concevoir une échelle de l'agressivité, ni d'imaginer qu'il en existe une expression légitime ou illégitime de la part des

³⁰³ VO : “nos arredores da praça Santos Andrade, agências bancárias cobriram suas vidraças com tapumes, mas não foram registradas depredações”.

³⁰⁴ VO : “a garoa que caiu em parte da tarde – o dia, nublado, teve máxima de 18°C – ajudou a acelerar o fim do protesto”.

manifestants, mais plutôt d'analyser comment ces actes sont répertoriés dans l'espace médiatique. Nous traitons ainsi ces dépassements sous le mot de « violence », car ce vocable se dégage des textes.

Une première occurrence de ce type de représentation se trouve le jour de la *coerção coercitiva*, où les policiers amènent Lula à une salle de l'aéroport international de Guarulhos, dans la métropole de São Paulo, pour sa déposition. Selon U5, la rencontre prend d'abord la forme d'une joute verbale : « Des manifestants pro et anti-Lula se disputent (“batem boca”) à l'aéroport de Congonhas ». Cet article présente en plus une vidéo de la scène annoncée dans le gros titre. Les images de l'intérieur du terminal offertes par UOL montrent plutôt un brouhaha insistant des deux côtés. De ce bruit ambiant, la phrase chantée par les groupes pro-Lula se détache : « fascistas, facistas, não passarão » (« Les fascistes, les fascistes, ne passeront pas »). Cet énoncé est adressé directement au groupe portant des drapeaux brésiliens qui leur fait face. Aucune escalade verbale ni de débordements corporels ne sont à ce moment répertoriés. La seule infraction notable est la présence de ces personnes dans le lieu de rendez-vous de Lula avec la police une fois la rencontre finie : « Après que le président Luiz Inácio Lula da Silva a quitté Congonhas, après avoir témoigné devant la police fédérale, des partisans et des opposants du Parti des travailleurs ont envahi le hall de l'aéroport pour protester³⁰⁵ ».

En réalité, la rencontre véritable entre les deux groupes est peu récurrente, occasionnant une présence plus expressive d'actes symboliques envers ceux avec qui on ne partage pas son positionnement. On trouve un premier type de violence, matérialisée par des actions visant des lieux symboliques associés à l'un des pôles de la dispute. Présents principalement dans les organes d'information en ligne, les frappes en direction de certains endroits emblématiques sont par exemple présentées ainsi : « Le siège de l'UNE [Union Nationale des Étudiants] est attaqué avec des graffitis contre l'ancien président Lula et des militants » (U18, 13/03/2016). Construit à la voix passive, l'énoncé met en avant la cible de l'action et les résultats de la démarche. Comme de coutume dans cet espace narratif, le titre est suivi d'une production visuelle en guise de preuve du fait raconté dans le titre. Une photographie expose ainsi des murs bleus couverts d'écritures noires affichant en lettres capitales les mots de « vendus », « *mortadelas* », « Lula en prison » et « étudiants *mortadelas* ». Ces expressions rendent compte du vocabulaire courant pour désigner les soutiens de Lula par la mention d'une charcuterie populaire (c.f. Chapitre 9), propos appuyés par le mot « vendu ». Celui-ci est supposé rendre compte d'un engagement intéressé de la part de ces étudiants. Quant au déroulement de l'acte, le texte d'information précise que huit hommes ont été vus par les voisins dans les environs à une heure matinale. Il rapporte aussi la réaction de la présidente de l'organisation qui regrette l'événement tout en précisant qu'elle porterait plainte.

Un acte semblable se produit sur la façade du bâtiment résidentiel de Carmen Lucia, ministre de la Cour Suprême Brésilienne, lors du jugement de l'ancien président par le tribunal. De l'encre rouge a été jetée devant l'immeuble en avril 2018, donnant lieu à un premier reportage de G1 sur cet acte « Le bâtiment de Cármen Lúcia à Belo Horizonte est graffité avec de l'encre rouge » (G148). La construction est similaire au texte précédent : la voix passive met la cible de l'acte en avant et l'emploi du mot « graffiti » est observé. Pourtant, la photo qui accompagne l'article montre plutôt des éclats de couleurs, résultant probablement de projectiles d'encre,

³⁰⁵ VO : “Depois de o presidente Luiz Inácio Lula da Silva deixar Congonhas, após prestar depoimento à Polícia Federal, apoiadores e opositores do Partido dos Trabalhadores invadiram o saguão do aeroporto para protestar”.

sans aucun texte écrit. L'usage du mot « graffiti » associe l'acte à un crime, prévu dans le Code Pénal brésilien sous ces termes. D'ailleurs, sur cet événement en particulier, on recense la réaction d'un ensemble de sources qui répudient l'action : l'Association des magistrats de la justice du travail, l'ordre des avocats du Brésil et l'Association des Magistrats³⁰⁶. Un chef de police apporte en plus des détails sur l'enquête en cours pour pénaliser les auteurs de l'action, en précisant que des bus ont été fouillés dans la région à la recherche de preuves. Le MST a également été interviewé et le porte-parole du mouvement a nié toute implication dans l'action.

Ainsi, si nous notons un ton de gravité semblable dans le titre dans les deux cas, la comparaison du texte des articles témoigne de l'importance institutionnelle présente dans le second récit. En effet, la dimension violente se trouve plus accentuée quand la cible est une ministre. C'est d'ailleurs le terme d'« escalade des tensions » qui est utilisé en chapô par FDSP pour commenter le cas. Produite trois jours après l'acte en direction de la résidence Cármen Lúcia, cette nouvelle traite de plusieurs types d'agressions entre et par des groupes en opposition. Elle distingue iconographiquement, par la seule photographie du reportage, une scène se déroulant devant l'immeuble de la ministre, le lendemain de l'action mentionnée :

Figure 123 : La réparation « d'une violence » d'un groupe, FDSP, 08/04/2018

Antipetista agredido expressou revolta de muitos, afirma mulher

Agressões a jornalistas voltam a ocorrer neste sábado (7); Brasil vive escalada de tensão

MBL e Partido Novo organizam limpeza de fachada de prédio onde Cármen Lúcia possui apartamento, em BH

DE SÃO PAULO
DE JULIA MARCONTE

Antipetista, Carlos Alberto Bettini, 56, expressou "a revolta de muita gente" ao insultar o senador petista Lindbergh Farias em manifestação de apoio ao ex-presidente Luiz Inácio Lula da Silva (PT), disse sua mulher, Terezinha Quaresma, 53.

O manifestante foi agredido e sofreu traumatismo craniano. Foi submetido a uma cirurgia no mesmo dia, quinta-feira (5), no hospital São Camilo, e está estável.

Segundo o delegado Wilson Zampieri, o principal suspeito é o ex-venador de Dilema Manoel Eduardo Marinho, o Maninho do PT. O segundo suspeito é seu filho.

Em nota, pai e filho lamentaram o episódio e se puseram à disposição. "A família tem sofrido hostilização e retaliação por parte da população",

Bettini, disse sua mulher, não é uma pessoa fanática. "Está muito revoltado com o PT e essa política que temos visto. Mas nada justifica agredimento ou assustar outra pessoa por ataques verbais".

A pessoa que se sentiu ofendida "tem todo o direito de se defender, abrir processo, mas agressão física é injustificável".



Manifestantes limpam fachada de edifício tingido em ato contra Cármen Lúcia, em Minas

vel", Quaresma protestou.

Uma escalada de tensão no país resultou em episódios de agressão física e verbal às vésperas da prisão de Lula.

Jornalistas e profissionais de veículos de comunicação vêm sendo agredidos ao cobrir atos em apoio ao petista.

Neste sábado (7), o repórter Pedro Duran, da rádio CBN, foi agredido por manifestantes do Sindicato dos Metalúrgicos do ABC. O deputado do PT Carlos Zaratini o socorreu.

Manifestantes em Congonhas cercaram o repórter da Globo Roberto Kovalick e co-

meçaram a gritar "a verdade é dura, a Globo apoiou a ditadura". A equipe deixou o aeroporto. Um jornalista da Band deitantes sou na sua defesa.

Desde quinta-feira (5), quando o juiz Sérgio Moro expediu a ordem de prisão de Lula, episódios de hostilidade e agressão a jornalistas foram registrados: todos os dias em São Paulo, São Bernardo (SP), Brasília e João Pessoa (PB).

CÁRMEN LÚCIA

Um movimento de apoio a Cármen Lúcia, presidente do STF, reuniu dezenas de pessoas na manhã deste sábado

(7) para limpar a frente do prédio onde a ministra tem um apartamento em Belo Horizonte. Flores e faixas também foram deixadas no local.

Na tarde desta sexta (6), membros do MST e do Levante Popular da Juventude lançaram balões de tinta vermelha na fachada do edifício e picharam a calçada. A ministra votou contra o habeas corpus do ex-presidente na última quarta-feira (4).

Segundo os movimentos, centenas de pessoas participaram do "escracho". Um prédio do Ministério Público, na mesma rua, também foi pi-

chado. A polícia deteve dois suspeitos e revistou três ônibus usados pelos militantes.

Organizada pelo MBL e pelo Partido Novo, a limpeza mobilizou senhoras com cachorros, crianças e moradores.

Também teve o apoio de manifestantes que passaram em frente ao prédio no bairro Santo Agostinho, região nobre da capital mineira. Manifestantes usavam roupa verde e amarela, tradicional de movimentos de direita; outros tinham vestimenta laranja, cor do Partido Novo.

Também na noite de sexta, em uma estação de metrô, a polícia prendeu Alef Teixeira, 21, e Maxwell Martins Silva, 25, suspeitos de participarem da pichação no Ministério Público. Foram pichadas frases contra o juiz Sérgio Moro e o presidente Michel Temer (MDB).

Os suspeitos assinaram um termo pela infração e foram liberados, com o compromisso de comparecerem a uma audiência na Justiça.

O movimento de esquerda Frente Brasil Popular divulgou que dois jovens do MST foram levados de forma violenta pelos policiais. A PM afirma que houve desobediência e resistência.

Em outro episódio, na semana passada, a caravana de Lula no Paraná foi atingida por dois tiros quando deixava a cidade de Quedas do Iguaçu. Na véspera, um segurança do ex-presidente agrediu o repórter Sérgio Rêgo, do jornal O Globo.

La photographie rectangulaire montre des personnes habillées majoritairement avec les couleurs nationales qui, équipées de balais et de seaux d'eau, nettoient le sol d'un trottoir urbain. Un enfant et un homme avec le maillot officiel de la sélection brésilienne sont au premier plan de l'image, composée également d'un groupe qui regarde la scène autour d'un

³⁰⁶ VO : "Associação dos Magistrados da Justiça do Trabalho, Ordem dos Advogados do Brasil et Associação dos Magistrados Brasileiro".

drapeau brésilien mis en évidence dans un tronc d'arbre au milieu du cadre. La mise en scène construite, pensée par le MBL et le Parti Novo à l'origine de l'acte, contribue à remettre au gout de l'actualité l'action et à désigner ce groupe comme un « réparateur » d'une attaque.

Cela rejoint notre constat d'une importante présence de la violence les jours de la couverture des manifestations pro-Lula. Presque la moitié des publications du 18 mars 2016 de G1, par exemple, exprime dès leurs gros titres une forme d'affrontement entre manifestants : « Un homme tire des pétards sur des manifestants et est arrêté à Curitiba » (G84), « Un manifestant est agressé en partant d'un rassemblement en soutien à Lula sur l'Avenida Paulista » (G87), « La PM (Police Militaire) contient des manifestants dans l'Av[enue] Paulista » (G88) et « Les Troupes de Choc évacuent avec de l'eau des manifestants qui bloquent la [avenue] Paulista » (G89). Même si ces manifestants ont été la cible de certains agissements, cela contribue à la montée en puissance de l'idée d'une opposition entre des manifestations pacifiques et d'autres plus troublées. En réalité, il y aurait deux types d'action protestataire : l'une serait violente et impulsive, l'autre modérée et réfléchie.

L'analyse du texte de FDSP nous informe aussi sur la pratique consistant à réunir différents types de « débordements » dans le même texte. L'article aborde en premier lieu le cas d'un homme agressé (nous y reviendrons), pour ensuite traiter des attaques hostiles envers des journalistes (le texte donne l'exemple d'un journaliste de *Globo*, expulsé d'un lieu de manifestations en soutien à Lula par les chants contre la chaîne) et enfin de l'activité faite contre le bâtiment de Carmen Lucia. En effet, le ton emprunté d'observateur-narrateur supprime régulièrement l'idée d'intensité des actes imprimée dans les titres. Cet extrait tiré du reportage résumant les activités du jour de la nomination de Lula au poste de premier ministre en offre une illustration :

- (94) Un couple de jeunes a été agressé verbalement et physiquement sur l'Avenue Paulista. À São Bernardo do Campo, dans l'ABC paulista [région de la métropole de São Paulo], la police a dû séparer les groupes pro et anti-Lula devant le bâtiment de l'ancien président. Un manifestant a mis le feu à un gilet de la CUT. À la PUC-SP [Pontificale Université Catholique, important établissement privé], un événement avec des artistes et des juristes de gauche en défense de Lula et Dilma a rempli complètement le théâtre de l'institution³⁰⁷ (G73, 16/03/2016)

L'énoncé est construit de manière à mettre sur un même pied d'égalité des situations d'ordre bien diverses. Les activités strictement politiques, évoquées en dernier lieu, se trouvent finalement répertoriées selon la même intensité que l'agression physique d'un couple ou l'incendie en place publique d'un symbole de la CUT (Centrale Unique des Travailleurs). Le sentiment de rage exprimé par les actes est euphémisé, ou en quelque sorte « neutralisé », par le prisme journalistique qui nivelle les intensités passionnelles. Au demeurant, cela laisse entendre l'existence prédominante d'actions isolées, circonscrites autour de petits groupes.

L'image d'une « guerre civile » – qui justifie d'ailleurs l'intervention des institutions de contrôle – est plutôt promue par le média télévisuel. Différemment des autres moyens de diffusion, le JN construit des reportages se focalisant sur des épisodes violents particuliers. Nous pouvons

³⁰⁷ VO : “ Um casal de jovens foi agredido verbal e fisicamente na Avenida Paulista. Em São Bernardo do Campo, no ABC paulista, a polícia teve de separar grupos pró e anti-Lula em frente a prédio do ex-presidente. Um manifestante ateou fogo em um colete da CUT no local. Na PUC-SP, um ato com artistas e juristas de esquerda em defesa de Lula e Dilma lotou o teatro da instituição”.

citer comme exemple le cas mentionné par FDSP de l'agression grave d'une personne, la veille de l'emprisonnement de l'ancien président. Le JN accompagne de près le cas jusqu'à suivre l'état de santé de l'homme désigné dès le départ par sa profession « empresário » (homme d'affaires), ce qui lui accorde un certain statut social. Le reportage (J93) précise en premier lieu que son état est stable et qu'il doit rester quatre jours supplémentaires à l'unité de soins intensifs. Ensuite, on précise que sa famille a autorisé la diffusion par la presse de son nom, ce qui sous-entend la nouveauté de cette information, probablement absente des reportages précédents à ce sujet.

On offre tous les nouveaux renseignements sur sa personne avant d'avancer les circonstances de son arrivée à l'hôpital : « Il a eu un traumatisme crânien, a subi une opération, et il a toujours des caillots dans la tête. Un des médecins a dit à la famille qu'il devra reconstituer une partie du crâne³⁰⁸ ». Les images qui accompagnent la voix off jouent un rôle important dans l'identification de la victime, en l'humanisant par l'ajout de photographies précédant son hospitalisation. La première est prise en espace urbain et présente un homme souriant posant à la verticale devant une moto portant le mot « police » et le drapeau étatsunien. Les deux suivantes le présentent avec une femme qu'il entoure entre ses bras ; nous identifions par la suite qu'il s'agit de sa femme car elle intervient dans le reportage pour préciser l'état de santé de son compagnon.

On reconstitue ultérieurement les détails du cas, une agression dont l'auteur présumé est Manoel Eduardo Marinho, un ancien conseiller municipal du PT. Le reporter précise qu'il a essayé, sans succès, de faire une interview avec l'accusé, la seule version des faits étant donc finalement offerte par un ami de la victime. Son témoignage est le suivant :

- (95) Il a dit quelque chose du genre : 'Maintenant vous allez payer, voleur', une chose dans ce sens, et la sécurité a dit : 'Voleur, vous ne pouvez pas parler comme ça de Lula', et a commencé à l'attaquer. C'était une terrible affaire, c'était terrible, à ce moment-là j'ai même perdu mes moyens, j'ai juste eu le temps de le prendre et de l'amener aux postes de secours situé devant et je l'ai laissé avec les médecins", a raconté Roberto Logan³⁰⁹ (J93,07/04/2018)

Cette déclaration est accompagnée des scènes appuyant la version des faits, montrant l'agresseur qui le pousse dans la rue jusqu'à la chute de la victime sur la roue d'un camion passant sur la voie. Cet enregistrement, que nous choisissons de ne pas ajouter dans ce manuscrit, va jusqu'à montrer l'homme sanglant au sol, en position fœtale. La blessure corporelle des individus devient une composante importante dans la production de l'image d'une violence débordante entre les polémiques, qui justifie par le même mouvement la couverture détaillée de ces cas par les médias.

Nous assistons particulièrement à ce phénomène lors du jour de la nomination de Lula au poste de ministre et de la divulgation de ses appels téléphoniques. Ces faits ont engendré, dès la fin de l'après-midi, des rassemblements spontanés notamment à Brasília et par conséquent sans une organisation importante. En faisant un bilan de cette journée, FDSP met

³⁰⁸ VO : "Ele teve traumatismo craniano, passou por uma cirurgia e ainda está com coágulos na cabeça. Um dos médicos disse para família que ele vai precisar reconstituir parte do crânio".

³⁰⁹ VO : "Ele falou algo do tipo: 'agora você vai pagar, seu ladrão', uma coisa nesse sentido, e o segurança falou: 'ladrão, você não pode falar assim com o Lula', e foi para cima. Foi um negócio terrível, foi terrível, na hora eu perdi até o rumo, só tive tempo de pegar ele e trazer para o pronto socorro que tinha na frente e o coloquei para atendimento", contou Roberto Logan".

en avant les démonstrations de Brasília du fait de leur caractère particulièrement violent par rapport aux autres. Sous le titre « La protestation à Brasília débouche sur des bombes et un blessé » (F66), on caractérise la démarche des participants d'abord à travers la mention de projectiles lancés, puis celle d'un cas d'agression.

Dans ce sens, on informe dès le premier paragraphe du texte que la manifestation de dix mille personnes a été marquée par des débordements : « Dans la capitale fédérale, un policier militaire a été blessé à la jambe et deux manifestants ont été pris de malaises après avoir inhalé des gaz lacrymogènes lors d'affrontements devant le Congrès national³¹⁰ ». Cet article rend aussi compte d'une tentative d'invasion de la chambre des députés par les manifestants et d'un début d'affrontement entre opposants politiques, contenus par la police. S'ensuivent d'autres détails d'actes tenus dans une autre localité, à São Paulo :

- (96) Dans le quartier d'Ipiranga, un œuf a été jeté à la porte de l'Institut Lula, et des manifestants ont frappé une voiture qui a quitté le bâtiment transportant l'ancien président. (...) Devant la maison de Lula, à São Bernardo do Campo (SP), des manifestants pro et contre le petiste ont échangé des injures, et il y a eu un début de confusion lorsque certains ont essayé de traverser les barrières de la PM qui les séparaient. Les policiers ont lancé des grenades de gaz lacrymogène] et ont contenu la violence³¹¹ (F66, 17/03/2016)

L'échelle de l'information met donc en exergue la présence d'actes dépassant le cadre de l'échange convenu entre manifestants. En d'autres termes, la dimension féroce que la polémique publique peut apporter devient le protagoniste du récit. C'est précisément le cas lorsque la ville de Sorocaba, dans l'état de São Paulo, participe à l'actualité en raison d'un coup de poing donné à un ancien conseiller municipal du PSDB. Il est difficile d'imaginer cette démonstration de 70 personnes faire l'actualité sans cet épisode violent à l'égard d'un ancien élu (G9). Comme dans le cas mentionné dans le reportage du JN, l'image de la victime ensanglantée compose l'article : on y voit le conseiller saisi en plan très rapproché avec une trainée rouge vif partant de son front jusqu'au bas de son crâne.

La « bagarre » entre les groupes, qui nourrit le contenu de presse, est montrée sans qu'il existe de visions différentes sur chaque incident. De plus, les activités ne se trouvent pas commentées, aucune posture dénonciatrice de la violence ne s'affiche explicitement, cette violence par actes se trouve tout simplement constituante du conflit. Nous pouvons ainsi dire que la conflictualité se trouve accentuée dans le récit de presse, ce qui sert son propre intérêt comme discours légitime : en relayant ces « débordements », le discours médiatique fait de ces activités un danger propre à valider la position surplombante du journalistique censé produire un discours rationnel porté sur la réalité.

Quand la délégitimation du point de vue l'autre passe par l'attaque concrète de son corps, nous pouvons en outre nous demander si cela constitue encore une forme de « polémique ». En effet, pour Amossy (2014) le conflictuel fonde la polémique, avec la présence éventuelle

³¹⁰ VO : "Na capital federal, um policial militar ficou ferido na perna e dois manifestantes passaram mal ao inalar spray de pimenta em confrontos em frente ao Congresso Nacional".

³¹¹ VO : "No bairro do Ipiranga, um ovo foi arremessado na porta do Instituto Lula, e manifestantes esmurram um carro que deixou o prédio transportando o ex-presidente. (...) Em frente à casa de Lula, em São Bernardo do Campo (SP), manifestantes pró e contra o petista trocaram ofensas, e houve princípio de confusão quando alguns tentaram cruzar os cordões da PM que os separavam. Policiais jogaram bombas de efeito moral e contiveram a violência".

de la violence verbale, mais non de la violence physique. Selon la chercheuse, la polémique, en tant que modalité de gestion du *dissensus*, existe justement pour éviter les débordements violents, en autorisant le débat virulent *via* la parole. En d'autres termes, la polémique n'est qu'une « plume qui blesse » métaphoriquement pour éviter de vraies plaies. Kerbrat-Orecchioni (1980) partage ce point de vue en ajoutant que :

« [...] même si son enjeu peut être fort sérieux, même s'il lui arrive de se prolonger en guerre véritable [...], la polémique n'est guerre que pour de rire : petite guerre ou fantasia, simulacre et substitut de la guerre littéraire, les boulets qu'elle tire, aussi rouges soient-ils, ne tuent que symboliquement » (p. 6)

Selon ces conceptions, la polémique serait le propre des sociétés libérales qui contiennent l'expression de la colère du citoyen autour d'espaces bien circonscrits. Or, des débordements sur le terrain des disputes existent effectivement, témoignant de l'abandon du débat verbal au profit d'agissements physiques entre groupes rivaux. Bien qu'elles puissent être exclues d'une vision raisonnée des échanges conflictuels dans l'espace public, nous incluons ces démonstrations de force dans notre analyse, pour penser comme Oléron (1995) que :

« Toute recherche sur l'argumentation polémique, peut-on ajouter, devrait comporter un volet où les actions matérielles, situées sur une échelle de violence et d'agressivité, et les raisonnements explicites principalement (mais non exclusivement) par la parole seraient mis en rapport, pour saisir leur cohérence et leur articulation (le cas échéant, aussi, leurs divergences) et faire apparaître leur communauté de fondement » (p. 56)

En effet, nous pouvons caractériser le passage à l'acte concret dans ce contexte comme une « action matérielle » qui contribue à la cohésion d'une communauté par l'exclusion symbolique de l'autre. Ces actes de violence symbolique, bien qu'en dehors d'un échange raisonné, viennent appuyer les propos de ceux qui tiennent à signaler dans l'espace public une forme d'engagement dans la polémique. Dans ce sens, la dramatisation ne vient pas seulement des médias, mais des sujets eux-mêmes qui utilisent cette ruse pour attirer l'attention sur leurs propos et ajouter de la crédibilité à leur positionnement. C'est dans cette perspective que ces actions assument peu à peu une dimension plus politique, une violence faite *par* les groupes en opposition à des cibles stratégiques.

L'efficacité de ce stratagème se mesure sur Twitter, où les actes de violence symbolique font le tour de la plateforme. Un exemple frappant de ce phénomène reste un épisode qui n'est pas répertorié dans notre corpus de presse, mais qui trouve un écho important sur Twitter le 13 mars 2016 : Jair Bolsonaro, alors député fédéral, donne un violent coup de pied à un Pixuleco pendant une manifestation se déroulant à Brasília.

Figure 124 : Le coup de pied de Bolsonaro au « Pixuleco », Twitter, 13/06/2016



La dimension spectaculaire du geste prend forme dans le simple ajout de la photographie de la scène par l'utilisateur en A, sans aucun crédit particulier reconnu à l'auteur du cliché. En effet, le contenu diffusé sur internet profite de l'anonymat pour se disperser, les images polémiques et/ou satiriques circulent sans préoccupation par rapport à leur origine (Marion 2003, p. 152). Cette réalité produit au moins deux conséquences pertinentes dans ce cas : la déresponsabilisation et l'effacement du tiers médiatique. L'absence de cadre journalistique fait en effet apparaître ce genre d'actions comme « spontanées » et la prise en photo comme le fruit de la simple observation du citoyen commun. Pour autant, nous croyons qu'il n'y a rien d'irrationnel, ni de spontané, dans cet acte à forte dimension démonstrative de Bolsonaro.

Sans paroles, il s'agit de signaler le refus total d'un Autre, en marquant sa disponibilité à enfreindre les modalités courantes de l'argumentation pour défendre une partie de la population qu'il souhaite représenter. C'est un geste polémique : un moyen de ridiculiser l'autre, une invalidation de son opposant contribuant à conférer une crédibilité à son auteur. Le cadre médiatique numérique permet la circulation de ce genre d'actes, accompagnée d'une appréciation positive. Les publications commentant son attitude offrent à la pratique une forme de valorisation par identification ou par simple amusement. Le caractère comique de ce geste polémique est emphatisé par B qui exprime son intérêt pour les montages photos qui peuvent être produits à partir de l'image : « désolé patron, je ne peux pas travailler demain car je serai trop occupé à faire des montages de Bolsonaro donnant un coup de pied à la marionnette de Lula ». La dimension ironique du propos se trouve dans le dialogue simulé entretenu par le sujet avec son chef et le supposé remplacement de son activité de labeur par une activité de loisir consistant à détourner, sous différentes formes, l'acte du député. Il éprouve ainsi une forme d'intérêt envers cet acte, non sur un plan politique, mais plutôt en relation à son originalité sur plan démonstratif.

D'autres usagers de Twitter trouvent l'action culottée, le post C reconnaissant le geste comme l'expression d'une volonté collective : « Bolsonaro a fait ce que 90% de la population brésilienne veut faire, il a mis un pointu à Lula !!!!! ». En s'appuyant sur une donnée statistique non fondée, cet énoncé félicite Bolsonaro d'avoir franchi un pas important dans la punition de l'ancien président. Il exprime d'ailleurs, par la suppression volontaire du mot « marionnette » ou « poupée », la validation d'une action directement adressée au corps de da Silva. Il est pertinent de noter que des réactions dans le sens inverse, identifiant dans ce geste un appel à la haine, existent sur Twitter, mais leur quantité est dérisoire.

La circulation majoritaire de ce type de propos incitant à ou célébrant la haine rejoint en un sens la couverture de presse mettant en avant les débordements de la polémique publique. L'espace numérique, néanmoins, porte la particularité d'être situé en tant qu'espace extérieur au discours légitimé portant sur l'échange réglé et bien institutionnalisé des idées opposées. Pourtant, les deux espaces offrent l'idée globale d'un conflit dépourvu de toute confrontation oratoire au profit d'actions démonstratives variées. En réalité, la couverture des violences apporte l'idée d'une dimension irrationnelle, voire presque « sauvage » et « animale » de la polémique. En résumé, l'idée courante appuyée est encore que la dispute n'est pas fondée en raison.

En vérité, l'agressivité dégagée par les récits étudiés nuit encore une fois au traitement sérieux des demandes des manifestants. La brutalité dévalorise les points de vue exposés et mène au manque de considération des propos tenus. En d'autres termes, nous pensons que le discrédit jeté envers les mouvements contestataires, que nous avons précédemment mis en lumière, s'exprime aussi sous la forme de la mise en valeur de la confusion qu'ils engendrent.

Nos analyses tendent à montrer plus spécifiquement que la couverture médiatique ne discrédite pas uniformément et équitablement les deux camps protestataires opposés. Elle insiste plutôt sur l'irrationalité « sauvage » du camp pro-Lula, héritant au demeurant ainsi d'une représentation stigmatisante pluriséculaire du peuple, dont la dimension politique des expressions publiques non institutionnalisées est le plus souvent niée au détriment d'une vision du peuple comme une force barbare déchainant des pulsions.

Comme le montre Wrona (1998) dans l'état de lieux qu'elle fait sur les théories des foules à la fin du XIXe siècle, la grandissante visibilité de la foule dans l'espace public fait surgir des études sociales qui vont dans le sens de la régulation et la maîtrise de ces phénomènes de masse. Les auteurs qu'elle présente, notamment le psychologue Gustave Le Bon, reconnaissent par ailleurs l'importance de l'image pour la reconnaissance de ces activités sociales pour dénoncer une forme de vulnérabilité de corps collectif :

« L'affaiblissement de l'intelligence individuelle va en effet de pair avec l'exacerbation de toutes les formes de la sensibilité.(...). L'image acquiert alors une puissance inédite, en raison de l'affaiblissement des critères de distinction entre réel et irréel. La représentation du réel l'emporte en vivacité sur le réel représente, au point, rapporte Le Bon, qu'il est parfois nécessaire, au théâtre, de protéger contre le public l'acteur qui tient le rôle du traître » (p. 32)

Cette vision portée par Le Bon sur la fragilité de conscience des groupes qui protestent dans la rue se retrouve ainsi dans notre corpus, notamment dans l'accent donné aux débordements des participants. Or nous lisons ces situations de violence physique comme une forme de conflictualité résultant de l'inexistence d'espaces de dialogue raisonné. La perte de mots

disponibles pour exprimer son point de vue nous invite à nous référer à la vision de Garand (1998) sur la violence en contexte polémique. Pour lui, la violence ou la force est la résultante des failles des systèmes juridiques et polémiques (p. 224). Amossy (2014) émet ce même avis : « la violence de certains actes publics doit être comprise comme un moyen de communication qui vient relayer les voies ordinaires de la parole persuasive » (p. 198). Ces observations font écho au contexte que nous avons jusqu'ici décrit, celui d'une structure juridique qui se met en scène comme un acteur politique et des moyens de communication qui ne rendent pas compte d'une gestion égalitaire de l'antagonisme.

Les groupes des citoyens sont traités comme un segment moins important de la polémique, on n'espère pas de raisonnement possible de leur part. Ces « échappées violentes » sont ainsi associées à un *dissensus* mettant en danger la base du débat rationnel. La mise en évidence de ces situations violentes fait que la polémique prend l'allure d'une situation bloquée, que l'on ne peut intégrer qu'en optant pour un engagement potentiellement risqué, soumis à la violence d'autrui. Le risque de cette approche est le désengagement du Tiers qui, sans assister à un véritable débat, est incité à n'initier aucune autre action que la critique des parties en dispute.

10.1.3. Juger le positionnement d'autrui : la position de « Censurant »

La relation entretenue par les spectateurs de la querelle avec les faits relayés médiatiquement est multiple : les publics acceptent, réfutent, partagent ou s'approprient la polarisation proposée. Cet aspect est propre au discours polémique soumis à « un jugement collectif à large échelle » (Amossy et Burger 2011), ce qui le différencie d'ailleurs d'une discorde privée. La possibilité de relayer des témoignages personnels fait de Twitter un espace privilégié pour observer ces différents comportements, notamment ceux attachés à des positions intermédiaires, en désaccord ou exprimant une indifférence par rapport aux propos tenus par le Proposant et l'Opposant.

Si la presse traditionnelle distingue plutôt une construction binaire, constituée autour d'une relation d'incompatibilité complète entre un pôle et l'autre de la dispute sans différents degrés d'implications possibles, il existe sur Twitter des commentaires d'intentions distinctes, témoignant d'une posture plus investie que celle d'un *bystander* classique. En étudiant les échanges sur la plateforme socio-numérique, nous identifions des acteurs qui refusent d'entrer dans le cadre préétabli du conflit, tout en reconnaissant l'existence de sa division binaire.

Bien que la proportion de ce type de *tweets* marquant une distanciation critique vis-à-vis du cadre bipolaire soit difficile à établir en raison de la limitation de nos outils méthodologiques, son existence semble indicative d'une action discursive de certains *tweets* agissant selon un cadrage autre que ceux des énoncés offerts par la presse. La dichotomie forgée est admise pour fonder l'argument d'un refus ou d'une indifférence exprimée au regard des deux positions hégémoniques. Dans cet espace, la non-médiation journalistique offre plus précisément une occasion de critiquer la polarisation, comme dans ces premiers exemples :

Figure 125 : Le constat d'une discussion guerrière sur Twitter, 04/03/2016



L'objet de ces messages est la difficulté à débattre dans les conditions d'extrême violence qui découlent, selon eux, de la polarisation en cours. L'énoncé A, « La politique est [un sujet] compliqué à discuter car si tu reconnais une qualité à José Serra tu es *coxinha*, si tu en reconnais une à Lula tu es un *petista* », expose, sous le ton d'une hypothèse, les réactions normées face à des positions qui pourraient être tenues lors d'un échange politique. L'auteur dénonce ici un processus de nomination simpliste par l'existence « d'étiquettes » directement attribuées à un énonciateur qui s'exprime partiellement favorable à un homme politique du PDSB ou du PT, labellisation qui apporte une lourdeur au débat politique. Il critique ainsi une forme d'impossibilité d'être modérée dans son positionnement, au risque d'être associée à un groupe rangé dans le camp de l'un des extrêmes.

Une telle tendance est connue de B qui dresse un constat semblable : « La politique est devenue une question de guerre sur Internet. Ainsi, quand il s'agit de Lula et Dilma, ça ressemble à *Saw* ». Faisant ici référence à un film d'horreur de la pop culture³¹², intitulé en

³¹² *Saw* (2004) est un thriller d'horreur américano-australien réalisé par James Wan, écrit par Leigh Whannell et lancé par les sociétés de production Evolution Entertainment, Saw Productions Inc. et Twisted Pictures. Devenue ensuite une saga, l'histoire se déroule autour d'un assassin en série surnommé Jigsaw qui organise des jeux mortels entre des individus qui ne se connaissent pas. Ses victimes doivent s'infliger une grande souffrance psychologique et physique afin de survivre.

portugais brésilien *Jogos Mortais* (« des jeux mortels »), l'énonciateur nourrit son argumentation d'un exemple évoquant un combat sanguinaire. La violence du débat politique se trouve pour lui à la hauteur d'une bataille physique qui, dans le film, prend des allures de torture, d'une situation de querelle démesurée obligeant à mettre sa vie en jeu.

Le post C commente cette réalité ainsi : « La bagarre pour Lula X contre Lula, c'est comme une guerre à cause de la religion ou d'une équipe de football, c'est se battre pour quelqu'un qui ne se soucie pas d'eux ». En employant les labels « pour » et « contre », la publication critique les deux positions tenues à l'égard de Lula en expliquant, avec un raisonnement en deux temps, pourquoi c'est un tort d'occuper une place dans cette discussion. La première étape de l'argumentation consiste à rapprocher la dichotomie constatée, à partir de la conjonction « comme », de deux situations non politiques : la religion et le football. Cet engagement politique est considéré comme inutile sur le fondement d'une indifférence du corps politique à propos des débatteurs.

Les positions tenues par ces trois posts du 4 mars 2016 prennent la forme d'une sanction et suggèrent, dès le début du procès, une immobilité quant aux attitudes tenues. La disqualification de deux groupes invite ici plus précisément à considérer que la discussion se trouve à un point d'arrêt, renvoyant donc à une forme d'indifférence en relation au débat. L'usage précis de la comparaison de la dispute avec un cadre religieux ou sportif fait écho à des cas où un changement de position est impensable. Ces postures sont ainsi considérées comme limitantes dans le cadre d'une discussion publique car elles seraient inhérentes à chaque personne. C'est en ce sens, et pour résumer l'opinion exprimée, le *hashtag* #fanatisme apparaît à la fin de la publication. L'idée de « fanatisme » se construit dès le début de la phrase, puisque les oppositions apportées se situent au niveau de Lula, le politicien, et non de ses idées politiques. Cette formulation met en avant une forme de dévouement sans réserve, d'attachement excessif et passionné pour da Silva.

La remise en question d'un engagement aveugle et hautement personnalisé trouve également sa place au sein de la presse écrite, à l'occasion d'articles d'opinion qui regrettent, par exemple, l'existence d'une « nation polarisée entre fanatiques lulistes et fanatiques anti-lulistes ³¹³ » (F188) à la fin du procès. Dans ce même registre, le grand contingent policier mobilisé à Curitiba pour assurer le jour de la déposition de l'ancien président est commenté ainsi : « Curitiba s'est réveillé tel le portrait de l'environnement politique tumultueux du Brésil, d'une polarisation excessive et inutile. (...) Heureusement, la civilité a prévalu à un moment inédit de l'histoire politique brésilienne récente³¹⁴ » (V19). La délégitimation du débat en raison de l'extrême passion affichée est finalement une opinion partagée par les internautes et les journalistes. Ce point de vue invite à ne pas intégrer cette discussion puisqu'elle serait puérile, sans importance, et presque *incivilisée*.

Il est visible à travers ces énoncés et la position qu'ils expriment que la discussion au sujet de l'affaire Triplex est finalement rangée du côté des questions qui ne se débattent pas ; les personnes qui s'y attachent se trouvent dans une sorte de délire émotionnel, s'engageant dans une cause sans issue qui ne mérite pas une attention particulière. Ces résultats sont en lien avec l'idée courante, dégagée par les auteurs étudiant des polémiques publiques (Gelas

³¹³ VO : « nação polarizada entre fanáticos lulistas e fanáticos antilulistas ».

³¹⁴ VO : « Curitiba amanheceu como retrato do turbulento ambiente político brasileiro, de exagerada e desnecessária polarização. (...) Felizmente, prevaleceu a civilidade num momento seminal da recente história política brasileira »

1980 ; Amossy 2014), d'une simplification du débat provoquée par le *pathos* dégagé par les discussions polémiques. Autrement dit, la passion dans le débat sert souvent d'argument à réduire son importance.

Dans le cas précis de notre étude, cela conduit en plus à un désengagement. Cette position se présente explicitement dans une page d'interview de *Veja* avec l'acteur Marcelo Serrado, proposée sous le titre « J'ai perdu l'envie de parler de politique » (V25). Il y explique sa décision d'endosser le mouvement « Fora, Temer » (« Dehors, Temer »), malgré le soutien qu'il a porté à l'empêchement de Dilma Rousseff auparavant. Ses motivations à tenir le rôle de Sérgio Moro dans le film *Polícia Federal : A lei é para todos* (précédemment cité) sont également présentées. Son engagement politique contre le président Temer est expliqué par une volonté de dépasser toute polarisation : « assez de querelles de gauche et de droite. Je veux l'union de ma classe [celle des acteurs] et que cela se multiplie dans la société³¹⁵ ». Son positionnement invite ici à dépasser toute division politique pour construire l'idée d'une alliance unique au-delà des divergences d'opinions au sein à la fois de sa catégorie et d'une collectivité plus vaste. Cette posture argumentative se nourrit d'une critique directe envoyée en direction de deux autres positions tenues dans l'espace polémique. À la question « vous êtes encore appelé "coxinha" ? », Serrado répond : « Ces termes, coxinha et mortadela, sont une bêtise. C'est un truc d'internet. Là-bas, on dit n'importe quoi³¹⁶ ».

En niant l'existence sérieuse de cette situation clivante, une double disqualification est observée, d'abord en direction des sous-groupes construits, mais surtout en direction du moyen de diffusion de ces idées. Son opinion est construite avec l'idée du dédain « d'internet » par l'expression d'un doute quant à l'intérêt des discussions en ligne. Cela se dégage principalement dans l'utilisation des mots informels « truc » et « n'importe quoi », qui associent « internet » à un espace dépourvu d'un débat d'idées pertinent pour la séquence politique en cours. Cette idée est renforcée par l'emploi de l'adverbe « là-bas », qui insiste sur la distance entre ce qu'il dit dans un espace médiatique de référence, le magazine dans lequel il s'exprime, par exemple, et les discussions numériques. Celles-ci seraient inférieures et, surtout, situées dans un lieu lointain.

Cette notion d'éloignement en relation à ce qui est débattu dans la presse est aussi présente dans la littérature académique. Il est assez courant de considérer comme une émancipation des discours se déroulant sur les plateformes numériques par rapport à ceux de la presse, notamment en politique. Une telle appréhension peut investir le débat se déroulant sur Twitter d'une indépendance qui lui porte, de manière variable, préjudice ou profit. Observons, par exemple, ce passage écrit par Mercier pour définir la typologie « événement viral sur le Web » dans un article commentant la circulation des faits d'actualité sur internet :

« L'événement viral sur le Web : l'univers du Web peut alors se vivre comme un écosystème informationnel autonome qui produit « ses » événements, avec des logiques propres qui ne sont pas forcément en phase avec les cadrages informatifs des médias. On trouvera une forte proportion de la valorisation des productions des sans-grade, de ceux qui ne font pas partie des élites, qui n'ont pas accès aux médias. On trouvera également des faits « alternatifs », contestataires, qui font événement car justement ils

³¹⁵ VO : « chega de brigas de esquerda e direta. Quero a união da minha classe [de atores] e que isso se multiplique na sociedade »

³¹⁶ VO : « Esses termos, coxinha e mortadela, são uma bobagem. É coisa de internet. Lá, fala-se qualquer coisa »

s'opposent à ce qui se dit et circule dans les médias (thèses complotistes, faits déformés) » (Mercier 2018, p. 138)

Dans ce passage, l'opposition aux médias traditionnels est considérée en fonction de la construction de faits alternatifs, séparés de la trame proposée, en vue de créer une nouvelle réalité. Les exemples donnés par l'auteur, bien que non exhaustifs, indiquent une association fréquente entre le questionnement d'un fait diffusé par les médias et la construction de thèses extrêmes qui faussent la réalité. Or, dans notre corpus de tweets, bien que la critique de la version des faits fournis par les médias existe, les discussions ne tournent pas autour d'une volonté de créer un système informationnel autonome. Elles utilisent plutôt le discours de presse pour construire leur propre appréciation du cas. C'est dans l'idée de commenter l'actualité sur la polarisation que les publications suivantes se construisent :

Figure 126 : Critiquer les démonstrations politiques, Twitter, 17/03/2016 et 13/03/2016



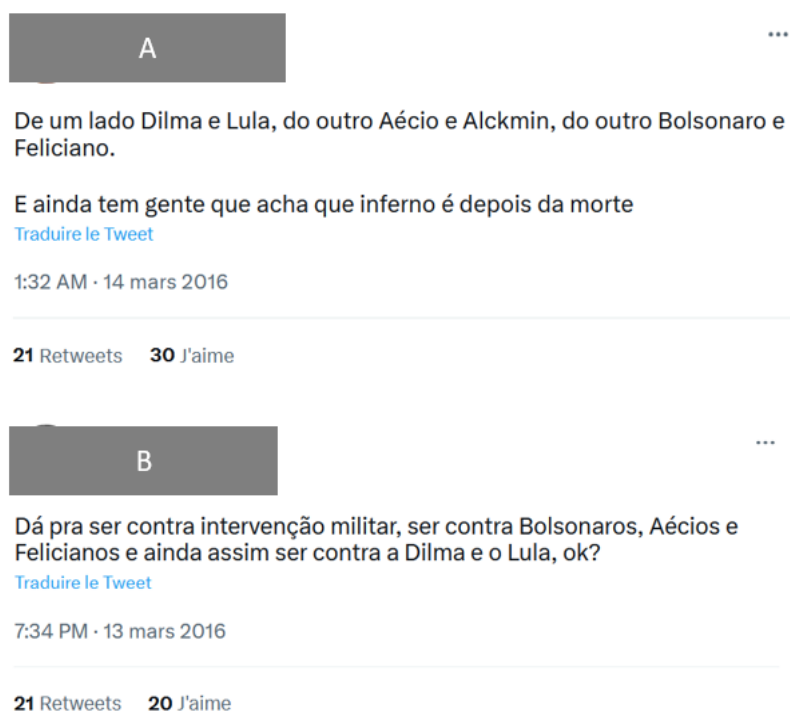
Le texte écrit en A, « J'en peux plus de supporter ces clowneries de Lula, les protestations et les panelaçoossss », est caractérisé dans le plan formel par le prolongement phonétique /z/ à partir de la lettre « s » à la fin de phrase. L'intention ici est de signaler une vibration sonore se référant à une forme de lassitude vis-à-vis de la situation. Ce sentiment est complété par le vocable informel « palhaçada » (traduit ici par « clowneries ») formé par le mot « palhaço » (clown) et le suffixe « -ada » (-asse). En renvoyant au spectacle comique typique de l'art du cirque, ce terme acquiert un sens dépréciatif dans le langage courant puisqu'il évoque une scène risible et burlesque qui tourne en ridicule. L'emploi de ce mot marque ainsi, plus qu'un désintérêt, une vision complètement en désaccord avec l'attention accordée aux récits produits autour de Lula : il ne voit pas ces concerts de casseroles comme une manière d'exprimer un désaccord, mais plutôt comme une action grotesque. Cette opinion est partagée par la publication B, qui fait quant à elle référence au « pixuleco » : « Je ne supporte plus ces poupées Lula kkkk, on pourrait me donner l'argent qu'ils ont utilisé pour le[s] faire ». On identifie le ton humoristique retenu par l'auteur dans la suite de lettres « k », connotée dans cet espace d'expression comme le son d'un rire. Cet usage signale l'ironie présentée dans la

suite du texte, une formulation qui met en exergue une critique aux investissements financiers consacrés à la production des « poupées Lula ».

Ces citoyens sur Twitter critiquent ainsi la circulation médiatique de ces objets et pratiques, sans forcément sous-entendre la volonté de faire partie effective du débat. Ces résultats sont intéressants, car ils montrent une pratique discursive très présente sur la plateforme, consistant à commenter l'actualité sans prendre position vis-à-vis du fait de société en débat. Cette indifférence qui peut exister autour du sujet de la polémique prend plutôt la forme d'une considération à propos des groupes qui y prennent part, et non du sujet du débat. Ces tiers spectateurs s'agacent plus précisément face aux moyens choisis pour mener l'échange, et portent une évaluation plutôt sur l'action démonstrative des pôles que sur le fond de leurs positions.

Le contenu de ces commentaires résonne avec une pratique consistant à reconnaître l'apparition dans le débat public de deux camps en vue de les annuler mutuellement. Autrement dit, la présence d'une réalité politique restreinte à deux groupes incompatibles devient l'objet d'un refus complet. Nous rappelons à ce titre le passage de U43 cité plus haut (voir p. 406), dans lequel un passant qui avait évité de porter certains codes couleur a précisé : « Je ne veux m'engager dans aucune des deux parties », en raison notamment de la violence qu'il identifie au sein de ces groupes. En jugeant les parties en querelle trop virulentes, ce spectateur se démobilise. Sur Twitter, il existe une pratique discursive qui consiste à témoigner de son désaccord avec les deux positions du débat qui permet au passage de critiquer toute la classe politique. On assiste en ce sens à une forme de paradoxe : on s'engage à commenter la polémique pour afficher son désengagement, comme l'illustrent les exemples suivants :

Figure 127 : Contre tous : refuser les casquettes politiques dominantes, Twitter, 14/03/2016



Ce genre de publication prend une nouvelle tournure, puisque la dichotomie est questionnée à partir de l'ajout de patronymes de politiciens qui représenteraient les positions occupées par les groupes en débat. Ces posts nous aident d'ailleurs à réaffirmer l'existence dans ces espaces d'une colère dirigée à l'encontre de toute la classe politique, une règle majeure des discussions que nous avons analysées sur cet espace. Un premier constat de cette dichotomie incarnée au niveau politique est dressé par le *tweet* A : « D'un côté Dilma et Lula, de l'autre Aécio et Alckmin, de l'autre Bolsonaro et Feliciano. Et il y a encore des gens qui pensent que l'enfer c'est après la mort ». Il oppose dans son discours trois groupes (Dilma et Lula X Aécio et Alckmin X Bolsonaro et Feliciano) avant de montrer son désaccord avec tous. Par une métaphore religieuse, celle de l'enfer, il connecte cette réalité à celle d'un purgatoire.

Le producteur du message B introduit une remarque semblable pour davantage signaler son refus de tout un panel de formes politiques : « On peut être contre une intervention militaire, être contre Bolsonaros, Aécios et Felicianos et encore ainsi être contre Dilma et Lula, ok ? ». Il est important de retenir ici l'usage du prénom de trois politiciens au pluriel (Bolsonaros, Aécios et Felicianos) pour poser l'idée de groupes constitués autour de ces hommes qui les dépasseraient. Cet instrument langagier participe d'une stéréotypification dépréciative : en plus de cibler directement la personne, on cible le style politique qu'elle déploie et inspire. Également, le locuteur affirme son incompatibilité avec le camp petiste, citant nominalement Rousseff et da Silva, et son opposition à l'idée d'une intervention militaire. Ce point de vue n'est pas pour autant très pondéré, l'expression de refus venant ici avec une forme d'envergure passionnelle, signalée par « ok ? » remettant à un dialogue interrogatif formulé en un langage d'agacement.

La désapprobation s'adresse dans ces cas au-dessus des groupes de citoyens formés, l'utilisateur reconnaissant les agissements des politiciens pour cliver le débat. Il disqualifie ainsi tous les camps politiques qu'il considère présents dans le débat politique, formés autour de trois et non de deux pôles, pour exprimer sa position particulière. Les *tweets* décrédibilisent par conséquent l'ensemble de ces pratiques, sans pour autant avancer celle qu'il considère juste. On discrédite ainsi les thèses de deux groupes en dispute en condamnant surtout l'action des personnes qui les soutiennent. Il s'agit d'une attaque polémique adressée aux polémiqueurs : aucune nuance n'est présentée, aucun point médian, mais au contraire une nouvelle position refusant la rhétorique dominante pour offrir une nouvelle position possible : « être contre tous ».

Ces extraits témoignent de ce que Jacquin (2011) nomme un « jugement de polémique », à savoir une expression d'indignation face aux pôles formés, qui sert à sanctionner les échanges polémiques et ainsi contester leur validité :

« Le jugement de polémique peut alors donner lieu à une polémique, un échange interactionnel basé sur une alternance d'actions discursives polémiques et de sanctions réciproques – où chacun accuse l'autre d'enfreindre les règles de l'argumentation et du débat et par conséquent de polémiquer » (p. 56)

Nos observations sur le terrain des disputes autour de l'affaire Triplex permettent, en effet, de repérer un quatrième pôle possible dans le schéma classique de la polémique. Les actants types « Proposant », « Opposant » et « Tiers » ne rendent à notre sens pas compte d'un rôle plus actif des spectateurs de l'échange dans le sens de critiquer les agents promoteurs du débat. Ce genre d'attitude n'est pas pour autant « A-polémique », désengagée complètement de l'échange, dans le sens où ces individus croient en un détournement dangereux et

inintéressant du débat et tentent également de convaincre un spectateur potentiel de ce point de vue. Pour nous, ce discours de réprobation, de mise en doute des deux acteurs en dispute, doit être considéré comme une partie de la polémique en cours car cela vient façonner une nouvelle appréciation du débat. Le dialogisme qui constitue la polémique, c'est-à-dire un discours répondant au discours de l'autre, serait plutôt une conversation à plusieurs. Nous pourrions appeler ce rôle « Censurant », un occupant de la discussion qui fait de la réprobation de deux positions en débat sa mission argumentative.

Différent de l'énonciation de l'information journalistique, caractérisée par un éloignement entre l'objet référentiel du discours et l'énonciateur (Mouillaud et Tétu 1989), le modèle énonciateur sur Twitter permet de marquer son désagrément directement envers les figures archétypes du débat. L'existence dans notre corpus de ce type de comportement quasi exclusivement sur Twitter advient, en effet, de l'absence de la parole de ceux qui ne se positionnent pas dans les médias journalistiques étudiés. Pour autant, comme dit précédemment, nous ne sommes pas complètement d'accord avec une totale indépendance des récits sur Twitter, car les éléments repris pour fonder un positionnement sont majoritairement exposés en amont dans la presse.

En outre, cette sous-partie a mis en évidence qu'il est envisageable de participer à la polémique sans s'engager quant au sujet du débat, de commenter les actions des pôles en dispute sans pour autant prendre position sur les propos tenus par les parties. Comme l'écrit Plantin (2003) « désigner un débat comme polémique, c'est s'en distancier » (p. 401). Cette stratégie permet l'évitement, l'élimination et la non prise en charge d'une question. Il intervient ici un risque important relatif au déroulement d'une discussion dans l'espace public contemporain, amplifiée par le cadre médiatique numérique : celui de ne pas être considérée dans son contenu, mais seulement dans sa forme. Ces considérations nous mènent à une dernière interrogation: a-t-on *vraiment* débattu l'affaire Triplex impliquant Lula ?

10.2. Aucun débat possible : quelles conséquences ?

Au fil des pages de ce manuscrit, nous avons montré qu'il n'y a pas de point d'entente possible autour de l'affaire Triplex. C'est d'ailleurs pour cela que nous classifions la situation comme une « polémique³¹⁷ » : l'accord n'est pas recherché, ni envisageable. Avérée par nos observations, l'absence d'un échange raisonné résulte du manque d'espace propice à la confrontation des différentes idées et de la formulation d'une sanction relative à leurs conséquences par la presse et par une partie des tiers spectateurs ainsi que par l'État et ses institutions. La non-compréhension affichée entre les parties opposées amène, par conséquent, à une visibilité moindre des questionnements rationnels qui peuvent exister derrière la dichotomie présumée.

Dans le cadre des discussions tenues sur Twitter et dans les rubriques « opinion » des publications papier, il ressort qu'il existe une critique centrée sur la forme des échanges, plutôt que sur leur contenu. La position tenue est ainsi de délégitimer le débat, ou de diminuer son intérêt, par la mise en exergue de la violence, verbale et physique, entre les groupes. Le déploiement d'échanges contradictoires devient socialement dangereux, les échanges étant envisagés dans leur capacité à nourrir une querelle et non à parvenir à une concertation. Considérer que les personnes impliquées dans la « polémique publique » sont dans l'erreur, dans l'incapacité de suivre des règles logiques, ne consisterait-il pas à nier leur place dans

³¹⁷ Pour rappel, la définition de ce terme que nous empruntons à Amossy (2014) : « la polémique, qui traite de questions d'intérêt public, est une gestion verbale du conflictuel caractérisée par une tendance à la dichotomisation qui rend problématique la quête de l'accord » (p. 58)

l'espace public ? C'est la question que nous nous posons en cette fin de chapitre, en mettant à profit les idées de « démocratie » et d'« espace public », pour saisir comment la réprobation des groupes en opposition produit finalement l'impossibilité de débattre. Selon nous, une partie de la réponse à cette question est à chercher du côté des moyens qui abritent majoritairement ces discours dans le monde contemporain : les médias.

10.2.1. « Dialogue de sourds » : quelle responsabilité pour le cadre médiatique ?

L'articulation de nos différents résultats pointe vers l'existence d'un « dialogue de sourds », terme que nous envisageons à partir de l'ouvrage *Dialogues de sourds : Traité de rhétorique antilogique* de Marc Angenot (2008). Ce livre, dédié à saisir « les échecs du discours argumenté », considère la rhétorique comme un exercice à faible pouvoir de persuasion, questionnant ainsi l'idéal prôné autour de la notion de rationalité et du débat argumentatif fondé sur des faits objectifs. Il interroge de cette façon l'efficacité du déroulement d'un débat raisonné pour comprendre que peu d'argumentations arrivent au but recherché : la persuasion. Ce passage est pertinent pour illustrer ses propos :

« Il me paraît bien que les dialogues les sourds sont, dans la vie sociale, la règle plutôt que l'exception et que les malentendus d'idées et des controverses perpétuelles résulte souvent des discordances entre « familles d'esprit », discordances quant à la façon d'aborder les mondes, d'y déceler et d'y produire du sens avant d'aboutir à des convictions » (p. 16)

Nous élargissons cette idée, à laquelle nous souscrivons, pour considérer que cette impossibilité de débat n'advient pas uniquement par l'action des individus engagés dans la polémique publique, ou sous l'effet de leurs convictions profondes. Elle découle également de la façon dont la présentation du débat est encadrée par l'environnement médiatique. Ayant nos résultats comme base, il est possible de postuler que les médias contribuent aux « dialogues de sourds » à, au moins, trois niveaux : (1) le choix des sources consultées pour nourrir les reportages, (2) l'accentuation des points d'entrave à la discussion par la spectacularisation, voire la ridiculisation, des actes des polémiqueurs et (3) les valeurs marchandes à l'origine de la production et circulation des messages.

Nous sommes arrivée à cette conclusion (1) par la mise en exergue de trois types de sources prises en compte par le journalisme pour construire l'actualité : le pouvoir judiciaire, les élus et les « spécialistes ». De cette dernière catégorie, en nombre nettement inférieur aux deux autres, font partie des universitaires, principalement issus d'institutions privées, venant des disciplines des sciences sociales comme la science politique et l'économie. La société civile est représentée par l'intervention des organisations patronales et industrielles et plus rarement par les leaders des manifestations publiques. Les participants aux revendications ne sont aussi quasi jamais interpellés ; quand ils le sont, les demandes portent sur des questions souvent distantes de leur engagement politique. En effet, les personnages « citoyens », présents pour illustrer certains propos, apportent peu d'opinions véritablement pertinentes au débat en cours. Ils sont invités à intervenir, par exemple, pour expliquer le choix de leurs ornements (c.f. 9.1) ou alors pour réfuter les critiques formulées par leurs adversaires.

Il existe par conséquent une occultation des raisons à l'origine de la mobilisation des principaux groupes en opposition dans le cadre de l'affaire Triplex, le débat restant ainsi figé et circonscrit autour d'une élite judiciaire, politique et économique qui possède déjà une position légitime. Le « citoyen commun » n'y sert que d'allégorie de la polarisation, il n'intègre

pas « la cour des Grands ». Il s'agit là d'un rapport de force au sein de la polémique, qui résonne avec ce passage de l'ouvrage de Kerbrat-Orecchioni (1980, p. 35) :

« Tout le monde ne peut pas à son gré pénétrer dans l'arène polémique, et tous les participants n'y luttent pas à armes égales : si le discours constitue des "rapports de place", il est d'abord conditionné par l'existence sur une autre scène de rapports sociaux dont on peut estimer qu'il est légitime, dans une approche pragmatique des fonctionnements discursifs, de tenir compte : la linguistique n'est pas, et c'est tant mieux, la gardienne jalouse de l'immanence de ses procédures descriptives » (p. 35)

Une vision complètement « paternaliste » du débat politique devient ainsi visible, cachée sous une écriture journalistique simulant la neutralité par un traitement simulant la « factualité » au détriment de la subjectivité du rédacteur. Comme le met en évidence Yanoshevsky (2003), le texte de presse se présente comme un « intermédiaire » entre le producteur du discours et le public en rapportant les différents points de vue et en précisant leurs sources, dans la perspective d'atteindre un degré « zéro d'implication ». De cela résultent des textes qui disposent de paragraphes exposant idéalement, à tour de rôle, les arguments de chaque énonciateur.

Dans les organes de presse en ligne, engagés dans la description plus « instantanée » des faits, la pratique courante est de créer un nouvel article pour chaque nouvelle réaction parue dans l'arène polémique. Il n'y a donc pas d'interaction construite, les points de vue opposés restant confinés autour de lignes qui ne communiquent pas entre elles. On retient également que le débat tend à souligner les interventions attendues de chaque partie en querelle, notamment concernant des politiciens qui discourent conformément au convenu de leurs partis politiques (c.f. Chapitre 6). Cela forme un type de cloison de sens possibles entre les différents sens attribuables à un événement car les réponses attendues de chaque groupe finissent par « renforcer les règles structurelles de l'arène sociale » (Pereira et Monteiro 2019, p. 41, notre traduction). En effet, par ce choix discursif, le journaliste semble faire son entrée dans l'arène polémique sous la casquette d'un simple « exposant » et non pas comme un « débatteur ».

Cette objectivité souhaitée pose un problème majeur, particulièrement dans le cadre brésilien, à savoir la posture peu claire de certains titres de presse qui s'affichent comme neutres plutôt qu'alignés à une vision politique précise. En effet, l'information de nature institutionnelle, en apparence non éditorialisée, à propos des étapes juridiques coexiste avec une approche narrative de la couverture des faits. Elle considère que la seule issue possible au procès est la condamnation de l'ancien président, les crimes de Lula étant affichés comme une sorte d'évidence. Comme l'a vu singulièrement chez *Veja*, cet hebdomadaire travaille, en dehors de la rubrique d'opinion, à inciter ou renforcer une opinion chez le public. En ce sens, le magazine adopte une posture polémique, consistant à « renforcer la communauté de ceux qui se rangent dans le même camp, empêcher qu'ils ne versent dans l'indifférence et attiser leur hostilité contre la position combattue et le groupe qui la soutient » (Amossy 2014, p. 104).

La projection d'un public cible dans l'écriture de ce périodique produit donc un horizon d'attente, un lecteur modèle à atteindre. Cette perspective est également présente au sein de la plateforme numérique que nous étudions. De fait, la publication d'un *tweet* n'est pas une mise en perspective de son avis, ou une consultation publique sur un fait d'actualité, mais plutôt une affirmation de soi et de son engagement afin de trouver un soutien sur le réseau. La divulgation d'un texte sur Twitter implique le souhait d'une reconnaissance, cultivée auprès d'une communauté que l'on cherche à influencer.

Dans ce mode discursif, diffuser son point de vue est aussi important que la capacité à le mettre en évidence. La cible des propos est souvent désignée à « haute voix », avec l'usage récurrent des affordances de l'outil comme les mentions et les *hashtags*, dans le but de simuler une interpellation directe du destinataire. De là vient d'ailleurs un bon nombre d'astuces discursives que nous avons identifiées tout au long de notre travail, comme l'usage de plusieurs marques graphiques, de répétition de lettres ou d'émojis qui signifient le schéma narratif par notamment l'expression de l'intensité de l'émotion ressentie au moment de la production du texte. Dans ce sens, la syntaxe relâchée et les « fautes » d'orthographe, la plupart du temps, ne sont pas un indice de l'incompétence des sujets, mais de leur opération sur la langue pour rendre plus tangible l'intention de leur énoncé.

En outre, l'échange de *tweets* n'est pas libre de rapports de force importants, d'autant plus que nous avons identifié des actions suspectes dans la circulation de discours sur la plateforme. Lors de nos recherches pour cette thèse, nous avons remarqué une activité peu « organique », c'est-à-dire relative à une visibilité garantie par la seule pertinence du contenu, de certaines publications. Par exemple, lors de la *condução coerciva* le 04 mars 2016, 220 *tweets* contenaient le texte exact « Plus de Lava Jato : Lula perd patience avec une question sur les pédalos³¹⁸ », accompagné d'un lien renvoyant au texte de FDSP à ce sujet, titré « Dans sa déposition, Lula perd patience avec la question sur les pédalos » (F13³¹⁹). Analysant la chronologie du texte sur Twitter, nous observons qu'une première publication de cet énoncé est faite à 17h43 (heure française). Plus tard, entre 19h33 et 19h43, plus de 200 posts identiques ont été mis en ligne.

Ce genre de *tweets* est construit à l'image d'une parodie du discours de presse : le style et le contenu d'une nouvelle journalistique, comme la posture énonciatrice de l'objectivité, sont strictement respectés. Ce *tweet* de la même date confirme cette règle : « Des villes font "aplaudaço" (terme expliqué auparavant) à la PF [Police Fédérale] après le témoignage de Lula à Lava Jato :leMPF soupçonne que l'ex-président en a bénéficié ... <http://glo.bo/21OGvcN>³²⁰ ». La publication de ce même texte, sans aucune modification, est visible dans deux sortes de profils : des « citoyens communs » avec un nombre d'abonnés dérisoire, qui n'affichent aucune préférence politique, et des comptes dits « informationnels », comme « Brasil Notícias » et « Acesso via news ». Le texte est publié plus précisément dans 294 comptes différents en moins de deux heures, entre 02h05 et 03h51 (heure française). Une telle répercussion dans un laps de temps si court de 10 minutes, en plus de la même mise en évidence des pédalos dans les manifestations quelques jours après (9.2), fait penser à une action coordonnée, très probablement avec un investissement financier, afin d'accroître artificiellement les occurrences de ce sujet dans cette plateforme numérique.

Il nous est, bien évidemment, impossible de déterminer les auteurs de ce type d'actes et encore moins l'intérêt qui les motive à l'exercice d'une telle pratique. Pourtant, nous pouvons parvenir à une conclusion : la qualité des échanges sur Twitter se trouve perturbée par les actions de groupes organisés coordonnant la circulation, par des moyens obscurs, d'un type d'information. Cela porte d'ailleurs préjudice à notre recherche, l'analyse lexicale des thèmes plus présents sur la plateforme étant sûrement biaisée pour cette raison. Il serait intéressant

³¹⁸ VO : « Mais Lava Jato : Lula perde paciência com pergunta sobre pedalinhas ».

³¹⁹ La version papier du reportage, que nous avons dans notre corpus, nous signalons un titre légèrement différent : « Lula se fâche avec la question de la PF sur les pédalos ».

³²⁰ VO : « Cidades registram 'aplaudaço' à PF após Lula depor na Lava Jato: MPF suspeita que ex-presidente se beneficiou ... <http://glo.bo/21OGvcN> ».

de mener une enquête de fond comparant les différents comptes qui ont publié des contenus similaires. Il faudrait alors se munir d'outils de mesure appropriés qui dépassent le cadre méthodologique mis au point dans notre travail. Nos observations permettent seulement d'affirmer que cette pratique concerne principalement, dans notre corpus, des nouvelles qui accordent une image plutôt défavorable à Lula.

L'activité organisée pour créer artificiellement du volume autour de certains faits sur Twitter fait émerger des rapports sociaux et politiques qui dépassent la volonté des citoyens d'exprimer leurs points de vue. Cette pratique est aidée par les algorithmes encore bien inconnus qui régissent la circulation des posts. En d'autres termes, Twitter n'apparaît aucunement comme une terre de liberté. Au-delà des agissements décrits, nous pouvons à nouveau évoquer le fait que les publications qui affichent le plus d'interactions sont souvent celles de personnalités publiques, disposant d'une légitimité préalable à leur activité sur ce réseau, par un poste de responsabilité public ou une activité journalistique au sein d'un grand groupe, par exemple. Dans ce sens, nous serions plus modérée dans l'affirmation de l'existence d'un « agenda alternatif » sur le Web, éloigné de l'ordre du jour des politiciens et des médias comme l'affirme Amossy (*Ibid.*, p. 121). Sur Twitter, nous assistons plutôt à une tentative d'orienter l'agenda politique en se nourrissant du cadre informatif des grands groupes de médias, parfois en manifestant un mécontentement quant au contenu journalistique.

Il se pose aussi la question de la responsabilité de l'auteur du texte : contrairement à une situation d'échange en présence susceptible de créer une forme d'inhibition, l'expression d'idées sur ce réseau résulte en moins de conséquences, notamment en termes de sanction morale ou même légale. Certains profils qui diffusent des messages en masse n'ont pas de photographie, leurs identités deviennent des données encore plus masquées. Paradoxalement, les auteurs des *tweets* s'investissent de manière importante dans la production de leurs énoncés, l'implication des sujets étant considérablement présente dans ceux que nous analysons.

Cela nous amène à la deuxième cause médiatique du « dialogue de sourds » : la mise en exergue de la polarisation. Sur Twitter, elle se trouve dans cette posture attendue des sujets, la manière d'assumer une position devenant une possibilité de construire autour de soi un engagement. Celui-ci est mesuré en direct : la nouveauté des réseaux socio-numériques est, en effet, de permettre au public de directement exprimer son opinion sur l'énoncé par le moyen d'*affordances* du type « liker » ou « partager ». La performance discursive engagée s'accompagne d'un système de diffusion des publications qui consiste ainsi à exposer le message à un public abonné à son profil. Il existe par conséquent un destinataire présumé auquel il convient de plaire ou qu'il faut provoquer. L'aboutissement de ce système est soit la recherche d'un consensus, car s'opposer au public d'abonnés supposerait un risque de les perdre, soit la recherche de l'engagement des tiers par la mise en place d'une argumentation polémique visant à susciter des réactions en chaîne. Cette structure dialogique résulte aussi en un confinement des opinions autour de groupes déjà engagés dans le débat. Les arguments restant confinés dans des espaces clos, aucun lieu de dialogue n'existe vraiment.

La gestion verbale du conflictuel se trouve en outre entravée par une écriture de presse consistant à concevoir les opposants en un groupe uniforme représentant une cause également uniforme. Cette forme homogène rend précaire l'existence de toute position nuancée : la logique de l'un ou l'autre, du oui ou du non, prend le dessus. L'angle par lequel certaines manifestations sont affichées présente la polarisation comme un résultat évident, comme un fait insurmontable. Il ressort de la mise en évidence de positions irréconciliables

une sorte de blocage de la situation, bien qu'au fond les positions tenues dans le débat puissent avoir des points de contact entre elles. Le Tiers, sans assister à un véritable débat, est voué à ne pas y prendre part ou encore à avoir peur d'y participer.

Il nous paraît que cette simplification dualiste du débat risque de sédimer la dimension identitaire des sujets en discussion. Selon Foucault (1994), au sein d'une polémique « les interlocuteurs [...] sont incités non pas à avancer, non pas à se risquer toujours davantage dans ce qu'ils disent, mais à se replier sans cesse sur le bon droit qu'ils revendiquent, sur leur légitimité qu'ils doivent défendre et sur l'affirmation de leur innocence » (p. 593). En effet, la manière dont le débat est présenté médiatiquement met en évidence les personnes plutôt que les rôles qu'elles assument, faisant paraître le débat comme une bataille individuelle. Ainsi, changer d'avis signifierait nier toute une identité construite.

En dehors de ce fait, nous pensons que l'incapacité à résoudre le sujet en discussion advient de l'annulation des conditions d'existence du débat public. D'autant plus que les groupes engagés dans la discussion sont souvent dépeints comme irrationnels et dépourvus de barrières morales. Notamment dans le cas des soutiens à Lula où leur moindre aisance financière passe pour preuve de leur incapacité intellectuelle. Cela fait parfaitement écho à l'étude de Miguel et Biroli qui débattent, à partir de Robert T. Hall, du rôle du capitalisme comme limitateur du pluralisme dans une démocratie. En effet, la multiplication de dispositifs communicationnels dans le monde contemporain peut créer l'impression d'une multitude d'espaces dédiés au débat, et d'un accès uniforme entre les citoyens, ce pour le bien du système démocratique. Or, les chercheurs rappellent que : « L'existence d'une pluralité de groupes d'intérêt, et même la possibilité que de tels groupes se manifestent et exercent une pression, n'élimine pas l'inégalité des ressources matérielles et symboliques que chacun d'eux est capable de mobiliser » (Miguel et Biroli 2010a, p. 62, notre traduction).

L'évidence de cet équilibre fragile des forces discursives se trouve dans le troisième facteur exposé : la production de contenu établie à partir des intérêts marchands des titres de presse et de Twitter. Pour revenir à la question du spectateur, la fidélisation d'un public devient un enjeu commun à la presse et à Twitter, même si, de toute évidence, les journaux en sont plus affectés. La diffusion d'une publication sur Twitter, même si elle constitue un échec d'audience, ne risque en rien de provoquer la fermeture de la plateforme d'expression. En effet, cette dernière se finance à travers sa capacité à recueillir le maximum de données personnelles des utilisateurs et à vendre ses informations aux publicitaires. Le modèle de financement du journalisme, en revanche, doit réunir et garder son vivier « d'acheteurs potentiels ». Pour qu'un titre puisse exister, les moyens de production et de diffusion des journaux *dépendent* ainsi de la vente du lectorat aux annonceurs. Sur ce point, il importe de revenir sur ces exemples de notre corpus de presse imprimé :

Figure 128 : Annonces d'organisations patronales dans la presse imprimée, FDSP, 17/03/2016, pp. 12-13 et Veja, 23/03/2016, pp. 76-77



Ces deux illustrations témoignent de la relation mutuelle qu'il existe entre annonceurs et organes de presse. Le premier cas est tiré de l'édition traitant de la suite des événements du 16 mars 2016 (diffusion d'écoutes téléphoniques, nomination de Lula au poste de ministre et ses conséquences et réactions). Dans le texte de la page A12, que nous avons auparavant étudié, il est question de mettre en avant les débordements de différentes protestations, notamment à Brasília, par le biais de la mention d'explosions et de blessés. À droite de l'article, figure en pleine page un rectangle vertical jaune dont ressortent deux mots principaux : « démission immédiatement ». Ils viennent accompagnés d'un autre texte en rouge « NaoVouPagarOPato.com.br » et de deux lettres « X » noires et un bec, tous deux signes faisant référence au « canard de la Fiesp » que nous avons détaillé antérieurement (9.1.2). La publicité est d'ailleurs signée en bas avec le logo de la fédération.

La seconde image est issue de la dernière page d'une publication de *Veja*, abordant une crise économique du pays sous le titre « économie à la dérive » (V15). Ce texte déjà analysé indique la gestion du Parti des Travailleurs comme la responsable d'une crise financière accrue, appuyée par la vision des chefs d'entreprises recrutés comme sources du reportage. Les opinions de ces derniers sont d'ailleurs présentées de façon favorable par l'encadré gris clair qui occupe la moitié supérieure de la page. Sous le titre « La vision des entrepreneurs », le texte regroupe le témoignage de présidents de grandes sociétés (du textile, de l'aviation et de l'alimentation) et des chefs de file d'associations patronales du secteur industriel. Un dialogue est créé avec la publicité de pleine page à droite, dont la phrase principale est « Nous avons tous parlé. Maintenant, le Congrès doit écouter ». Sponsorisée par le système Firjan (Fédération des industries de l'État de Rio de Janeiro, organisation comptant environ 7.500 entreprises associées), elle présente un texte argumentant en faveur d'une célérité dans le processus de sortie du pouvoir de Dilma Rousseff pour éviter que la « paralysie » du gouvernement mette encore plus de postes de travail en danger et ainsi respecter la demande démocratique exprimée par des manifestations de rue.

Dans ces deux cas, ces organisations participent au débat par le biais d'une claire interaction avec le texte exposé à gauche. Les publicités usent du matériel journalistique pour appuyer leurs propos défendant une cause politique particulière. L'apparente séparation entre les annonces publicitaires et le rédactionnel journalistique n'est ainsi qu'un simulacre. Exposer un avis complètement contraire à la structure qui finance ces propos devient peu probable dans ces organes de la presse privée, qui sont d'ailleurs contraints par les limites de plus en plus

visibles de ce modèle économique. Comme écrivait déjà Champagne déjà à la fin du 20^{ème} siècle : « (...) les entreprises de presse sont aussi et sans doute de plus en plus des entreprises économiques soumises à une loi du marché qui reconnaît plus volontiers la logique du profit que celle des austères considérations éthiques ou déontologiques » (1995, p. 215).

À travers notre corpus, nous pouvons également identifier des données qui indiquent des contraintes de financement à l'exercice du journalisme. C'est en particulier lors de la couverture de manifestations qu'il existe un recours systématique aux productions visuelles d'amateurs pour rendre compte des événements. Le journaliste choisit la vidéo ou la photo à mettre en avant, mais ne la produit pas. Dans le cadre du journal télévisé et les journaux en ligne, les images amatrices trouvent un particulier essor, la presse papier étant la seule exception. De fait, la précarité des conditions de production de l'information est plus visible dans l'environnement numérique, qui dispose de « facilités » pour réduire la participation du journaliste dans la fabrication du sujet. En ce sens, nous pouvons remarquer la recrudescence de l'inclusion de *tweets* au sein des reportages en guise de citation des sources, ce qui évite de les contacter directement – cela représente une économie de temps et de moyens pour faire exister le texte. Plus largement, il existe une forme de « recyclage » de contenus à l'intérieur des organes de presse du Groupe Globo, le matériel audiovisuel de JN étant utilisé en support pour la production de nouvelles publications en ligne de G1. Ainsi, le matériau brut mis à contribution pour le reportage est produit par un seul journaliste, au lieu d'en désigner un pour la télévision et un autre pour le journal en ligne.

Les textes en ligne font aussi transparaître les contraintes de cet impératif financier par l'incitation récurrente à « cliquer » sur de nouveaux titres du journal afin de produire plus de trafic sur le site. Le texte devient ainsi une création fondée sur des impératifs langagiers afin de convenablement abriter les liens de connexion associés. Les impératifs de la production d'articles en ligne sont en outre caractérisés par la création accélérée « d'informations-service », productions factuelles disposant tous les éléments sans apparente hiérarchisation ou sélection, comme nous l'avons constaté dans nos analyses – la pratique de l'insertion de galeries de photos ou alors de l'ajout intégral des pages du procès en pdf constituant des exemples. Le manque d'attention porté au débat de fond en cours dans la société brésilienne advient en partie de ces différents faits qui contraignent l'exercice du journalisme.

Les points de contact entre les différents avis sont aussi entravés aussi par un texte journalistique segmenté, qui produit à la minute des contenus sans valoriser la parole des participants de l'échange. Le cadre rédactionnel retenu, établi sur la norme d'une « neutralité » effaçant, ou plutôt cachant la subjectivité, façonne les échanges. Les échanges existent sous une forme « préfabriquée » qui simule une pluralité alors qu'ils sont soumis à une structure préétablie qui met d'emblée en difficulté le débat. Alors que sur Twitter, elles peuvent en théorie coexister, les opinions ne sont partagées qu'avec une communauté proche de celle à laquelle on choisit d'appartenir. De plus, des actions sponsorisées par des personnes ou institutions, encore méconnues, peuvent créer dans la plateforme une répercussion fictive d'une position dans le débat. On arrive donc au « dialogue de sourds » décrit plus haut : la délibération n'est pas de rigueur, la recherche d'un point d'accord étant limitée en bonne mesure par ces contraintes; l'échange polémique se trouve alors bridé dans les espaces médiatiques étudiés.

10.2.2. La polémique anesthésiée par le médiatique : la pluralité mise en échec

En effet, si nous considérons comme Amossy la polémique comme un mode de « gestion de *dissensus* », l'exposition de nos divers résultats nous interroge sur la prise en charge des différends dans ledit « espace public ». L'ouvrage fondateur de cette notion (Habermas 1974) promeut la discussion raisonnée comme la fin idéale à l'élucidation des conflits, alors que, comme nous l'avons démontré, nous ne retrouvons pas d'espace propice à un tel développement de la discussion dans l'espace médiatique étudié.

L'écriture de presse, on l'a vu, ne provoque pas une discussion, mais propose plutôt une mise en scène d'un clivage. Nous identifions parallèlement un ensemble d'autres postures en relation au débat : une simple apathie, un refus total du sujet en débat, une critique des sujets qui se sont engagés dans le débat, l'usage de l'actualité pour créer de l'humour, l'expression d'une opinion pour engager une posture politique particulière ou pour renforcer son statut légitime, etc. Pourtant, la multiplicité des sens possibles attribuables à l'évènement trouve sa stabilité dans l'admission dominante des « coxinhas » et « mortadelas » comme l'expression d'une polarisation politique.

Ce vocabulaire figé fait partie des ressources disponibles pour maîtriser le conflit par l'attribution de caractéristiques précises aux participants. Ainsi, le débat apparaît comme déjà épuisé, contraignant symboliquement les avis sur la question à se ranger derrière deux ensembles. En d'autres termes, la division du corps social en groupes opposés impose l'idée d'une querelle sans nuance. Cette « dualité fabriquée » présente les traits les plus extrêmes de chaque groupe pour attester de leur incompatibilité. La confrontation d'idées devient une illusion au profit d'une posture dénonciatrice de cette même polarisation. En effet, l'avènement de ces positions incompatibles est dépeint comme une crise, comme si le fait de descendre dans la rue pour questionner l'organisation du système social constituait une situation dérangeante pour la démocratie.

De même, les mobilisations de rue se trouvent majoritairement présentées comme le résultat d'une série de vocations individuelles, ce qui évacue les questions de société à l'origine des rassemblements. La colère rendue visible est principalement celle d'un citoyen envers l'autre, et non celle orientée contre les autorités juridiques ou politiques. Les demandes particulières des groupes en action et leurs nouveaux projets pour la démocratie sont ainsi peu présentés. Cela va de pair avec l'idée que les citoyens dans la rue ne sont pas des sujets politiques autonomes. Ils sont plutôt traités comme une masse manipulable, émotive, qui ne raisonne pas. On ignore ainsi qui manifeste, pourquoi et à partir de quels arguments.

En refusant la parole aux personnes qui descendent dans la rue et en offrant exclusivement un espace d'expression à ceux qui disposent déjà d'une légitimité publique, la complexité des engagements des citoyens est déconsidérée. C'est pour cette raison que nous considérons que le socle rhétorique de la polémique a été court-circuité par l'appareil médiatique qui a privilégié une spectacularisation dichotomique de surface. Cette lecture réduit le caractère imprévisible et aléatoire d'une manifestation de rue, amenant une notion de « discipline » aux rassemblements :

« Il s'agit de part et d'autre de décomposer les rassemblements massifs et confus en isolant les individus, de briser les familiarités et communications non hiérarchiques, d'instituer des barrières et cloisonnements, de domestiquer de façon constante des

fonctions, de produire des “corps dociles” mesurés et prévisibles dans leurs réactions »
(Lipovetsky 2008, p. 199)

Le cadre d'une polémique publique envisagée par Amossy, impliquant un substrat argumentaire qui prospère, se trouve sur ce point endommagé. Un autre aspect de la polémique est en revanche bien mis en exergue : la bataille acharnée mise en spectacle selon une dimension polarisante appuie l'intérêt médiatique pour l'affaire Triplex. La représentation médiatique proposée aboutit à ce que l'on privilégie une scénarisation polémique et, dans le même temps, que tous les protagonistes soient assimilés à des rôles d'antagonisme. La dimension agonique est un carburant, un aliment pour les médias actuels, qui privilégient l'image, l'instantané et le spectacle. La bipolarité prédispose alors une scénarisation de l'information priorisant le « narratif symbolique » (Lits 2009) avec une prédilection avérée pour le totémique, c'est-à-dire une organisation construite autour de deux oppositions tranchées.

Un troisième aspect de la polémique est aussi visible par cette organisation des discours : l'invitation à déconsidérer un propos en raison de l'émotion qu'il exprime. Comme auparavant démontré, les apparitions publiques des soutiens de Lula sont dépeintes comme l'expression d'une dévotion à l'homme et non pas comme une posture rationnelle défendant une idée politique. En ce sens, la dénonciation de la polémique contribue à désigner aussi le projet argumentatif le plus légitime, autrement dit le moins « émotionnel », et délégitimer une partie du débat par l'argument d'un *pathos* dominant.

Les groupes qui s'engagent dans la dispute ne sont ainsi pas égaux, il existe entre eux des rapports de force qui excèdent la question en débat. Sur ce point, nous tenons ainsi à nuancer l'affirmation d'Amossy selon qui « L'expression discursive du conflit crée du lien social jusque dans la polarisation » (Amossy 2014, p. 138). Or, ici, le tissu social semble plus endommagé que jamais pour la raison simple qu'il n'y a pas de véritable débat : il n'existe autrement dit aucun contact possible de ces parties, sauf la radicalité présumée de leurs propos. Plus grave que l'impossibilité de la recherche d'un accord, le cadre déficitaire pour la mise en opposition des différents propos entrave une discussion à proprement parler. Le cadre démocratique idéal n'est donc pas brisé par la polarisation, mais par l'impossibilité des sujets d'occuper la même place dans la discussion.

Si l'existence de la polémique dépend de deux présences, l'une offensive et l'autre défensive (Roellenbleck (ed.) 1985), nous pouvons nous demander si elle existe quand une partie du débat dispose d'une scène plus favorable à son développement. Plus près des pouvoirs symboliques et financiers, comme nous avons pu à plusieurs reprises le montrer dans notre analyse, les acteurs en opposition à Lula disposent d'un traitement favorable dans la presse. Ce cadrage médiatique inéquitable disconvient à la mise en exergue égalitaire des arguments dans la cité, attendue dans le cadre d'un déroulement idéal d'un débat public.

L'usage disparate des droits civils et politiques par différents groupes de la société brésilienne, fondé notamment sur la question de la classe sociale, participe à ce processus. Si les bases antagonistes de ces deux groupes existaient antérieurement, la polémique publique sur l'affaire Triplex travaille à les renforcer. Comme chaque groupe présente une communauté de valeurs différentes, ce contexte configure un espace où l'on ne cherche pas à convaincre, mais plutôt à établir une vérité sociale et historique, fondée sur des valeurs de groupes, comme l'avait identifié Angenot (2003) dans son étude sur la polémique entre anarchistes et socialistes.

10.2.3. La polémique entravée par le modèle institutionnel brésilien : le « consensus fabriqué »

En réalité, la particularité du débat autour de l'affaire Triplex est que l'issue du conflit revient à l'institution juridique, en théorie distante de la politique. La mobilisation engendrée ne propose ainsi, par définition, aucun programme d'action précis : pour les uns l'emprisonnement de Lula est une fin favorable en soi, pour les autres l'arrestation conduit à des dangers futurs peu définis. L'objet de la discussion n'est pas une question institutionnelle, comme le vote d'un nouveau projet de loi, mais la place de Lula dans l'avenir politique de la nation.

Ce qui est en débat n'est donc pas une proposition de changement pour le pays, mais le destin d'un homme politique. Si l'on dialogue à propos de la même personne, on ne débat pas sur le même sujet : la corruption est le nœud central de la discussion pour un groupe ; pour l'autre, c'est l'abus de pouvoir juridique visant un coup d'État qui constitue un problème. Ces principes différents rejoignent d'ailleurs le verdict qu'ils souhaitent à l'égard de Lula, coupable *versus* innocent. Par ces idées directrices divergentes sur son sort, la mésentente est en soi infranchissable.

Pourtant, il ressort de nos analyses que la discussion autour de l'affaire Lula est moins une question purement juridique qu'une réflexion à propos de la qualité des institutions ; on débat *sur* le régime. La nouveauté de notre enquête a été effectivement de trouver un point commun qui rassemble les deux pôles en dispute : l'indignation et le sentiment d'injustice, bien qu'ils se fondent sur des principes éthiques différents. Les deux groupes sont d'accord sur l'idée d'une transgression sociale en cours et que les institutions démocratiques du pays doivent subir des modifications pour la contrer. Cette transformation souhaitée présente des échelles différentes à l'intérieur des groupes eux-mêmes. En prenant l'exemple du mouvement contre le PT, certains espèrent la destitution de Dilma Rousseff, d'autres la mise en place de nouvelles élections pour également écarter Temer du pouvoir, ou encore l'annulation de l'administration démocratique pour l'instauration d'un régime militaire. De l'autre côté de la polémique, la dénonciation d'un coup d'État en cours fait partie de l'argumentaire prônant la protection de la démocratie par la garantie du mandat de Rousseff et la participation de Lula au scrutin présidentiel de 2018.

Les deux parties dénoncent ainsi une forme d'abus de pouvoir : tantôt du pouvoir judiciaire, qui utiliserait ses moyens pour empêcher une future candidature de Lula, tantôt du Parti des Travailleurs et de ses représentants, qui voudraient s'accrocher au pouvoir par le biais de la corruption. Cela fait de cette discussion le départ d'une question philosophique fondamentale : comment garantir la démocratie sans qu'il y ait d'accord sur son diagnostic ? Le débat que nous étudions témoigne justement de la perte des repères qui sont à la base de la société démocratique brésilienne, les uns souhaitant même la fin de ce régime pour que puisse en naître un autre, plus adéquat aux intérêts de la nation. C'est sur ce point que le bon déroulement de la polémique se trouve affaibli : les entraves à une entente sur la nature du différend qui oppose ici les camps en présence proviennent aussi d'un désaccord profond quant à la qualité démocratique.

L'absence de ce socle commun doit être comprise, dans le cas précis de notre étude, comme le résultat d'une gestion historiquement déficitaire et violente des conflits au Brésil. Le processus de démocratisation brésilienne alterne avec des périodes autoritaires de régime militaire et de régimes autocratiques visant un prolétariat urbain, comme celle des années Vargas (1937-1945). La phase démocratique la plus récente, empruntée progressivement à partir de 1985, inaugure une nouvelle gestion des litiges, alors qu'une logique de suppression

du différend perdurait durant des décennies. L'existence des DOPS (Département de l'ordre politique et social) durant la phase la plus répressive du régime, dont l'objectif était d'anéantir les opposants politiques au régime militaire, en témoigne.

La fin de ce régime est caractérisée par une transition lente et graduelle, marquée par la négociation entre le corps militaire et les oppositions, le Parti des Travailleurs, créé en 1980, faisant partie de ces échanges. L'afflux de la création de nouvelles organisations partisans atteste en partie du souffle de liberté qui investit le pays. L'autorisation accordée à la création de ce parti est d'ailleurs l'expression d'une volonté des militaires de conférer à leur régime politique une apparence plus « souple » (Barros 2022). Il ressort des négociations visant à la configuration d'un nouveau pouvoir démocratique un modèle institutionnel dit de « présidentialisme de coalition » où le président, élu par le suffrage universel direct, fait office de chef d'État et de gouvernement pendant un mandat de quatre ans, reconductible une fois. Cette disposition attribue au président la responsabilité du dialogue avec le Parlement et la recherche d'un accord avec celui-ci. C'est le point d'orgue du consensus fabriqué dans le processus de redémocratisation au Brésil : faciliter la pluralité des partis tout en laissant à la charge de l'Exécutif la recherche d'une entente entre des groupes parlementaires qui ont peu d'engagement politique. Cette transition « non violente », supprimant toute forme de débat sur le passé de l'institution militaire et fabriquant artificiellement la possibilité de l'existence de points de vue divergents, résulte en un fragile, mais tangible, consensus.

Ce bref historique permet d'affirmer que la manière selon laquelle la société brésilienne perçoit le conflit est problématique. La résolution des différends n'est pas présente dans la culture démocratique brésilienne qui, dès sa fondation contemporaine, existe selon les matrices établies par un régime autoritaire qui a longtemps réprimé les actions de contestation civiles du pouvoir. Quand les militaires quittent le pouvoir, cela se fait de manière « apaisée » et la mémoire de ses opposants est effacée ; c'est une forme donc de « consensus fabriqué ». Ce n'est qu'en juin 2013 qu'une nouvelle page des conflits s'ouvre, une phase politique de contestation dans le pays que nous avons décrite auparavant comme l'expression d'un mécontentement lié à la gestion de plusieurs sujets par l'exécutif national. Cette séquence politique a permis d'attester de l'existence de demandes variées et de mettre en lumière une multitude d'inégalités sociales qui persistent malgré la redémocratisation et la gestion du pays par un parti de gauche pendant une décennie. Cependant, les « Journées de Juin 2013 » se caractérisent par la formation d'un collectif avec des demandes bien hétérogènes. Or, à partir de la requête de destitution de Dilma Rousseff et de la mise en prison de da Silva, nous entrons dans une nouvelle phase de la contestation, impliquant des cibles des ennemis bien désignés.

D'un côté, on pourrait considérer la polémique publique autour de l'affaire Lula comme le signe d'une maturation de la démocratie brésilienne. Les citoyens engagent leur temps et leur énergie pour défendre l'intégrité d'un régime qui, à leurs yeux, est en grave danger. Cela d'autant plus que les citoyens en action sont dépourvus d'un pouvoir décisionnaire. Ils sont plutôt voués à exercer une pression symbolique sur les institutions juridiques véritablement responsables de la décision ultime. Considérer un processus de questionnement des citoyens comme une « crise » amènerait à ne pas considérer les parties engagées dans la discussion comme de véritables forces politiques, possédant une identité propre et fondées sur des raisons bien étayées. Elles sont plutôt considérées comme un *risque* de dégradation de l'intégrité de la démocratie et de ses institutions.

De là vient la principale question posée par la polémique publique : la définition de ce qu'est la démocratie. Quand on se trouve en désaccord sur ce point, les fondements de la rationalité

démocratique s'effacent, l'autre devient un opposant incarnant le différend à combattre. La punition est dans ce contexte admise comme un moyen autorisé. Cela n'est pas le fruit d'une simple passion exacerbée, il s'agit finalement d'un processus rationnel de compréhension de l'autre comme un opposant direct à un projet de nation : « L'inconnu est souvent synonyme de mort pour les individus, à fortiori pour les groupes sociaux pour qui la pérennité représente le seul possible envisageable » (Garand 1998, p. 222).

C'est ici que la polémique franchit un pas dangereux : non seulement l'avenir de Lula est l'objet d'un désaccord, mais l'importance de l'organisme politique censé encadrer la discussion devient un fait discutable. À plusieurs reprises, l'offre politique du pays est questionnée par les participants au débat, l'argument de la corruption participant particulièrement à nourrir le mécontentement général contre les institutions et ses représentants. Plus encore, les espaces de discussion possibles entre les pôles opposés se raréfient, au profit d'une représentation qui désigne, par un processus d'opposition, des identités citoyennes incompatibles. Dans ce processus, l'autre devient l'ennemi et non un adversaire à convaincre ; les interlocuteurs n'appartiennent progressivement plus au même « monde ». Or, « La politique prend naissance dans l'espace-qui-est-entre-les hommes » (Arendt 1993, p. 42).

Dans ce sens, les découvertes de cette partie nous ont conduit à nuancer encore l'idée d'une apologie de la polémique publique par au moins deux aspects majeurs. D'abord, l'appel aux différents acteurs du débat social étudié traverse un dysfonctionnement des structures médiatiques qui l'abritent. Celles-ci présentent la polémique comme un *dissensus* ritualisé et non pas comme la cohabitation de différents points de vue comme le prône Amossy (2014). Ensuite, l'apologie de la polémique trouve entravée par le fait que les sujets en désaccord ne partagent pas la même vision du cadre politique et institutionnel censé garantir l'expression de leurs opinions. La version prétendument dualiste trouve son unité dans le refus de la politique institutionnelle courante et principalement dans l'idée que la forme prise par le pouvoir démocratique ne convient pas. Les raisons de cette lecture divergent et sont surtout masquées. Par la mise en exergue la polarisation et sa dénonciation, l'importance de la critique aux dispositifs organisationnels du régime se trouve réduite.

Conclusion de la Partie V

La ville est le théâtre d'actions de polémiqueurs à la recherche d'une visibilité accrue de leur opinion. Nous avons répertorié dans notre analyse divers dispositifs pour faire connaître, par le biais d'actes, une position dans le débat. Les bruits, les drapeaux, les chants, les gestes, les couleurs, les déguisements, les accessoires, les poupées... autant d'outils investis par des significations pour faire circuler des idées et s'associer à une opinion dans le débat. Même le choix de l'espace urbain à occuper révèle en partie la portée de l'idée promue. Ainsi, il est possible de *polémiquer sans parler*, autrement dit d'attaquer son opposant, de convaincre un tiers ou même d'exprimer la raison de son engagement sans formater un discours verbal.

L'écrit paraît à une autre étape du procès, celle de la médiatisation : sans la *doxa* fournie par les organes de presse traditionnels, la proposition « non verbale » ne pourrait pas être comprise. Elle est traversée par une production qui explique sa portée symbolique. Contrairement à ce que nous avons envisagé, l'existence de ces manifestations non verbales ne signifie pas une absence complète du verbal. En effet, le contenu de chaque action fait sens par l'action de médiateurs qui érigent une signification attribuée aux événements. Le Tiers doit disposer d'un certain nombre d'éléments, d'être introduit à certains codes culturels, pour pleinement saisir la portée d'un propos. Il existe ainsi une double dépendance entre polémistes et la presse : d'un côté, l'attitude du polémiste se place au centre du récit de presse et, de l'autre, la production d'accessoires polémiques se nourrit du discours politico-médiatique pour capitaliser l'attention de la presse.

L'apport sensoriel de la polémique publique met en place des figures archétypales en opposition, construites par la mise en valeur d'éléments qui contribuent à la constitution d'un certain *ethos* pour chaque groupe. Les rassemblements en faveur de Lula sont, d'une part, caractérisés comme passifs, dépendants d'un leader et ses participants sont présentés comme dépourvus des moyens financiers suffisants pour disposer de leur liberté de décision. D'autre part, les opposants à l'ancien président sont dépeints comme des individus affichant une conviction indépendante de toute structure politique et qui puise dans les symboles nationaux pour défendre la refondation d'une patrie. Trois groupes de notions président à la construction de cette opposition : l'émotion *versus* la raison, le collectif *versus* l'individuel, la nation *versus* l'étranger.

En outre, le comportement des groupes est présenté comme relevant de l'universel. Ces deux pôles deviennent ainsi hégémoniques dans la discussion autour du procès, alors que des données importantes pour leur compréhension sont inexistantes. L'outrance de certains affrontements nourrit cette théâtralisation de la polarisation. Elle introduit une tension permanente autour des manifestations de rue qui contribue à renforcer une forme d'antagonisme. En d'autres termes, les manifestations existantes sont répertoriées selon un rapport dichotomique pour bâtir une situation dramatique susceptible d'accroître l'intérêt pour l'affaire Triplex.

La confrontation d'idées dans l'espace public participe ainsi à une organisation narrative aboutissant finalement sur un discours de délégitimation de ces actes. Ces activités prennent la forme d'une manifestation festive, ou purement produite par l'action militante en place publique, et le rude affrontement que constitue la polémique contribue à étouffer la voix des participants au profit d'une spectacularisation des actes. L'antagonisme emphatisé est également présent dans les espaces de discussion en ligne, où les publications les plus partagées consolident cette opposition.

La parole absente des groupes nous a enfin permis de questionner les conditions d'existence d'un débat, dans la mesure où les citoyens mobilisés ne constituent pas des « Proposants » et des « Opposants » dans la conception la plus classique du terme. C'est en étudiant les abondantes images produites à propos des manifestations de rue que nous avons identifié une moindre importance accordée à l'énonciation des participants au débat. Nous avons ainsi mis en évidence un « angle mort » de la couverture journalistique : la parole des manifestants y est fortement rendue inaudible, ou pour reprendre un terme couramment employé, mais ici employé métaphoriquement, « invisibilisée ».

Ce phénomène et le fait qu'il n'y pas de gestion égalitaire du conflit, dans la mesure où un groupe est clairement plus favorisé que l'autre, nous avons nuancé l'idée d'une véritable « polémique publique » autour de l'affaire Triplex. Nos résultats amènent plutôt à penser que l'expression d'une forme de *dissensus* cache paradoxalement toute forme de désaccord puisque la polarisation est posée avant même qu'un débat soit engagé. On a choisi d'épuiser le débat plutôt que laisser place à son épuisement. Un tel regard dichotomique comporte au moins trois conséquences : la promotion de la lecture de la seule force pathémique de ces positionnements, le déficit de la prise en compte des propos politiques des manifestants, et enfin la dénonciation de la polarisation en cours comme une faiblesse, voire un danger, pour la démocratie. L'uniformité de l'espace public est ainsi souhaitée dans une idée de démocratie telle qu'une unité et non pas une multiplicité.

Conclusion générale

Comme l'écrit Pierre Nora (1972), « le plus important des événements est celui qui fait remonter l'héritage le plus archaïque » (p. 170). L'analyse des trajectoires médiatiques prises par l'affaire Triplex, dans l'espace des deux années de son déroulement, a été de fait une riche occasion de dévoiler les soubassements discursifs du système médiatique, juridique et politique du Brésil contemporain. Ce parcours de recherche est parti de la proposition conceptuelle de considérer les débats autour du procès de Lula comme une « polémique publique ». Nous avons pu ainsi à la fois analyser les rouages d'un débat public médiatique à dynamique agonique et mettre en relief le socle rationnel des positions contradictoires existantes. Nous avons en effet considéré, dans la lignée des travaux d'Amossy (principalement 2003 ; 2012 ; 2014) et d'Angenot (1995 ; 2008), qu'un raisonnement des argumentaires existait, bien que parfois exposé sous une forme passionnelle.

Pour atteindre nos objectifs de recherche, un corpus multimédiatique intégrant à la fois les textes de presse en ligne, écrite et télévisuelle ainsi que des publications sur Twitter a été mobilisé. Ce choix nous a donné l'occasion d'étudier le déroulement de la querelle publique au sein de divers dispositifs info-communicationnels contemporains à partir de onze dates retenues dans l'étude. Cette entreprise analytique a exigé une indéniable souplesse méthodologique. Notre « boîte à outils » s'est en effet adaptée en permanence au volume et à la nature hétérogène des textes étudiés. Le traitement statistique des textes, l'analyse du discours, la narratologie et la sémiologie ont été les principales méthodes utilisées.

L'articulation de ces différentes approches a été rendue possible par la mise en place d'un strict protocole de recherche quanti-qualitatif pratiqué selon deux étapes. L'analyse statistique des textes dévoile d'abord la structure générale de l'archive et oriente la sélection d'échantillons ultérieurement analysés. Ces sous-corpus construits permettent ensuite, par le retour à l'environnement original de la production des énoncés, de saisir convenablement le contexte d'énonciation et les formes sémiotiques qui accompagnent le texte écrit. Cette démarche en deux temps complémentaires et articulés, évoluant du global au particulier, nous permet ainsi de proposer un modèle méthodologique contemporain qui rend compte de la circulation des discours polémiques au sein d'espaces multimédiatiques, tout en abordant les spécificités de chaque moyen de diffusion.

Notre démarche s'inscrit donc dans le cadre interdisciplinaire des Sciences de l'Information et de la Communication en dialogue construit avec d'autres Sciences sociales notamment la Science Politique et les Sciences du Langage, auxquelles nous avons fréquemment emprunté des principes analytiques. Si une telle démarche peut paraître particulièrement interdisciplinaire à une tradition universitaire française, elle nous paraît cohérente en regard des usages académiques brésiliens et du cadre dans lequel ce travail s'effectue. En effet, le large spectre disciplinaire qui nourrit nos propos est caractéristique d'une thèse menée en cotutelle entre France et Brésil au sein de deux laboratoires d'accueil, EHIC et PPGCOM, caractérisés eux-mêmes par la réalisation de recherches interdisciplinaires.

Retour sur les hypothèses de travail

Les analyses des discours autour de l'emprisonnement de Luiz Inácio Lula da Silva nous ont permis d'abord de dégager un point d'accord entre les discours paraissant à première vue opposés autour de l'incarcération de Lula. Sous la polyphonie énonciative passionnelle, nous avons pu mettre en lumière un substrat rationnel qui pointe vers un questionnement à propos de l'application des règles démocratiques et du fonctionnement des institutions. Autrement dit,

le pronostic vital de la démocratie brésilienne était engagé pour les deux groupes. En effet, les participants de la polémique se préoccupent similairement, selon les pôles de la dispute, de l'application des règles de la République dans l'affaire jugeant Lula, de la présence massive de la corruption dans les hauts rangs de l'État et du risque de l'avènement d'un régime autoritaire, soit par le retour au pouvoir du Parti des Travailleurs, soit par la mise à l'écart de ce parti des élections. Ces thèmes, centraux dans le débat de « fond », ne donnent pas néanmoins lieu à un développement plus étendu au sein des dispositifs médiatiques étudiés.

C'est dans ce sens que nous avons nuancé la **première hypothèse** formulée dans ce travail soutenant un déroulement de ce débat tel celui d'une « polémique publique ». En effet, nous avons trouvé une moindre présence de la polémique comme modalité de dialogue public, par rapport à ce que nous avons prévu au départ de cette étude. Plus qu'un manque de coopération pour trouver un point de consensus parmi les participants du débat, nous notons l'absence d'un lieu commun qui pourrait abriter une forme de négociation entre eux.

Le cadre dans lequel apparaissent ces discours n'est pas favorable au débat d'idées ou à l'échange de différents points de vue, mais plutôt au figement du débat. En effet, la routinisation de la production journalistique accorde la priorité à la mise en récit, selon une logique de flux et d'actions spectacularisées, qui occulte la dimension argumentative de la discussion. Le débat de fond qui pourrait relever d'une délibération digne de « l'espace public » habermassien a été dissimulé au profit d'une narration au fil de l'eau qui n'a de dimension argumentative que dans les rares articles d'opinion que nous répertorions.

La fabrique de l'information est donc guidée non par la présence de nouveaux argumentaires à propos du sujet en discussion, mais par l'introduction de nouveaux *faits* fournis par des instances autorisées, notamment le judiciaire. Ce rituel de production journalistique impose de réagir à l'actualité du procès et non à une opinion offerte par un acteur de la discussion. C'est précisément le comportement observé sur Twitter où les auteurs se placent souvent dans le rôle de véritables « lanceurs d'alerte » s'appuyant sur les grands quotidiens nationaux pour exprimer leur accord ou désaccord à propos d'un fait donné, sans appel à l'avis d'autrui. Cette dimension hautement démonstrative fait de ce réseau socio-numérique un lieu de réactions, où la subjectivité prend tout son essor pour convaincre le lecteur de la force de la conviction affichée, plutôt qu'un lieu d'entente mutuelle.

En effet, parler de « polémique publique » serait concéder qu'une conversation a eu lieu et que les arguments opposés ont été entendus et se sont confrontés dans un cadre garant d'une éthique de la discussion. Or, la manière dont ce mode de discours est approprié par le cadre médiatique décrit accentue sa dimension démonstrative, et contribue à renforcer la représentation favorable à un côté de la querelle. Pour cette raison la notion de « polémique publique » tel qu'elle a pu être théorisée par Ruth Amossy s'est finalement montrée limitée lorsqu'elle a été mise à l'épreuve par l'analyse des médias et en dehors de l'espace européen. En réalité, l'hégémonie des médias commerciaux au Brésil s'est avérée incompatible avec le déroulement d'un débat mature sur le plan politique d'une affaire impliquant un ancien président de la République.

Cette direction a conduit à valider et à considérablement élargir notre **deuxième hypothèse**. De fait, une polarisation est construite et maintenue par l'encadrement effectué par la structure médiatique analysée. La polarisation n'est pas le fruit de l'épuisement ou du dénouement d'un débat, mais plutôt le résultat d'une exposition construite par la mise en scène informative. L'impossibilité de débat n'advient donc pas uniquement de l'action des individus engagés dans la polémique publique, ou sous l'effet de leurs convictions profondes, mais découlent

également de la façon dont leurs idées sont encadrées par l'environnement qui accueille leurs opinions.

La construction de la perception publique du problème de la « polarisation » par la presse se fait par l'exposition répétitive des points qui éloignent les acteurs qui débattent, produisant ainsi un antagonisme insistant. Sur Twitter, le point de vue affiché suit la logique oppositive fournie par la presse avec une tendance à la reproduction de la distribution binaire des pôles de la dispute offerte par le traitement journalistique. Le « filet médiatique » laisse donc passer les mouvements rhétoriques et/ou les créations iconographiques les plus spectaculaires, produisant ainsi la perception d'une polarisation accrue entre personnes engagées dans la dispute. En d'autres termes, ces opposés n'ont des sens que dans le cadre narratif de la scénarisation bipolaire selon laquelle la presse affiche la polémique notamment quand elle se présente dans l'espace urbain.

Nos propos sur les manifestations de rue ont justement nourri notre **troisième hypothèse**, sur la nature « médiagénique » de la polémique. Elle a été validée avec une mise en garde. Notre étude a bien révélé que le mode d'argumentation polémique est capable d'investir de multiples langages, comme les appropriations spatiales, les productions sonores et les gestes corporels. Il a ainsi été prouvé que ces actions, et les images qui en découlent, dévoilent des propos importants à considérer dans l'analyse d'un débat public multimédiatique.

Néanmoins, si la manifestation de la polémique excède la portée verbale, la compréhension des expressions écrites et orales qui accompagnent la production non verbale constitue un facteur déterminant pour saisir l'argumentaire construit. La poupée « Pixuleco » est exemplaire en ce sens : bien qu'elle prenne une forme visuelle, sa compréhension reste tributaire de son contexte de production, facilitée par les inscriptions qui figuraient en son centre (pour rappel, « 13-171 »). Surtout, elle dépend du texte de presse qui fournit les éléments de l'enquête permettant l'identification du personnage qui y est représenté.

Composant les sens prédominants autour des événements dans l'espace urbain, en amont et en aval des rassemblements, le discours informatif ancre les sens des actions réalisées dans la rue. Il fixe aussi le tempo de l'action pour certaines manifestations collectives comme celles des *panelaços*, calqués sur les éditions du JN. La dynamique de formation de sens des données extra-scripturales emprunte donc de multiples chemins avant d'arriver à une interprétation stable qui permette de les considérer comme l'expression d'une opinion.

Contributions à la notion de « polémique publique »

Au regard de ces conclusions, nous soutenons que l'ajout de la dimension informationnelle à l'analyse de la « polémique publique » constitue un apport intéressant aux études qui portent sur la thématique des débats publics à caractère polarisant. La polyphonie bigarrée des expressions individuelles et institutionnelles que nous avons examinée montre justement que les polémiqueurs s'ajustent finalement aux règles du jeu fournies par les médias dans lesquels ils s'expriment. Ils s'alignent aux effets d'agenda fixés par les médias et au mode d'expression de l'appareil médiatique à disposition. Les rassemblements urbains s'approprient par exemple des éléments langagiers et visuels fournis par les médias nationaux, de même que les acteurs du monde judiciaire utilisent le cadre médiatique pour donner du retentissement à leurs décisions. Il ressort ainsi un certain *rôle modélisateur* de la presse et Twitter dans la fabrique de l'opinion.

À travers un corpus multimédiatique, il a été également possible d'identifier que l'expression polémique emprunte des formes qui traduisent le cadre culturel dominant. La communication

contemporaine privilégiant le divertissement à l'ère de l'*infotainment*, l'affichage d'argumentaires dans la scène publique se nourrit volontairement d'un répertoire de formes culturelles « amusantes ». En témoigne la différence de traitement entre la persuasion ludique des anti-Lula, qui tirent parti de la connivence communautaire du carnaval et du tropisme sociétal pour l'humour dans leur mise en scène dans la rue, et de la défense de Lula qui table encore sur le registre sérieux et une dramaturgie de l'épique élevant Lula au rang de héros incarnant une collectivité.

La variété des éléments sémiotiques que nous avons étudiée conduit donc à un même cadre politico-social qui influence la vision sur le débat. En réalité, la manière dont la structure sociale du journalisme au Brésil encadre le *dissensus* participe à mieux faire accepter *une* position qui devient dominante dans le conflit. Nous pensons avec Barthes que « le sens repose sur le conflit et tout conflit est générateur de sens : choisir l'un et repousser l'autre, c'est toujours sacrifier au sens, produire du sens, le donner à consommer » (Barthes 2002, p. 31). En effet, il n'y a jamais de conflit égalitaire : un sens repousse toujours l'autre à partir de dynamiques sociales, en l'occurrence, ici surtout médiatiques, qui suivent le courant hégémonique. Nous arrivons ainsi à une nouvelle conclusion : la « polémique publique » permet la coexistence dans le *dissensus* seulement entre ceux disposant d'une forme de pouvoir pour accéder à l'arène où se déroule le débat. Autrement dit, il n'y a pas de coexistence là où tous *n'existent* pas.

Le cadre médiatique est enfin déterminant pour faire émerger d'autres positions énonciatives dans le schéma polémique. Notre étude sur Twitter a notamment mis en évidence le fait que la conversation entreprise par les acteurs de l'espace numérique, sans la médiation journalistique, se déroule au-delà du dispositif triangulaire Proposant, Opposant et Tiers à partir d'une posture que nous avons nommée « Censurant ». Une des hypothèses à approfondir dans des travaux ultérieurs serait donc la présence d'un déploiement davantage polymorphe du débat public dépassant ainsi la structure dualiste qu'impose la théorie de la polémique publique. Les résultats d'une telle démarche pourraient amener à penser le débat public sous une configuration plus polycentrée. L'acceptation de la diversité de positions au-delà de celles s'affrontant en « face-à-face » ferait évoluer non seulement le cadre de recherches en polémique, mais encore la qualité de la gestion du *dissensus* par la presse.

L'espace public ou l'illusion d'un espace délibératif

L'étude entreprise amène ainsi à questionner un impensé de la théorie de l'argumentation dans son approche – somme toute positive – de la polémique comme fondement de la démocratie : l'organisation actuelle de la sphère info-communicationnelle au Brésil contemporain produit un faible maintien du dialogue public. La participation à l'espace médiatique étant déterminée par des logiques de pouvoir institutionnel, social et financier que nous avons décrites, le cadre médiatique que nous avons analysé crée une inégalité de prise de parole entre les différents acteurs qui investissent la scène publique. Admettre qu'une formation ou une confrontation des opinions autour du procès a eu lieu, comme dans une polémique publique « idéale », serait nier l'influence du filtre médiatique qui conditionne la version publique du débat.

Les espaces de discussion accessibles aux groupes citoyens sont inexistantes au profit d'une pratique narrative qui exacerbe les oppositions entre eux tout en les dénouant de leurs sens politiques. De plus, la presse ne discrédite pas uniformément, ni équitablement les deux camps protestataires opposés, mais insiste plutôt sur l'irrationalité « sauvage » du camp pro-Lula. Héritant au demeurant d'une représentation stigmatisante pluriséculaire du peuple, la

dimension politique des expressions publiques de l'opinion se trouve ainsi le plus souvent niée. En dénonçant les manifestations publiques des citoyens, notamment ceux pro-Lula, comme des actes malintentionnés ou sans ambition politique, la presse invite à renoncer à l'existence d'une dimension rationnelle dans ses actions.

De manière générale, l'argument de la polarisation sert à jeter un regard méprisant par rapport aux sujets investis dans le débat. Sous cette catégorisation, la divergence d'opinions est un spectacle dangereux et non pas le fondement pour une discussion possible et riche pour la société. Cette représentation considère ainsi le conflit comme un danger démocratique et non pas comme un avancement du débat public. Sous l'angle du seul « déchainement » des passions, un enfermement du débat se produit.

À la lumière de nos résultats, nous ne pouvons donc que récuser l'idée d'un renfort du tissu démocratique grâce à la « polémique publique ». La place occupée par la modalité discursive polémique dans notre cas d'étude n'est pas celle prônée par Ruth Amossy qui soutient que la polémique joue un rôle capital, dans nos démocraties pluralistes, par la gestion des *dissensus*. L'écriture des médias d'information privés, sous l'emprise du marché et de ses stratégies communicationnelles, donne une impression d'équilibre à un débat qui en réalité n'a pas existé. En réalité, il existe plutôt une pratique cherchant à obtenir l'adhésion des citoyens envers l'aspect normatif et réglementaire de l'affaire Triplex, par la mise en place de l'illusion d'un espace délibératif.

La construction de cet idéal forge deux groupes sociaux présentés comme des adversaires s'affrontant dans un combat direct, comme de véritables ennemis. De cette manière, des terrains de dispute éloignés se forment, bien que partant d'un même point de discussion. Les parties de l'échange identifiées étant associées à l'idée d'instabilité et de désordre, notamment la composante favorable à Lula, leur engagement n'est présenté que sous forme d'anecdote individualisante au détriment de la perception du sens politique de leur action. De cette manière, il n'y a pas de formation d'« espace public », dans sa conception habermassienne ; la présence des points de vue distincts dans la presse et dans l'espace numérique de Twitter ne fait que simuler une confrontation, au risque de figer davantage les positionnements déjà posés. Le débat est ainsi *simulé* mais pas véritablement l'engagé.

Le discours informationnel et sa dimension « institutionnelle »

En croisant ces différents résultats, il ressort que le rapport polémique— au sens courant du terme cette fois, qui porte l'accent sur la spectacularisation agonique du désaccord — entre les sujets est finalement fomenté par le traitement journalistique. En réalité, l'équilibre prôné dans l'exercice journalistique, faisant appel à des sources contradictoires à propos d'une même question, donne l'impression d'un débat engagé entre les différentes parties de la discussion. L'écriture journalistique dans le traitement de l'affaire Triplex produit une dynamique artificielle de discours et contre-discours se nourrissant principalement de sources institutionnelles issues des pouvoirs judiciaire et politique, qui ont déjà une posture publique à assumer. De cette pratique résulte un échange confiné autour d'espaces non communicants et hautement préformatés : on peut difficilement imaginer un parti d'opposition au Parti des Travailleurs se prononcer favorablement pour la cause de Lula, ou le procureur du cas défendre l'innocence de l'accusé, par exemple.

Tandis que la parole institutionnelle des procureurs et des magistrats est « surqualifiée », la participation du citoyen au débat est « disqualifiée ». La couverture de presse suit finalement une logique qui donne aux citoyens le simple rôle de représentants du déchaînement entraîné

par ce procès. Les personnes intéressées par la procédure, au-delà des tribunaux, offrent ainsi un visage générique de la polémique et sont réduites au silence comme si elles ne disposaient pas de matière intéressante à apporter à la discussion.

Les pratiques du pouvoir judiciaire, à l'inverse, ne sont pas questionnées. Le journalisme ne critique pas les « règles du jeu » et choisit d'exposer les étapes de la procédure par le biais d'un récit empruntant certains codes du polar tout en jouant un rôle dans la fabrique informative d'un pronostic du verdict. La macro-intrigue retenue se nourrit de la criminalisation des responsables politiques, l'idée d'une corruption généralisée se cristallisant principalement autour de Lula et l'opération Lava Jato. En effet, le mot présentant à priori un sens vide (Qui corrompt ? Au détriment de qui ? En faveur de quoi ?) finit par désigner une pratique à l'échelle gouvernementale fédérale caractérisée par l'action malhonnête du Parti des Travailleurs, et particulièrement de Lula. L'absence systématique d'affichage d'une contre-argumentation quant au déroulement de l'opération Lava Jato fait de son efficacité et de sa nécessité une forme d'évidence. L'appel au pouvoir judiciaire pour venir « au secours du pays » est ainsi autorisé par le discours de presse qui met au centre de l'agenda le problème de la corruption.

Au nom d'un soi-disant « respect des institutions », et en érigeant au rang de non questionnables les décisions du pouvoir judiciaire, le semblant d'équilibre de la couverture paraît configurer en réalité une couverture extrêmement favorable à l'une version des faits. Nous constatons que cette posture dite de neutralité, revendiquée par la posture éditoriale des journaux étudiés, cache en réalité les rôles politiques qu'ont pu avoir ces organes d'information. La logique systématique et systémique des médias brésiliens construit un récit à charge de Lula, tandis que le camp formé autour de son accusation peut agir sous le couvert de la neutralité. La création d'un pôle institutionnel légitime de prise de parole publique voit ainsi le jour ; la prétendue confrontation d'idées conserve finalement un *statut quo*.

Les résultats de cette thèse nous invitent par conséquent à questionner la vitalité des organes de presse dans la gestion des conflits démocratiques. Notre étude met en évidence une pratique info-communicationnelle dont le penchant vise à une médiation des conflits servant des intérêts davantage commerciaux que des citoyens, selon une logique dualiste déterminant un « méchant » et un « héros ». Si la publicisation des fautes politiques pouvait apporter au citoyen des connaissances importantes pour le fonctionnement de la démocratie, nous observons que l'affaire Triplex engendre, au contraire, une forte méfiance des individus face à la machine politique. La critique envers les institutions démocratiques, y compris contre la presse, devient un positionnement dans le champ polémique à mesure que la parole des citoyens concernés par le débat est réduite au silence.

La gestion de conflits sociaux ne peut exister sans qu'une structure info-communicationnelle envisage le *dissensus* comme une occasion de questionner ses propres pratiques. Il nous semble qu'une refonte du système médiatique, un nouveau contrat social serait à trouver, entre les consommateurs et les producteurs d'informations. Une partie de la solution pourrait être le développement des médias publics, absents dans notre corpus à cause de leur moindre expression dans le contexte brésilien, régis par des intérêts davantage collectifs. En réalité, nous pensons qu'il est impossible de traiter de sujets impliquant la discussion autour de questions aussi fondamentales, à travers l'utilisation de pratiques traditionnelles de production journalistique. Le journalisme devrait en tout cas se positionner non seulement comme le garant des institutions, mais également de la parole publique des citoyens.

La condamnation de ce modèle ne constitue cependant pas la condamnation de toute l'institution. En effet, la presse nous paraît représenter la meilleure solution pour faire connaître

les argumentaires divers et provoquer un intérêt public pour des débats importants pour la démocratie. Nos propos ne sont aucunement destinés à formuler une critique dangereuse de l'institution journalistique, celle-ci amenant souvent à une dérive populiste. D'autre part, notre critique ne s'adresse pas au journaliste qui est avant tout un travailleur, dans la majorité des cas précaire, faisant partie d'un organe de presse présentant des postures éditoriales déterminées par ses employeurs. C'est pour cela que nous évoquons tout au long de cette thèse l'institution « journalisme », plutôt que l'individu « journaliste ».

Perspectives de recherche

« La polémique a plutôt tendance à être interminable », comme l'écrit Dascal (1998, p. 45). Effectivement, l'étude de l'affaire Triplex pourrait trouver un prolongement dans des enquêtes ultérieures à propos de productions médiatiques qui excèdent le champ de la presse et de Twitter, telles que les produits cinématographiques et littéraires que nous avons détaillés brièvement dans le Chapitre 8. Une analyse de cette catégorie de corpus pourrait mettre en évidence plus extensivement les arguments circulant autour de l'opération Lava Jato et identifier d'autres formes sémiotiques à travers lesquelles se déroule la parole polémique.

Il conviendrait aussi de mener une enquête de fond sur les différents comptes de Twitter qui ont diffusé des contenus identiques, générant une masse de données artificielle, ainsi que nous l'avons évoqué dans le chapitre 10. En réalité, les instruments de l'analyse du discours et de la sémiologie ne permettent pas de traiter adéquatement ce genre de phénomène qui nécessiterait une appréciation à partir de l'angle plus large de l'analyse des réseaux et/ou d'autres outils quantitatifs de recherche destinés à l'environnement numérique. Nous pensons, de fait, qu'une des limites de notre approche sur le corpus numérique a été de considérer les énoncés en dehors d'un système plus large de signification et de circulation, qui considérerait aussi le système de diffusion et d'interactions avec les messages initiaux – via *retweets* et réponses, par exemple.

Nous avons, tard dans notre analyse, commencé à considérer davantage les *tweets* disposant d'un très grand nombre d'interactions, notre première approche étant d'envisager spontanément les publications selon un système sans gradation. Nous avons progressivement compris qu'il existe plutôt une hiérarchie des propos que l'analyse des réseaux outillée pourrait d'ailleurs mettre en évidence. La compréhension plus précise des rapports de force entretenus à l'intérieur des circulations de discours sur Twitter pourrait fournir une continuité intéressante à notre recherche.

Dans cette perspective, un double phénomène de la communication politique contemporaine, constituant un terrain de recherche particulièrement riche, se profile : le contenu et la dispersion du discours d'extrême droite. De nos analyses, nous tirons la conviction, demandant également une confirmation, que le phénomène « bolsonariste » puise ses sources dans la récupération d'éléments sémiotiques et sémantiques du pôle d'opposition à Lula. Une présence accrue de Jair Bolsonaro dans les discussions autour de l'affaire Triplex a été repérée, d'abord sur Twitter et, à l'approche des élections présidentielles de 2018, de surcroît sur les journaux en ligne et papier³²¹. La stratégie ayant consisté à intégrer un pôle polémique s'opposant vivement à Lula semble avoir porté ses fruits dans l'établissement d'un mouvement politique à part entière.

³²¹ Nous avons d'ailleurs écrit un article en portugais à ce propos : « Estratégias de visibilidade populista nos media on-line: um estudo sobre as declarações polémicas de Jair Bolsonaro na campanha presidencial de 2018 », *Media & Jornalismo* (40), v. 22, p. 283-299.

Plus largement, les pratiques communicationnelles de polémiqueurs politiques contemporains, notamment d'extrême droite, mènent la réflexion vers une nouvelle philosophie de la communication politique. Et d'une part, une nouvelle forme de rhétorique politique marquée par l'excès dichotomique est exploitée afin de construire un mérite individuel. Se positionner « contre tout et tous » devient une marque de fabrique des réussites électorales au Brésil et à l'étranger. L'important dans ces cas est d'endosser une posture de courage pour affronter un ennemi désigné selon la réalité de chaque pays, mais habituellement un « étranger » aux intérêts de la nation. Dans ce cadre, les notions de vitalité et de tradition sont des valeurs particulièrement recherchées pour redresser un pays supposément entré en décadence. La critique s'adresse non plus à une catégorie politique particulière, mais à la pratique politique comme un « tout ». D'autre part, les récentes technologies de la communication numérique, que nous n'avons pas considérée dans toutes ses dimensions avec cette étude, permettent de moduler la structure de diffusion de l'information selon le désir de l'émetteur du message. Cette possibilité met au centre de la production argumentative la nature de l'auditoire visé, qui peut être désormais choisi avec une grande précision.

Le cheminement des technologies de l'information va ainsi dans la direction opposée à celle de la formation d'une agora idéalisée réunissant différentes opinions dans un seul espace. La communication contemporaine nous semble chaque fois plus pulvérisée en une nébuleuse de micro-espaces non poreux. Ce contexte amoindrit la possibilité d'organiser le cadre de déroulement idéal d'une polémique publique fondée sur l'idée d'une « coexistence dans le *dissensus* ». Cela pose au demeurant une importante question à l'institution « presse » : comment le journalisme pourrait-il rendre compte de cette nébuleuse et s'affirmer comme un lieu de débat légitime dès lors que les espaces de circulation d'information sont toujours plus cloisonnés et sans espace de rencontre possible entre les discours antagonistes ?

Post-scriptum : le Brésil après l'affaire Triplex

« J'ai failli être enterré vivant dans ce pays », déclare Luiz Inácio Lula da Silva en référence à l'Affaire Triplex dans la soirée du 31 octobre 2022. Il discourt alors dans l'Avenue Paulista à la suite de son élection à la Présidence de la République. Sont également élus Sérgio Moro (União), au poste de sénateur de la République du Paraná, et Deltan Dallagnol³²² (Podemos), député fédéral ayant reçu le plus de suffrages dans ce même État pour ce poste. En campagne, les deux ont fait la promesse de faire opposition à Lula dans les chambres parlementaires et ont soutenu ouvertement la candidature de Jair Bolsonaro.

Bolsonaro, élu en octobre 2018 (PSL) face à Fernando Haddad (PT), achevait en octobre 2022 un mandat présidentiel qui avait commencé par ce discours d'investiture : « Ce drapeau ne sera jamais rouge, il le sera seulement au cas où notre sang serait nécessaire pour le garder vert et jaune », en référence à une « menace communiste » qui venait d'être écartée. Pour composer son gouvernement, il choisit Sérgio Moro pour le poste de ministre de la Justice et de la Sécurité Publique. L'ancien juge quittera cette fonction après environ un an, avant l'annonce de la fin de Lava Jato par un proche de Bolsonaro devenu procureur général de la République, Augusto Aras.

Au moment de la clôture de l'enquête, en février 2021, règne un étonnant silence. L'absence de réaction lors de son arrêt malgré un bilan de 174 personnalités politiques ou grands chefs d'entreprise condamnés est un symptôme du discrédit associé à ce qui fut jadis la plus grande « opération anti-corruption ». Cela résulte entre autres de l'engagement politique assumé dorénavant par Moro et des révélations préalables du site d'informations *The Intercept Brasil*³²³. Ce média a publié en juin 2019 des conversations privées entre les procureurs de Lava Jato et Moro qui révèlent une possible collusion entre les deux parties du procès dans le but de condamner Lula.

Les charges portées contre Lula ont été levées le 8 mars 2021, par décision du ministre de la Cour suprême fédérale Edson Fachin, avec pour argument que le tribunal de Curitiba ne disposait pas de la légalité territoriale pour juger l'affaire. Plus tard, le 23 mars 2021, la Cour suprême fédérale en séance plénière a validé la thèse de la partialité du juge Moro dans ce procès. Le bâtiment de cette institution s'est trouvé être d'ailleurs l'une des principales cibles de la tentative de coup d'État organisée en réaction à l'élection de Lula, le dimanche 8 janvier 2023. Les locaux du tribunal ont été pris d'assaut, avec le palais présidentiel et le Congrès.

Le retour de Lula au pouvoir n'est ainsi nullement comparable au mythe du phénix : son arrivée au Palais du Planalto se fait dans ce contexte de méfiance des institutions qui lui est défavorable. Ce troisième mandat ne récoltera d'ailleurs probablement pas les mêmes lauriers que les premiers. La ligne politique de Lula a évolué après son ralliement avec des forces politiques du centre et du centre-droit pour assurer son élection. Si ce « barrage républicain » a permis le gain du scrutin, il fait encore face au « bolsonarisme », même si Bolsonaro est condamné à huit ans d'inéligibilité pour abus de pouvoir politique depuis le 30 juin 2023.

En quelques années, la cacophonie argumentative du feuilleton médiatique orchestrée par les médias brésiliens autour de la mise en examen et de l'incarcération de Lula a été balayée par d'autres polémiques (au sens utilisé dans cette thèse) qui ont donc mis à jour une nouvelle offre politique qui propose une autre incarnation légitime du peuple. Elles révèlent au demeurant un Brésil contemporain qui se regarde dans un « miroir à deux faces », dont le décryptage reste à effectuer.

³²² Son mandat a été annulé par la Cour suprême électorale le 16 mai 2023 en raison de sa sortie du pouvoir judiciaire alors qu'il était la cible de procédures internes.

³²³ La série de reportages abordant ce sujet est disponible en ligne sur <https://www.intercept.com.br/series/mensagens-lava-jato/>. Consulté le 12 juillet 2023.

Références bibliographiques

Démocratie, autoritarisme, ultralibéralisme. La reconfiguration du politique au Brésil, une question internationale, <https://calenda.org/751740>, 2020, consulté le 23 mai 2023.

Culture et politique au Brésil : bilan d'une décennie (2011-2020), <https://calenda.org/789876>, 2020, consulté le 23 mai 2023.

ADAM Jean-Michel, 2006, « Intertextualité et interdiscours: filiations et contextualisation de concepts hétérogènes », *Revue Tranel (Travaux neuchâtelois de linguistique)*, 2006, n° 44, p. 3-26.

ALBUQUERQUE Afonso de, 2021, « Populismo, Elitismo e Democracia: Reflexões a partir da Operação Lava-Jato », *Mediapolis – Revista de Comunicação, Jornalismo e Espaço Público*, 2021, n° 12, p. 17-31.

ALDE Alessandra, MENDES Gabriel et FIGUEIREDO Marcus, 2007, « Tomando partido: imprensa e eleições presidenciais em 2006 », *Política & Sociedade*, 2007, vol. 6, n° 10, p. 153-172.

ALMEIDA Frederico De, 2019, « Os juristas e a crise », *Plural*, 2019, vol. 26, n° 2, p. 96-128.

ALONSO Angela, 2017, « A política das ruas: protestos em São Paulo de Dilma a Temer », *Novos Estudos*, 2017, p. 49-58.

AMOSSY Ruth, 2022a, « La notion d'ethos : faire dialoguer l'analyse du discours selon D. Maingueneau et la théorie de l'argumentation dans le discours », *Argumentation et Analyse du Discours*, 18 octobre 2022, n° 29.

AMOSSY Ruth, 2022b, « Construire la légitimité et l'autorité politiques en discours », *Argumentation et Analyse du Discours*, 25 avril 2022, n° 28.

AMOSSY Ruth, 2014, *Apologie de la polémique*, 1re édition., Paris, Presses universitaires de France (coll. « L'interrogation philosophique »).

AMOSSY Ruth, 2012, *L'argumentation dans le discours*, Paris, Armand Colin (coll. « ICOM »).

AMOSSY Ruth, 2011, « La coexistence dans le dissensus . La polémique dans les forums de discussion », *Semen. Revue de sémio-linguistique des textes et discours*, 2011, n° 31, p. 25-42.

AMOSSY Ruth, 2010, *La présentation de soi : ethos et identité verbale*, Paris, Presses universitaires de France (coll. « Interrogation philosophique »).

AMOSSY Ruth, 2003, « L'argument ad hominem dans l'échange polémique » dans *La parole polémique [Texte imprimé] : [colloque tenu à la Sorbonne en septembre 1998]*, Paris, H. Champion (coll. « Colloques, congrès et conférences sur l'époque moderne et contemporaine: 11 »), p. 409-423.

AMOSSY Ruth et BURGER Marcel, 2011, « Introduction : la polémique médiatisée », *Semen. Revue de sémio-linguistique des textes et discours*, 2011, n° 31, p. 7-24.

ANGENOT Marc, 2013, *Rhétorique de la confiance et de l'autorité*, Montréal, McGill University.

ANGENOT Marc, 2008, *Dialogues de sourds : traité de rhétorique antilogique*, Paris, Mille et une nuits (coll. « Essai »).

ANGENOT Marc, 2003, « Anarchistes et socialistes : un dialogue de sourds » dans *La parole polémique*, Paris, H. Champion, p. 449-513.

ANGENOT Marc, 1995, « « Un juif trahira » : La préfiguration de l’Affaire Dreyfus (1886-1894) », *Romantisme*, 1995, vol. 25, n° 87, p. 87-114.

ARAUJO Bruno, 2017, « Em busca de um herói: a construção discursiva de Joaquim Barbosa no julgamento do Mensalão por Veja e Época », *Verso e Reverso*, 31 août 2017, vol. 31, n° 77, p. 125-137.

ARENDT Hanna, 1993, *Qu’est-ce que la politique ?*, Paris, Editions du Seuil.

ARQUEMBOURG Jocelyne, 2005, « Comment les récits d’information arrivent-ils à leurs fins ? », *Réseaux*, 2005, vol. 132, n° 4, p. 27-50.

AURELIO, 2020, « Polêmica » dans *Dicionário Aurélio*, São Paulo.

AUROUX Sylvain, 1998, *La raison, le langage et les normes*, Paris, Presses universitaires de France.

AZEVEDO Fernando Antônio, 2018, « PT, eleições e editoriais da grande imprensa (1989-2014) », *Opinião Pública*, août 2018, vol. 24, n° 2, p. 270-290.

AZEVEDO Fernando Antônio, 2010, « Corrupção, mídia e escândalos midiáticos no Brasil », *Em Debate*, 2010, vol. 2, n° 3, p. 14-19.

BAIL Christopher A., 2021, *Breaking the social media prism: how to make our platforms less polarizing*, First edition., Princeton, Princeton University Press.

BARBOSA DE ALMEIDA Thais, 2022, « « Lula en prison » au Brésil : l’expression numérique de l’ethos de victime et de candidat sur Twitter », *Les Enjeux de l’information et de la communication*, 2022, vol. 23, n° 3, p. 5-19.

BARBOSA DE ALMEIDA Thais, 2021, « La polémique dans la parole politique à la télévision : les débats télévisés de second tour des élections présidentielles en France et au Brésil » dans *Discours politiques et médiatiques en Amérique Latine. Retour(s) sur les deux premières décennies du XXI^e siècle*, Paris, L’Harmattan, p. 71-83.

BARBOSA Marialva Carlos, 2007, *História cultural da imprensa: Brasil 1900-2000*, Rio de Janeiro, Mauad.

BARBOZA Pierre, 2014, « Pratiques numériques : l’action de la machine » dans *Méthodes de recherche sur l’information et la communication : regards croisés*, Le Kremlin-Bicêtre, Editions Mare et Martin (coll. « Mediacritic »), p. 169-186.

BARONI Raphaël, PAHUD Stéphanie et REVAZ Françoise, 2006, « De l’intrigue littéraire à l’intrigue médiatique : le feuilleton Swissmetal », *A contrario*, 2006, Vol. 4, n° 2, p. 125-143.

BARREIROS Tomás Eon et AMOROSO Danilo, 2008, « Jornalismo estrábico: veja e cartacapital na cobertura do "escândalo do mensalão" », *Perspectivas de la Comunicación*, janvier 2008, vol. 1, n° 1, p. 120-131.

BARROS Celso Rocha de, 2022, *PT, uma história*, São Paulo, Companhia das Letras.

BARROS FILHO Clóvis et FABBRO Antônio Dal, 1998, « Jornalismo didático e agenda do leitor », *Comunicação & Educação*, 30 avril 1998, n° 11, p. 22-28.

BARTHES Roland, 2002, *Le neutre. Cours et séminaires au Collège de France 1977-1978*, Paris, Seuil.

BARTHES Roland, 1991, *L'aventure sémiologique*, Paris, Éd. du Seuil (coll. « Points »).

BARTHES Roland, 1966, « Introduction à l'analyse structurale des récits », *Communications*, 1966, vol. 8, n° 1, p. 1-27.

BARTHES Roland, 1964, « Rhétorique de l'image », *Communications*, 1964, vol. 4, n° 1, p. 40-51.

BENNETT W. Lance et IYENGAR Shanto, 2008, « A New Era of Minimal Effects? The Changing Foundations of Political Communication », *Journal of Communication*, décembre 2008, vol. 58, n° 4, p. 707-731.

BERLATTO, Fábila, CODATO Adriano et BOLOGNESI Bruno, 2016, « Da polícia à política: explicando o perfil dos candidatos das Forças Repressivas de Estado à Câmara dos Deputados », *Revista Brasileira de Ciência Política*, décembre 2016, n° 21, p. 77-120.

BEZERRA Ada Kesea Guedes et LIMA Elisabeth Christina de Andrade, 2009, « A produção de mitos na política : a imagem pública de Lula no cenário midiático », *Portugal : Biblioteca Online de Ciências da Comunicação*, 2009.

BHATIA Aditi et ROSS Andrew S., 2019, « Trumpian tweets and populist politics: A corpus-assisted discourse analytical study » dans *Politics and populism across modes and media*, Bern., Peter Lang, (coll. « Linguistic insights »).

BIROLI Flávia, 2007, « Técnicas de poder, disciplinas do olhar: aspectos da construção do "jornalismo moderno" no Brasil », *História (São Paulo)*, 2007, vol. 26, n° 2, p. 118-143.

BONHOMME Marc, 2002, « Métaphore » dans *Dictionnaire d'analyse du discours*, Paris, Seuil, p. 375-378.

BORBA Felipe de Moraes, 2005, *Razões para a escolha eleitoral: A influência da campanha política na decisão do voto em Lula durante as eleições presidenciais de 2002*, Travail de master, Instituto de Estudos Sociais e Políticos, Rio de Janeiro.

BOURDELOIE Hélène, 2014, « Postures et méthodes de recherche en questions » dans *Les méthodes de recherche sur l'information et la communication. Regards croisés*, Le Kremlin-Bicêtre, Editions Mare et Martin (coll. « Mediacritic »), p. 17-43.

BOURDIEU Pierre, 1996, *Sur la télévision*, Paris, Raisons d'agir.

BOURDIEU Pierre, 1992, *Les règles de l'art: genèse et structure du champ littéraire*, Paris, Editions du Seuil (coll. « Libre examen. Politique »).

BOURDIEU Pierre, 1981, « La représentation politique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 1981, vol. 36, n° 1, p. 3-24.

BOURDIEU Pierre, 1979, *La Distinction : critique sociale du jugement*, Paris, Les Éditions de Minuit (coll. « Le sens commun »).

BOYD Danah M. et ELLISON Nicole B., 2007, « Social Network Sites: Definition, History, and Scholarship », *Journal of Computer-Mediated Communication*, 2007, vol. 13, n° 1, p. 210-230.

BRANTS Kees et NEIJENS Peter, 1998, « The Infotainment of Politics », *Political Communication*, avril 1998, vol. 15, n° 2, p. 149-164.

BUCCI Eugênio, 2005, *Brasil em tempo de TV*, São Paulo, Boitempo.

BUCCI Eugênio, 2000, *Sobre ética e imprensa*, São Paulo, Companhia das Letras.

CANOTILHO José Joaquim Gomes et BRANDÃO Nuno, 2017, « Colaboração premiada: reflexões críticas sobre os acordos fundantes da Operação Lava Jato », *Revista Brasileira de Ciências Criminais*, juillet 2017, n° 133, p. 133-171.

CARDON Dominique, 2010, *La démocratie Internet: promesses et limites*, Paris, Seuil.

CARVALHO Fernanda Cavassana De, 2017, « Dilma e Aécio nos portais de Veja e CartaCapital em 2014: uma comparação entre editorias jornalísticas e blogs na cobertura das eleições presidenciais », 2017, vol. 7, p. 246-270.

CARVALHO Guilherme, 2016, « Mídia pública. Brasil. Comunicação. Públicos », *Ação Midiática*, 2016, n° 11, p. 51-71.

CASTELLS Manuel, 2009, *Communication Power*, Oxford, Oxford University Press.

CASTRO Fábio Fonseca de, 2016, « Le discours politique de Dilma Rousseff et les fantomes de Lula: étude sur l'intersubjectivité dans la politique », *Linguagem em (Dis)curso*, 2016, vol. 16, n° 2, p. 245-260.

CERVI Emerson Urizzi, 2014, « Eleições casadas, votos solteiros e PT em namoro eleitoral com PSDB: uma descrição da tendência de polarização das eleições presidenciais entre 1994 e 2014 », *Em Debate*, 2014, vol. 6, n° 6, p. 25-46.

CERVI Emerson Urizzi, 2011, « Quando Lasswell encontra a cobertura eleitoral da FSP: uso do "coeficiente de desequilíbrio" na análise empírica da produção jornalística da FSP em coberturas de campanhas presidenciais do PT e PSDB », Recife, XXXIV Congresso Brasileiro de Ciências da Comunicação.

CERVI Emerson Urizzi, 2006, *Opinião pública e política no Brasil: O que o brasileiro pensa sobre política e porque Isso interessa à democracia*, Thèse de doctorat, Instituto de Estudos Sociais e Políticos, Rio de Janeiro.

CERVILLE Maxime et PAILLER Fred, 2014, « #mariagepourtous : Twitter et la politique affective des hashtags », *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, 15 janvier 2014, n° 4.

CHADWICK Andrew, 2013, *The hybrid media system. Politics and Power*, Oxford, Oxford University Press.

CHAIA Vera Lucia Michalany et BRUGNAGO Fabricio, 2014, « A nova polarização política nas eleições de 2014: Radicalização ideológica da direita no mundo contemporâneo do Facebook », *Aurora. Revista de Arte, Mídia e Política*, 20 décembre 2014, vol. 7, n° 21, p. 99-129.

CHAMPAGNE Patrick, 1995, « La double dépendance: Quelques remarques sur les rapports entre les champs politique, économique et journalistique », *Hermès*, 1995, n° 17-18, p. 215-229.

CHARAUDEAU Patrick, 2017, *Le débat public: entre controverse et polémique: enjeu de vérité, enjeu de pouvoir*, Limoges, Lambert-Lucas.

CHARAUDEAU Patrick, 2013, *La conquête du pouvoir: opinion, persuasion, valeurs; les discours d'une nouvelle donne politique*, Paris, L'Harmattan (coll. « Langue et parole Recherches en sciences du langage »).

CHARAUDEAU Patrick, 2009, « Dis-moi quel est ton corpus, je te dirai quelle est ta problématique », *Corpus*, 15 novembre 2009, n° 8, p. 37-66.

CHARAUDEAU Patrick, 2005, *Les Médias et l'information. L'impossible transparence du discours*, Bruxelles, De Boeck.

CHARAUDEAU Patrick (ed.), 2001, *La télévision et la guerre: déformation ou construction de la réalité? le conflit en Bosnie (1990-1994)*, Paris; Bruxelles, INA; De Boeck Université (coll. « Médias recherches »).

CHARAUDEAU Patrick, 1997, *Le discours d'information médiatique: la construction du miroir social*, Paris, Nathan.

CHAU Marilena, 1992, « Público, privado, despotismo » dans *Ética*, São Paulo, Companhia das Letras, p. 382-390.

CHIRIO Maud, 2016, *La Politique en uniforme: l'expérience brésilienne, 1960-1980*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

CIOCCARI Deysi, 2015, « Operação Lava Jato: escândalo, agendamento e enquadramento », *Revista Alterjor*, 6 octobre 2015, vol. 12, n° 2, p. 58-78.

COLLING Leandro, 2000, *Agendamento, enquadramento e silêncio no Jornal Nacional nas eleições presidenciais de 1998*, Travail de master, UFBA, Salvador.

CONCEIÇÃO Matheus Furlani, 2014, « A construção da imagem política de Joaquim Barbosa pela Revista Veja na cobertura do julgamento do mensalão », Vila Velha, XIX Congresso de Ciências da Comunicação na Região Sudeste.

CONCI Luiz Guilherme Arcaro, 2018, « The Lula da Silva Case: background and the effects of his conviction », *DPCE Online*, 3 juillet 2018, vol. 35, n° 2, p. 425-439.

COUTINHO Iluska Maria da Silva, 2003, *Dramaturgia do telejornalismo brasileiro: a estrutura narrativa das notícias em TV*, Thèse de doctorat, Universidade Metodista de São Paulo, São Bernardo do Campo.

COUTINHO Iluska Maria da Silva et OLIVEIRA José Tarcísio, 2015, « Cobertura televisiva da corrupção em anos eleitorais: uma análise do enquadramento do caso petrolão nos noticiários de emissoras pública e comercial », *Mídia & Jornalismo*, 2015, vol. 14, n° 26, p. 149-166.

DABENE Olivier (ed.), 2012, *La gauche en Amérique latine*, Paris, Les Presses de Sciences Po.

DABENE Olivier et LOUAULT Frédéric, 2010, « Lula, président inoxydable », *Le Monde, Débats*, 27 sept. 2010 p.

DABENE Olivier, LOUAULT Frédéric et BOISSIERE Aurélie, 2019, *Atlas de l'Amérique latine : polarisation politique et crises*, 5e édition., Paris, Éditions Autrement (coll. « Collection Atlas-monde »).

DALBERA Jean-Philippe, 2002, « Le corpus entre données, analyse et théorie », *Corpus*, 15 novembre 2002, n° 1.

DASCAL Marcelo, 1998, « Types of polemics and types of polemical moves », *Dialogue Analysis VI*, 1998, p. 15-33.

DE ANGELIS Rossana, 2018, « Textes et textures numériques. Le passage de la matérialité graphique à la matérialité numérique », *Signata. Annales des sémiotiques / Annals of Semiotics*, 31 décembre 2018, n° 9, p. 459-484.

DEBORD Guy, 1967, *La société du spectacle*, 1^{re} éd., Paris, Buchet-Chastel.

DECLERCQ Gilles, 2003, « Rhétorique et polémique » dans *La parole polémique*, Paris, H. Champion.

DEGRAVE Philippe, 2016, *Le Parti des Travailleurs brésilien : de son émergence à la conquête du Planalto (1979-2002)*, Thèse de doctorat, Université de Bourgogne, Dijon.

DEL VECCHIO DE LIMA Myrian, FERNANDES José Carlos et MIERS James Klaus, 2021, « Táticas de resistência dos jornalista: Notas sobre práticas na defesa da reportagem em tempos de servilismo à audiência », *Mediapolis – Revista de Comunicação, Jornalismo e Espaço Público*, 6 septembre 2021, n° 13, p. 125-140.

DEMURU Paolo, 2018, « Uma análise sociossemiótica da bandeira e do hino brasileiro de junho de 2013 aos dias de hoje », Belo Horizonte, XXVII Encontro Anual da Compós.

DI FILIPPO Laurent, 2020, *Mythes*, <http://publictionnaire.huma-num.fr/notice/mythes/> , 12 mai 2020, consulté le 26 janvier 2023.

DRUCKER Johanna, 2011, « Humanities Approaches to Graphical Display », *Digital Humanities Quarterly*, 10 mars 2011, vol. 5, n° 1.

DUPUY Pierre-Olivier et MARCHAND Pascal, 2016, « Les débats de l'entre-deux-tours de l'élection présidentielle française (1974-2012) au prisme des stratégies discursives : du monopole du cœur à la doxa économique-comptable », *Mots. Les langages du politique*, 15 octobre 2016, n° 112, p. 69-80.

DUPUY Pierre-Olivier et MARCHAND Pascal, 2013, « Evolutions lexicales des débats de l'entre-deux-tours de l'élection présidentielle française: du discours de la quantification à la polémique, des stratégies argumentatives au service des électeurs? », *Bulletin VALS-ASLA*, 2013, vol. 98, p. 105-128.

DURAN GIL Aldo, 2010, « Reflexões sobre as eleições presidenciais no Brasil em 2010 », *Em Debate: Periódico de Opinião Pública e Conjuntura Política*, 2010, vol. 2, n° 12, p. 22-27.

ENGELMANN Fabiano, 2016, « Julgar a política, condenar a democracia ? Justiça e crise no Brasil », *Conjuntura Austral*, 17 septembre 2016, vol. 7, n° 37, p. 9-16.

ESTRADA Gaspard et MAURICE Mathilde, 2021, « Lula, Bolsonaro et la fin de «Lava Jato»: où en est l'État de droit au Brésil? », *Diplomatie*, 2021, n° 109, 2021 p. 22-26.

FAVART Françoise, 2013, « L'événement discursif, une question d'ethos ? », *Mediazioni - rivista online di studi interdisciplinari su lingue e culture*, 1 janvier 2013, vol. 15, p. 1-15.

FECHINE Yvana, 2020, « Passions et présence dans le populisme numérique brésilien », *Actes Sémiotiques [En ligne]*, 2020, n° 123.

FELMAN Shoshana, 1979, « Le discours polémique », *Cahiers de l'Association internationale des études françaises*, 1979, vol. 31, n° 1, p. 179-192.

FERES Beatriz dos Santos, REBELLO Ilana da Silva, RIBEIRO Patrícia Ferreira Neves et MONNERAT Rosane dos Santos Mauro, 2020, « Mimimi de mulher em 'memes': referenciação, estereotipagem e reenunciação », *Gragoatá*, 31 juillet 2020, vol. 25, p. 310-333.

FERES João et GAGLIARDI Juliana, 2019, « O sucesso eleitoral da Nova Direita no Brasil e a mudança no paradigma comunicativo da política » dans *Pensando a democracia, a república e o estado de direito no Brasil*, Belo Horizonte, Projeto República.

FERES João et SASSARA Luna de Oliveira, 2016a, « Corrupção, escândalos e a cobertura midiática da política », *Novos Estudos - CEBRAP*, 2016, vol. 35, n° 2, p. 204-225.

FERES João et SASSARA Luna de Oliveira, 2016b, « O terceiro turno de Dilma Rousseff », *Saúde em Debate*, 2016, vol. 40, especial, p. 176-185.

FIGEAC Julien, SALORD Tristan, CABANAC Guillaume, FRAISIER Ophélie, RATINAUD Pierre, SEFFUSATTI Fanny et SMYRNAIOS Nikos, 2019, « Facebook favorise-t-il la désinformation et la polarisation idéologique des opinions ? », *Questions de communication*, 31 décembre 2019, n° 36, p. 167-187.

FIGUEIREDO Rosali Rossi, 1998, « Mídia e eleições: cobertura jornalística da campanha presidencial de 1994 », *Opinião Pública*, 1998, vol. 5, n° 1, p. 72-89.

FONTAINHA Fernando, 2020, « Judiciário e crise política no Brasil hoje: do mensalão à Lava Jato », *Revista da Associação dos Antigos Alunos de Direito da Universidade Federal do Rio de Janeiro*, 24 novembre 2020, vol. 1, n° 1, p. 1-25.

FOUCAULT Michel, 1994, « Polémique, politique et problématisation » dans *Dits et écrits 1954-1988, tome IV*, Paris, Gallimard, p. 591-598.

GANDIN Lucas, 2012, *Entre imagem e mito : a transferência de ethos de Lula para Dilma na campanha presidencial de 2010*, Travail de master, Universidade Federal do Paraná, Curitiba.

GANDIN Lucas et PANKE Luciana, 2015, « A transferência de ethos de Lula para Dilma na campanha eleitoral de 2010 », *Revista Eletrônica de Ciência Política*, 2015, vol. 6, n° 1, p. 167-186.

GARAND Dominique, 1998, « Propositions méthodologiques pour l'étude du polémique » dans *Etats du polémique*, Québec, Editions Nota bene (coll. « Les cahiers du Centre de recherche en littérature québécoise »), p. 221-269.

GELAS Nadine, 1980, « Etude de quelques emplois du mot "polémique" » dans *Le discours polémique*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon (coll. « Linguistiques et sémiologie »), p. 41-50.

GENTZKOW Matthew et SHAPIRO Jesse, 2011, « Ideological segregation online and offline », *The Quarterly Journal of Economics*, 1 novembre 2011, vol. 126, n° 4, p. 1799-1839.

GIROTTI NETO Angelo, 2014, « O lulismo e as classes sociais na política do Brasil contemporâneo », *Revista Eletrônica de Ciência Política*, 2014, vol. 5, nº 1, p. 122-141.

GOFFMAN Erwing, 1973, *La présentation de soi*, Paris, Editions de Minuit (coll. « La mise en scène de la vie quotidienne »).

GOMES Wilson, 2008, « Mapeando a audiosfera política brasileira: os soundbites políticos no Jornal Nacional », São Paulo, XVII Encontro da Compós.

GONÇALVES Clayton Pereira et ROSSONI Luciano, 2020, « Nem Coxinha, Nem Mortadela: Heterogeneidade de Crenças Políticas do Eleitor Brasileiro e suas Relações com o Posicionamento Político », en ligne, 44º Encontro Anual da ANPOCS (GT09 – Comportamento político, opinião pública e cultura política).

GONÇALVES Maurício, 2014, « As jornadas de junho e os limites do neodesenvolvimentismo no Brasil » dans *As jornadas de junho: o significado do retorno das manifestações de massas no Brasil*, Recife, Do Organizador, p. 158-177.

GREIMAS Algirdas Julien et COURTES Joseph, 1993, *Sémiotique: dictionnaire raisonné de la théorie du langage*, Paris, Hachette supérieur (coll. « Hachette université »).

GREVISSE Benoît et DUBIED Annik, 2003, « Trêve de polémique ou contrôle des opinions », *Recherches en Communication*, 1 septembre 2003, vol. 20, p. 7-18.

GRINGAS Anne-Marie, 1996, « Les métaphores dans le langage politique », *Politique et sociétés*, 1996, nº 30, p. 159-171.

GUAZINA Liziane, 2011, *Jornalismo em busca de credibilidade: a cobertura adversária do Jornal Nacional no escândalo do Mensalão*, Thèse de doctorat, Universidade de Brasília, Brasil.

HABERMAS Jurgen, 1989, *The structural transformation of the public sphere*, Cambridge, MIT Press.

HABERMAS Jurgen, 1974, « The Public Sphere: An Encyclopedia Article », *New German Critique*, 1974, nº 3, p. 49-55.

HERMAN Thierry, 2018, « Éclairages, dimension rhétorique et argumentation à l'épreuve des tweets de Donald Trump », *Argumentation et analyse du discours*, 2018, nº 20, p. 1-16.

HOFFMANN Anita Gonçalves et MARTINO Luis Mauro Sá, 2017, « Os nomes da Operação Lava Jato: aproximações e apropriações do entretenimento no campo político », *Revista Comunicação Midiática*, 1 décembre 2017, vol. 12, nº 3, p. 145-157.

HOLZBACH Ariane Diniz, 2006, « Identidades que não existem mais - Lula como representante do povo, heroi superstar e outras imagens no Dia da Posse pelas páginas de O Globo », Salvador, I Congresso Anual da Associação Brasileira de Pesquisadores de Comunicação e Política.

HUNTER Wendy et POWER Timothy J., 2008, « Recompensando a Lula: poder ejecutivo, política social y las elecciones de 2006 », Salamanca, La democracia brasileña: balance y perspectivas para el siglo XXI.

ILHA Adriana, BORTOLON Bianca, HONORATO Johanna, PERDIGÃO Luisa, REIS Nelson, GASPARINI Tasso, HAACKE Veronica et LOPES Willian, 2018, *Repercussão no Twitter da*

condenação de Lula, <http://www.labic.net/cartografia/repercussao-no-twitter-da-condenacao-de-lula/>, 2018, consulté le 3 janvier 2022.

JACKIEWICZ Agata, 2017, « Outils notionnels pour l'analyse des controverses », *Questions de communication*, 1 septembre 2017, n° 31, p. 137-159.

JACQUIN Jérôme, 2011, « Le/La polémique : une catégorie opératoire pour une analyse discursive et interactionnelle des débats publics ? », *Semen. Revue de sémio-linguistique des textes et discours*, 19 avril 2011, n° 31, p. 43-60.

JAMET Claude et JANNET Anne-Marie, 1999, *La mise en scène de l'information*, Paris, Harmattan (coll. « Collection Champs visuels »).

JENKINS Henry, 2016, *Convergence Culture: Where Old and New Media Collide*, New York, New York University Press.

JUHEM Philippe, 2012, « Le clivage droite-gauche comme effet émergent des luttes électorales » dans Jacques Le Bohec et Christophe Le Digol (eds.), *Gauche-droite: genèse d'un clivage politique*, 1^{re} éd., Paris, Presses universitaires de France, p. 99-124.

KERBRAT-ORECCHIONI Catherine, 1980, « La polémique et ses définitions » dans *Le discours polémique*, Lyon, Presses universitaires de Lyon (coll. « Linguistiques et sémiologie »), p. 3-40.

KERCHE Fábio, 2018, « Ministério Público, Lava Jato e Mãos Limpas: uma abordagem institucional. », *Lua Nova: Revista de Cultura e Política*, septembre 2018, n° 105, p. 255-286.

KING Andrew A. et ANDERSON Floyd Douglas, 1971, « Nixon, Agnew, and the "silent majority": A case study in the rhetoric of polarization », *Western Speech*, 1971, vol. 35, n° 4, p. 243-255.

KLEINA Nilton Cesar Monastier, 2016, *Bola na trave: os enquadramentos do « nao vai ter copa » antes e durante a copa do mundo de 2014 no facebook*, Travail de master, Universidade Federal do Paraná, Curitiba.

KLINGEMANN Hans-Dieter et FUCHS Dieter (eds.), 1995, *Citizens and the state*, Oxford, Oxford University Press.

KRIEG-PLANQUE Alice, 2011, « Les « petites phrases » : un objet pour l'analyse des discours politiques et médiatiques », *Communication langages*, 2011, N° 168, n° 2, p. 23-41.

KRIEG-PLANQUE Alice, 2009, *La notion de « formule » en analyse du discours: cadre théorique et méthodologique*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté (coll. « Annales littéraires de l'Université de Franche-Comté Linguistique et sémiotique 50 »).

KUCINSKI Bernardo, 1998, *A síndrome da antena parabólica: ética no jornalismo brasileiro*, São Paulo, Fundação Perseu Abramo.

LANDOWSKI Eric, 2001, « O olhar comprometido », *Revista Galaxia*, 2001, n° 2, p. 19-56.

LAROUSSE, 2020, « Polémique » dans *Dictionnaire de français Larousse*, Paris.

LAUTERT José Artur Moraes, 2017, *Estereótipos de "coxinhas" e "mortadelas": a representação da política brasileira no canal Porta dos Fundos*, Trabalho de Conclusão de Curso, Universidade de Brasília, Brasília.

LE PETIT ROBERT, 2020, « Polémique » dans *Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française*, Paris.

LEMIEUX Cyril, 2007, « À quoi sert l'analyse des controverses ? », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, 2007, vol. 25, n° 1, p. 191-212.

LEVITSKY Steven et ZIBLATT Daniel, 2018, *How democracies die*, New York, Crown.

LEVY Pierre, 2002, *Cyberdémocratie*, Paris, Odile Jacob.

LIPOVETSKY Gilles, 2008, *L'ère du vide: essais sur l'individualisme contemporain*, Nouv. éd., Paris, Gallimard (coll. « Collection folio Essais »).

LITS Marc, 2012, « Quel futur pour le récit médiatique ? », *Questions de communication*, 1 septembre 2012, n° 21, p. 37-48.

LITS Marc, 2009, « La médiatisation du politique ou le passage d'un espace public délibératif à un espace public symbolique narratif », *A contrario*, 2009, n° 12, n° 2, p. 85-100.

LITS Marc, 2003, « La polémique médiatique comme lieu de confrontation politique contemporain », *Recherches en Communication*, 1 septembre 2003, vol. 20, p. 174-188.

LITS Marc, 1997, « Le récit médiatique : un oxymore programmatique ? », *Recherches en Communication*, 1 mars 1997, vol. 7, p. 37-59.

LITS Marc et WRONA Adeline, 2014, « Permanence et renouveau des recherches sur l'écriture journalistique », *Revue française des sciences de l'information et de la communication [En ligne]*, 1 juillet 2014, n° 5.

LONGHI Julien, 2020, « Explorer des corpus de tweets : du traitement informatique à l'analyse discursive complexe », *Corpus*, 2020, n° 20, p. 1-21.

LONGHI Julien, 2013, « Essai de caractérisation du tweet politique », *L'information grammaticale*, 2013, n° 136, p. 25-32.

LOUAULT Frédéric, 2010, « Lula, père des pauvres ? », *La Vie des idées*, 29 octobre 2010.

LUGINBÜHL Martin, 2007, « Conversational violence in political TV debates: Forms and functions », *Journal of Pragmatics*, 1 août 2007, vol. 39, n° 8, p. 1371-1387.

MACHADO Ida Lucia, 2011, « Le rôle du récit de vie dans le discours politique de Lula », *Argumentation et Analyse du Discours*, 15 octobre 2011, n° 7, p. 1-16.

MACHIAVELI Gabriel Reis Moraes, 2018, *Protestos de 2015: Os Imaginários no Facebook*, Curitiba, Appris Editora.

MAINGUENEAU Dominique, 2022, *L'ethos en analyse du discours*, Louvain-la-Neuve, Academia (coll. « Au cœur des textes »).

MAINGUENEAU Dominique, 2016, *Analyser les textes de communication*, Nouvelle édition revue et mise à jour., Paris, Armand Colin (coll. « Collection ICOM »).

MAINGUENEAU Dominique, 2014, *Discours et analyse du discours: une introduction*, Paris, Armand Colin (coll. « ICOM Série "Discours et communication" »).

MAINGUENEAU Dominique, 1991, *L'analyse du discours: introduction aux lectures de l'archive*, Paris, Hachette (coll. « Hachette université linguistique »).

MAINGUENEAU Dominique, 1983, *Sémantique de la polémique*, Lausanne, L'âge d'homme.

MALINI Fabio, CIARELLI Patrick et MEDEIROS Jean, 2017, « O sentimento político em redes sociais: big data, algoritmos e as emoções nos tweets sobre o impeachment de Dilma Rousseff », *Liinc em Revista*, 1 décembre 2017, vol. 13, n° 2, p. 323-342.

MALINI Fábio, GOVEIA Fábio, CIARELLI Patrick, CARREIRA Lia, HERKENHOFF Gabriel, REGATTIERI Lorena et LEITE Marcus Vinicius, 2014, « #Vemprarua: narrativas da revolta brasileira », Lima, Congresso ALAIC 2014.

MARCHAND Pascal et RATINAUD Pierre, 2012, « L'analyse de similitude appliquée aux corpus textuels : les primaires socialistes pour l'élection présidentielle française (septembre-octobre 2011) », Liège, 11es Journées Internationales d'analyse statistique des données textuelles.

MARION Philippe, 2003, « Les images "contre" : de la caricature à la cybercontestation », *Recherches en Communication*, 2003, n° 20, p. 127-153.

MARION Philippe, 1997, « Narratologie médiatique et médiagenie des récits », *Recherches en Communication*, 1997, n° 7, p. 61-87.

MARQUES Rosa Maria et MENDES Áquilas, 2007, « Servindo a dois senhores: as políticas sociais no governo Lula », *Revista Katálisis*, juin 2007, vol. 10, p. 15-23.

MARTY Emmanuel, REBILLARD Franck, SMYRNAIOS Nikos et TOUBOUL Annelise, 2010, « Variété et distribution des sujets d'actualité sur Internet. Une analyse quantitative de l'information en ligne », *Mots. Les langages du politique*, 1 juillet 2010, n° 93, p. 107-126.

MASASA Karina, 2011, « À qui profitent les dialogues de sourds ? La question de l'action dans la polémique entre mondialistes et altermondialistes autour de la pauvreté », *Semen. Revue de sémio-linguistique des textes et discours*, 19 avril 2011, n° 31, p. 129-144.

MAURO Rosana, 2014, *Aspectos da midiatização do consumo e do sentido de classe social na telenovela: a representação da nova classe C*, Travail de master, Universidade de São Paulo, São Paulo.

MAYAFFRE Damon, 2005, « Les corpus politiques : objet, méthode et contenu.Introduction », *Corpus*, 1 décembre 2005, n° 4.

MAYAFFRE Damon, 2002, « Les corpus réflexifs : entre architextualité et hypertextualité », *Corpus*, 15 novembre 2002, n° 1.

MENDES Cândido, 2003, *Lula et l'autre Brésil*, Paris, Les éditions de l'IHEAL.

MERCIER Arnaud, 2018a, « L'omniprésence des postures humoristiques sur Twitter » dans *Le sens de l'humour: Style, genres, contextes*, Louvain-la-Neuve, Editions Académia-EME, p. 279-301.

MERCIER Arnaud, 2018b, « De l'événement au traitement événementiel des faits d'actualité », *Hermès, La Revue*, 2018, vol. 80, n° 1, p. 134-138.

MERCIER Arnaud, 2015, « Twitter, espace politique, espace polémique », *Les Cahiers du numérique*, 2015, vol. 11, n° 4, p. 145-168.

MEYER Michel, 2005, *Qu'est-ce que l'argumentation ?*, Paris, J. Vrin (coll. « Chemins philosophiques »).

MEYER SANT'ANNA Francisco C. C., 2007, *Média de source. Un nouvel acteur sur la scène journalistique brésilienne*, Thèse de doctorat, Université Rennes 1, Rennes.

MICHAELIS, 2020, « Polêmica » dans *Dicionário moderno da Língua Portuguesa*, São Paulo.

MICHELI Raphaël, 2010, *Qu'est-ce qu'une polémique affective ? Réflexion sur les liens entre la polémique et la construction discursive de l'émotion*, Louvain-la-Neuve, De Boeck Supérieur.

MIEGE Bernard, 2010, *L'espace public contemporain. Approche info-communicationnelle*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble (coll. « communication, medias, société »).

MIEGE Bernard, 2000, « Les apports à la recherche des sciences de l'information et de la communication », *Réseaux*, 2000, vol. 18, n° 100, p. 547-568.

MIGUEL Luis Felipe, 2019, « Jornalismo, polarização política e a querela das fake news », *Estudos em Jornalismo e Mídia*, 2019, vol. 16, n° 2, p. 46-58.

MIGUEL Luis Felipe, 2002, *Política e mídia no Brasil episódios da história recente*, Brasília, Editora Plano.

MIGUEL Luis Felipe, 1999, « Mídia e eleições: a campanha de 1998 na Rede Globo », *Dados*, 1999, vol. 42, n° 2, p. 253-276.

MIGUEL Luis Felipe et BIROLI Flávia, 2010a, « A produção da imparcialidade: a construção do discurso universal a partir da perspectiva jornalística », *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, juin 2010, vol. 25, p. 59-76.

MIGUEL Luis Felipe et BIROLI Flávia, 2010b, « Visibilidade na mídia e campo político no Brasil », *Dados*, 2010, vol. 53, n° 3, p. 695-735.

MOIRAND Sophie, 2014, « L'événement « saisi » par la langue et la communication », *Cahiers de praxématique*, 2014, vol. 63, p. 1-24.

MOIRAND Sophie, 2007, « Discours, mémoires et contextes : à propos du fonctionnement de l'allusion dans la presse », *Corela. Cognition, représentation, langage*, 1 novembre 2007, n° 6.

MOIRAND Sophie, 2004, « L'impossible clôture des corpus médiatiques : la mise au jour des observables entre catégorisation et contextualisation », *TRANEL. Travaux Neuchâtelois de Linguistique, Institut des sciences du langage et de la Communication*, 2004, p. 71-92.

MORIN Edgar, 1976, « Pour une crisologie », *Communications*, 1976, vol. 25, n° 1, p. 149-163.

MOTA Célia Ladeira et ALMEIDA Paulo Henrique Soares DE, 2017, « A corrupção como espetáculo midiático : análise das capas da revista Veja sobre a operação Lava-Jato », *Contratexto*, 2017, n° 27, p. 101-114.

MOUILLAUD Maurice et TETU Jean-François, 1989, *Le Journal quotidien*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon.

MUNDIM Pedro Santos, 2010, « Um modelo para medir os efeitos da cobertura da imprensa no voto: teste nas eleições de 2002 e 2006 », *Opinião Pública*, 2010, vol. 16, n° 2, p. 394-425.

NEE Émilie, LEBLANC Jean-Marc et FLEURY Serge, 2017, « Compter dans les textes, quelles unités ? » dans *Méthodes et outils informatiques pour l'analyse des discours*, Rennes, Presses universitaires de Rennes (coll. « Didact Méthodes »).

NORA Pierre, 1972, « L'événement monstre », *Communications*, 1972, vol. 18, n° 1, p. 162-172.

NUNOMURA Eduardo, 2012, « Um Estudo Empírico sobre o “mensalão” », Fortaleza, XXXV Congresso Brasileiro de Ciências da Comunicação.

OLERON Pierre, 1995, « Sur l'argumentation polémique », *Hermès*, 1995, n° 16, p. 15-27.

OLIVEIRA José Tarcísio et COUTINHO Iluska Maria da Silva, 2014, « Entre denúncias e silêncios: a cobertura do caso Pasadena em emissoras de TV comercial e pública », Lima, Anais do XII Congresso Latino-americano dos Investigadores da Comunicação.

OLIVEIRA Madalena et PAULINO Fernando Oliveira, 2017, « Serviço Público de Média em Portugal e no Brasil: problemas e desafios da pesquisa comparada », *Sur le journalisme, About journalism, Sobre jornalismo*, 2017, vol. 6, n° 2, p. 58-66.

OLIVEIRA Ricardo Costa de, MONTEIRO José Marciano, GOULART Mônica Helena Harrich Silva et VANALI Ana Crhistina, 2017, « Prosopografia familiar da operação “lava-jato” e do ministério Temer », *Revista NEP - Núcleo de Estudos Paranaenses da UFPR*, 6 septembre 2017, vol. 3, n° 3, p. 1-28.

OLIVEIRA Steevan, 2021, « Operações de Choque: origens da doutrina brasileira », Brasília, 1º Seminário Internacional de Editores e Pesquisadores na Área de Segurança Pública.

ORTELLADO Pablo et RIBEIRO Marcio Moretto, 2018, « Polarização e desinformação online no Brasil », *Friedrich-Ebert-Stiftung Brasil*, 2018, n° 44, p. 2-8.

ORTELLADO Pablo et SOLANO Esther, 2016, « Nova direita nas ruas?: uma análise do descompasso entre manifestantes e os convocantes dos protestos antigoverno de 2015 », *Perseu: História, Memória e Política*, 2016, n° 11, p. 169-180.

PANKE Luciana, 2014, *Lula do sindicalismo à reeleição: um caso de comunicação, política e discurso.*, 2^e éd., Capivari, Nova consciência.

PANKE Luciana, 2013, « Considerações sobre os discursos de Lula sobre emprego durante três décadas de vida pública », *Perspectivas*, 2013, vol. 2, n° 7, p. 1-5.

PARANA Denise, 2010, *Lula, l'enfant du Brésil*, traduit par Régine Ferrandis, Paris, F. Bourin.

PASCHOAL Cristiano Sandim, 2020, « O novo tom axiológico da expressão “cidadão de bem”: refrações semânticas e indícios de estratificação da sociedade brasileira », *Revista Memento*, 26 mai 2020, vol. 11, n° 1, p. 1-22.

PAVEAU Marie-Anne, 2017, *L'analyse du discours numérique: dictionnaire des formes et des pratiques*, Paris, Hermann (coll. « Cultures numériques »).

PAVEAU Marie-Anne, 2013, « Genre de discours et technologie discursive. Tweet, twittécriture et twittérature », 2013, (coll. « Pratiques 157-158 »), p. 7-30.

PECHEUX Michel, 2008, *O discurso: estrutura ou acontecimento*, 5^e éd., Campinas, Pontes.

PENTEADO Cláudio Luis de Camargo et GUERBALI João Guilherme, 2016, « As manifestações do impeachment no Twitter: uma análise sobre as manifestações de 2015 », *Ponto-e-Vírgula : Revista de Ciências Sociais*, 4 octobre 2016, n° 19, p. 23-43.

PEREIRA Fábio Henrique et MONTEIRO Graça França, 2019, « Estratégias discursivas em controvérsias midiáticas: análise da cobertura do “caso dos beagles” », *Contemporânea: revista de comunicação e cultura*, 2019, vol. 17, n° 1, p. 122-149.

PERELMAN Chaïm et OLBRECHTS-TYTECA Lucie, 1958, *La nouvelle rhétorique: traité de l'argumentation*, Paris, Presses universitaires de France (coll. « Logos introduction aux études philosophiques »).

PESSOA Francisco Nunes, ZACHEO Patrícia de Almeida et TAMAE Rodrigo Yoshio, 2008, « O perfil de consumo da Classe C », *Revista científica eletrônica de administração*, juin 2008, n° 14.

PIAIA Victor et ALVES Marcelo, 2020, « Abrindo a caixa preta: análise exploratória da rede bolsonarista no WhatsApp », *Intercom: Revista Brasileira de Ciências da Comunicação*, 4 décembre 2020, vol. 43, p. 135-154.

PINTO Joana Plaza, 2019, « Só mimimi? disputas metapragmáticas em espaços públicos online », *Interdisciplinar - Revista de Estudos em Língua e Literatura*, 12 juin 2019, vol. 31, p. 221-236.

PIOTTO Maria Paula, 2017, « Lula: da política de um ato de fé ao político num auto de fé », Lisboa, XV Congresso Internacional de Comunicação Ibercom 2017.

PIOTTO Maria Paula, 2013, « Do corpo político à política no corpo », *dObras – revista da Associação Brasileira de Estudos de Pesquisas em Moda*, 2013, vol. 6, n° 14, p. 108-116.

PIOVEZANI Carlos, 2018, « Política, mídia e fala popular. Um porta-voz do povo na imprensa brasileira », *Revista Eletrônica de Estudos Integrados em Discurso e Argumentação*, 11 septembre 2018, p. 52-70.

PIOVEZANI Carlos, 2017, « A voz de Lula na imprensa brasileira: discursos da mídia sobre a fala pública do ex-presidente », *Revista Conexão Letras*, 2017, vol. 12, n° 18, p. 11-26.

PLANTIN Christian, 2003, « Des polémistes aux polémiqueurs » dans *La parole polémique*, Paris, H. Champion, p. 377-408.

PLANTIN Christian, 1996, *L'argumentation*, Paris, Seuil (coll. « Mémo Lettres »).

PLANTIN Jean-Christophe et RUSSO Federica, 2016, « D'abord les données, ensuite la méthode ? Big data et déterminisme en sciences sociales », *Socio. La nouvelle revue des sciences sociales*, 10 mai 2016, n° 6, p. 97-115.

PORTO Mauro, NEVES Daniela et LIMA Bárbara, 2020, « Crise hegemônica, ascensão da extrema direita e paralelismo político », *Compólitica*, 29 mai 2020, vol. 10, n° 1, p. 5-34.

POUDAT Céline, WIGHAM Ciara R. et LIEGEOIS Loïc, 20 | 2020 *Corpus complexes*, <http://journals.openedition.org/corpus/4549>, consulté le 22 février 2021.

PRIBERAM, 2020, « Polêmica » dans *Dicionário on-line Priberam da Língua Portuguesa*, s.l.

PRUDENCIO Kelly et LEITE Wesley Dalcol, 2013, « Comunicação e mobilização política na campanha Fora Ana de Hollanda », *Revista de Estudos da Comunicação*, 17 novembre 2013, vol. 14, n° 35, p. 445-462.

PRUDENCIO Kelly, RIZZOTTO Carla Candida et SAMPAIO Rafael Cardoso, 2018, « A normalização do golpe: o esvaziamento da política na cobertura jornalística do "impeachment" de Dilma Rousseff », *Contracampo*, 2018, vol. 37, n° 2, p. 6-36.

QUEMENER Nelly, 2018, « « Vous voulez réagir ? ». L'étude des controverses médiatiques au prisme des intensités affectives », *Questions de communication*, 1 septembre 2018, n° 33, p. 23-41.

QUERE Henri, 1984, « "Parlez-vous perroquet ?" Notes sur le contractuel et le polémique », *Actes Sémiotiques*, 1984, n° 30, p. 25-32.

RASTIER François, 2011, *La mesure et le grain: sémantique de corpus*, Paris, H. Champion.

RASTIER François, 2005, « Enjeux épistémologiques de la linguistique de corpus. », Rennes, Presses Universitaires de Rennes.

RASTIER François et PINCEMIN Bénédicte, 1999, « Des genres à l'intertexte », *Cahiers de praxématique*, 1999, n° 33, p. 83-111.

RATINAUD Pierre et SMYRNAIOS Nikos, 2016, « La web sphère de #CharlieHebdo : une analyse des réseaux et des discours sur Twitter autour d'une controverse politique », *ESSACHESS – Journal for Communication Studies*, 2016, vol. 9, n° 2, p. 213-230.

RATINAUD Pierre, SMYRNAIOS Nikos, FIGEAC Julien, CABANAC Guillaume, FRAISIER Ophélie, HUBERT Gilles, PITARCH Yoann, SALORD Tristan et THONET Thibaut, 2019, « Structuration des discours au sein de Twitter durant l'élection présidentielle française de 2017 », *Reseaux*, 17 juin 2019, n° 2-3, p. 171-208.

RECUERO Raquel, 2020, « #FraudenasUrnas: estratégias discursivas de desinformação no Twitter nas eleições 2018 », *Revista Brasileira de Linguística Aplicada*, 12 août 2020, vol. 20, p. 383-406.

RECUERO Raquel, 2014, « #ProtestosBR: Análise comparativa do discurso dos veículos jornalísticos », Santa Cruz do Sul, 12º Encontro Nacional de Pesquisadores em Jornalismo.

RECUERO Raquel, 2009, *Redes sociais na internet*, Porto Alegre, Sulinas.

RECUERO Raquel et ZAGO Gabriela, 2016, « Em busca das "redes que importam": redes sociais e capital social no Twitter », *Libero*, 2016, vol. 12, n° 24, p. 81-94.

REINERT Maurice, 1983, « Une méthode de classification descendante hiérarchique : application à l'analyse lexicale par contexte », *Cahiers de l'analyse des données, Tome 8*, 1983, n° 2, p. 187-198.

REVAZ Françoise, 1997, « Le récit dans la presse écrite », *Pratiques*, 1997, vol. 94, n° 1, p. 19-33.

REVAZ Françoise, PAHUD Stéphanie et BARONI Raphaël, 2010, « La temporalité du récit : fiction, médias et histoire », *A contrario*, 2010, n° 13, n° 1, p. 3-8.

REVAZ Françoise, PAHUD Stéphanie et BARONI Raphaël, 2009a, « Museler les toutous ? : Le feuilleton d'une polémique mordante », *A contrario*, 2009, n° 12, n° 2, p. 46-65.

REVAZ Françoise, PAHUD Stéphanie et BARONI Raphaël, 2009b, « Museler les toutous ? : Le feuilleton d'une polémique mordante », *A contrario*, 2009, n° 12, n° 2, p. 46.

RIBEIRO Pedro Simon Camarão Telles, 2020, *O impeachment de 2016 no Jornal Nacional - Análise dos discursos antagonistas na polarização política*, Travail de master, Pontifícia Universidade Católica de São Paulo, São Paulo.

RIEDER Bernhard et SMYRNAIOS Nikos, 2012, « Pluralisme et infomédiation sociale de l'actualité : le cas de Twitter », *Reseaux*, 2012, n° 176, n° 6, p. 105-139.

RINGOOT Roselyne, 2014, *Analyser le discours de presse*, Paris, Armand Colin.

RIZZOTTO Carla Candida, 2012, « Constituição histórica do poder na mídia no Brasil: o surgimento do quarto poder », *Revista de Estudos da Comunicação*, 17 novembre 2012, vol. 13, n° 31, p. 111-120.

RIZZOTTO Carla Candida, PRUDENCIO Kelly et SAMPAIO Rafael Cardoso, 2017, « Tudo normal: a despolitização no enquadramento multimodal da cobertura do impeachment de Dilma Rousseff », *Comunicação & Sociedade*, 22 décembre 2017, vol. 39, n° 3, p. 111-130.

ROELLENBLECK Georg (ed.), 1985, *Le Discours polémique: aspects théoriques et interprétations*, Tübingen, Gunter Narr Verlag (coll. « Etudes littéraires françaises »).

ROMÃO Wagner de Melo, 2014, « #naovaitercopa: manifestações, Copa do Mundo e as eleições de 2014 », *Agenda Política*, 2014, vol. 1, n° 2, p. 152-167.

ROUVEYROL Laurent, 2005, « Vers une logométrie intégrative des corpus politiques médiatisés. L'exemple de la subjectivité dans les débats-panel britanniques », *Corpus*, 1 décembre 2005, n° 4, p. 1-17.

RUBIM Antônio et COLLING Leandro, 2004, « Mídia e Eleições Presidenciais no Brasil Pós-Ditadura », *Diálogos de la Comunicación*, 2004, n° 69, p. 74-87.

SAID Gustavo, 2020, « "O presente é um presente": imaginário, desejo e identidades políticas no Brasil », *Cadernos Cajuína*, 13 avril 2020, vol. 5, n° 2, p. 138-158.

SALGADO Eneida Desiree, 2018, « Populismo judicial, moralismo e o desprezo à Constituição: a democracia entre velhos e novos inimigos », *Revista Brasileira de Estudos Políticos*, 15 novembre 2018, vol. 117, p. 193-217.

SALMON Christian, 2019, *L'Ère du clash*, Paris, Fayard.

SANTOS Marcelo Alves dos, 2019, *Desarranjo da visibilidade, desordem informacional e polarização no brasil entre 2013 e 2018*, Thèse de doctorat, Universidade Federal Fluminense, Niterói.

SANTOS Nina Fernandes dos et ALMADA Maria Paula, 2019, « Midiativismo em rede: Twitter e as críticas aos meios de comunicação tradicionais em um sistema híbrido de comunicação », *Esferas*, 2019, n° 14, p. 18-36.

SANTOS Rogerio Dultra, 2016, « Criminalização da Política », *Sistema Penal & Violência*, 31 décembre 2016, vol. 8, n° 2, p. 137-140.

SANTOS Rogerio Dutra dos, 2016, « Estado de exceção e criminalização da política pelo mass media », *Sistema Penal & Violência*, 31 décembre 2016, vol. 8, n° 2, p. 187-209.

SBARAINI FONTES Giulia, SAMPAIO Rafael et FERRACIOLI Paulo, 2016, « Petrolão na mídia: O enquadramento de 18 meses da operação lava jato nas revistas impressas », *Revista Agenda Política*, 30 décembre 2016, vol. 4, n° 3, p. 238-266.

SCARTEZINI Natalia, 2016, « A fascistização da indignação: as manifestações de 2015 no Brasil », *Cadernos de Campo: Revista de Ciências Sociais*, 25 mai 2016, n° 20, p. 183-206.

SCHERER-WARREN Ilse, 2014, « Manifestações de rua no Brasil 2013: encontros e desencontros na política », *Caderno CRH*, août 2014, vol. 27, n° 71, p. 417-429.

SEIXAS Rodrigo et NASCIMENTO Lucas, 2021, « Impeachment ou morte: a configuração retórica de um evento polêmico no espaço público digital », *Revista de estudos da linguagem*, 28 juillet 2021, vol. 29, n° 4, p. 2397-2428.

SINGER André, 2012, *Os Sentidos do Lulismo - Reforma gradual e pacto conservador*, São Paulo, Companhia das Letras.

SINGER André, 2009, « Raízes sociais e ideológicas do lulismo », *Novos estudos CEBRAP*, 2009, n° 85, p. 83-102.

SMYRNAIOS Nikos et RATINAUD Pierre, 2014, « Comment articuler analyse des réseaux et des discours sur Twitter. L'exemple du débat autour du pacte budgétaire européen », *tic&société*, 31 mai 2014, Vol. 7, N° 2.

SOARES Gláucio Ary Dillon et TERRON Sonia Luiza, 2008, « Dois Lulas: a geografia eleitoral da reeleição (explorando conceitos, métodos e técnicas de análise geoespacial) », *Opinião Pública*, novembre 2008, vol. 14, n° 2, p. 269-301.

SODRE Nelson Werneck, 1999, *História da imprensa no Brasil*, São Paulo., Mauad.

SOUCHIER Emmanuël, 1996, « L'écrit d'écran, pratiques d'écriture & informatique », *Communication & Langages*, 1996, vol. 107, n° 1, p. 105-119.

SOUTRENON Emmanuel, 1998, « Le corps manifestant. La manifestation entre expression et représentation », *Sociétés Contemporaines*, 1998, vol. 31, n° 1, p. 37-58.

SOUZA Diana Paula, 2009, « Jornalismo e narrativa: uma análise discursiva da construção de personagens jornalísticos no seqüestro de Abílio Diniz e suas repercussões políticas », Curitiba, XXXII Congresso Brasileiro de Ciências da Comunicação.

SOUZA Jessé, 2015, *A tolice da inteligência brasileira. Ou como o país se deixa manipular pela elite*, São Paulo, LeYa.

TELLES Helcimara, 2015, « Corrupção, legitimidade democrática e protestos: o boom da direita na política nacional? », *Interesse Nacional*, 2015, n° 30, p. 28-46.

TELLES Helcimara, FRAHIA Pedro et LOPES Nayala, 2014, « Meios de Comunicação, corrupção e redes sociais nas eleições para prefeito no Brasil » dans *Cobertura Jornalística da Corrupção Política*, Lisboa, Alêtheia, p. 295-321.

TELLES Helcimara et RUIZ Leticia, 2011, « Elecciones Presidenciales brasileñas 2010: campaña electoral, presidente saliente y adscripción partidista », Murcia, Congreso de la asociación española de ciencia política.

TETU Jean-François, 2000, « Les médias et le temps : figures, techniques, mémoires, énonciation », *Les Cahiers du journalisme*, 2000, n° 7, p. 68-87.

THOMPSON John, 2002, *O escândalo político: poder e visibilidade na era da mídia*, Petrópolis, Vozes.

TILLY Charles et TARROW Sidney G, 2015, *Politique(s) du conflit: de la grève à la révolution*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques.

TOMAZ Natália Rocha Oliveira et GOUVEA Lúcia Helena Martins, 2017, « Um estudo do ethos em discursos do ex-presidente Lula », *Revista de estudos da linguagem*, 10 janvier 2017, vol. 25, n° 1, p. 441-471.

TRAQUINA Nelson, 2005, *Teorias do jornalismo*, Florianópolis, Insular.

TURBIDE Olivier et MARTEL Guylaine, 2019, « La médiatisation conflictuelle des acteurs politiques. Présentation », *Communication. Information médias théories pratiques*, 15 juillet 2019, vol. 36/2, p. 1-3.

UNVER H. Akin, 2017, « Digital challenges to democracy: politics of automation, attention and engagement », *Journal of International Affairs*, 2017, vol. 71, n° 1, p. 127-146.

VENIARD Marie, 2013, *La nomination des événements dans la presse: essai de sémantique discursive*, Besançon, Presses Universitaires de Franche-Comté (coll. « Annales littéraires de l'Université de Franche-Comté / Série linguistique et sémiotique »).

VIEIRA Aletheia Patrice Rodrigues, 2018, « A Cobertura Midiática e seus Efeitos para a Desconfiança na Política », *Mediapolis – Revista de Comunicação, Jornalismo e Espaço Público*, 2018, n° 5, p. 75-89.

VIEIRA Josiany Fiedler et CERVI Emerson Urizzi, 2010, « O twitter como pauta no jornalismo político do Paraná », Novo Hamburgo, XI Congresso de Ciências da Comunicação na Região Sul.

VIZEU Alfredo, 2009, « O telejornalismo como lugar de referência e a função pedagógica », *Revista FAMECOS*, 2009, vol. 16, n° 40, p. 77-83.

VOIROL Olivier, 2005, « Le travail normatif du narratif. Les enjeux de reconnaissance dans le récit médiatique », *Réseaux*, 2005, vol. 132, n° 4, p. 51-71.

WAHL-JORGENSEN Karin, 2019, « Questioning the Ideal of the Public Sphere: The Emotional Turn », *Social Media + Society*, 1 avril 2019, vol. 5, n° 3.

WRONA Adeline, 2014, « Une madone à Fukushima. La condition numérique du portrait de presse », *Sur le journalisme, About journalism, Sobre jornalismo*, 15 avril 2014, vol. 3, n° 1, p. 170-181.

WRONA Adeline, 2005, « Vies minuscules, vies exemplaires : récit d'individu et actualité. Le cas des portraits of grief parus dans le new york times après le 11 septembre 2001 », *Réseaux*, 2005, vol. 132, n° 4, p. 93-110.

WRONA Adeline, 1998, « La notion d'imitation dans les théories des foules à la fin du XIXe siècle », *Hermès*, 1998, n° 22, n° 1, p. 27-34.

YANOSHEVSKY Galia, 2003, « De la polémique à la polémique journalistique », *Recherches en Communication*, 1 septembre 2003, vol. 20, p. 53-63.

Annexes

Annexe 1. Fiches d'identité des médias journalistiques	473
Annexe 1.1. Journal en ligne <i>G1</i>	474
Annexe 1.2. Journal en ligne <i>UOL</i>	475
Annexe 1.3. Magazine <i>Veja</i>	476
Annexe 1.4. Journal télévisé <i>Jornal Nacional</i>	477
Annexe 1.5. Journal papier <i>Folha de S. Paulo</i>	478
Annexe 2. Tableaux de titres de presse	479
Annexe 2.1. Journal en ligne <i>G1</i>	480
Annexe 2.2. Journal en ligne <i>UOL</i>	489
Annexe 2.3. Magazine <i>Veja</i>	496
Annexe 2.4. Journal télévisé <i>Jornal Nacional</i>	499
Annexe 2.5. Journal papier <i>Folha de S. Paulo</i>	503
Annexe 3. Etapes méthodologiques pour l'analyse multimédiatique	513
Annexe 3.1. Recueil de données sur Twitter	514
Annexe 3.2. Le traitement du corpus en vue de l'analyse statistique des textes	515
Annexe 3.3. Liste de choix pour l'analyse statistiques de textes	517
Annexe 4. Tableaux d'analyse statistique des textes (CHD)	519
Annexe 4.1. Classification Hiérarchique Descendante Presse	520
Annexe 4.2. Classification Hiérarchique Descendante Twitter	521
Annexe 4.3. Classification Hiérarchique Descendante <i>G1</i>	522
Annexe 4.4. Classification Hiérarchique Descendante <i>UOL</i>	523
Annexe 4.5. Classification Hiérarchique Descendante <i>Veja</i>	524
Annexe 4.6. Classification Hiérarchique Descendante <i>Jornal Nacional</i>	525
Annexe 4.7. Classification Hiérarchique Descendante <i>Folha de S. Paulo</i>	526

Annexe 1. Fiches d'identité des médias journalistiques

Cette Annexe 1 présente les cinq médias journalistiques brésiliens qui font partie de corpus. Pour cela, nous adaptons le tableau d'analyse proposé par Roselyne Ringoot (2014). Les informations affichées sont issues des sites institutionnels de ces organes de presse, du *Media Ownership Monitor Brazil*³²⁴ et de l'Institut Vérificateur de la Communication (IVC)³²⁵. Nous communiquons, à des effets de cohérence avec la date de construction notre corpus (allant de 2016 à 2018), les données de circulation de ces médias pour l'année 2017.

³²⁴ Le *Media Ownership Monitor Brazil* a été réalisé en 2017 à l'initiative du groupe Intervozes (Collectif Brésil de Communication Sociale), une organisation qui travaille pour l'application du droit humain à la communication au Brésil. Disponible sur : <http://brazil.mom-gmr.org/br/>.

³²⁵ IVC est une entité nationale à but non lucratif responsable de l'audit multi-plateforme des médias. Disponible sur : <https://ivcbrasil.org.br/>.

Annexe 1.1. Journal en ligne G1

Le nom	G1 – O portal de notícias da Globo
Le logo	
Présentation	G1 (G1.com.br) fait partie du site « Globo.com », le portail web du Groupe Globo. Ce journal en ligne présente les actualités nationales et régionales grâce à une production de contenu local sur les 27 États brésiliens. Ses contenus sont gérés par les groupes de communication auxquels sont liés les radiodiffuseurs affiliés à la Rede Globo de Télévision. G1 a la particularité de contribuer au marketing de la TV Globo par la promotion régulière des productions et des artistes de la chaîne.
Le format	Site d'actualité exclusivement en ligne
Modèle économique	Gratuit et <i>paywall</i>
Date de création	18 septembre 2006
La périodicité/temporalité	Temps réel et actualisation des contenus
Cadre sociogéographique	National et Régional
Slogan éditorial	Sachez plus. Sachez-le avant.
Les rubriques	Agro, Bien-Etre, Voitures, Science et Santé, Concours et emploi, Economie, Education, Fait ou fake, Moniteur de la violence, Monde, Nature, C'est Cool, Planète Bizarre, Politique, Pop et art, Technologie, Tourisme et voyages
L'identité éditoriale	Le journal G1 est régi par les « Principes Éditoriaux des Organisations Globo ³²⁶ » (2011) stipulant trois attributs pour l'information de qualité et impartiale : la neutralité, la correction et l'agilité. Les valeurs défendues par ce groupe de presse sont résumées dans ce passage du document : « Le Groupe Globo sera toujours indépendant, impartial, laïc et pratiquera un journalisme qui recherche la neutralité, l'exactitude et l'agilité, comme établi ici de manière approfondie. Il ne sera donc ni pour ni contre les gouvernements, les églises, les clubs, les groupes économiques, les partis. Mais il défendra fermement le respect des valeurs sans lesquelles une société ne peut se développer pleinement : la démocratie, les libertés individuelles, la libre initiative, les droits de l'homme, la république, l'avancement de la science et la préservation de la nature ».

³²⁶ Ce document est disponible intégralement en ligne sur <https://g1.globo.com/principios-editoriais-do-grupo-globo.html#principios-editoriais>.

Annexe 1.2. Journal en ligne UOL

Le nom	Universo Online (surnommé UOL)
Le logo	
Le format	Site d'actualité lié au Groupe Folha
Présentation	<i>UOL</i> (uol.com.br) est le portail d'information le plus consulté au Brésil en termes de visiteurs uniques (654.797 en juillet 2017 contre 526.935 du groupe Globo.com). Contrôlé par le Groupe Folha, ce portail véhicule son propre contenu mais aussi le contenu du journal <i>Folha de S. Paulo</i> et de d'autres divers journaux locaux et régionaux contrôlés par le même groupe.
Modèle économique	Gratuit et <i>paywall</i>
Date de création	28 avril 1996
La temporalité	Temps réel et actualisation des contenus
Cadre sociogéographique	National
Slogan éditorial	Votre univers en ligne
Les rubriques	Produits, Actualités, Voiture, Économie, Folha (rubrique qui envoie les lecteurs au site web de FDSP), Sport, Divertissement, Tv et célébrités, Universa, Bien vivre, Tilt, Start
L'identité éditoriale	<i>UOL</i> est contrôlé par le Groupe Folha de propriété de la famille Frais. Il suit donc les préceptes pour la production journalistique listés le document « Princípios editoriais » que nous détaillons dans l'Annexe 1.5.

Annexe 1.3. Magazine *Veja*

Le nom	Veja
Le logo	
Présentation	<i>Veja</i> est le principal magazine d'informations brésilien avec une circulation de 844.800 exemplaires en 2017 (contre 155.200 pour <i>Época</i> , le deuxième magazine dans le classement des plus imprimés). <i>Veja</i> a un historique de diffusion de scandales politiques. Il propose souvent des reportages exclusifs publiant des détails sur les enquêtes en cours. Ses reportages organisent les informations de manière impersonnelle en vue de fonder une certaine objectivité. Alors que son positionnement devient moins apparent, cette supposée présentation neutre des faits valorise l'opinion de ce magazine sur les faits de société présentés.
Le format	Standard (20,20cm x 26,60cm)
Modèle économique	Payant (vente en kiosque et abonnement)
Date de création	11 septembre 1968
La périodicité/temporalité	Hebdomadaire
Cadre sociogéographique	National
Slogan éditorial	Veja, indispensable pour le pays que nous voulons être
Les rubriques	Politique, Economie, Santé, Monde, Culture, Sport, Pages Jaunes (longue interview avec une personnalité publique)
L'identité éditoriale	Placé au centre-gauche du spectre politique à sa fondation, <i>Veja</i> a pris un tournant à Droite depuis la redémocratisation (années 1990) et notamment à la suite de l'arrivée du Parti des Travailleurs au pouvoir en 2003. Dans ce contexte, la position plus conservatrice de <i>Veja</i> et la conviction de son fondateur, Roberto Civita, dans le pouvoir régulateur du marché et dans l'idéologie libérale, est devenue plus évidente.

Annexe 1.4. Journal télévisé *Jornal Nacional*

Le nom	Jornal Nacional (JN)
Le logo	
Présentation	<i>Jornal Nacional</i> est le principal produit journalistique de la principale chaîne brésilienne, Rede Globo de Televisão. Diffusé du lundi au samedi, le soir vers 20h, JN a été la première émission à être transmise simultanément dans tout le territoire brésilien. À son apogée, dans les années 70, le téléjournal concentrait plus de 70% de l'audience. En 2017, JN compte une moyenne de 30 points dans l'audimat (chaque point équivaut à environ 200.000 personnes dans la région de São Paulo) et est présenté par William Bonner et Renata Vasconcellos.
Durée	45 minutes
Diffusé sur	Rede Globo
Date de création	1 ^{er} septembre 1969
La périodicité/temporalité	Quotidien (lundi à samedi) diffusé en soirée
Cadre sociogéographique	National
Slogan éditorial	-
Les rubriques	Politique, Economie, Santé, International, Sport
L'identité éditoriale	La chaîne Rede Globo a bénéficié d'importants investissements de la part du régime de dictature militaire et, en contrepartie, <i>Jornal Nacional</i> diffusait sur un ton positif et nationaliste les projets gouvernementaux. En 2013, le journal <i>O Globo</i> a publié un éditorial reconnaissant le "soutien éditorial" à la dictature comme une erreur. Aujourd'hui, la production de JN suit les dispositions du document « Principes Éditoriaux des Organisations Globo » détaillé antérieurement (Annexe 1.1).

Annexe 1.5. Journal papier *Folha de S. Paulo*

Le nom	Folha de S. Paulo (FDSP)
Le logo	FOLHA DE S.PAULO
Présentation	Le journal <i>Folha de S. Paulo</i> est le quotidien brésilien payant doté de la plus grande circulation en 2017 (en moyenne 309.700 exemplaires-jour, soit presque 10% des parts de marché). Cette publication, qui siège à São Paulo, est le chef de file du Groupe Folha appartenant à la famille Frias.
Le format	Standard
Modèle économique	Payant (vente en kiosque et abonnement)
Date de création	19 février 1921
La périodicité/temporalité	Quotidien
Cadre sociogéographique	National
Slogan éditorial	Un journal au service du Brésil
Les rubriques	Opinion, Pouvoir, Quotidien, Monde, Marché
L'identité éditoriale	FDSP a soutenu l'ensemble des événements qui ont conduit au coup d'État militaire de 1964 au Brésil, bien que, par la suite, ce journal ait cherché une position d'indépendance par rapport au régime, notamment dans sa période de censure la plus active. La ligne éditoriale en vigueur aujourd'hui est prévue dans le « projet Folha », mis en œuvre par Otávio Frias Filho au début des années 1980, période d'ouverture politique au Brésil et moment à partir duquel la publication devient une référence sur le marché national des médias imprimés. Cette ligne éditoriale, actualisée en 2019 ³²⁷ , se donne pour visée l'objectivité et la recherche d'une posture « apartidaire » et pluraliste, comme en témoigne ce principe : « Garder une attitude impartiale, détachée des gouvernements, des oppositions, des doctrines, des conglomérats économiques et des groupes de pression ».

³²⁷ Ce document intitulé « Princípios editoriais » est disponible intégralement en ligne sur <https://temas.folha.uol.com.br/folha-projeto-editorial/projeto-editorial-folha-de-s-paulo/principios-editoriais.shtml>.

Annexe 2. Tableaux de titres de presse

Cette Annexe 2 présente la liste des textes catalogués et analysés à partir du terme de recherche « Lula » au cours des dates choisies pour l'analyse (c.f. Chapitre 3). De la même façon que dans l'Annexe 1, nous présentons ces tableaux par organe de presse. Chaque tableau comporte le titre, la date et le code attribué aux publications, en commençant par l'initiale de chaque nom d'organe de presse. Les reportages en ligne sont accompagnés de leur lien original de publication. Pour les médias imprimés, sont précisées la rubrique et la(s) page(s) de chaque publication.

Annexe 2.1. Journal en ligne G1

G1		
code	titre du reportage	lien de connexion
04/03/2016		
G1	CUT faz passeata em Brasília em apoio a Lula	https://rb.gy/w24b7
G2	Defesa de Lula pede ao Supremo suspensão da nova fase da Lava Jato	https://rb.gy/7drbs
G3	Defesa de Lula vê aberração jurídica e promete recorrer de arbitrariedade	https://rb.gy/b10mt
G4	Dilma se diz inconformada com caso de Lula e indignada com o de Delcídio	https://rb.gy/102ky
G5	Entenda a suspeita contra Lula	https://rb.gy/kpupk
G6	Ex-presidente Lula é alvo de nova fase da Lava Jato FOTOS	https://rb.gy/qv45s
G7	Ex-presidente Lula participa de ato no Sindicato dos Bancários em SP	https://rb.gy/cy1hw
G8	Grupos anti e pró Lula brigam na casa do ex-presidente e em aeroporto de SP	https://rb.gy/o6ei4
G9	Grupos ligados ao PT e PSDB brigam durante manifestação em Sorocaba	https://rb.gy/u1e0o
G10	Imprensa internacional destaca operação na casa de Lula	https://rb.gy/1zvvm
G11	Instituto Lula diz que ação da PF foi arbitrária ilegal e injustificável	https://rb.gy/rj4ak
G12	Lula é ovacionado ao voltar para casa após depor à PF em São Paulo	https://rb.gy/w42kx
G13	Lula participa de ato em SP: "Vão ter que me enfrentar nas ruas deste país"	https://rb.gy/415tk
G14	Manifestantes fazem protesto contra Lula na Avenida Paulista	https://rb.gy/73k5x
G15	"Me senti um prisioneiro", diz Lula sobre condução coercitiva em SP	https://rb.gy/i7f0g
G16	Moro negou prisão de presidente do Instituto Lula e mais dois	https://rb.gy/6cg3e
G17	MPF investiga R\$ 30 milhões em doações e pagamentos a Lula	https://rb.gy/6m8h8
G18	Os alvos da 24ª fase da Lava Jato	https://rb.gy/n6cus

G19	Polícia deflagra nova fase da Lava Jato na casa do ex-presidente Lula	https://rb.gy/n82kr
13/03/2016		
G20	Alckmin e Aécio são hostilizados na chegada à manifestação na Paulista	https://rb.gy/4jpk1
G21	Ato contra Dilma e Lula no Acre reúne manifestantes no Centro da capital	https://rb.gy/bkf5z
G22	Ato contra governo Dilma reúne mais de 4 mil pessoas em São Luís diz PM	https://rb.gy/tnaue
G23	Ato contra governo Dilma reúne milhares de manifestantes em Manaus	https://rb.gy/kj8qc
G24	Ato contra governo e corrupção reúne manifestantes em Roraima	https://rb.gy/p9amk
G25	Ato contra o governo Dilma reúne manifestantes em Copacabana Rio	https://rb.gy/dvfga
G26	Ato contra o governo Dilma reúne manifestantes em Maceió	https://rb.gy/rnt4e
G27	Ato contra o governo federal reúne 200 mil pessoas em Curitiba diz PM	https://rb.gy/q4uuu
G28	Ato em favor da Lava Jato e contra Dilma reúne manifestantes em Macapá	https://rb.gy/v51lk
G29	Ato em favor do governo Dilma reúne 200 pessoas em São Luís diz PM	https://rb.gy/onenf
G30	Ato reúne 100 mil na Esplanada diz PM organização fala em 200 mil	https://rb.gy/a7his
G31	Cuiabá e mais de 10 cidades de MT têm protestos contra Dilma e Lula	https://rb.gy/9qfne
G32	Em MS atos contra governo Dilma e corrupção reúnem manifestantes	https://rb.gy/jrwve
G33	Imprensa internacional repercute protestos contra o governo no Brasil	https://rb.gy/urj2y
G34	Jornal alemão compara política brasileira com House of Cards	https://rb.gy/ah4nj
G35	Liberdade de manifestação deve ser respeitada diz Dilma	https://rb.gy/ruxmd
G36	Mais de 100 mil vão às ruas de Vitória em ato contra governo Dilma	https://rb.gy/f457z
G37	Manifestação contra corrupção reuniu 10 mil pessoas em Porto Velho diz PM	https://rb.gy/yz9gl

G38	Manifestação em Teresina apoia Lava Jato e pede impeachment de Dilma	https://rb.gy/on3bk
G39	Manifestações deste domingo (13) pelo Brasil; FOTOS - fotos em Política - g1	https://rb.gy/o5c36
G40	Manifestantes declaram apoio à Lava Jato em ato em Fortaleza	https://rb.gy/32a4e
G41	Manifestantes fazem ato contra Dilma Lula e o PT em Belo Horizonte	https://rb.gy/3pfef
G42	Manifestantes fazem ato em Aracaju contra Dilma e corrupção	https://rb.gy/xv4jp
G43	Manifestantes fazem ato para pedir impeachment de Dilma em Natal	https://rb.gy/86nt3
G44	Manifestantes fazem atos a favor do governo Dilma Lula e PT	https://rb.gy/25y1n
G45	Manifestantes fazem atos contra o governo de Dilma Rousseff em Goiás	https://rb.gy/4iyh6
G46	Manifestantes fazem carreata em apoio ao ex-presidente Lula em Vitória	https://rb.gy/6aneg
G47	Manifestantes fazem maior protesto nacional contra o governo Dilma	https://rb.gy/th1qs
G48	Manifestantes fazem protesto contra Dilma em cidades da Paraíba	https://rb.gy/pu5hq
G49	Manifestantes protestam contra Dilma e Lula em Porto Alegre	https://rb.gy/7yq84
G50	Manifestantes protestam em cidades de SC contra corrupção	https://rb.gy/71jy8
G51	Manifestantes se reúnem em SP para pedir impeachment de Dilma	https://rb.gy/k4jcm
G52	Na Bahia grupo protesta a favor de impeachment da presidente Dilma	https://rb.gy/b0yvt
G53	Oito cidades do ES têm protestos contra o governo Dilma	https://rb.gy/495r9
G54	Orla do Recife é palco de ato contra o governo e a presidente Dilma	https://rb.gy/380mh
G55	Paraenses pedem o fim da corrupção em manifestação pelas ruas de Belém	https://rb.gy/qu4gi
G56	Protesto na região onde Lula nasceu em PE pede desculpas ao Brasil	https://rb.gy/zi2e1
G57	Protestos reúnem manifestantes contra Dilma e PT no Tocantins	https://rb.gy/oolxe
16/03/2016		
G58	Anúncio de Lula ministro da Casa Civil gera protestos; FOTOS	https://rb.gy/5d7w7

G59	Ao quebrar sigilo Moro lembra que Lula ainda não tinha foro privilegiado	https://rb.gy/335qu
G60	Cardozo diz que Dilma não estava favorecendo Lula em telefonema	https://rb.gy/ub3se
G61	Com a ida para o ministério Lula passa a ter foro privilegiado no STF	https://rb.gy/0yk9v
G62	Diário Oficial publica nomeação de Lula e criação de novo ministério	https://rb.gy/c5n3a
G63	Dilma exhibe termo de posse de Lula e chama grampo de ilegal	https://rb.gy/ra0ab
G64	Gilmar Mendes suspende nomeação de Lula como ministro da Casa Civil	https://rb.gy/ylccr
G65	Governo pede que Teori suspenda decisão sobre posse de Lula	https://rb.gy/0992n
G66	Grampo em conversa com Dilma é arbitrariedade diz advogado de Lula	https://rb.gy/jbs47
G67	Imprensa internacional repercute ida de Lula para ministério de Dilma	https://rb.gy/c3qyi
G68	Leia e ouça transcrições das escutas envolvendo o ex-presidente Lula	https://rb.gy/hztqq
G69	Lula terá os poderes necessários para ajudar afirma Dilma	https://rb.gy/958cx
G70	Manifestações contra governo são registradas pelo país nesta quarta	https://rb.gy/7lylw
G71	Manifestantes fazem protesto contra Lula e Dilma e bloqueiam Av Paulista	https://rb.gy/1753c
G72	Moro derruba sigilo e divulga grampo de ligação entre Lula e Dilma ouça	https://rb.gy/b4agf
G73	Moro divulga grampo de Lula e Dilma Planalto fala em Constituição violada	https://rb.gy/dxxy3
G74	'Não vai ter golpe grita público em ato em defesa de Lula e Dilma em SP	https://rb.gy/mclqv
G75	Planalto anuncia Lula como novo ministro da Casa Civil	https://rb.gy/lq9ay
G76	Planalto divulga termo de posse só com a assinatura de Lula	https://rb.gy/1h4x6
G77	Planalto diz que Moro violou a lei ao divulgar telefonema entre Lula e Dilma	https://rb.gy/zo8sb
G78	Veja a reação no meio político à indicação de Lula para ministro	https://rb.gy/j2xa8
G79	Veja reações respostas e notas divulgadas após grampo de Lula	https://rb.gy/vpovz

G80	Veja repercussão econômica sobre Lula ministro da Casa Civil	https://rb.gy/ofv0n
18/03/2016		
G81	Atos pela democracia defendem governo Dilma e Lula FOTOS	https://rb.gy/9tv84
G82	"A gente tem que restabelecer a paz", diz Lula em ato na Avenida Paulista	https://rb.gy/u5e2t
G83	Centro do Rio tem ato em defesa de Dilma e Lula	https://rb.gy/p8y0t
G84	Homem atira rojão contra manifestantes e é detido em Curitiba	https://rb.gy/v3960
G85	Lula participa de ato na Paulista	https://rb.gy/ipdz5
G86	Manifestação de apoio ao governo federal fecha Avenida Paulista em SP	https://rb.gy/zvnmw
G87	Manifestante é agredido ao deixar ato de apoio a Lula na Avenida Paulista	https://rb.gy/hj04g
G88	PM contém manifestantes em ato na Av Paulista	https://rb.gy/9050h
G89	Tropa de Choque retira com água manifestantes que interditam Paulista	https://rb.gy/kzyuu
14/09/2016		
G90	Crime de Lula para a Lava Jato é ter sido presidente diz defesa	https://rb.gy/esgx8
G91	Lula chora em ato do PT e diz que se entrega a pé se provarem corrupção	https://rb.gy/s0yvh
G92	Lula era o comandante máximo do esquema da Lava Jato, diz MPF	https://rb.gy/q0b53
G93	No Facebook, Lula diz que nem sequer dormiu em triplex em Guarujá	https://rb.gy/gsk55
G94	Petistas reagem a denúncia feita por procuradores da Lava Jato contra Lula	https://rb.gy/7bvwt
G95	Veja os próximos passos na análise da denúncia do MPF contra Lula	https://rb.gy/pt7di
20/09/2016		
G96	Moro perdeu imparcialidade para julgar Lula, diz defesa	https://rb.gy/0rvvk
G97	Sérgio Moro aceita denúncia e Lula torna-se réu na Operação Lava Jato	https://rb.gy/uiqq6
10/05/2017		

G98	[videos] Expectativa pra chegada do ex-presidente Lula à Justiça Federal de Curitiba	-
G99	Defesa de Lula pede suspensão de processo sobre triplex ao TRF4	https://rb.gy/s4z6l
G100	Defesa diz que Lula demonstrou ser inocente em depoimento	https://rb.gy/g4cue
G101	Depoimento de Lula a Moro: veja todos os VÍDEOS e os principais pontos	https://rb.gy/qye0r
G102	"É melhor que seja um jogo de torcida única", diz Moro sobre interrogatório de Lula	https://rb.gy/nfxi2
G103	Entenda as acusações contra o ex-presidente Lula e o que diz a defesa	https://rb.gy/a3w5q
G104	Ex-presidente Lula depõe a Sérgio Moro nesta quarta em Curitiba	https://rb.gy/qjiqv
G105	Lula chega a Curitiba para prestar depoimento ao juiz Sérgio Moro	https://rb.gy/6aj82
G106	Lula diz a Moro que nunca teve intenção de adquirir triplex	https://rb.gy/gb6f5
G107	Lula presta depoimento a Sérgio Moro em Curitiba	https://rb.gy/f221q
G108	TJ mantém liminar que proíbe acampamentos em Curitiba nos dias próximos à audiência de Lula	https://rb.gy/yeozc
G109	Veja como fica a quarta-feira em Curitiba com o depoimento de Lula	https://rb.gy/7ddcn
12/07/2017		
G110	A sentença que condenou Lula: leia a íntegra e veja os pontos principais	https://rb.gy/6fe56
G111	Condenação de Lula veja as provas que basearam a sentença de Moro	https://rb.gy/r790w
G112	Defesa de Lula diz que condenação ataca democracia e que investigação tem motivação política	https://rb.gy/5x6gy
G113	Grupos pró e contra Lula protestam na Paulista após condenação	https://rb.gy/y3851
G114	Imprensa internacional repercute condenação de Lula	https://rb.gy/qi93y
G115	Lula é condenado na Lava Jato a 9 anos e 6 meses de prisão no caso do triplex	https://rb.gy/op5kv
G116	Lula fala pela 1ª vez após sentença de Moro nega crimes e diz que está no jogo	https://rb.gy/inpz8
G117	Lula fica inelegível após condenação no caso triplex ? Entenda	https://rb.gy/3x303
G118	Perguntas e respostas sobre a condenação de Lula no caso do triplex	https://rb.gy/4h8gb

G119	PT diz em nota que condenação de Lula é ataque à democracia de um juiz parcial	https://rb.gy/2zies
G120	Saiba como o meio político reagiu à condenação de Lula	https://rb.gy/khjyv
G121	Veja pontos-chave da decisão de Moro sobre recurso de Lula	https://rb.gy/5mw3k
24/01/2018		
G122	"A decisão eu respeito o que não aceito é a mentira", diz Lula em discurso em SP	https://rb.gy/x3271
G123	"Advogados competentes já provaram minha inocência", diz Lula em manifestação em Porto Alegre	https://rb.gy/ck5je
G124	Condenação de Lula na 2ª instância : veja as provas que basearam a decisão do TRF-4	https://rb.gy/s15b8
G125	Curitiba tem protestos a favor e contra o ex-presidente em dia de julgamento de recurso de Lula no TR	https://rb.gy/iebxq
G126	Em decisão unânime, tribunal condena Lula em segunda instância e aumenta pena de 9 para 12 anos	https://rb.gy/vtdzm
G127	Lula condenado em 2ª instância: veja os próximos passos	https://rb.gy/6lx43
G128	Lula diz estar tranquilo com julgamento: "Tenho certeza que não cometi nenhum crime"	https://rb.gy/cb9w4
G129	Manifestantes erguem boneco de Lula presidiário em frente a triplex em Guarujá SP	https://rb.gy/k8twv
G130	Manifestantes fazem atos pelo Brasil no dia do julgamento do recurso de Lula no TRF-4	https://rb.gy/6y8e0
G131	Movimentos sociais que apoiam o ex-presidente Lula acompanham julgamento do recurso em local próximo	https://rb.gy/nym6l
G132	Não foi feita prova pericial sustenta advogado de Lula para pedir nulidade do processo no TRF-4	https://rb.gy/svuls
G133	Presidente do PT diz que julgamento do recurso de Lula teve votos combinados e foi uma farsa judicial	https://rb.gy/3urnd
G134	Procurador do MPF cita tropa de choque de Lula e critica tentativa de tornar julgamento político durante leitura do parecer	https://rb.gy/ojul3
G135	Protestos pelo país em dia de julgamento do recurso de Lula; FOTOS	https://rb.gy/3ph1u
G136	Relator mantém condenação de Lula por corrupção e lavagem de dinheiro e aumenta pena	https://rb.gy/iggxk
G137	SP tem atos pró e contra Lula em dia de julgamento de recurso	https://rb.gy/0fgjz

G138	Terceiro desembargador da 8ª Turma do TRF-4 mantém condenação e amplia pena de Lula	https://rb.gy/isvye
G139	Veja a repercussão da condenação de Lula em 2ª instância	https://rb.gy/po19b
G140	Veja a repercussão na imprensa internacional da condenação de Lula em 2ª instância no TRF-4	https://rb.gy/uxbb1
04/04/2018		
G141	Cármen Lúcia mantém com Fachin relatoria de pedido de Lula para tentar evitar prisão	https://rb.gy/62i2n
G142	Como Lula passou as mais de 10 horas do julgamento de seu habeas corpus no STF	https://rb.gy/7fqgm
G143	FRASES: veja como votaram os ministros do STF no julgamento do habeas corpus de Lula	https://rb.gy/i9fd2
G144	Fumus boni iuris erga omnes: Saiba o que significam termos usados no julgamento do habeas corpus de Lula	https://rb.gy/suwff
G145	Imprensa internacional repercute decisão do STF de rejeitar habeas corpus a Lula	https://rb.gy/gocxs
G146	Manifestantes fazem atos em dia de julgamento do habeas corpus de Lula no STF	https://rb.gy/925gi
G147	Ministro Edson Fachin nega novo pedido da defesa de Lula para evitar prisão	https://rb.gy/wz6dh
G148	Prédio de Cármen Lúcia em Belo Horizonte é pichado com tinta vermelha	https://rb.gy/1q0z7
G149	Supremo rejeita por 6 votos a 5 habeas corpus preventivo para Lula prisão agora depende do TRF-4	https://rb.gy/zhs5j
07/04/2018		
G150	Apoiadores que não integram defesa apresentam pelo menos 17 ações no STF e no STJ para evitar prisão	https://rb.gy/kzp0v
G151	Entenda a condenação de Lula no caso do triplex	https://rb.gy/ac73r
G152	Imprensa internacional noticia decisão de Lula de se entregar e apresentação à polícia	https://rb.gy/5djnl
G153	Leia a íntegra do despacho de Moro que determina a prisão de Lula	https://rb.gy/rxwka
G154	Luiz Inácio Lula da Silva é primeiro ex-presidente brasileiro preso por crime comum	https://rb.gy/e7bqa
G155	Lula chega a Curitiba para cumprir pena por corrupção e lavagem de dinheiro	https://rb.gy/e8hl3

G156	Lula deve chegar a Curitiba às 22h sob esquema especial de segurança perto da PF	https://rb.gy/o4vzl
G157	Lula diz que vai se entregar e provar sua inocência: "Não estou escondido"	https://rb.gy/k6kz6
G158	Lula ficará preso em sala especial na Superintendência da PF em Curitiba	https://rb.gy/kwzhq
G159	Lula se entrega à PF e é preso para cumprir pena por corrupção e lavagem de dinheiro	https://rb.gy/2z7px
G160	Mandado de prisão contraria decisão do TRF-4 diz defesa de Lula	https://rb.gy/zuigx
G161	Moro determina prisão de Lula para cumprir pena no caso do triplex	https://rb.gy/je6rt
G162	Preso, Lula é levado para Curitiba	https://rb.gy/k5gfe
G163	TRF-4 encaminha ofício e autoriza Moro a decretar prisão de Lula	https://rb.gy/ykddz
G164	Veja a cronologia das 48 horas decisivas para Lula	https://rb.gy/2bk4d
G165	VÍDEOS - dia da prisão de Lula	https://rb.gy/ldpux

Annexe 2.2. Journal en ligne UOL

UOL		
code	titre du reportage	lien de connexion
04/03/2016		
U1	"A jararaca está viva": veja as melhores frases de Lula se defendendo	https://rb.gy/myi0i
U2	Análise: Lula é um animal político. A tendência é partir para o ataque	https://rb.gy/7emn8
U3	Manifestantes entram em confronto em Congonhas	https://rb.gy/ttoqu
U4	Manifestantes fazem aplauso pela ação da PF contra Lula	https://rb.gy/jay6e
U5	Manifestantes pró-Lula e anti-Lula batem boca no aeroporto de Congonhas	https://rb.gy/vwqxi
U6	Discurso de Dilma tem panelaço em SP, Rio, Belo Horizonte e Brasília	https://rb.gy/3at8c
U7	Nas ruas e no metrô opositores a Lula comemoram ação da PF	https://rb.gy/bam3g
U8	Lula na mira: Lava Jato investiga ex-presidente e deflagra protestos	https://rb.gy/5i9w7
U9	"Se me deixarem solto, viro presidente", diz Lula	https://rb.gy/d81n2
13/03/2016		
U10	Antes de ir à manifestação Alckmin diz que é preciso virar a página	https://rb.gy/nz74h
U11	Brasil tem maior manifestação contra Dilma	https://rb.gy/0tr5d
U12	Dilma critica ataque contra UNE e ação da PM em ato pró-Lula em SP	https://rb.gy/urota
U13	Homem que levou babá a protesto é vice do Flamengo e rebate críticas	https://rb.gy/vx6hf
U14	Manifestações não assustam dizem líderes do PT no Congresso	https://rb.gy/wb7d9
U15	Manifestantes fazem atos contra Dilma em todos os Estados e no DF	https://rb.gy/v91ky
U16	Povo na rua é a única saída diz Joaquim Barbosa	https://rb.gy/z6a1v
U17	Protestos pelo Brasil - 13 de março - Ao Vivo	https://rb.gy/vli99
U18	Sede da UNE é atacada com pichações contra ex-presidente Lula e militância	https://rb.gy/kf1a6
U19	Triplex em Guarujá SP e alvo de manifestantes anti-Lula	https://rb.gy/jgzc1

U20	Veja o número de participantes nos protestos contra Dilma segundo as PMS	https://rb.gy/c0z0b
16/03/2016		
U21	Dilma chama grampo de agressão à democracia e diz que vai investigar	https://rb.gy/o30qn
U22	Dilma diz que conversa com Lula tem teor republicano e critica Moro	https://rb.gy/erehb
U23	Dólar vira e fecha em baixa a R\$3,737 com Lula ministro e rumor sobre BC	https://rb.gy/ub33c
U24	Em outros países quem grampeia o presidente sem autorização vai preso diz Dilma	https://rb.gy/tyhfu
U25	Erundina diz que nomeação de Lula reforça preconceito contra mulher	https://rb.gy/42fvd
U26	Gilmar Mendes critica nomeação de Lula em julgamento do STF	https://rb.gy/tozct
U27	Heloísa Helena critica mi-mi-mi petista e defende novas eleições	https://rb.gy/grgrm
U28	Imagens do dia 16 de março de 2016	https://rb.gy/pzkba
U29	Justiça derruba liminar e AGU diz que Lula volta a ser ministro	https://rb.gy/h60cx
U30	Justiça revela conversas e sugere que governo tentou impedir prisão de Lula	https://rb.gy/psswe
U31	Lula assumirá Casa Civil oposição promete questionar nomeação na Justiça	https://rb.gy/3x57k
U32	Lula ministro é golpe de Estado diz Roberto Romano	https://rb.gy/jhspk
U33	Lula usa jatinho palco de propinas para Eduardo Cunha	https://rb.gy/eq5hk
U34	Manifestações contra o governo acontecem em diversas cidades brasileiras	https://rb.gy/5zjip
U35	Manifestantes protestam contra Dilma e Lula em frente ao Palácio do Planalto	https://rb.gy/yx6vk
U36	Moro diz não ver maiores problemas em grampo e mantém conversa no processo	https://rb.gy/kha7q
U37	PF gravou Dilma e Lula após Moro interromper interceptação telefônica	https://rb.gy/suqio
U38	Planalto confirma Lula como ministro da Casa Civil	https://rb.gy/fd5u5
U39	Quebra de sigilo estimula convulsão social diz advogado de Lula	https://rb.gy/4s8xo

U40	STF derruba contestações de Eduardo Cunha sobre rito de impeachment	https://rb.gy/lvr18
U41	Veja o que políticos falaram nas redes sociais sobre a nomeação de Lula	https://rb.gy/v8x1r
18/03/2016		
U42	Com "Lula lá" manifestantes iniciam ato pró-governo na Paulista	https://rb.gy/z0fvi
U43	Com medo de Fla x Flu político alguns evitam vestir vermelho na Paulista	https://rb.gy/15vqq
U44	Lula diz que há tempo suficiente para virar a história desse país	https://rb.gy/ue5e8
U45	Manifestações a favor do governo acontecem em todo o país - TV UOL	https://rb.gy/hdtfb
U46	Manifestações pró-governo levam milhares às ruas de todo o país	https://rb.gy/85ika
U47	Sexta-feira de protestos pelo Brasil a favor e contra o governo Dilma	https://rb.gy/dyblb
14/09/2016		
U48	Agora tem uma denúncia O mais é mimimi e trololó diz Mendes sobre Lula	https://rb.gy/6hs51
U49	Após ser denunciado na lava-jato Lula diz que sequer dormiu uma noite no trípex	https://rb.gy/bn96c
U50	Denúncia do MPF é truque de ilusionismo diz advogado de Lula	https://rb.gy/vnb7b
U51	Dilma afirma que denúncia do MPF visa impedir candidatura de Lula em 2018	https://rb.gy/3abms
U52	Inclusão de Marisa Letícia em denúncia do MPF irrita Lula	https://rb.gy/61x4f
U53	Lava-jato denuncia formalmente Lula, Marisa, Paulo Okamoto e Léo Pinheiro	https://rb.gy/i2s1x
U54	Lava-jato pede bloqueio de R\$87 milhões de Lula Marisa e mais seis acusados	https://rb.gy/pndca
U55	Lula é comandante máximo do esquema investigado na lava-jato diz procurador	https://rb.gy/e4a6u
U56	Lula não se preocupou com os pobres e PT é quadrilha dizem adversários	https://rb.gy/rlf67
U57	Lula pode ser preso. Entenda os próximos passos do processo	https://rb.gy/rtsx1
U58	Provem minha corrupção e irei a pé ser preso diz Lula	https://rb.gy/qm8gt
U59	Querem interditar o Lula diz Rui Falcão sobre denúncia da Lava-jato	https://rb.gy/37hfz

20/09/2016		
U60	"Denúncia aceita por Moro é uma grande mentira", diz Lula	https://rb.gy/tzyyv
U61	Em despacho Moro lembra que Lula tem outras investigações e lamenta envolvimento de Marisa	https://rb.gy/y5tlf
U62	Moro aceita denúncia e Lula vira réu em ação da Lava-jato	https://rb.gy/gfrhc
U63	Réu pela segunda vez: o que acontece com Lula agora?	https://rb.gy/kr0se
10/05/2017		
U64	Ato a favor de Lula reúne 5000 em Curitiba protesto contrário tem 100 pessoas diz PM-PR	https://rb.gy/hthp
U65	Ato pró Lava-Jato termina com orações e incensos e deseja sabedoria a Moro	https://rb.gy/8qv3p
U66	Com "Fora Temer", manifestantes pró-Lula marcham pró-lava-jato soltam balões em parque	https://rb.gy/x8k4d
U67	Depoimento de Lula não mudará rumo da lava-jato, diz criminalista	https://rb.gy/tspch
U68	Depois de quase 5 horas termina depoimento de Lula segundo mais longo da lava-jato	https://rb.gy/rgme3
U69	Dilma: "Lula é líder importante que vai derrotar retrocesso de governo golpista"	https://rb.gy/mv1p8
U70	"Estamos aqui porque acreditamos no Lula", diz agricultor que viajou 20 h até Curitiba	https://rb.gy/dyps1
U71	"Estou sendo julgado por Power Point mentiroso", diz Lula a Moro	https://rb.gy/f37nf
U72	Justiça manda Estado cercar área de acampamento pró-Lula e dá reintegração a partir de quinta	https://rb.gy/7vw2i
U73	Lula diz a Moro que desistiu do tríplice ao vê-lo pela 1ª vez e que não sabia da 2ª visita de Marisa	https://rb.gy/4s927
U74	Lula x Moro : imagens do embate entre o ex-presidente e o juiz do PR	https://rb.gy/n5xa0
U75	Não quero ser julgado por interpretações e sim por provas diz Lula após depoimento	https://rb.gy/uhktt
U76	Perguntas de Moro a Lula duraram 3 horas e 20 minutos	https://rb.gy/3pqdn
U77	PM diz que não há graves ocorrências em Curitiba e estima 4000 em ato pró-Lula	https://rb.gy/0qwe9
U78	Quem está por trás dos outdoors favoráveis à lava-jato em Curitiba	https://rb.gy/092xh

U79	TRF segue Moro e nega gravação de depoimento por equipe contratada por Lula	https://rb.gy/24bz8
12/07/2017		
U80	Após condenação lideranças do PT insistem que Lula sairá candidato em 2018	https://rb.gy/5qpox
U81	Defesa de Lula diz que julgamento de Moro envergonha o Brasil	https://rb.gy/u6kib
U82	Condenado a 9 anos em 1ª ação, Lula ainda é réu em outros 4 processos; veja quais	https://rb.gy/ev7qp
U83	Defesa de Lula vê condenação sem provas e diz que espera virar página negra da Justiça	https://rb.gy/a7p05
U84	Em sentença, Moro refuta parcialidade e diz que acusações são lamentáveis	https://rb.gy/2tpsp
U85	Em sentença, Moro proíbe Lula de assumir cargos públicos por 7 anos	https://rb.gy/bwaom
U86	Lula é condenado por Moro em primeiro processo na lava jato	https://rb.gy/adavu
U87	Lula ironiza sentença de Moro e diz que não há provas sobre propriedade de triplex	https://rb.gy/sctio
U88	Para governistas, condenação de Lula ajuda Temer; oposição critica tese	https://rb.gy/3jdh2
U89	Qual o efeito da condenação de Lula para a esquerda brasileira	https://rb.gy/dgcym
U90	Quem tem direito de decretar o meu fim é o povo brasileiro, diz Lula	https://rb.gy/7zdx5
U91	Sentença contra Lula fecha círculo de condenados da cúpula petista	https://rb.gy/5rs3w
U92	São Paulo tem atos pró e contra condenação de Lula	https://rb.gy/7bzan
U93	Veja dez argumentos dados por Moro na sentença para relacionar triplex a Lula	https://rb.gy/98nn8
24/01/2018		
U94	Após condenação no TRF-4, PT diz que Lula será candidato	https://rb.gy/nlk76
U95	Bolsonaro celebra condenação de Lula; Dilma fala em sentença absurda	https://rb.gy/ss4h3
U96	Com Lula condenado, Bolsa sobe 3,7%, passa de 83 mil pontos e bate recorde	https://rb.gy/mbv21
U97	Como a imprensa internacional reagiu à condenação de Lula	https://rb.gy/iw4s4
U98	Condenação pode aprofundar enfrentamento, diz cientista político	https://rb.gy/0ic9a

U99	Condenado no caso tríplex, Lula ainda responde a outros 6 processos	https://rb.gy/x6jev
U100	Decisão foi impensada por ignorar complexidade do país, diz Roberto Romano	https://rb.gy/hqzus
U101	Defesa de Lula diz que Moro criou acusação e pede nulidade do processo	https://rb.gy/fka0z
U102	Defesa de Lula diz que vai recorrer e compara condenação à ditadura	https://rb.gy/inp0x
U103	É cadeia ou presidência para Lula após julgamento na 4ª feira	https://rb.gy/f36ts
U104	Lamentavelmente Lula se corrompeu diz procurador em julgamento	https://rb.gy/p9hf7
U105	Lula é condenado por unanimidade a 12 anos de prisão por corrupção	https://rb.gy/bu7qr
U106	Lula está 'sentido', porém 'alegre e otimista', diz deputado José Guimarães	https://rb.gy/ff3pi
U107	Lula pode ser candidato mesmo condenado; eventual posse depende de recursos	https://rb.gy/g6bpx
U108	Lula se diz "extremamente tranquilo" e pede placar de 3 a 0 a seu favor	https://rb.gy/ybn0f
U109	Mesmo condenado em 2ª instância, Lula não pode ser preso agora	https://rb.gy/7lvan
U110	Paulista tem ato contra Lula esvaziado e procura por camisetas de Bolsonaro	https://rb.gy/3ikre
U111	Restaurante de rede que deve R\$ 543 mil em impostos usa julgamento de Lula em promoção	https://rb.gy/xf9km
04/04/2018		
U112	Celso de Mello vota e placar no STF tem empate 5 a 5 sobre prisão de Lula	https://rb.gy/vdht6
U113	Dólar fecha a R\$ 3,341, maior valor desde maio, de olho em Lula; Bolsa cai	https://rb.gy/toec4
U114	Fachin é advogado do MST, Moraes defendeu PCC: Mentiras sobre o Supremo	https://rb.gy/4sp1e
U115	Gilmar ataca imprensa e diz que PT gestou germe ruim da violência	https://rb.gy/hur88
U116	Liderados pelo PT partidos da oposição estão em obstrução na Câmara	https://rb.gy/e47fy
U117	Por 6 votos a 5, STF nega pedido de Lula contra prisão após 2ª instância	https://rb.gy/celxm

U118	Voto de Rosa contra Lula é recebido por manifestantes com fogos em Brasília	https://rb.gy/7durf
07/04/2018		
U119	Advogado diz que ordem de prisão não surpreendeu e orienta Lula a ter tranquilidade	https://rb.gy/65yjh
U120	Aliados de ex-presidente conduzem acordo com delegado da PF	https://rb.gy/snomy
U121	Após se entregar, Lula passará a noite em Curitiba, onde fará 'refeição simples'	https://rb.gy/qag6v
U122	Canto, choro e pedidos para não se entregar reações a discurso do Lula	https://rb.gy/2v2br
U123	Em despacho Moro proíbe utilização de algemas em Lula	https://rb.gy/bejw7
U124	Em vídeo divulgado pelo PT, Lula diz que não tem medo do que está por vir	https://rb.gy/f2esi
U125	Enquanto discutem se Lula deve se entregar lideranças convocam resistência da militância	https://rb.gy/2ntvw
U126	Fachin nega novo pedido da defesa de Lula para evitar prisão	https://rb.gy/k1td6
U127	Hashtag de apoio a Lula é a mais comentada no Twitter Brasil	https://rb.gy/mfe0a
U128	Lula cobra Fernando Morais sobre biografia: "Estou quase pra morrer"	https://rb.gy/igox1
U129	Lula diz que não perdoa Moro, critica Justiça e afirma que vai cumprir mandado de prisão	https://rb.gy/y9l4k
U130	Lula é preso; ex-presidente deixa SP em avião rumo a Curitiba	https://rb.gy/ww8dx
U131	Moro decreta prisão de Lula e determina que ele se apresente até sexta	https://rb.gy/knyg9
U132	Manifestantes picham prédio de Cármen Lúcia em BH	https://rb.gy/vawph
U133	PF e Justiça debateram local onde Lula ficaria preso por quase duas semanas	https://rb.gy/1ohh1
U134	PM volta a ocupar entorno do sindicato dos metalúrgicos	https://rb.gy/eae3u
U135	PT vai manter candidatura de Lula ao Planalto após prisão, diz vice-presidente do partido	https://rb.gy/pfi6d
U136	Sem discursar Lula consola militantes: "Tudo vai dar certo"	https://rb.gy/f2qno

Annexe 2.3. Magazine *Veja*

VEJA		
code	titre du reportage	page(s)
09/03/2016, n°2468		
V1	Sem espaço para guinada	24
V2	O legal versus o ilegal	36-37
V3	O triplex, o sítio e a fortuna	38-43
V4	"Você tem que acertar uma coisa pra mim"	44-47
V5	Sim, eles sabiam de tudo	54-59
16/03/2016, n°2469		
V6	ídolos decaídos	22
V7	A serpente acuada	38-45
V8	O odio alimentado	48-51
23/03/2016, n°2470		
V9	PLJ o maior partido do Brasil	8
V10	Sim, nos temos instituições	46
V11	A explosão da crise	48-49
V12	Lula comandava o esquema	50-55
V13	à sombra do poder	60-63
V14	ninguém freia a operação	69-71
V15	a economia à deriva	74-76
21/09/2016, n°2496		
V16	prenda-me se for capaz	42-47
V17	uma denúncia, algumas verdades e mentiras	46
V18	o juiz e o enigma	52-55
17/05/2017, n°2530		
V19	a verdade de perto	14

V20	cherchez la femme	46-51
V21	o cerco de Moro	52
V22	A história o condenará	53
V23	Diário dos mortadelas	54-57
19/07/2017, nº2539		
V24	Círculo virtuoso	10
V25	Perdi a vontade de falar de política	32
V26	Condenado	40-45
V27	As sete dúvidas	46-47
V28	O padrão Moro	48-51
V29	Fábula fabulosa	51
V30	A próxima parada	52-53
V31	O bando dos quatro	54-57
V32	Raridade histórica	58-61
V33	Melhor assim	106
31/01/2018, nº2567		
V34	Derrota histórica	42-43
V35	Perdeu por nocaute	44-47
V36	O que acontece agora	48-51
V37	Muito abadá, pouco povo	52
V38	Marmitas e palavrões	44-45
V39	Meio bilhão	56-57
V40	Nenhuma dúvida razoável	57
V41	De tombo em tombo	58-59
V42	Fake history	98
11/04/2018, nº2577		
V43	Equívoco completo	11

V44	A esquerda não é Lula	13-15
V45	Não roubarás, não mais	40-41
V46	O corrupto encarcerado	42-46
V47	Para frente é que se anda	47
V48	De eleitor a algoz	48-49
V49	Tuíte incendiário	50-51
V50	"Rouba, mas fez"	52-53
V51	Um trono vazio	54-55
V52	Os orfãos do mito	56-58
V53	Trump é Lula com sinal trocado?	59
V54	Ele não é o primeiro	60-61
V55	Vitória conta o custo-Lula	62-63
V56	Ascensão e queda do PT	64-67
V57	A dimensão histórica da derrocada	68-71
V58	Viés autoritário	72-75
V59	Guerra pelo futuro	76-78

Annexe 2.4. Journal télévisé *Jornal Nacional*

JORNAL NACIONAL	
code	titre du reportage
04/03/2016	
J1	PF leva Lula para depor a investigadores da Lava Jato em SP
J2	Investigadores: suspeitas contra Lula têm base em provas e depoimentos
J3	Instituto Lula e Lils são investigados na Operação Lava Jato
J4	PF faz busca e apreensão em sítio frequentado por Lula em Atibaia
J5	Imagens inéditas mostram interior do apartamento triplex no Guarujá
J6	Polícia Federal cumpre mandados judiciais em três estados
J7	Lula diz que ficou indignado por ter sido levado à força pela PF
J8	Ministra do STF nega conceder liminar para suspender investigações contra Lula
J9	Presidente Dilma Rousseff manifesta solidariedade ao ex-presidente Lula
J10	Depoimento de Lula na Lava Jato agita meio político em Brasília
J11	Várias cidades têm manifestações contra e a favor de Lula
J12	Jornalistas são hostilizados durante cobertura do depoimento de Lula
J13	Ação da Polícia Federal ganha destaque na imprensa internacional
J14	Manifestantes atendem convocação em redes sociais e batem palmas em apoio à PF
14/03/2016	
J15	Brasil teve atos em 337 cidades no domingo
J16	Protestos de domingo têm repercussão no Congresso
J17	Juíza transfere para Sergio Moro denúncia contra Lula
J18	Justiça divulga o que Lula disse no depoimento à PF em aeroporto de SP
16/03/2016	
J19	Luiz Inácio Lula da Silva é nomeado ministro-chefe da Casa Civil
J20	Nomeação de Lula como ministro repercute no STF e no Congresso

J21	Manifestantes vão às ruas após nomeação de Lula como ministro
J22	Presidente Dilma fala sobre a nomeação de Lula para ministério
J23	Justiça torna público um diálogo entre Lula e a presidente Dilma
J24	Revelação do diálogo entre Lula e Dilma provoca reação no Congresso
J25	Juiz Sérgio Moro explica por que tornou públicas gravações de Lula
J26	Onze capitais têm painéis contra governo e nomeação de Lula
18/03/2016	
J27	Manifestações pró-Lula e contra o impeachment foram até a noite
J28	Escuta revela indícios de que Lula foi nomeado para escapar de possível prisão
J29	Novas gravações reforçam ligação da família de Lula com sítio em Atibaia
J30	Crise política brasileira ganha destaque na imprensa internacional
J31	Dilma diz que não poderia ter sido grampeada sem autorização do STF
J32	Em cerca de 24 horas posse de Lula já foi cancelada e revalidada duas vezes
J33	Autoridades do judiciário reagem ao conteúdo das conversas de Lula
J34	Carta aberta de Lula condena a divulgação das conversas dele
J35	Carta aberta de Lula provoca reações no Congresso Nacional
J36	Manifestantes fazem atos contra o impeachment e a favor de Lula
J37	Sexta-feira (18) também tem protestos contra Lula e Dilma
14/09/2016	
J38	MP denuncia Lula, Marisa e mais 6 por corrupção e lavagem de dinheiro
J39	Advogado de Lula rebate MP e acusa Lava Jato de perseguição
20/09/2016	
J40	Moro aceita denúncia e Lula e dona Marisa se tornam réus na Lava Jato
10/05/2017	
J41	Lula é interrogado como réu pela segunda vez na Lava Jato
J42	Lula tenta suspender prazos do processo desde o início de maio
J43	Lula chega a Curitiba às 10h30 em voo fretado e encontra Dilma

J44	Em depoimento de cinco horas, Lula se declara inocente
J45	Lula participa de ato público em Curitiba
J46	Moro chama Lula de "senhor ex-presidente" e pergunta sobre triplex
J47	Lula fala de encontro com Renato Duque
J48	Em ato de apoio, Lula se emociona e diz estar em busca da verdade
J49	Juiz esclarece sobre Instituto Lula
J50	Lula nega ter pedido a Leo Pinheiro para destruir provas
J51	Moro insiste nas perguntas sobre o tríplex do Guarujá
J52	Moro pergunta se Lula desconhecia propina da Petrobras
J53	Lula nega veementemente ser dono do tríplex
J54	Lula diz que procurou Duque para saber se ele tinha conta no exterior
J55	Advogados de Lula defendem que ele esclareceu que não é dono do triplex
12/07/2017	
J56	Sérgio Moro condena ex-presidente Lula a 9 anos e 6 meses de prisão
J57	Veja as sentenças de cada um dos condenados no caso do tríplex
J58	Sentença terá que ser confirmada pelo Tribunal Regional Federal
J59	Condenação de Lula tem repercussão imediata no Congresso
J60	Defesa critica Moro e diz que Lula é vítima de perseguição política
J61	Ex-presidente Lula é réu ainda em mais quatro ações penais
24/01/2018	
J62	Julgamento do recurso de Lula fecha 2 quilômetros de ruas em Porto Alegre
J63	Desembargador inicia julgamento do recurso de Lula lendo relatório
J64	Acusação rebate declarações da defesa de Lula, de que não há provas
J65	Advogado de Lula nega irregularidade e diz que defesa foi cerceada
J66	Relator mantém condenação de Lula e aumenta pena para 12 anos de prisão
J67	'Provas não deixam dúvidas da culpa do ex-presidente Lula', diz revisor
J68	Terceiro desembargador a votar acompanha voto dos colegas

J69	Lula acompanha julgamento no sindicato dos metalúrgicos do ABC
J70	Defesa do ex-presidente Lula critica condenação e anuncia recurso
J71	PT afirma que julgamento do recurso de Lula teve votos combinados
J72	Confirmação da condenação enquadra Lula na Lei da Ficha Limpa
04/04/2018	
J73	Plenário do Supremo vota habeas corpus preventivo pedido por Lula
J74	Afirmção de comandante do Exército em rede social causa mal-estar
J75	Manifestantes fazem ato de apoio a Lula em 16 estados e no DF
J76	TRF-4 nega andamento a pedido de Lula de suspeição de Moro
07/04/2018	
J77	Ex-presidente Lula deixa Aeroporto de Congonhas e segue para Curitiba
J78	Ex-presidente Lula passa quase 48 horas no Sindicato dos Metalúrgicos
J79	Em discurso, ex-presidente Lula critica imprensa e Justiça
J80	Lula diz que apoiadores sairão pelo Brasil fazendo "o que tem de ser feito"
J81	Ex-presidente Lula afirma que se entregou para provar inocência
J82	Procuradores da República repudiam declarações de ex-presidente Lula
J83	Lula se entrega à PF 26 horas depois do fim do prazo dado por Moro
J84	Em Congonhas, clima fica tenso entre polícia e apoiadores de Lula
J85	Em Curitiba, Lula vai de helicóptero do aeroporto para a sede da PF
J86	Lula vai ficar preso numa sala especial, um direito previsto em lei
J87	Moro diz que não havia motivo para adiar a ordem de prisão
J88	Prisão de Lula é consequência da condenação no caso do triplex
J89	Fachin nega mais um pedido de habeas corpus para Lula
J90	Em Brasília, a prisão do ex-presidente Lula repercute entre políticos
J91	Imprensa internacional noticia prisão de ex-presidente Lula
J92	PF investiga autoria de pichações em dois prédios da Justiça Federal no Rio
J93	Estado de empresário agredido em frente ao Instituto Lula é estável

Annexe 2.5. Journal papier *Folha de S. Paulo*

FOLHA DE S. PAULO		
code	titre du reportage	rubrique, page
05/03/2016		
F1	Vitimização	Opinião, A2, editoriais
F2	Lula, Heidegger e a verdade	Opinião, A2, editoriais
F3	O punho cerrado	Opinião, A2, editoriais
F4	batalha final?	Opinião, A2, editoriais
F5	Bom humor matinal	Poder, A4, painel
F6	Lava Jato mira Lula, que reage e se lança candidato em 2018	Poder, A4
F7	PF chama nova fase de operação de Aletheia	Poder, A4
F8	Para Procuradoria, ex-presidente obteve vantagens no petróleo	Poder, A6
F9	Ministra do STF nega pedido para suspender investigações	Poder, A6
F10	OAS pagou para armazenar bens de petista	Poder, A6
F11	Ex-assessor do Planalto pagou reforma de sítio em dinheiro	Poder, A7
F12	Depoimento forçado de petista causa controvérsia	Poder, A8
F13	Lula se irrita com pergunta da PF sobre pedalinhas	Poder, A9
F14	Lula "se oferece" para disputar Presidência	Poder, A10
F15	Ex-presidente criticava atuação da imprensa na Operação Lava Jato	Poder, A10
F16	Jornalistas são hostilizados em atos pró-Lula; grupo protesta conta Globo	Poder, A10
F17	Grupos pró e contra Lula se enfrentam	Poder, A11
F18	Lava Jato recebe "aplausão" e fogos de artifício	Poder, A11

F19	Citado no mensalão, ex-deputado Professor Luizinho reaparece e defende PT no aeroporto	Poder, A11
F20	Tensão na madrugada	Poder, A12
F21	Analistas preveem confrontos nas ruas e escalada da crise	Poder, A12
F22	Bolsa sobre 4% e tem a melhor semana em mais de 7 anos	Poder, A12
F23	Para defesas, ações foram ilegais, desleais e arbitrárias	Poder, A12
F24	Polícia e política	Poder, A14, coluna
F25	Dilma se diz inconformada com ação da PF	Poder, A14
F26	Fala de Lula indica o início da corrida para sucessão de Dilma	Poder, A15, analise
F27	Vertigem política	Cotidiano, B12, coluna
14/03/2016		
F28	Recado cabal	Opinião, A4, editoriais
F29	Nas ruas contra o monstro	Opinião, A4, editoriais
F30	Proximo do fim?	Opinião, A4, editoriais
F31	Vozes de março	Opinião, A4, editoriais
F32	Um dia que valera por anos	Opinião, A5, tendências/debates
F33	Liderança perigosa	Opinião, A5, tendências/debates
F34	Queda de braço	Poder, A6, painel
F35	Ato em SP atrai 500 mil, supera Diretas e impulsiona impeachment	Poder, A6
F36	Lava Jato incendeia Paulista e Moro é tratado como héroi	Poder, A7
F37	Atos atingem ao menos 121 cidades em todo o país	Poder, A8
F38	Se não tiver apoio espontâneo, atos do dia 18 serão enterro de gala do PT	Poder, A8, análise

F39	Governo vê sinal de que é preciso reação urgente contra crises	Poder, A10
F40	Grupo faz ato de apoio a Lula em frente à sua casa	Poder, A10
F41	Aécio e Alckmin são recebidos com misto de hostilidade e assédio	Poder, A11
F42	Impeachment ganha força, mas oposição terá dificuldades	Poder, A11, análise
F43	Festa de paulista	Poder, A12
F44	Manifestante de SP tem renda e instrução maior do que a média	Poder, A12
F45	Dilma entre os carros de fuga	Poder, A13, coluna
F46	Atos foram positivos, afirma vice do PMDB	Poder, A13
F47	Manifestantes concordam com problemas do Brasil, mas divergem de soluções	Entrevista da 2ª, A16
17/03/2016		
F48	É o fim	Opinião, A2, editoriais
F49	O país mergulha no vale-tudo	Opinião, A2, editoriais
F50	O passado do 3º mandato	Opinião, A2, editoriais
F51	Tempo esgotado	Opinião, A3, tendências/debates
F52	O celular era do amigo	Poder, A4, painel
F53	Lava Jato aponta tentativa de turvas as investigações	Poder, A4
F54	Especialistas citam obstrução da Justiça; outros contestam gravação	Poder, A6
F55	Grampo de Dilma ocorreu após veto de Moro	Poder, A6
F56	PF responsabiliza juiz pelo uso de gravações	Poder, A6
F57	Dilma afirma que teor de gravação é republicano	Poder, A7
F58	Cupulas de poderes estão acovardadas, afirma petista	Poder, A8
F59	Em grampo, petista reclama a ministro da Fazenda sobre investigação da Receita	Poder, A8

F60	Lula fala	Poder, A8 et A9
F61	Lula cobra de ministro da Justiça pulso com PF	Poder, A9
F62	Lula diz que delação sem PSDB é fraude e ironiza Marta Suplicy em conversas	Poder, A9
F63	Deputados fazem coro por renúncia	Poder, A10
F64	Temer diz a aliados que ficou perplexo com as gravações	Poder, A11
F65	Ex-presidente FHC defende acordo para país "mudar a página"	Poder, A11
F66	Protesto em Brasília tem bombas e feridos	Poder, A12
F67	Esquerda faz ato de apoio a Lula e Dilma em SP	Poder, A12
F68	Dilma nomeia Lula ministro às pressas	Poder, A14
F69	Moro venceu corrida com Planalto ao levantar sigilo	Poder, A14, análise
F70	Com Lula, Planalto pode ter rotina com "2 presidentes"	Poder, A15
F71	A reviravolta	Poder, A16, coluna
F72	Lula assumir ministério após manifestações é insulto	Poder, 16, entrevista
F73	Dilma critica manchete da Folha sobre gravação com Mercadante	Poder, A16
F74	Ex-ministro do STF fala sobre democracia em evento em SP	Poder A16
F75	STF mantém rito do impeachment e derrota Câmara	Poder, A17
F76	Momentos de República bananeira	Mundo, A19, coluna
F77	"Grampo" faz ativo brasileiro disparar	Mercado, A21
F78	Indústria quer discutir ação na crise	Mercado, A23
19/03/2016		
F79	Justiça privilegiada	Opinião, A2, editoriais
F80	Brigar com a Justiça	Opinião, A2, editoriais
F81	O palavrão corrompido	Opinião, A2, editoriais
F82	Jogo viciado	Opinião, A2, editoriais

F83	Lula faz discurso conciliador ; Gilmar Mendes suspende posse de Lula e devolve caso a Moro	Painel, A4
F84	Maior ato do dia, na Paulista, reuniu 95 mil, diz Datafolha	Painel, A6
F85	Mídia é alvo de hostilidades e críticas pelo país	Poder, A6
F86	Moderado, Lula diz que pode ajudar Dilma	Poder, A7
F87	Em outros países quem grampeia presidente vai preso, diz Dilma	Poder, A7
F88	Janot avalizou divulgação de áudios de Lula	Poder, A8
F89	Teori critica juiz Sergio Moro de forma indireta	Poder, A8
F90	Falcão pediu a Wagner reação a prisão	Poder, A9
F91	Preço de agir fora da legalidade na Lava Jato é alto demais	Poder, A9, opinião
F92	Cheirou vazamento por agente, a equipe toda será trocada	Poder, A10, entrevista
F93	OAB nacional decide apoiar impeachment da presidente	Poder, A11
F94	Mais quatro entidades patronais pedem a saída da petista	Poder, A11
F95	Dilma só pode culpar a si mesma, diz NYT	Poder, A13
F96	PF acha laudo pago pela Odebrecht na casa de Lula	Poder, A14
F97	Fantasminha camarada	Poder, A15, coluna
15/09/2016		
F98	Comandante máximo	Opinião, editoriais A2,
F99	O alvo principal	Opinião, A2, editoriais
F100	Lava Jato denuncia Lula sob acusação de chefiar petrolão	Poder, A4
F101	Denúncia é ilusionismo sem provas, diz defesa	Poder, A5
F102	Carga sobre o ex-presidente muda de patamar	Poder, A6, análise
21/09/2016		
F103	Lula vira réu e será julgado por Moro na Lava Jato	Poder, A4
F104	Inquérito apura origem do dinheiro no caso do sítio em Atibaia	Poder, A4

F105	Petista diz estar indignado com decisão	Poder, A5
F106	PSOL deveria mirar o exemplo europeu ao tentar fragilizar o PT	Poder, A7, opinião
11/05/2017		
F107	Um ato nada banal	Opinião, A2, editoriais
F108	Nem tanto ao mar...	Poder, A4, painel
F109	Lula nega propina da OAS e se diz alvo de perseguição	Poder, A4
F110	Petista confirma que se reuniu com ex-diretor da Petrobras	Poder, A5
F111	"Se tiver cometido erro, antes quero ser julgado pelo povo", diz petista	Poder, A6
F112	Entre mesuras, duelo põe até as mulheres e os filhos no meio	Poder, A6, análise
F113	Ex-presidente diz que imprensa o demoniza	Poder, A7
F114	Temer defende fim de "embate permanente"	Poder, A7
F115	O embate que não houve	Poder, A8
F116	Política sem políticos	Poder, A9, coluna
F117	"Fora, Temer", maionese e vodca embalam militantes	Poder, A9
F118	Anticlimático, duelo serviu para embasar tema de campanha	Poder, A9
13/07/2017		
F119	Lula condenado	Opinião, A2, editoriais
F120	A vez dos 01s	Opinião, A2, editoriais
F121	Um petardo contra Lula	Opinião, A2, editoriais
F122	O preço da crise e o parlamentarismo	Opinião, A3, tendências/debates
F123	A jararaca vive	Opinião, A4, painel
F124	Condenação de Lula lança dúvida sobre candidatura	Opinião, A4
F125	Juiz fala em "prudência" e não decreta prisão	Opinião, A5

F126	Dose interpretativa marca sentença de Moro sobre Lula	Poder, A6, análise
F127	Lula é réu em mais quatro ações no Paraná e no DF	Poder, A6
F128	Se perder em 2ª instância, Lula deve ficar inelegível	Poder, A7
F129	Moro desprezou provas, afirma defesa	Poder, A8
F130	Colaboração foi definitiva, afirma ex-chefe da OAS	Poder, A8
F131	Sentença contra petista não corrobora acusação de ele ter sido 'o comando' do petróleo	Poder, A8, análise
F132	Especialistas veem deslizes e acertos de Moro em sentença contra Lula	Poder, A9
F133	Gangorra política propicia fôlego de curto prazo para presidente Temer	Poder, A9
F134	Nunca antes na história desse país um ex-presidente havia sido condenado por um crime	Poder, A9
F136	PT afirma que decisão é política e visa impedir candidatura de ex-presidente	Poder, A10
F137	Pressionado, um Lula marcado como corrupto se arriscará indo ao ataque	Poder, A11, análise
F138	Atos contra e em favor de Lula nas capitais têm pouca participação	Poder, A11
F139	PT sofre golpe "mais sério", diz cientista político	Poder, A11
F140	Condenação de Lula devolve Bolsa e dólar a patamares pré-delação da JBS	Poder, A11
25/01/2018		
F141	Condenado	Opinião, A2, editoriais
F142	Malufismo de Lula não constrói nada de útil para o país	Opinião, A2, editoriais
F143	A voz do povo	Opinião, A2, editoriais
F144	Idiota útil	Opinião, A2, editoriais
F145	A justiça segue em frente	Opinião, A3, tendências/debates
F146	Na noite escura	Poder, A4, painel

F147	Condenação deixa Lula distante de candidatura	Poder, A4
F148	Juizes do TRF-4 se alinham entre si e com Sérgio Moro	Poder, A6
F149	Se me condenaram, me deem pelo menos o apartamento, diz Lula em ato na República	Poder, A7
F150	Provas, sim, e claríssimas	Poder, A8, questão de ordem
F151	Prisão de Lula poderá ocorrer em breve, dizem especialistas	Poder, A8
F152	Magistrados usaram na sentença a tese símbolo do mensalão	Poder, A8
F153	Protestos anti-Lula têm rojões e Pixulecos	Poder, A12
F154	Esquerda busca consolo em slogans socialistas	Poder, A12
F155	O salto na encruzilhada	Poder, A14
F156	Vizinho do barulho	Poder, A14
F157	Lula entra no rol do pior da vida política nacional, diz Goldman	Poder, A16
F158	Aliados veem Lula inviabilizado para eleição	Poder, A16
F159	Derrota dura forçara PT a lançar Lula e a acelerar plano B ao mesmo tempo	Poder, A16
05/04/2018		
F160	Desserviço militar	Opinião, A2, editoriais
F161	Vácuo político	Opinião, A2, editoriais
F162	Lula Dilma e Antonio substraem o mecanismo	Opinião, A3
F163	Como sera o amanhã?	Poder, A4, painel
F164	STF rejeita habeas corpus de Lula, que deve ser preso	Poder, A4
F165	Gilmar Mendes critica mídia e cita reportagem da Folha sobre juizes	Poder, A4
F166	Voto de Rosa e poderes de Carmen	Poder, A6, questão de ordem
F167	Como eles decidiram	Poder, A6
F168	A militantes desanimados, Lula volta a atacar golpe	Poder, A8

F169	Ministra deixa aberta trilha para beneficiar futuros Lulas	Poder, A8
F170	Voto de ministra põe STF entre estabilidade e o desconhecido	Poder, A9
F171	Barroso cita casos célebres em que recursos beneficiaram réus	Poder, A9
F172	O desagregado	Poder, A12
07/04/2018		
F173	Cumpra-se a lei	Opinião, A2, editoriais
F174	Lula estragou a biografia	Opinião, A2, editoriais
F175	Lula e o Carioquinha	Opinião, A2, editoriais
F176	São Bernardo, 1978-2018	Opinião, A2, editoriais
F177	Lula ignora prazo dado por Moro e negocia se entregar	Poder, A4
F178	Petista envia 3 emissários para falar com PF	Poder, A6
F179	Lula cerca-se de aliados em seu berço sindical	Poder, A6
F180	Sindicato em São Bernardo do Campo reúne poucos e atordoados manifestantes	Poder, A6
F181	Cela destinada a Lula não tem frigobar, TV e grades	Poder, A8
F182	Caso do petista é inédito na história do país	Poder, A8
F183	Vigília global espera a prisão, mas Lula "desafia"	Poder, A8
F184	Em terra natal de Lula, manifestação reúne menos de 200	Poder, A10
F185	Manifestações em apoio a Lula têm agressões contra imprensa	Poder, A10
F186	Curitiba vive clima de suspense, decepção e "fim de caso" de Lula	Poder, A11
F187	Siglas que dividem poder têm dia simbólico	Poder, A12, análise
F188	O dia da prisão de Lula	Poder, A14, coluna
F189	Alckmin suaviza críticas ao PT e afaga França ao deixar governo	Poder, A15

Annexe 3. Etapes méthodologiques pour l'analyse multimédiatique

Le recueil de données a suivi un même protocole de traitement. Tout d'abord, les reportages en ligne ont été extraits au format .pdf pour permettre leur exploitation même avec une éventuelle exclusion du site qui les héberge. En effet, dans les environnements numériques, la sauvegarde du corpus d'analyse doit être rapidement exécutée pour éviter de perdre la trace des textes. Dans le cas de médias imprimés, l'archivage a été réalisé par la numérisation des pages contenant des reportages pertinents pour notre analyse, au format .pdf également. Le matériel télévisuel a été retranscrit, permettant ainsi d'obtenir également le texte parlé sous forme écrite. Pour les *tweets*, les données sont stockées au format de tableau (*Excel*) à partir du recueil de données détaillé ultérieurement. Enfin, l'ensemble du matériel réuni est transformé au format texte (*txt*) pour en permettre l'analyse quantitative. Notre recueil de données peut être résumé à partir de cet enchaînement :

Figure 129 : Synthèse schématique du recueil de données

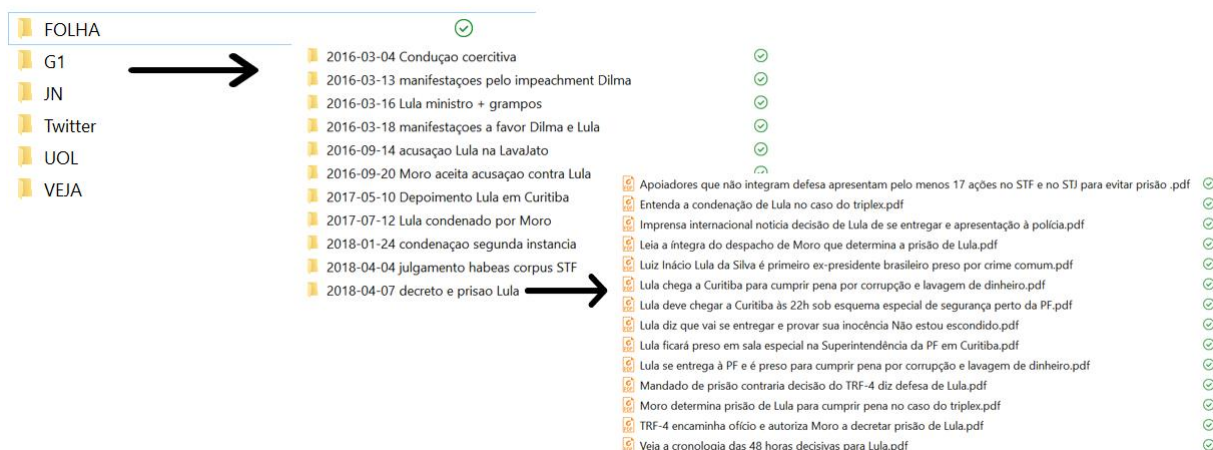


Pour réaliser ce travail, nous avons utilisé certains outils numériques qui ont facilité la manipulation d'une masse importante de données :

- 1) Printfriendly : disponible en ligne sur <https://www.printfriendly.com/>, ce site internet permet la transformation des articles de presse en ligne au format .pdf tout en écartant les informations peu nécessaires au stockage (exemple : les espaces en blanc).
- 2) NewOCR : disponible en ligne sur <https://www.newocr.com/>, cette application permet d'extraire les textes écrits des images. Ce logiciel a permis d'identifier les textes présents dans les reportages scannés de la presse écrite.
- 3) NotePad++ : ce logiciel gratuit permet de travailler sur des textes en .txt et présente une facilité pour le traitement de données. Il possède des fonctionnalités qui facilitent la gestion de l'archive en format texte. Ce logiciel permet notamment de traiter simultanément plusieurs textes.

Les textes ont ensuite été archivés par date et par moyen de communication. Ce référencement se fait sous forme d'hypertexte, chaque texte est relié à son titre et à sa date correspondante, ce qui permet une navigation facile dans l'archive. La catégorisation par média et par date permet l'obtention d'un rendu des textes plus adapté à l'observation globale des énoncés, comme nous le remarquons dans l'exemple ci-dessous.

Figure 130 : Exemple d'archivage type



Annexe 3.1. Recueil de données sur Twitter

Afin d'obtenir des informations de Twitter sur la période analysée, des outils techniques d'extraction de données en ligne ont été mobilisés. La porte d'entrée privilégiée par notre recherche a été celle qui utilise l'API de Twitter comme moyen d'accès aux publications de la plateforme, à partir d'un compte développeur (<https://developer.twitter.com/en/apps>). Cependant, à la suite de plusieurs tests réalisés, cette solution s'est montrée inefficace pour l'extraction d'informations concernant la période de notre analyse. En fait, l'entrée par l'API ne permet l'accès qu'à des contenus publiés jusqu'au mois précédent, alors que nous cherchions des données antérieures.

Il nous a donc fallu impérativement trouver d'autres moyens pour avoir les *tweets* correspondants à notre période d'analyse. Une solution envisagée a été l'obtention des données par d'autres laboratoires de recherche, qui réalisent l'accompagnement et le stockage de données en direct des sujets liés aux discussions politiques sur Twitter. Après plusieurs prises de contact avec différents laboratoires de recherche (privés et publics), il s'est avéré que la base de données disponible au sein de ces institutions ne correspondait pas aux problématiques de notre enquête.

De fait, notre principal problème tout au long de cette quête de données était la question de la temporalité. Notre décision de prendre en compte les *tweets* dans notre analyse a été prise après le début de nos travaux de recherche, étant donné qu'elle est issue d'une première observation de notre matériel de presse. Pour rappel, la décision d'intégrer les récits de Twitter a eu lieu à la suite du constat d'une présence moindre des discours des citoyens se mobilisant pour ou contre Lula dans les organes de presse. Cela a entraîné le fait que le recueil de données sur cette plateforme, visant la compréhension des arguments issus directement des groupes opposés, a été envisagé *a posteriori* de ces publications.

Pour pallier ce problème, plusieurs solutions ont été testées jusqu'à l'obtention de résultats assez consistants pour avoir une représentativité satisfaisante des discussions ayant eu lieu sur Twitter dans les plages de dates qui nous intéressaient. L'alternative adoptée a été de réaliser un *scrapping* de posts dans les dates définies dans le Tableau 1. Pour opérer le *scrapping*, nous avons utilisé l'outil *twint* disponible dans la console Python. Ce logiciel opère à partir d'un langage propre, que nous avons pu manier à la suite de plusieurs tests.

Au-delà des choix de dates, une attention particulière a été consacrée aux créneaux horaires de ce recueil de données, car il nous intéressait d'avoir la réaction après la tenue des événements. Prenons comme exemple la date du 14 septembre 2016, jour de la conférence de presse du Ministère Public présentant les accusations contre Lula. Cet épisode a eu lieu dans l'après-midi au Brésil, donc il n'était pas cohérent d'opérer la récolte de données plusieurs heures avant le déroulement de l'événement. On a donc fait le choix de commencer l'extraction de tweets à partir de 14h, et jusqu'à 3h du jour suivant.

En effet, nous avons adopté la pratique suivante : les événements ayant lieu le matin induisent une récolte de données allant de 9h jusqu'à minuit, et ceux qui se passent dans l'après-midi de 14h à 3h du matin du jour suivant. La seule exception à cette règle concerne les jours de l'emprisonnement de Lula, étant donné que la situation s'est prolongée du 05 avril au 07 avril 2018. De plus, le décalage horaire a dû être pris en compte, car l'outil d'extraction utilise comme base le fuseau horaire européen (CET) et non pas celui du Brésil (BRT), tout en intégrant parfois l'heure d'été (BRST) à certains moments. Les commandes ont été enfin réglées de façon à ne retenir que les publications en langue portugaise.

Tableau 9 : récapitulatif du recueil de données Twitter

Nombre de tweets en pt	Fichier CSV		Equivalent Brésil		Ligne code twint
	Heure début	Heure fin	Heure début	Heure fin	
165925	2016-03-04 11:00:01 CET	2016-03-05 03:59:59 CET	2016-03-04 07:39:01 BRT	2016-03-05 23:59:59 BRT	twint -s Lula --since "2016-03-04 10:00:00" --until "2016-03-05 03:00:00" --lang pt -o conducao.csv --csv
17499	2016-03-13 15:00:01 CET	2016-03-14 03:59:59 CET	2016-03-13 11:00:01 BRT	2016-03-14 23:59:59 BRT	twint -s Lula --since "2016-03-13 14:00:00" --until "2016-03-14 03:00:00" --lang pt -o manifestacao_contra.csv --csv
140604	2016-03-16 15:00:00 CET	2016-03-17 03:59:59 CET	2016-03-16 11:00:00 BRT	2016-03-17 23:59:59 BRT	twint -s Lula --since "2016-03-16 14:00:00" --until "2016-03-17 03:00:00" --lang pt -o casa_civil.csv --csv
62239	2016-03-18 15:00:00 CET	2016-03-19 03:59:57 CET	2016-03-18 11:00:00 BRT	2016-03-19 23:59:57 BRT	twint -s Lula --since "2016-03-18 14:00:00" --until "2016-03-19 03:00:00" --lang pt -o manifestacao_afavor.csv --csv
44432	2016-09-14 19:00:33 CEST	2016-09-15 07:59:59 CEST	2016-09-14 14:00:33 BRST	2016-09-15 02:59:59 BRST	twint -s Lula --since "2016-09-14 17:00:00" --until "2016-09-15 06:00:00" --lang pt -o acusacao.csv --csv
16314	2016-09-20 19:00:25 CEST	2016-09-21 07:59:17 CEST	2016-09-20 14:00:25 BRST	2016-09-21 02:59:17 BRST	twint -s Lula --since "2016-09-20 17:00:00" --until "2016-09-21 06:00:00" --lang pt -o reu.csv --csv
63848	2017-05-10 14:00:00 CEST	2017-05-11 05:59:59 CEST	2017-05-10 09:00:00 BRST	2017-05-11 00:59:59 BRST	twint -s Lula --since "2017-05-10 12:00:00" --until "2017-05-11 04:00:00" --lang pt -o depoimento.csv --csv
78615	2017-07-12 18:00:04 CEST	2017-07-13 05:59:59 CEST	2017-07-12 13:00:04 BRST	2017-07-13 00:59:59 BRST	twint -s Lula --since "2017-07-12 16:00:00" --until "2017-07-13 04:00:00" --lang pt -o condenacao.csv --csv
89356	2018-01-24 15:00:00 CET	2018-01-25 02:59:59 CET	2018-01-24 12:00:00 BRT	2018-01-25 23:59:59 BRT	twint -s Lula --since "2018-01-24 14:00:00" --until "2018-01-25 02:00:00" --lang pt -o condenacao_trf.csv --csv
367897	2018-04-05 23:00:00 CEST	2018-04-08 05:59:59 CEST	2018-04-05 18:00:00 BRST	2018-04-08 00:59:59 BRST	twint -s Lula --since "2018-04-05 21:00:00" --until "2018-04-08 04:00:00" --lang pt -o prisao.csv --csv

Comme le présente le Tableau 9, cette opération a eu lieu pour chaque date de recueil de données, dans le but de limiter les informations récoltées aux questions qui intéressent véritablement notre investigation. Il est important de signaler que la confidentialité des profils, dont les posts ont été examinés dans notre travail, a été préservée, sauf quand ils étaient issus de comptes publics. De même, les informations sur la localisation des publications, quand celles-ci étaient disponibles, ne furent pas mobilisées dans l'étude.

Ce recueil de données, postérieur aux faits, comporte certes des limites quant à la qualité des données obtenues. Des contenus ont pu être modifiés ou effacés entre-temps, par exemple. Cependant, toute recherche mobilisant des données issues de plateformes de réseaux socio-numériques intègre le fait qu'il est impossible de rendre compte de toute la masse de données qui circule sur ces espaces de discussions. Cette expérience nous a appris, pour nos recherches postérieures utilisant des données de Twitter, à maintenir une base de données qui s'actualise en continu et automatiquement selon nos sélections faites au préalable.

Annexe 3.2. Le traitement du corpus en vue de l'analyse statistique des textes

Pour rendre compte d'un recueil d'archives si divers et vaste, comme celui de cette étude, l'analyse lexicométrique a été mobilisée. Le logiciel d'analyse statistique des textes IRaMuTeQ s'est montré le plus adapté à notre objectif d'analyse quantitative, celui de faire apparaître des relations thématiques au sein du matériel textuel. Ce logiciel considère chaque mot comme une forme graphique délimitée par des espaces, les apostrophes et les signes de ponctuation tels que la virgule et les points finals, d'exclamation et d'interrogation (: . : , ? !.). Pour cette raison, des signes parasites pour l'analyse, qui provoquent des erreurs de calcul sur le logiciel, ont été supprimés (° () " " " ; ' ' / ... [] - \$ < > ^ & ' = +). Ces signes ont ensuite été repris dans notre analyse qualitative.

Une autre exclusion dans les textes originaux est celle des signes iconographiques, car les photos de presse ou les images qui accompagnent éventuellement des *tweets*, tels les émoticônes ou GIFs, ne sont pas prises en compte dans cette première étape de l'analyse. Dans les récits récupérés sur Twitter, les liens hypertextes et les liens URL sont aussi enlevés pour permettre l'analyse automatique. En revanche, les *hashtags*, symbolisés dans l'environnement de Twitter par « # » ont été gardés sans le croisillon, transformés en signe « h_ ». Nous avons considéré que le *tweet* véhicule avec lui son contexte de production par le biais de hashtags qui délimitent des champs discursifs ou des arènes discursives. Cette adaptation rend ainsi possible l'identification de termes clés argumentatifs importants pour la compréhension de la mobilisation de l'argument polémique qui intéresse notre étude.

Par ailleurs, la segmentation de texte conçue par IRaMuTeQ était parfois problématique dans le sens où certains noms étaient comptés sans tenir compte des adjectifs associés. Un exemple concerne le substantif *polícia* (police, en français), qui apparaissait beaucoup dans notre matériel d'étude. Mais ce nom comporte des différences importantes en fonction de l'adjectif qui l'accompagne, notamment dans le cadre de notre terrain de recherche. La construction *Polícia Federal* et *Polícia Militar* ne pouvait pas à notre sens donner lieu à une même classification car ce sont des institutions policières avec des statuts bien distincts, l'une dépendant de chaque État de la Fédération, et l'autre dépendant du pouvoir central brésilien. Après une analyse fine de notre matériel d'étude, permettant l'identification de problèmes de ce type, des adaptations ont été donc effectuées dans l'ensemble du texte afin de permettre une délimitation plus cohérente de l'analyse proposée par le logiciel.

Des adaptations textuelles ont également dû être réalisées afin de prévenir une analyse faussée ou biaisée. Un exemple est le nom « Moro », celui du juge responsable du procès de Lula en première instance, qui est à plusieurs reprises cité dans notre archive. « Moro » correspond également à la conjugaison à la première personne du verbe *morar* en portugais (en français « habiter »). Le logiciel d'analyse lexicométrique pouvant interpréter le nom propre comme un verbe, nous avons opté pour le remplacement systématique de « Moro » par « Sérgio_Moro ». Le même phénomène est apparu avec des noms de villes comme « Belo Horizonte » (car *belo* est un adjectif masculin) et « Rio de Janeiro » (en effet, *rio* est un nom désignant « le fleuve » et *janeiro* est le nom du premier mois de l'année). Dans tous ces cas, le tiret bas est utilisé pour regrouper des mots qui, seuls, pourraient avoir des significations autres que celles recherchées. Ces modifications peuvent être résumées en six groupes distincts, illustrés par les adaptations les plus représentatives de chaque ensemble :

- **Mots juridiques** : força_tarefa, operação_lava_jato, lava_jato condução_coercitiva, Lava_Jato, 24_fase, TRF_4, Ministerio_Publico_de_São_Paulo, ditadura_militar, ficha_limpa, habeas_corpus
- **Organisations et mouvements politiques** : Partido_dos_Trabalhadores, Diretas_Já, Lula_Na_Cadeia, Movimento_Brasil_Livre, Vem_Pra_Rua, Avança_Brasil, Muda_Brasil, Gigantes_Brasileiros, Movimento_Endireita_Brasil, Revoltados_Online, Ativistas_Independentes, São_Paulo_Conservador Movimento_dos_Trabalhadores_Rurais_Sem_Terra, Movimento_dos_Trabalhadores_Sem_Teto, Sindicato_dos_Meta_lúrgicos
- **Noms propres** : Luiz_Inácio_Lula_da_Silva, Dilma_Roussef, Jair_Bolsonaro, Paulo_Teixeira, Paulo_Skaf, Jaques_Wagner, Sérgio_moro, Delcídio_do_Amaral, Orlando_Silva, Michel_Temer.

- **Noms de ville/état :** São_Paulo, Belo_Horizonte, Rio_de_Janeiro, Porto_Alegre, Distrito_Federal, Rio_Grande_do_Sul, São_Bernardo_do_Campo, Ribeirão_Preto, Santa_Catarina, São_Luis, Mato_Grosso, Mato_Grosso_do_Sul
- **Noms propres d'organes de presse :** O_Estado_de_S._Paulo, TV_Globo, TV_UOL, Jornal_Nacional
- **Noms de fonctions :** ministro_da_Casa_Civil, Polícia_Federal, Policia_Militar, Presidência_da_República, presidente_da_Fiesp
- **Noms de lieux :** Palácio_da_Alvorada, Palácio_do_Planalto, Congresso_Nacional, aeroporto_de_Congonhas, Avenida_Paulista.

Pour les mêmes raisons, des noms de fonctions qui contenaient le trait d'union (-) ont été préservés en remplaçant ce symbole par le tiret du bas : *ex- devient ex_ (exemples : ex-diretor ; ex-assessor ex-presidente) ; -geral devient _geral (exemples : secretário-geral, advogado-geral, procuradoria-geral)*. D'autres exemples : *ministro-chefe ; primeira-dama ; primeira-ministra ; pré-candidato, pró-Lula, vice-*. La langue portugaise comporte également d'autres expressions qui contiennent ce trait d'union (-) comme les jours de la semaine. *Segunda-feira* (lundi) devient *segunda_feira*, par exemple.

Des adaptations furent nécessaires, en outre, pour trouver une même unité d'analyse de matrice textuelle, que ce soit entre le journal télévisé et la presse écrite, ou entre la presse en ligne et les *tweets*. Nous avons ainsi transcrit les documents qui n'étaient pas déjà en format texte, comme dans le cas déjà mentionné des reportages télévisuels. De même, nous avons créé des variables, pertinentes pour les caractéristiques de traitement par IRaMuTeQ, qui permettent une analyse par date, par reportage et par moyen de communication. Les dates de publication des reportages configurent une catégorie, signalée par une suite de quatre astérisques (****). Les titres de chaque reportage, eux, ont été classifiés en tant que sous-catégories introduites par (-*). Ces choix opérationnels visent à permettre une analyse ciblée à partir de la construction de sous-corpus. Grâce à ce système d'identification, il est en effet possible d'opérer une analyse par date et par titre, ou même de comprendre quelles sous-catégories se rapprochent le plus à partir d'une analyse de co-occurrence.

Annexe 3.3. Liste de choix pour l'analyse statistiques de textes

Le logiciel IRaMuTeQ dispose d'un ensemble de configurations et d'outils techniques qui doivent être calibrés en fonction des objectifs de recherche. D'emblée nous avons défini la langue portugaise comme celle d'analyse et l'UTF-8, *Universal Character Set*, permettant de coder les caractères sous forme de séquences binaires de huit bits, comme système de décodage. Pour toute analyse, il est nécessaire également de définir des classes de mots qui seront prises en compte dans l'examen des textes soumis à la plateforme. IRaMuTeQ dispose d'un ensemble de choix préétablis concernant les types de mots qui sont classés en trois groupes : éliminés, actifs et supplémentaires. Les fonctions actives sont celles qui apparaissent plus particulièrement dans les tableaux d'analyse, alors que les supplémentaires n'apparaissent pas dans les représentations graphiques, mêmes si les calculs concernant ces catégories peuvent être appréciés. Quant aux fonctions éliminées, elles ne sont pas prises en compte dans les calculs du logiciel.

Face à ce constat, nous avons adopté les formes actives et supplémentaires prises en compte dans notre analyse et respecté ainsi la proposition standard d'IRaMuTeQ. Nous avons décidé d'intégrer les adverbes dans la liste de formes supplémentaires, car cette catégorie brouillait

les différents résultats obtenus. De même, les noms dits complémentaires ont été élevés au rang de formes actives car nous avons noté que des mots importants étaient compris dans cette catégorie. Un exemple est représenté par le mot *povo* (en français, peuple) qui, dans le contexte de notre analyse, comporte des enjeux politiques majeurs qui n'auraient pas pu être négligés lors de notre analyse quantitative. Afin de permettre au lecteur une vision complète de l'aspect que présentent ces différentes catégories au sein du logiciel, et de la façon dont chaque classe de mots a été organisée, nous présentons ci-dessous une capture d'écran du logiciel portant précisément sur les choix de clés d'analyse.

Figure 131 : Choix de clés d'analyse sur IRaMuTeQ

Clés d'analyse ×

Choix des clés d'analyse
0=éliminé ; 1=active ; 2=supplémentaire

Adjectif	1	voir liste	Conjonction	2	voir liste
Adjectif démonstratif	2	voir liste	Formes non reconnues	1	voir liste
Adjectif indéfini	2	voir liste	Nom commun	1	voir liste
Adjectif interrogatif	2	voir liste	Nom supplémentaire	1	voir liste
Adjectif numérique	2	voir liste	Onomatopée	2	voir liste
Adjectif possessif	2	voir liste	Pronom démonstratif	2	voir liste
Adjectif supplémentaire	2	voir liste	Pronom indéfini	2	voir liste
Adverbe	2	voir liste	Pronom personnel	2	voir liste
Adverbe supplémentaire	2	voir liste	Pronom possessif	2	voir liste
Article défini	2	voir liste	Pronom relatif	2	voir liste
Article indéfini	2	voir liste	Préposition	2	voir liste
Auxiliaire	2	voir liste	Verbe	1	voir liste
Chiffre	2	voir liste	Verbe supplémentaire	2	voir liste

OK

Sur IRaMuTeQ, il est possible aussi de prendre des décisions sur la lemmatisation, c'est-à-dire de demander au logiciel de ramener chaque terme, qu'il soit adjectif, substantif ou verbe, à sa forme canonique, celle du dictionnaire (exemple en français : prend, prendra, pris deviennent "prendre"). Si cela réduit le nombre de types d'unités pris en compte dans le calcul, la lemmatisation entraîne le risque de compromettre la signification de certains termes. Dans les textes des reportages analysés, le choix a été donc de ne pas lemmatiser l'analyse quantitative. Or, dans l'ensemble de textes étudiés sur Twitter, la lemmatisation s'est montrée nécessaire à cause d'une limitation imposée par le logiciel, qui ne supportait pas une analyse aussi fine des ensembles linguistiques disponibles dans notre immense corpus de *tweets*.

A l'issue de ce travail de codage et nettoyage, notre archive de reportages de presse se trouve constituée de 11 textes (correspondants aux 11 dates d'analyse), 11.938 segments de texte, 425.010 occurrences et 23.262 formes lexicales. Celle des *tweets* comporte 10 textes, 38.650 segments de texte, 17.311.479 occurrences et 224.774 formes lexicales. Lors de leur traitement, nous avons particulièrement utilisé l'analyse de similitudes qui est une méthode dite oppositive, consistant à repérer les ressemblances et différences des segments de texte jusqu'à la constitution de classes par calcul de proximité. Nous ne l'avons considéré pertinente qu'à partir de l'obtention d'un pourcentage de 55% des segments de texte répertoriés dans les classes. Les principaux résultats de cette opération sur les textes sont présentés dans l'Annexe 4.

Annexe 4. Tableaux d'analyse statistique des textes (CHD)

Dans cette Annexe 4 nous répertorions les principaux tableaux issus de nos analyses de similitudes, constituant une classification hiérarchique descendante (CHD) de presse et de *tweets*. Ces résultats sont également présentés et interprétés dans le déroulement du manuscrit. La présentation de ces graphes sur cette annexe permet donc au lecteur de les retrouver plus facilement au cours de la lecture du manuscrit qui fait souvent référence à ces résultats. En outre, cela permet de reconstituer les métadonnées de nos principales analyses qui n'ont pas été transcrites dans le corps du texte.

Les Annexes 4.1 et 4.2 sont formées par l'analyse lexicale de tous les textes réunis, issus de la presse et de Twitter, autour de toutes les dates sélectionnées. Nous exposons dans les annexes suivantes les graphes issus de l'analyse CHD de chaque média, qui ont permis l'analyse contrastive réalisée au Chapitre 4.

Annexe 4.1. Classification Hiérarchique Descendante Presse

Number of texts: 11

Number of text segments: 11938

Number of forms: 23262

Number of occurrences: 425010

Number of lemmas: 14342

Number of active forms: 13394

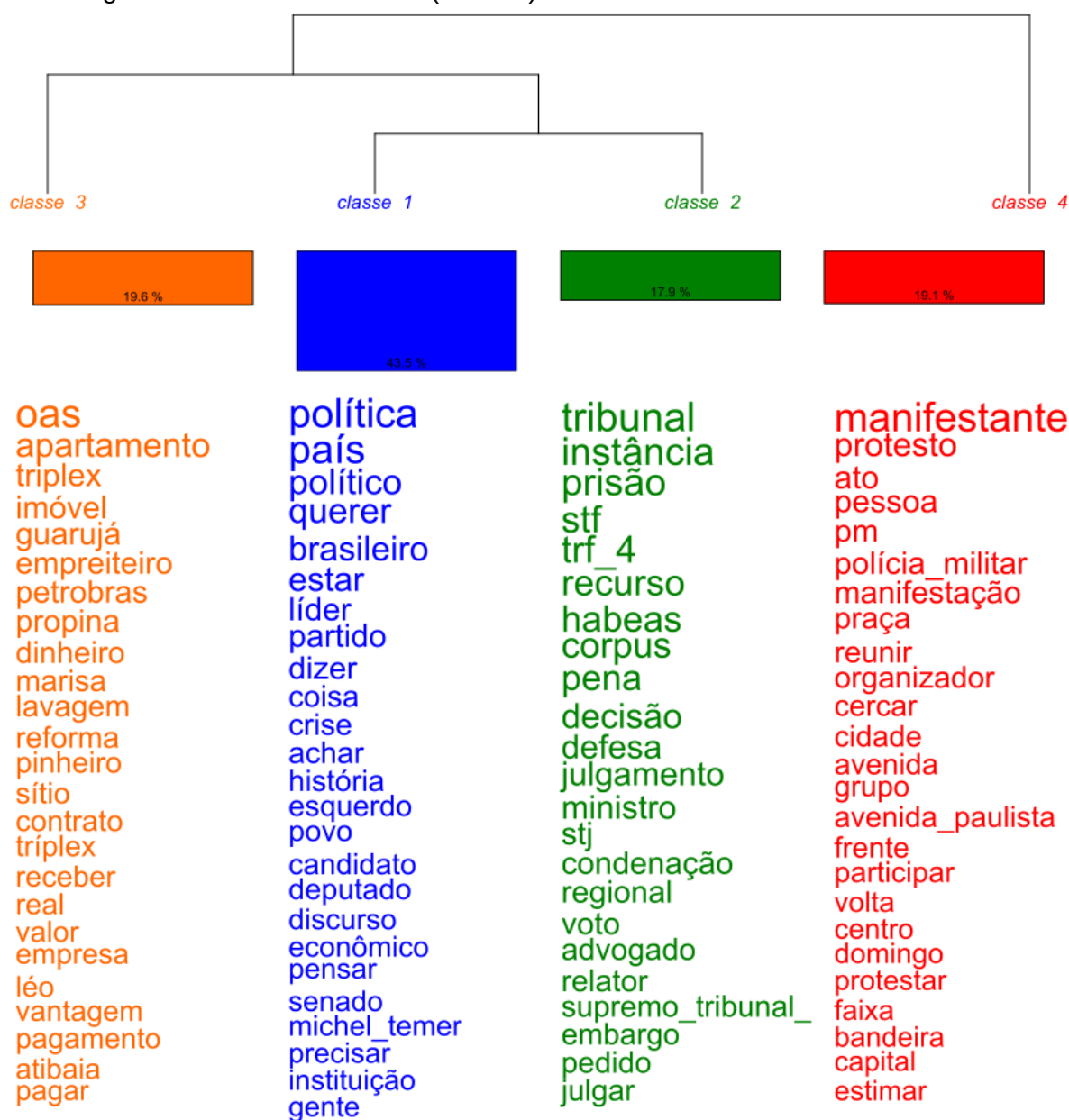
Number of supplementary forms: 929

Number of active forms by frequency ≥ 9 : 2786

Number of forms by segment: 35601441

Number of clusters: 4

10828 segments classified on 11938 (90.70%)



Annexe 4.2. Classification Hiérarchique Descendante Twitter

Number of texts: 10

Number of text segments: 38650

Number of forms: 224774

Number of occurrences: 17311479

Number of lemmas: 189373

Number of active forms: 187246

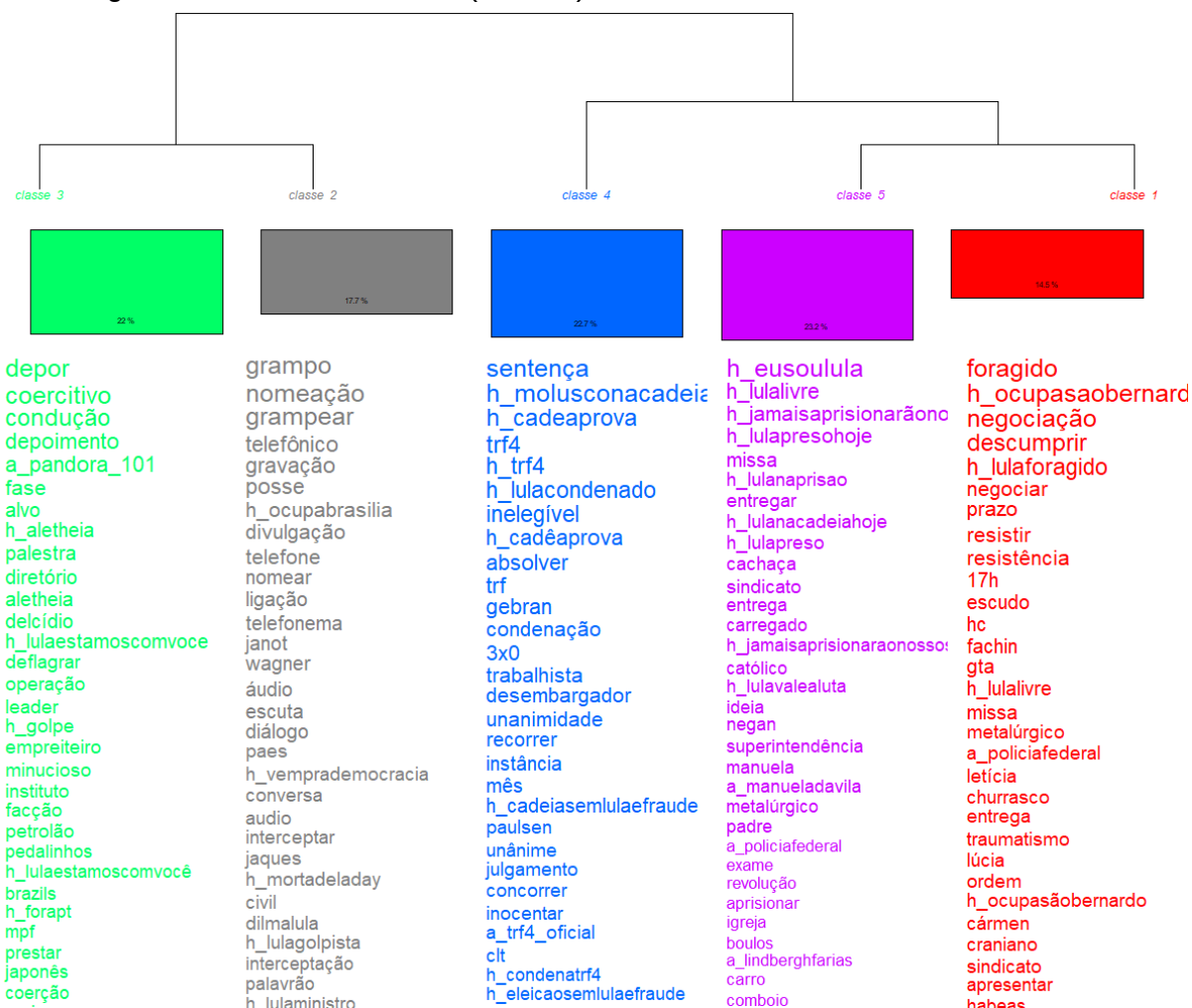
Number of supplementary forms: 2100

Number of active forms by frequency ≥ 315 : 2986

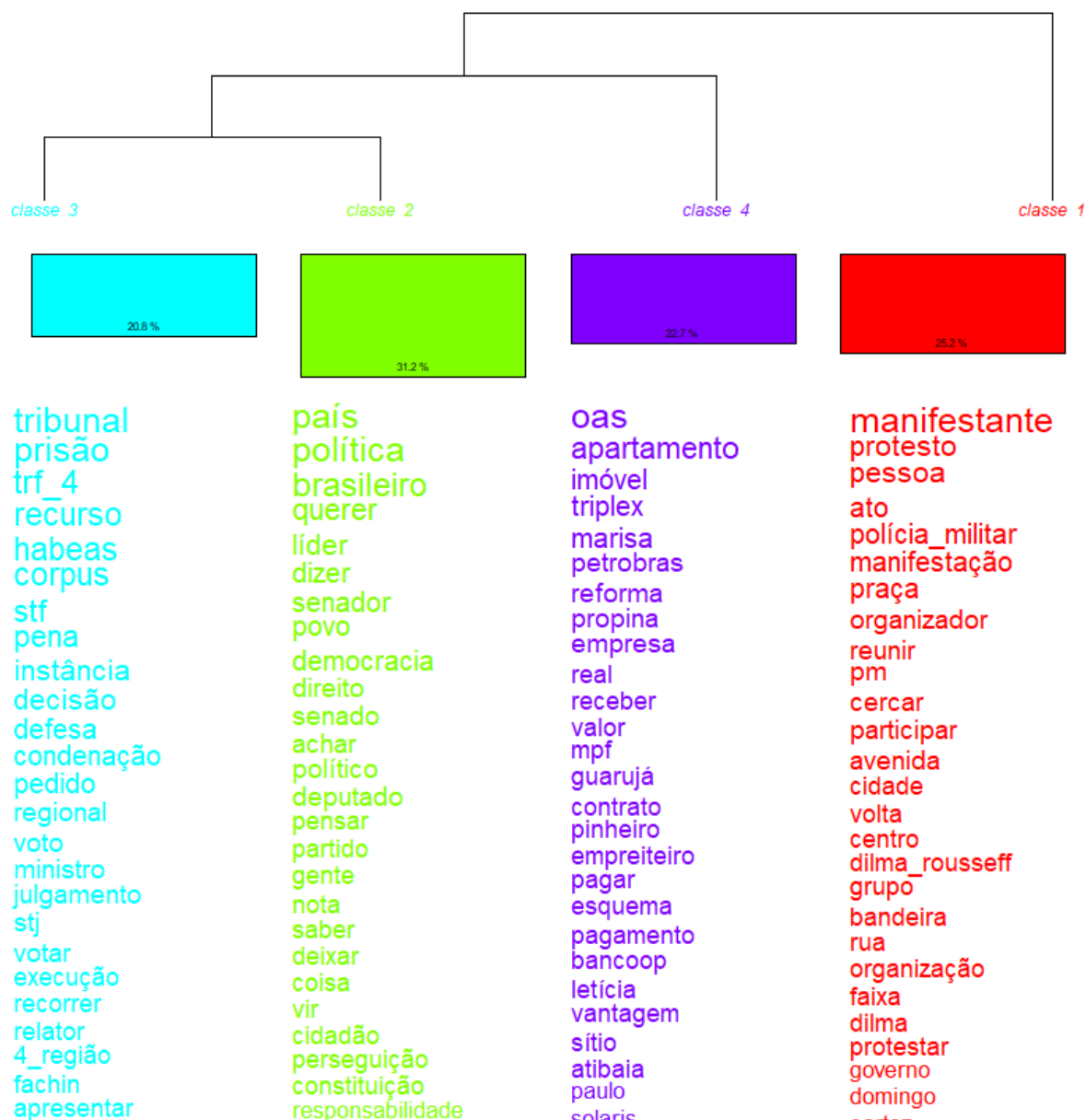
Number of forms by segment: 447.903726

Number of clusters: 5

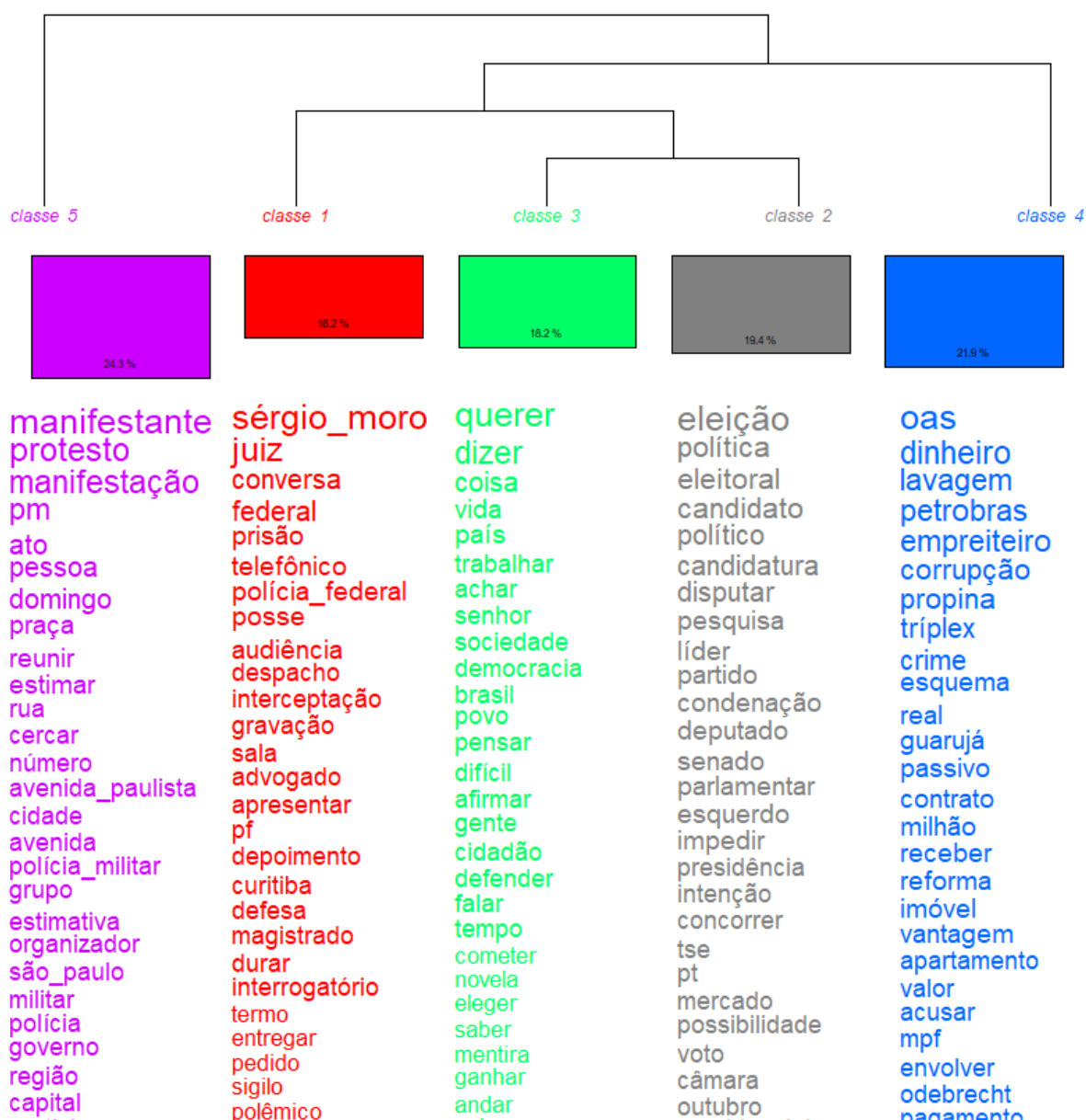
29022 segments classified on 38650 (75.09%)



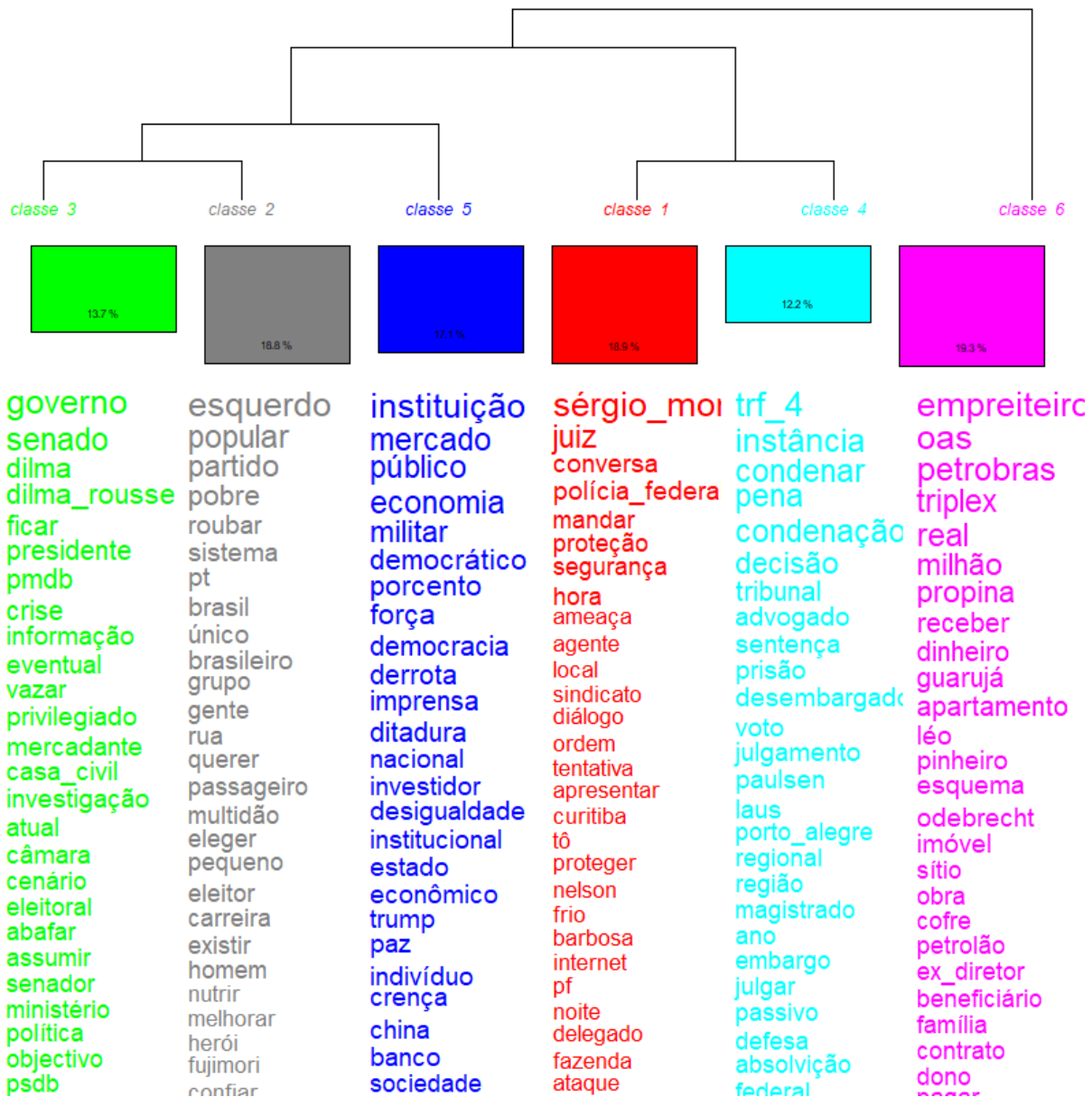
Annexe 4.3. Classification Hiérarchique Descendante G1



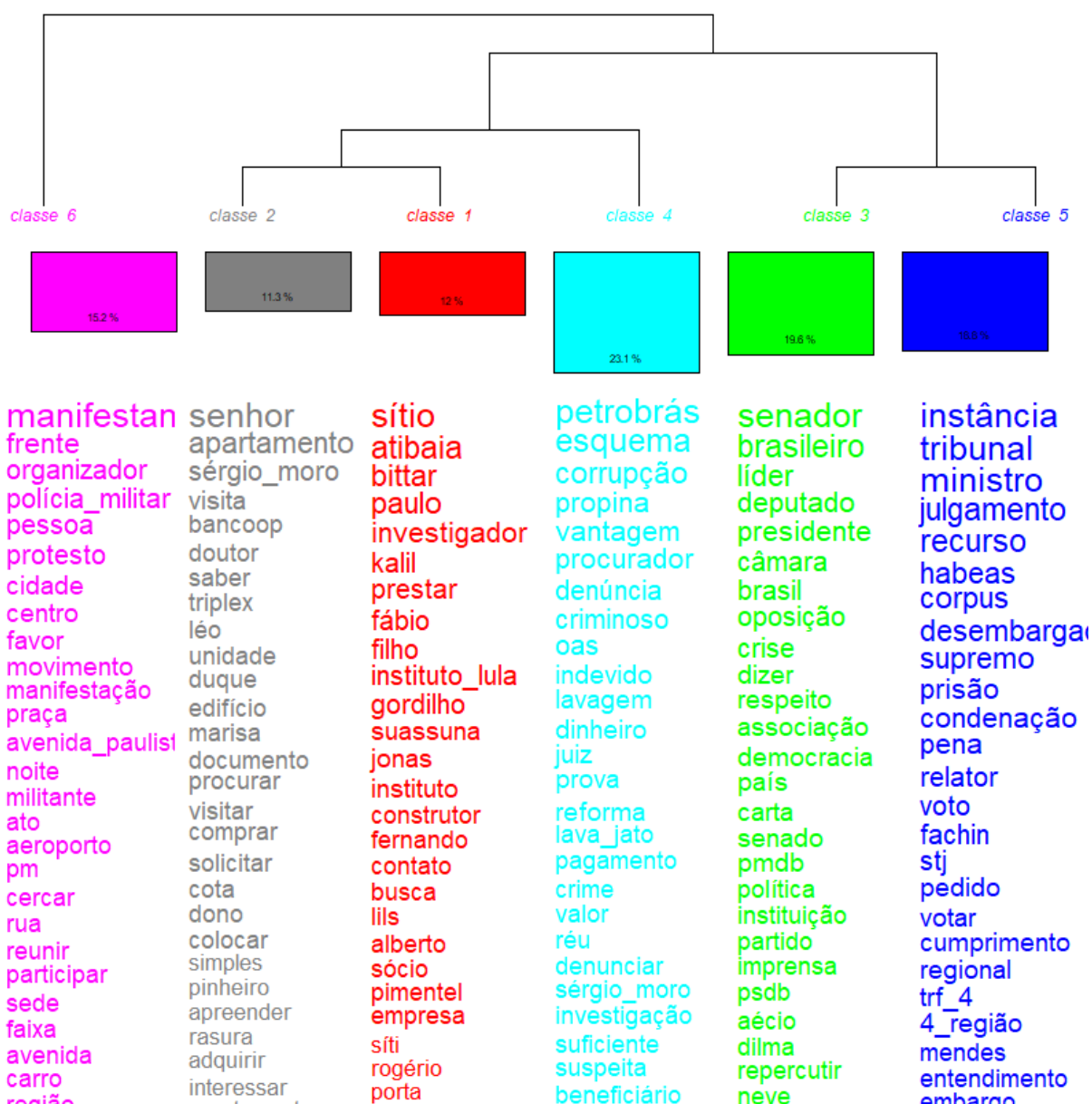
Annexe 4.4. Classification Hiérarchique Descendante UOL



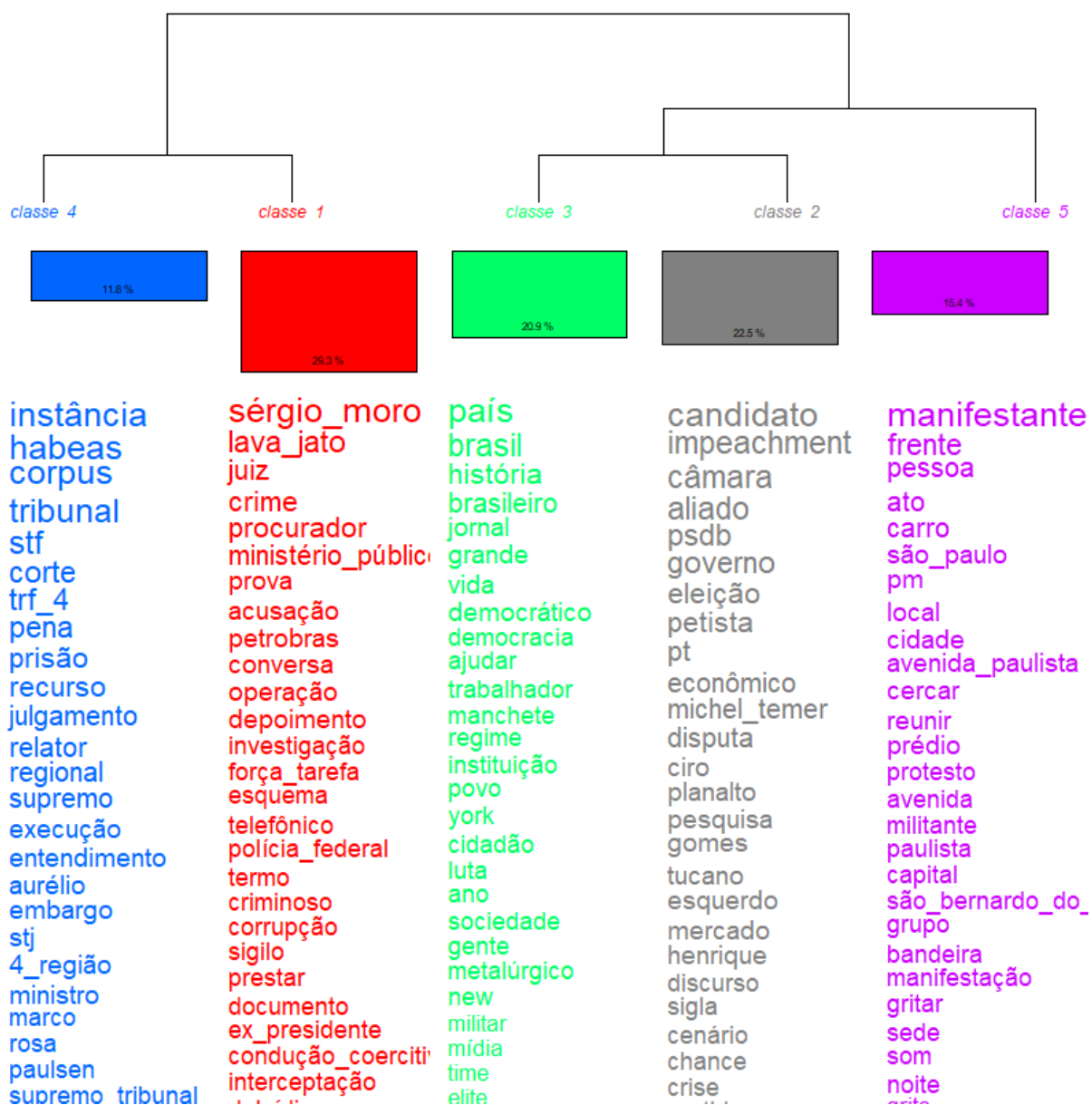
Annexe 4.5. Classification Hiérarchique Descendante Veja



Annexe 4.6. Classification Hiérarchique Descendante *Jornal Nacional*



Annexe 4.7. Classification Hiérarchique Descendante *Folha de S. Paulo*



Index des auteurs

Amossy, Ruth, 29, 32, 35, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 46, 47, 51, 53, 66, 69, 72, 77, 78, 90, 123, 185, 193, 199, 201, 202, 304, 315, 321, 339, 355, 372, 393, 401, 415, 419, 422, 426, 428, 430, 434, 435, 438, 441, 442, 445

Angenot, Marc, 41, 42, 43, 46, 47, 50, 66, 77, 82, 91, 149, 167, 174, 186, 321, 427, 435, 441

Azevedo, Fernando Antônio, 61, 179, 308, 362

Baroni, Raphaël, 205, 208, 210, 216, 217, 221, 223

Barthes, Roland, 32, 79, 207, 222, 226, 237, 271, 297, 304, 444

Biroli, Flávia, 52, 53, 59, 62, 190, 431

Bourdieu, Pierre, 33, 54, 56, 60

Cervi, Emerson Urizzi, 151, 309

Charaudeau, Patrick, 42, 45, 50, 51, 53, 60, 78, 82, 90, 92, 95, 148, 179, 212, 219, 401

Coutinho, Iluska Maria da Silva, 59, 120, 214

Felman, Shoshana, 38, 44, 45, 46, 157

Feres, João, 32, 59, 163, 179, 186, 193, 306, 310, 379

Foucault, Michel, 38, 40, 42, 55, 431

Habermas, Jurgen, 47, 59, 62, 333, 434

Kerbrat-Orecchioni, Catherine, 37, 40, 50, 63, 90, 172, 195, 249, 271, 323, 416, 428

Lits, Marc, 52, 54, 78, 80, 141, 205, 221, 271, 363, 435

Longhi, Julien, 69, 70

Louault, Frédéric, 27, 145, 306

Maingueneau, Dominique, 40, 45, 49, 63, 77, 119, 255, 303

Marchand, Pascal, 95

Marion, Philippe, 31, 45, 51, 55, 79, 91, 205, 207, 218, 228, 240, 246, 264, 269, 279, 346, 417

Miège, Bernard, 30, 32

Miguel, Luis Felipe, 32, 52, 53, 54, 58, 59, 62, 87, 190, 431

Moirand, Sophie, 78, 81, 90, 95, 208

Panke, Luciana, 28, 136, 314

Paveau, Marie-Anne, 32, 67, 339

Plantin, Christian, 37, 39, 41, 51, 91, 375, 426

Prudencio, Kelly, 71, 136

Rastier, François, 77, 83, 89

Ratinaud, Pierre, 70, 88, 95

Recuero, Raquel, 32, 63, 66, 69, 380

Revaz, Françoise, 205, 208, 210, 216, 221

Ringoot, Roselyne, 30, 61, 83, 90

Rizzotto, Carla Candida, 52, 57, 136

Singer, André, 27, 307

Telles, Helcimara, 60, 173, 179, 180, 384

Tétu, Jean-François, 212, 215, 218, 426

Wrona, Adeline, 239, 256, 314, 323, 363, 418

Index des notions

Ad hominem, 38, 39, 43, 69, 72, 108, 131, 185, 201, 249, 285, 323, 337, 362, 400
Affaire Triplex, 243
Analyse du Discours, 441, 447
Analyse statistique des textes, 95, 233, 441, 515, 519
Argumentation, 30, 32, 35, 41, 42, 43, 55, 68, 70, 79, 95, 132, 152, 191, 196, 201, 204, 282, 283, 289, 326, 363, 394, 400, 416, 417, 421, 425, 430, 443, 444, 446
Auditoire, 29, 37, 38, 40, 41, 43, 47, 66, 128, 130, 145, 176, 191, 199, 201, 304, 334, 339, 344, 372, 448
Démocratie, 27, 34, 43, 44, 45, 46, 47, 59, 60, 61, 63, 105, 107, 113, 114, 120, 133, 134, 135, 136, 147, 149, 150, 153, 158, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 170, 171, 173, 175, 178, 179, 187, 189, 190, 191, 195, 196, 197, 198, 199, 202, 204, 251, 269, 294, 305, 313, 316, 340, 347, 364, 381, 383, 397, 401, 427, 431, 432, 434, 435, 436, 437, 438, 440, 442, 444, 445, 446, 447
Discours journalistique, 49, 69, 217, 314, 336, 355, 401
Espace Public, 27, 35, 45, 46, 47, 49, 56, 59, 61, 62, 63, 75, 90, 92, 93, 115, 124, 146, 153, 192, 262, 285, 333, 338, 349, 363, 364, 375, 381, 393, 394, 401, 402, 403, 405, 406, 410, 416, 418, 426, 427, 434, 439, 440, 442, 444, 445
Ethos, 37, 39, 52, 69, 93, 95, 109, 119, 120, 121, 123, 130, 136, 140, 161, 198, 199, 201, 255, 266, 303, 304, 313, 314, 315, 322, 334, 383, 439
Événement, 27, 28, 33, 34, 46, 51, 54, 62, 69, 70, 83, 86, 92, 97, 100, 110, 111, 118, 132, 139, 167, 170, 205, 209, 210, 211, 212, 213, 215, 216, 217, 221, 222, 223, 224, 225, 232, 247, 258, 295, 303, 320, 327, 328, 329, 333, 344, 346, 349, 353, 354, 355, 357, 358, 366, 397, 408, 411, 412, 413, 422, 428
Feuilleton, 33, 34, 205, 207, 208, 210, 212, 221, 222, 223, 224, 225, 229, 232, 449
Journalisme, 25, 49, 52, 54, 55, 57, 59, 60, 61, 62, 72, 97, 105, 179, 181, 182, 204, 210, 217, 218, 226, 236, 237, 337, 346, 347, 393, 394, 427, 431, 433, 444, 446, 447, 448
Judiciarisation de la politique, 63, 163, 190, 191, 192, 202, 203, 285
Logos, 37, 41, 123, 130, 222, 296, 304
Lulisme et anti-lulisme, 27, 201, 307, 308, 312, 313, 316
Micro-événements, 208, 212, 213
Multimédiatique, 31, 32, 34, 35, 79, 89, 90, 95, 110, 132, 205, 207, 288, 400, 441, 443, 513
Mythe, 109, 207, 303, 304, 321, 322, 335, 449
Narratologie, 205, 336, 441
Operação Lava Jato (Lavage-express), 211
Opposant, 37, 38, 39, 43, 66, 72, 126, 419, 425, 444
Pathos, 37, 39, 41, 123, 196, 204, 304, 333, 334, 353, 398, 422, 435
Petisme et anti-petisme, 308
Polarisation, 30, 34, 56, 65, 68, 91, 146, 151, 163, 164, 197, 207, 271, 272, 341, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 365, 372, 373, 375, 379, 393, 400, 401, 410, 419, 420, 421, 422, 423, 427, 430, 434, 435, 438, 439, 440, 442, 443, 445
Proposant, 37, 39, 66, 72, 172, 419, 425, 444
Récit, 28, 30, 31, 32, 34, 61, 63, 66, 72, 78, 79, 80, 81, 84, 115, 153, 179, 185, 190, 191, 195, 205, 207, 208, 210, 214, 216, 217, 218, 221, 222, 223, 232, 234, 246, 251, 252, 255, 269, 271, 272, 273, 280, 285, 288, 289, 294, 303, 314, 316, 318, 323, 336, 337, 338, 341, 347, 349, 352, 355, 356, 367, 372, 382, 383, 400, 401, 412, 415, 439, 442, 446
Sémiologie, 32, 441, 447
Sujet, 37, 72
Tiers, 37, 40, 41, 72, 128, 130, 166, 176, 341, 363, 372, 401, 419, 425, 431, 439, 444
Tort, 37, 38, 140, 143, 150, 153
Violence verbale, 39, 66, 72, 130, 185, 204, 264, 401, 416

Lula en prison : une analyse multimédiatique de la polémique publique au Brésil dans la presse et sur Twitter autour de l'affaire Triplex (2016-2018)

Ce travail doctoral aborde le traitement info-communicationnel de l'affaire Triplex menant l'ancien président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva en prison en 2018. Cette recherche vise à comprendre la polarisation construite autour de ce procès en s'intéressant à la participation de la presse et Twitter dans la construction d'une « polémique publique » (Amossy 2014) et dans la fabrique de l'opinion. L'enquête repose sur une archive de 642 reportages issus de cinq médias traditionnels brésiliens et 1.046.729 tweets qui ont circulé entre 2016 et 2018 pendant la durée du procès judiciaire. Ce corpus multimédiatique est traité avec une approche quanti-qualitative en deux temps complémentaires : une analyse statistique computationnelle des textes puis une approche sémio-discursive qui se nourrit de l'analyse du discours, de la narratologie et de la sémiologie. La mise en scène proposée des crimes, avec un accent sur la tension entre juge et accusé, est ainsi identifiée. L'analyse fait en outre émerger les fondements politico-sociaux des positions irréconciliables dans le débat sur l'emprisonnement de Lula. Il ressort que la polarisation politique est représentée et produite par l'appareil info-communicationnel, qui met en scène des narratifs antagonistes incitant à un regard polarisant sur l'affaire publique. Presse et Twitter constituent ainsi un lieu où la polarisation se déploie de façon pérenne au détriment d'un espace de discussion publique conforme au modèle habermassien.

Mots-clés : Journalisme ; Presse ; Twitter ; Polémique ; Information ; Numérique ; Lula ; Brésil ; Lexicométrie ; Analyse du discours ; Sémiologie ; Narratologie

Lula in prison: a multimediatic analysis of public polemics in Brazil in the press and on Twitter about the Triplex case (2016-2018)

This doctoral work addresses the info-communicational treatment of the Triplex case leading former Brazilian President Luiz Inácio Lula da Silva to prison in 2018. This research aims to understand the polarization built around this trial by focusing on the participation of the press and Twitter in the construction of a "public polemic" (Amossy 2014) and in the making of opinion. The investigation is based on an archive of 642 articles from five traditional Brazilian press and 1,046,729 tweets that circulated between 2016 and 2018 during the judicial process. This multimedia corpus is treated with both a quantitative and qualitative approaches in two complementary stages: a computational statistical analysis of texts and a semiotic-discursive approach that feeds on the analysis of discourse, narratology and semiology. The proposed staging of the crimes, with an emphasis on the tension between the judge and accused, is thus identified. The analysis also brings out the political and social foundations of the irreconcilable positions in the debate on Lula's arrest. It is emphasized that the political polarization is represented and produced by the info-communicational apparatus, which puts antagonistic narratives on the scene inciting a polarizing look on the public subject. Press and Twitter thus constitute a place where polarization unfolds in a perennial way at the expense of a space for public discussion in accordance with the Habermassian model.

Key-words : Journalism; Press; Twitter; Polemics; Information; Digital; Lula; Brazil; Lexicometry; Discourse analysis; Semiology; Narratology